

Déterritorialisation et production de nouvelles vulnérabilités : le processus de reconstruction de L'Aquila après le séisme de 2009

Isabella Tomassi

▶ **To cite this version:**

Isabella Tomassi. Déterritorialisation et production de nouvelles vulnérabilités : le processus de reconstruction de L'Aquila après le séisme de 2009. Géographie. Université Lumière - Lyon II, 2025. Français. ⟨NNT : 2025LYO20047⟩. ⟨tel-05371473⟩

HAL Id: tel-05371473

https://theses.hal.science/tel-05371473v1

Submitted on 18 Nov 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

N° d'ordre NNT : 2025LYO20047

THÈSE DE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

École Doctorale : ScSo - Sciences Sociales

Discipline : Géographie Aménagement Urbanisme

Soutenue publiquement le 2 juillet 2025, par :

Isabella TOMASSI

Déterritorialisation et production de nouvelles vulnérabilités.

Le processus de reconstruction de L'Aquila après le séisme de 2009.

Devant le jury composé de :

Bruno BARROCA, Professeur des universités, Université Gustave Eiffel, Département génie urbain	Président
Nancy MESCHINET DE RICHEMOND, Professeure des universités, Université Paul Valéry Montpellier 3	Rapporteuse
Géraldine DJAMENT, Maîtresse de conférences, Université de Strasbourg	Rapporteuse
Thomas ZANETTI, Maître de conférences, Université Jean Moulin Lyon 3	Examinateur
Christian MONTES, Professeur des universités, Université Lumière Lyon 2	Directeur de thèse
Magali REGHEZZA-ZITT, Maîtresse de conférences, ENS Paris	Co-directrice de thèse

Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « Paternité – pas d'utilisation commerciale – pas de modification » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.

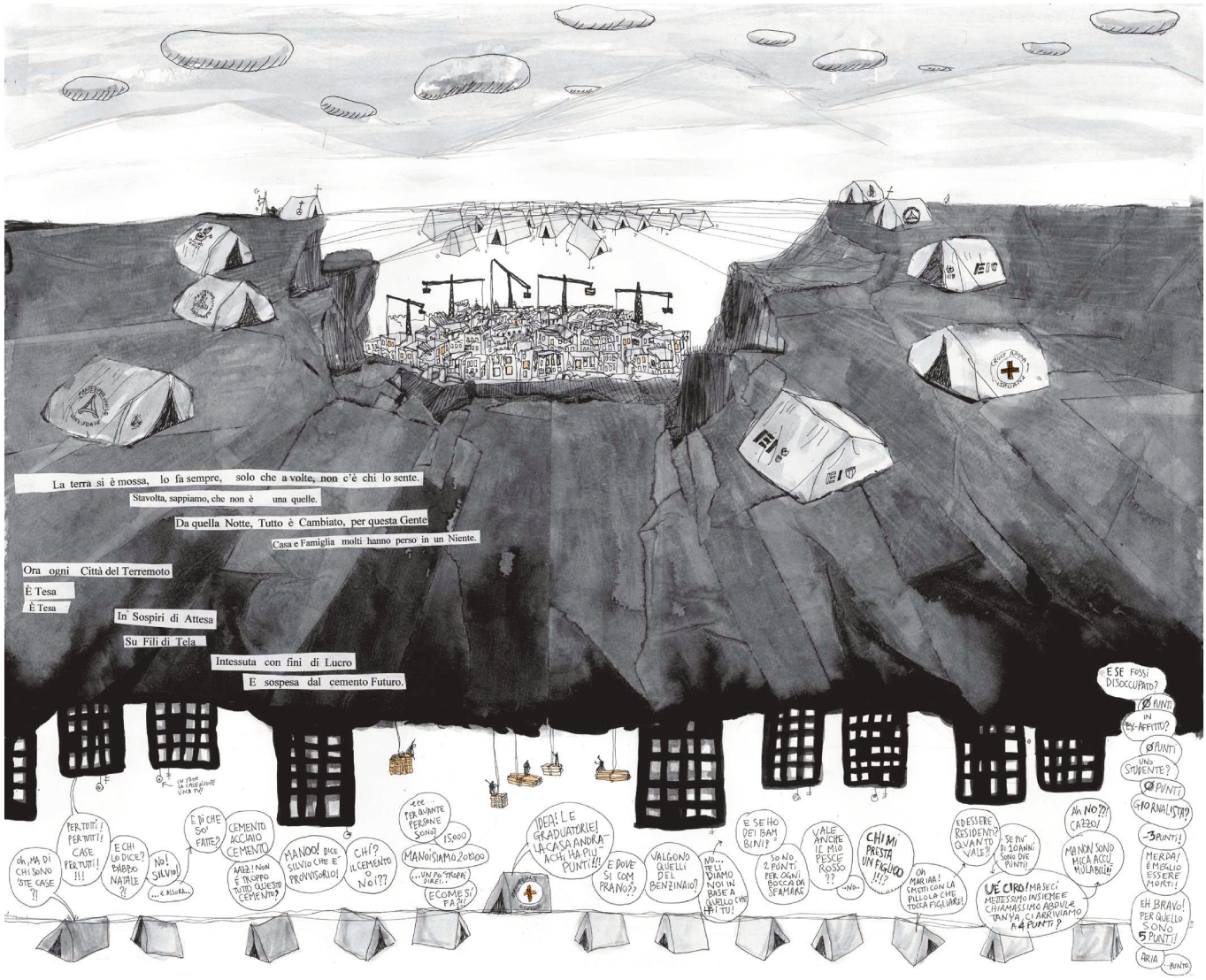
Université de Lyon 2, ED 483 Sciences Sociales, EVS UMR 5 600 CNRS

Thèse pour obtenir le grade de Docteure de l'Université de Lyon 2
en Géographie, aménagement et urbanisme

Présentée et soutenue par **Isabella TOMASSI**, le 2 juillet 2025

Déterritorialisation et production de nouvelles vulnérabilités

Le processus de reconstruction de L'Aquila après le séisme de 2009



JURY

Bruno BARROCA PR, Lab'URBA, Université Gustave Eiffel		Président
Géraldine DJAMENT MCF HDR, SAGE UMR 7363, Université de Strasbourg		Rapportrice
Nancy MESCHINET DE RICHEMOND PR, LAGAM, Université Paul Valéry		Rapportrice
Christian MONTÈS PR, EVS UMR 5 600, Université de Lyon 2		Directeur
Magali REGHEZZA-ZITT MCF HDR, ENS Paris, Cour des Comptes		Directrice
Thomas ZANETTI MCF, EVS UMR 5 600, Université Jean Moulin Lyon 3		Examinateur

Université de Lyon 2
ED 483 Sciences Sociales, EVS UMR 5 600 CNRS

Thèse pour obtenir le grade de
Docteure de l'Université de Lyon 2
en Géographie, aménagement et urbanisme

Présentée et soutenue par
Isabella TOMASSI
le 2 juillet 2025

Déterritorialisation et production de nouvelles vulnérabilités

Le processus de reconstruction de L'Aquila après le séisme de 2009

JURY

Bruno BARROCA PR, Lab'URBA, Université Gustave Eiffel	Président
Géraldine DJAMENT MCF HDR, SAGE UMR 7363, Université de Strasbourg	Rapportrice
Nancy MESCHINET DE RICHEMOND PR, LAGAM, Université Paul Valéry	Rapportrice
Christian MONTÈS PR, EVS UMR 5 600, Université de Lyon 2	Directeur
Magali REGHEZZA-ZITT MCF HDR, ENS Paris, Cour des Comptes	Directrice
Thomas ZANETTI MCF, EVS UMR 5 600, Université Jean Moulin Lyon 3	Examinateur

Droits d'auteurs

Cette création est mise à disposition selon le Contrat :
« **Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de modification 4.0 France** »
disponible en ligne : https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0



Illustration de couverture : NapoliMonitor

Aux victimes de cette catastrophe et de toutes les autres

Alla mia famiglia

et à toutes mes familles éparpillées

À Daisaku Ikeda (1928 - 2023), maître de vie

« *Si vous vous inquiétez de votre sécurité personnelle, ne devriez-vous pas tout d'abord prier pour l'ordre et la tranquillité aux quatre coins du pays ?* »
Traité sur l'établissement de l'enseignement correct pour la paix dans le pays, *Écrits,* 26, 1257

Nichiren Daishonin

Remerciements

Cette thèse a représenté un long parcours intellectuel, géographique et humain qui n'aurait pu être achevé sans un nombre important de personnes qui m'ont incitée, conseillée, aidée, soutenue, supportée ou relue.

Tout d'abord, je tiens à remercier Christian Montès, pour sa direction attentive et bienveillante ainsi que pour la confiance qu'il m'a transmise ; et Magali Reghezza-Zitt, grâce à laquelle ce travail a pu prendre une envergure que je n'avais pas imaginée.

Ma première direction de thèse, bien qu'interrompue brusquement, a été précieuse pour m'inscrire dans le domaine de la géographie. Je remercie pour cela Guillaume Faburel et Isabelle Delpla ainsi que Viviane Claude qui m'as permis de poursuivre.

Derrière une thèse, il y a toujours une communauté scientifique à laquelle je suis profondément redevable : tout d'abord le laboratoire Triangle de l'ENS de Lyon et, en particulier, Claude Gauthier directeur à l'époque de mon passage, Pascal Allais et Marie Lucchini, secrétaires généraux, qui ont concrètement résolu mille problèmes et facilité les nombreuses démarches pour l'obtention, entre autres de la bourse pour l'École française de Rome. M'ont également été précieux pendant cette période la fréquentation et les échanges avec les doctorants de philosophie et de sciences politiques de la salle A. Après avoir été accueillie au sein du laboratoire EVS, j'ai, en particulier, mené des activités dans l'atelier 6 et 7 où j'ai eu la chance de rencontrer des chercheurs comme Thierry Coanus qui m'a fourni des précieux conseils de lecture et avec lequel j'ai pu avoir des échanges riches et fructueux. Je tiens à remercier aussi Dominique Chevalier pour ses encouragements continus. Ce travail a pu arriver à sa conclusion dans de bonnes conditions grâce à la solidarité de Marie Augendre que je tiens à remercier tout particulièrement pour son soutien indéfectible.

Le croisement de la vie, de l'action et de la recherche m'a permis de rencontrer, « hors les murs », des collègues auxquels je dois beaucoup. Je pense, en particulier, aux camarades du RGL qui m'ont protégée, aidée, inspirée : Diego, Philippe, Pauline, Thomas, Guillaume, Hélène, Odile, Doriane, Judicaëlle, Frédérique et Simon. C'est aussi l'occasion de remercier, ici, un autre réseau fondamental dans ma formation universitaire et intellectuelle, celui de l'i-Rec. Tout particulièrement Giuseppe Forino (Université de Salford) chercheur infatigable et cher ami, Ksenia Chmutina (Université de Loughborough), Gonzalo Lizarralde (Université de Montréal) et JC Gaillard (Université d'Auckland).

Les conditions matérielles et sociale de la réussite de cette thèse, je les dois à la possibilité de travail en tant qu'ATER à l'Université de Limoges. J'y ai rencontré des personnes engagées et humaines qui, toutes, m'ont soutenue et aidée à achever le travail de rédaction : Fréderic Richard et Nathalie Bernardie-Tahir, soutiens au quotidien, puis Greta Tommasi, Dominique Taurisson-Muret, Leny Patinaux et Marie Cherchelay avec laquelle j'ai eu la bonne fortune de pourvoir échanger presque tous les jours sur les thèmes de recherche qui nous tiennent à cœur. Heureusement, étaient là aussi mes très chers collègues doctorants qui ont partagé avec moi les derniers mois de souffrance de la

rédaction. Un très grand merci à Morgane, Pierre, Louis, Bérangère et Ornella. Les merveilleuses cartes qui illustrent et enrichissent cette thèse sont le fruit de longues heures passées au sein de la Plateforme géomatique et humanités numériques de l'Université de Limoges. Merci à Fabien Cerbelaud mais surtout à Rémi Crouzevialle, infatigable travailleur, esthète des cartes, patient relecteur de grosse partie de thèse et soutien indéfectible, qu'il sera toujours impossible de remercier suffisamment pour tous le temps, l'engagement et le dévouement qu'il a mis dans son accompagnement jusqu'au but.

Pendant toutes ces années j'ai eu la chance de croiser sur mon chemin de nombreux chercheurs et collègues bienveillants, parfois de véritables guides. Parmi eux, si nombreux : Marie-Laure Lambert (Université d'Aix-Marseille), Aurélie Arnaud (Université d'Aix-Marseille), Emanuela Nanni (Université de Grenoble), Michela Toppano (Université d'Aix-Marseille), Adrien Baysse-Lainé (CNRS-Pacte), Samir Boumediene (CNRS-Irhim), Laura Centemeri (CNRS-EHESS) ou Federica Giardini (Université de Rome 3).

En écrivant ces remerciements je me rends compte que je ne pourrais jamais mentionner toutes les personnes qui, dans des moments difficiles ou plus heureux, ont constellé ce parcours. Tous ceux qui ont prêté une oreille bienveillante, mené des discussions à plus en finir, apporté de manière concrète de véritables aides : logements, coups de pouce, prêts de matériel, suggestions, rigolades, bons repas, des moment inoubliables et, bien sûr, des relectures. Tout d'abord, merci à ma famille lyonnaise : Marielle, Elodie, Elsa et Simon (avec Susy), Giulia, Federico, Francesco, etc. Sans vous, je ne sais pas comment j'aurais fait. Mon amitié éternelle ! Ensuite, je souhaite remercier ma « famille française », celle qui m'as toujours accueillie et m'accueille encore, qui m'as appris le don et le partage, merci à tout le clan Denton et Portailler : Pépé André, Sylvie et Manu, Stéphanie, Toto et Camille avec mes neveux et nièces (tous les 6) ; puis merci, du fond du cœur, aux tata et tontons : Sylvie et Manu, Corinne et Jean Marc, Pascale et Michel, et aux cousin et cousines, une trentaine en tout, que j'aime tout autant. Ce travail est aussi dédié à la mémoire de Mémé Dedette et Mémé Mick. Dans la même bande, merci aux copains que j'aime : Sam, Sara et Jule, Marianne et Nico, la Virg, Mila et Guillaume, Cate et Val, Emilie, Françoise puis Anne B. et Anne C., super relectrices. Je remercie ma famille Soka, en France et en Italie.

À Michela, amie sororale, grande âme et grand esprit, inspirante et si proche de mon cœur. *Grazie* ! Puis merci, merci, merci à Manuk, Valentina, Serena, Giorgia, Gabriele, Filippo, Cinzia et Giacomo, Viola, Stefano (*il socio*), tous les camarades du 3e32 avec lesquels nous avons essayé, aux amis d'EVA avec lesquels nous avons réalisé l'inimaginable. Un merci aux nouvelles copines de cœur de Limoges, des rencontres fulgurantes : Charlotte, Stéphanie et Sonia.

À ma famille, *Mamma* Francesca, *Papà* Paolo, Odoardo et Giulia, aux espoirs, aux appels, aux colis pleins de bonnes choses pour me remonter le moral pendant qu'eux aussi vivaient une situation très difficile. *Grazie mille.*

Dulcis in fundo, à Ludo, compagnon de cette aventure et bien d'autres, capable d'amour inconditionnel.

Principaux sigles et acronymes

ADSU	Agenzia per il Diritto allo Studio Universitario	Agence pour le droit aux études supérieures
AIRE	Anagrafe degli Italiani Residenti all'Estero	Recensement des italiens à l'étranger
ANCE	Associazione Nazionale Costruttori Edili	Association nationale des sociétés de construction
ANCSA	Associazione Nazionale centri storico-artistici	Association nationale centres historico-artistique
ANIA	Associazione Nazionale Imprese Assicuratrici	Association nationale des sociétés d'assurance
ANSA	Agenzia Nazionale Stampa Associata	Agence nationale de la presse associée
ATER	Azienda Territoriale Edilizia Residenziale	Agence territoriale pour les logements résidentiels
CASE	Costruzioni Anti-Sismiche Ecocompatibili	Maisons antisismiques éco-soutenables
CGR	Commissione grandi rischi	Commission risques majeurs
CIPE	Comitato Interministeriale per la Programmazione Economica	Comité interministériel de la programmation économique
COC	Centro Operativo Comunale	Centre opérationnel communal
COM	Centri Operativi Misti	Centre opérationnels mixtes
CRED	Center for Epidemiological Research on Disasters	Centre de recherche épidémiologique sur les catastrophes
CRESA	Centro Regionale di studi e Eicerche Economico-Sociali	Centre de recherche économique et sociale des Abruzzes
CSV	Centro servizi per il Volontariato	Centre de service pour le bénévolat
DEA	Dipartimento di Emergenza ed Accettazione	District d'urgence et admission
Di.Coma.C	Direzione di Comando e Controllo	Direction de commande et contrôle
DISET	Dipartimento per lo sviluppo delle economie territoriali e delle aree urbane	Département du développement des économies territoriales et des zones urbaines
DPA	Dipartimento della Protezione Civile	Département de la Protection civile
DPCM	Decreto della Presidenza del Consiglio dei Ministri	Décret de la présidence du conseil des ministres
DRR	Disaster Risk Reduction	Réduction des risques de désastres
EVA	Eco Villaggio Auto costruito	Écovillage auto-construit
FSUE		Fonds de solidarité de l'Union européenne
GSSI	Gran Sasso Science Institute	Institut scientifique du Gran Sasso
GTI		Grands Travaux Inutiles
INFN	Istituto Nazionale di Fisica Nucleare	Institut national de physique nucléaire
INGV	Istituto nazionale di geologia e vulcanologia	Institut national de géophysique et de volcanologie
INU	Istituto Nazionale di Urbanistica	Institut national d'urbanisme

ISIG	Istituto di Sociologia Internazionale di Gorizia	Institut de sociologie international de Gorizia
ISPRA	Istituto superiore per la Ricerca e la Protezione Ambientale	Institut italien pour la protection et la recherche environnementale
Istat	Istituto Nazionale di Statistica	Institut national de la statistique
MAP	Moduli Abitativi Provvisori	Modules de logements provisoires
MUSP	Moduli ad Uso Scolastico Provviosorio	Modules à usage scolaire provisoire
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development	Organisation de coopération et de développement économiques
OPCM	Ordinanze del Presidente del Consiglio dei Ministri	Ordonnances du président du conseil des ministres
PC	Protezione Civile	Protection civile
PD	Partito Democratico	Parti démocratique
PdL	*Popolo della Libertà*	Peuple de la liberté
PEC	Piani di Emergenza Comunali	Plan communal d'urgence
PEEP	Piano edilizia economica popolare	Plan d'aménagement résidentiel populaire
PRG	Piano Regolatore Generale	PLU
ReLUIS	Rete dei Laboratori di ingegneria sismica e strutturale	Réseau des laboratoires d'ingénierie sismique et structurelle
RGL		Réseau des Géographes Libertaires
SC	Smart City	
SFDRR	Sendai Framework for Disaster Rirsk Reduction	Cadre internationale de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe
STM	Struttura tecnica di missione	Structure technique de mission
SVI	Social Vulnerability Index	Indice de vulnérabilité sociale
SVIMEZ	Associazione per lo sviluppo dell'industria nel Mezzogiorno	Association pour le développement de l'industrie dans le Sud de l'Italie
UC	Urban Center	
UMI	Unità minima d'intervento	Unité minimale d'intervention
US	Unità strutturale	Unité structurelle
USGS	United States Geological Survey	Service géologique des États-Unis
USRA	Ufficio Speciale Ricostruzione dell'Aquila	Bureau spécial pour la reconstruction de L'Aquila
USRC	Ufficio Speciale per la Ricostruzione del Cratere	Bureau spécial pour la reconstruction du Cratère
VAS	Valutazione Ambientale Strategica	Évaluation environnementale stratégique
VIA	Valutazione d'Impatto Ambientale	Évaluation d'impact environnemental

Sommaire

Remerciements 7
Principaux sigles et acronymes 9
Sommaire 11
Prologue 15
Partie 1. Déterritorialisation et vulnérabilités : les racines de la catastrophe 17
Introduction de la première partie 19
a. Introduction théorique 19
b. Enquêter sur la reconstruction post-séisme à L'Aquila : un terrain non choisi 43
Chapitre I. La ville tiraillée : déterritorialisation et développement 75
Introduction 75
I.1. L'Aquila : situation géographique d'une ville-territoire 77
I.2. Une ville historique prise entre patrimonialisation et développement 88
I.3. La vulnérabilité sociale générale du territoire italien 107
I.4. Déterritorialisation et vulnérabilité à l'échelle de deux quartiers-test : Santa Maria Paganica et San Giovanni. 118
Conclusion 126
Chapitre II. Histoire d'un tremblement de terre comme les autres 129
Introduction 129
II.1. Le séisme du 6 avril 2009 131
II.2. Le bilan humain et matériel : L'Aquila dévoile ses vulnérabilités 142
II.3. L'espace-temps de l'urgence : l'état d'exception 158
Conclusion 174
Conclusion de la première partie : l'exceptionnalité du tremblement de L'Aquila, une illusion d'optique ? 177
Partie 2. Les trois reconstructions : la ville d'urgence, la ville ordinaire, la ville *smart* 179
Introduction de la deuxième partie 181
Chapitre III. La (re)construction d'urgence : « *dalle tende alle CASE* », un pas de plus vers la déterritorialisation de L'Aquila 183
Introduction 183
III.1. Des modèles internationaux de la gestion de la catastrophe à la réalité opérationnelle à L'Aquila : un transfert manqué 187
III.2. Panorama des acteurs de la reconstruction 191
III.3. Le projet CASE : re-fonder la ville 203
III.4. Des acteurs aux objectifs contradictoires : négociations, conflits et oppositions à la gestion de la reconstruction 212
III.5. « Management » des populations dans l'assignation des appartements du projet CASE : entre efficience et improvisation 225
Conclusion 232
Chapitre IV. Récits de reconstruction ordinaire : au-delà des modèles 237

Introduction 237
IV.1. Le « récit de dévoilement », l'efficience scientifique sans l'efficacité urbanistique : la reconstruction comme bonne gestion financière par des procédures claires 243
IV.2. Le « récit de domination », se réapproprier et dominer le risque et l'incertitude : la reconstruction comme maintien du *statu quo* 252
IV.3. Le « récit de perfectionnement », mille plans, aucune planification : la reconstruction comme dystopie urbaine 266
IV.4. Le « récit démiurgique » : la reconstruction comme infrastructure pour une utopie urbaine technologique 276
Conclusion 282
Chapitre V. Under the smart city paradigm : the social and spatial transformation of L'Aquila city centre 285
Introduction 285
Methodology 286
V.1. Smart city : a discourse 287
V.2. L'Aquila smart city : national inter-governmental and local level projects 291
V.3. Even at local level : smarter is better 292
V.4. The impact of SC model on L'Aquila reconstruction 293
V.5. A techno-centred transformation of a territory 293
Conclusion 297
Conclusion de la deuxième partie : une ville, trois reconstructions ? 299
Partie 3. La reconstruction « sociale » : tentatives de reterritorialisation des habitants 301
Introduction de la troisième partie 303
Chapitre VI. Les habitants organisés en comités citoyens : la quête d'une « reconstruction sociale » 305
Introduction 305
VI.1. Naissance des *Comitati* : objectifs et composition 308
VI.2. La prise de l'espace public : occupations, manifestations et actions artistiques 322
Conclusion 344
Chapitre VII. La participation, seule démocratie possible ? L'institutionnalisation des comités 345
Introduction 345
VII.1. Qui participe dans la ville post-catastrophe ? 349
VII.2. Statut Communal de la participation, bilan participatif, les projets du CartoLab-UnivAq : réception des instances de participation au niveau local 356
VII.3. Les Festivals de la Participation : observations sur un dispositif d'acceptabilité 362
VII.4. L'*Urban Center* et son nouvel engagement urbain 364
Conclusion 368
Chapitre VIII. The ecovillage of Pescomaggiore (L'Aquila) : birth and death of a self-determined post-disaster community (2009 - 2014) 371
Introduction 371
VIII.1. Post-disaster ecovillages : an underexplored topic 374

VIII.2. Methodology 375
VIII.3. Results 376
Discussion and conclusions 384
Conclusion de la troisième partie : quelle place pour les habitants de L'Aquila dans la reconstruction ? 387
Conclusion générale 389
Qu'en est-il du projet CASE ? 390
Les écoles, l'éternel temporaire : quinze ans d'école publique dans les préfabriqués 392
Les touristes à la place des étudiants ? 395
Limites et ouvertures possibles 398
Références bibliographiques 401
Table des photographies 444
Table des cartes 447
Table des tableaux 448
Table des figures 449
Annexes 457
Annexe 1. Un risque sous-estimé ? La controverse de l'Aquila 459
Annexe 2. Les 309 victimes du séisme 461
Annexe 3. Liste des entretiens 465
Poèmes 469

Prologue

« *Odo c'est moi ! qu'est qu'il se passe ?* »

J'avais été réveillée une première fois vers 7h du matin par mon beau-père qui s'était levé, comme tous les matins, tôt pour traire ses chèvres en écoutant la radio. L'information ne lui avait pas échappée car, bien que L'Aquila soit une petite ville méconnue jusqu'à présent du plus grand nombre, lui y avait parcouru quelques chemins de montagne avec moi. Je me recouchais en lui disant qu'il y avait des secousses depuis quelques mois et que peut-être ce n'était rien qu'une secousse un peu plus forte qui avait attiré l'attention.

Une heure après, il est arrivé affolé et très préoccupé et je me décidais à appeler ma famille. J'ai commencé par mon père qui se lève tôt et était censé être au travail. Rien. Puis j'ai essayé le portable de ma mère, sûre de la réveiller mais bon … Rien. Je tombais sur le répondeur. En troisième recours j'ai appelé ma sœur, Giulia, qui était rentrée de son Erasmus pour les vacances et avait sans doute fait la fête pour son anniversaire mais qui avait toujours son portable près d'elle. Rien. À cet instant je me suis inquiétée, le cerveau a commencé à se réveiller pour de bon et à se poser des questions. En dernier, j'ai appelé Odoardo.

Un fort bruit de fond et sa voix, hurlante, qui répondit :

« *On est tous vivants ! On est tous vivants !* »

Le tremblement de terre m'est arrivé par téléphone.

Je. Je. J'y étais …même si cette nuit-là je n'étais pas là, à L'Aquila.

Je me trouvais en France pour rédiger calmement mon mémoire de Master. J'avais réservé, avec mon copain, un avion le 8 avril pour les vacances de Pâques. Mon retour a été repoussé.

Encore maintenant, alors que j'écris ce récit dix ans après les faits, les larmes reviennent. Il le criait à moi, il le criait à lui-même qu'ils étaient en vie, sains et saufs. Pour moi cela voulait dire qu'ils avaient failli mourir pendant que je dormais. Que d'autres avaient risqué leur vie au même moment. Que L'Aquila s'était écroulée. Je l'ai compris tout de suite, j'ai ressenti le froid que pouvait éprouver ma famille, mes amis, les voisins, les commerçants, les inconnus, d'un matin de début avril à L'Aquila, quand la neige est encore une masse compacte et brillante tout autour sur les montagnes.

« *On est à Piazza Duomo … on est tellement contents que tu ne sois pas là !* »

J'ai commencé à pleurer et je ne me suis plus arrêtée pendant un mois. Les heures qui suivirent, je les passais à essayer d'avoir des nouvelles : qui était en vie, s'il y avait de l'aide. Je découvris par les images que tout le monde s'était enfui en pyjama enveloppé, pour les plus chanceux, dans les couvertures qui, peu avant, les réchauffaient dans leur maison traîtresse.

(Récit personnel)

La poignée de minutes décrites dans ce récit personnel sont celles de la découverte, du dévoilement de la catastrophe dans le sens propre de la tragédie grecque. C'est pour moi le point zéro, le commencement de ce travail de thèse, de la recherche d'informations ou de réponses à mes questions, de compréhension. Mais ce récit est aussi l'antefact qui justifie le contenu et le style de ce travail. La mémoire de ce moment a été un moteur vers des changements majeurs dans ma vie personnelle, dans un contexte de mise en mouvement collective accélérée.

Ce qui m'a semblé clair au moment de la catastrophe est que le rôle qu'on joue en tant qu'habitant se trouve encore réduit, jusqu'à l'incapacité de décider pour soi des questions les plus intimes. Le gouvernement du désastre a pu s'infiltrer dans la vie de chacun en aplatissant toutes les différences et les besoins jusqu'à saper, pour certains, la capacité même d'imaginer l'après. Une sorte d'« empire de l'urgence » s'est installé en mettant fin à la politique comme construction du commun.

Partie 1

Déterritorialisation et vulnérabilités

Les racines de la catastrophe

Introduction de la première partie

Dans cette première partie, j'expose comment la manière dont je conçois le tremblement de terre qui, le 6 avril 2009, a frappé la ville de L'Aquila positionne ma thèse dans le champ bien établi et très dynamique des *disasters studies* critiques et plus largement de la géographie et de l'urbanisme de la reconstruction post-catastrophe des villes italiennes.

L'objectif de cette première partie est de poser le cadre théorique et méthodologique (Introduction théorique), contextuel (Chapitre I) de cette recherche et d'exposer les faits concernant le séisme (Chapitre II). Les notions et concepts-clés, guidant ma réflexion dans l'ensemble de la thèse et positionnant mon travail au sein de ces champs scientifiques sont ainsi introduits et discutés dans l'Introduction théorique qui sert de fondation au reste de la thèse.

Le concept de territoire y occupe une position centrale et celui de déterritorialisation est discuté comme mouvement d'éloignement d'une société humaine de sa relation de sens et de soin du territoire.

Que permet le fait de mobiliser ce concept dans l'analyse des relations qu'entretient la ville de L'Aquila avec son territoire dans l'histoire contemporaine ? En quoi permet-il de questionner les rapports à sa refondation après le séisme ? Est-ce que la déterritorialisation n'est pas déjà une première « catastrophe » lente de cette partie des Apennins ? Est-elle liée aux nouvelles pressions de l'industrialisation ?

Dans cette partie, l'angle de la déterritorialisation permet de penser le capitalisme du désastre comme cadre heuristique général. L'approche radicale et anarchiste mobilisée pour appréhender la reconstruction urbaine et sociale est introduite dans cette partie. C'est plus particulièrement la notion de vulnérabilité socio-spatiale (Rufat et Metzger, 2024 ; Quenault et Sierra, 2020) qui y est présentée. En quoi apparaît-elle pertinente pour analyser les rapports entre risque et catastrophe ?

Les évolutions dans l'appréhension de la gestion des risques, les enjeux contemporains de la lutte contre les catastrophes non « naturelles » et le rôle des acteurs de la post-catastrophe intervenant à plusieurs échelles font l'objet d'un second chapitre.

a. Introduction théorique

Les 24 dernières années (2000-2024) ont été marquées par une recrudescence de catastrophes majeures et exceptionnelles, tant par la fréquence et l'intensité des aléas naturels (cyclones, ouragans, typhons, inondations, séismes, incendies, etc.) que par les pertes humaines, matérielles et économiques. En Italie, nombreuses ont été les catastrophes sismiques dévastatrices ces dernières années : le 31 octobre 2002, à San Giuliano di Puglia en Molise (centre-est) (30 morts) ; du 20 au 29 mai 2012 en Émilie-Romagne, près de Modène, puis une nouvelle série de secousses jusqu'à une magnitude 5,8 avec un épicentre à Mirandola (27 morts) ; le 26 octobre 2012 , un séisme de magnitude 5 dans la province de Cosenza (1 mort) ; le 24 août 2016, un séisme de magnitude 6,2

près du village d'Amatrice partiellement détruit (au moins 291 morts) ; du 26 au 30 octobre 2016, le tremblement de terre d'Ombrie et des Marches jusqu'à une magnitude 6,5 (villages de Castelsantangelo sul Nera, Visso, Norcia, Fiastra, Pieve Torina) ; le 18 janvier 2017, une série de quatre séismes majeurs frappant l'Italie centrale entre les régions des Abruzzes, du Latium, des Marches et de l'Ombrie (34 morts) ; le 21 août 2017, un séisme de magnitude 4 sur l'île d'Ischia (2 morts).

Ces événements illustrent l'impact croissant que peuvent avoir les aléas naturels sur l'organisation économique, sociale et humaine de sociétés et d'espaces contemporaines toujours plus vulnérables. Ils montrent que la prévention des risques et la préparation aux situations de crise sont souvent insuffisantes, voire inopérantes ou non mises en œuvre, au Nord comme au Sud. Les difficultés engendrées par la gestion des crises posent la question de la capacité des sociétés, notamment des zones urbaines, à faire face à des situations extrêmes, qui dépassent les cadres connus de l'action ordinaire et dont les conséquences en chaîne échappent à toute maîtrise. Des enchaînements jusque-là impensables font la démonstration que les mesures de protection passive ne suffisent plus face à la complexité de ces catastrophes. Les dégâts matériels peuvent être impressionnants (endommagement du bâti, destruction des infrastructures) et déboucher sur la désorganisation fonctionnelle et structurelle d'un territoire entier et le renforcement de ses vulnérabilités. Ces moments peuvent engendrer des conflits politiques et constituer un temps de crise parfois aiguë et durable. La reconstruction devient alors une politique commune de réaménagement des villes et territoires touchés par ces crises avec une multiplication des acteurs locaux comme nationaux et des pouvoirs publics souvent fragilisés ou renforcés par la crise (Coppola et Di Giovanni, 2020).

Face au constat de l'impossibilité du calcul de la puissance et de l'étendue de l'aléa et d'une impossible maîtrise totale du risque, la catastrophe peut être considérée comme une forme de certitude dont nous ne pouvons nous prémunir qu'en intervenant sur ses causes profondes qui sont parfois de nouvelles vulnérabilités produites au sein même de la gestion de la post-catastrophe. Cette dernière est devenue seulement relativement récemment un objet d'étude en sciences humaines et reste encore peu investie (Cotelle, 2020). L'étude de l'impact, de l'intensité et de la durée d'une catastrophe peuvent servir à amoindrir les effets des catastrophes à venir. Ce domaine est fortement lié aux actions de politique publique à toutes les échelles programmées pour réduire (voire éliminer) les vulnérabilités structurelles d'une société. La prise en compte des réalités humaines, sociales, politiques et économiques va de pair avec celles de leurs dimensions spatiales. À cet effet, il me parait nécessaire de m'intéresser aux liens entre les vulnérabilités historiquement générées et les nouvelles formes de vulnérabilité créées par la reconstruction dont l'effet est de déterritorialiser davantage la ville de L'Aquila dans le contexte de la post-catastrophe de 2009.



Carte 1 : L'Aquila, au centre de l'Italie et aux pieds des Apennins

La nuit du 6 avril 2009 à 3h32, L'Aquila, chef-lieu de la région des Abruzzes (Italie), est dévastée par un tremblement de terre. Le séisme, de magnitude 6,3, fait 309 victimes et détruit le centre-ville de L'Aquila et les villages alentour sur une superficie d'envergure exceptionnelle de 2 400 km². 67 000 personnes se retrouvent sans-abri sur une population de 73 000 habitants. La zone endommagée par le séisme, le Cratère sismique, dépasse largement le périmètre de la ville. Elle s'étend sur un rayon de 100 kilomètres et touche 56 communes outre L'Aquila, ainsi que quatre provinces sur une emprise de 2 400 km². Ce séisme est considéré comme le plus vaste désastre italien des trente dernières années, faisant de la reconstruction du territoire touché un enjeu national. La multiplicité des acteurs engagés et des stratégies mises en place en fait un objet d'étude complexe qui peut être compris à l'aune des transformations spatiales que la ville a subies sous la pression de la reconstruction.

La longue histoire des désastres italiens fait de la reconstruction un enjeu majeur et, de l'antiquité en passant par la modernité, une activité permanente des politiques publiques (Parrinello, 2015). La reconstruction est un thème central de l'urbanisme italien. Son traitement adéquat exige, par rapport au passé, une connaissance de la situation actuelle, capable de faire face à la variété des destructions qui se présentent aujourd'hui. Pourtant, face à ce simple constat, l'Italie se présente

dépourvue de tout instrument législatif et de planification générale de la phase post-catastrophe. « *On recommence du début* » est une phrase entendue plusieurs fois au cours des entretiens avec les décideurs locaux responsables de la mise en place du processus de reconstruction de L'Aquila. Cette thèse examine les effets spatiaux de la reconstruction après le séisme de L'Aquila 2009 à la lumière d'une interprétation fondée sur la notion de production sociale de l'espace (Thémines, 2011 ; Turco, 1988 ; Raffestin, 1984 ; Lefevre, 1974). Je considère la reconstruction de L'Aquila comme une phase ultérieure de la déterritorialisation de la ville, d'abord par une perspective historique puis dans une perspective de *disaster capitalism*, comme porteuse de nouvelles vulnérabilités sociales et spatiales.

L'hypothèse initiale de ce travail est que la reconstruction devient une sorte de moyen qui relie urgence et développement, le présupposé étant que la catastrophe a été générée par le développement (Sultana, 2018 ; Escobar, 1999). « *En fait, malgré un nombre croissant d'initiatives internationales pour la réduction des risques de catastrophe - de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (1990-1999) au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015) - au cours des deux dernières décennies, les catastrophes ont connu une forte augmentation. Pendant ce temps, la misère, dont il a été prouvé qu'elle était au cœur des risques et des catastrophes, s'est développée* » (Oliver-Smith et Hoffman, 2019). L'objectif est de comprendre et restituer, à partir d'un point de vue réflexif, les stratégies, les jeux d'acteurs et leurs conséquences dans le cadre de la reconstruction post-catastrophe de cette ville moyenne, centre administratif et politique d'une zone interne de l'Italie.

a.1. Objectifs

Les objectifs que ce travail se donne sont de deux natures. D'une part, montrer que le processus de recontruction de la ville de L'Aquila est paradigmatique d'une conception dominante de la catastrophe, afin de contribuer à réformer la manière dont les décideurs et les experts le conçoivent, pour une meilleure prise en compte du territoire et des habitants. D'autre part, en montrant les continuités et bifurcations induites par la reconstruction, je souhaite saisir le mécontentement des mouvements protestataires de l'après-séisme afin de montrer que la trajectoire de la reconstruction n'est pas une nécessité. L'objectif est aussi de proposer des pistes de recherche dans le sens d'une plus grande prise en compte des élans autogestionnaires dans la post-catastrophe.

a.2. Problématique

Ce travail mobilise la notion de territoire comme « concept-outil » (Gonin, 2024a) pour, à la fois, penser la catastrophe dans son historicité et analyser la reconstruction matérielle de la ville de L'Aquila. La notion de territoire est difficilement définissable de manière univoque à cause de sa polysémie (*Ibid.*). Dans la géographie française des années 1980, le concept de territoire est discuté à partir de trois entrées principales. Tout d'abord, il peut être abordé comme notion « *stratégique* » (Gonin, 2024b), c'est-à-dire comme un comportement social à finalité de contrôle. Raffestin, lui, s'intéresse à l'origine de ce qui fait territoire soit, à la suite des dynamiques de territorialisation-

déterritorialisation-reterritorialisation introduites par Gilles Deléuze et Félix Guattari, aux efforts nécessaires pour qu'il y ait adéquation entre l'action sur l'espace et son interprétation, c'est-à-dire à ce qui fait sens. Le sien est plutôt un territoire « sémiotique » rempli de signes et de structures. Une troisième vision place au centre du concept les « nœuds » qui ancrent, par l'action spatiale, la vision du monde d'un groupe social. Il s'agit des bases de la géographie culturelle et identitaire qui s'intéresse aux liens affectifs qui se jouent dans la construction du territoire. La géographie anglosaxonne restreint, au contraire, la notion de *territory* à l'acception de souveraineté institutionnelle et étatique ou, récemment, à la même souveraineté exercée par d'autres acteurs comme les multinationales. Elle y est réduite à la dimension du pouvoir univoque et reste l'apanage de la géographie politique.

Le débat, côté français, a conservé le territoire comme objet de recherche toujours « *vivant* » (*Ibid.*). Gonin propose une cartographie conceptuelle des champs qui sont investis par la notion (*Ibid.*) : la sphère de la géographie politique dont le territoire permet d'analyser les pouvoirs en jeu et les résistances ; la sphère de la géographie sociale qui s'empare du territoire pour « *analyser la constitution des collectifs* » (*Ibid.*) ; enfin, la géographie du développement local, pour laquelle le territoire est l'outil qui permet d'analyser « *les réseaux d'acteurs de projet* » (*Ibid.*) et ainsi appréhender les flux et les les échanges de ressources et/ou entre acteurs, qui façonnent souvent l'espace à une méso-échelle. Ce foisonnement ne révèle pas un cloisonnement entre ces manières d'appréhender la notion mais est, au contraire, le témoin de riches zones d'échange d'influences qui marquent les réflexions contemporaines. Celles-ci, par l'intersection de nouveaux champs comme le post-colonialisme, les études de genre ainsi que la philosophie de l'écologie et l'interdépendance environnementale, s'enrichit et se déploie comme outil d'action. La spécificité d'une analyse territoriale (situation spatiale, milieux, dynamiques spatiales, démographiques, économiques, etc.) par rapport à d'autres approches dans la géographie contemporaine permet de politiser les questions et d'appréhender « *la dimension spatiale des relations de pouvoir* » (Gonin, 2024a). La description des contextes comme champs de force territoriaux met l'accent sur le territoire en partage, lieu de cohabitation en tension dans une dialectique entre sa force de rassembler et celle de séparer la sphère sociale.

C'est l'apport de Raffestin et de son territoire comme processus qui a connu un transfert important en Italie par l'intermédiaire de traductions et d'échanges avec des géographes fondateurs d'une nouvelle approche comme De Matteis ou Turco auxquels je fais référence tout au long de ce travail.

Depuis plusieurs années, se développe en Italie une vision du territoire structurelle et patrimoniale « *comme réceptacle de valeurs stratifiées par le processus ambiant de coévolution homme-milieu* » (Gisotti, 2016). Cette approche est issue de la volonté de faire du projet territorial un instrument descriptif et de préservation de ce patrimoine tant matériel qu'immatériel constitutif de l'identité du lieu dont il se fait porteur.

Selon la notion de territoire définie par l'École Territorialiste italienne « *la terre devient territoire quand elle devient un moyen de communications, quand il est objet et moyen de travail, de production, d'échange, de coopération* » (De Matteis, 1985, p. 74). Selon son fondateur, Alberto Magnaghi, « [le territoire] *est le*

sujet vivant à haute complexité, issue culturelle et historique des relations systémiques entre milieux naturels, construits et anthropiques » (Magnaghi, 1994).

Le projet scientifique territorialiste est né dans les années 1980 à l'École Polytechnique de Milan. S'il a réuni des dizaines de chercheurs en urbanisme qui ont constitué le socle plus cohérent du groupe, il présentait cependant une forte interdisciplinarité en accueillant des économistes, des agronomes, des biologistes, des historiens, des anthropologues, des philosophes faisant partie de la Société des Territorialistes italienne. Ils souhaitaient se défaire de la vision fonctionnaliste classique consistant à concevoir la répartition de l'espace par le zonage pour adopter une approche systémique du territoire. L'École Territorialiste s'est ensuite affirmée dans les années 1990 au travers des travaux d'Alberto Magnaghi et son idée centrale de « *développement local auto-soutenable* » illustrée dans son ouvrage *Le Projet local* (Magnaghi, 2003). Le propos de ce dernier a été ensuite élargi et a fait l'objet de nombreuses innovations conceptuelles et applications via la méthodologie de la recherche-action et l'implantation d'une véritable école de formation à Empoli (Toscane).

La critique du modèle économique dominant est à la base de l'arsenal conceptuel développé par la Société des Territorialistes[1], Magnaghi ayant été formé, durant les années 1970, par les expériences opéraïstes des Quaderni Rossi de Turin, initiées par Mario Tronti. Magnaghi oppose à la « topophagie » des villes un modèle de développement fini et la notion de « limite » même est envisagée comme outil conceptuel et politique destiné à entraver l'étalement urbain et la consommation de sol fertile. Au centre de l'entreprise territoriale se trouve la conservation des éléments naturels structurants via, par exemple, les Pactes ou Contrats de rivière[2] mais aussi les agro-écosystèmes qui jouent un rôle essentiel. Dans cette perspective est soulignée l'importance de l'ancrage géographique de l'espace considéré dans une idée d'espace relationnel constitutif de la manière dont les sociétés se territorialisent. « *Le territoire, alors compris comme bien commun, suppose un aménagement endogène qui émerge d'une réflexion locale, nourrie d'une approche cognitive et sensible du patrimoine territorial, c'est-à-dire de l'ensemble des valeurs culturelles, environnementales, économiques, paysagères, que la communauté locale reconnaît à son territoire* » (Garçon et Navarro, 2012).

Les territorialistes proposent ainsi de penser le territoire à l'image d'un être vivant entendu, dans sa dimension historique, comme le lieu de rencontre entre les composantes naturelles et humaines à l'issue d'une création sociale produite par des actes culturels en relation trajective (Augendre et al.,

[1] https://www.societadeiterritorialisti.it/

[2] Un Contrat de rivière est, selon l'*Osservatorio Nazionale dei Contratti di Fiume* (Observatoire Nationale des Contrat de rivière), un « *des instruments volontaires de programmation stratégique et négociée qui visent la protection, la gestion correcte des ressources en eau et la valorisation des territoires fluviaux, ainsi que la protection contre les risques hydrauliques, contribuant ainsi au développement local* ». Ces planifications « *contribuent à la réalisation des objectifs des réglementations en matière d'environnement, en particulier la directive 2000/60/CE (directive-cadre sur l'eau), qui prévoit l'atteinte du "bon état" écologique des masses d'eau, ainsi que les directives dites "filles", dont les directives 2007/60/CE (directive sur les inondations), 42/93/CEE (directive "habitats"), 2009/147/CE (directive « oiseaux ») et 2008/56/CE (directive-cadre sur la stratégie marine), en tant qu'outils utiles pour la prévention et la réduction de la pollution, l'utilisation durable de l'eau, la protection de l'environnement et des écosystèmes aquatiques ; l'atténuation des effets des inondations et de la sécheresse. Les CdF contribuent également à la coordination et à la cohérence des actions et des interventions prévues pour la mise en œuvre des directives susmentionnées* » https://contrattidifiume.mase.gov.it/cosa-sono#:~:text=I%20Contratti%20di%20Fiume%20(CdF,Lgs.

2018 ; Berque 2016) et co-évolutive avec le milieu naturel. Le territorialisme se fait porteur d'une démarche biorégionaliste où « *l'idée de biorégion consiste à penser le territoire à partir du "lieu de vie", en considérant que ce lieu de vie est irréductible à un espace délimité par des frontières administratives ou politiques* […] *son unité et sa singularité proviennent de l'équilibre dynamique de ses caractéristiques, de leur cohérence par interaction et interdépendance et* […] *est une réalité vivante dont il faut prendre soin* ». Il s'agit d'un terme de Patrick Geddes repris par Lewis Mumford, ensuite proposé par Peter Berg et enrichi par Magnaghi en celui de « biorégion urbaine ». C'est à la fois une philosophie de vie mais aussi une perspective où le territoire est entendu comme le lieu des dynamiques humaines de représentation et de sens.

Le géographe français Claude Raffestin a introduit l'idée d'une dynamique de territorialisation - déterritorialisation - reterritorialisation, « TDR » (Raffestin, 1984). Le premier mouvement associe les activités humaines aux processus par lequel le territoire a acquis valeur anthropologique d'habitabilité et de création de sens. Cela advient à travers la sédimentation d'actes qui se répètent pendant plusieurs cycles historiques jusqu'à déterminer l'identité d'un lieu. Une telle prise se produit grâce à trois classes d'actes territorialisants, que sont la dénomination, la réification et la structuration : celles-ci sont respectivement un contrôle intellectuel, un contrôle cognitif symbolique et une pratique matérielle et organisationnelle du territoire (Turco 1988, p. 137). « *La territorialisation coévolutive a engendré de nombreuses strates, c'est-à-dire des sédiments qui peuvent être matériels (rues, bâtiments, villes, cultures agricoles) mais aussi immatériels et cognitifs* » (Gisotti, 2016) et la cartographie territorialiste est un outil qui permet de saisir cette histoire. La représentation du territoire telle que développée par l'École Territorialiste est un acte de territorialisation en soi qui permet de rompre « *définitivement avec tout fonctionnalisme en refusant les plans d'occupation des sols, pour proposer des récits sur l'identité des lieux et les valeurs qu'ils détiennent auprès des communautés locales* » (Garçon et Navarro, 2012).

Une carte de la biorégion de L'Aquila est proposée, pour illustrer ce propos, au paragraphe I.1 du premier chapitre.

A contrario, la déterritorialisation est la fracture entre la société implantée et les processus historiques de construction de lieux. Elle se présente sous forme de décontextualisation, de dégradation environnementale, de dégradation sociale (Magnaghi, 2003), d'abstraction et de pulvérisation (Magnaghi, 2017). « *En substance, une déconstruction du territoire, une perte de lieux ; la communauté et sa structuration sont en crise ; une désintégration du modèle territorial et une transformation du territoire se produisent* » (Castellani, 2018, p. 64). La déterritorialisation « *peut aussi se penser en termes d'affaiblissement des identités territoriales à l'heure de la globalisation* » (Géoconfluences 2024), dans un moment historique d'éclatement des échelles et de perte des repères locaux.

Le troisième mouvement est celui de la reterritorialisation qui est un parcours de reconstruction des lieux basé sur des actions et des interventions qui visent le maintien des équilibres naturels et sur le bien-être des populations, fondé sur les spécificités locales. « *L'auto-durabilité est conçue comme la caractéristique fondatrice de toutes les reterritorialisations. Elle inclut la durabilité politique et sociale* » (Magnaghi, 2003).

Il faut, en ce sens, penser les lieux comme processus : c'est-à-dire penser les connexions entre les lieux, leur histoire et leur processus de constitution symbolique. Ce sont ces relations qui génèrent le « sens du lieu » et il faut en étudier les relations sociales historiquement consolidées qui sont le medium entre le commerce, la connaissance, les relations parmi les lieux et les activités économiques. Mais bien plus que cela, elles sont au fondement d'une spatialité (Volvey, Stock et Calbérac, 2021 ; Levy et Lussault (eds.), 2013 ; Elissalde, 2004) du social faite d'imaginaires, de visions politiques et de mémoires qui aident à penser au délà des formes étatiques et capitalistes (Anonyme, 2023) et à penser les risques avant et après les catastrophes (November, 2013).

Dans cette perspective, lorsque on considère l'espace ainsi défini, la part de naturalité dans la relation avec l'environnement est amoindrie et la place de l'action humaine et des acteurs en géographie en est amplifiée. Un acteur spatial est un individu, un groupe de personnes ou une institution (publique ou privée) qui s'inscrit de manière autonome dans les processus de construction et de transformation de l'espace géographique (Dunlop, 2009).

J'utilise ainsi cette acception territorialiste pour deux raisons : elle possède en elle des aspects autant morphologiques et structurels que des aspects dynamiques et processuels identitaires et elle entre en résonance avec la notion de vulnérabilité telle que définie plus haut. De plus le « faire école » du territorialisme le place dans une capacité d'action directe qui me semble manquer à la géographie française contemporaine où la distance au terrain reste un gage de scientificité disciplinaire. Des exceptions sont à trouver dans l'approche aux communs et à l'environnement de jeunes chercheurs comme Diego Mireailles-Buil (Buil 2020) et Pauline Massé (Massé 2021) et des chercheurs plus expérimentés comme Anne Clerval (Gardesse, Clerval et Rivière 2023).

Le croisement de ces considérations avec la littérature sur les catastrophes, en particulier sur la vulnérabilité, a conduit à préciser la problématique que pose la reconstruction de la ville de L'Aquila.

La notion de vulnérabilité que j'utilise est une notion très discutée et vaste qui présente plusieurs facettes : humaine, sociale, économique, institutionnelle, urbanistique, écologique, etc. Dans les années 1970, la sociologie des désastres connaît un fort retentissement dans différents pays notamment en Italie avec la création de l'Istituto di Sociologia Internazionale di Gorizia (ISIG) avec un programme de recherche spécifique dénommé « Émergences de masse » réunissant des chercheurs qui travaillent à la construction de ce sous-champ. Parmi eux Di Sopra et Pelanda et leur *Teoria della vulnerabilità* (Di Sopra et Pelanda (eds.), 1984) dans laquelle la notion de vulnérabilité émerge comme un mécanisme social de génération du risque.

Bruna De Marchi, sociologue au centre de Gorizia, affirme que « *l'étude des catastrophes implique la connaissance des dynamiques individuelles et collectives, des relations homme-territoire, système social-environnement, des techniques et procédures de construction et d'urbanisation, et bien d'autres choses encore. L'étude des catastrophes, encore une fois, n'implique pas tant ou seulement l'acquisition de nouvelles compétences particulières, mais plutôt l'application de celles que l'on possède à l'analyse d'environnements extrêmes, c'est-à-dire à la gestion de problèmes et de phénoménologies qui ne sont pas tant nouveaux et inconnus qu'extrêmes* » (De Marchi, 1986).

Les théories culturelles du risque ont gagné du terrain dans les années 1970 grâce aux travaux d'anthropologues tels que Oliver-Smith et Susanna Hoffman (Oliver-Smith et Hoffman, 2002, p. 4) qui se sont davantage intéressés au thème de la catastrophe qu'à celui du risque à travers le concept clé de vulnérabilité. Plus récemment, toujours dans le domaine anthropologique, Ligi définit la catastrophe non seulement comme quelque chose qui « *se produit simplement, mais comme une situation extrêmement critique qui se produit lorsqu'un agent potentiellement destructeur - d'origine naturelle ou technologique - a un impact sur une population qui se trouve dans une situation de vulnérabilité physique et sociale* » (Ligi, 2099, p. 42) ; la catastrophe est décrite comme une situation intense de stress extrême qui rompt et interrompt la vie quotidienne et le sens de la continuité de l'existence. L'anthropologie des catastrophes vise à élargir la portée de la catastrophe non seulement à l'individu, mais aussi à l'ensemble de la société ou de la communauté dans laquelle l'événement se produit. Dans cette perspective, le tremblement de terre n'est pas seulement considéré comme un événement physique qui a un impact sur une société, mais comme une « catastrophe » comprise comme un phénomène social qui conduit une communauté à produire de nouvelles façons d'exister culturellement, socialement et politiquement (Pitzalis, 2016). Dans leurs définitions, certains anthropologues italiens placent la vulnérabilité au cœur de la construction sociale en tant que « *premier facteur variable de nature essentiellement socioculturelle qui caractérise les systèmes sociaux et les communautés* » (Ligi, 2099, p. 17), où « *chaque système socioculturel est caractérisé par un degré différent de vulnérabilité qui, lorsqu'il est lié à l'intensité de l'agent physique, détermine la gravité de la catastrophe* » (Pitzalis, 2016, p. 11).

Selon la définition d'Alexander, la vulnérabilité d'un élément (personnes, bâtiments, infrastructures, activités économiques) est sa propension à subir des dommages, des destructions en raison des contraintes induites par un événement d'une certaine intensité (Alexander, 2000, p. 12). Comme l'indique Quarantelli, l'attention portée à la vulnérabilité n'a fait que croître au cours des dernières décennies, ce qu'il considère comme un changement positif dans l'approche de la catastrophe, moins axée sur le risque.

Cette lecture de la vulnérabilité s'est développée au point de pouvoir évoquer un véritable « *paradigme de la vulnérabilité* » (Centemeri et Tomassi, 2022) capable de fournir à lui seul tous les éléments d'analyse nécessaires à la compréhension de la société des catastrophes dans laquelle nous sommes de plus en plus immergés. Comme le dit Wisner lui-même, « *dans les études sur les risques et les catastrophes, la vulnérabilité a été utilisée comme une hache de guerre pour détruire les idées fausses et les préjugés qui dominaient auparavant dans ces domaines* » (Wisner, 2016, p. 5).

Ce qui est certain, c'est que l'utilisation de la vulnérabilité « *comme cadre analytique commun (à plusieurs disciplines) afin de conceptualiser les relations causales entre risques et impacts d'événements perturbateurs* » (Quenault et Sierra, 2020, p. 817) a donné lieu à au moins une trentaine de définitions (*Ibid.*, p. 818) ce qui montre le caractère polysémique de la notion. Revenant sur les approches territoriales de la question, S.L. Cutter a affirmé que la discipline de la géographie est au cœur de la science de la vulnérabilité et des politiques publiques qui peuvent être développées à partir de cette connaissance. L'introduction du concept de vulnérabilité sociale qui « *englobe la susceptibilité des groupes sociaux/sociétés en général aux pertes potentielles (structurelles et non structurelles) dues aux aléas et aux catastrophes* […] *a des*

conséquences spatiales distinctes et varie dans le temps » (Cutter, 1996). Cutter identifie trois volets d'études sur la vulnérabilité : le premier examine la source (ou le potentiel d'exposition ou de risque) des risques biophysiques ou technologiques ; le deuxième se concentre sur la manière de traiter les réponses, y compris la résistance sociale et la résilience aux risques ; le troisième volet de recherche est celui qui combine les deux premiers et qui est davantage caractérisé géographiquement. Dans ce cadre, « *la vulnérabilité est conçue à la fois comme un risque biophysique et une réponse sociale, mais dans une zone ou un domaine géographique spécifique. Il peut s'agir de l'espace géographique, où se trouvent les personnes et les lieux vulnérables, ou de l'espace social, où les personnes sont les plus vulnérables* ». L'auteur explique ce troisième axe de recherche dans lequel la vulnérabilité d'un lieu en cas de catastrophe est le résultat de la combinaison de la vulnérabilité sociale (caractéristiques démographiques et perception du risque) et de la vulnérabilité biophysique de la zone (caractéristiques du lieu). Cutter identifie un certain nombre de facteurs qui influencent la vulnérabilité sociale : le manque d'accès aux ressources, y compris à l'information et à la connaissance ; l'accès limité au pouvoir politique et à la représentation ; certaines croyances et coutumes ; la faiblesse des bâtiments ou des sujets ; les infrastructures et les voies de communication. Ces facteurs varient dans le temps et dans l'espace ; la plupart des recherches montrent que certaines caractéristiques démographiques et de logement influencent l'amplification ou la réduction de la vulnérabilité globale aux aléas (Cutter, Mitchell et Scott, 2000). La vulnérabilité sociale est un concept multidimensionnel qui permet d'identifier les caractéristiques et les expériences des communautés (et des individus) qui leur permettent de réagir aux aléas environnementaux et de se remettre de leurs effets (Cutter, 2003).

En définitive, laissant de côté la vulnérabilité définie à partir de sa relation à un aléa, c'est-à-dire comme la probabilité de dommages après un impact et donc l'exposition de biens et de services, comme nous l'avons déjà mentionné, la vulnérabilité sociale devient au contraire une « *caractéristique des groupes sociaux qui contribuent eux-mêmes à produire le risque, et dépend de facteurs économiques, culturels ou institutionnels* » (Quenault et Sierra, 2020), ce qui relie l'impact de l'aléa aux « *propriété sociales du systèmes* » (*Ibid.*, p. 818) et donc aux dynamiques démographiques, aux conditions économiques et socio-culturelles et à l'organisation institutionnelle. À la fois spatiale et temporelle la vulnérabilité est aussi transcalaire (Reghezza-Zitt, 2016) prenant l'ampleur d'une notion synthétique à la fois « *outil de mesure et d'évaluation du développement à toutes les échelles* » (Quenault et Sierra 2020, p. 819) et « *indicateur des inégalités sociales* » (*Ibid.*).

En conclusion, la vulnérabilité socio-spatiale doit être considérée comme un ensemble ou système évolutif de caractéristiques d'un individu ou d'un groupe d'individus qui habitent un espace naturel, social ou économique, au sein duquel ils sont différenciés en individus ou groupes d'individus plus ou moins vulnérables, selon leur position variable dans la société et leur situation, qui influencent leur capacité d'anticiper (préparation), leur capacité à faire face à et à résister et leur capacité à se relever (résilience) des impacts d'un aléa. (Rufat et Metzger 2024b ; Soccimarro, 2023 ; Benadusi 2013 ; Blaike, Cannon et Wisner, 2004 ; Cannon, 1994).

La vulnérabilité comme je l'ai définie est donc sociale et spatiale (a.5) et rentre en résonnance avec la déterritorialisation généralisée caractéristique d'un système de pensée et d'agir sur le territoire

que j'ai évoqué plus haut. Des facteurs comme le manque de cohésion sociale et le degré d'exclusion sociale, la pauvreté, le sexe et l'âge, la composition du ménage, le chômage, le niveau d'éducation, l'état de santé, les conditions de logement, le niveau d'accès au pouvoir politique, aux ressources et aux droits sont des conducteurs de l'action publique, en particulier dans un processus de reconstruction qui investit autant de ressources financières et humaine comme dans le cas de L'Aquila.

L'espace de la ville est particulièrement convoité comme espace de ressource en particulier lors d'une reconstruction. Il s'agit de comprendre sous quels stimulus s'est transformé l'espace urbain de L'Aquila dans le cadre de la reconstruction post-séisme : quels sont les acteurs de cette transformation, quels sont leurs discours, sur quelles références conceptuelles ils se fondent, quels sont les cadres normatifs avec quel pouvoir, avec quels outils et en suivant quels dispositifs ils procèdent pour la prise en compte des vulnérabilités socio-spatiales.

Les questions générales qui ont conduit mon enquête sont les suivantes : étant donné l'importance de la relation territorialisante comme rempart contre les vulnérabilités socio-spatiales, la gestion de l'urgence après le séisme a-t-elle ou non favorisé le renouement de la relation des Aquilanais à leur territoire déjà historiquement vulnérabilisé ? Comment les rapports de force entre acteurs sous la contrainte de la reconstruction peuvent-ils s'incarner dans une nouvelle forme de déterritorialisation et de vulnérabilisation socio-spatiale ? Comment se réorganise la logique socio-spatiale et urbaine sous tension sociale et pression politique ? Quel sont les discours dominants, les rhétoriques, les modèles qui participent de la reconstruction de la ville et quels en sont les porteurs ? Quel est le ou quels sont les projets de ville et de développement qui se sont affirmés ? Le contexte de la reconstruction post-catastrophe a-t-il créé de nouvelles vulnérabilités ? Quel rôle a été laissé à la société civile, aux habitants, dans une forme de reconstruction sociale et démocratique ? Aurait-il été possible de faire autrement ?

a.3. Hypothèses

Mon hypothèse de départ contenait bien plus de certitudes et d'évidences que celles que je pourrais avancer aujourd'hui, surtout grâce à la mise en perspective globale des origines et conséquences du séisme de L'Aquila.

Selon cette première proposition, si on considère que ni l'inclusion des habitants, pourtant nécessaire dans la phase de gestion d'urgence et déterminante pour la réussite du processus de reconstruction, ni des formes de renforcement des pratiques démocratiques n'ont été stabilisées afin de réduire le facteur de vulnérabilité sociale générale d'un territoire (comme défini plus haut), une large partie de la population s'est retrouvée exclue de l'exercice de prise de décision autonome, tant au niveau individuel que collectif. Dès lors, la catastrophe peut être considérée comme le résultat d'une interaction complexe d'éléments socioculturels qui en font un fait social qui ne peut pas être réduit à ses modélisations mais qui nécessite de se préoccuper des faits individuels (les vécus, les relations à l'habiter, les projets de vie, etc.) et de la capacité d'auto-organisation voire

d'autodétermination (Chapitres VI et VII) des groupes, des collectifs ou des associations qui font le maillage de base de la société moderne.

Cette première hypothèse m'a permis d'élaborer une partie de mes questionnements en opposition avec la littérature sur le cycle des catastrophes (Alexander, 2018) et les modélisations théoriques (Bosher, Chmutina et van Niekerk, 2021; Coetzee et Niekerk, 2012). L'un des enjeux est de comprendre le dysfonctionnement d'un modèle qui a effacé le vécu et la prise de décision individuelle. Ce modèle découlait de la réflexion sur l'expérience de la réduction de la réalité individuelle engendrée par une intervention d'urgence basée sur le management et les politiques des grands nombres (Desrosières, 2010) mises en œuvre sur le territoire par la construction de logements modélisés qui ne correspondaient ni à la réalité géographique de L'Aquila ni aux modes de vie locaux, entre autres. Quels impacts ces choix de gestion ont-ils eu sur le territoire ? Et sur la qualité de la reconstruction ? Et sur l'avenir de la reconstruction ? Cette hypothèse s'est aussi nourrie de mon expérience de l'espace comme prise démocratique et de construction de pensées alternatives face à l'opportunisme de la catastrophe. De nombreuses initiatives de types différents, touchant tant les pratiques politiques que des propositions juridiques ou techniques de construction, ont été expérimentées mais un rééquilibrage démocratique n'a pas été possible à L'Aquila.

La force initiale de cette hypothèse s'est estompée au cours de ma recherche par le constat de la réabsorption des mouvements d'habitants organisés en comités dans un parcours institutionnel de participation citoyenne dépolitisé. Néanmoins, la portée, la durée, la force créatrice et politique de l'expérience m'ont portée à faire une hypothèse de recherche plus large pouvant être, ensuite, une poursuite et une ouverture de ce travail.

Une deuxième hypothèse est de considérer l'histoire urbaine de la ville de L'Aquila comme une histoire de déterritorialisation (comme défini plus haut) des pratiques humaines non plus ancrées dans l'espace mais guidées par des enjeux de valorisation foncière et plus généralement urbaine. Cette conception amène à formuler le postulat contradictoire et paradoxal suivant : la catastrophe est une rupture / la catastrophe n'est pas une rupture, la catastrophe est révélatrice. Ce postulat m'a permis de remettre en question la « *rhétorique de la rupture* » (Soubeyran, 2000, p. 117-133) et d'aller chercher d'autres ruptures, d'autres bifurcations territoriales le long de la trajectoire historique ou de la discontinuité (Simay, 2011, p. 10), pas uniquement liées à l'aléa sismique et à la technicité de la mesure. Le questionnement s'est étendu sur l'histoire urbaine de L'Aquila afin d'identifier des discontinuités ayant mis en péril le développement endogène du territoire qui auraient pu mettre à mal les « *invariants du territoire* » (Gisotti, 2015) et ses éléments constitutifs.

Dans le cadre de cette approche est apparu un sous-thème concernant les enjeux des stratégies de développement en lien avec les stratégies de la reconstruction. Quels modèles économiques et de société se sont mis en place avec « l'opportunité » de la reconstruction ? Quelles en étaient les conséquences pour l'espace urbain ? Les pratiques et les discours de la planification post-séisme peuvent être vus comme une sublimation de la politique aussi bien que comme une cristallisation

des conflits locaux. L'aménagement du territoire en urgence, sous la contrainte des nouveaux besoins structurels du privé et du public se situe à la frontière entre la planification de longue durée, qui nécessite un temps de négociation politique et sociale et une réflexion sur les valeurs partagées, et la création d'espaces intermédiaires et provisoires qui deviennent durables.

Une troisième hypothèse est apparue lors des échanges avec les acteurs, décideurs publics issus de formations techniques en architecture, ingénierie et urbanisme, experts ou universitaires. Elle prend en compte le rôle prépondérant de leurs valeurs et imaginaires ainsi que des discours qui en découlent et influencent l'action publique et l'orientation des projets en termes de fabrique urbaine et de développement. La catastrophe peut alors être considérée comme polysémique et son interprétation, le sens qu'une société lui donne, est déterminé par l'imaginaire, le vécu, les visions de ses dirigeants. « *L'étude des imaginaires participe donc pleinement de l'explication des phénomènes spatiaux* » (Debarbieux, 2015, p. 307) et il faut prendre en compte le rôle de ces imaginaires (Viberti, 2022) ou imaginaires disciplinaires (Soubeyran, 2000), leurs mythes et leurs conséquences sur la ville (Genestier et al., 2017) sur les configurations spatiales à venir, un aspect essentiel pour les enjeux de la planification.

Ma grille d'interprétation s'est formée autour de la question territoriale dans la nécessité de repenser la spatialité et les liens socio-environnementaux distendus par la gestion hors-sol de l'urgence, sous la contrainte de la reconstruction.

a.4. Sortir de la neutralité axiologique : approche anarchiste et positionnalité féministe

Ce paragraphe tente de lever le voile sur l'impossible neutralité de mon discours et de mieux expliciter « d'où je parle » quand j'utilise des notions comme celle de territoire et de vulnérabilité, dans un sens qui se veut radical, et en quoi cette approche et ce positionnement me permettraient de mieux saisir les enjeux de la reconstruction au lieu de me positionner dans l'anonymat d'un discours scientifique sur la catastrophe.

L'entrée dans la problématique par le biais d'une perspective anarchiste plus générale, en prise avec une désétatisation de la recherche (Babou et Le Marec, 2019) sur les politiques territoriales et les vulnérabilités peut être enrichie par la mobilisation d'un corpus mettant au centre de son intérêts méthodologique et épistémologique les relations de pouvoir et les inégalités qui leur sont associées.

Les approches anarchistes ont connu un renouveau ces dernières années, un véritable « *anarchist turn* [en sciences humaines et sociales] *a pu être évoqué (Blumenfeld, Bottici, Critchley, 2013)* » (Anonyme, 2023) dans le monde académique notamment en géographie et en anthropologie. Dans le numéro de Géocarrefour récemment dédié à l'approche anarchiste en géographie, on peut lire que « *cette résurgence* [de la pensée anarchiste] *se manifeste dans des ouvrages (Graeber, 2004 ; Lopes de Souza, 2006a ; Pelletier, 2013 ; Scott, 2014 ; Springer, 2016 ; Macdonald, 2018), des numéros de revues (ACME, 2012 ; Antipode, 2012 ; Journal des anthropologues, 2018 ; Actuel Marx, 2019 ; Mouvements, 2020), des colloques et des conférences (« Anarchisme et sciences sociales », 2018 ; « Commun.e.s. Actualité du municipalisme libertaire »,*

2018 ; « *1ère, 2ème, 3ème et 4ème Conférences Internationales des Géographes et Géographies Anarchistes et Libertaires* », *2017, 2019, 2021, 2023)* » (Rédaction, 2023).

Tout particulièrement, la géographie entretient des relations étroites avec la pensée anarchiste par son histoire (Reclus, Kropotkine) qui se prolongent jusqu'à aujourd'hui par son intérêt accru envers le « *respects des diversités locales et d'organisation des communautés,* [sa] *volonté de mise en place d'une solidarité entre les peuples* [et] *la question du territoire et de l'espace* » (Anonyme, 2023) et la dimension processuelle, à la recherche de la construction d'une autonomie de l'individu et des organisations en prise avec les luttes imposées par des systèmes de vie autoritaires. Le regain d'intérêt pour l'anarchisme en général et en géographie plus particulièrement, bien qu'espacé dans le temps en dépit de l'intérêt plus diffus autour de la géographie critique et marxiste, se retrouve dans le succès des thèses issues de l'écologie sociale, du communalisme et du municipalisme libertaire (Bookchin, 1982 ; 1995 ; 2022) ainsi que dans une intensification des luttes impliquant des occupations et des appropriations de l'espace et des expériences d'autogestion dans plusieurs parties du monde.

C'est pat l'intermédiaire des notions de pouvoir et de domination que j'ai abordé la dimension politique de l'espace et tout particulièrement la question de l'État. Le RGL définit l'État comme étant une « *forme spécifique d'organisation du pouvoir et de gestion des communautés humaines (Lamy, 2017, p. 1), fondée sur une délimitation territoriale et l'exercice de la violence, les contributeurs de ce numéro relèvent la perte d'autonomie des populations et les différentes facettes de la domination spatiale étatique* ». (Anonyme, 2023).

Plus généralement, « *par "dimension spatiale de la domination", il est entendu tout à la fois un processus et un résultat : d'une part, les actions volontairement engagées dans l'espace en vue d'exercer (et de signifier) une domination et d'autre part, un constat, la distribution inégalitaire des biens et des personnes dans l'espace, qui ne résulte pas forcément de décisions conscientes, mais qui constitue toujours un symptôme particulièrement révélateur pour comprendre les valeurs d'une société et des groupes qui la composent* » (La dimension spatiale de la domination, 2009)

J'ai voulu placer ma recherche dans un positionnement de critique radicale, dans le double sens que, d'une part, elle cherche « *à déclencher un processus d'autoréflexion* » (Milhaud, 2009, p. 118) éthique de la démarche scientifique elle-même et, d'autre part, elle cherche à mettre au jour les causes des phénomènes étudiés, dans l'objectif d'une critique sociale radicale visant la transformation sociale et politique des contextes de catastrophe, dans une démarche *d'empowerment* et d'émancipation des individus et des collectifs. À contre-courant, ce positionnement radical cherche à affirmer que la relation de soin avec le territoire habité, une *cura del territorio* (soin du territoire) (Zanchini 2018 ; Cannavò et Mattogno, 2014 ; Poli, 1999 ; Mattogno, 2013) peut être considérée comme recette à la déterritorialisation. Dans la relation avec les lieux, « *la déterritorialisation, apparaît comme une soustraction de la réalité, tant dans les pratiques humaines que dans les représentations cartographiques et virtuelles, suscite une résistance, une sorte de "mouvement de correction" qui se manifeste comme un grand retour au contexte aussi dans les réflexions. Il s'agit, selon Sloterdijk, d'une "insurrection contre le monde réduit" dans laquelle, à la redécouverte de la lenteur, succède celle de l'extension locale, à la chronolâtrie succède la topophilie, et l'asymétrie du local par rapport au global est assumée* » (Bonesio, 2012, p. 206). Un *géo-care*, dont commencent à parler des

auteurs non anarchistes comme Michel Lussault (Lussault 2024, p. 107), semble nécessaire. La reterritorialisation des pratiques humaines et la sortie d'un type de connaissance qui a privilégié les techniques d'administration de la preuve et de la prévision des technosciences comme conditions de possibilité du déploiement d'une industrialisation totale du vivant est indispensable afin de réduire efficacement le nombre et l'intensité des catastrophes.

Depuis les années 1970, une science plus proche des savoir situés (Chen, 2023 ; Rose, 1997 ; Harraway, 1988), qui se veut critique et politisée (Simonet, 2022), au clair avec son engagement (Mehdipour et al., 2024) a fait ses preuves pour faire du savoir scientifique un outil performatif et transformatif face aux injustices et aux violences d'un système économico-social uniformisant. À partir d'un changement de paradigme, « *ces épistémologies permettent une réflexivité sur l'ancrage des savoirs dans une réalité contextuelle* » (Younes, 2019) sans perdre de vue « les médiations » institutionnelles et symboliques qui le rendent possible.

Dans les années 1990 chez les géographes anglo-saxons et à partir des années 2000 en France, les démarches réflexives sur les méthodologies et leurs présupposés épistémologiques ont émergé « *sous la double impulsion du développement d'une épistémologie féministe et du développement des qualitative méthodologies* » (Volvey, Calbérac et Houssay-Holzchuch, 2012, p. 446). En particulier, les sciences humaines et sociales tirent leur légitimité scientifique et l'objectivité de leur construction de savoir sur les données récoltées sur le terrain et non sur une prétendue « *neutralité axiologique* » (Bereni et Trachman, 2014).

Les travaux d'épistémologie critique féministes permettent de répondre aux accusations de non-scientificité brandies par les adversaires des études sur le genre ou d'études menées dans d'autres domaines à partir des ces acquis. Ces travaux ont dénoncé l'épistémologie scientiste, fondée sur l'idée que les sujets de la connaissance sont capables de s'abstraire du contexte social dans lequel ils s'inscrivent et des rapports de pouvoir dans lesquels ils sont pris. Ils ont montré à quel point la science « normale » est imprégnée de préjugés de genre et contribue à reproduire un ordre social inégalitaire. La recherche « féministe », pour Bereni (Bereni et Trachman, 2014), « *n'est donc pas moins objective que la recherche mainstream : elle explicite ses présupposés politiques au lieu de les masquer* ». « Selon les théories de la connaissance située (*situated knowledge*) » (Haraway 1988), explique toujours Bereni, « *la connaissance produite par des sujets dominés, dans une perspective politique d'émancipation, est même susceptible de conduire à une objectivité plus "forte" (strong objectivity) (Harding, 2021) : les points de vue partiels et partiaux des dominés pouvant éclairer davantage que ceux des dominants et les processus sociaux de la domination* ».

Néanmoins, il n'est pas nécessaire de brandir un modèle épistémologique du savoir situé pour répondre aux accusations de non légitimité scientifique qu'on adresse à cette approche. Bereni ajoute que « *dès lors qu'on adhère à une vision de l'objectivité scientifique qui repose, plutôt que sur l'idéal du "dévoilement" de la vérité par un sujet neutre, sur un travail réflexif de prise en compte de sa position sociale et politique et sur un ensemble de critères d'objectivation conventionnellement reconnus dans le monde académique (mise à distance du sens commun, explicitation des hypothèses et des méthodes d'intensité et systématicité de l'analyse, cohérence de la démonstration, etc.).* »

Ainsi, des philosophes des sciences féministes ont proposé de substituer aux valeurs traditionnelles présentées comme un idéal de science objective (*value-free*) - compatibilité avec les paradigmes de la science normale, simplicité, capacité d'unification explicative, etc. - des valeurs alternatives - la nouveauté, l'hétérogénéité ontologique ou la complexité des relations (Bereni et Trachman, 2014).

C'est dans cette positionnalité (Bourdeloie et Hübner, 2023) que s'inscrit ma recherche, entre la place d'*insider* (Aquilanaise née à L'Aquila, dont la plupart de la formation humaine, politique et scolaire s'est faite sur les lieux de la catastrophe, qui a touché et touche encore durablement sa famille) et d'*outsider* (émigrée dans un pays étranger, chercheuse d'une prestigieuse université étrangère, qui écrit dans une autre langue et femme féministe critique). Je me suis sentie parfois ballotée dans une oscillation permanente, difficile à gérer, car les vécus de l'*insider* et de l'*outsider* s'entrelacent bien que j'aie essayé, de toutes mes forces, dans un premier temps, de les séparer pour ne pas « trahir » mon identité première. Dans la relation aux acteurs que je connaissais déjà sur place, mes oscillations étaient parfois questionnées avec curiosité en évoquant mon parcours de formation qui, souvent, me mettait sur un pied d'égalité temporaire et me permettait de réaliser l'entretien sans difficultés. À d'autres moments, me situer d'un côté plutôt que de l'autre, dans une optique de stratégie performative, m'a permis de résoudre des situations de gêne quand des professeurs d'université, hommes, âgés, avec un évident pouvoir politique et économique me questionnaient comme une de leurs étudiantes et me mettaient à l'épreuve pour tester la pertinence de mon propos avant de choisir le ton que prendrait l'entretien.

À l'expérience de la subjectivité en jeu dans l'exercice de la thèse (Girard et al., 2015) s'est ajoutée cette volonté d'approcher une connaissance positionnée qui correspond à une volonté d'accorder de la légitimité à « *la multiplicité radicale des savoirs locaux* » (Haraway, 1988, p. 579) afin de contrecarrer les discours des « savoirs/pouvoirs » dominants dans le champ des *disasters studies* (Castree et Gaillard, 2021 ; Marchezini, 2015).

a.5. Cadre théorique : vers une vision politisée de la catastrophe

À partir des années 1960, un nombre toujours croissant d'études et de recherches sur les urgences de masse et les catastrophes est également attesté par la création du Natural Hazards Research and Application Information Center à l'Institute of Behavioral Science de Boulder (Université du Colorado) fondé en 1966 par G.F. White, l'inspirateur de la Boulder Ecological School. L'« écologie humaine » de H.H. Barrows, à laquelle la géographie est alors attribuée en tant qu'interaction entre l'homme et l'environnement naturel, est à l'origine des débuts de la géographie des risques centrée sur le calcul du risque afin de permettre aux individus l'anticipation nécessaire d'une réponse appropriée (White et Haas, 1975). Ce paradigme axé sur les risques qui a dominé la recherche scientifique et les politiques de DRR (*Disaster Risk Reduction*) en mettant l'accent sur l'importance de l'aléa (*alea-centered*), fait de la catastrophe un événement unique, extraordinaire résultat d'événements naturels extrêmes et rares qui dépassent la capacité humaine à les surmonter (White, 1973). Les régions, les pays et les populations touchés sont généralement considérés comme

incapables de faire face à de telles forces naturelles et sont souvent considérés comme sous-développés et mal préparés (Burton, Kates et White, 1977). Cela a creusé un fossé entre les nations dites « en développement », décrites comme non préparées, peu sûres, voire dangereuses, et les pays « développés », décrits comme plus sûrs et mieux préparés (Bankoff, 2001). Le paradigme des aléas, qui englobe l'étude de la perception et de l'adaptation des populations aux aléas naturels, a été largement critiqué pour son caractère trop technocratique, son incapacité à s'attaquer aux causes profondes des catastrophes et ses résultats inefficaces, notamment l'augmentation du nombre de catastrophes dans le monde[3]. Malgré les efforts considérables déployés par les défenseurs du paradigme des risques, la base de données du Center for Epidemiological Research on Disasters (CRED), une base de données utilisée par les chercheurs, les décideurs politiques et les organisations impliquées dans la DRR pour guider leurs actions, montre une augmentation des catastrophes depuis la seconde moitié du XX^{e} siècle. Les critères utilisés par le CRED (décès, impacts économiques, etc.) mettent l'accent sur les catastrophes de grande ampleur et présentent les pays « en développement » du Sud comme étant particulièrement exposés et nécessitant une intervention extérieure (Bankoff, 2001). Ces catastrophes signalées dans la base de données du CRED doivent être traitées avec précaution car elles ne fournissent pas d'évaluations ventilées par sexe, âge ou origine socio-économique, et tendent donc à homogénéiser la population touchée.

Entre les années 1970 et 1980, R. Geispel (Geipel, 1979) a développé la notion d'impact territorial des catastrophes dans ses recherches, tandis que certains chercheurs italiens se sont concentrés sur la perception des risques.

Au début des années 1980, Kenneth Hewitt (Hewitt (ed.), 2019) a adopté une position critique à l'égard de l'école de Boulder en nous invitant à réfléchir aux catastrophes en adoptant le cadre théorique récent de Giddens (Giddens, 1979) pour relier les phénomènes microsociaux aux phénomènes macrosociaux. Plus tard, dans un livre de 1997 (Hewitt (ed.), 2014) qui aura une grande influence, il parle d'une certaine géographie de la catastrophe, c'est-à-dire qu'il introduit de plus en plus l'idée de l'importance primordiale des conditions socioculturelles, politiques et économiques locales d'une communauté en plus de la distribution, de la localisation et de la caractérisation locale du risque dans lequel se développe une catastrophe.

Le concept de vulnérabilité a été activement exploré depuis les années 1970. Dans un article intitulé « Taking the naturalness out of natural disasters », O'Keefe, Westgate et Wisner (1976) ont souligné l'impact inégal des catastrophes sur les personnes les plus vulnérables de la société. Plus tard, dans les années 1980, plusieurs chercheurs, principalement des anthropologues, des sociologues et des géographes, ont documenté la manière dont le mal-développement façonne la vulnérabilité des populations et crée les conditions pour qu'un risque se transforme en catastrophe. C'est ce qui a été appelé le « paradigme de la vulnérabilité ».

Finalement, les travaux d'un réseau informel de chercheurs en sciences sociales étudiant les catastrophes en Amérique latine (La Red) ont montré que les impacts cumulés des aléas à petite

[3]https://ourworldindata.org/natural-disasters

échelle dépassent souvent ceux des catastrophes à plus grande échelle qui font la une des médias et attirent l'attention des scientifiques et des organisations travaillant dans le domaine de la DRR (Acosta, 1996 ; Maskrey et al., 1993), en particulier dans les littératures anglophone, hispanophone et asiatique (Hewitt, 1983 ; Lavell, 1992 ; Bankoff, 2001 ; Alexander, 2002 ; Delica-Willison et Willison, 2004). La vulnérabilité fait référence aux caractéristiques d'une société qui font qu'un risque est susceptible de se transformer en catastrophe (Blaike, Cannon et Wisner, 2004). Le paradigme de la vulnérabilité souligne que les catastrophes ont une origine socio-économique, historique et politique. Elles sont liées à l'accès inégal et injuste aux ressources parmi les membres de la société (Hewitt, (eds.) 2019). Les individus peuvent être vulnérables de différentes manières, économiquement, socialement, géographiquement, politiquement, et souvent par une combinaison de ces éléments (Wisner et Luce, 1993). La vulnérabilité évolue dans le temps et dépend de facteurs locaux et mondiaux (Blaike, Cannon et Wisner, 2004). Ces arguments reflètent les critiques, théories et recommandations développées par certains chercheurs en sciences sociales de la fin des années 1970 au milieu des années 2000 (Hewitt, 2014 ; Bankoff, 2001 ; Lewis, 1999 ; Wisner et Luce, 1993).

Les catastrophes sont avant tout des événements sociaux dont l'impact n'est jamais uniforme. Certaines personnes sont plus touchées que d'autres alors qu'elles sont exposées au même danger. La reconnaissance des vulnérabilités des personnes et des processus sociaux qui les engendrent est essentielle pour comprendre l'impact inégal des aléas et des catastrophes. « *Encore aujourd'hui, les pauvres, de nombreuses femmes, des enfants, des personnes âgées, des personnes sans abri, des handicapés, des réfugiés, des prisonniers ou des membres de minorités ethniques sont oubliés dans l'analyse des catastrophes* » (Gaillard et al., 2010, p. 68). Les catastrophes sont considérées comme des amplificateurs des difficultés quotidiennes des populations, notamment l'insécurité alimentaire, les abris précaires ou insuffisants, les mauvaises conditions sanitaires et la pauvreté (Wisner, 2016). P. Timmermann définit la vulnérabilité comme « *le degré auquel un système, ou une partie d'un système, peut réagir négativement à l'occurrence d'un événement dangereux* » (Timmerman, 1981, p. 21). Pour sa part, le géographe N. Adger parle de la vulnérabilité comme étant constituée de « *composantes qui incluent l'exposition et la sensibilité aux perturbations ou stress externes, et la capacité d'adaptation* » (Adger, 2006). Elle se manifeste dans des lieux et à des moments spécifiques. C'est une condition interne des individus ou des communautés : elle est donc ancrée, expérimentée et vécue (Eriksen et Simon, 2017). I. Kelman et d'autres chercheurs, lorsqu'ils parlent de vulnérabilité, déclarent qu'elle se réfère à « *la propension à subir des dommages, dans le cas d'un événement naturel, et à être incapable de les surmonter ainsi que les processus sociaux qui ont contribué à créer et à maintenir cette propension* » (Kelman et al., 2016). Cela signifie que l'on est incapable de surmonter la vulnérabilité par les mêmes processus sociaux qui l'ont générée.

Il est donc primordial pour les chercheurs, les décideurs politiques et les praticiens de comprendre et de lutter contre la vulnérabilité pour parvenir à une DRR durable.

Au cours de ce travail, j'utilise cette notion de vulnérabilité sociale, définie dans le paragraphe a.2, couplée à celle de vulnérabilité « *spatiale* » (Del Pinto, 2022). « *La vulnérabilité spatiale peut être redéfinie comme l'état lié aux performances réduites de l'espace public dans l'urgence, rendant potentiellement l'ensemble du système urbain plus sensible à l'impact d'un tremblement de terre - et se manifeste par des capacités réduites et une*

exposition accrue de certaines parties du réseau spatial, ainsi que de ses occupants » (*Ibid.*, p. 190). Celle-ci a une connotation physique à cause de l'usage du foncier (appropriation, spéculation, dépossession) et peut être entendue comme une vulnérabilité venant de l'espace lui-même. « *La connotation sociale de la vulnérabilité spatiale est liée à l'exclusion du rôle de l'espace et de ses utilisateurs du discours de planification. Cela signifie que les politiques d'aménagement ignorent les utilisateurs de l'espace et relèguent les personnes/citoyens au rôle passif de consommateurs (au quotidien) ou d'assistés (en cas d'urgence)* » (*Ibid.*).

L'utilisation croissante de ces concepts ne signifie pas nécessairement que leur utilisation est conforme aux revendications historiques radicales de l'école de pensée dont ils sont issus. En outre, cette tendance doit en prendre en compte d'autres. L'utilisation continue du terme « catastrophe naturelle », par exemple, reflète la persistance de la logique du paradigme de l'aléa. Alors que les défenseurs du paradigme de la vulnérabilité rejettent fermement l'expression, encourageant les chercheurs à documenter la dimension non naturelle, anthropogénique et sociopolitique des catastrophes (Chmutina, Von Meding, et Bosher, 2019 ; Bankoff, 2010 ; O'Keefe, Westgate et Wisner, 1976), alors qu'un très grand nombre de chercheurs francophones spécialisés dans les catastrophes continuent d'utiliser cette expression. Au-delà de la critique de la fluidité excessive de la notion de vulnérabilité et de la difficulté de la transposer en mesures claires de réduction des risques visant à réduire le potentiel de dommages et d'exposition, Reghezza-Zitt affirme que « *toute la difficulté de ces politiques de préparation à la crise, que les anglo-saxons appellent mitigation, est l'action sur les causes structurelles de la vulnérabilité* » (Reghezza-Zitt, 2006).

L'évolution de la notion vers une approche critique de l'étude des catastrophes initiée par Oliver - Smith (Oliver-Smith, 2022) a conduit des chercheurs de pays du Sud global ou avec des approches voisines à prendre position sur les fondements mêmes de ces concepts (Gaillard, 2019 ; Bankoff, 2001) et à les relier, à travers la confluence récente avec des études sur les effets catastrophiques de l'instabilité climatique avec des modèles économiques générant de la vulnérabilité. En particulier, dans un article de Sandoval (Sandoval et Voss, 2016) est développé le lien entre un type centralisé de gestion des catastrophes dans le cas de la post-catastrophe de Chaitén (Chili) et la production de nouvelles vulnérabilités générées par ce modèle. Les narrations traitant de vulnérabilité et définissant qui ou quoi doit être considéré comme vulnérable sont une nouvelle frontière de l'assujettissement des individus aux logiques discursives de ceux qui sont légitimes à en fixer les critères, ainsi que ceux de la pitié (Chmutina et al., 2023 ; Castree et Gaillard, 2021). Les personnes vulnérables et marginalisées sont les plus touchées par les catastrophes parce qu'elles n'ont pas accès aux ressources socio-économiques ou politiques (épargne, logement sûr, pouvoir de décision ou représentation politique) dans leur vie quotidienne. C'est notamment le cas des femmes, des minorités de genre ou des groupes ethniques victimes de discrimination. Cette approche a, de plus en plus, conduit les chercheurs de ces régions du monde à des analyses plus fines des sociétés et des territoires vulnérables et ont examiné comment les caractéristiques socio-économiques des personnes (c'est-à-dire leur sexe, leur âge, leur appartenance ethnique, leur contexte économique et historique, leur orientation sexuelle ou leur religion) influencent leurs connaissances, leurs expériences et leurs comportements face aux catastrophes, ainsi que l'impact des catastrophes sur

leurs moyens de subsistance (Bradshaw, 2014 ; Enarson et Morrow, 1998 ; Fothergill, 1996 ; Schroeder, 1987). Plus récemment les études de genre, enrichie du concept d'intersectionnalité ont croisé les analyses sur les *roots causes* des catastrophes (Sharan et Gaillard, 2025 ; Hill et al., 2023).

La vulnérabilité semble encore être une notion capable d'éclairer les origines très politiques (Bankof et Hilhorst, 2022) de la catastrophe. La généralisation du modèle économique basé sur l'exploitation des ressources humaines et naturelles (extractivisme, financiarisation, exlpoitation du travail, etc.) et l'augmentation du nombre des catastrophes montre un *nexus* nécessaire entre ces deux faces de la médaille (Vera Cortés et al., 2020). En conclusion, « *si le concept de vulnérabilité sociale permet de mieux comprendre les catastrophes, il ne donne aucune solution miracle. Le problème reste un problème politique qui dépend des capacités financières, techniques, humaines, juridiques des acteurs concernés* » (Reghezza-Zitt, 2006, p. 38).

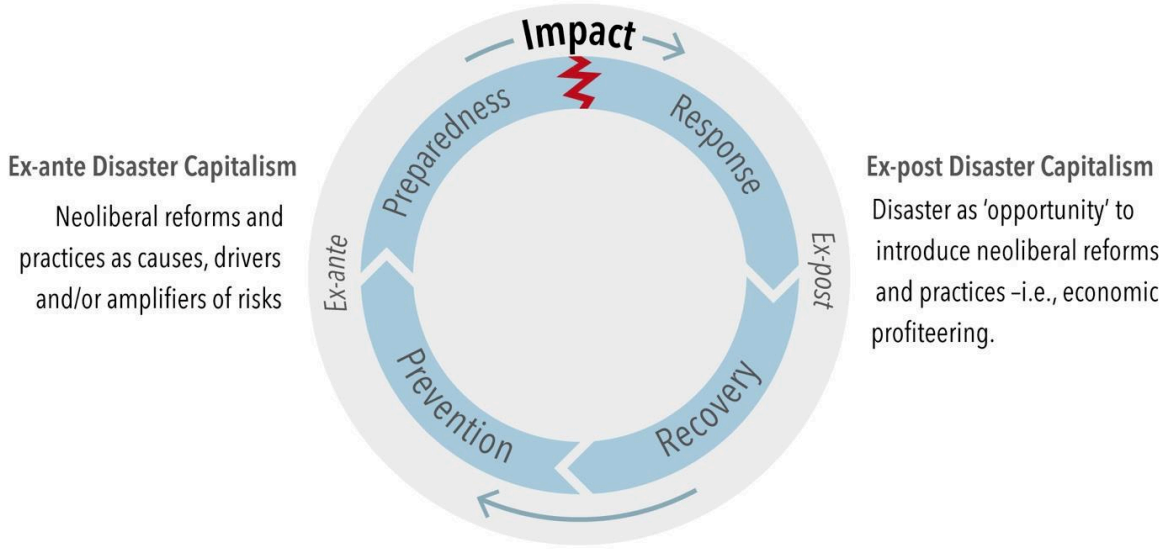
a.6. *Disaster capitalism* : vers une économie politique de la catastrophe

« *Les reconstructions post-sismiques entretiennent une relation symbiotique dense avec les cadres socio-politico-économico-culturels plus larges dans lesquels elles s'inscrivent : elles en sont l'expression et, rétroactivement, elles les conditionnent. Cela signifie que les reconstructions sont des microcosmes qui présentent une version locale et amplifiée des valeurs et des possibilités des sociétés plus larges qui les mettent en œuvre, de sorte que l'observation de ces phénomènes particuliers constitue une opportunité de compréhension générale*» (Ciccozzi, 2016, p. 97).

La catastrophe étant considérée comme un « *puissant reconfigurateur* » (Pecqueux, Poupin et Chateauraynaud, 2022) voire une « *anastrophe* » (Pelletier, 1991) une fois les bouleversements identifiés et caractérisés, il est toujours possible, en revanche, de les interpréter et de les qualifier.

Le capitalisme du désastre est une façon d'expliquer la contradiction apparente entre une volonté de développement économique à l'issue de la reconstruction d'après-catastrophe et les effets réels de ces politiques de croissance. Bien que les formes archétypales du « capitalisme du désastre » puissent être trouvées bien avant la fin du XX^{e} siècle (Farinella et Saitta, 2019), sa conceptualisation est attribuée à Naomi Klein, qui, dans son livre de 2007 The Shock Doctrine : The Rise of Disaster Capitalism, illustre ce qu'elle a observé comme des « *raids orchestrés sur la sphère publique à la suite d'événements catastrophiques, combinés au traitement des catastrophes comme des opportunités de marché excitantes* » (Klein, 2007, p. 6). Ces « raids » se sont intensifiés pendant l'expansion du capitalisme à l'échelle globale pendant les années 1990. Selon Klein, le « *choc est un mode opératoire du "capitalisme néolibéral" et un élément clé de sa stratégie d'accumulation par dépossession* » (Klein, 2007) comme anlysé par Harvey (Harvey 2003). Comme le souligne Fletcher, « *le concept de capitalisme du désastre de Klein comporte deux éléments distincts mais interdépendants : la néolibéralisation des structures de gestion des ressources qui relevaient auparavant du domaine public et/ou la création de marchés pour le commerce des aménités qui n'étaient pas monétisées auparavant ; l'exploitation des désastres à des fins de profit financier* » (Fletcher, 2012, p. 102). Cela signifie que les crises et les situations post-catastrophe sont l'occasion à la fois par les pouvoirs publics de mettre en place des politiques autrement inacceptables qui soutiennent des réformes qui

tendent à accroître la vulnérabilité sociale en réduisant le soutien public au « *travail reproductif*[4] » (Bhattacharya (ed.), 2017) et à la fois pour placer les intérêts de puissants lobbies économiques au premier plan dans le redressement. C'est précisément la relation et l'interaction des ces deux groupes d'acteurs qui engendrent une situation d'opportunisme de la catastrophe et une progression des vulnérabilités.



Source : Sandoval et al., 2022

Figure 1 : Le cycle du *Disaster capitalism* mis en relation avec celui de la gestion du risque de catastrophe

Les analyses sont nombreuses : le cas de la gestion du patrimoine naturel et culturel au Brésil (Marchezini et al., 2023) ; le cas de la catastrophe du Chili en 2010, une histoire longue de dépossession de la participation active des sinistrés (Saavedra, 2020) et d'accaparement de ressources par les classes supérieures (Sandoval et al., 2020) ; la restructuration de la dettes de Puerto Rico après le cyclone Maria de manière que les futures recettes fiscales bénéficient aux détenteurs d'obligations, au détriment des investissements sociaux (Villanueva et Cobián, 2019) ; plus largement encore dans les cas du du Brésil, du Chili, de la Colombie, de l'Inde, de l'Italie, du

[4] Le travail reproductif est le travail nécessaire à la subsistance et à la force de travail pour se régénérer et continuer à prêter sa main d'œuvre salariée. Le travail reproductif, plus précisément, est donc souvent le travail domestique et de soin prêté gratuitement par les femmes et le travail de sauvegarde de l'agriculture et des moyens quotidiens de subsistance. Pour ces questions je renvoie à Federici S., *Patriarchy of the Wage. Notes on Marx, Gender, and Feminism*, PM Press/Spectre. Toronto, 2021 ; Federici S., *Caliban et la Sorcière, Femmes, corps et accumulation primitive*, coll. Rupture, Entremonde, 2017 ; Mies M. et Veronica Bennholdt-Thomsen V., *La Subsistance. Une perspective écofeministe*, La Lenteur, 2022.
Dans le cas de la pandémie de COVID 19, par exemple, Daniela A. F. « Vulnerabilità, Cura e Comune. Note per Una Lettura Di Genere Della Pandemia », *Semestrale di studi e ricerche di geografia*, *Geografie in Mutamento. Covid 19 e La Metamorfosi Del Mondo A Cura*, n°2 sup, 2021.

Japon, du Royaume-Uni ou des Nations Unies, comme montré dans l'étude comparative de Sandoval (Sandoval et al., 2022).

Même si la pertinence de l'analyse de Klein a été remise en question (voir Wisner, 2009), son livre a eu le mérite d'attirer l'attention sur l'utilisation instrumentée des catastrophes pour « *faire avancer les intérêts politiques, idéologiques et économiques des élites capitalistes transnationales* » (Imperiale et Vanclay, 2020 ; Schuller et Maldonado, 2016, p. 62 ; Lowenstein, 2015). Selon cette perspective, les possibilités de « *capitaliser sur les catastrophes* » (Centemeri et Tomassi, 2022) sont multiples. Elles ne se limitent pas à la phase de rétablissement, mais impliquent également les activités « *d'imagination et de planification* » pour les catastrophes futures (*Ibid.*). Ces dernières sont des occasions d'orienter le développement des sociétés « *d'une manière qui échappe souvent à la responsabilité politique* » (Fortun et al., 2017, p. 1011) directe. Le rôle joué par les nouveaux systèmes d'assurance lié aux instruments financiers est également de plus en plus significatif (Keucheyan, 2017). Selon Imperiale et Vanclay (Imperiale et Vanclay, 2021, p. 2), dans le cadre de la recherche sur le capitalisme des catastrophes, il est important de prêter attention « *(i) au mécanisme institutionnel par lequel les États permettent au capitalisme des catastrophes d'être mis en œuvre au niveau local ; (ii) aux risques sociaux qui lui permettent d'émerger à tous les niveaux de la société ; (iii) à la vision du monde qui l'accompagne ; et (iv) aux conséquences qu'il a sur les capacités des communautés locales à apprendre collectivement, à se transformer et à renforcer la résilience de la communauté* ». Cela signifie que le capitalisme des catastrophes peut présenter de nombreux visages et que les dimensions culturelles et institutionnelles jouent un rôle crucial pour expliquer comment il devient possible de capitaliser sur les catastrophes, selon des modalités qui varient en fonction des contextes. Si l'on suppose que le pouvoir assure automatiquement l'alignement des pratiques des acteurs et des « *attentes normatives* » (Dodier et Barbot, 2016), on risque d'oublier les frictions et de négliger leur importance, tant dans la construction que dans la disparition de l'hégémonie (Tsing 2005, p. 6).

Dans leur étude de la reconstruction de L'Aquila après le tremblement de terre, par exemple, Imperiale et Vanclay (*Ibid.*) montrent comment le capitalisme du désastre a exploité des stratégies institutionnelles et financières imbriquées dans les « mécanismes » auxquels les États ont généralement recours en cas de catastrophe, tels que « *l'approche de commandement et de contrôle, les pouvoirs d'urgence et la planification descendante* » (*Ibid.*, p. 3). Toutefois, cette analyse me semble partielle car concentrée seulement sur les actions publiques au moment de la gestion de la crise et de la reconstruction comme s'il s'agissait d'un opportunisme de la situation et non pas comme un processus. Au contraire, sans s'intéresser à la construction de longue haleine des conditions d'affaiblissement socio-spatiale (la vulnérabilité) et à la dépossession de la gestion de son propre territoire (la déterritorialisation) de la part des habitants en amont de la catastrophe et en aval pendant la longue trajectoire de la reconstruction, on perd de vue la profondeur des bouleversements causés par la catastrophe.

Le cas de L'Aquila est emblématique à cet égard car « *l'accent mis sur les catastrophes et les "chocs" ne doit pas faire oublier d'autres mécanismes qui, selon les contextes locaux, favorisent le néolibéralisme* […] *alors que les canaux ordinaires de création de profit sont suspendus, d'autres émergent et sont rendus socialement acceptables par*

la manière dont l'événement de la catastrophe et ses conséquences ont été encadrés. Les processus d'élaboration du sens de la responsabilité sont particulièrement importants à cet égard. Le blâme social, la corruption et l'inadéquation des structures sont autant d'exemples de cadres de responsabilité qui contribuent à déterminer le déroulement de la phase de relèvement » (*Ibid.*).

La recherche sur le capitalisme du désastre devrait se concentrer, avant tout, sur l'analyse historique mais aussi sur les effets de futurisation qu'ont les mesures prises lors des choix politiques de gestion dans toutes les phases. « *Du point de vue de la planification des villes intelligentes, la reconstruction post-catastrophe et la prévention des catastrophes sont conçues comme des opportunités de transformer les espaces et les services publics afin de créer de nouvelles opportunités de marché grâce à des solutions technologiques fournies par des entreprises privées telles que IBM, Cisco et Amazon* » (*Ibid.*). Encore une fois le cas de la reconstruction de L'Aquila me permet de « *clarifier dans quelle mesure la ville intelligente, plutôt que d'apporter une réponse au risque de catastrophe, est en fait l'achèvement d'un processus historique de privatisation et de tertiarisation de l'espace urbain, qui accroît en fait sa vulnérabilité en soutenant la production et la reproduction des inégalités* » (*Ibid.*)[5].

a.7 Structure de la thèse

La première partie de la thèse, composée de deux chapitres, se concentre sur l'encadrement des aspects théoriques et méthodologiques de la catastrophe, de la vulnérabilité socio-spatiale et du processus de reconstruction. Elle contextualise l'objet de la recherche, esquisse les premières hypothèses qui ont conduit le travail et les méthodes adoptées.

Dans cette introduction générale, les catastrophes dans les sciences sociales sont analysées à partir des études et des définitions données dans le domaine des *disasters studies* traversé par différentes disciplines, telles que la sociologie, la géographie et l'anthropologie. Le sujet de la catastrophe a un caractère transdisciplinaire, raison pour laquelle j'ai choisi de m'appuyer sur la littérature non seulement en géographie, mais relevant aussi d'autres contextes scientifiques. Ensuite, à partir du concept de « catastrophe », je décris les facteurs qui lui sont associés comme celui de vulnérabilité. In fine, le concept de catastrophe est mis en relation avec le processus de déterritorialisation car un désastre n'est qu'une manifestation d'un affaiblissement de la production, de l'usage et de la médiation territoriale.

Le Chapitre I est dédié à la contextualisation spatiale, historique et sociale de la ville de L'Aquila et son territoire. Après un cadrage géographique, je me concentre sur son histoire urbaine et sur celle de la planification afin de replacer le séisme de 2009 au sein d'une plus longue histoire de vulnérabilisation et de bouleversements connus par la ville. Après un aperçu des origines de L'Aquila en tant que ville fondatrice, les principaux changements urbains de son histoire sont abordés avec une attention particulière portée aux changements de la structure socio-territoriale

[5] Cette analyse du concept de *disaster capitalism* est tirée du chapitre co-écrit avec Laura Centemeri, que je remercie pour l'autorisation de citer ce long extrait : Centemeri L., et Tomassi I. « Disasters and catastrophe », *Handbook of Critical Environmental Politics*, Elgar., Cheltenham, 2022, p. 232-244

par l'expérience du fascisme en tant que forme de modernisation forcée. Afin de mieux comprendre l'évolution de la ville, la cartographie et l'iconographie historiques ont été utilisées pour la période comprise entre le XV^e^ et le XIX^e^ siècle, tandis que pour l'époque contemporaine (XX^e^ siècle), les représentations cartographiques contenues dans les *Piani urbanistici* (plan d'urbanisme) de la ville ont été utilisées. Grâce à cet instrument, j'ai pu mettre en évidence l'urbanisation disproportionnée et l'étalement de la ville comme éléments de la déterritorialisation. Le Chapitre II se concentre sur l'événement sismique du 6 avril 2009, ce qui le précède et le suit immédiatement. Je montre la perception de l'essaim sismique qui a marqué la vie sociale aquilanaise pendant les mois qui ont précédé le désastre via l'analyse de blogs, la presse locale et les controverses qu'il a suscitées. Puis, une fois survenue la catastrophe, je décris l'impact en termes de victimes et de dommages sur la ville. Dans cette phase, une fois déclaré l'état d'urgence, la Protection civile nationale s'impose comme actrice omniprésente sur la scène de la catastrophe en établissant une manière de gérer la situation qui a marqué la ville, son territoire et ses habitants. La situation des rescapés, les camps, les hôtels, les logements alternatifs ainsi que l'émergence de nouveaux acteurs pendant les deux années de permanence de l'état d'urgence font l'objet de ce chapitre. Cette première partie s'achève sur un premier renforcement de la vulnérabilité sociale et spatiale dû à la gestion de la catastrophe.

La deuxième partie de la thèse, comprenant trois chapitres, confronte le thème de la continuité entre la phase de la gestion d'urgence et celle de la reconstruction. Parmi les effets du séisme du 6 avril 2009, j'analyse dans le chapitre III l'impact territorial de la gestion d'urgence via l'approfondissement de l'héritage, plus important car plus impactant, qu'est le projet CASE (costruzioni anti-sismiche ecocompatibili) induisant le prolongement de l'étalement. Dans ce même chapitre trouvent leur place l'analyse des différentes stratégies des acteurs et décideurs contribuant à donner une continuité à l'incertitude qui a caractérisé la phase d'urgence et à poursuivre la tendance à la consommation de sol et à l'étalement urbain. Les projets CASE marquent une énième déterritorialisation de L'Aquila et un nouveau type d'opportunisme de la catastrophe.

Le chapitre IV est dédié à la reconstruction du discours des décideurs locaux et infragouvernementaux, concernant leurs actions en tant qu'acteurs fondamentaux du processus de reconstruction matérielle qui reprend son cours en 2012, à la fin de l'état d'urgence, trois ans après le séisme. L'analyse se concentre sur la dimension du récit et, donc, des imaginaires afin de saisir l'espace idéel et matériel avant, après mais aussi « *en action* [et] *dans l'action* » (Levy et Lussault (eds.), 2013, p. 43). Ces discours cristallisent un certain ordre social qui s'exprime dans une organisation spatiale axée sur la reconstruction privée. La généralité de ce constat prend tout son sens lorsqu'il s'agit de refonder une ville d'origine médiévale et de la « transporter » 1dans le XXI^e^ siècle.

Ce travail intègre en son sein deux articles scientifiques déjà publiés, l'un d'entre eux constituant le Chapitre V qui approfondit le thématique de la trajectoire de smartification prise par la ville de L'Aquila. Cette partie rend compte de l'apparition de nouveaux acteurs de la reconstruction et de leur rôle dans les nouveaux partenariats public-privé dans la fabrique de la ville.

La troisième partie, composée de trois chapitres, est dédiée à la reconstruction sociale de la ville, un mouvement de reprise en main du quotidien, quasi-immédiat, d'une certaine partie des habitants face à un sentiment de dépossession engendré par la gestion de la catastrophe.

Le Chapitre VI retrace l'histoire et la géographie politique des comités nés dans l'après-séisme afin de se réapproprier l'espace de la ville resté fermé à cause de la *Zona rossa*[6]. Les tentatives de ces groupes d'exercer leur droit à « la ville » se manifestent par la reprise de son espace physique, la reprise en main de la narration sur la mémoire de la ville et de l'évènement catastrophique et par la réappropriation de l'espace public comme espace éminemment politique, agora essentielle à la reconstruction, également sociale, de la ville. Toutes ces formes de reterritorialisation connaissent un essoufflement à trois ans du séisme à cause de l'institutionnalisation des pratiques et le retour à une vie quotidienne difficile.

Le chapitre VII analyse la transformation du mouvement citoyen initié par les comités. Au fil du temps, la demande démocratique radicale est réabsorbée dans la notion de « participation » et diverses formes d'institutionnalisation se mettent en place (Bureau de la Participation, Festival de la participation) jusqu'à vider l'espace politique ouvert par le séisme. La normalisation des mouvements de contestation se pose comme une nouvelle forme de vulnérabilisation sociale générée par les politiques de reconstruction.

Le chapitre VIII est constitué par le deuxième article scientifique déjà publié et retrace l'expérience d'autogestion et d'autoconstruction de l'ecovillage EVA, à Pescomaggiore, à 15 km du centre-ville de L'Aquila. Ce chapitre permet de présenter un cas d'étude intéressant de reterritorialisation réussie mais aussi une conclusion et une ouverture à ce travail de thèse.

b. Enquêter sur la reconstruction post-séisme à L'Aquila : un terrain non choisi

Cette partie de l'introduction générale a vocation à expliciter et analyser le déroulement de la recherche que j'ai menée sur L'Aquila, l'évolution de mon cheminement de pensée et celle des hypothèses qui ont conduit jusqu'à la mise « *en récit cet ensemble de démarches, de matériaux, de lectures et d'interprétations* » (Herrera et al., 2023).

À cette fin, je propose une méthode adaptative, en vue d'assumer des postures différentes au fil du temps et des exigences de la recherche. Sur un terrain aussi friable, mutant, en prise avec des sentiments forts et souvent angoissants typiques des terrains de recherche en situation de catastrophe, en cohérence avec une situation de précarité mise en exergue par l'événement catastrophique mais déjà en œuvre par la fragilisation sociale, les systèmes de référence et de pertinence peuvent changer facilement. Les acteurs interpelés pour mon travail n'étaient parfois plus disponibles, notamment après les élections de 2017, car partis à la retraite ou ayant suivi des choix de vie différents. Cette incertitude est assumée et a souvent fait l'objet d'attentions de la part

[6] « Zone rouge ». C'est une zone considérée dangereuse pour la sécurité des habitant et délimitée par des dispositifs physiques (barrières, panneaux) pour empêcher toute circulation.

des sciences humaines et sociales depuis l'ethnologie de Pierre Bourdieu sur la Kabylie (Bourdieu, 2000), jusqu'aux réflexions de Laurence Roulleau-Berger. Contrainte par celle-ci, j'ai adopté le concept d'une « *écologie des conditions de la production de l'activité, la pratique, la tâche scientifique, éléments qui entretiennent entre eux des relations complexes, multiples, dialectiques, conflictuelles, voire contradictoires* » (Roulleau-Berger, 2004).

Les méthodes choisies sont celles de l'enquête qualitative de terrain et de l'auto-ethnographie. Cette recherche s'inscrit d'une part dans la « tradition » de l'enquête de terrain en géographie (Lefort, 2012) et en sciences sociales en général, comme immersion, et dans une approche éthique, comme distance critique de l'objet (Laslaz, 2017).

Les retours réflexifs sur le terrain ne cessent de mettre en évidence la portée expérientielle de l'immersion et les sciences sociales contemporaines de remettre en question les présupposés scientistes (Nadeau, 1986) ou néo-positivistes (Lefort, 2012) qui fondent les savoirs et les connaissances qui en découlent.



Photographie 1 : de la « bonne distance » à acquérir via un cheminement exigeant. L'Aquila aujourd'hui, été 2024 (Tomassi)

Le terrain n'est donc pas cet espace géographique que le chercheur passe au crible de ses mesures, grilles d'analyse et d'interprétation mais il « *est, qu'on le reconnaisse ou non, une rencontre entre des personnes, des sujets, avec leurs affects et leur intelligence, leurs projets professionnels et personnels* » (Colignon, 2010). L'espace-temps qui constitue le terrain de recherche est l'objet d'une multitude d'interprétations et d'appréhensions. Il est à la fois le lieu de savoir locaux (Bombenger et al., 2011 ; Magnaghi, 2013), le lieu de l'expérience sensible (Labbé et Schenk (eds.), 2018 ; Clavandier, 2013 ; Clavandier, 2011) et le lieu des relations du chercheur dans un contexte de tensions, de pouvoirs, de dissymétries, de différences de genre, d'inégalités absolues et relatives (Volvey, Calbérac et Houssay-Holzschuch, 2012).

b.1. Un cheminement épistémologique et un cheminement de vie : le choix d'un DIY (*do it yourself*) méthodologique

« *L'objectivation participante se donne pour objet d'explorer non, "l'expérience vécue" su sujet connaissant, mais les conditions sociales de possibilité (donc les effets et les limites) de cette expérience et, plus précisément, de l'acte d'objectivation. Elle vise à une objectivation du rapport subjectif à l'objet qui, loin d'aboutir à un subjectivisme relativiste, et plus ou moins anti-scientifique, est une des conditions de l'objectivité scientifique* » (Bourdieu, 2003, p. 44)

Mon terrain n'était pas seulement un « objet » de recherche. J'ai découvert au fil de ma relation intime avec la catastrophe, par la rencontre avec la géographie féministe lors de journées d'études et de séminaires, échanges et lectures ou par l'approfondissement de la théorie et de la pratique anarchiste au sein du collectif du RGL au sein duquel j'ai pu organiser des séminaires dans et hors les murs de l'université, qu'il ne pouvait pas être considéré comme un « simple » objet de recherche. Mon travail, dans un contexte de post-catastrophe, a aussi exacerbé le sentiment d'injustice que j'ai déjà pu ressentir lors de mon expérience d'habitante précédant celle de chercheuse. Lorsque j'ai été confrontée à des situations où les inégalités étaient criantes, « *un rapport d'implication, non seulement intellectuel mais aussi pratique, qui ne peut que mettre à l'épreuve son impératif de scientificité mais aussi son sens de la justice* » (Morelle et Ripoll, 2009) s'est imposé à la construction de ma pratique du terrain et de ma méthodologie.

Mon appréhension du terrain s'est construite autour de mon positionnement particulier. Il s'agit donc, aussi, d'une relation émotionnelle (Volvey, 2016) qui a façonné dans le temps une posture toujours présente lors des séjours de recherche. Il s'agit pour moi d'une « géographie émotionnelle ».

En outre, mon positionnement a été influencé par les institutions auxquelles j'ai été rattachée (le Laboratoire Triangle d'abord puis le Laboratoire EVS à l'Université de Lyon 2, le Laboratoire GEOLAB de l'Université de Limoges via le poste d'ATER que je j'occupe aujourd'hui), en tant que doctorante en géographie d'une université étrangère travaillant dans une langue qui n'est pas celle pratiquée sur le terrain (le français et l'anglais), le contexte socio-économique et politique sous contrainte de la catastrophe, mes représentations et valeurs. Ces dimensions font l'objet de cette partie qui explicite la manière dont le terrain a été bâti : les contraintes et leurs impacts, les biais, les bricolages, les astuces mises en place pour faire face aux problèmes que posent des contextes de travail et de recherche éloignés par leurs caractéristiques socio-culturelles et linguistiques. Le terrain est donc abordé comme une forme de spatialité particulière où, pendant un temps imparti, avec des objectifs initiaux clairs et des approches établies en avance, se crée une relation transformative entre la chercheuse dans sa dimension subjective et le (ou les) lieu(x) qu'elle parcourt et habite. Dans le cas de ma relation à ce terrain, le travail m'a transformé en « chercheuse », m'a permis d'ajouter à ce qui était déjà là (affects, émotions, souvenirs, savoirs de l'expérience locale) un formalisme, celui de la thèse, et de reconstruire ce qui, autrement, serait resté de l'ordre de l'indicible. Pour D'Alessandro-Scarpari « *le terrain transforme le chercheur scientifique, le vécu de l'individu*

ne pouvant pas ne pas influencer en quelque manière la production scientifique du chercheur » (D'Alessandro-Scarpari, 2010).

Cependant, le terrain possède sa réalité qui s'incarne dans les actions des habitants et acteurs qui le transforment. La matérialité, écrasante, de L'Aquila et sa reconstruction sont des aspects incontournables pour une compréhension large de la post-catastrophe, raison pour laquelle je me suis également intéressée aux dispositifs socio-techniques (Ferchaud et al., 2020) qui façonnent les représentations et leurs ancrages territoriaux : réseaux, institutions, pratiques d'usage, pratiques discursives, normes et protocoles. Les nouveaux agencements (Dodier et Barbot, 2016) issus de la mise en place de ces dispositifs m'ont permis de travailler de manière transversale aux dimensions symboliques et matérielles des rapports de pouvoir.

Le début de cette partie est donc consacré au déroulement des trois séjours de terrain à L'Aquila (mai 2017 ; octobre et novembre 2018 ; octobre et novembre 2019) et à la manière dont ceux-ci m'ont amenée à réviser, préciser et faire évoluer mes hypothèses de recherche. Elle permet également de contextualiser le processus de collecte de données.

Par la suite est exposée la méthode utilisée pour collecter et analyser les données, les échantillons choisis, le déroulement des entretiens, les difficultés et biais ainsi que « *les méthodes complémentaires* » (Cherchelay, 2022).

Une dernière sous-partie réflexive est dédiée à mon positionnement en tant que chercheuse-rescapée (Benadusi, 2015). J'y décris ma position vis-à-vis des représentations qui m'ont été associées sur le terrain (chercheuse d'une université étrangère, militante de mouvements locaux, appartenance à un cercle familial ou amical, jeune femme dans un contexte social marqué par le patriarcat prégnant dans les domaines du bâtiment, de l'ingénierie et de l'urbanisme).

b.2. Déroulement des séjours sur un terrain intime : « *le cœur chaud et la tête froide* »

Quand, le 6 avril 2009, le séisme a frappé L'Aquila, ma ville natale, je venais de déposer le manuscrit de mon mémoire de master 2 en philosophie à l'Université de Naples. La catastrophe n'était alors pour moi qu'un événement historique, évoqué en cours d'histoire durant ma scolarité, ou un ailleurs lointain qui se produit dans des pays exotiques. Je m'étais rendue au Sri-Lanka en janvier 2005, un mois seulement après le tsunami, avec un ami photographe envoyé par une petite agence de presse locale pour réaliser un reportage. Nous y sommes restés un mois et j'ai pu constater la manière dont la machine des aides humanitaires n'arrive que là où les inégalités existent déjà de manière ordinaire. J'en suis rentrée aphasique, incapable de parler de ce que nous y avions trouvé, alors que le Sri Lanka était déjà marqué par l'histoire coloniale et la guerre civile en cours avec ses camps de réfugiés où vivaient trois générations d'habitants chassés de leurs terres. La dimension de temporalité longue m'est apparue vertigineuse à saisir.

Le 6 avril, c'était ma catastrophe et celle de toutes les personnes qui comptaient pour moi. Je me suis jetée corps et âme dans la lutte contre la dépossession de nos vies dès les premiers jours et je

me suis engagée dans la construction d'une réponse alternative à une gestion insupportable de l'urgence. Mon parcours universitaire s'est ainsi interrompu pendant cinq ans. Durant cette période, environ trois ans après le séisme, j'ai participé aux concours nationaux italiens pour une allocation de thèse en philosophie et poésie contemporaine, sans trop de conviction. Une fois terminé le projet de l'écovillage dont je parle dans l'article reporté ici, au chapitre VII, j'ai pris la route de la France avec mon compagnon. Passée une période de deuil et de rétablissement personnel, s'est imposée l'urgence de comprendre et transmettre ce qui s'était passé à L'Aquila pendant la phase d'urgence et de rendre compte du changement soudain et violent (Rivera, 2022 ; Beschon, 2022 ; Valent, 2019) de trajectoire que la ville avait pris. Sans connaître le fonctionnement du système universitaire français, j'ai rédigé mon projet et cherché un rattachement universitaire au plus près de mon lieu de résidence, dans la Loire (42). C'est en naviguant sur internet que j'ai découvert le Laboratoire Triangle de l'ENS de Lyon (sans connaître non plus le rôle des Grandes Écoles). J'ai d'abord soumis mon projet au professeur Zancarini qui, bien que prêt à m'accueillir sous sa direction, m'a conseillé de m'adresser « *aux géographes* ». Je me suis retrouvée ainsi sous une première direction de thèse encadrée par un géographe, Guillaume Faburel et une philosophe, Isabelle Delpla, fin décembre 2014.

L'Aquila, non plus seulement le lieu de ma formation, de mes souvenirs, de mes désirs doit alors devenir mon « objet » d'étude. Le passage vers la construction de l'objet d'étude et le terrain s'était fait à l'envers : comment passer de l'expérience de la catastrophe, de cette immersion totale, à une tentative de mise à distance par la construction intellectuelle de catégories d'analyse pour répondre à ma quête de sens mais aussi aux injonctions d'une nouvelle discipline, d'une nouvelle posture, celle de chercheuse et d'une nouvelle langue à maîtriser au plus haut niveau ?

Au-delà des motivations personnelles que j'ai évoquées, j'ai estimé que le cas de la reconstruction de L'Aquila et de son territoire pouvait s'inscrire dans le cadre plus général de la reproductibilité d'un événement catastrophique au niveau international. L'exemple de ce séisme ouvrait un certain nombre de thématiques comme la mise en place de l'état d'urgence et d'un droit d'exception légitimant une administration spécifique et l'exercice d'un pouvoir direct sans médiation politique concernant la vie des personnes confinées dans des espaces et pendant des moments toujours considérés à part ; l'impact de la catastrophe sur une ville et un territoire historiquement vulnérable ; le processus de la reconstruction dans un contexte politique et économique comme celui du capitalisme néo-libéral.

Les séjours de recherche n'ont pas été immédiatement envisagés par ma première direction. Le début de mon travail de thèse a été marqué par la nécessité de ne pas me plonger dans le magma qu'était pour moi, à l'époque, mon terrain. Mon travail a été, pendant longtemps, de m'en extraire et le « refroidir » ainsi que Peter Sloterdijk envisage la posture d'un philosophe : « *le cœur chaud et la tête froide* ». Deux autres aspects m'ont en outre empêchée de me rendre à L'Aquila : d'une part ma condition d'émigrée récente dans une situation financière précaire dans le cadre d'une thèse non financée, et, de l'autre, le contexte d'une reconstruction à peine commencée où trouver un

hébergement en ville était presque impossible. Ma famille logeait encore dans des hôtels à plus de 100 km et tous mes amis et connaissances vivaient globalement des situations similaires.

De plus, comme présenté dans l'introduction, le cas de L'Aquila permet d'aborder la reconstruction sous un angle spécifique, celui de la déterritorialisation. Ce prisme met en avant le rôle des dynamiques urbaines en relation avec son territoire traversé par le « *le processus-événement* [qu'est la catastrophe] *qui s'insère dans un vaste process historico-social avec des effets différents* » (Simonicca, 2012). Cela permet de mener la réflexion sur la continuité historique territoriale jusqu'au long voyage de la reconstruction post-désastre. S'y jouent des forces transformatives et de pouvoir franchissant l'emboîtement usuel des échelles, qui éclatent du niveau local vers le global et vice-versa de manière « *transcalaire* » (Reghezza-Zitt, 2016 ; Djament-Tran, 2015).

Ma démarche de reconstruction du processus post-séisme à L'Aquila, consistant à raconter, via mon récit personnel, à interpréter les faits, via l'analyse et à argumenter, via l'agencement rhétorique d'hypothèses, me permet de réinsérer dans la thèse une représentation unifiée des acteurs porteurs de discours techniciens sur les contraintes de la reconstruction, en dialogue avec celui de la chercheuse en position dissymétrique.

En outre, tout le long de l'enquête, j'ai mis la reconstruction de L'Aquila en perspective avec l'échelle du bassin des Apennins et les tremblements de terre d'Amatrice de 2016 ainsi qu'avec l'échelle nationale et la question de la gestion des catastrophes et des reconstructions en Italie. C'est grâce au travail bibliographique (littérature scientifique, littérature grise, presse locale et régionale[7]), aux entretiens informels lors d'initiatives sur la reconstruction des deux côtés du Gran Sasso ou aux rencontres sur les biens communs à l'Université de Rome 3 auxquels j'avais été invitée, que j'ai pu comprendre la mécanique d'emboîtement des échelles à L'Aquila et le dépassement de celle-ci.

b.3. Retours à L'Aquila. Trois terrains de recherche

Si mon premier séjour de terrain, en mai 2017, a été autofinancé, le deuxième entre octobre et novembre 2018 a profité d'une bourse de l'École française de Rome et le troisième, en octobre et novembre 2019, a bénéficié du soutien de l'Université d'Otago, lors de l'accompagnement à la recherche de mon collègue Shakti Shersta.

b.3.1. Se préparer à revenir avec son sac plein d'hypothèses

Préparer mes terrains de recherche, surtout le premier, a été un défi non seulement d'un point de vue logistique mais surtout pratique. J'ai dû envisager une manière nouvelle d'interroger la réalité par le biais d'un protocole, d'axes de recherche et de questions claires, alors que pour tout était encore une seule et même réalité douloureuse. Être « sur le terrain », « faire du terrain » n'étaient

[7] J'ai principalement fait une veille des quotidiens locaux et nationaux Il Centro, Il Messaggero des Abruzzes, La Repubblica, Il Manifesto et de certains sites d'information locaux et nationaux : https://abruzzoweb.it/, https://site.it, https://news-town.it/, http://www.6aprile.it/, https://lespresso.it/, https://www.huffingtonpost.it/

pas pour moi des moments de bonheur liés à des « *imaginaires de découverte, d'importance, de singularité et de valorisation de soi* » (Lefort, 2012) mais une confrontation mobilisant toutes mes énergies affectives en lien avec le traumatisme, non tant à la recherche du nouveau mais en tension avec le passé, jusqu'aux sensations anodines comme la mémoire infime d'odeurs attendues mais désormais disparues.

Les premières années de thèse ont été vouées à combler mes lacunes non seulement en français mais aussi en méthodologie de terrain, sur les bases de la géographie sociale, de l'urbanisme, de l'anthropologie urbaine et de la littérature sur les catastrophes. J'ai mis également en place un suivi de l'actualité de L'Aquila par la presse locale et nationale et par les échanges avec la famille et les amis. Pendant cette période j'ai effectué la première tentative d'écriture de mon récit personnel tout en m'intéressant à l'histoire de la ville. Les enjeux de la reconstruction se sont faits plus clairs, notamment en les confrontant avec d'autres cas d'étude (tremblement de terre de l'Irpinia en 1980, Haïti en 2010, Fukushima en 2011, tremblement de terre de l'Émilie en 2012, etc.). Les thèmes que je voulais aborder se sont éclaircis, me permettant l'élaboration d'un premier cadre théorique et d'hypothèses pour circonscrire les axes de travail à développer une fois sur place.

Mes premières réflexions ont été biaisées par mon vécu et mes habitudes de pensée difficiles à déconstruire. J'estimais que tous les Aquilanais éprouvaient une sorte de méfiance envers leurs concitoyens qui aurait des conséquences dans la préparation des entretiens, à la fois de la part des acteurs et de la mienne. Cette « méfiance » a constitué parfois un obstacle dans l'obtention de rendez-vous ou a nécessité de rassurer mes interlocuteurs en début d'entretien mais, dans la majeure partie des cas, cette réticence initiale a été évacuée par une clarification au sujet de mes recherches et de ma démarche, ou grâce à ma nouvelle casquette « d'universitaire d'une grande université étrangère », me permettant ainsi d'accéder à une parole libérée de préjugés.

Un autre biais a été la très marquante et décisive expérience de dépossession individuelle et collective vécue pendant la phase d'urgence qui, si elle a laissé des traumatismes durables, a aussi tracé le chemin à une lecture des événements et des processus ancrée et originale.

En troisième lieu, la confrontation avec le terrain et les interviewés, les lectures, les formations et rencontres ont remis chez moi en question une certaine manière, un peu binaire, d'analyser la reconstruction issue de mon expérience et de mon habitude de la lutte frontale développée dans le milieu militant où les rapports de force se mettent en scène de manière simplifiée et où la relation à la vérité se construit à l'aune des rapports de force avec la violence de l'État.

Afin de sonder ces voies, j'ai choisi une méthodologie qualitative mise en œuvre via la réalisation d'entretiens, mais aussi des observations lors de réunions et la collecte d'images et de clichés. Le but était double : d'abord reconstruire une compréhension moins figée des choix liés à la reconstruction et des pratiques, doutes et erreurs que y sont associés, puis donner la parole aux décideurs « techniques », souvent eux-mêmes rescapés, pour me permettre de démystifier une prétendue neutralité de leurs décisions et replacer dans un cadre politique les choix de la reconstruction. Effectuer des entretiens avec ces acteurs m'a permis de sortir de la piste tracée par

de nombreuses études qui se sont concentrées sur les victimes de la catastrophe. Ayant participé, parfois de manière subie, à un certain nombre de ces recherches, qui n'ont presque jamais donné suite à un quelconque retour, j'ai décidé d'aller interroger ceux qu'on n'interroge jamais car leur parole passe pour être neutre. De cette manière, avec ma nouvelle posture de chercheuse d'une université étrangère, possédant un capital social (Meyer, 2018) local et international crédibilisant et légitimant ma démarche, ma position s'est trouvée rééquilibrée face à de nombreux interviewés, souvent issus du monde universitaire. J'ai pu établir avec eux une sorte de relation symétrique lors de mon terrain. La « *position de l'enquêteur sur un terrain proche* » (Girard et Langumier, 2006) ou familier met non seulement en jeu une « esthétique » de la symétrie mais surtout la recherche de la « *bonne distance* » (Bensa, 1995, p. 139). Une telle position, face à des interlocuteurs que, souvent, j'avais connu auparavant (j'en parlerai plus en détail dans le paragraphe suivant) a déterminé des chemins de terrain rendus ni plus faciles, ni entravés mais toujours dans un « *parcours de l'enquêteur assigné* » (Girard et Langumier, 2006). « *Le processus d'assignation* » (Lejeune 2015, p. 34), la manière dont les acteurs « *reçoivent le chercheur* » (*Ibid.*) ne peut pas être maîtrisé mais il inscrit le chercheur dans un rôle « implicite » (*Ibid.*) qui constitue un facteur central dans la compréhension du contexte in situ. « *C'est finalement par l'analyse de toutes les places qu'on lui assigne, parallèlement ou successivement, que l'ethnologue pourra comprendre à la fois ce qu'on lui dit et ce qu'il observe - puisqu'il saura à qui l'on dit et à qui l'on montre* » (Weber, 1990, p. 28).

En tout cas, face à un discours sur la reconstruction qui a eu une large diffusion médiatique, j'ai voulu recréer une sorte de dialogue des « habitants sans voix », en guise de rééquilibrage des positions. Je l'ai fait aussi par l'utilisation d'encadrés (en vert clair) où je prends la parole directement en tant qu'habitante mais aussi par l'intermédiaire du travail d'auto-ethnographie, comme dans le cas de l'article publié au Chapitre VIII.

Le recours aux entretiens également a permis de varier les échelles d'observation et d'analyse, des habitants aux décideurs et élus locaux et jusqu'aux services de l'État.

b.3.2. Trois terrains : trois phases de la reconstruction

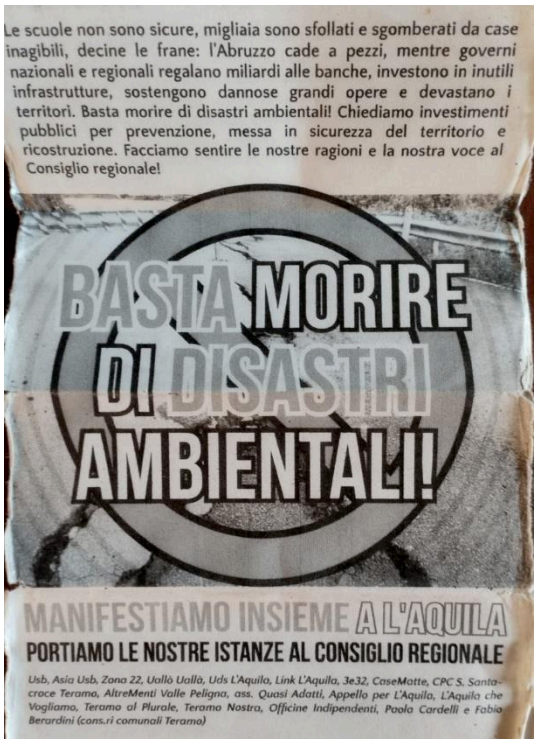
b.3.2.1. Réimmersion en terrain connu

Lors de mon premier terrain de recherche, en mai 2017, l'état de la reconstruction de la ville en était encore aux prémices : la Zone rouge était encore bien visible dans certains lieux très fréquentés du centre-ville. La commune avait pourtant décidé la fin des aides pour les rescapés le 31 mars 2015[8].

Il s'agissait pour moi d'une première réévaluation de mes questionnements et des hypothèses qui en découlaient. Je suis arrivée le 25 avril, jour de commémoration de la libération de l'Italie du nazi-

[8] Le CAS (Contibuto di Autonoma Sistemazione), une contribution financière substitutive et relative à la consistance du groupe familial, était octroyé aux citoyens aquilanais qui avaient décidé de renoncer au logement d'urgence.

fascisme. Quelques comités citoyens nés dans la post-catastrophe avaient organisé une journée de discussion sous le titre « *Identità di lotta - depredazione dei territori*[9] ».



Photographie 2 : Tract d'une assemblée contestataire
« *Basta morire di disastri ambientali* » (Tomassi)

Une belle entrée en matière car une assemblée où avaient été conviées de nombreuses associations engagées dans des luttes environnementales (Massé et Tomassi, 2020) au niveau régional était prévue. À cette occasion j'ai récupéré le tract ci-avant évoquant une autre assemblée qui aurait lieu le 2 mai suivant, L'Aquila étant à ce moment un lieu symbolique des luttes. Y était évoquée l'idée d'une interrelation entre l'abandon du « soin » du territoire et des biens publics, comme les écoles et les routes, et les investissements croissants dans des « grands travaux inutiles » (GTI) qui fragilisaient le territoire. D'où le slogan « *Basta morire di disastri ambientali* » (Ça suffit de mourir à cause de désastres environnementaux).

Les dégâts sur la ville étaient encore très clairement visibles partout. Nous discutions sur le parking, en face de l'église San Bernardino, « *un vide sismique* » (Carnet de terrain, 25/04/2017). L'escalier monumental avec ses niches Renaissance avait déjà été restauré tandis que tout aux alentours était vide et abandonné. Les niches semblaient avoir repris leurs fonctions de cachette pour les amoureux « *dans le centre-périphérique de cette ville* » (Carnet de terrain, 25/04/2017). Seul le kiosque en métal de l'autre côté de la place avait résisté au séisme et continuait à accueillir non plus les habitués du quartier mais les quelques personnes de passage et les ouvriers des chantiers. Les jours suivants, j'ai pris contact avec mes connaissances au département local de géographie et effectué les

[9] « Identité de lutte - déprédation des territoires »

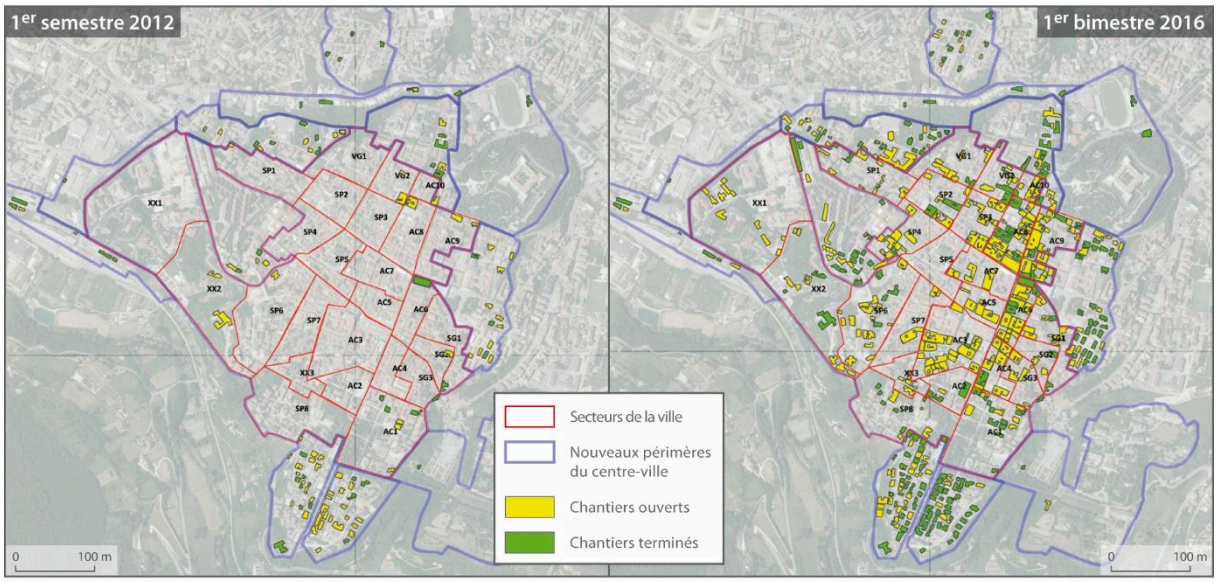
premières interviews en me rendant compte d'à quel point j'avais besoin de me réimmerger pleinement alors que ma vie quotidienne était ailleurs en France. Ce va-et-vient entre la construction d'un nouveau « chez soi » à l'étranger et le fait de se sentir malgré tout chez-soi dans un contexte complètement changé, où les repères de l'habitude et des relations avaient disparus, font partie des toutes premières réflexions qui ont guidé ma relation au terrain, « chez-moi ». J'ai noté : « *Je me suis trompée, j'ai figé la situation et j'ai sous-estimé l'impact de l'isolement imposé par la nouvelle configuration géographique mais aussi, voici la nouveauté, celle qui permet une plus large utilisation des portables* […]*, c'est comme une auto-extraction des corps de la confrontation in vivo.* […] *Je tiens ma position et je continue à chercher le contact, quitte à perdre plus de temps* » (Carnet de terrain, 5/05/2017). Le 16 mai 2017, je me demande, en pensant à la réflexion d'Hanna Arendt sur l'espace public[10] : « *Quel est notre monde commun, aux Aquilanais ? Le monde, comme cet espace artificiel, cette table entre ceux qui sont assis autour qui, comme chaque infra, met en relation et sépare en même temps* ? » (Carnet de terrain, 16/05/2017).

Ce premier terrain a aussi été marqué par la campagne électorale communale[11] qui a ravivé mon questionnement sur la participation citoyenne à la reconstruction (Chapitre VI) et son institutionnalisation. Un questionnement alimenté, par exemple, par les entretiens avec la toute nouvelle adjointe à la Participation mais aussi par de nombreux événements, réunions, rassemblements ou présentations qui ont contribué à renforcer ma conviction de prendre en compte l'aspect social dans la reconstruction. Le processus et les politiques de la reconstruction amorcés par les décideurs locaux en coopération avec les nouvelles instances intergouvernementales avançaient alors sur un plan moins visible, notamment en termes de planification et d'urbanisme (Chapitre IV). Les lieux de cette élaboration mettaient plus clairement en évidence les enjeux, le jeu d'acteurs entre vieilles et nouvelles présences, anciens et nouveaux réseaux, les tensions quant aux objectifs et les moyens de les estomper. La mairie avait élaboré le Plan de reconstruction (Cialente, 2012) et mis en œuvre le « système paramétrique » d'accès au financement pour la réparation, la restauration ou la reconstruction (Chapitre IV). Pour certains, apparaissaient déjà toutes les problématiques d'une faible planification de la reconstruction (Romano, 2017). Le nombre de bâtiments dont la reconstruction avait été achevée avait considérablement augmenté depuis 2012[12] mais leurs usages à fin d'habitation, commerce ou autre tardait à venir (Contreras, Forino et Blaschke, 2018).

[10] Gérard V. « Politique et violence selon Hannah Arendt : La violence antipolitique vs la politisation violente des rapports humains », *Violences : Anthropologie, politique, philosophie*, Contre\Champs, Toulouse, EuroPhilosophie Éditions, 2017.

[11] Après un deuxième mandat post-séisme gagné par Massimo Cialente, le candidat du PD (Partito Democratico), une coalition d'extrême droite, s'est imposée en 2017 avec Pierluigi Biondi du parti Fratelli d'Italia. Il sera confirmé lors des élections de 2022.

[12] Il y avait 256 chantiers actifs en centre-ville en 2016 et 96 étaient alors terminés (Fabrizi, Comune de l'Aquila)



Carte 2 : États d'avancement des chantiers de la reconstruction du centre-ville (2012 et 2016)

Les incertitudes sur les procédures alimentaient toutes les discussions formelles et informelles, notamment concernant les connexions entre les ingénieurs et bureaux d'étude chargés des démarches privées et les entreprises (Di Cesare, 2017). Suite au tremblement de terre « Centro Italia » de fin 2016 et début 2017 de nombreux contrôles avaient eu lieu sur les préfabriqués à usage scolaire et les autres bâtiments publics.

Ce premier terrain aura confirmé mon hypothèse que chaque catastrophe se déroule de manière singulière en fonction du contexte culturel ou géographique mais aussi de l'époque, principe que j'avais eu tendance à négliger. Il m'est aussi apparu clairement que le prisme de l'événement n'était pas suffisant et constituait une clé de lecture parmi d'autres ne permettant pas de saisir, à lui seul, les rapports de pouvoir mis en jeu et révélés par le processus de reconstruction. En dépit de cette unicité, il m'est encore apparu nécessaire de retracer l'histoire urbaine de la ville afin d'esquisser les traits communs aux différents bouleversements et bifurcations que le territoire a connus afin de le réinsérer dans un continuum irrégulier.

b.3.2.2. Le deuxième terrain. Émergence d'une nouvelle vision de la reconstruction

Mon deuxième séjour de terrain s'est déroulé pendant les mois d'octobre et novembre 2018, grâce à une Bourse de l'École française de Rome. J'ai d'abord séjourné quelques jours dans la résidence de Piazza Navona afin de réaliser un entretien au siège du Département de Protection civile Nationale et de consulter des documents à la Bibliothèque Nationale de Rome. Une fois à L'Aquila, j'ai constaté que la reconstruction physique privée comme publique, en surface, avait peu progressé. En revanche, la nouveauté était la mise en œuvre du *smart tunnel*, la reconstruction en sous-sol.



Photographie 3 : Travaux d'aménagement des sous-services ou « tunnel intelligent » (*Il Centro*, 6 octobre 2016)

Dans ce contexte, quelques magasins réouvraient leurs portes qui devraient se refermer aussitôt à cause des nombreuses difficultés d'accès et de viabilité en général. La présence des chantiers du *smart tunnel* apparaissait comme la matérialisation d'un discours sur le développement de la ville qui, à ce moment, circulait lors d'événements comme le « Festival de la participation[13] ». Dès mon arrivée à L'Aquila j'ai pu effectuer de nombreuses observations dans diverses situations de groupe. Grâce à ces réunions, j'ai pu aborder le sujet de ce nouveau développement auprès des personnes enquêtées. Le thème crucial du développement avant et après la reconstruction (Moatty, Gaillard et Vinet, 2017) ou celui de la participation citoyenne comme antidote à une gouvernance trop centralisée et/ou technocratique (Le Dé et al., 2021; Cheek, 2020 ; Gaillard, Cadag et Rampengan, 2019; Fayazi et Lizarralde, 2018) sont des thèmes importants et très débattus dans le champ disciplinaire des catastrophes.

Le 11 octobre, une conférence prévue dans le programme du Festival s'est déroulée dans le tout nouveau siège du Gran Sasso Science Institute (GSSI), une Grande École, issue de la volonté politique du ministre pour la Cohésion territoriale Fabrizio Barca, en 2012, afin de renforcer et développer la vocation universitaire de L'Aquila dans la perspective de la *knowledge city*. Bien qu'ouverte au grand public, la conférence s'est déroulée en anglais, restreignant de facto son accessibilité à une élite de personnes spécialistes des questions urbaines. Il y a été question de *smart city*, *urban laboratory* ou ville performative, des thèmes directement liés à la reconstruction mais très éloignés de la réalité matérielle vécue par les habitants encore aux prises avec la reconstruction physique de leurs logements et des conditions fondamentales de la vie quotidienne.

Ce colloque m'a beaucoup interpellée et a généré de nouvelles réflexions, soulevé des points critiques, non seulement par le langage spécialiste et hors-sol qui était employé mais aussi par les thèmes qui semblaient construire un véritable agenda politique aux enjeux non communiqués aux habitants. Ces derniers étaient impliqués sur d'autres sujets, comme dans une autre session du

[13] http://www.festivaldellapartecipazione.org/

Festival sur le thème « Quelle bibliothèque du futur ? », un processus participatif avec groupes de travail et facilitateurs autour de la réhabilitation de la bibliothèque de la province, la plus ancienne et la plus grande, située au cœur de la ville en face de la mairie. 42 millions d'euros avaient été investis dans ce complexe monumental gigantesque[14]. Toujours dans le cadre du Festival, l'ONG Action Aid a organisé une journée de réunion afin d'élaborer des lignes d'orientation à proposer à l'assemblée plénière de l'après-midi. J'ai été conviée à y participer en tant « qu'experte » et citoyenne avec d'autres représentants actifs de la société civile et intellectuelle - ingénieurs, éducateurs, urbanistes, enseignants, chercheurs, acteurs sociaux, etc. Le dispositif était organisé en ateliers à huis-clos dans le tout nouveau siège restauré des services centraux de l'Université de L'Aquila, en centre-ville, autour de tables thématiques. J'ai notamment participé à celle portant sur « La relation entre urgence et reconstruction », parfaitement en phase avec mes objets de recherche. J'ai écrit dans mon carnet de terrain la phrase suivante, qui était répétée par la quasi-totalité des participants : « *donner priorité à la reconstruction économique et sociale plutôt qu'à celle de la reconstruction du bâti* » (Carnet de terrain, 13/10/2018). Le sous-entendu était que si on est mis en condition d'autonomie économique et que si le tissu social est renforcé alors une discussion libre est possible sur les priorités et les besoins de la reconstruction et une vision commune peut surgir et donner lieu à des décisions plus équitables. Comment expliquer la tournure prise par la reconstruction en dépit de la conscience sociale aiguë montrée, écrite et manifestée à plusieurs reprises par les habitants ?

Lors de l'assemblée de l'après-midi dans le nouvel Auditorium dessiné par Renzo Piano, étaient présents des décideurs ou ex-décideurs locaux et nationaux avec des chercheurs, experts en géographie économique et des ingénieurs. L'objectif était de faire intervenir dans le processus d'approbation des lignes directrices l'avis discuté et rédigé de la société civile, qu'on appelait « la ville », afin de contrebalancer le discours des « techniciens » et des « experts ». À aucun moment la question de la légitimé ou de la représentativité de la parole de ces quelque 200 personnes n'ont été posées. La « ville » autoproclamée était en fait constituée de quelques personnes déjà connues en ville à différents titres et porteuses d'un capital social, culturel ou économique, ou une combinaison des trois. Elles prenaient parti dans un débat biaisé sur les thèmes et les modalités confirmant une voie de reconstruction et de développement dirigée par les intérêts de l'industrie des nouvelles technologies. Mon malaise a été confirmé le soir même lors d'une visite chez une amie, mère célibataire, habitant dans un ensemble construit dans la post-catastrophe à plus de 15km de la ville, et que les contingences de la vie quotidienne aggravée par le séisme excluaient de ce type d'« exercice démocratique ».

Un troisième moment fort du séjour a motivé mon intention d'interviewer des décideurs, techniciens et universitaires impliqués dans le développement du modèle économique de la ville intelligente. Le 29 octobre, toujours dans le siège du GSSI, le maire Biondi a présenté le projet de la Fondazione per la città della conoscenza e il Collegio di merito[15] et a évoqué les avantages fiscaux

[14] Par la délibération du CIPE (Comitato Interministeriale per la Programmazione Economica), n.82 du 6/11/2009 et n.44 du 23/03/2012.

[15] Fondation pour une ville de la connaissance et Collège pour le mérite.

pour les entreprises investissant à L'Aquila dans les technologies 4.0 par le biais du programme RestART[16]. Le langage était celui des *digital innovation hub*, de l'*open fiber*, ou *digital district*, sur l'exemple de la ville de Pittsburgh, sur un fond de rhétorique de la catastrophe comme opportunité de développement. Les interventions suivantes, le recteur de l'Université, le député du PD, le directeur du GSSI, le sénateur de la région Abruzzes, le chercheur du GSSI impliqué dans la « cabine de commandement » de L'Aquila smart city, le directeur du Pôle chimique et informatique qui parlait de « *L'Aquila ville du silex* » (Carnet de terrain, 29/10/2018) ont tous évoqué l'avenir de la ville par les mots clés du développement urbain global : innovation et créativité.

Ce second terrain a confirmé le prisme d'analyse mis au jour en amont et pendant le séjour relatif à la centralité des discours sur la ville du futur dans le déroulé de la reconstruction, dans un contexte de forte vulnérabilité sociale, de marginalité territoriale et de déterritorialisation des pratiques urbaines et économiques. Mon hypothèse liée à un capitalisme du désastre qui s'exprimerait d'une nouvelle manière dans la reconstruction de L'Aquila semblait se confirmer comme une piste féconde. En plus de la collecte de données, principal objectif de ces séjours, le travail de terrain m'a permis de pointer deux temporalités différentes de la reconstruction et de faire évoluer le positionnement de ma recherche. D'une recherche sur la reconstruction post-séisme au prisme de la participation, j'ai évolué vers une recherche critique radicale, en lien avec mes positions et pratiques précédentes, axée sur les discours et imaginaires sur la ville du futur en (re)construction comme autant d'actions spatialisantes (Levy et Lussault (eds.), 2013) dont celle engendrée par la participation démocratique dans un contexte de vulnérabilité sociale (Vera Cortés et al., 2020 ; Frigerio et al., 2018 ; Gugg et Sasso, 2017).

b.3.2.3. Le troisième terrain de recherche : dix ans après le séisme

Le troisième terrain de recherche s'est déroulé en deux temps : un premier en avril 2019 à l'occasion des commémorations des dix ans du séisme ; le deuxième en octobre et novembre, suite à la sollicitation d'un collègue doctorant, Shakty Resta, de l'Université d'Otago, qui m'a demandé de l'accompagner dans le cadre d'une publication commune sur le thème de la Zone rouge et des dispositifs de délimitation physique des espaces de la reconstruction en comparaison avec son cas d'étude, le séisme de Christchurch (Ōtautahi) de 2010 et 2011.

Le premier temps a été l'occasion de participer à plusieurs événements qui m'ont aidée à tirer un premier bilan de mon travail sur le processus de reconstruction. J'ai pu poursuivre les entretiens déjà commencés et rencontrer des personnes qui ne vivaient alors plus sur place.

[16] Programme économique pour la reprise du territoire de L'Aquila. Il se développe sur plusieurs axes décrits sur le site du bureau spécial pour la reconstruction (https://usra.it/lo-sviluppo/), dont les usages sont détaillés sur le site open data : https://www.opendatalaquila.it/restart-72-8-milioni-di-euro-ancora-disponibili-per-nuovi-progetti/

Lors du deuxième séjour j'ai pu rencontrer à nouveau deux acteurs déjà entendus et porter une attention particulière aux acteurs économiques de la reconstruction, comme les entreprises du bâtiment.

L'Aquila en, 2019, se présente encore enrobée d'échafaudages et interrompue par les travaux qui bloquent les ruelles du dédale médiéval.



Photographies 4 : Le centre-ville de L'Aquila en 2019 (Shakty Resta)

b.4. Du récit personnel à une méthodologie ancrée fondée sur les entretiens : les carnets et les observations des transformations en cours

Les méthodes influencent la manière dont nous avons accès aux connaissances dans le contexte des catastrophes. Le nombre croissant de publications scientifiques sur les moyens, les méthodes ou l'éthique de la recherche en science sociale en situation de désastre (Peek et al., 2020 ; Gaillard et Peek, 2019 ; Henderson et Liboiron, 2019 ; Kelman, 2005) témoigne de leur importance grandissante. Les sciences humaines contemporaines, en quête d'un impact dans le réel politique, se veulent de plus en plus critiques ou radicales, selon le degré d'impact social (par ailleurs mesuré dans les programmes) recherché. Les études de désastres prenant en compte les injustices, les souffrances, les inerties et les violences dans les sociétés touchées développent une théorie de la connaissance issue du réalisme du terrain qui ne manque pas de se vouloir de plus en plus transformative, dans le cadre d'une posture issue de la tradition philosophique du pragmatisme américain (Pierce, James, Dewey, etc.)[17]. Ma thèse ne veut pas se situer directement dans l'action,

[17] Cette tradition philosophique, qui semble lointaine, est remise au goût du jour par quelques colloques et publication. Entre autres : Conférence John Dewey : « Pragmatisme et Politique », Triangle (UMR 5206). https://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article3994 ; Le Goff A., « Le pragmatisme en actes », *La Vie des idées*, 16, septembre 2010 (https://laviedesidees.fr/Le-pragmatisme-en-actes) ; Chateauraynaud F., « L'épreuve du tangible », *La croyance et l'enquête*, édité par Bruno Karsenti et Louis Quéré, p. 167-194. EHESS, 2004.

bien que les paroles soient déjà des actes (Austin, 1970), mais elle se veut déjà, en elle-même, un acte de reconstruction des faits et des discours de la post-catastrophe et de réparation personnelle et collective comme « *agir sur l'humanité du contexte immédiat* » (Centemeri, Topçu et Burgess, 2022). Ma démarche méthodologique se veut « *qualitative* » (Guyot, 2008), au sens où je n'ai pas eu recours à des instruments techniques dans la collecte des données, exception faite du dictaphone et des techniques de transcription et de traduction nécessaires, et que j'ai essayé de qualifier les phénomènes que j'étudiais par une analyse le moins possible réifiante en recourant à des approches humanistes ou constructivistes du terrain.

Les entretiens non-directifs conduits avec les acteurs de la reconstruction ne constituent pas les seules données collectées lors des séjours de recherche et utilisées dans ce travail. La construction de l'échantillon des personnes à interviewer et le déroulement des entretiens eux-mêmes vont être présentés ci-après. D'autres données nécessaires à la contextualisation et à l'analyse des réalisations de la reconstruction ont été collectés via le carnet de terrain, les observations in situ, lors de réunions publiques auxquelles j'ai parfois participé en tant qu'invitée, l'analyse de la littérature grise, les affiches de rue ou la production artistique ont été mobilisés autant au cours de l'enquête que pendant la rédaction pour restituer de manière fine la complexité du processus de reconstruction de la ville de L'Aquila.

b.4.1. La construction des entretiens avec les acteurs de la reconstruction : enjeux et biais

b.4.1.1. Enquêter auprès de la « classe d'encadrement » : une manière de se positionner

Quels acteurs ont été retenus et pour quelles raisons ?

Durant ces trois séjours de terrain, 36 entretiens ont été réalisés auprès d'acteurs de la reconstruction, définis comme « l'ensemble des agents susceptibles d'avoir, directement ou indirectement, une action sur les territoires ». « *De l'individu à l'État et aux structures transnationales, en passant par l'entreprise, les collectivités locales, les associations, etc. Ils ont leurs représentations mentales et patrimoniales, leurs pratiques socio-spatiales des territoires ; leurs intérêts, leurs objectifs et donc leurs stratégies. Ils peuvent passer des alliances, faire du "lobbying", arbitrer, etc.* » (Géoconfluences, 2023).

Selon la définition de Brunet (Brunet et al., 1993), quel que soit le domaine d'action (risque, aménagement ou autre) on retient cinq grandes catégories d'acteurs :

- L'individu, intégré dans un foyer, une famille, entités dans lesquelles se prennent la plupart des décisions, même si dans certaines situations, le genre, l'âge ou les structures sociales modifient cette règle et privilégient des décisions plus individuelles ou dépassant le cadre du foyer ;
- Le groupe (plus ou moins formel). Il peut être une association, un gang de quartier, un clan, un lobby ;
- L'entreprise (du domaine privé) ;

- Les collectivités territoriales (communes, communautés de communes, départements, régions) ;
- L'État.

Brunet explique que tout sujet agit sur son espace via cinq actes fondamentaux : s'approprier et approprier, exploiter l'espace, habiter, communiquer. La gestion vient coordonner, via les institutions, cette fonte et refonte des espaces. On peut ajouter que celle-ci est une « action spatiale » (Levy et Lussault (eds.), 2013, p. 42), entendue comme toute organisation de l'espace qui résulte des combinaisons complexes « *multirationelles où coexistent des logiques multiples où les contrôle sont partiels, où le désordre et la divergence ne le cèdent pas à l'ordre et à la convergence* » (*Ibid.*).

Les acteurs de la gestion des catastrophes doivent tenir compte de toutes ces composantes à l'ancrage territorial variable et évolutif, et aux types d'acteurs multiples et variés avec lesquels ils peuvent interférer et pour lesquels un regard prenant en compte cette complexité est nécessaire. « *Ils sont au sens strict des protagonistes, dont on peut observer les actes, leurs modalités, reconstituer les actions-projets, leurs finalités, leurs valeurs, leurs imaginaires* » (*Ibid.*, p. 43).

Les sujets interpelés lors de cette collecte sont tous pris dans la dialectique entre acteurs et agents (Noseda et Racine, 2001), au sein d'une situation politique, géographique, sociale, économique et psychologique extrême. Néanmoins, ces personnes, par leurs rôles au moment de la catastrophe ou pendant les temps longs de la reconstruction, étaient situés du côté des « *acteurs forts* » (Géoconfluences 2023) de la décision sur la scène de la reconstruction. J'ai décidé, lors de la construction théorique de mon échantillon, de m'adresser à ces acteurs qui peuvent aussi être définis comme « *emboîtés* ». « *Les acteurs emboîtés sont les représentants (majorité et opposition), les gestionnaires et les utilisateurs provenant des territoires emboîtés : arrondissement (ward), municipalité locale, municipalité de district, province, État, reconnaissance internationale (Patrimoine Mondial Naturel UNESCO), touristes etc.* » (Guyot, 2008, p. 7).

Les études récentes sur la reconstruction se réfèrent à la notion de « *jeux d'acteurs* » (Cherchelay, 2022) ou de « *stratégie d'acteurs* » (Etienne, 2018) provenant de la théorie de l'acteur-réseau (Latour et Callon (eds.), 1990) et sur l'idée d'une symétrie existante entre les acteurs en présence. Les *disaster studies* ont tout particulièrement englobé cette théorie dans la notion de *disaster governance* (Lizarralde et al., 2018 ; Tierney, 2012). En 2015, le nouveau Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe[18] a mis à jour les principes du Cadre d'action de Hyogo[19], en particulier le principe n°2, qui stipule que « *le renforcement de la gouvernance des risques de catastrophes pour la prévention, l'atténuation, la*

[18] « Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 définit sept objectifs clairs et quatre priorités d'action pour prévenir les nouveaux risques de catastrophe et réduire les risques existants. Il vise à réduire considérablement les risques de catastrophe et les pertes en vies humaines, en moyens de subsistance et en santé, ainsi que les pertes économiques, physiques, sociales, culturelles et environnementales des personnes, des entreprises, des communautés et des pays au cours des 15 prochaines années. » https://www.undrr.org/publication/sendai-framework-disaster-risk-reduction-2015-2030

[19] Suite à la Conférence Mondiale sur la Réduction des Catastrophes organisée à Kobe au Japon, 168 pays se sont engagés à approfondir leur engagement au niveau international pour réduire les causes de catastrophes. La Déclaration de Hyogo « Construire la résilience des nations et des communautés aux catastrophes » et l'adoption en son sein du « Cadre d'Action de Hyogo (2005-2015) » en sont les resultats.

préparation, la réponse, le rétablissement et la réhabilitation est nécessaire et favorise les collaborations et les partenariats entre les mécanismes et les institutions pour la mise en œuvre d'instruments pertinents pour la réduction des risques de catastrophes »[20]. En ce sens « *la gouvernance* [est entendue] *comme cadre capable de conceptualiser et de contextualiser les sociétés à risques dans les sociétés contemporaines et leurs contradictions* » (Forino, Bonati et Calandra, 2018). La gouvernance est considérée comme fondamentale pour réduire la vulnérabilité parce que c'est « *idéalement un moyen d'élargir les espaces de participation et d'inclusion afin d'écouter les voix de ceux qui sont à risque, ou qui ont été affectés par les distorsions* » (*Ibid.*). Dans le cas de L'Aquila cet idéal élargissement n'as pas eu lieu et les relations sociales ont plutôt été marquées par des relations de domination.

Au-delà de la première caractérisation des acteurs que j'ai décrite plus haut, j'ai considéré, selon l'approche néo-marxiste de *political ecology* (Huber et al., 2017 ; Mascarenhas et Wisner, 2012 ; Donner, 2007 ; Peacock et Ragsdale, 1997), ce groupe social comme « *dominant* », à divers égards (politique, administratif, économique, associatif) basé sur « *l'inégalité substantielle* » des actions de ces agents sur l'espace (Noseda et Racine, 2001). La manière dont cette domination s'exerce est visible au travers de l'analyse spatiale des stratégies de reconstruction que portent ces groupes. La ville en reconstruction apparaît comme une des composantes de ces rapports, par le contrôle du territoire (Chapitre II et VIII), par sa production (Chapitres II, III, IV et V), par son appropriation comme instrument d'accumulation du capital économique et social, tous facteurs essentiels de la reproduction et du maintien des positions dominantes (Chapitres VI et VII).

Le constat de la domination d'un groupe m'a obligée à conscientiser et problématiser ma posture liée à une « *certaine antipathie* » (Herlin-Giret, Le Roux et Momméja, 2019) que j'éprouvais à leur égard, dans le cadre d'une enquête auprès d'agents souvent difficiles d'accès, pouvant avoir une influence sur le terrain et qui, par leur position asymétrique, pouvaient nuire aux personnes et aux espaces sur lesquels ils exerçaient leur pouvoir.

Si on peut reprocher, comme le fait Fabrice Ripoll (Ripoll, 2015), à la notion de domination d'être trop générale et de substantialiser les rapports sociaux en les réifiant, cet écueil peut conduire à sous-représenter le champ relationnel dans lequel les acteurs sont immergés et les positions de domination relatives et contextuelles. Comme le fait Anne Clerval dans un entretien, on peut aussi reprocher à cette notion une connotation moralisante (JSSJ et al., 2018). Mais selon moi la notion reste opérationnelle, surtout si elle est enrichie du concept de « *classe d'encadrement* » (Bihr, 1989). Celui-ci, introduit par le sociologue Alain Birh, élargit la critique de l'économie politique marxienne classique d'une classe intermédiaire en cassant la dialectique binaire de la domination. La classe d'encadrement est une « *classe sociale spécifique, pur produit des rapports capitalistes de production et de leur reproduction* » (Delfini et Bihr, 2022) qui constitue une strate sociale poreuse et de définition difficile : « *un vaste ensemble aux contours flous englobant employés, techniciens, ingénieurs, cadres administratifs moyens ou supérieurs, enseignants, que le développement du capitalisme occidental* [a] *gonflé au cours de sa phase fordiste* » (*Ibid.*) sans lui assurer définitivement une stabilité et une rente de position. Trois intérêts généraux

[20] https://www.undrr.org/publication/sendai-framework-disaster-risk-reduction-2015-2030

de la classe d'encadrement sont rappelés par Bhir : « *la modernisation, c'est-à-dire le devenir-capitaliste du monde, la rationalisation et la démocratisation* ». Il ajoute que « *la classe d'encadrement est par définition porteuse de la rationalité [et que] ses fonctions d'encadrement sont des fonctions de rationalisation au sens wébérien du terme - rationalité instrumentale aussi bien que rationalité éthico-politique* » (*Ibid.*). J'ai donc mobilisé ce concept pour étudier les processus d'influence voire de collusion entre les acteurs publics et privés et leurs effets sur l'orientation des politiques de la reconstruction (Sandoval et al., 2020) et plus généralement de l'aménagement et de l'accès au foncier et aux ressources financières (Sandoval et al., 2022). Elle m'a permis, en outre, de comprendre les enjeux de visibilité liés à la dimension symbolique de la domination (Opillard et Nicolas-Artero, 2023) et le champ des négociations qui y sont associées. La manière dont les acteurs de cette classe agissent s'incarne principalement dans la production de différents types de discours (technique, politique, médiatique ou figuratif). C'est précisément par l'étude de cette production de représentations de l'espace par le récit, notamment celui de la reconstruction, que nous pouvons remonter aux conceptions des valeurs qui les fondent et aux imaginaires de ces acteurs. Cela permet aussi de comprendre les actions qui, à partir de là, ont façonné le territoire.

J'ai inclus également, parmi les acteurs, « la ville » car l'une des question est de savoir « *dans quelle mesure l'espace lui-même devient acteur, toute la question étant de savoir comment montrer, tout en étant libérés du déterminisme naïf darwinien ou néo-darwinien des ancêtres de la géographie moderne, la spécificité et l'autonomie de l'espace en considérant les conditions auxquelles l'espace construit par exemple "agit" les pratiques qui le parcourent* » (Noseda et Racine, 2001), le tremblement de terre lui-même, agent de transformation par excellence du territoire, et moi-même.

En dehors de certains acteurs, identifiés par une étude « *théorique* » (Guyot, 2008) des différentes rôles institutionnels et contactés préalablement aux séjours de terrain, j'ai utilisé deux méthodes principales de « *bricolage* » (*Ibid.*, p. 11) pour accéder à ces acteurs : celle, anglo-saxonne, dite *snowball*[21] et celle des réseaux personnels en utilisant mes nombreuses relations sur place. Afin de limiter les biais de la méthode d'un terrain « familier », où j'aurais pu me renfermer sur mon réseau de connaissance, j'ai adopté des stratégies plus systémiques comme la méthode *snowball* qui s'avère très utile dans le cas d'un groupe minoritaire, en particulier dans le cadre d'une enquête sur les élites et qui permet de faire apparaître « *les réseaux de connaissance et affinité des différentes acteurs* » (*Ibid.*).

A priori, j'avais décidé d'exclure les « habitants ordinaires » de mes entretiens car, pendant les cinq années où j'avais vécu à L'Aquila après le séisme, j'avais été moi-même plusieurs fois objet d'étude comme habitante-activiste et participé au déroulement de plusieurs recherches de master ou de doctorat de départements italiens et étrangers en anthropologie culturelle sur la mémoire collective (Mitidieri, 2013), sur le concept de *post-scarcity* issue de M. Bookchin (Verlinghieri et Venturini, 2014), en géographie humaine et architecture, sur la résilience des populations (Fois et Forino,

[21] La méthode *snowball sampling* est très répandue dans la littérature anglo-saxonne et moins dans la française. À ce sujet, voir par exemple : Mills J. G. « What is Sampling ? / 2 Minute Cheat Sheet / SuperSurvey », septembre 2024, https://www.supersurvey.com/Sampling ; Combessie J. C. « IV. Sondages, échantillons », La méthode en sociologie, 2007, p. 45-54.

2014 ; Forino, 2015) ainsi que sur le capital social nécessaire pour faire face à la catastrophe (Brady, 2012). De nombreuses études ont mis l'accent sur les conséquences psychologiques de la gestion des campements d'accueil suite à l'urgence et sur la situation nouvelle de « *dépaysement* » (Dell'Osso et al., 2011). D'autres ont traité des stratégies de gestion de la crise du gouvernement Berlusconi (Costantino, 2011).

Mon expérience m'a fait comprendre qu'il est « facile » de chercher ses interlocuteurs parmi des gens dans des espaces confinés comme les campements, d'autant plus que cette population a envie de raconter ses difficultés dans l'espoir que cela soit entendu dans un jeu où le chercheur est perpétuellement un « *témoin muet de l'évocation du drame* » (Girard et Langumier, 2006). Par moments j'ai eu la sensation que nous, Aquilanais, avons été une communauté « *sur-enquêtée* » (*over researched communities*) (Sukarieh et Tannock, 2013). J'ai donc préféré revenir quand les médias et les autres chercheurs étaient partis et plutôt observer sur le long terme les conséquences et les nouvelles problématiques générées par la catastrophe.

J'ai décidé, pour plusieurs raisons, d'aller enquêter auprès de ceux qui ne sont jamais enquêtés car leur rôle de « simples » techniciens, scientifiques, ingénieurs ou universitaires voile le rôle éminemment politique de leurs conceptions, de leurs choix et de leurs rapports à la ville. J'avais été déçue du résultat de recherches (Faggian et Modica, 2018 ; Simoniccan 2012 ; Brady, 2012) nécessaires mais qui évacuaient trop rapidement, sans-doute par manque de temps, le rôle des dynamiques socio-politiques locales et le poids des réseaux, par manque d'accès aux couches sociales d'hégémonie du savoir au niveau local, et qui simplifiaient trop le contexte, ni apprécier la parabole trajectoire historique de construction de la catastrophe.

Tableau 1 : Nombre d'entretiens réalisés entre 2017 et en 2019 par groupes identifiés

Groupes	**Premier terrain, 2017**	**Deuxième terrain, 2018**	**Troisième terrain, 2019**
Tecnici	1	8	4
Comités de *tecnici*	2	2	1
Entreprises privées	1	0	6
Universitaires	1	4	2
Bureau de la Participation et UC	1	2	1

J'ai donc ciblé cinq sous-catégories d'acteurs : les *tecnici*[22], les comités de *tecnici*, les entreprises privées, les universitaires et les responsables des dispositifs de participation citoyenne (Bureau de la participation et Urban Center) comme un groupe de pratiques.

[22] Cette locution est difficile à traduire en français, raison pour laquelle je préfère utiliser la formule *i tecnici*, qu'on retrouve dans tous les entretiens, les publications de presse et les discussions auxquelles j'ai pu participer ainsi que

- **Les « tecnici »** : cette catégorie regroupe des élus et fonctionnaires des différents services de la commune, des décideurs et agents publics, des élus et des fonctionnaires de différents services à différents échelons, des employés et dirigeants des services d'état à L'Aquila (directeur de l'USRA[23], Protectorat aux œuvres publiques), des employés d'institutions publiques locales (fonctionnaires de la mairie au bureau pour la Reconstruction, par exemple). Ils ont un rôle de production de normes et documents techniques de décisions dans l'institution publique, sur les questions matérielles, techniques, logistiques et de planification. Les personnes ont été choisies sur la base de leurs profils de formation en architecture ou ingénierie. Tous ont œuvré aux reconfigurations qu'a connues le territoire en phase de reconstruction post-catastrophe par la mise en place de politiques publiques et de mesures de reconstruction. Les entretiens réalisés auprès de ce groupe m'ont permis, entre autres, de mettre en lumière les dispositifs sociotechniques mis en place, de m'intéresser à l'articulation entre les différentes échelles d'intervention (nationale, intergouvernementale, locale), selon les compétences de chacun et, à l'échelle locale et infra-locale, de montrer la multiplication des conceptions de la reconstruction et leur opérativité.
- **Les comités de « tecnici »** : dans ce groupe figurent des acteurs qui ont eu un rôle critique voire de contestation ouverte des choix territoriaux dans la phase de gestion d'urgence. Il s'agit d'un groupe particulier qui s'est retrouvé, paradoxalement, dans le champ de la contestation malgré son rôle social qui l'aurait plutôt placé au côté des notables de la ville. Ils ont, dans un premier temps, revendiqué leur légitimité dans la production de l'espace et du discours sur la ville dans la phase d'urgence, pendant une phase où l'intervention était préemptée de manière exogène, et se sont vu mis à l'écart par la Protection civile. Ils se sont ensuite affichés comme experts locaux, affirmant leur légitimité au côté des comités socio-culturels dans l'aide et le soutien aux mouvements démocratiques de contestation. Avec le retour à un régime ordinaire de pouvoir géré à l'échelle locale, la plupart des membres de ces comités ont retrouvé leurs rôles habituels tandis que d'autres ont acquis une nouvelle notoriété suite à cette expérience. Il faut noter que certains membres des comités faisaient également partie d'institutions publiques.
- **Les entreprises privées** : en charge de l'exécution matérielle des travaux de la reconstruction, elles ont également joué un nouveau rôle dans l'élaboration des retours de pratiques sur le terrain, la contribution à l'élaboration des normes et en tant que propriétaires immobiliers et bailleurs. Les métiers du bâtiment se sont retrouvés ainsi au cœur de la reconstruction. Ces acteurs ont non seulement été confrontés immédiatement aux difficultés et aux incertitudes de la reconstruction mais sont devenus également des acteurs économiques fondamentaux en tant que propriétaires de 3000 appartements invendus avant le séisme et investisseurs immobiliers dans

dans le langage courant. Classer ces professionnels comme « architectes » ou « ingénieurs » ne serait pas suffisant car, souvent, leur formation est hybride. En Italie, à L'Université de L'Aquila notamment, existent plusieurs formations qui regroupent les compétences entre ingénierie et architecture. De plus, leur fonction dépasse l'aspect technoscientifique et comprend aussi la rédaction de projets ou de procédures. Ils peuvent également, au sein de bureaux d'étude privés, occuper le poste de directeurs des travaux sur des chantiers.

[23] *Ufficio Speciale per la Ricostruzione dell'Aquila* (Bureau Spécial pour la Reconstruction dell'Aquila)

le post-séisme. Leur implication constante dans l'élaboration des normes et des protocoles et dans la rédaction de contrats avec les habitants/propriétaires pour l'assignation directe des travaux de reconstruction a renforcé le rôle du privé dans la production urbaine. Pour accéder à ces entreprises, j'ai interrogé les représentants de l'ANCE (Associazione nazionale costruttori edili) de L'Aquila qui réunit les entreprises du bâtiment dans une association de service et de lobbying, tant au niveau local que national.

- **Les universitaires** : ils ont joué un rôle d'experts et de supports à l'élaboration de plans et de stratégies ainsi qu'à la conduite de projets innovants sur le territoire. J'ai interrogé des chercheurs de l'Université de L'Aquila et du GSSI ayant eu un rôle nouveau dans la « fabrique » de la ville nouvelle et son développement économique. Après le retour au régime ordinaire, ils ont endossé un nouveau rôle, au-delà de celui d'experts extérieurs aux affaires de la cité, en s'affirmant comme porteurs de connaissances stratégiques d'innovations techniques, à l'interface entre la science et l'industrie.
- **Les responsables des dispositifs de participation citoyenne** : au moment de mes terrains le mouvement de revendication des comités citoyens s'était estompé. La période de contestation (de 2009 à 2012) a évolué vers l'institutionnalisation de la demande démocratique des habitants. Les acteurs interrogés à ce sujet avaient souvent fait partie de ces mouvements et s'en sont faits les porte-parole au sein des institutions locales. Ils ont occupé des rôles permettant de stabiliser la demande démocratique dans les différents champs d'intérêts ouverts par la reconstruction, devenant de nouveaux interlocuteurs incontournables.

Tous les entretiens, sauf un, ont été réalisés dans la commune de L'Aquila ou dans le périmètre de la première périphérie de la ville.

Cette catégorisation peut paraître, au premier abord, un peu figée et ne pas prendre assez en compte la complexité des jeux de réseaux, professionnels, politiques et personnels que les acteurs interrogés entretenaient individuellement ou en tant que groupe. Par exemple, certains élus ou fonctionnaires de la mairie étaient aussi des universitaires ou certains universitaires étaient impliqués dans des projets de développement économique ou intervenaient en tant qu'experts pour des entreprises privées du bâtiment. Au-delà de ce biais, ce choix rend tout de même compte des représentations les plus répandues parmi ces catégories d'acteurs.

La représentativité de l'échantillon n'est pas liée au nombre d'interviewés mais, qualitativement, aux rôles clés que chacun a joués pendant les diverses phases de la reconstruction. De plus, la grande majorité des individus enquêtés, quels que soient leurs groupes respectifs et leurs réseaux d'action, étaient aussi des habitants de L'Aquila. Ils étaient donc à la fois des acteurs et des décideurs de la reconstruction mais entretenaient une relation affective au territoire et ont témoigné d'enjeux personnels liés à la post-catastrophe et ses conséquences. L'impact du tremblement de terre sur leur vie personnelle a eu des conséquences sur l'exercice quotidien de leur travail, ce vécu faisant évoluer leurs pratiques et leur manière d'appréhender leurs actions. Quelques-uns de ces acteurs ont pu être contactés à plusieurs reprises, me permettant d'obtenir un retour sur l'évolution de certaines préoccupations et réflexions au sujet des politiques mises en place.

La construction de l'échantillon a été confrontée à plusieurs difficultés mais a pu être facilitée par certains atouts liés, notamment, à ma connaissance fine des groupes d'acteurs locaux.

Parmi les difficultés auxquelles j'ai dû faire face dans la préparation des entretiens, je peux mentionner la nécessité pour certains techniciens de demander l'autorisation de leur hiérarchie. Ces demandes ont pu parfois prendre plus de temps que prévu mais un seul rendez-vous m'a été refusé (la raison de ce refus n'a pas été claire dans la mesure où j'avais déjà pu obtenir un rendez-vous au sein du même service). Une autre difficulté, majeure, a été liée au contexte très mouvant rendant difficile la compréhension de l'organisation du tissu des acteurs qui s'est beaucoup modifiée au cours des différentes phases de la reconstruction (constitution de nouveaux bureaux, changements de fonctions, changements de sièges du bureau, changements dus aux élections politiques, etc.).

Lors des rencontres avec des professeurs d'université, j'ai dû démontrer ma compétence sur les enjeux du terrain et répondre à leurs questions sur l'état d'avancement de mon travail de thèse afin d'instaurer un rapport de confiance. Pour d'autres acteurs, il a fallu dépasser leur étonnement initial, voire leur méfiance face à mon changement de casquette, dans la mesure où nous étions déjà entrés en contact via mes activités précédentes, qu'elles soient culturelles ou d'activiste au sein des comités qui se sont formés dans la période post-catastrophe. En effet, avant le tremblement de terre, j'ai été active dans l'organisation d'événements culturels, en particulier liés à la poésie contemporaine, activité qui s'est poursuivie pendant les cinq premières années après la catastrophe par l'organisation de l'événement national « lapoesiamanifesta[24] ». Je me suis également engagée, immédiatement dans la post-catastrophe, dans le Comité 3e32 (Chapitre VI), très actif dans la contestation de la gestion de l'urgence menée par le gouvernement puis dans l'association Misa porteuse du projet d'écovillage EVA (Chapitre VIII).

Un autre type d'étonnement, voire de réticence, a été celui de certains techniciens peu habitués à ce qu'on s'intéresse à leurs activités. La construction de l'échantillon a également été rendue complexe par la prise de contact avec certains techniciens qui n'ont jamais répondu à mes mails ou souhaité me fixer un rendez-vous.

b.4.1.2. Un canevas pour guider les entretiens non-directifs

Afin de saisir les représentations des *tecnici* et des élus et associations qui se sont occupés de la participation, j'ai réalisé un guide d'entretiens qui s'est vite révélé trop rigide pour contenir la variété et la richesse des échanges avec les interviewés. La grille s'est donc transformée en canevas selon la distinction exposée par Olivier de Sardan : « *Le guide d'entretien risque* [...] *d'enfermer l'enquêteur dans une liste de questions standards préprogrammées aux dépens de l'improvisation que réclame toute véritable discussion. On s'éloigne alors du registre de la conversation. Aussi n'est-il pas inutile de proposer une distinction entre guide d'entretien et canevas d'entretien. Le guide d'entretien organise à l'avance les "questions qu'on pose", et peut dériver*

[24] Deux éditions de « lapoesiamanifesta », en 2012 et 2013, ont permis d'explorer de manière sensible la ville de L'Aquila, encore encerclée par la Zone rouge, par le biais de performances, concerts ou installations dans l'espace public (https://lapoesiamanifesta.wordpress.com/).

vers le questionnaire ou l'interrogatoire. Le canevas d'entretien, lui, relève du "pense-bête" personnel, qui permet, tout en respectant la dynamique propre d'une discussion, de ne pas oublier les thèmes importants. Il en reste aux "questions qu'on se pose", en laissant à l'improvisation et au "métier" le soin de les transformer au fil de l'entretien en "questions qu'on pose" ». (de Sardan, 1995).

Ce canevas était structuré autour de thématiques et de sous-thématiques au travers desquelles j'ai pu mettre en œuvre une approche semi-directive sans nuire à la fluidité de l'échange et à la pertinence de certaines digressions ad hoc. Ce qui importe dans cette démarche est, en effet, la continuité dialogique avec les personnes choisies comme échantillon. De nombreux chercheurs en sciences sociales soulignent l'intérêt de cette « *faible directivité* » ou « *non-directivité* » (Duchesne, 2000), surtout concernant les classes intellectuelles supérieures pour lesquelles « *le "succès" de ce type d'entretien repose sur la nature de la confiance qui s'établit entre l'enquêteur et l'enquêté, sur le fait que l'enquêté en viennent peu à peu à "oublier" l'enquêteur et accepte, de façon plus ou moins consciente, d'entrer dans une interrogation à haute voix dont il ne maîtrise pas, ex ante en tous cas, les termes, dont il ne connaît pas l'issue* » (*Ibid.*). Il s'agit d'accompagner et non pas de guider l'interlocuteur dans l'exploration du sujet à propos duquel nous l'avons interpelé, de la façon qui lui est propre, dans le but de saisir son point de vue particulier. Duchêne déconseille ce type d'entretiens auprès des classes d'encadrement mais, au vu de l'aisance de ce type d'acteurs pour la prise de parole et sa propension à la digression, j'ai choisi tout de même l'entretien non-directif où la relance et le recadrage, souvent attendus par ces enquêtés, ont pris une place importante. Il s'agissait, à travers le choix de thématiques assez larges (Tableau 2) de ne pas trop influencer la parole des *tecnici* sur leurs imaginaires de la ville reconstruite et le travail d'anamnèse sur les choix effectués, et de conserver la position d'habitante et la posture de la chercheuse dans une démarche de création d'une symétrie dialogique.

La place accordée aux représentations, et donc aux récits, m'a permis d'appréhender plusieurs registres et niveaux du discours : une certaine « topophilie », attachement ou affect pour le territoire ; parfois une prise à partie de la chercheuse en tant que témoin dans une recherche de légitimité, surtout de la part des comités de *tecnici* ; un registre affirmatif sur des constats liés à l'état de la ville avant et après le séisme et une forme d'assurance ne laissant pas de place au doute. Par ailleurs, l'enjeu de mes entretiens avec ce type d'acteurs étant de mieux appréhender à la fois leur rôle dans l'action publique au sein de la reconstruction et les logiques de gestion territoriale développées à travers des partenariats entre acteurs et échelles multiples, il était nécessaire de mener un échange parfois plus structuré.

Les échanges ont eu lieu en italien, souvent parsemé d'expressions en dialecte, référentiel commun qui a contribué à créer des échanges vivants où les émotions, aussi contrastées soient-elles, ont trouvé leur place sans pour autant constituer un biais dans la construction d'un savoir géographique (Clerc, 2019) sur la reconstruction. L'usage de l'italien a nécessité une traduction rendue parfois difficile par l'intraductibilité de certains mots et un vocabulaire très particulier qui s'est développé dans le post-séisme de L'Aquila.

Tableau 2 : Thématiques utilisées pour le canevas des entretiens

Thématiques principales	**Sous-thématiques**
Histoire Urbaine	Histoire de la planification
	Bifurcations
Gestion de l'urgence	Héritage sur le territoire
	État d'urgence
	Implication des populations
Politiques financières et urbaines de la reconstruction	Gouvernance
	Élargissement du champ des acteurs
	Smartification
	Développement économique
	Reconstruction privée
Reconstruction Sociale	Légitimité des savoir locaux
	Participation
	Conflits
	Espace public
	Démocratie

Ces échanges ont eu lieu dans des contextes multiples, au gré des opportunités et des invitations (deux fois dans des cafés) mais le plus souvent dans des bureaux et des lieux de travail en général (y compris un chantier).

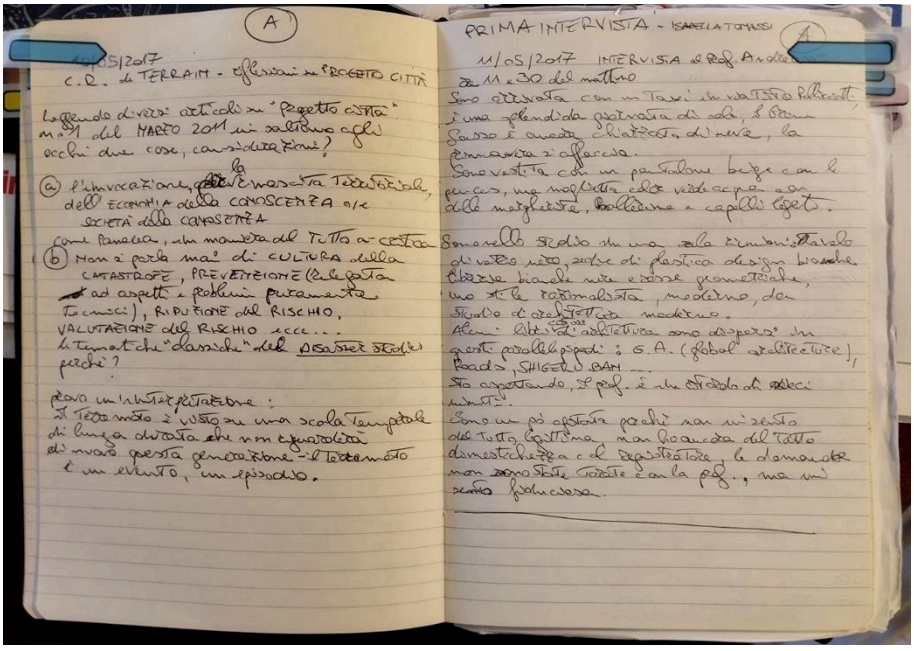
b.4.2. Une variété de méthodes complémentaires pour un terrain complexe

Le corpus présenté et analysé ici est enrichi par des données collectées par des méthodes complémentaires. Un « *éclectisme délibéré* » (de Sardan, 2023) qui transforme le terrain de recherche en une collecte aussi variée que possible à même de saisir de près la mouvance de situations incertaines.

b.4.2.1. Le carnet : un outil incontournable

Le carnet de terrain « *est le média par excellence du chercheur qui participe à la construction d'un dispositif intellectuel* […] *il est le témoin du fameux "terrain"* » (Lanoix, 2014) et les observations qui y sont contenues en sont une mémoire. Il a été un outil fondamental tout le long de mon enquête et le réceptacle des premières impressions après les entretiens, des comptes-rendus et notes des réunions de groupe auxquelles j'ai participé, des notes de discussions informelles ou des observations des transformations de la ville en reconstruction afin de « *parvenir à une écriture du visible* » (*Ibid.*) J'y ai noté autant des vers poétiques pour exprimer des états d'âme que des numéros de téléphone et des adresses de personnes à contacter.

Le carnet, ou journal de bord, m'a permis de conserver la trace de tracts et d'initiatives, de réflexions du moment, de peurs, d'attentes, d'étonnements aussi bien que des prémices d'hypothèses, des tâtonnements et des avancements. Il ne contient pas seulement les éléments récoltés sur place mais m'a aussi servi de support aux premières ébauches de plan, aux notes de lectures ainsi que des schémas et croquis, des notes de réunions de thèse ou de formations. Il forme finalement un tout, entre apprentissage de la recherche et recherche en train de se faire. Le carnet de terrain m'a permis, en somme, de retracer le cheminement de ma pensée dans une démarche théorique ancrée le plus possible aux matériaux récoltés. La prise de notes, à différents moments, en différents lieux, dans différentes circonstances, a donc été une de mes activités principales tout au long de ma recherche.



Photographie 5 : Carnet de thèse, premier séjour de terrain et premier entretien en 2017 (Tomassi)

b.4.2.2. Flâner, observer la ville en transformation : un regard sur les processus sociaux



Photographies 6 : Déambulations en centre-ville à différentes époques
a : 2022, via Sallustio, couvent de la Beata Antonia ; **b** : 2021, via Sallustio (quartier S.Giovanni) ; **c**: 2019, via San Francesco di Paola ; **d** : 2022, via ed arco dei Veneziani (quartier San Pietro) (Tomassi)

Lors de mes séjours de « terrain » à L'Aquila, je ne découvrais pas la ville et le paysage comme lors d'un voyage vers une altérité radicale. Au contraire, dans un premier temps, comme tous les Aquilanais, revivaient dans ma mémoire les détails de la vie quotidienne au gré des traversées et des réouvertures de la Zone rouge. Le travail d'observation a consisté d'abord à faire de la place à un regard sur les nouveaux éléments ou objets de la ville (décombres, échafaudages, chantiers, câbles, mousses, plantes). J'ai adopté de nouveaux parcours, non pas ceux du quotidien mais ceux imposés par les fermetures et les rythmes contraints par les divers chantiers ainsi qu'une nouvelle démarche, moins relaxée, en alerte, attentive aux ambiances (odeurs de moisissure, silence ou bruit des machines, etc.) et aux pièges des chaussées cassées, des trous et des obstacles. Les commerçants,

les enfants et les étudiants étaient remplacés dans les rues par des camions, des objets entreposés et des milliers d'ouvriers.

J'ai pratiqué différents modes de déambulation pour me rendre dans des lieux précis dans le cadre de mes observations : de manière intuitive, comme une flânerie apte à reconstruire mon regard ou de manière ciblée pour aller documenter, via la photographie, des changements majeurs comme des démolitions, la mise en chantier ou la réouverture d'un palazzo, d'un monument, d'un îlot, ou encore, pour la compréhension de chantiers particuliers comme celui du *smart tunnel*.

À la pratique de l'observation dans la rue, j'ai ajouté celle de nombreuses situations collectives et réunions auxquelles j'ai assisté en tant qu'invitée ou simple participante. J'ai pu y noter des réactions, des échanges entre les participants ou des bribes de discours officiels.

Tableau 3 : Réunions publiques observées

Réunions	**Dates**	**Lieux**
Atelier d'élaboration des « Lignes de conduite pour la reconstruction participée », Festival de la Participation, organisé par l'ONG ActionAid	13 novembre 2018	Siège centrale de l'Université de L'Aquila
Rencontre « Vers la recherche d'un renouvellement de l'identité », commune de L'Aquila	29 novembre 2018	GSSI
Film/ débat « I nostri giorni dopo », Association « 180 amici »	4 juin 2019	Siège du Centre des services pour le volontariat

Lors de ces réunions la position, que j'ai prise a souvent été assignée par le contexte : j'ai pu parfois m'effacer même si je connaissais quelques personnes si bien que ma présence en tant qu'Aquilanaise n'était pas relevée ; dans des contextes moins habituels, j'ai justifié ma présence et me suis présentée sous ma nouvelle casquette ; j'ai parfois dû dissimuler mon regard d'observatrice pour ne pas soulever de suspicion, surtout lors des réunions associatives ou avec des fonctionnaires techniques peu habitués à être sur le devant de la scène ; j'ai pu assumer ma présence face aux acteurs publics qui, au contraire, apprécient ce type d'exercice.

b.4.2.3. Une entrée par la littérature grise : un autre accès aux discours institutionnels

La reconstruction post-catastrophe de L'Aquila a été un moment de production de lois, normes, protocoles ou rapports qui ont servi à combler un vide juridique et administratif et à cadrer sur le long terme les multiples facettes du processus.

Nombre de ces documents produits par différents décideurs, techniciens ou universitaires sont des documents stratégiques ou de prospective et constituent un matériau riche si l'on s'intéresse à la

performativité des discours. Leur analyse m'a fait comprendre la manière dont les projets et politiques publiques de reconstruction étaient produits et représentés par leurs auteurs permettant une mise en perspective avec les données recueillies lors des entretiens sur les thématiques abordées dans ces documents.

Tableau 4 : Le corpus de littérature grise analysée

Institutions	**Documents**
OECD[25] - Groningen research team	« OECD work with G8 for the 2009 L'Aquila Summit - OECD », 2009 http://www.oecd.org/italy/oecdworkwithg8forthe2009laquilasummit.html
OECD - Groningen research team	« Spreading the eagle's wings so it may fly: Re-launching the Economy », 2009. https://www.oecd.org/cfe/regional-policy/laquilaearthquakere-launchingtheeconomy.html
OECD - Groningen research team	« Abruzzo 2030 : on the wings of L'Aquila. Forum -Issue paper ». L'Aquila, 2012. https://www.oecd.org/cfe/regionaldevelopment/49866886.pdf
OECD - Groningen research team	« Policy Making after Disasters : Helping Regions Become Resilient - The Case of Post-Earthquake Abruzzo », 2013 http://www.oecd.org/cfe/regional-policy/buildingresilientregionsafteranaturaldisaster.html
Struttura Tecnica di Missione (STM)	« Linee di indirizzo strategico per la ripianificazione del territorio », 1er mars 2011 http://www.commissarioperlaricostruzione.regione.abruzzo.it/Informare/Normative-e-Documenti/Atti-e-documenti-della-Struttura-Tecnica-di-Missione-STM/Linee-di-indirizzo-strategico-per-la-ripianificazione-del-territorio.
Calafati, Antonio G., Studio. Ministro per la Coesione Territoriale	Calafati, Antonio G. « "L'Aquila 2030" Una strategia di sviluppo economico. Uno strumento per pensare un ausilio ai processi decisionali »., septembre 2012
Oliva, Federico, Giuseppe Campos Venuti et Carlo Gasparrini.	« Commissione per la valutazione urbanistica delle criticità e delle prospettive per la ricostruzione e lo sviluppo della città de L'Aquila », juin 2012 https://usra.it/wp-content/uploads/2017/02/6.-Rapporto-Campos-Venuti.pdf
Comune dell'Aquila	« Comune dell'Aquila - Le linee di indirizzo strategico » https://www.comune.laquila.it/pagina200_le-linee-di-indirizzo-strategico.html

[25] Organisation for Economic Co-operation and Development

Face à l'énorme production de normes techniques (Chapitre IV) et de rapports, je me suis concentrée sur les rapports stratégiques et de vision prospective provenant de différentes échelles décisionnaires ou d'expertise. Je n'ai finalement retenu que huit documents que j'analyse en détail dans ce travail. Les quatre rapports de l'OECD ont été choisis en tant que documents emblématiques d'une reconstruction dirigée par des valeurs et imaginaires dont le référentiel est la métropole attractive, innovante et cosmopolite. Ces documents donnent la direction stratégique de la reconstruction ainsi que son horizon temporel (L'Aquila 2030) et serviront de ligne de conduite à la mairie de L'Aquila pour l'élaboration de son Plan de reconstruction (dernière ligne du Tableau 4). Le document de la STM montre les biais d'une reconstruction technocratique en opposition à la fluidité proposée par les documents précédents où à la notion de plan se substitue celle de projet (Ingallina (ed.), 2019). Le rapport économique de Calafati pose aussi la question du rôle de l'expertise dans la direction stratégique que prend la reconstruction de L'Aquila. D'autre part, il est intéressant car il fait un état des lieux systématique et détaillé de la microéconomie locale. Campos-Venuti se tient dans la même ligne pour une analyse prospective sur l'urbain et le territoire. Tous ces documents -sauf un- ont en commun de produire des visions de l'avenir de la ville à partir d'échelles intergouvernementales ou nationales.

L'objectif de cette démarche est de mettre en lumière les continuités, cohérences ou incohérences entre les discours et les actions mis en place afin de réaliser une première évaluation des politiques publiques, non pas comme choix rationnels mais comme confrontation de points de vue et des valeurs sous-jacents. Cette approche permet de mettre en lumière la manière dont, par exemple, le concept de « ville », ancré dans les pratiques quotidiennes de ces acteurs, est devenu un enjeu, une source de tension, qu'il a fallu penser et repenser au prisme de la reconstruction. Je soupçonne l'accaparement de son sens (*sense making*) via les discours qui ont circulé sur « l'idée de ville » d'avoir pour but l'élimination de toutes les autres visions, délégitimées, rendues minoritaires ou dérangeantes.

b.4.3. Une analyse des données collectées par thématique selon la théorie ancrée

L'analyse des entretiens, de la littérature grise et des différents documents visuels s'est faite sur le mode thématique. La thématisation et la catégorisation des données se sont faites sur la base de l'analyse par théorisation ancrée (Paillé, 2017 ; Paillé, 2011).

Au cours d'une formation doctorale avec Christophe Lejeu en 2017, j'ai eu l'occasion de découvrir l'analyse par théorisation ancrée que j'ai ensuite décidé d'utiliser compte tenu de ma problématique axée sur l'interaction et le type de données recueillies. En effet, les entretiens se présentent comme des moments réflexifs pour les acteurs auxquels j'ai demandé d'expliciter leurs actions et motivations.

Comme souligné par de Sardan, « *la démarche qualitative est de type inductif. Il ne s'agit pas de confirmer ou d'infirmer des hypothèses préétablies, mais de suivre des pistes toujours mouvantes. Les interprétations et les théories*

sont issues du terrain, enracinées dans les contextes étudiés, elles ne suivent pas des modèles explicatifs préfabriqués » (de Sardan, 2023).

En particulier, l'analyse par théorisation ancrée tire sa légitimité de sa propre méthodologie sans justification par des critères de scientificité établis. Les réponses sont intrinsèques à la démarche d'analyse. Elle n'est pas pour autant moins rigoureuse, mais déplace le moment de son auto-évaluation qui n'est pas terminal, comme pour la plupart des méthodes, mais continue. (Paillé, 2017 ; Meliani, 2011). Il s'agit d'une démarche qualitative qu'il n'est pas nécessaire d'hybrider à des méthodes quantitatives pour être validée.

La question de l'anonymisation des entretiens a fait l'objet d'une longue réflexion après laquelle j'ai décidé de faire apparaître l'intégralité des noms lors de l'analyse. Au vu du rôle institutionnel et social des personnes entendues, j'ai privilégié une éthique de la recherche basée sur le rétablissement d'une égalité réelle entre la chercheuse et l'interviewé selon le principe de la symétrie de la parole.

Les données collectées ont d'abord été classées dans des tableaux thématiques construits selon les thèmes abordés lors des entretiens. Il a ensuite été possible d'effectuer des regroupements entre thèmes ou de faire émerger des sous-thèmes dont l'analyse devait être développée. Ces tableaux thématiques ont été croisés avec les catégories socio-professionnelles des acteurs de l'échantillonnage, permettant l'élaboration de sous-catégories thématiques et de mieux comprendre les traits communs à certains groupes ainsi que leurs divergences quant à leurs perceptions de la reconstruction.

Les données récoltées par les méthodes « complémentaires » ont été analysées à la lumière des thématiques dégagées par le tableau de classification des entretiens, par l'intermédiaire d'un processus de va-et-vient rétroactif nécessaire pour affiner les grilles interprétatives à la fois inductives et déductives. L'analyse par théorie ancrée, mettant ainsi en rapport les différents types de données, m'a permis de ne pas rendre neutre la portée déjà analytique du discours des acteurs prédisposés à une sorte de discours-bilan sur leurs pratiques par l'intermédiaire du canevas de mes questions et la prise de distance vis-à-vis de la catastrophe. Une partie des données et certains résultats ont été traités et représentés, notamment sous forme cartographique, en collaboration avec la Plateforme géomatique et humanités numériques de l'Université de Limoges.

De nombreux questionnements éthiques ont accompagné l'analyse dont je viens de décrire le cheminement. La posture intellectuelle, la position sociale, les différents positionnements sur le terrain m'ont obligée à un travail réflexif exposé ici et à rendre explicites les biais de cette recherche.

Dans le cadre de ma démarche réflexive, deux axes semblent les plus à même d'illustrer ma relation au terrain aux enquêtés : d'une part les rapports asymétriques avec les enquêtés, les assignations diverses de rôle social, de proximité politique ou d'assimilation à des groupes et d'autre part l'assignation de genre en jeu dans des contextes professionnels très genrés comme le montre le faible nombre de femmes présentes dans l'échantillon des interviewés.

Chapitre I. La ville tiraillée : déterritorialisation et développement

« *Disasters are questions for and about any modern society* »

Dickie, Foot et Snowden, 2002, p. 4

Introduction

La ville de L'Aquila et son territoire ont été mis sur le devant de la scène à partir de 2009. Les conséquences de la catastrophe l'ont projetée sous les projecteurs nationaux et internationaux à la suite de l'important battage médiatique qui a eu pour conséquence l'arrivée de nombreux acteurs (Protection civile, chercheurs, bénévoles, bailleurs, etc.). Avant d'être connue comme un territoire sinistré, L'Aquila était un territoire spécifique à plusieurs égards : une ville de montagne mais aussi une ville historique avec un rôle administratif central, une ville avec une histoire urbaine et économique qui ont confirmé la thèse centrale que je porte dans ce chapitre, à savoir l'imbrication de la déterritorialisation et de la vulnérabilité sociale tant dans la construction de la catastrophe (Bankoff, Hilhorst et Frerks, 2004) que dans le processus de reconstruction. La notion de déterritorialisation fait référence à la fracture entre la société implantée et les processus historiques de construction de lieux qui deviennent de plus en plus abstraits. Elle se présente sous forme de décontextualisations, dégradations environnementales, dégradations sociales, segmentations (Moreau, 2018), des effets que les penseurs contemporains de la relation à l'environnement (Guilibert, 2024 ; Moore, 2015) ou de la relation à l'espace urbain (Mumford, 2011) ont attribués au mode bien spécifique d'être sur Terre qu'est le capitalisme, aujourd'hui dans sa forme néo-libérale. En suivant la pensée d'Alberto Magnaghi, la déterritorialisation a des effets tant dans la construction des savoirs sur le monde que symboliques et éthiques quant aux actions et relations qu'on entretient avec les lieux habités.

« *Le territoire local n'est plus connu, ni interprété ou mis en scène par les habitants comme un bien commun producteur des éléments de reproduction de la vie biologique (eau, sources, rivières, air, terre, nourriture, feu, énergie) ou sociale (relations de voisinage, conviviales, communautaires, symboliques). En ultime analyse, la dissolution des lieux, et de leur devenir, dans le cadre d'un processus général de déterritorialisation de la vie, produit une perte totale de souveraineté pour les individus comme pour les communautés locales et aussi bien du point de vue des formes matérielles, sociales, culturelles que symboliques de leur existence. L'agora et la politique s'envolent vertigineusement loin de la vie quotidienne* » (Magnaghi, 2003).

Le concept de déterritorialisation pointé par Magnaghi met en avant le caractère souvent violent que prend cette bifurcation vers le mode marchand de concevoir et construire les territoires qui donnent lieu à des organisations socio-environnementales sur lesquelles nous n'avons plus de prise. Les déchirures, impositions et dépossessions quotidiennes sont autant de violences ordinaires à la racine des « *vulnérabilités ordinaires* » (Metzer, 2024, p. 63). Dans un tel contexte, la vulnérabilité devient le paradigme (Centemeri et Tomassi, 2022) d'appréhension du monde social fragile dans

lequel nous vivons aujourd'hui, incapables de faire face aux catastrophes qui le parcourent et qu'il génère (Chapitre I). Est-il possible de comprendre la catastrophe de L'Aquila 2009 sans croiser l'analyse historique de sa déterritorialisation et l'exacerbation de certaines faiblesses, devenues *de facto* vulnérabilités sociales au prisme du développement économique capitaliste (*capitalism driven disasters*) à partir de la modernisation forcée de la période fasciste ?

L'objet de ce chapitre est de caractériser le territoire urbain avant le séisme de l'avril 2009, en se concentrant sur l'espace du centre-ville et, plus précisément encore, sur les deux quartiers Santa Maria Paganica et San Giovanni afin de mettre en lumière les inégalités et les vulnérabilités qui ont fait du séisme de 2009 une catastrophe. Ces deux quartiers, dont je fais une typologie détaillée au paragraphe I.4, nous serviront de cas d'étude pour tester l'hypothèse d'une reconstruction à deux vitesses.

Il s'agit ici de s'interroger sur les principales caractéristiques de cette ville moyenne du Centre-Sud de l'Italie : L'Aquila est-elle un territoire spécifique ? Quel rôle sa position en arrière-pays joue-t-elle sur les dynamiques sociales, économiques et politiques du territoire ? Comment son économie de rente immobilière et de tertiaire s'est-elle construite ? Comment ces éléments ont-ils vulnérabilisé la ville sur la longue durée ? Répondre à ces questions est indispensable pour appréhender la suite de cette thèse.

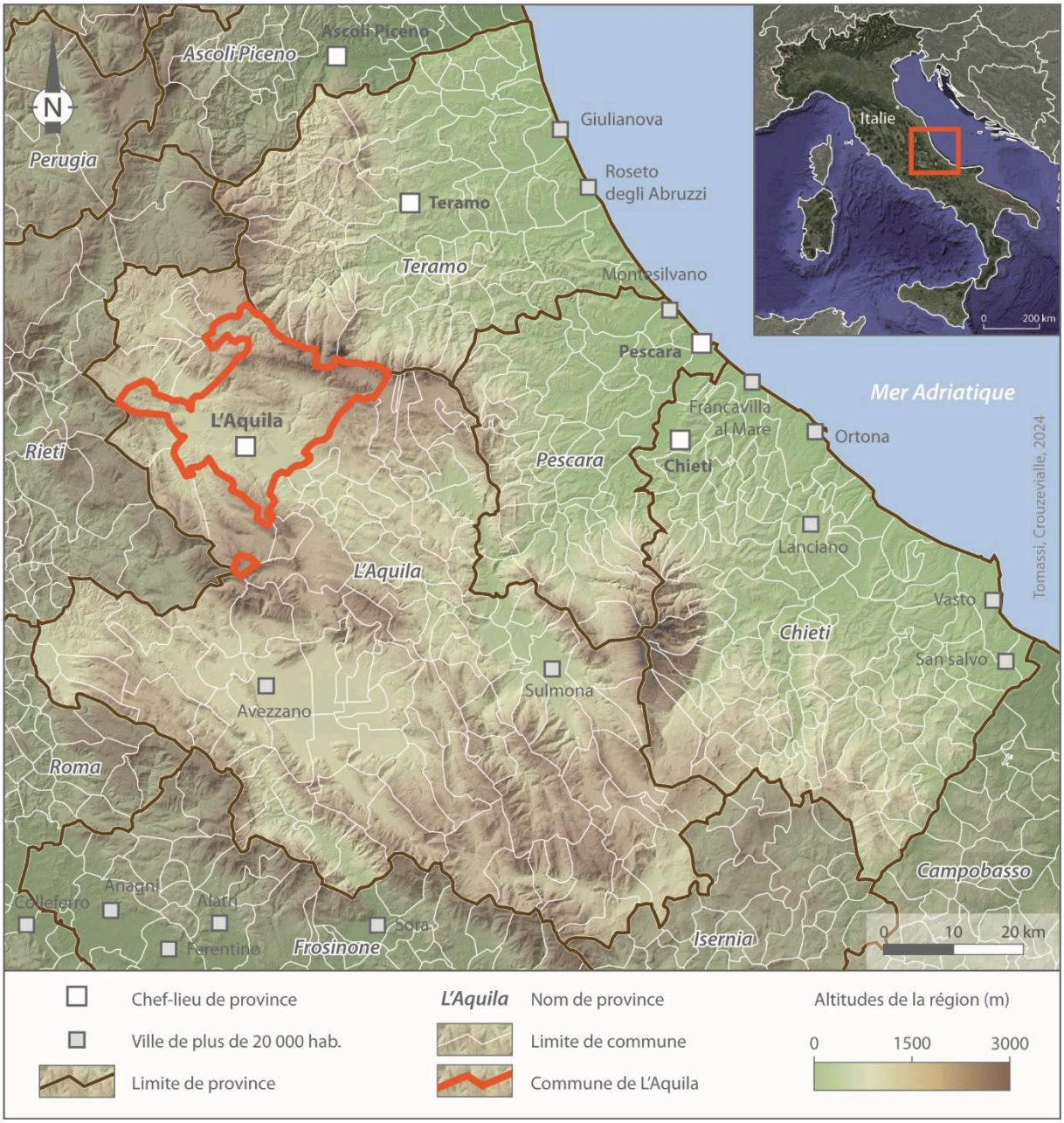
Dès lors, la forme de L'Aquila contemporaine est plutôt à analyser comme le résultat d'un processus de déterritorialisation, qui dure depuis environ un siècle, marqué par des politiques urbaines dont les effets sont évidents en termes de dégradation, de consommation de terres, de consommation des sols et de dispersion de l'habitat[26] au moment de la catastrophe. Ce cadre me permettra de poser l'hypothèse que la catastrophe est un agent historique et spatial qui fonctionne comme opérateur de la modernisation rapide et violente de la ville et donc de déterritorialisation. Il s'agit, par le biais de l'histoire de la planification urbaine, de décrire et caractériser les causes qui ont conduit à une situation de surexposition et à la vulnérabilité socio-spatiale des habitants. J'ai fait le choix, à partir de ce premier chapitre, d'utiliser quelques extraits de mon récit personnel écrit durant la période post-catastrophe et revu par la suite pendant le travail de recherche doctorale, pour une double raison : ne pas effacer ma voix, ma présence en tant qu'habitante puis chercheuse/rescapée et faire de cette voix le contrepoint à une narration souvent trop lisse sur le cas de L'Aquila.

[26] Le thème de la consommation de sol et son artificialisation, comme une ressource en raréfaction, connaît un regain d'intérêt, au croisement des questions écologiques liées aux changements climatiques.
Quelques sources italiennes et françaises sur cette question :
Rossi U., « Alle Radici Della Crisi : Questione Urbana e Consumo Di Suolo in Italia », Rivista Geografica Italiana 120, nº 4, décembre 2013, p. 334-342 (https://www.openpolis.it/gli-investimenti-del-pnrr-per-gli-autobus-a-basse-emissioni/).
https://www.isprambiente.gov.it/it/attivita/suolo-e-territorio/suolo/il-consumo-di-suolo ;
En France : Bechet B., Le Bissonnais Y., Ruas A., Aguiléra A., Andrieu H., Barbe E., Billet P. et al. « Sols artificialisés et processus d'artificialisation des sols : déterminants, impacts et leviers d'action », INRA, 2017 (https//www.insee.fr/fr/statistiques/3281689?sommaire=3281778).

Quand ce travail a commencé, L'Aquila avait subi trois événements traumatiques : la transformation territoriale de l'après-guerre, le tremblement de terre et sa gestion.

I.1. L'Aquila : situation géographique d'une ville-territoire

La ville de L'Aquila offre un exemple de société vivant *in situ* et entretenant un équilibre avec son territoire au travers de liens multiples tels qu'ils se révèlent en cet endroit spécifique un « *espace géographique limité et approprié avec conscience* » (Moine 2006). Les principales phases de l'histoire urbaine de L'Aquila, interprétées selon une approche territorialiste (Magnaghi, 2003 ; De Matteis, 1985), sont décrites en partant des caractéristiques géographiques et de peuplement de l'intérieur des Abruzzes, et en particulier de la vallée du fleuve Aterno.



Carte 3 : La région des Abruzzes et la province de L'Aquila

La ville historique est lue comme le résultat d'un processus choral (Ciccozzi, Perrotti et Forlani, 2018) de création de lieux, dans une relation co-évolutive avec l'environnement naturel ou processus de « territorialisation ». Parmi les régions d'Italie péninsulaire, les Abruzzes sont celles qui se caractérisent le plus par leur caractère montagneux, avec les plus hautes altitudes des Apennins. Les reliefs sont disposés en trois alignements parallèles, avec une tendance NO-SE : les chaînes de la Laga, du Gran Sasso et de la Maiella à l'est ; les monts Velino, Sirente, Marsica et Meta dans le secteur central ; les Ernici-Simbruini à l'ouest. Entre ces reliefs, des dépressions tectoniques s'ouvrent : la vallée du fleuve Aterno, la vallée de la rivière Gizio et le bassin du Fucino.

La province de L'Aquila est subdivisée en quatre macro-zones qui sont cohérentes avec la morphologie du territoire : la vallée de l'Aterno, rivière principale de la région, située dans le secteur nord, qui correspond au territoire de L'Aquila ; la Marsica avec la ville d'Avezzano, une vaste zone lacustre à la frontière de la région du Lazio ; la vallée Peligna avec la ville de Sulmona et le Haut Sangro, une autre rivière qui délimite la région au sud avec la frontière du Molise. Elle a une structure urbaine et de population historiquement éparse et décentralisée. Elle est constituée de 108 communes pour environ 208 000 habitants. Elle est, en même temps, une des plus étendues et des moins peuplées d'Italie.

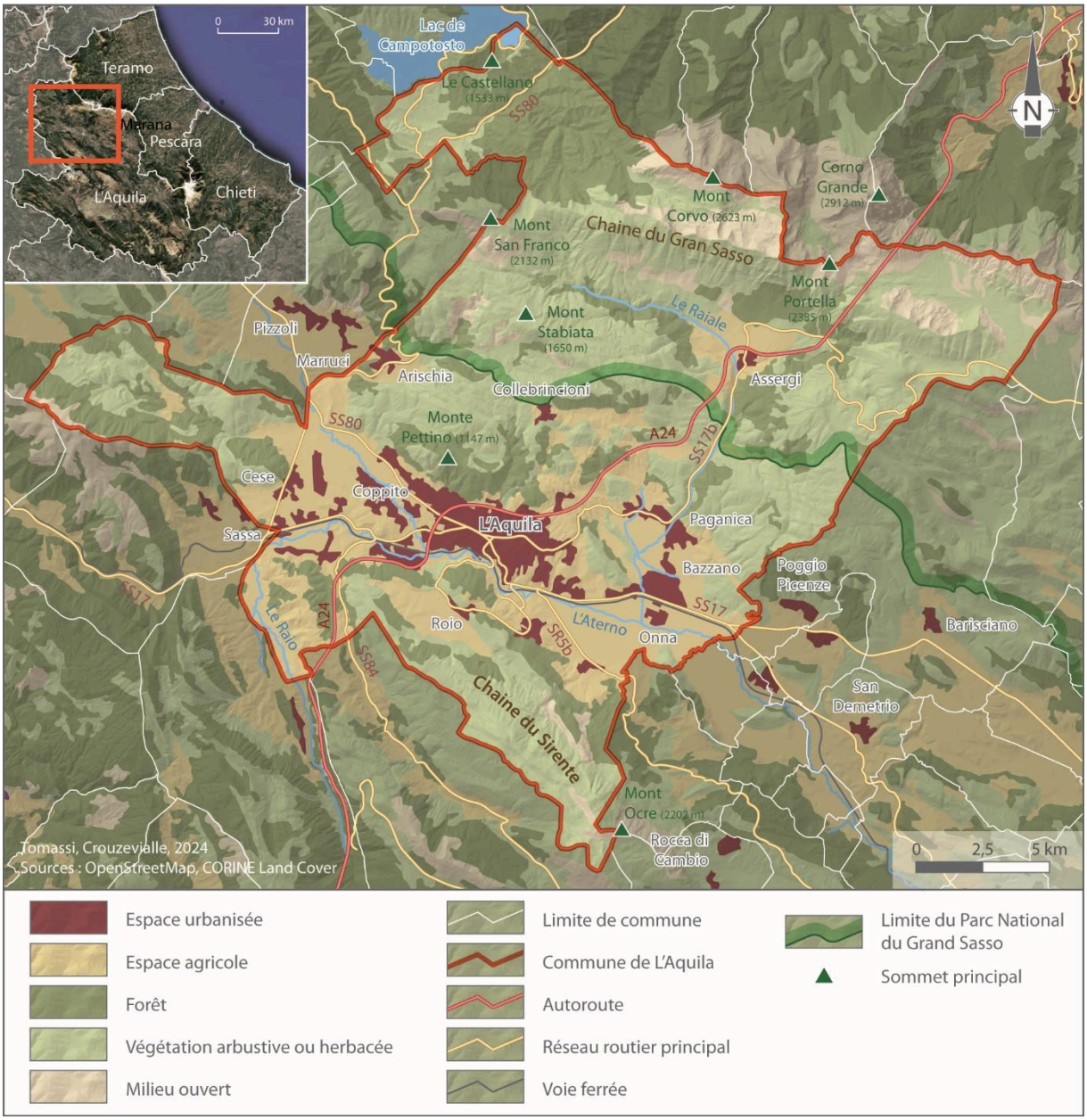
I.1.1. Une ville de montagne : source de marginalité ?

L'image pour les visiteurs se rapprochant de la ville est celle d'une « belle endormie » au pied du géant du Gran Sasso (2 914 m), sommet de la chaîne des Apennins, dorsale qui court le long de l'Italie, de la Ligurie jusqu'à la Calabre.



Photographie 7 : L'Aquila, au pied de la chaîne du Gran Sasso (Ramagliolo9)

Elle est située dans une cuvette creusée par l'Aterno la rivière principale de la région qui s'étale aux pieds de la chaîne des Monts du Gran Sasso - Monts de La Laga, dont la dépression sismique est au centre de plusieurs lignes de failles. La vallée de l'Aterno est un paysage d'un intérêt particulier par sa configuration orographique et hydrologique, l'utilisation des terres et les caractéristiques des centres urbains de petite et moyenne échelle qui y sont disséminés. 58% de la surface communale est située au-dessus de 1000 m d'altitude.



Carte 4 : La commune de L'Aquila

Cela fait de L'Aquila une ville qui doit aussi faire face aux problèmes et aux défis typiques des villes de montagnes italiennes (Armiero, 2011). La combinaison de facteurs naturels et de la marginalité qui caractérise certains des territoires montagneux de la péninsule a conduit, ces dernières années, à accorder une plus grande attention au développement socio-économique de ces contextes

particuliers. Des mesures récentes, telles que la loi Salva Borghi[27] donnent une nouvelle visibilité aux montagnes qui, dans le cas de la commune métropolitaine de L'Aquila, couvrent près de 50 % de sa surface territoriale. Cela nécessite de ne pas enfermer la montagne dans un concept physico-morphologique mais plutôt de la comprendre comme « *un type de milieu écologique et historique, un rapport particulier entre la nature et l'homme* » (Piva et Tadini, 2021 ; Barbieri, 1972). Y sont associées certaines spécificités physiques (relief, climat, eau et biocénose), dont l'interaction avec les sociétés locales a défini au fil du temps les particularités de ces zones de montagne (Dematteis, 2016).



Photographies 8 : Parcours panoramique de la biorégion de L'Aquila
a : Gran Sasso d'Italia, Corno Grande ; **b** : Village d'Aragno ; **c** : Plaine de L'Aquila vu du Monte Ocre ; **d** : Village de Pescomaggiore (Wikipédia, Miki aq87, Naturagrezza, Tomassi)

[27] La loi Salva Borghi (https://www.gazzettaufficiale.it/eli/id/2017/11/2/17G00171/sg, site officiel de la Chambre) permet de finance des « *Mesures de soutien et de valorisation des petites communes, ainsi que dispositions pour la requalification et la récupération des centres historiques de ces mêmes commune* ».



Source : Ciccozzi, 2017

Carte 5 : *Atlas identitaire du système de peuplement de L'Aquila*

La carte ci-dessus a été élaborée par Ciccozzi sur la base des hypothèses théoriques et méthodologiques de l'école territorialiste. Ce type de connaissance s'acquiert par « l'étude du processus historique de territorialisation (qui) s'articule comme une succession de cycles, chacun d'eux déposant des sédiments qui persistent souvent sur une longue période, jusqu'à la formation

de l'identité locale » (Ciccozzi, 2017, p. 166). La représentation de cette identité territorialisée « *ne prétend pas être objective, elle prétend même être "partiale"* » (*Ibid.*), mais sert à anticiper les possibilités de développement autonome. La lecture et la représentation de l'identité se font à partir d'une hypothèse relationnelle de spatialité « *qui permet de décoder les énergies et les caractères culturels de civilisations stratifiées dans le temps historique* » (*Ibid.*) tout en comprenant les mutations continues de la géographie humaine et les oscillations continues des relations entre le peuplement humain et l'environnement.

Même s'il n'est pas possible d'aboutir à une définition unitaire de la montagne, il n'en demeure pas moins que l'identification du contexte « montagneux » est pertinente pour la prise en compte des dynamiques spécifiques qui l'animent et pour une interprétation pertinente de ses problèmes (Piva et Tadini, 2021), ceux des zones internes.

La notion de « zones internes » définies la première fois par le rapport du ministre de la Cohésion interne Barca (Barca et al., 2012), est devenue aujourd'hui un outil de classification et d'analyse nécessaire pour les politiques publiques mettant l'accent sur la marginalité et l'hyper-marginalité qui caractérisent certaines aires géographiques de l'Italie. Les « zones intérieures » sont « *les municipalités italiennes les plus périphériques en termes d'accès aux services essentiels (santé, éducation, mobilité)* ». Afin de déterminer quelles communes font partie des zones intérieures, on définit tout d'abord les communes « pôles », c'est-à-dire les communes barycentriques pour la présence de services qui offrent simultanément (seules ou avec leurs voisines) à la fois une offre articulée d'enseignement secondaire supérieur (c'est-à-dire au moins une école secondaire et au moins une école technique et professionnelle), au moins un hôpital avec un *Dipartimento di Emergenza ed Accettazione* (DEA)[28]de niveau 1 et au moins une gare ferroviaire de type régional. Une fois les pôles établis, des seuils sont définis en fonction de la distance-temps par rapport à ces centres. Ainsi, près de 4 000 municipalités (soit environ la moitié du total) se trouvent dans ces zones intérieures. Ces territoires couvrent 58,8 % de la superficie nationale et sont habités par environ 13,4 millions de personnes (22,7 % de la population italienne résidente en 2021). L'Aquila est un des pôles définis dans le cadre de la classification des zones internes.

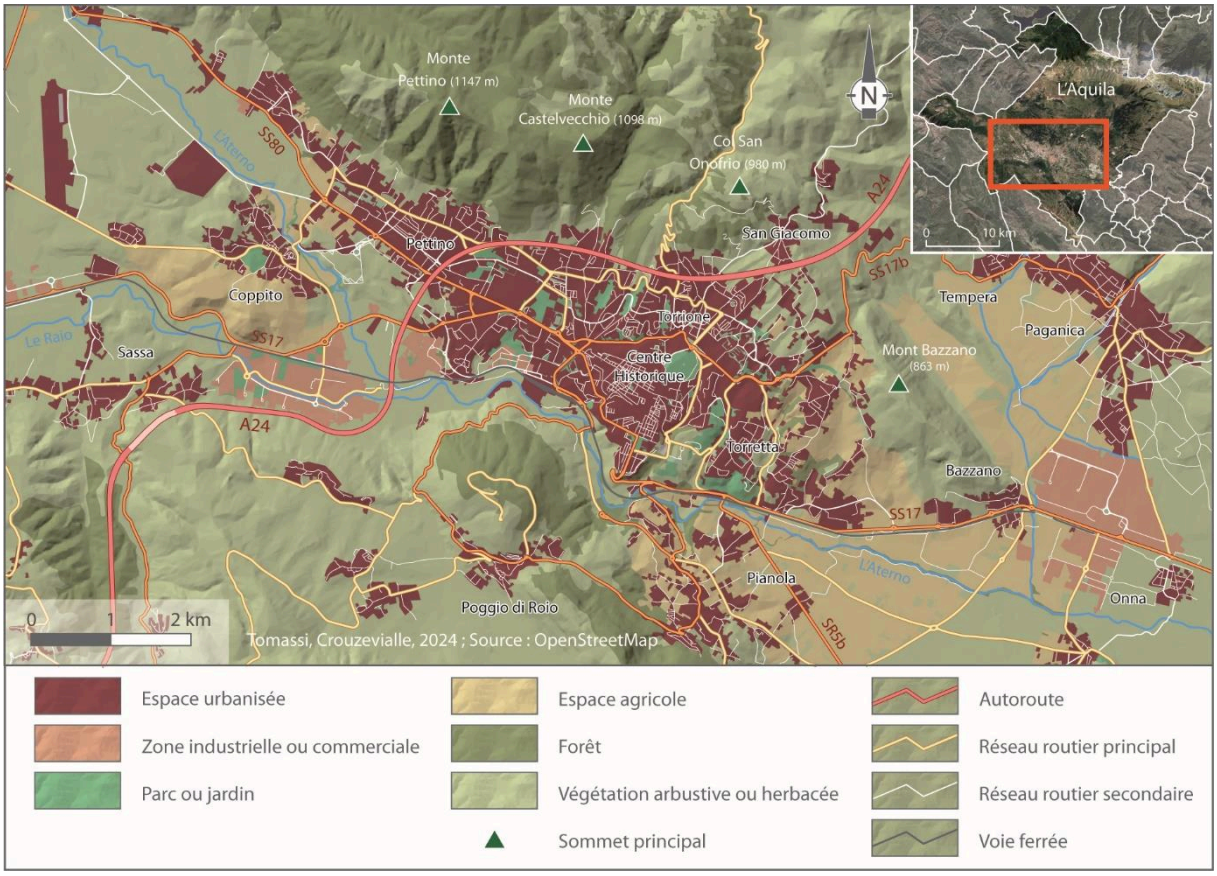
Elles sont un autre visage de la mondialisation, de l'intégration économique européenne et de l'économie de la connaissance. Ce sont des zones où la délocalisation et la désertification industrielle prédominent, laissant un héritage de dégradation de l'environnement, de chômage et d'émigration, entendu comme un déplacement massif de personnes vers des zones où se concentrent le capital, l'investissement et les opportunités d'emploi. Le dépeuplement des vallées, l'abandon du patrimoine, la désintégration de l'agriculture et de l'industrie résiduelles laissent une large place aux perturbations hydrogéologiques et aux phénomènes de mafia des pâturages (Calandra, 2020) mais aussi à un désengagement de l'administration en termes de réduction des dépenses publiques pour le fonctionnement et le bien-être territorial. Il en résulte une détérioration

[28] Ce sont de nouvelles unités sanitaires issues de l'agrégation de différentes fonctions de base comme les urgences ou l'anesthésie. Elles sont classées en deux niveaux selon la quantité de population à assister : pour la classe I il s'agit d'une population entre 150 000 et 300 000 habitants.

des services de base, en particulier pour les très petites communes qui manquent souvent d'écoles, de crèches, de services d'urgence, de routes et même d'initiatives privées telles que les banques, les commerces, etc. Un important travail de recherche serait à faire sur les nouvelles marginalités ou « *espaces autres* » (Despraz, 2017) dont la dénomination technocratique de « zone interne » ne permet pas de prendre en compte leurs spécificités de vulnérabilité.

I.1.2. Le cœur de la ville : centre administratif et universitaire avant tout

L'Aquila est le chef-lieu de la province éponyme et de la région des Abruzzes avec les provinces de Pescara, deuxième ville de la région et première pour l'importance économique, Teramo et Chieti.



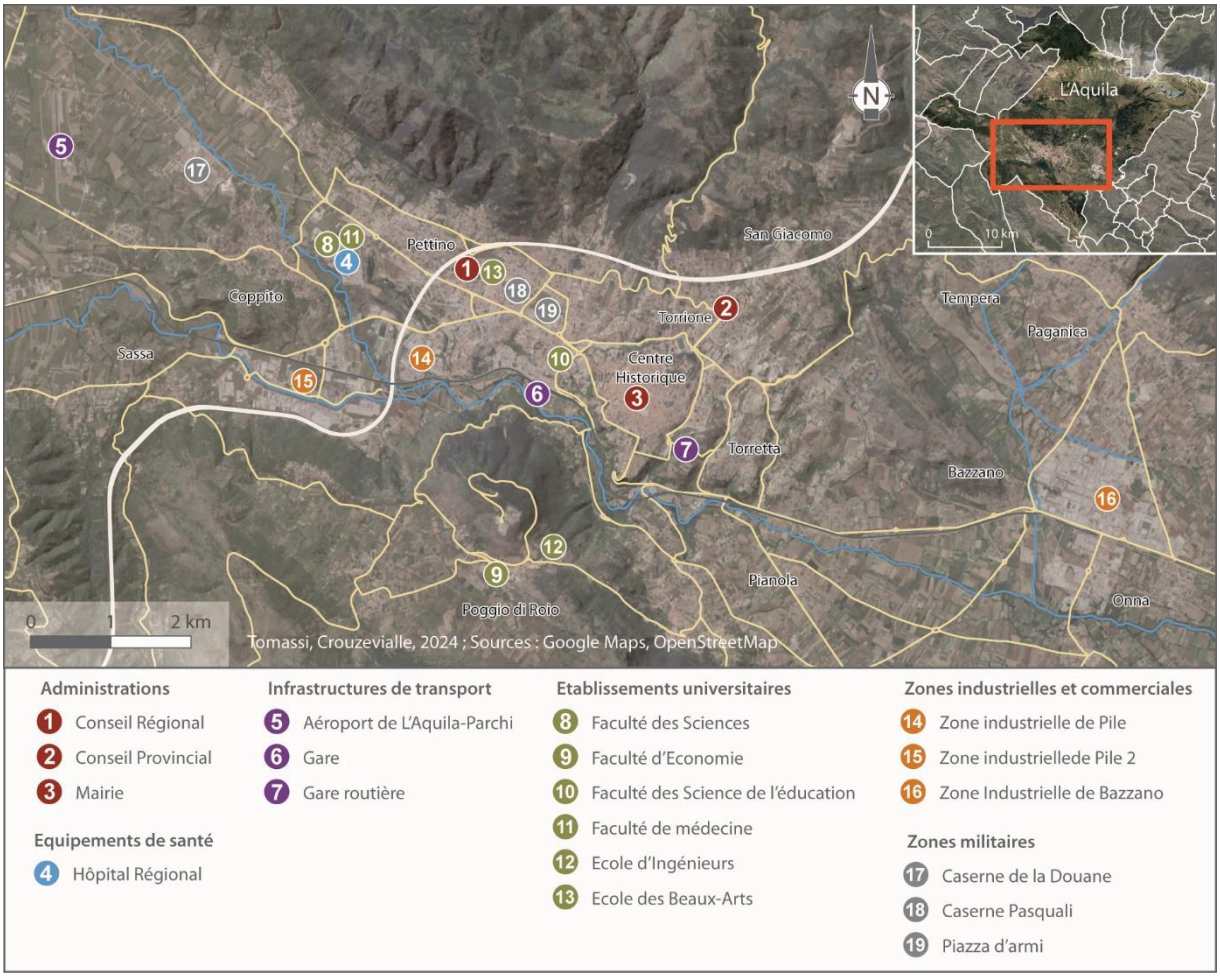
Carte 6 : L'agglomération de L'Aquila

La commune de L'Aquila comptait avant le séisme environ 70 000 habitants et 28 000 étudiants. Plus étendue que sa zone urbaine, elle couvre un territoire très vaste (466,87 km²)[29] incluant 59 villages (*frazioni*)[30] qui dépendent administrativement de la mairie[31] . C'est la commune la plus vaste

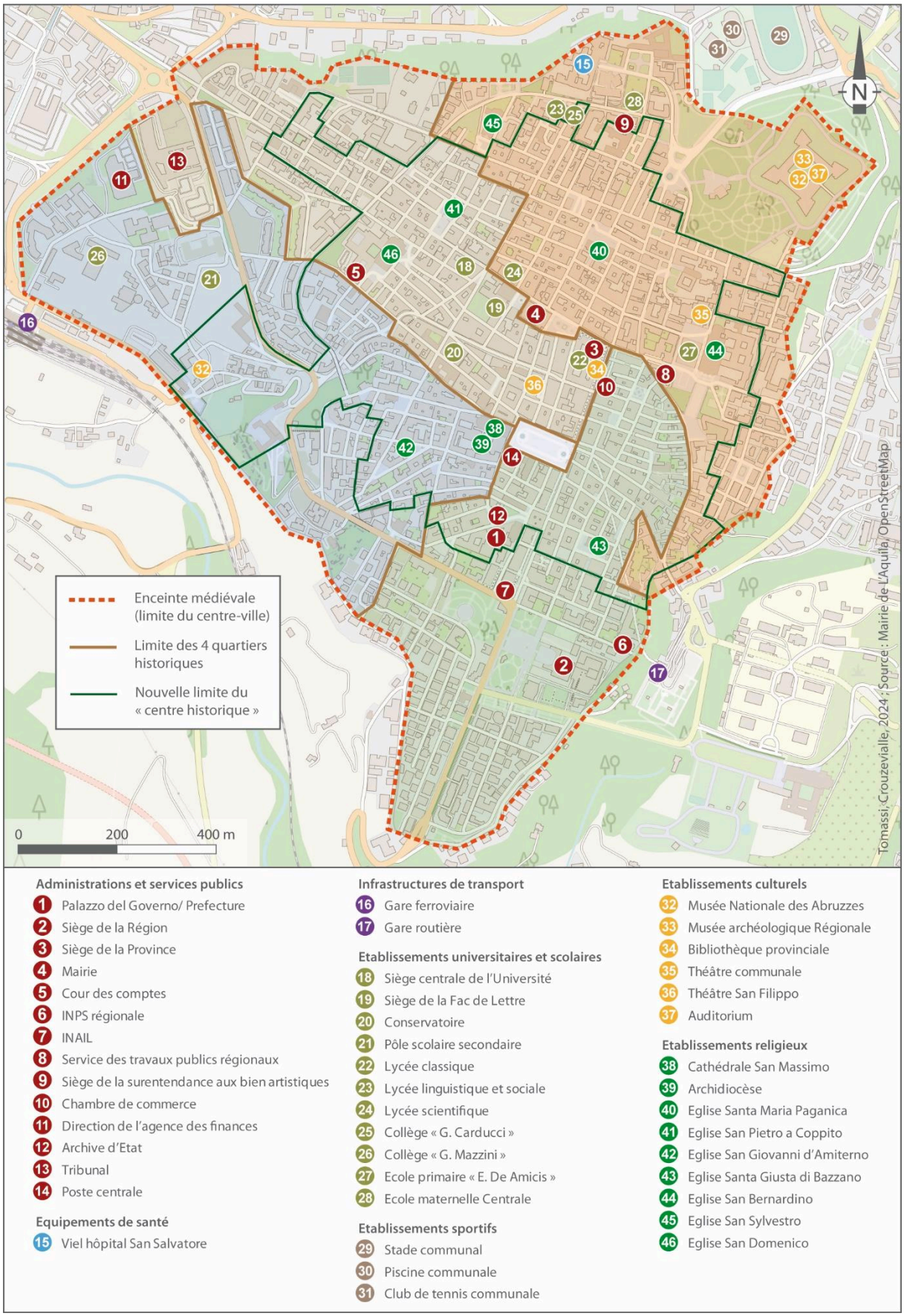
[29] La commune possède également une enclave dans la zone du Latium visible sur la carte de la région.
[30] Tous ces villages ont été touchés par le séisme de 2009.
[31] Depuis 2015, le territoire communal est divisé en conseils de participation, dispositif de gestion ultra-locale qui n'as pas été soutenu par la nouvelle administration. Le règlement communal :
https://trasparenza.comune.laquila.it/moduli/downloadFile.php
?file=oggetto_regolamenti/15851010311O__ORegolamento.pdf (Consulté le 4/12/2023)

de la Province. En 2001, le territoire communal comptait 67 hameaux (regroupés aujourd'hui en 35 villages), 15 centres urbains, 726 maisons isolées. La population résidant dans le centre urbain était de 43 575 habitants, alors que celle vivant dans les différents centres périphériques et dans les habitations isolées était de 25 928 (soit 36,7% de la population totale).

La ville regroupe les principales fonctions administratives régionales et provinciales éparpillées sur le territoire de l'agglomération. Elle abrite le siège du conseil régional et ses bureaux principaux et les organes décisionnels de la province. Elle réunit différentes autres fonctions du tertiaire public (mairie, tribunal, préfecture et autres services de l'État), les sites de l'Université de L'Aquila, des établissements scolaires de tout niveau, le Conservatoire, l'Académie des beaux-arts ou les sièges des associations des principaux acteurs sociaux au niveau départemental et régional (syndicats, associations patronales, etc.). Plusieurs équipements culturels et sportifs ainsi que des zones industrielles entourent le centre-ville ancien.



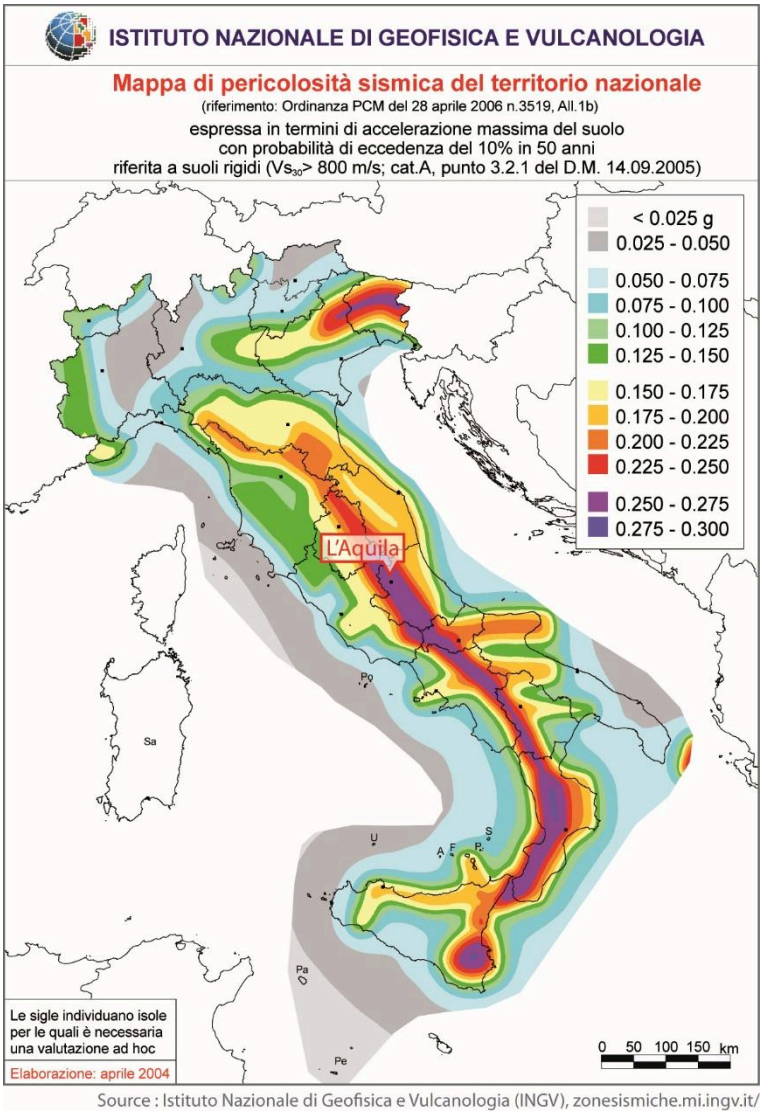
Carte 7 : Principales fonctions administratives, infrastructurelles, universitaires, culturelles, industrielles et militaires de l'agglomération de L'Aquila



Carte 8 : Principales fonctions administratives, infrastructurelles, universitaires, culturelles, industrielles et militaires du centre-ville de L'Aquila

À l'échelle du centre-ville se concentrent la quasi-totalité des activités commerciales, des bureaux et des services publics : mairie, théâtres, universités, Institut de mutuelle public etc. Mais elle est aussi le réceptacle d'un patrimoine de prestige tant au niveau privé que public avec des dizaines d'églises, couvents, le château espagnol et les vestiges bien conservés des murs de la ville mais aussi des *palazzi* nobles. Le centre est un espace urbain dense, avec des stratifications historiques, très fréquenté au quotidien et identitaire.

I.1.3. Territoire et séismes : un lien historique



Source : Istituto Nazionale di Geofisica e Vulcanologia (INGV), zonesismiche.mi.ingv.it/

Carte 9 : Niveaux de dangerosité sismique du territoire italien

Environ 67% du territoire italien se situe dans une zone sismique (Frigerio et al., 2018) et 75% du bâti n'a pas été construit selon des normes parasismiques modernes (Marino, 2015) introduites à partir de 1974 -75. Ces zones dangereuses s'étendent sur 29 500 km² et concernent plus de 6 600 municipalités (environ 82 %). Cette exposition est souvent aggravée par des négligences en matière de planification (Frigerio et al., 2018). Par ailleurs, sur la base de la carte des alea sismiques (Carte

9) établie par l'Institut national de géophysique et de volcanologie (INGV), 37,6 % des municipalités italiennes se situent dans les deux classes supérieures de risque sismique.

Le zonage des aléa sismiques initié à l'échelle nationale dans les années 1920 se peaufine surtout à partir du tremblement de terre de l'Irpinia le 23 novembre 1980. En 1998 la compétence pour l'assignation d'une zone sismique aux communes passe à l'échelon régional. À l'État reste la compétence de défendre les critères généraux de classification et les normes techniques de construction via le ministère des Travaux publics et des infrastructures. Le zonage prévoit une classification en quatre zones selon la probabilité d'occurrence d'un séisme plus ou moins fort[32]. Une importante mise à jour du zonage est effectuée en 2003 et à partir de ce moment toute l'Italie est incluse dans la zone 4 de risque sismique. Le nouveau décret, en plus d'une classification qualitative, attribue à chaque zone une « *valeur de l'action sismique* » (g) sur la base de l'accélération maximale de l'onde sismique sur le rocher, utile pour la conception des bâtiments (INGV, 2003).

Les Abruzzes sont la deuxième région italienne en superficie (10 763 km²) et la troisième en nombre d'habitants. Surtout, elle est la troisième par nombre de bâtiments situés en zone sismique[33]. Plus d'un tiers du territoire, qui concerne 246 311 habitants et 96 458 constructions résidentielles, se trouve dans la zone avec le taux le plus élevé de dangerosité sismique. 70% de ces bâtiments ont été érigés avant 1971[34], début de la classification sismique. Nonobstant sa forte sismicité, L'Aquila était classée en zone 2 en 1984 et y est restée même après la révision de la carte de risque en 2003. En Italie, les normes techniques de construction parasismique sont soumises à ce zonage qui classe la dangerosité générale du territoire et sont élaborées par le ministère des Travaux publics. Leur intégration et leur application dépendent de la région qui peut réceptionner la norme mais jamais légiférer pour la rendre opérationnelle, ce qui explique pourquoi, à L'Aquila, avant le séisme de 2009, on continuait à construire « comme si » il ne s'agissait pas d'une zone sismique de haut niveau et historiquement attestée.

L'Aquila est située dans une zone sismique bien connue depuis l'Antiquité. Selon le Catalogue paramétrique des tremblements de terre italiens (Stucchi et al., 2013 ; Stucchi et al., 2007), les preuves d'une activité sismique significative dans la région des Abruzzes sont attestées depuis le IIe siècle après J.-C. (Amato et Ciaccio, 2012 ; Ceccaroni et al., 2009).

Depuis 1300, L'Aquila et les villages alentour ont connu cinq tremblements de terre destructeurs (Amato et Ciaccio, 2012 ; Boschi et al., 1995) (Tableau 5), en plus de 15 autres mineurs, qui n'en ont pourtant pas modifié la forme ou la trame urbaine. La reconstruction s'est opérée grâce au réemploi de l'existant et dans le respect de la forme des espaces publics (Castellani, 2018).

[32] Les Zones 1, les plus dangereuses, sont celles où des tremblements de terre majeurs peuvent se produire ; les Zones 2 sont celles qui peuvent être affectées par des tremblements de terre assez forts ; les Zones 3 sont celles où de forts tremblements de terre sont moins probables ; les Zones 4 sont les moins dangereuses, la probabilité qu'un tremblement de terre s'y produise est très faible.

[33] Analyse CRESA à partir des données Istat de 2011.

[34] Les premières normes sismiques furent introduites suite au tremblement de terre du Frioul en 1976.

Tableau 5 : Les principaux tremblements de terre de L'Aquila depuis sa fondation

Année	Caractéristique du tremblement de terre
1315	Premier tremblement de terre rapporté dans les chroniques de la ville.
1349	Ce tremblement de terre a été très destructeur et on estime qu'il a eu une magnitude de 6,5 sur l'échelle de Richter. Il a produit des dégâts estimés à environ 10 sur l'échelle de Mercalli. Des pans entiers des murs de la ville ont été détruits et de nombreuses maisons et églises déjà fortement endommagées par le tremblement de terre précédent se sont effondrées. On dénombre 800 victimes sur une population de 10 000 habitants. La reconstruction fut longue et complexe, et de nombreuses personnes ont préféré abandonner la ville et retourner dans leurs villages d'origine. L'exode fut tel que Pietro Camponeschi, seigneur de L'Aquila, fit fermer et garder les brèches dans les murailles de la ville, car on craignait qu'elle ne soit soustraite au Royaume de Naples.
1461	La magnitude estimée était d'environ 6,4 et a produit des dégâts estimés à environ 10 sur l'échelle de Mercalli. Après le choc principal, les séquences d'événements sismiques se sont poursuivies pendant deux mois, avec quatre secousses très importantes.
1703	D'une magnitude de 6,8, le tremblement de terre de L'Aquila a été surnommé le « Grand tremblement de terre » en raison des graves ravages qu'il a causés dans le bassin de la ville. La première grande secousse destructrice s'est produite en janvier et une autre encore plus forte le 2 février, raison pour laquelle le tremblement de terre a également été appelé *Chandeleur*. On dénombre environ 2 500 victimes à L'Aquila, soit un tiers de la population de la ville. Le tremblement de terre a également fait des victimes dans les villes voisines et le bilan total s'élève à plus de 6 000 morts. C'est sans doute l'événement le plus catastrophique.
1915	Le tremblement de terre de Marsica, également connu sous le nom de tremblement de terre d'Avezzano, a été l'un des principaux tremblements de terre en Italie avec une intensité de 7. L'Aquila a été touchée et a subi d'importants dégâts mais peu de destructions notamment dû à la proximité avec l'épicentre du tremblement de terre dans la région de Fucino, à 35 km de la ville.
2009	Le récent tremblement de terre des Abruzzes de 2009 (Mw 6,3) est le troisième événement contemporain le plus grave jamais enregistré en Italie après Friuli 1976 (Mw 6,4) et Irpinia 1980 (Mw 6,9) ; c'est également le deuxième événement impliquant une ville de taille moyenne après le tremblement de terre et le tsunami de Reggio Calabria-Messina de 1908 (Mw 7,2). Le tremblement de terre des Abruzzes de 2009 peut être considéré comme exceptionnel en ce qui concerne son intensité de la magnitude et l'importance de sa composante verticale.

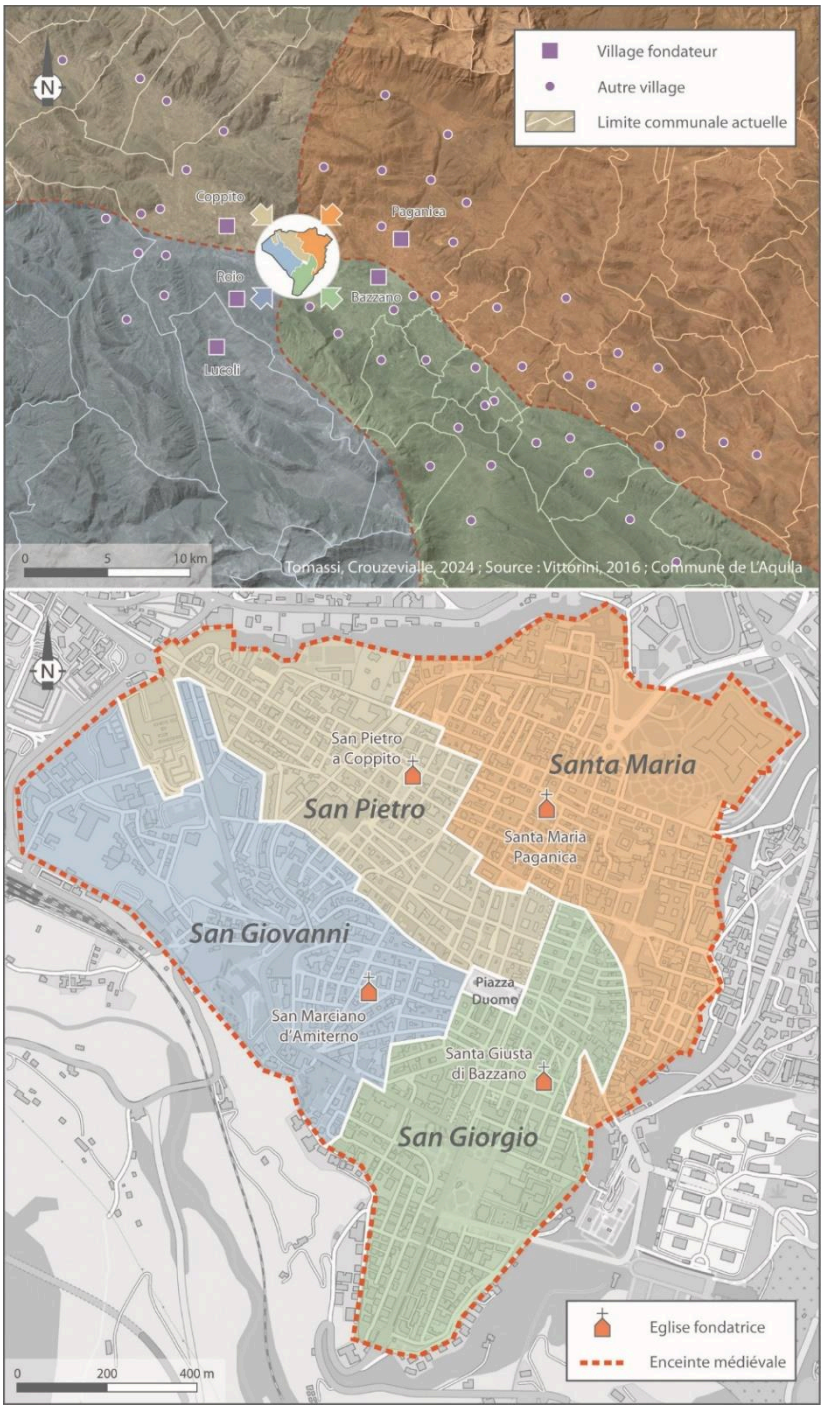
Sources : Galadini et Galli, 2000 ; Stucchi et al., 2007 ; Amato et al., 2011 ; Rovida et al., 2017

I.2. Une ville historique prise entre patrimonialisation et développement

L'Aquila a été fondée par synœcisme en 1254 (Feller, 2020), à proximité des centres historiques romains d'Amiternum et de Forcona, lorsque les habitants des *castra*, les châteaux environnants, se sont regroupés en *comitatus* ou communautés d'intérêt et ont fondé la ville. Elle s'est organisée en *quarti* (quartiers), autour de la Piazza Duomo, la place du marché. Elle a profité de l'abondance de l'eau des innombrables sources de la ville (Colapietra, 1987, p. 2).

Le « privilège » de construire la ville[35] a été alloué aux *comitatus* par l'empereur en raison de sa position stratégique aux frontières entre le Royaume des Deux-Siciles et l'État pontifical (Clementi, 1998 ; Colapietra, 1987), afin de se protéger et de contrôler cette zone de marché.

I.2.1. Une relation centre-périphérie fondatrice



Carte 10 : Les territoires et les quatre quartiers de fondation de L'Aquila

[35] *Privilegium ad construenda Aquila* (Colapietra, 1960, p. 4)

Comme expliqué par Feller, « *L'Aquila est divisée en quartiers et chacun d'entre eux est lui-même divisé en* localia *qui constituent la projection dans la ville de l'un des castra fondateurs. Il n'y a pas de solution de continuité entre la cité et son contado ; L'Aquila est formée à la fois de son* universitas*, des hommes qui la peuplent et y font communauté et de la réunion des* localia*, qui sont à la fois une partie de la ville et une partie du territoire. Les* localia *sont, en effet, des subdivisions territoriales de l'agglomération et servent aussi à désigner les terroirs dont sont issus les habitants désormais urbanisés.* » (Feller, 2020).

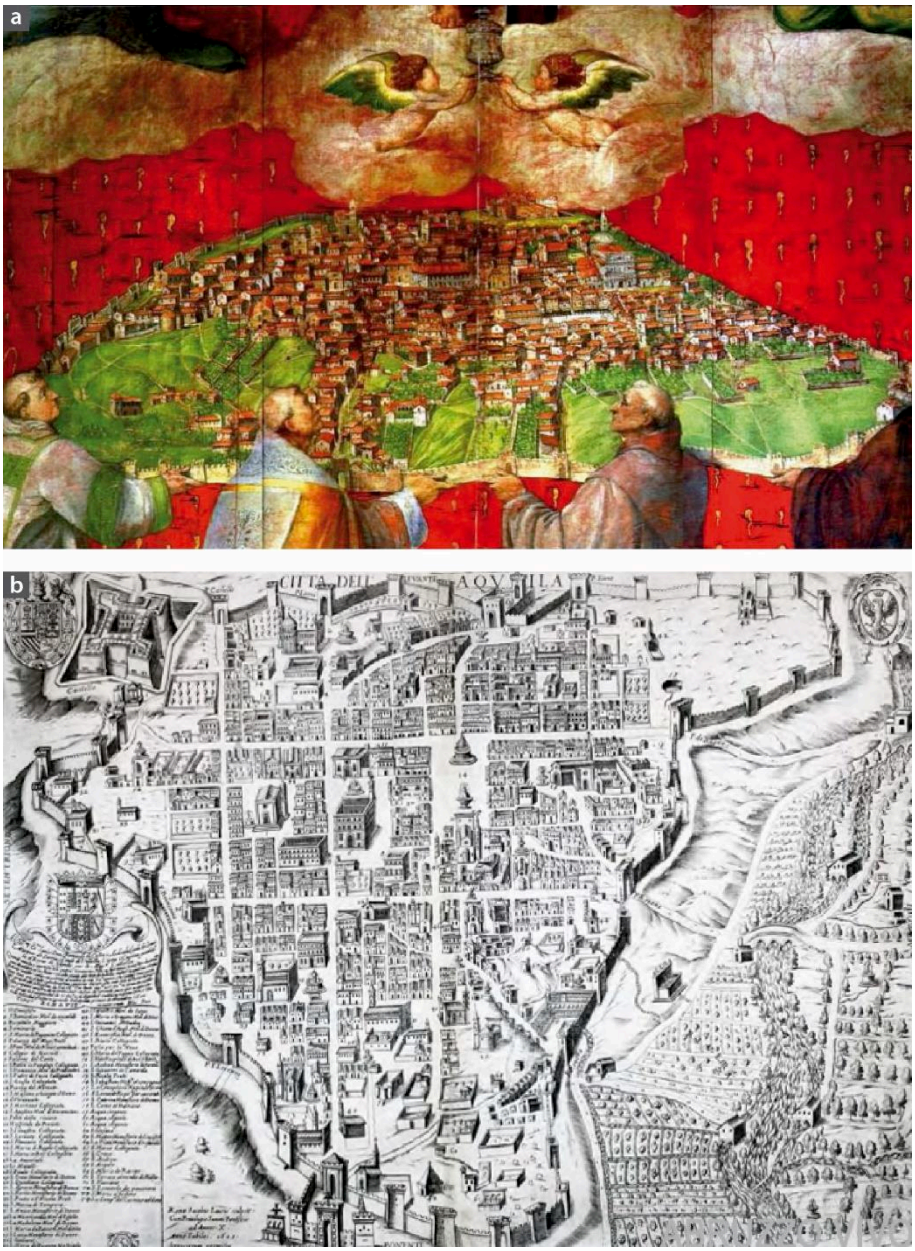


Figure 2 : L'Aquila au XVI^e^ siècle
a : Détail de la bannière de L'Aquila (J. Cardone, 1579) ; **b** : Plan de 1575 (Girolamo Pico Fonticulano)

Chaque quartier a conservé, jusqu'au début du XVI^e^ siècle, des relations très étroites avec sa zone territoriale d'origine. Les relations entre les habitants *intra-muros* et *extra-muros* étaient marquées par

une correspondance territoriale et une réciprocité d'usages : les premiers conservaient les usages civiques des terres environnantes, les seconds disposaient de locaux et d'espaces commerciaux à l'intérieur de la ville, en particulier le marché de la Piazza Duomo. Cette première configuration définissait L'Aquila comme « *ville-territoire* » (Redi, 2007, p. 185), « *système multicentrique polarisé* » (Trasi et al., 2011) ou système « *polycentrique* » (Zullo, 2017 ; Bruno, 2011), depuis sa fondation (Colapietra et al., 2010).

Le plan urbain consistait en une grille rectangulaire, modèle courant pendant la période angevine (du XII^e^ au XIV^e^ siècle). La ville pouvait accueillir environ 9 000 habitants. Les citoyens aquilanais qui se sont lancés dans la construction de la ville au XII^e^ siècle ont accordé une grande importance à la qualité esthétique, comme rapporté dans la *Cronica* (chronique) rédigée par Buccio da Ranallo au XIV^e^ siècle : « *ils ont tous crié en même temps la ville que nous rendons belle que rien dans le royaume ne peut lui être comparé* »[36].

L'Aquila, située dans une position barycentrique, jouait le rôle d'une ville-territoire et, malgré sa dimension réduite, avait un caractère fortement urbain avec une fonction de réception, stockage et de commercialisation des produits de la campagne, notamment issus de l'élevage ovin et de la culture du safran. Ce lien entre la ville historique et son contexte territorial a produit ses meilleurs effets entre le XIII^e^ et le XV^e^ siècle. Sous des formes différentes, il a perduré jusqu'au début du XX^e^ siècle, lorsque la crise de la production primaire a entraîné l'effondrement démographique des villages environnants.

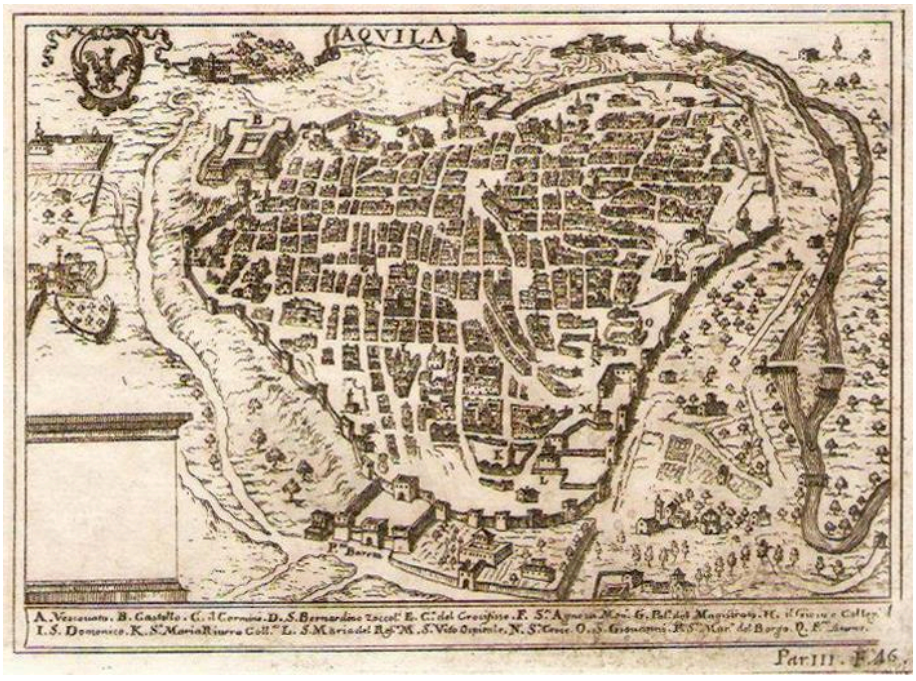


Figure 3 : Plan de L'Aquila avant le tremblement de terre de 1703
(Giovan Battista Pacichelli, 1703)

[36] Buccio di Ranallo, *Cronica*, éd. C. De Matteis, Florence, 2008.

La « fondation inversée » de L'Aquila a instauré une relation forte entre la *civitas* et les territoires alentour. Celle-ci évolue vers une relation plus classique de type centre-périphérie et L'Aquila se démarque ensuite de son territoire par des politiques urbaines hypercentralisées.

I.2.2. Mutations urbaines, économiques et sociales de l'époque moderne jusqu'au début des années 2000 : étalement, dispersion, érosion… et abandon du centre-ville.

À la fin du XVII^e^ siècle, la ville ne compte plus que 6 000 habitants environ, avec une noblesse vivant des rentes de ses fiefs ruraux et une classe de petits marchands et artisans. La zone bâtie se compose toujours de la maille angevine, qui reste incomplète, mais s'est développée également autour de ses murs où se sont implantés plusieurs couvents.

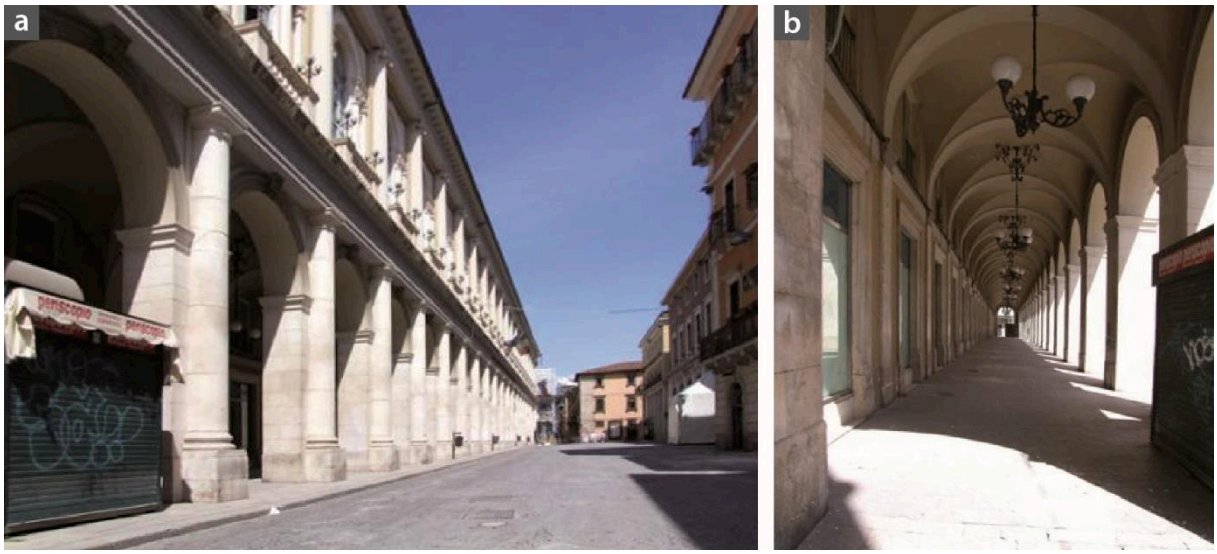
Dès la fin du XIX^e^ siècle, alors que toutes les autres communes de la vallée entrent dans une phase de déclin, L'Aquila renforce sa position. Des interventions publiques du nouvel État sont menées à la suite de l'unification de l'Italie de 1861. Elles concernent principalement la zone située à l'intérieur des murs et visent à revitaliser le rôle administratif et culturel de la ville.

I.2.2.1. La période fasciste : une première déterritorialisation violente

Alors que les transformations de la ville à la fin du XIX^e^ siècle se sont faites de manière désordonnée, une première tentative de les formaliser et de les diriger sont inscrites dans le « Plan directeur d'expansion de la ville de L'Aquila » de 1917, réalisé par Giulio Tian[37] (Perrotti et Ciccozzi, 2018 ; Fontana, 2016, p. 32). Ce plan montre une idée de ville promue par la société bourgeoise du début du siècle dernier. Le fonctionnalisme exprimé par ce premier plan, jamais adopté par la commune de L'Aquila mais pourtant suivi pour partie dix ans après, est porteur des imaginaires et valeurs de la modernisation qui font suite à la Première Guerre mondiale et au tremblement de terre d'Avezzano (1915) qui toucha également le chef-lieu de région. Les « *mécanismes spéculatifs, dégénératifs et perturbateurs du tissu historique, mis en œuvre avec l'éviscération* » (Ciccozzi et Perrotti, 2018) de la période fasciste, apparaissent au premier plan comme une première déterritorialisation. Ce plan est avant tout le reflet des aspirations de la bourgeoisie locale. Elles s'incarnent notamment au travers d'un projet d'expansion de l'habitat aux limites de Porta Napoli dans le secteur Sud (Spagnesi, 2009, p. 140) et la transformation des jardins vivriers de la ville en jardins d'agrément. La bourgeoisie manufacturière naissante est inspirée par les valeurs hygiénistes (Ruscitti, 2006) et l'esthétique des nouvelles villes industrielles anglaises de type cité-jardin, éloignée de celle d'une ville dense avec une grande contiguïté entre bâti et espace public (Stokel, 1981, p. 293). Des nouveaux thèmes architecturaux apparaissent : le boulevard boisé, le jardin public ou la villa avec jardin privé.

[37] Le plan Tian, d'un formalisme graphique très rigide, limité à 26 hectares à l'intérieur des murs de la ville et basé sur l'instrument de lo sventramento (éventrement), prévoyait la construction d'un périphérique autour des murs, la pénétration dans l'axe de la Via Sallustio et la régularisation de certains espaces urbains.

Aux nouvelles exigences de la bourgeoisie se juxtaposent des exigences antisismiques avec de grandes avenues rectilignes et des maisons isolées de deux étages qui répondent à la nécessité de sécurité les bâtiments. Malgré toutes ces transformations, qui sont bel et bien des conséquences du séisme de 1915, « *nous avons donc une idée de ville construite par adjonction de parties finies, en continuité physique avec le bâti historique et à l'intérieur du périmètre des murs médiévaux* » (Andreassi, 2020, p. 32), une ville qui montre une nouvelle image par le pouvoir de l'architecture de *propaganda* (Cimadomo et Lecardane, 2014), en particulier là où on développe la linéarité du Corso Vittorio Emanuele, en remplaçant les constructions historiques par des bâtiments avec une fonction publique supérieure.



Photographies 9 : Une portion du Corso Vittorio Emanuele II (**a**) et des Portici (**b**)
(Ceccarelli, 1993)

La rhétorique fasciste force la fabrique d'un espace urbain plus « moderne » par des opérations d'aménagement violentes comme l'éventrement (*sventramento*) de la via Sallustio dans le quartier de San Giovanni (que j'évoquerai plus en détail dans le paragraphe I.4.2) pour la construction de logements sociaux ou par l'introduction forcée de fonctions nouvelles, comme celle du tourisme et du sport, étrangères à l'histoire et aux besoins locaux émergents. Ainsi, le centre-ville de L'Aquila se dissocie de plus en plus de son territoire tant au niveau de sa représentation qu'au niveau géographique.

Le projet du fasciste Adelchi Serena, *podestà* de L'Aquila entre 1926 et 1934, de construire la « Grande Aquila »[38] prend d'abord la forme d'une réforme administrative et d'une réorganisation territoriale, avec pour objectif de justifier un investissement sur les services de rang plus élevé (Cavalli, 2003) neuf petites municipalités historiques sont incorporées dans la municipalité de L'Aquila afin d'augmenter le nombre d'habitants sur un territoire atteignant 472 km². Le

[38] Jusqu'à cette époque, la ville s'appelait simplement Aquila, un nom d'origine italique lié à la présence massive d'eau et de sources dans cette région karstique. C'est Mussolini qui a introduit l'article "l" pour rapprocher le nom de la ville de celui du rapace qui symbolisait son pouvoir.

programme de développement économique de Serena prévoyait aussi la reconversion productive vers l'industrialisation par l'aménagement de zones industrielles, la valorisation touristique avec la construction en 1934 de l'hôtel Amerigo de Savoie Duc d'Aoste et l'aménagement de pistes de ski. Du point de vue de l'aménagement, cette administration donnera lieu à :

- Une réorganisation du système directionnel et administratif le long de l'axe du Corso ;
- La construction de logements pour les classes tertiaires proches du régime dans le centre comme les zones urbaines de Fontesecco (quartier de San Giovanni) et de Santa Maria di Farfa ;
- L'expulsion des classes populaires du centre et leur relocalisation dans le quartier de l'Eritrea (aujourd'hui Valle Pretara).

La morphologie de L'Aquila a ainsi été profondément transformée par le régime fasciste. La profondeur et la consistance de cette transformation[39] ne sont pas l'objet de ce travail de recherche mais il est important de souligner la violence de ces interventions exprimée par le terme *sventramento* utilisé pour ces opérations de rénovation urbaine. On peut donc les considérer comme une première déterritorialisation caractérisée par la dépossession des habitants de l'évolution de leur territoire. Les équipements publics placés en dehors des murs ont eu comme effets la création « *d'avant-postes d'implantation* » (Andreassi, 2020, p. 33) qui ont permis un premier éclatement urbain de la ville et sa future dispersion.

Cette période marque le début de la dispersion territoriale et de sa conséquente « *vulnérabilité spatiale*» (Del Pinto, 2022) dont les effets sur la consommation de sol vont se prolonger et s'amplifier dans la période d'après-guerre avec une augmentation des spéculations immobilières et une grande confusion dans la planification et la gouvernance urbaine.

[39] Pour une compréhension de l'étendue et de la « violence » de la modernisation urbanistique et architecturale de L'Aquila pendant le Ventennio, nous renvoyons, entre autres, à : Fontana C., « La ricostruzione dell'Aquila dopo il terremoto del 2009 : condizioni iniziali, strategia, esiti formali e spaziali », thèse de doctorat, 2017 (https://iris.gssi.it/handle/20.500.12571/9680) ; Maiezza P., *Aquila moderna. Progetti e interventi nella prima metà del XX secolo*, Pubblica, Alghero, 2020 ; Ingold A., *Négocier la ville. Projet urbain, société et fascisme à Milan*, École française de Rome., 2003.



Photographies 10 : Quelques exemples de bâtiment d'époque fasciste
a : Palazzo della Posta, Piazza Duomo ; **b** : église du Christo Re, viale della Villa Comunale ; **c** : siège de l'Istituto Nazionale Fascista per la Previdenza Sociale, corso Federico II ; **d** : entrée du Stade, viale Gran Sasso ; e : Casa della Giovine Italia, viale della Villa Comunale ; **f** : Casa Balilla, Villa Comunale (ANSA[40])

[40] *Agenzia Nazionae Stampa Associata*

I.2.2.2. Deuxième phase de déterritorialisation par l'absence de planification et la financiarisation foncière

Entre la fin des années 1940 et les années 1950, la construction des quartiers suburbains commence lentement, favorisée par l'utilisation fréquente de procédures de planification exceptionnelles comme les *varianti*[41], (révisions simplifiées) ou des *Piani Particolareggiati* (Plans particuliers) qui répondaient aux besoins et aux intérêts des industriels sur la ville en pleine transformation.

En 1956, la zone urbanisée de L'Aquila s'étendait sur 420 ha, dont environ 120 hectares à l'intérieur des murs de la ville et le reste réparti entre les centres historiques des hameaux et une zone suburbaine encore très limitée. Jusqu'aux années 1950, l'aspect de la ville n'a donc pas subi de changements majeurs par rapport au tracé médiéval d'origine, avec des densités d'urbanisation et de construction très faibles d'environ 77 m²/hab. de bâti, bien inférieure à la moyenne de l'Italie centrale de l'époque (plus de 100 m²/hab.).

L'Aquila, qui n'a pas subi de destructions importantes causées par les bombardements le long de la ligne Gustav (hormis la fabrique de monnaie d'État) et qui n'est pas soumise immédiatement aux pressions de la transformation industrielle du « boom économique » des années 1960, connaît pourtant un nombre important d'aménagements à cette époque. Ceux-ci donnent davantage de poids aux zones récemment construites hors les murs (Frisch, 2009).

Malgré l'approbation du PRG (*Piano Regolatore Generale*)[42] de Piccinato (Tableau 6), cette expansion a suivi la logique de la rente maximale et de la croissance sous forme de spéculation typique de toute l'Italie d'après-guerre (Clementi et Piroddi, 1986).

Dans les années 1960 « *l'invasion* » (Ciccozzi et Perrotti, 2018) de la plaine inondable de la rivière de l'Aterno a commencé avec la construction de l'autoroute A24 et de l'Hôpital régional. Cette autoroute, la seule permettant de traverser l'Italie dans le sens Est-Ouest est l'une des plus hautes et des plus chères d'Italie. Elle qui permet de rejoindre Rome en seulement une heure est une infrastructure qui joue un rôle fondamental dans les politiques de développement stratégiques de la ville.

Le choix de situer la jonction des deux branches de l'autoroute à Torano et de construire le tunnel du Gran Sasso, avec un passage au nord-ouest de la ville, ne résout pas le problème de sa traversée urbaine. Au contraire, il a provoqué une fracture avec les zones les plus rurales situées au-delà. La construction du tunnel a ensuite permis la construction des laboratoires souterrains de physique nucléaire et d'astroparticules de l'Istituto Nazionale di Fisica Nucleare (INFN) en 1985[43]. Le secteur

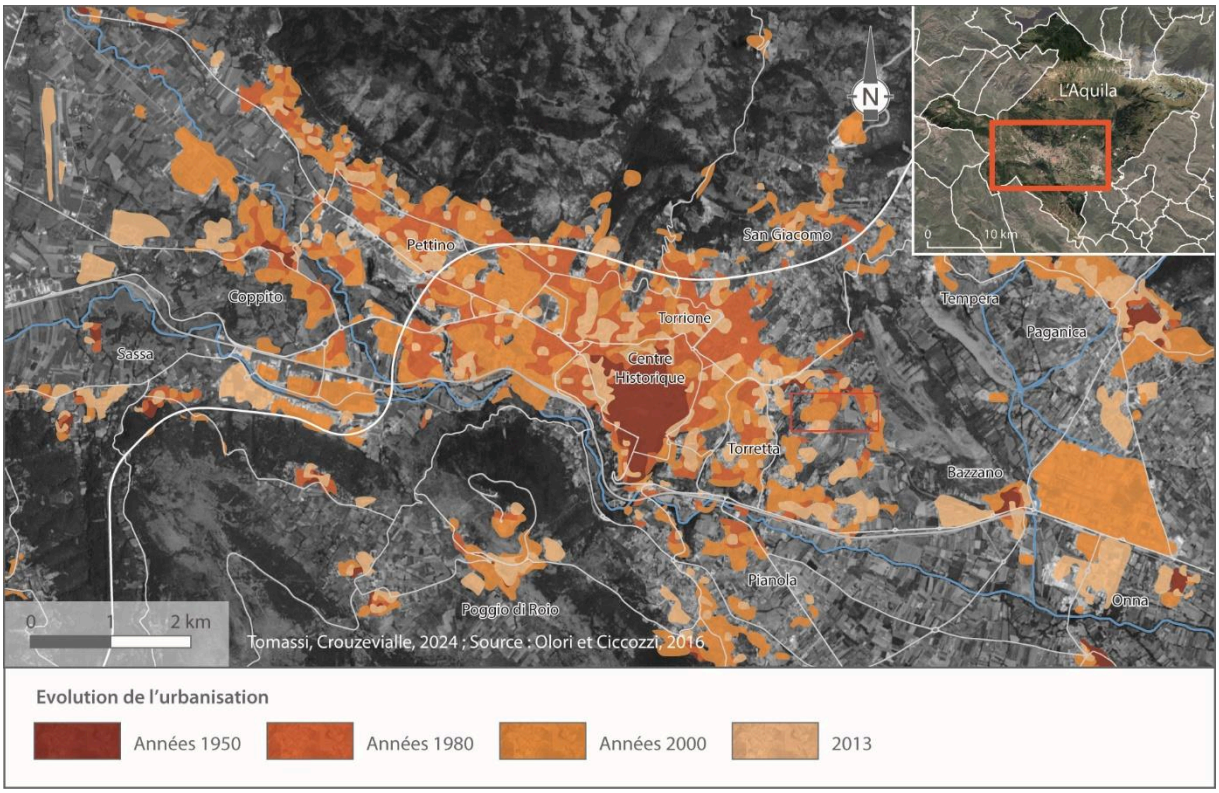
[41] Les « variations » au plan, *varianti al piano*, sont un instrument de planification communale qui sert de contournement aux obligations et exigences de planification ordinaire. Son usage est souvent justifié par l'excès de bureaucratisation et de normativité que la planification a connu face aux thématiques urbaines contemporaines : les risques, l'énergie, la conservation du patrimoine, la soutenabilité, parmi d'autres.

[42] Le PRG est l'équivalent du PLU en France.

[43] https://www.lngs.infn.it/it/descrizione-generale

des hautes technologies a connu un certain développement jusqu'au début des années 2000, puis a connu un déclin, laissant tout de même un héritage pour des futurs développements.

La construction de l'Hôpital régional en 1962 dans la plaine alluviale de l'Aterno est un autre exemple d'infrastructure majeure construite à cette époque. Le projet se présente avec un tracé horizontal sans immeubles de plus de trois étages et n'est pas directement relié au réseau routier principal. La construction de cette structure a entraîné la dévastation de la zone du Lago di Vetoio. Autour de l'hôpital, ont été construits les lotissements spéculatifs de Lenze di Coppito, la caserne de la Guardia di Finanza et le projet jamais abouti du tramway dont restent les rails dans toute la ville et le hangar de stockage.



Carte 11 : Évolution de la consommation du sol de l'agglomération de L'Aquila des années 1950 à 2013

L'élément le plus marquant lié à ces aménagements est sans doute l'écart entre les prévisions démographiques des planificateurs et la réalité. La population n'a pas doublé comme prévu. Elle est restée stable pendant cette phase d'étalement urbain, jusqu'aux années 1970. Cela a provoqué un effet de rente marginal. La décision publique de déplacer les limites de la zone bâtie a augmenté la valeur des terres voisines en les retirant de l'usage agricole. L'impact a été considérable, avec la mutation des typologies de valorisation des revenus fonciers face à un marché immobilier florissant. Comme l'explique Tocci, s'est mis en place un mécanisme de financiarisation du sol qui ne s'est pas arrêté avec le tremblement de terre : « *La finance est entrée dans le processus sous la forme simple et somme toute subordonnée du crédit bancaire, qui a permis au constructeur de supporter les coûts de construction et de*

percevoir ensuite, lors de la vente des bâtiments, un revenu bien supérieur à un bénéfice industriel ordinaire » (Tocci, 2010, p. 2).

Les acteurs impliqués dans le processus ont été peu nombreux et bien définis : les hommes politiques et les constructeurs ont pris des décisions conjointement tandis que les techniciens ont joué un rôle de « *servant* » (*Ibid.*, p. 3) mais aussi, dans certains cas, de conscience critique du processus. Les différentes tentatives de planifications successives de ces processus spéculatifs comptent peu d'expériences positives, tandis que la logique du petit propriétaire s'impose.

I.2.2.3. Troisième phase de déterritorialisation : développement économique, industrialisation et rente locative (1970-2000)

Le modèle de développement économique régional fondé sur l'industrialisation[44] s'est imposé tardivement dans la zone de L'Aquila. Il a entraîné une certaine inertie de la morphologie urbaine, en conservant la tripartition historique centre/périphérie/*frazioni*[45] (Andreassi, 2020, p. 34).

Tableau 6 : Les principaux plans d'urbanisme de L'Aquila du début du XX^e^ siècle

Plan d'urbanisme	**Année / Période**	**Résultats**
Plan Tian	1917	*Sventramenti* et réorganisation du système urbain
Plan Valentini	1952	Construction des quartiers Torrione et Valle Pretara (anciennement quartier Eritrea)
Plan Vittorini	1952	Construction de Via Strinella
Plan Piccinato	1954, révisé en 1958	Zonage des nouvelles zones industrielles
Plan réglementation territoriale	1971	Zonage industriel
Plan TEA	1975	PGR, plan local d'urbanisme encore en vigueur
DM 1444/68	1984	Réduction des contraintes du plan pour l'expropriation à des fins publiques
« Variation » 90	1990	Révision simplifiée qui accorde encore plus de place aux initiatives économiques privées
Environ 50 révisions simplifiées au PRG	1985 à 2013	41 adoptées et publiées, 9 seulement adoptées

[44] Pour une histoire détaillée de l'industrialisation de la ville de L'Aquila : Lolli R., « Le fabbriche della città: esperienze e limiti dell'industrializzazione a L'Aquila », *L'Aquila oltre i terremoti. Costruzioni e ricostruzioni della città, Città & storia*, VI, 1, p. 83-110 ; Andreassi F., *La ricostruzione dell'Aquila. Dal modello ai progetti*, FrancoAngeli, 2020, p. 34-36.
[45] Les *frazioni* (fractions) sont des centres urbains qui, avant la loi de 1927, étaient des communes. Est souvent synonyme de village.

Entre 1971 et 1975, le *Piano Regolatore Generale*[46] (PGR) a été élaboré par le groupe d'urbanistes connus sous le nom de TEA[47]. Il est toujours en vigueur.

Le tableau 6, qui s'arrête aux plans précédant le séisme, permet de baliser une histoire de planification locale complexe dont la fragmentation témoigne des ajustements des négociations, des nouvelles valeurs et, plus généralement, de l'essor des questions de rente foncière qui vont marquer l'usage du territoire. La planification moderne et ses outils de distanciation du territoire donnent à voir aux décideurs une surface « isomorphe » à aménager au gré des exigences du marché.

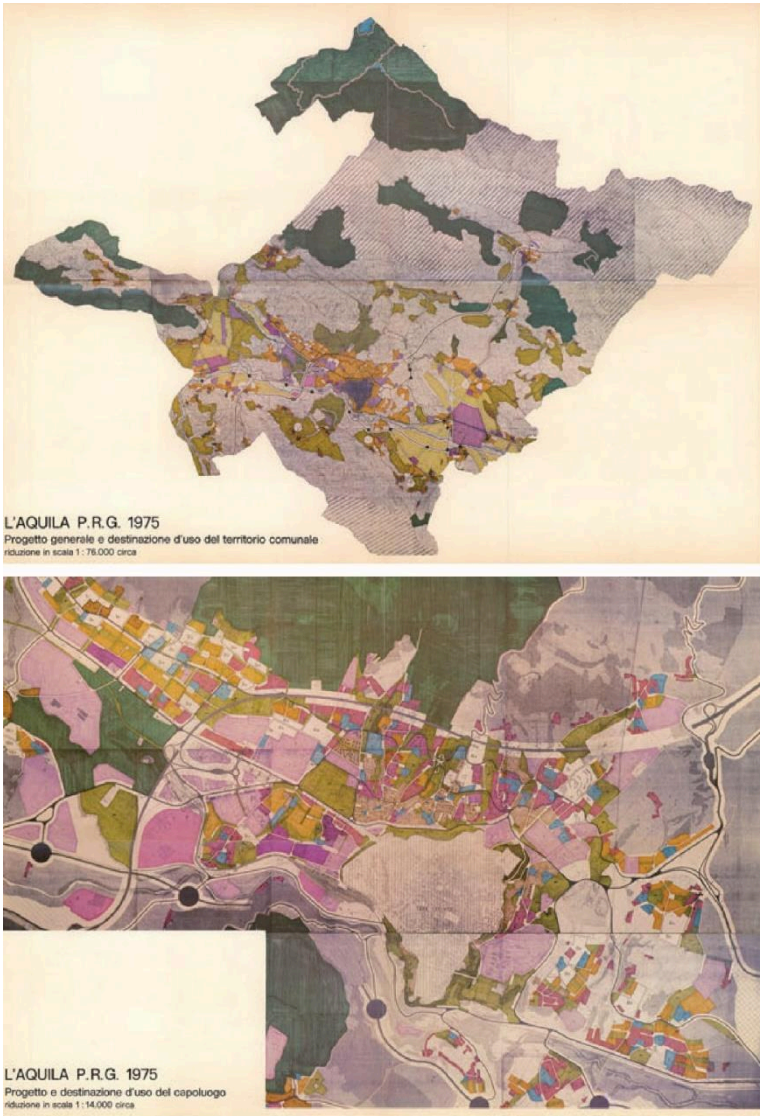


Figure 4 : Extraits du Plan régulateur général de 1975 de L'Aquila
En rose les zones destinées aux logements, en violet foncé celles destinées aux zones industrielles

[46] Plan Général de Réglementation, équivalent du PLU en France.
[47] TEA est le nom du groupe d'urbanistes qui ont rédigé le PGR (A. Tosi, G. Cocioni, F. degli Esposti et C. Porrino).

Fortement inspiré par la matrice d'urbanisme réformiste émilienne[48], le plan TEA de 1975 est une tentative de rationalisation de la croissance urbaine. Relu quarante ans plus tard, il montre surtout les limites d'une approche à la planification fondée exclusivement sur la culture du développement économique et le modèle de la métropole.

Dans un contexte d'industrialisation et de déplacement des paysans-ouvriers vers la ville, le secteur de la construction devient moteur et influence fortement la classe politique (Andreassi, 2015 ; Andreassi et Properzi, 2014), le groupe TEA a peu pris en compte les risques sismiques de la région, prévoyant même une partie de l'expansion au pied du Monte Pettino, sur l'une des failles locales les plus actives. Dans les premières années d'application du PRG, les surfaces urbanisées sont alors passées de 700 à 4 200 hectares pour le résidentiel, auxquels il faut ajouter 750 hectares prévus pour les activités productives et 820 hectares d'espaces verts. Le plan estimait une croissance démographique qui pouvait atteindre 160 000 futurs habitants mais qui a, en réalité, atteint seulement 30% des prévisions (en 1961 il y avait 56 059 habitants et en 2011 72 511). La consommation de sol est estimée en 2004 à 450 m²/ habitant (Andressi, 2012, p. 96). Ainsi, « *en 24 ans, de 1956 à 1980, le sol a changé d'état, en s'urbanisant, à un rythme moyen de plus de 900 mètres carrés par jour, dont plus de 20 % ont été physiquement construits.* » (Fontana, 2018, p. 36).

Tableau 7 : La consommation de sol des années 1950 à aujourd'hui

Période de référence	**Résidents**	**Consommation de sol (km²)**	**Consommation de sol (%)**	**Surface par habitant (m²)**	**Consommation de sol entre 700 et 1000 m (%)**
Années 1950	54 633	3,894	0,82	72	1,93
Année 1980	63 678	11,872	2,5	186	8,9
2001	68 503	26,604	5,6	388	13,22
2008	72 988	29,024	6,1	397	14,43
2013	70 967	32,975	6,9	464	16,4

Source : Bernardino et al., 2015, p. 8

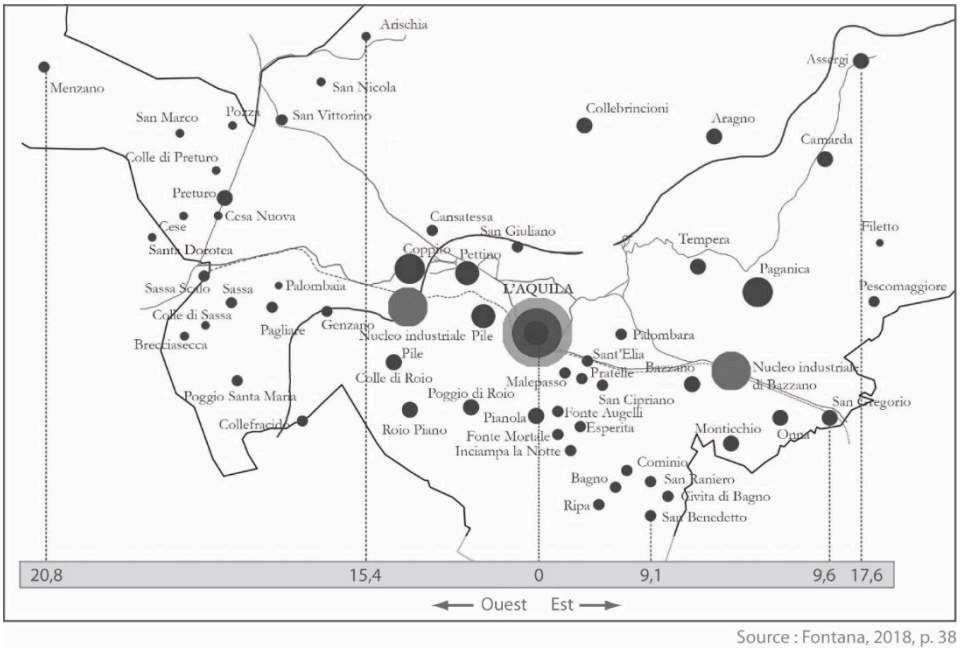
La plupart des chercheurs en géographie et urbanisme qui ont étudié l'histoire de la ville de L'Aquila (Fontana, 2018 ; Perrotti, 2016 ; Andreassi 2012 et 2020) s'accordent sur le fait que cette période a marqué la fin du modèle de la ville-territoire polycentrique avec une forte interdépendance entre le centre et les villages satellites. La fragmentation du territoire a été décrite grâce à l'image du *sprinkling*[49] ou mitage urbain (Zullo, 2017 ; Romano et al., 2015). Celui-ci engendre des formes

[48]. C'est à cette approche de la planification que l'on doit aussi la naissance d'une orientation écologique qui a permis de créer plusieurs réserves naturelles à proximité de la ville, en particulier le Parc national du Gran Sasso.

[49] Selon le dictionnaire Merriam-Webster, le terme *sprawl* se traduit par « *l'étalement de projets urbains (tels que des maisons et des centres commerciaux) sur des terrains non aménagés à proximité d'une ville* », tandis que le terme *sprinkling* exprime « *une petite quantité tombant en gouttes ou en particules éparses* ».

urbaines caractéristiques du désancrage territorial. On y constate la marchandisation et la privatisation des communs et la transformation de l'habitant/citoyen en client de service n'ayant plus les savoirs pour interpréter puis intervenir sur le territoire. Cette déterritorialisation ne garantit plus la reproduction spatiale et engendre une perte « perte de lieu » dont je suis en train de décrire le processus en ce qui concerne la ville de L'Aquila :

- Le « Système à plaques » : plates-formes productives autour desquelles s'étalent les zones résidentielles du PEEP (*Piano di Edilizia Popolare e Pubblica*[50]) prévue par le PRG de 1973 (par exemple les zones industrielles de Pile ou de Bazzano) ;
- Le « Système linéaire » : rues passantes à but commercial de la moyenne et grande distribution comme le long de la route nationale 17 à l'est et à l'ouest du centre-ville (par exemple, Sassa scalo ou Paganica scalo). Elles créent des paysages discontinus entre bâti et terres agricoles où l'espace public n'a plus qu'un rôle résiduel ;
- Le « Systèmes épars » : installations disséminées sur le territoire, plutôt développées pendant les années 1980. Elles ont une nature hybride entre l'urbain, par leurs caractéristiques architecturales, et l'agricole, par leurs emplacements isolés et leurs usages. Elles accueillent des constructions mono ou bi-familiales, et se structurent plus rarement en pavillons ;
- Le « Systèmes agrégats » qui sont de nouvelles conurbations qui, parfois, ont la forme de hameaux non insérés dans le tissu de la planification.[51]



Source : Fontana, 2018, p. 38

Figure 5 : La dispersion du système urbain de L'Aquila

[50] PEEP, *Piano di Edilizia Popolare e Pubblica* : plan de bâti populaire et public qui correspond aux HLM en France. Il peut être à l'initiative communale ou régionale et, dans ce cas, sont gérés par l'ATER (*Azienda territoriale edilizia residenziale*).

[51] Pour un approfondissement de ces aspects, voir la thèse de C. Fontana, 2018.

La figure ci-dessus met en évidence la distance des 67 « centres mineurs » par rapport au centre historique et la structure dispersée de l'habitat de L'Aquila.

Au cours des années 1970 et au début des années 1980, les dispositifs en faveur du logement public et les actions privées subventionnées n'ont réussi qu'à couvrir 40 % de la demande de logement. La contribution publique s'élevait alors à 25 milliards de lires (Properzi (ed.) 2010).

Après une courte période d'industrialisation, la ville de L'Aquila connaît une période de stagnation économique dès la fin des années 1980. Les plans successifs ont vidé le centre-ville rendu de moins en moins attractif pour ses habitants, le laissant ainsi disponible à une nouvelle forme d'accumulation par la rente immobilière provenant de la location aux étudiants inscrits à l'université de la ville.

I.2.3. L'Aquila : métropole inachevée

L'Aquila est finalement une « *métropole qui n'est jamais née* », selon l'expression de Ciccozzi et Perrotti (2018). Zullo (2017) dénonce de son côté les effets d'une faible planification lors du passage entre le polycentrisme historique et la dispersion typique de l'Italie d'après-guerre. Berdini définit L'Aquila comme étant une ville « *ratée* » ou une « *ville malheureuse du néolibéralisme urbain* » (Berdini, 2014, p. 41) qui « *montre toutes les limites d'une approche fondée sur la culture du développement et le modèle forme-métropole* » (Ciccozzi, 2019). La volonté historiquement déterminée de croissance économique, qui s'applique de manière identique partout en Italie et plus généralement en Europe, marque ses limites, notamment, quant au développement industriel dans un territoire de montagne isolé des grands axes de communication, comme celui de L'Aquila. Sous la pression d'un urbanisme « *progressiste* », au travers des règles de la « *modernisation du territoire* », c'est-à-dire de son adaptation fonctionnelle au cycle productif et reproductif du capital, certains quartiers ont été « *éventrés* » à nouveau et transformés en sites monofonctionnels (*Ibid.*, p. 131). Le modèle dominant de la « *ville-usine* » (Magnaghi, 1970) s'est ainsi imposé partout, alors que la « *conscience du lieu* » aurait, dans de nombreux cas, nécessité des interventions différentes.

Cette histoire urbaine de L'Aquila, sous l'action combinée du « *plan et du marché* » (Becattini, 2015, p. 88), l'un voué à réguler ce que l'autre voudrait faire disparaître (*Ibid.*, p. 129) montre comment le facteur de « *l'anthropisation* » (Frigerio et al., 2016) du territoire, c'est-à-dire l'*urbanizzazione* (Oliver-Smith et al. 2016, p. 29-30), est un facteur de « *vulnérabilité spatiale* » (Del Pinto, 2022) et sociale important que la catastrophe ne fait que mettre en lumière.

I.2.4. L'Aquila : une ville monumentale donc vulnérable

En reprenant les critères de Frigerio appliqués au reste du territoire national (Paragraphe I.3), le premier facteur de vulnérabilité sociale que je souhaite analyser est celui de l'anthropisation. Celui-ci compte pour 9,5 % de la valeur totale (Frigerio et al., 2016), est lié à la densité et à la croissance de la population et accroît la vulnérabilité sociale. Une forte densité de population rend les évacuations plus difficiles et augmente le risque de pertes humaines. Une croissance rapide de la population est difficilement absorbée par un pays dont l'offre de services devient inadéquate. Dans le cas de L'Aquila ce facteur prend une forme inversée : la ville, au cours de son histoire, a doublé sa surface urbanisée sans pour autant connaître la croissance démographique attendue, générant ainsi un territoire fragmenté, difficilement gérable, et une implantation de population fortement dispersée. En même temps, le centre-ville de L'Aquila se caractérise par l'imbrication de la vulnérabilité matérielle du bâti ancien et par la vulnérabilité sociale de ses habitants, conséquences des choix des politiques urbaines et économiques des dernières années voués à l'expansion. Peu d'attention a été portée à son entretien en fonction de critères antisismiques de la part des politiques publiques qui ont, en fin de compte, considéré la ville historique comme un monument avec des fonctions symboliques. Les habitants « historiques », désormais tournés vers la rente (Paragraphe I.3.2), laissent la place aux « nouveaux » habitants, les étudiants de l'université. Représentant environ 16% des victimes, ces derniers ont été la catégorie la plus exposée et la plus touchée par le séisme (Paragraphe II.2.2), par manque de conscience des lieux, souvent par ignorance du passé sismique de la ville et, dans tous les cas, par l'impossibilité d'intervenir dans son entretien structurel.

L'Aquila est la sixième ville en Italie pour le nombre de ses monuments historiques (Reggiani, 2012). Le bâti du centre-ville est caractérisé par une grande mixité d'époques, de styles et de matériaux. La ville ayant subi des tremblements de terre depuis sa fondation, des sections médiévales ou angevines entières ont été détruites et ne restent visibles que de manière fragmentaire ou par l'intermédiaire des monuments, églises et fontaines, installés au centre des quartier historiques (Photographies 12). Parfois, des éléments architecturaux ou décoratifs comme des arches des portes, des encadrements de fenêtres, des loggias, des balcons, des cours ou des niches subsistent, mêlés à d'autres, et témoignent de cette époque. De manière générale l'uniformité architecturale visible encore en 2009 était issue des interventions liées aux reconstructions successives, souvent appliquées de manière anachronique. On peut citer, par exemple, l'utilisation de crépi blanc alors qu'une approche philologique aurait privilégié d'autres couleurs ou que les éléments en pierre restent visibles (Reggiani, 2012). Quatre autres périodes sont reconnaissables dans l'architecture de la ville : néo-classique, art nouveau, fasciste et fonctionnaliste d'après-guerre qui prend forme pendant les années 1950-60 (Tableau 8). L'héritage des différentes périodes historiques est déductible de la toponymie que ce soit dans ses permanences ou ses transformations.

Tableau 8 : Typologie des bâtiments historiques de L'Aquila

Époque	**Style**	**Matériaux**	**Nombre d'étages**	**Usages**	**Critère de vulnérabilité**
Angevine	Roman tardif	Pierre calcaire sèche, technique du mur *a sacco* ou *apparecchio aquilano*	2 étages	Petits commerces, palais de représentation	Très vulnérable aux séismes
Renaissance XIV^e^ siècle	Renaissance mineure	Pierre et bois	3 étages	Résidentiel noble	Peu adapté aux séismes
XVIII^e^ siècle	Baroque tardif et néo-classique	Technique de construction *barraccato* bourbonienne	3 étages	Reconstruction	Adapté aux séismes
XIX^e^ siècle, post-unité de l'Italie	Savoie	Pierre et ciment	4 étages	Maisons de la haute bourgeoisie	Peu adapté aux séismes
Début du XX^e^ siècle et fascisme	Art nouveau et style fasciste	Ciment et travertin	3 étages	Résidentiel, sportif et administratif	Adapté aux séismes

Parmi les différents modes de construction des bâtiments anciens utilisés dans la ville, les écroulements de 2009 ont révélé l'utilisation de techniques parasismiques traditionnelles, témoins de la culture héritée des tremblements de terre précédents : le *baraccato* et les *rue* (Photographies 11). La technique du *baraccato* consiste à intégrer des traverses en bois dans les structures en pierres pour en renforcer la résistance[52]. La *rua* est une « cavité », une distance minimale entre les unités de construction, obligatoire dans la reconstruction de la ville angevine. Ce simple dispositif permettait d'éviter l'effet de claquement entre deux masses au moment des oscillations provoquées par les ondes sismiques. Avec la nécessité de créer des salles de bains ou d'autres espaces non prévus dans les configurations médiévales, ces interstices ont été comblés et aménagés.

[52] Le terme *barraccato* désigne la technique de construction d'époque bourbonienne adoptée après le séisme de Calabre de 1753. À L'Aquila existe le *barraccato aquilano*, qui est le meilleur exemple de technique parasismique, expression de la « *culture locale parasismique* » (Aloisio, Fragiacomo et D'Alò, 2019)



Photographies 11 : Techniques traditionnelles de construction parasismiques utilisées à L'Aquila
a, **b**, **c** : exemples de *baraccato aquilano* ; **d**, **e** : exemples de *rue* (Vittorini, 2016 ; Aloisio, 2020)

Récemment, le centre historique de L'Aquila a été inclus dans la « 2014 Watch List » publiée tous les deux ans par le World Monuments Funds dans le but d'identifier les lieux en danger et promouvoir leur préservation. La proposition d'inscription a d'abord été élaborée pour attirer l'attention internationale sur la situation de dégradation devenue critique mais également pour réfléchir aux risques qui pèsent sur le patrimoine culturel liés à des choix de démolition inappropriés et pour « *défendre la préservation matérielle du patrimoine historique urbain en tant que lieu d'identité culturelle, le seul qui puisse garantir la survie psychologique, culturelle et économique de la ville pour ses valeurs matérielles et immatérielles* » (Bartolomucci, 2014).



Photographies 12 : Quelques exemples de bâtiments historiques de L'Aquila avant le séisme. **a** : Théâtre communal ; **b** : Palazzetto dei nobili ; **c** : sdrucciolo dei ciuchi ; **d** : les cancelle ; **e** : plafond de la cathédrale du Duomo ; **f** : Casa Balilla, Villa Comunale ; **g** : Palazzo Centi, piazza Santa Giusta. (ANSA)

La plupart des structures bâties de l'Aquila ont été construites avant l'introduction des codes de construction parasismiques. Le risque très élevé d'effondrement pour les édifices érigés avant 1980

était néanmoins connu. En 1999, le sous-secrétaire de la Protection civile, Franco Barberi, a rédigé un rapport détaillé[53] sur la vulnérabilité des principaux bâtiments publics de la péninsule italienne. On y trouve, catégorisés comme « très vulnérables », beaucoup des palais très endommagés la nuit du 6 avril, notamment celui de la préfecture, le Palazzo del Governo. Malgré la fragilité du territoire de L'Aquila et la haute exposition de son patrimoine, le rapport n'aura aucune suite car les politiques de prévention du risque sismique n'ont pas été prises en compte dans la liste des priorités, que ce soit au niveau régional ou local.

L'Aquila, son centre-ville, est la protagoniste de ma vie. Le froid de ses hivers qui peuvent atteindre les -15°, la neige et les montagnes visibles tout autour ont marqué la formation de mon esprit et de mon corps. Les nombreuses fontaines d'eau pure auxquelles je me suis souvent abreuvée, les ruelles parfois sombres et mystérieuses avec leurs galets lissés par le temps, les églises dé-consacrées, les églises omniprésentes, les palais avec leurs cours. Elle a été mon espace quotidien pour les trajets ordinaires, mon espace de jeux, de promenade, d'exploration, d'amour, de cachette, à pied (principalement) à vélo et, plus tard, en voiture. L'espace où se confrontaient les imaginaires familiaux. L'un, celui de mon père ancré dans la maison de famille depuis plusieurs générations, famille aquilanaise bien connue ; l'autre celui de ma mère napolitaine tourné vers la Méditerranée, l'ouverture, une autre langue d'autres vacances et d'autres saveurs.

L'Aquila a vite été l'espace étroit de la province, bien trop catholique pour mon éducation, bien trop moraliste et machiste pour mes premiers pas rebelles, bien trop bourgeois jusqu'à être snob vis-à-vis des gens des quartiers hors les murs, des villages aux alentours, des autres abruzzesi ; l'espace étouffant que j'ai quitté rapidement pour les premiers voyages, dès que possible toujours pour y revenir. Ce retour de confrontation : est-ce que j'ai assez compris la vie ? Est-ce que j'ai assez de distance pour ne plus être écrasée par le groupe, le regard toujours présent d'une sociabilité intense, tissée par les rencontres quotidiennes sotto i portici *(sous les porches) ? Comment me faire ma place dans cette densité, étant celle que je suis ? Comment transformer ses inerties, la stagnation des habitudes, le clientélisme et la myopie de sa politique ?*

(Recit personnel)

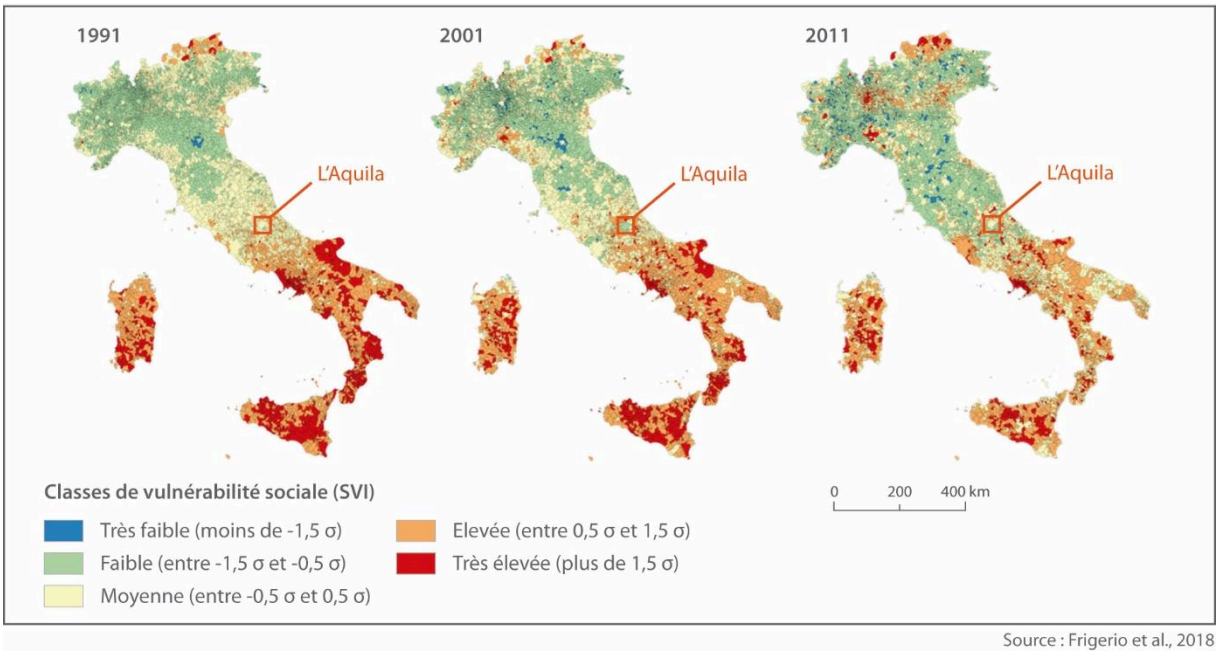
I.3. La vulnérabilité sociale générale du territoire italien

Des travaux récents en géographie de la pauvreté ou concernant d'autres phénomènes sociaux utilisent une approche socio-spatiale qui consiste à cartographier les indicateurs de vulnérabilité sociale dans différentes régions d'Italie (Frigerio et al., 2018 ; Frigerio et al., 2016). Toutes ces études ne considèrent pas l'espace en soi, mais l'utilisent comme un canevas sur lequel projeter et

[53]Le rapport, intitulé « Censimento di vulnerabilità degli edifici pubblici, strategici e speciali nelle regioni Abruzzo, Basilicata, Calabria, Campania, Molise, Puglia, Sicilia » :
https://www.protezionecivile.gov.it/it/pubblicazione/censimento-di-vulnerabilita-degli-edifici-pubblici-strategici-e-speciali-nelle-regioni-abruzzo-basilicata-calabria-campania-molise-puglia-sicilia-0/

visualiser d'autres variables. Ces études permettent de visualiser la distribution de certains phénomènes sociaux et d'enrichir la notion de vulnérabilité sociale en la complétant d'une dimension spatiale (voir la notion de « vulnérabilité spatiale », Paragraphe a.5).

La superposition de la carte de zonage sismique avec celle des index de vulnérabilité sociale (SVI) produite par le géographe italien Frigerio (Frigerio et al., 2018) sur trois années (1991, 2001 et 2011) (Figure 6) et en prenant en compte quatre indices principaux (Figure 7) (âge, emploi, éducation et anthropisation)[54] (Frigerio et al., 2016), permet de constater une augmentation et une redistribution géographique des vulnérabilités sociales (VS) dans le temps sur tout le territoire national. Les cartes suivantes indiquent ainsi les zones où la vulnérabilité d'une communauté aux risques d'aléas naturels est la plus élevée.



Source : Frigerio et al., 2018

Figure 6 : Évolution de la répartition spatiale des classes de vulnérabilité sociale en Italie de 1991 à 2011

Les cartes suivantes (Figure 7) permettent de mieux comprendre la distribution spatiale de chacun des facteurs de vulnérabilité sociale (anthropisation, âge, emploi, éducation) au niveau national.

[54] Frigerio utilise quatre index qu'il définit ainsi :
Age : « *L'âge est une dimension pertinente pour évaluer la vulnérabilité sociale. Il existe un consensus général sur le fait que les enfants et les jeunes sont plus vulnérables, qu'ils dépendent fortement des décisions des adultes et qu'ils ne sont pas pris en compte dans les politiques de reconstruction. Le vieillissement peut également influencer la vulnérabilité, en fonction des normes sociales et de la culture : mobilité limitée, analphabétisme et vulnérabilité économique* » ;
Emploi : « *L'emploi est souvent lié à la perte potentielle d'activités professionnelles après un événement dangereux, ce qui augmente le nombre de chômeurs dans une communauté* » ;
Éducation : « *L'éducation révèle la capacité à comprendre les informations sur les plans d'urgence ou les informations d'alerte et à éviter les situations dangereuses* » ;
Anthropisation : « *L'anthropisation indique le degré d'urbanisation ; une croissance rapide de la population n'est souvent pas susceptible d'être absorbée par le pays qui fournit des services inefficaces à la population* ».

Compte tenu de la grande hétérogénéité de l'Italie, ces données sont importantes pour mettre en évidence leur contribution à la détermination de la vulnérabilité sociale globale dans un lieu spécifique.

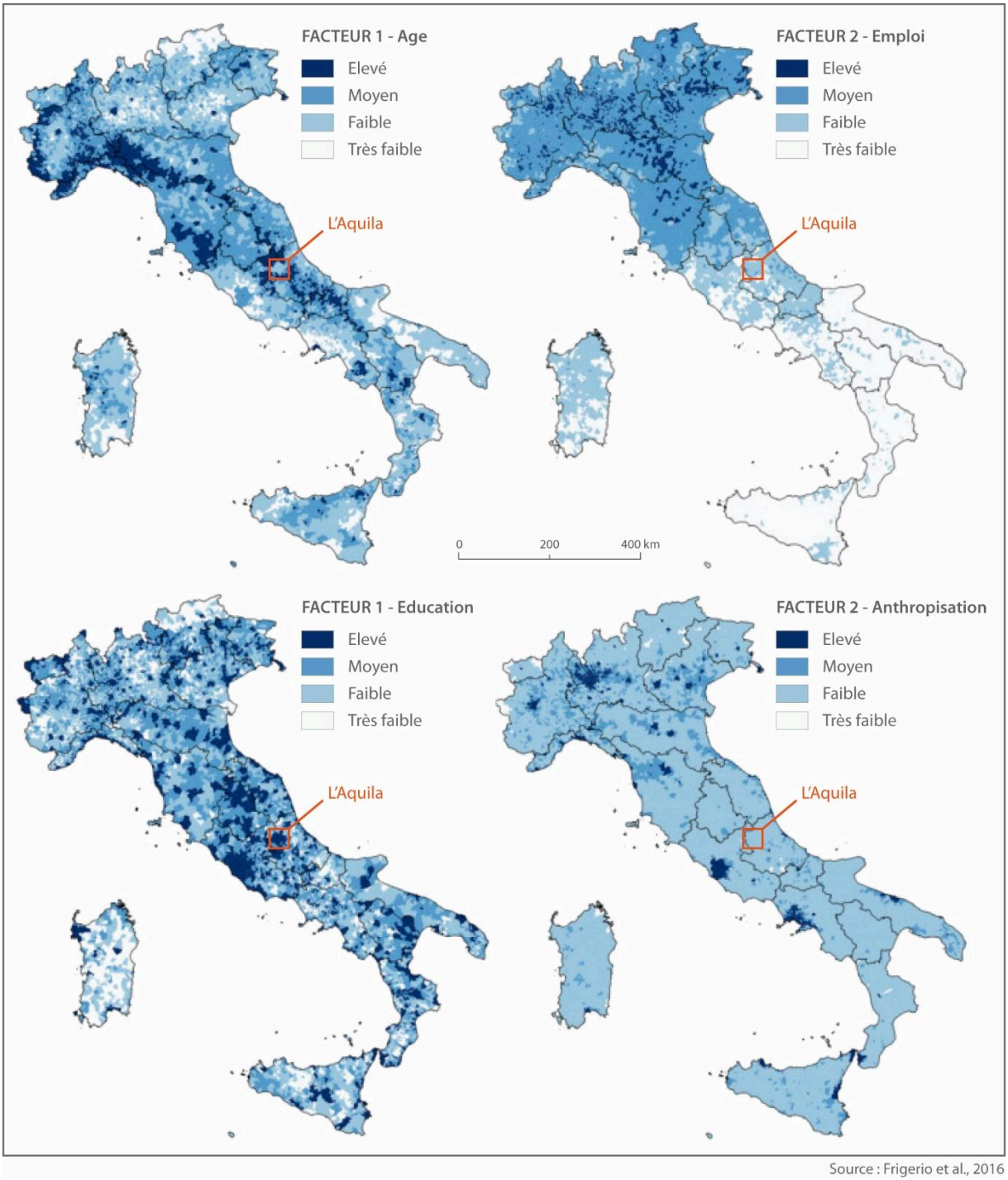


Figure 7 : Répartition spatiale des facteurs de vulnérabilité âge, emploi, éducation et anthropisation en Italie

Afin de mieux mettre en évidence les résultats dans le contexte géographique des régions italiennes, la carte suivante les synthétise en identifiant six zones (étiquetées de A à F) regroupant les

communes hiérarchisées en quatre classes de risque (élevée, moyenne, faible et très faible) selon leurs niveaux de vulnérabilité sociale et de dangerosité sismique.

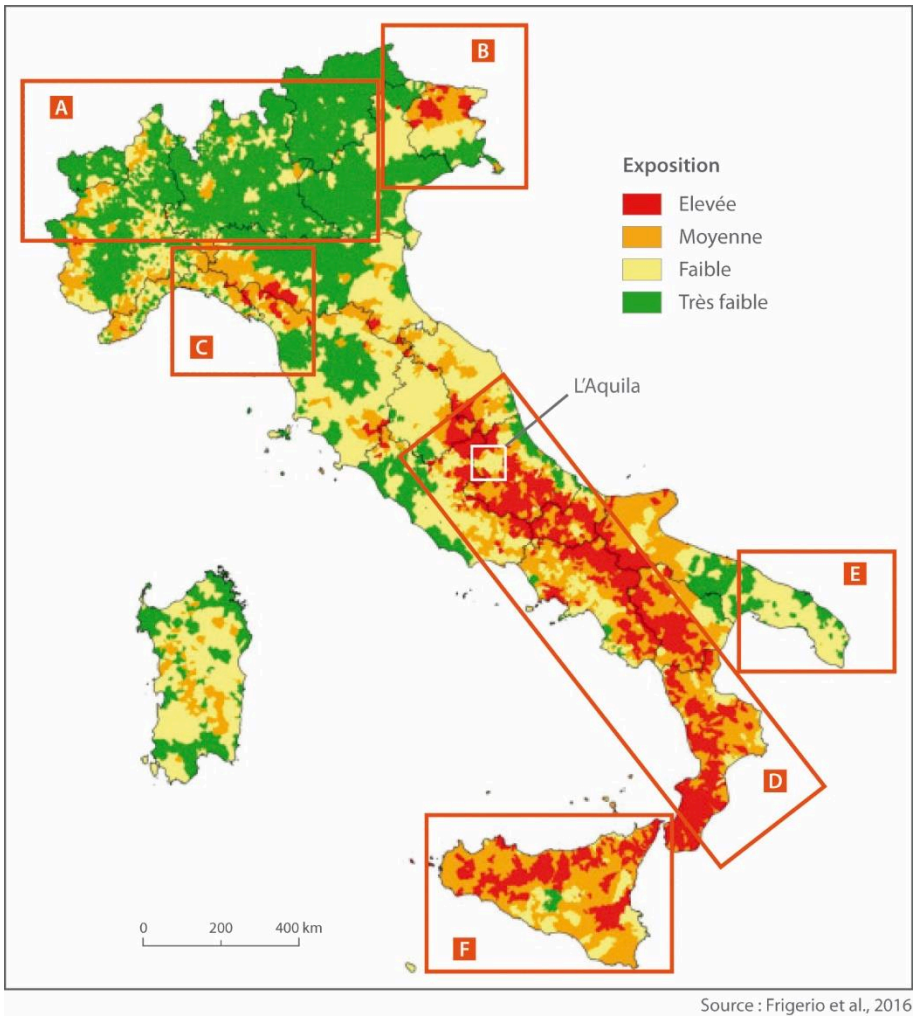


Figure 8 : Exposition aux alea sismiques en Italie

La vulnérabilité de certaines zones peut être accentuée par le fait que l'exposition aux aléa sismiques est plus élevée dans les régions plus périphériques mais L'Aquila semble faire exception à cause du niveau élevé de son facteur éducation.

I.3.1. Une population décroissante et âgée

Des travaux récents (Blaikie, Cannon et Wisner, 2004) pointent le facteur de l'âge comme une dimension pertinente de l'analyse de la vulnérabilité qui explique 29,5 % de la variance selon les critères pris en compte (Frigerio et al., 2016). La présence d'enfants et de personnes âgées augmente considérablement la vulnérabilité d'une communauté. Il faut souligner que l'Italie est le deuxième pays d'Europe, après l'Allemagne, à posséder l'indice de vieillissement le plus élevé (151,4 % en 2013). Cela s'explique par l'augmentation de la population âgée et la diminution de la population jeune en absolu. La distribution du facteur âge est assez bien corrélée avec la topographie italienne :

les zones où il a le plus d'influence sont situées le long de la chaîne montagneuse des Apennins et en partie sur la zone occidentale des Alpes.

Les habitants restés vivre dans ces contextes marginaux sont souvent très âgés. Dans 40 municipalités, plus de 25 % des habitants ont plus de 65 ans, ce qui est symptomatique d'un indice de vieillissement plus élevé que dans le reste du pays.

La principale valeur analytique de la vulnérabilité sociale est qu'elle permet de répartir les individus et les groupes selon différents niveaux d'exposition. Selon Thierry Cannon, « *elle permet de comprendre les catastrophes déclenchées par des risques environnementaux en fonction des différentes caractéristiques des personnes, déterminées par des facteurs et des processus sociaux* » (Cannon at al., 2017 p. 3). Dans la province de L'Aquila, seulement 86% du parc immobilier est utilisé (contre 95% en Italie), à cause de l'émigration, et seulement 56% de ce parc est résidentiel. Selon le recensement de 2011, seules 14 de ses 57 municipalités n'ont pas perdu de population entre 1991 et 2011. Ainsi, « *les Abruzzes sont l'une des régions les moins peuplées d'Italie, avec une faible densité de population (121 hab./km² contre une valeur moyenne nationale de 197) et un indice de vieillissement élevé (Abruzzes 167%, Italie 149%).* » (Chelleri et Di Giovanni, 2019). Elle connaît également une importante migration interne. 10 000 travailleurs/citadins (Calafati, 2012) ont migré des zones les plus marginales du territoire vers la ville, processus encourageant la création de nouveaux quartiers dortoirs. Ce phénomène s'ajoute à une émigration encore plus importante, qui avait déjà commencé avec l'unification de l'Italie et qui a repris dans la période d'après-guerre. Les déplacements se font en direction du nord de l'Italie, déjà industrialisé, ou vers des pays ayant une forte demande de main-d'œuvre bon marché, comme la France et la Belgique. Les Abruzzes figurent parmi les régions méridionales où le taux de départ a été le plus élevé par rapport à la population (Rivera, 2001).

Une des conséquences majeures de l'abandon de ces biens est la baisse de rentrées financières utiles aux petites communes marginales pour l'entretien et la mise en place d'infrastructures de services qui pourraient inciter à un retour des populations anciennes ou l'arrivée de nouvelles. Ce vaste parc immobilier est constitué de maisons de vacances où les migrants rentrent, l'été, dans leur village d'origine, des logements touristiques et des résidences secondaires nouvellement construites, qui représentent la majorité du bâti dans la commune de L'Aquila[55]. Leur inadéquation avec les normes antisismiques a été mise en évidence par les dommages du séisme de 2009.

I.3.2. Un système économique fragile : la tertiarisation du centre-ville

L'emploi est le troisième facteur (22,4 % de la variance) qui influence sensiblement l'augmentation de la vulnérabilité. Ce facteur est souvent lié à la perte potentielle d'activités professionnelles après un événement dommageable qui augmente le taux de chômage dans une communauté (Cutter et al., 2003). En outre, l'instabilité est plus fréquente dans les emplois faiblement rémunérés, qui sont

[55] « *Les données du recensement national de 2011 montrent que dans la région des Abruzzes, seuls 67 % des logements sont des maisons de résidents (contre 77 % en Italie) et dans la province de L'Aquila, seulement 86 % du parc immobilier est utilisé (Italie 95 %)* » (Chelleri et Di Giovanni, 2019).

plus susceptibles d'être perdus lorsque des entreprises ferment ou déménagent après une catastrophe (Morrow, 1999). La structure économique d'un territoire - les types d'activités présentes, le marché de l'emploi, les investissements - joue un rôle majeur pour déterminer la stabilité d'une zone économique. La cartographie confirme que l'Italie est clairement divisée en deux régions économiques différentes. La partie Nord, grâce à la forte concentration d'activités industrielles et de services, offre davantage d'opportunités d'emploi et son développement économique est plus important que celui de la partie Sud. Cette situation particulière est également confirmée par les données Istat (*Istituto Nazionale di Statistica*) de 2013[56] qui indiquent que le taux de chômage des régions du Sud est 2,5 fois plus élevé que celui des régions du Nord.

Les Abruzzes bénéficient des avantages fiscaux et du soutien accordé aux « *régions économiquement sous performantes* » dans l'espace économique européen (OECD, 2013).

D'après l'Istat, la région possède, en 2016, un PIB par habitant de 24 000 euros, et le revenu disponible moyen des ménages est de 16 200 euros. Ces chiffres sont inférieurs à la moyenne italienne (PIB de 27 700 euros et revenu moyen de 18 200 euros) (Chelleri et Di Giovanni, 2019). Le taux de chômage est de 8,6 % tandis qu'il est de 6, 6 % au niveau régional et de 6,7 % au niveau national (CRESA, 2008)[57].

Le centre-ville garde le primat de la concentration d'activités économiques et de services par rapport au reste du territoire. Les principales activités économiques sont tout d'abord liées au travail tertiaire induit par le rôle administratif de la ville, puis au commerce de détail et à celui lié au marché quotidien de la Piazza Duomo. Avec une valeur ajoutée par individu de 63 592,5 euros (Rete Rurale, 2013) et 70,89 % des actifs, le tertiaire représente la plus grosse partie de l'économie du territoire communal de L'Aquila. Le secteur tertiaire prend trois formes différentes dans l'espace du centre-ville de L'Aquila : celle des services aux personnes (tourisme, petits commerces), celle des services intermédiaires (banques et assurances) celles des services destinés à la collectivité (santé, université, instruction, justice). Le choix des politiques publiques, visible dans l'aménagement urbain, a été de chercher à répondre aux besoins de localisation et de prestige des nouvelles fonctions tertiaires. Selon le rapport du CRESA[58], la présence de 1 000 bureaux professionnels (ingénieurs, avocats, médecins, architectes) produisait un volume d'affaires de 90 millions d'euros en 2009 (CRESA, 2009a).

[56] Istat, *Noi Italia. 100 statistiche per capire il Paese in cui viviamo. Edizione 2013*. Les données indiquées sont les plus proches de la situation de 2009.
[57] Le CRESA, Centre de Recherche Économique et Sociale des Abruzzes, produit un rapport tous les trimestres sur l'état de l'économie locale, ce rapport est publié par la Chambre de Commerce et de l'Artisanat de L'Aquila.
[58] https://sismaq.org/pdf/cresa/cresa_20090100.pdf

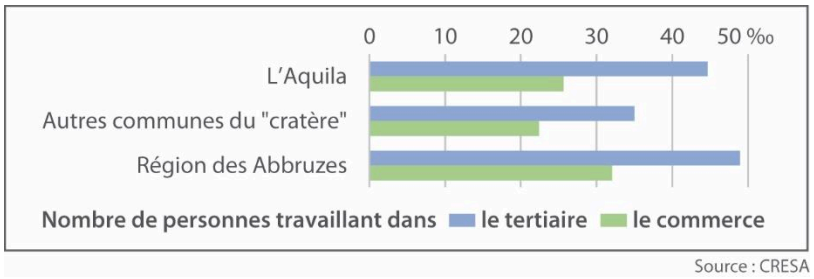


Figure 9 : Proportion d'individus travaillant dans le tertiaire et le commerce dans la commune de L'Aquila

Les petits commerces et établissements de restauration de centre-ville étaient parmi les activités économiques les plus répandues avant le séisme. Le *Consorzio Centro Storico*, association de commerçants du centre-ville, compte 700 commerces actifs.

Avant le tremblement de terre, « *la galaxie complexe d'activités commerciales produisait un chiffre d'affaires annuel moyen de près de 450 millions d'euros, soit plus d'un tiers des revenus de l'ensemble de la municipalité de L'Aquila. Environ la moitié de cette valeur provenait du centre historique* » (CRESA, 2009b) [59], en grande partie alimenté par la présence des étudiants, comme nous l'avons déjà vu plus haut.

À partir des années 1980, l'Université est l'une des principales « entreprises » de l'Aquila. Alberto Bazzucchi estimait, en 2009, le nombre total d'inscrits à l'Université de L'Aquila à 27 000 étudiants dont 60%, soit 17 000, venant de l'extérieur du département (les *fuori sede*[60])(*Ibid.*). Les dépenses d'un étudiant demeurant à L'Aquila (hors de son foyer d'origine) s'élevaient à 11 000 euros par an (taxes universitaires, location, consommations, etc.).

Tableau 9 : Dépenses moyennes des étudiants inscrits à l'Université de L'Aquila en 2009

Catégories d'étudiants	**Nombre**	**Dépense moyenne annuelle (millions d'euros)**
Étudiants locaux	9 990	64
Étudiants mobiles	Entre 3 000 et 4 000	Entre 17,5 et 23
Étudiants *fuori sede*	Entre 13 000 et 14 000	Entre 135 et 150
Total	Environ 27 000	Entre 220 et 235

Source : CRESA, données de l'Université de L'Aquila

Si on rapporte ce chiffre au nombre de *fuori sede*, ce sont entre 135 et 150 millions d'euros par an qui sont injectés dans le système économique local. Si on y ajoute les 2.000 étudiants qui se rendent tous les jours dans le centre, on peut augmenter cette somme de 20 millions d'euros. En ajoutant

[59] https://sismaq.org/pdf/cresa/cresa_20090300.pdf). Il s'agit du premier rapport produit après le séisme.
[60] *Fuori sede* (hors siège) est la manière de désigner, à L'Aquila, les étudiants ayant besoin de se loger en ville à cause de l'éloignement de leurs foyers familiaux.

les étudiants locaux, 8 000 environ, qui dépensent environ 60 millions d'euros par an, on atteint un total de près de 240 millions d'euros générés par la seule présence étudiante à L'Aquila avant le séisme.

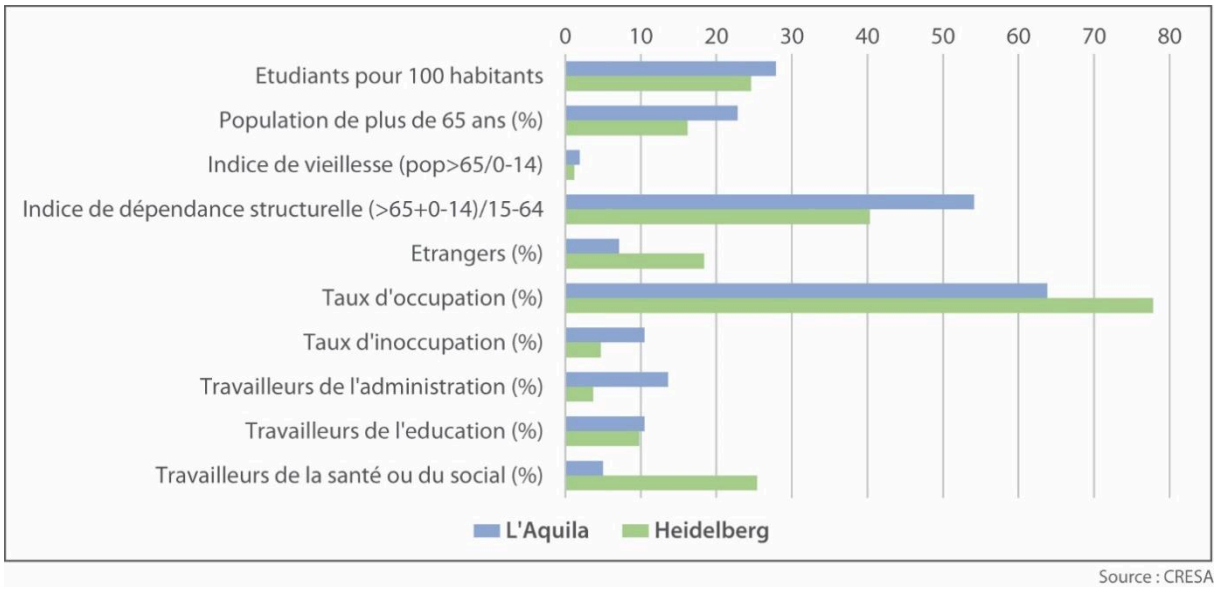


Figure 10 : Comparaison d'indices démographiques et sociaux de L'Aquila et d'Heidelberg en 2012

Le chef-lieu de Abruzzes se caractérise par la double accumulation d'une rente secondaire qui constitue la plus grande partie de son économie : d'une part par la construction des nouveaux quartiers ouvriers en périphérie, de l'autre par l'abandon du centre-ville qui devient disponible pour la demande de logements étudiants de l'université. Celui-ci devient un système d'extraction de la valeur, c'est-à-dire sans la création d'une chaine de production profitable à une filière économique et territoriale. Il s'opère à ce moment une troisième forme de déterritorialisation. Les modes de vie changent et les habitants du centre-ville décident de déménager à l'extérieur vers les nouveaux quartiers résidentiels, délaissant le centre-ville et oubliant son histoire sismique. Les nouveaux habitants sont les étudiants, qui connaissent une double dépossession, de droit et d'action : de droit car ils louent pour la plupart de manière informelle, sans le pouvoir de dénoncer l'état de certains appartements non entretenus par leurs propriétaires ; d'action car, du fait de leur condition précaire, ils ne peuvent pas vraiment agir pour modifier l'espace qu'ils habitent, ni en décider. Les étudiants vivent dans une ville de loisirs, y compris nocturnes, finalement perçue comme un « conteneur » abstrait et parfois hostile. Les 13 000 étudiants résidant en permanence dans le centre-ville ont contribué à alimenter le commerce local, mais ont également constitué une rente pour les propriétaires bailleurs. Cet important marché immobilier a surtout été exploité comme un marché

locatif informel ou « *land rent-driven sources of income* »[61] (Coppola, Fontana, Di Giovanni, 2021), maintes fois dénoncé par les associations étudiantes.

Ainsi, lorsque le centre-ville a commencé à perdre ses habitants dans les années 1970, les efforts des décideurs se sont concentrés sur la sauvegarde patrimoniale, la préservation de ses qualités esthétiques, la muséification de ses usages historiques et l'attraction d'activités tertiaires supérieures, de sorte que le centre est devenu de plus en plus distant du reste du territoire.

L'Aquila a, ainsi, continué à vivre grâce au surdimensionnement du PRG qui a dopé à la fois les cycles de construction et les processus de financement du territoire, ces derniers étant amplifiés à partir des années 1990 par les nouvelles politiques d'urbanisme du conseil municipal. Dans les ces années, on assiste à une dérive de ce processus avec une spéculation publique qui a encouragé l'étalement. Les terres agricoles étaient vendues à bas prix, tandis que la fiscalité municipale appliquée aux terrains à bâtir permettait d'augmenter le rendement des opérations foncières (Properzi (ed.), 2010). En réalité, le volet public du PRG n'a pratiquement pas été appliqué. La quasi-totalité des zones destinées à l'équipement général (environ 200 ha), qui auraient dû renforcer le rôle directionnel, touristique et commercial du territoire de l'Aquila, n'ont pas été aménagées. Le PRG de 1975 a d'ailleurs fait l'objet de la « Variantes 90 », à l'initiative d'institutions aussi bien parapubliques que privées, à partir de 1995, pendant la période de l'urbanisme « *négocié* » (Properzi, 2010). À la fin des années 1990, l'échec de l'économie de montagne est devenu évident (CRESA, 2002)[62] et l'action publique de l'État sur l'économie industrielle a pris fin. Aucun dispositif de soutien n'a été entièrement remplacé par les capacités endogènes locales (Andreassi et Properzi, 2014).

Dès le début des années 2000, la plupart des entreprises ont commencé à se délocaliser, laissant derrière elles chômage et friches industrielles. Au cours des vingt dernières années, après la fermeture d'entreprises industrielles historiques, comme l'Italtel, plusieurs entités ont pris le relais dans la zone du pôle électronique de L'Aquila : Flextronics, Finmek, Cnx Siemens, Compel et Intecs, etc.[63] Ces noms reviennent souvent dans les médias locaux en raison des conflits entre travailleurs, syndicats et entreprises[64]. Dans la plupart des cas, en effet, ces entreprises s'installent grâce à des subventions pour les zones marginalisées mais partent au bout de quelques années.

L'urbanisation de L'Aquila est caractérisée par trois dynamiques successives : étalement, diffusion (Fontana, 2018) et érosion (Ciccozzi, 2019) urbaine.

L'histoire récente du développement urbain de la ville s'apparente finalement à une course poursuite des administrateurs et décideurs face aux pressions à la dérégulation du marché foncier.

[61] Souvent dénoncées par les associations d'étudiants, les locations se font souvent sans contrat enregistré auprès du fisc, ce qui ne donne aucun droit aux locataires.

[62] https://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/economie-regionali/2003/2003-abruzzo-ann/abru02int.pdf

[63] Principales entreprise technologiques nationale présentes sur le territoire.

[64] http://www.6aprile.it/featured/2012/09/07/lavoro-laquila-mobilitazione-in-vista-alla-finmek.html. La situation des chercheurs employés par Intecs-Tchnolab est à aujourd'hui encore irrésolue, bien que plusieurs plans de reconversion aient été envisagés.

Des mesures d'urgence, les *varianti* aux plans, sont adoptées fréquemment, entraînant des abus urbains suivis par des amnisties, le *condono*. Cette dynamique de dérogations s'accompagne de l'édiction de normes toujours plus restrictives ou de contraintes, les *vincoli urbanistici*[65], dans un cercle vicieux de contraintes/dérogations (Andreassi, 2019, p. 27).

La participation du secteur privé dans les politiques d'intervention publique urbaines a commencé dans les années 1980 pour se prolonger jusqu'au début des années 1990. La fin de la bulle immobilière et la récession économique ont laissé dans les villes italiennes de grands vides, en raison principalement du transfert d'activités de production, et aggravé la détérioration du bâti (Fabietti, 2014, p. 90). Cette situation a conduit à une refonte des aménagements urbains, qui se traduit par des opérations de rénovation urbaine de plus en plus menées par de nouveaux partenariats formés par des promoteurs privés.

À l'Aquila, la rente locative liée à l'université a permis, au fil du temps, une accumulation de capital « extractif » pour les propriétaires, sans pour autant donner lieu à des investissements de ces mêmes capitaux pour des travaux de restauration, sauvegarde ou mise en sécurité parasismique, contribuant à rendre le centre-ville particulièrement vulnérable.

Si l'université a alimenté un secteur de production de services fondamentaux, elle a également, à partir de 2009, consolidé son rôle dans la production de capital cognitif employable dans l'industrie électronique de pointe présente sur le territoire, renforçant la dépendance économique de la ville à son égard. Elle est donc un acteur productif en lien avec les entreprises au niveau régional. Elle s'est constituée en Fondation « *pour la valorisation économique de la recherche scientifique [et se transforme] en ressource stratégique pour le développement et l'innovation* » (Di Orio, 2011, p. 58). Le rapport SVIMEZ 2010[66] (Svimez, 2010, p. 35) met en évidence l'importance des *spin off*[67]. Sur les 806 *spin off* créées entre 2000 et 2009 en Italie, 23% se trouvent dans le Sud, dont 11 dans les Abruzzes. Toutes sont issues de l'activité de l'Université de L'Aquila et ses « *laboratoires public-privé* » (*Ibid.*, p. 58).

I.3.3. Le paradoxe de l'éducation

Le dernier facteur est celui de l'éducation qui, contrairement aux autres, diminue la vulnérabilité. Un niveau d'éducation élevé est lié non seulement à la capacité de compréhension et de prise en compte des informations des plans d'urgence d'alerte, mais aussi au statut socio-économique. De meilleures opportunités d'emploi et des revenus plus élevés sont associés à un niveau d'éducation élevé (Morrow, 1999). La distribution du facteur éducation est plus irrégulière que les autres. Il est plus élevé dans les grandes villes, où la présence d'écoles et d'universités est plus importante et où les opportunités d'emploi requièrent souvent un niveau de formation plus élevé. C'est le cas de

[65] Normes d'urbanisme contraignantes concernant la forme ou le contenu du plan.

[66] La SVIMEZ, Association pour le développement de l'industrie dans le sud de l'Italie, fournit chaque année une analyse économique centré sur le développement industriel dans le sud d'Italie. Le rapport 2010 est consultable en ligne ici : https://lnx.svimez.info/svimez/il-rapporto/

[67] « Sous-produit » issu de la recherche scientifique qui va donner lieu à des brevets d'application industrielle. Ce terme est très utilisé dans la littérature grise en italien (Di Orio, 2011)

L'Aquila. L'éducation est censée influencer non seulement les compétences et les connaissances et donc la perception des risques, mais également réduire la pauvreté en garantissant de meilleures opportunités d'emploi et a une influence sur l'améliorer la santé. Ce présupposé semble moins vrai dans un contexte de « fuite des cerveaux »[68], où les jeunes diplômés émigrent en masse : « *entre 2006 et 2016, l'AIRE[69] a enregistré 817 000 départs. En 2016, on comptabilise 124 076 départs, soit 10 % de plus que l'année précédente* » (Maltone, 2018). Maltone indique, parmi les raisons principales de ces départs : « *le taux de chômage des jeunes qui s'élève en 2018 chez les 18-34 ans à 34,8% soit presque le double de la moyenne de la zone euro, 18,9%, et plus de 5 fois celui de l'Allemagne, 6,7%* » (*Ibid*, p. 6). Le taux d'éducation montre une situation assez singulière dans le cas du Sud et des zones métropolitaines, par ailleurs très vulnérables, car « *les individus, les ménages et les sociétés éduqués sont supposés mieux répondre aux catastrophes, s'y préparer et s'en remettre* » (Frigerio et al., 2016) mais partent, vers le nord de l'Italie ou dans le reste de l'Europe en baissant de faite l'influence positive de l'éducation sur la vulnérabilité. Ces départs contribuent également à l'accélération du vieillissement de la population comme dans le cas de L'Aquila.

Au-delà de son image de ville paisible où il fait bon vivre, L'Aquila est une ville de fortes inégalités entre les quartiers. La comparaison entre les quartiers de Santa Maria Paganica et de San Giovanni, joyau historique d'un côté et ville-sacrifiée de l'autre, permet de mettre en évidence ces contrastes.

J'ai vécu la plupart de ma vie à L'Aquila. J'y suis née, ainée de trois frères et sœurs, j'y ai fréquenté l'école primaire E. De Amicis à côté de l'église de San Bernardino, à environ 500 m de chez moi, puis le collège G. Carducci, à environ 150 m de la maison du n°27 de la via Cascina, dans le quartier de Santa Maria Paganica.

Dans le même périmètre, à 250 mètres, j'ai fréquenté le Lycée « classique » D. Cotugno sur la place Sallustio, en face de la mairie où il y avait mon bar préféré « Il Farfarello », le lieu de milles découvertes musicales, poétiques, pratiques.

Les premières années d'université je les ai faites à la faculté de science de L'Aquila, en physique. Une des « meilleures » on disait. Pour moi cela été une expérience humaine horrible. J'y allais avec une amie du lycée, elle inscrite en biologie, car, à l'époque, pour les étudiants, les bus étaient rares, les services inexistants. Même en ville leurs lieux de sortie étaient différents de ceux des Aquilanais. J'étais une des rares parmi mes amis à fréquenter des étudiants, souvent de la région, des Pouilles ou d'autres régions du Sud.

Après quatre ans j'ai décidé de changer de voie et je me suis inscrite à Naples. Quel bonheur ! Pour rentrer chez moi je prenais un train régional diesel qui mettait plus de 6 heures pour effectuer le trajet en temps normal mais

[68] Pour plus de détails sur la question du renouveau de l'émigration italienne, en particulier celle des jeunes diplômés, voir l'article de Maltone C., « Les jeunes Italiens prennent le large. La fuite des cerveaux ». Bordeaux, 2018, mais aussi cette émission radiophonique du 8 novembre 2013 : https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-zoom-de-la-redaction/les-cerveaux-fuient-l-italie-9737179, en plus de la vaste littérature en italien qui essaie de saisir ce phénomène en sociologie, économie, droit et géographie.

[69] *Anagrafe degli Italiani Residenti all'Estero*. Base de données du ministère des Affaires étrangères italien.

l'hiver, quand on traversait le Parc Nationale des Abruzzes, le haut plateau de "5 miglia", il pouvait falloir encore deux heures de plus pour accrocher un moteur de traction au train et traverser les montagnes enneigées. C'est là que je me suis rendue compte de l'isolement de L'Aquila mais aussi de son lien avec les zones marginales que nous traversions entre les Abruzzes, le Molise et la Campanie, des paysages sauvages et inhabités.

De retour en ville pendant la période de Master j'ai eu droit à un appartement social en plein centre-ville. Et me voilà à vivre L'Aquila en tant qu'adulte indépendante, engagée et pleine de projets, à via Sallustio dans le quartier de San Giovanni. Un quartier bien moins joli que celui d'où je venais mais je le connaissais déjà bien car ma meilleure amie du lycée habitait dans les HLM sous le pont Belvedere plus bas, aux limites de murs de la ville. À via Sallustio habitaient ma mère, mon frère et ma soeur pendant les travaux de restauration de la maison de famille en vue de la rendre plus résistante aux séismes. Ces travaux ont sauvé la vie de mon père et des voisins. C'est là qu'ils étaient la nuit du 6 avril 2009.

(Récit personnel)

I.4. Déterritorialisation et vulnérabilité à l'échelle de deux quartiers-test : Santa Maria Paganica et San Giovanni.

La division ancienne de L'Aquila en quartiers structure son urbanisme et la vie civique et culturelle. La comparaison entre deux quartiers du centre-ville me permettra de mieux saisir les continuités et les ruptures dans l'espace urbain avant et après le séisme.

Pour cette comparaison, j'ai choisi le quartier de Santa Maria Paganica (SMP), du nom du village fondateur Paganica, situé à 5 km du centre-ville, et de San Giovanni di Lucoli (SG), un autre des villages fondateurs, devenu aujourd'hui le quartier de San Marciano. Plus particulièrement, j'ai choisi d'analyser leurs transformations urbaines pour mettre en évidence une reconstruction à plusieurs vitesses. Le choix de ces quartiers s'est fait aussi sur la base de l'expérience vécue. J'ai habité la ville et ces quartiers sont ceux de ma naissance jusqu'à mes 30 ans. C'est donc grâce à cette connaissance fine et aux échanges avec les habitants concernant certains aspects de l'administration locale que les caractéristiques socio-économiques différenciées de ces deux quartiers me sont apparues comme un élément à prendre en compte dans cette recherche. L'échelle du quartier est mobilisée à plusieurs reprises dans ce travail : dans les entretiens (d'où viennent les personnes enquêtées ? Où s'étendent leurs actions politiques ? - Chapitre IV), sur le terrain (comment se traduisent dans l'espace ces différences ? Dans le bâti ? Dans la fréquentation ? Après la catastrophe ? - Chapitre VII), dans ce chapitre (en quoi la division en quartiers reflète-t-elle l'existence de centres et de marges à l'échelle du territoire ? Quels sont les rapports relatifs et quelles en sont les conséquences dans les politiques de la ville ?) et, enfin, dans les chapitres suivants pour analyser la reconstruction post-séisme (certains quartiers sont plus touchés que d'autres et pourquoi ? Certains se remettent-ils plus rapidement que d'autres et pourquoi ?).

J'ai été confrontée à la problématique de l'accès aux données statistiques fines concernant les quartiers du centre-ville. Les découpages historiques, décrits plus haut, sont ceux qui sont utilisés

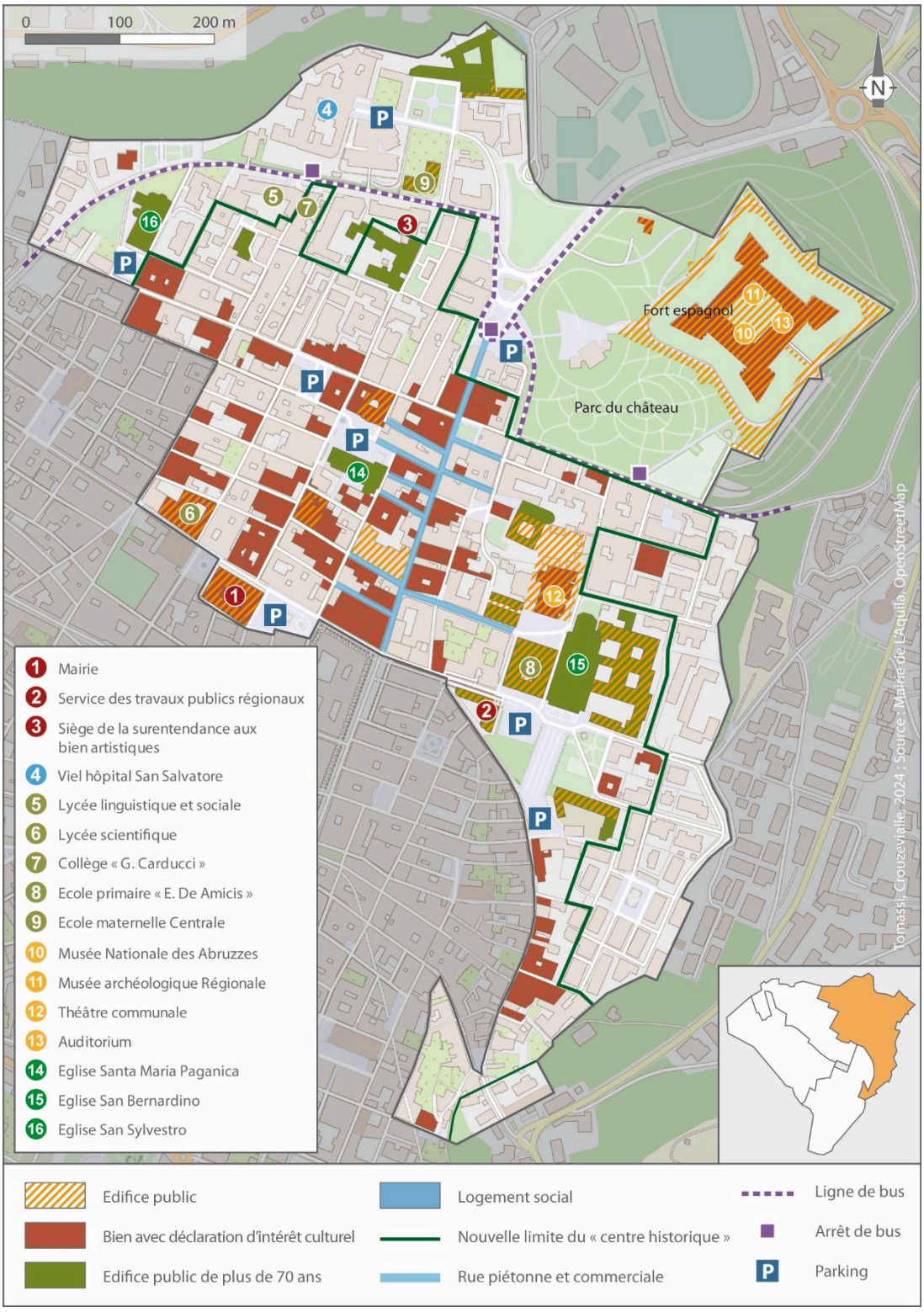
après le séisme pour l'élection de conseils territoriaux de participation[70]. Un autre découpage a été mis en place par la mairie lors de l'élaboration du nouveau PRG qui a créé des « unités urbaines » selon des critères géographiques plutôt que politiques ou historiques. Selon ce dernier, l'intégralité du centre-ville fait partie du quadrant Sud-Est[71]. Cette division est peu opérante pour décrire les contrastes, voire les inégalités de deux quartiers pris en exemple. Pour l'analyse des entretiens et des observations réalisés sur le terrain, j'ai mobilisé le découpage historique car c'est le plus ancré dans le référentiel commun. Le manque de données chiffrées constitue un point faible de ce travail. Je propose néanmoins une typologie d'analyse qualitative pour compléter leur comparaison empirique[72].

Tableau 10 : Indicateurs de comparaison entre les quartiers

Thématique qualité urbaine	**Thématique niveaux socio-économiques**	**Thématique préservation du patrimoine**
Réseau routier	Présence/absence de logements sociaux	Nombre de bâtiments privés classées
Transport public	Nombre d'écoles, d'universités	Nombre de bâtiments publics classées
Rues piétonnes	Nombres de bureaux publics	Nombre de musées, théâtres, salles de concerts
Présence de parcs urbains et zones vertes	Présence / absence de commerces	Nombres de monuments

Une fois ce découpage réalisé, j'ai choisi des axes d'analyse, afin de pouvoir comparer les quartiers les uns aux autres puis établir une typologie. Trois thématiques ont été retenues, recouvrant des éléments observés et constituant des axes d'analyse de la reconstruction post-séisme : la qualité urbaine, le niveau socio-économique et le niveau de préservation du patrimoine historique. Ce sont également des thématiques pour lesquelles il existe des données accessibles à partir de différentes sources (le recensement des mobilités effectué par l'*Urban Center* dell'Aquila, la cartographie des espaces verts interprétée de prises de vue aériennes, les données sur les services publics, disponibles sur les sites institutionnels de la mairie, de la province et de la région, ou le nombre de bâtiments classés du site du ministère de la Culture). Une bonne partie de ces données sont essentiellement qualitatives, raison pour laquelle j'ai choisi d'attribuer des indicateurs à chaque thématique.

[70] https://www.comune.laquila.it/pagina1139_i-consigli-territoriali-di-partecipazione.html
[71]https://www.comune.laquila.it/pagina1644_carta-delle-unit-urbane.html
[72] Merci à Marie Cherchelay pour ses conseils et suggestions précieuses qui m'ont permis d'affiner ce travail.



Carte 12 : Le quartier de Santa Maria Paganica



Carte 13 : Le quartier de San Giovanni

I.4.1. Santa Maria Paganica : un quartier monumental

Santa Maria Paganica, situé dans le quadrant nord-est de la ville, est le quartier le plus récent du centre-ville. Marqué par la culture angevine, caractérisée par le rationalisme architectural et la conception de l'urbanisme dans une optique militaire et fonctionnelle, c'est le seul des quartiers à avoir été dessiné et planifié. L'église-siège est la première à être construite et tout le quartier s'y est adossé. En dépit de son importance, Santa Maria Paganica est le seul quartier à ne pas avoir de débouché sur la Piazza Duomo.

Il abrite la Piazza Palazzo, siège municipal et symbole du pouvoir politique. Le Quarto est une zone majoritairement résidentielle, caractérisée par un patrimoine artistique et immobilier très riche. On y trouve, entre autres, le Palazzo Ardinghelli, la Basilique de San Bernardino, le Théâtre communal, le Château-fort espagnol, le siège institutionnel de l'Université de L'Aquila (Palazzo Carli) et la Faculté des lettres.



Photographies 13 : Monuments du quartier Santa Maria Paganica avant le séisme
a : église Santa Maria Paganica ; **b** : basilique San Bernardino ; **c** : théâtre communal ; **d** : château-fort espagnol (ANSA, Tomassi)

Le quartier n'a été soumis qu'à deux modifications majeures. L'une a été la construction du Fort espagnol au XVI[e] siècle, opération destinée à imposer le pouvoir en place. Elle a effacé un nombre important de ruelles médiévales. La deuxième, datant de la période des années 1930 aux années 1960, a consisté en la réalisation d'un contournement aux limites nord de cette partie de la ville. Ces aménagements, bien que conséquents, n'ont pas dénaturé la trame urbaine mais, au contraire, ont valorisé le quartier en lui conférant de nouvelles fonctions et une nouvelle valeur patrimoniale. L'exemple de la Fontana Luminosa, une nouvelle fontaine monumentale réalisée pendant la période fasciste, lieu de rassemblement pour toutes les manifestations sportives (comme le Giro d'Italia), culturelles et politiques importantes, montre l'intérêt des politiques publiques pour la valorisation de ce quartier.



Photographie 14 : la Fontana Luminosa (Giorgio Galeotti)

Les deux quartiers de Santa Maria Paganica et San Giovanni ne sont pas limitrophes et sont séparés par le quartier de San Pietro a Coppito qui joue un rôle de transition entre l'image de centre-ville « joyau » et celui, en arrière-plan, d'une "autre" ville traversée et bouleversée par les exigences de la modernité.

I.4.2. San Giovanni et *il vicolaccio*[73]

San Giovanni occupe le quadrant sud-ouest de la ville. Il est le plus ancien quartier de la ville. Appelé à l'origine San Marciano, il englobe les environs occidentaux de la Piazza Duomo, où se trouve l'église principale San Marciano[74] datant du XIV[e] siècle. Le quartier comprend le Borgo Rivera, l'ancienne Accule, site originel de la ville pré-romaine, en bordure de la rivière Aterno. On

[73] *Vicolaccio* et le péjoratif du mot *vicolo* qui signifie « ruelle ». Il donne au mot une signification menaçante.

[74] L'église San Marciano a remplacé l'église détruite San Giovanni di Lucoli qui a donné son nom au quartier.

y trouve la fontaine monumentale dite des « 99 masques » ou becs, l'un des symboles de la ville. La partie la plus occidentale du quartier est la seule *intra-muros* qui n'a pas connu de développement urbain majeur au fil des siècles.

Le reste du quartier, au contraire, a subi des aménagements importants comme celui de la via XX settembre, un grand boulevard d'accès en provenance de l'autoroute de Rome, la construction du siège de la Cour de justice ou encore la construction de l'Hôtel Duca degli Abbruzzi et la *Casa dello Studente* (Maison de l'Étudiant)[75]. Le sous-quartier de Santa Croce, adossé à la Porte Barete est intégralement destiné aux logements sociaux gérée par l'*Aziende Territoriali per l'Edilizia Residenziale* (ATER)[76], tandis que la construction du sous-quartier de la Banque d'Italie était destinée aux fonctionnaires de la banque puis a été en partie reconverti en logements sociaux publics.



Photographies 15 : Vues du quartier San Marciano avant le séisme
a : logement social via Sallustio ; **b** : via Sallustio *il Vicolaccio* ; **c** : Fontaine des 99 masques (1272) ; **d** : Piazza Fontesecco (ANSA, Tomassi)

[75] La *Casa dello Studente* est une résidence pour étudiants boursiers, l'équivalent des résidences du CROUS
[76] L'ATER, Agence territoriale pour les logements résidentiels, est un bailleur public de la région, le seul organisme à gérér le parc immobilier social à L'Aquila.

Une fois entamée la montée vers la Piazza Duomo, le quartier s'organise autour de la route qui longe la via Sallustio/via Fontesecco ou le *vicolaccio*[77] (D'Antonio, 2020) qui a été entièrement réaménagée à l'époque fasciste pour permettre un meilleur accès en voiture au centre-ville et bâtir des logements sociaux. Parmi les singularités de ce quartier, on peut citer la présence de deux stations essence intégrées au pied des bâtiments.

Le pont Belvédère construit dans les années 1950 enjambe cette partie et relie deux collines en passant au-dessus d'un des bâtiments de l'ATER.



Photographie 16 : Le bâtiment de l'ATER et le pont qui le surplombe
(Urban Center de L'Aquila)

Ce quartier présente une variété de configurations spatiales, architecturales et sociales dans un tissu urbain souvent décousu, fragmenté, sans services de proximité ni commerces ou espaces verts. Contrairement au reste du centre-ville, où la promenade est l'activité socialement la plus courante, traverser cet espace en tant que piéton est difficile. Il offre l'image d'une zone « sacrifiée » aux exigences d'une organisation socio-spatiale basée sur les déplacements automobiles privés.

Le quartier de Santa Maria Paganica est un quartier central quant à position géographique mais surtout quant à l'intérêt patrimonial qu'il suscite grâce à son image de quartier « joyau ». Aux effets d'exclusion sociale le séisme y a ajouté ceux de la gentrification. À contrario, San Giovanni présente plutôt les caractéristiques d'un quartier laissé en marge de la vitrine et du *brand* de la « ville-vitrine ». Les politiques de la ville ont eu tendance à avoir des approches différentes vis-à-vis de ces deux espaces et à entretenir la séparation formelle de l'urbanisme sans recourir à des politiques sociales réparatrices.

[77] *Vicolaccio* ou « mauvaise » route, une rue considérée comme malfamée.

Conclusion

L'histoire urbaine de L'Aquila a été marquée par de grandes transformations liées à la transition entre le centre géographique et commercial d'un territoire agro-pastoral vers une ville chef-lieu de région, pôle administratif, culturel et de services. Le déclin contemporain a classé la ville parmi les « zones internes », en décroissance démographique et économique et, finalement, sous-développées. Les politiques publiques volontaristes, souvent imprégnées de préjugés et de lieux communs mais destinées à combler les inégalités entre les régions du Sud de l'Italie et le reste du pays ou l'Europe, n'ont finalement pas cessé de reproduire des pratiques inadaptées à ce territoire. La catastrophe survient dans un moment où la ville est fragilisée par un ensemble de vulnérabilités que nous avons décrites et mises en relation avec la situation italienne en général.

Cette analyse permet de mettre en avant plusieurs éléments clés pour tracer une histoire de la catastrophe de L'Aquila comme histoire d'un *capitalism disaster driven* (Tomassi, 2019)[78] :

- Des instruments d'urbanisme à la fois stricts et inadéquats ont été mis en œuvre par les décideurs au passage entre la culture agro-pastorale et la modernisation de la période fasciste. D'une part, on observe une tendance à la conservation patrimoniale ainsi qu'une certaine volonté humaniste qui ont régi les principes planificateurs que nous avons montrés. D'autre part, ces mêmes instruments ont été continuellement revus et simplifiés en vue de répondre aux appétits spéculatifs qui ont exercé une pression sur le foncier environnant et ont réduit le centre-ville à un lieu symbolique et d'extraction de rente immobilière. Avoir suivi un PRG inadéquat a conduit à une grande confusion urbanistique et a empêché la mise en place de politiques antisismiques nécessaires pour réduire la vulnérabilité tant du centre-ville que des quartiers de la périphérie urbaine ;
- Les politiques publiques de L'Aquila ont été éloignées des préoccupations de prevention (prévention), mitigation (atténuation) et preparedness (préparation) face aux séismes. Suite à l'adoption d'une loi nationale (n° 225 de 1992) qui a mis en place le système italien de Protection civile, la loi régionale des Abruzzes n° 72 de 1993 a obligé la région à élaborer un plan d'urgence et à organiser les services de cette Protection civile. Cet instrument juridique ne fait pas directement référence à la nécessité pour les municipalités de disposer de plans et, de fait, un plan d'urgence à part entière n'a vu le jour dans la ville de L'Aquila qu'en février 2015 (Comune dell'Aquila - Emergenza, Piano di Protezione Civile », 2015-2021). Les normes antisismiques sont restées inadéquates en raison du placement de la commune de L'Aquila dans une zone de risque 2, moins stricte du point de vue de la construction et de la rénovation.
- La dispersion territoriale de L'Aquila est un facteur de vulnérabilité. Elle découle de la croissance et de la répartition de la population, des modèles et processus d'utilisation des sols urbains et ruraux, de la dégradation de l'environnement et de l'épuisement des services écosystémiques ou de la pauvreté et la répartition des revenus. Le faible taux de croissance démographique ne suffit pas à justifier la pression immobilière que le territoire a connu entre les années 1970 et 2000. Au

[78] Catastrophes découlant du capitalisme en tant que système économico-social et territorial.

contraire, ce sont les choix de développement économique par la rente foncière et l'industrie qui ont généré un affaiblissement des liens socio-territoriaux et une nouvelle déterritorialisation créatrice de risques et vectrice de nouvelles vulnérabilités.

- En ce qui concerne les constructions monumentales, L'Aquila possède un centre-ville et des *frazioni* environnantes caractérisés par un patrimoine historique qui couvre différentes époques, styles et techniques de construction avant la standardisation des normes antisismiques (1971). Ce patrimoine a été délaissé pour une approche spéculative liée à des locations universitaires illégales, laissant dans le mal logement la nouvelle population du centre-ville, les étudiants ou les personnes de passage sans moyen ni de décider ni d'investir dans un patrimoine vétuste et non entretenu.
- L'Aquila est une ville fortement exposée à l'aléa sismique. La sismicité a, historiquement, façonné le territoire et la ville lors de sa fondation pendant l'antiquité et à différentes époques jusqu'au tremblement de terre de 2009.
- Si la population de L'Aquila s'est trouvée très vulnérable face au séisme, ce fut en grande partie à cause de son dépeuplement progressif et au vieillissement qu'elle a subi depuis l'unification de l'Italie et qui a fortement repris depuis le début des années 2000, portant nombre de jeunes diplômés à chercher un meilleur avenir ailleurs. Ce cercle vicieux entre abandon, manque de services, manque d'opportunités et départ des jeunes rend difficile d'imaginer un réinvestissement des politiques publiques des services qui rendrait attractifs ces territoires. Pourtant la superposition entre les zones à haute dangerosité sismique et celle des « zones internes » pointe que c'est dans ces lieux marginalisés qu'il faudrait investir pour que les jeunes puissent rester pour continuer l'œuvre de *care* des territoires et réparer (Centemeri, Topçu et Burgess, 2022b) les causes à l'origine de nombreuses catastrophes.
- L'Aquila est une ville en difficulté économique. Elle a longtemps bénéficié des aides de la Caisse pour le Mezzoggiorno puis des aides européennes pour les zones en déprise. Ces aides ont dopé le marché du travail local en générant des emplois soumis à la défiscalisation mais ont créé une dépendance aux subventions. Au moment du séisme, la tertiarisation du travail ne permet pas d'absorber l'intégralité des demandes d'emploi et la richesse est générée en grande partie, surtout en centre-ville, par la rente immobilière dont ne bénéficient que les propriétaires d'appartements secondaires. Le taux de chômage des jeunes entre 18 et 25 ans atteint 40% comme dans d'autres zones en déprise du sud de l'Italie.
- Une forte hétérogénéité sociale marque les quartiers de la ville ancienne. Santa Maria Paganica est un quartier avec une forme urbaine cohérente et une forte identité concentrée autour de la place éponyme, son église et sa fontaine. Il se présente comme un quartier bourgeois où se concentrent les monuments les plus prestigieux de la ville mais aussi certaines de ses fonctions principales. Il a été bien préservé et n'a connu ni *sventramenti* de l'époque fasciste ni réaménagements d'après-guerre. Au contraire, San Giovanni est un quartier fragmenté et bouleversé à plusieurs reprises par des aménagements lourds. En outre, c'est le quartier où se concentrent la plupart des logements sociaux et où la mobilité piétonne est rendue complexe par différentes césures opérées par de nouveaux aménagements routiers périphériques.

L'étude du territoire, dans sa matérialité, ses fonctions, son organisation sociale et spatiale, les pratiques habitantes, les identités, permet d'identifier certains facteurs de fragilité historiques issus du processus de déterritorialisation commencé par la modernisation fasciste. La vulnérabilité sociale et territoriale face au séisme, mais aussi la trajectoire de relèvement de la ville (Chapitre II), appréhendée à travers la reconstruction, s'enracinent dans l'histoire urbaine.

Chapitre II. Histoire d'un tremblement de terre comme les autres

« *Rien ne fait davantage écrire que la catastrophe. Car, d'une part, elle relève d'un indicible, mais, de l'autre, par le choc du bouleversement opéré, elle provoque indignation et interrogation, énergie de la parole et peut-être même redoublement d'énergie vitale.* »

Mercier et Thomas, 2008, p. 7

Introduction

Vulnérable, fragile, impréparée, le 6 avril 2009 la ville de L'Aquila est confrontée à son plus fort séisme depuis trois siècles.

Quelle est la portée de l'événement sismique ? Comment considérer la séquence sismique qui l'a précédée ? Dans quelle atmosphère sociale surgit-il ? Quels sont les dégâts matériels ? Comment est gérée la catastrophe ? Par quels acteurs ? Quelles en sont les conséquences sur la population ?

Le chapitre se développe en trois parties : la première est dédiée au tremblement de terre du 6 avril 2009, l'essaim sismique, l'atmosphère durant la nuit qui a précédé la secousse majeure ; la deuxième traite du bilan humain et matériel de la catastrophe, justifiant son « exceptionnalité » ; la troisième montre l'entrée dans un régime dérogatoire pendant la période de l'urgence, le traitement médiatique, le rôle joué par la Protection civile, la gestion des flux des rescapés dans les campements et les autres hébergements d'urgence.

Plus en détail, après avoir exposé la vulnérabilité de la ville de L'Aquila, de son territoire et de sa population, ce chapitre est consacré à la crise sismique du 6 avril 2009. Je m'y interroge sur les raisons qui font qu'un phénomène d'intensité modérée, bien connu tant au niveau géologique qu'historique, s'est traduit par une catastrophe. Ni l'ampleur des dégâts provoqués par le séisme, ni les vulnérabilités déjà analysées ne suffisent à expliquer l'exceptionnalité attribuée à cet événement plutôt vouée à justifier des mesures de reconstruction tout aussi exceptionnelles. Comme souligné par Alexander, « *the context of this disaster is dynamic and extraordinarily sophisticated, and it provides the key to interpretation of developments that otherwise would probably seem illogical* » (Alexander, 2010). Un phénomène tellurique prolongé dans le contexte géologique et de sismicité historique notoires de la zone touchée, couplé à une situation de grande vulnérabilité du bâti de la ville, connue également, auraient dû suffisamment préoccuper les pouvoir publics pour que des mesures d'alerte soient prises. Au contraire, cette alerte a été évitée à tout prix et seulement l'évidence de la catastrophe avérée a révélé la séquence sismique qui a précédé le 6 avril comme un véritable essaim annonciateur. L'invisibilisation du danger a été l'objet d'une véritable controverse sociotechnique, « L'Aquila *trial*[79] ».

[79] « L'Aquila trial » est le procès intenté à la Commissione Grandi Rischi (CGR) par la Procureure de L'Aquila pour n'avoir pas donné l'alerte avant le 6 avril et ayant ainsi provoqué la mort de plusieurs personnes (voir Annexe 1).

Je souhaite montrer dans quelle atmosphère culturelle vivaient les Aquilanais pendant les mois, les jours et les heures avant la secousse majeure afin de souligner cet état de « confusion » comme un élément ultérieur de vulnérabilité sociale mais aussi comme le terreau qui donnera lieu aux mobilisations traitées dans les chapitres VI et VII de ce travail.

Je détaille également la gestion de la phase d'urgence et le modèle d'intervention mis en place par la Protection civile. Plus en détail je décris les secours, les première décisions prises par le gouvernement central et local et les moyens de relogement d'urgence. Je me concentre ensuite sur la critique du rôle de *command et control* pris par une Protection civile en voie de transformation néo-libérale et son approche par le management des populations. Enfin, je montre la vulnérabilisation des rescapés par la *campizzazione* (Paragraphe II.3.4) et l'éloignement de la ville causée par le modèle de *recovery* choisi par le gouvernement.

D'un séisme en soi plutôt ordinaire, plusieurs éléments font pourtant de cet événement un phénomène hors du commun : le nombre important de sans-abris ; l'importance des dégâts matériels ; la mobilisation très importante pour gérer l'urgence et venir en aide aux sinistrés ; le rôle du gouvernement central pendant la crise et le modèle de gestion qu'il a adopté ; les moyens financiers mis en place ; le traitement médiatique de la catastrophe et la prolongation de l'état d'urgence dans le processus de reconstruction. Souligner le caractère d'« exceptionnalité » attribué à la catastrophe de L'Aquila me permet de proposer un regard critique sur la façon dont les acteurs concernés ont appréhendé la situation et l'ont comprise, qualifiée, affrontée, et, peut-être, surpassée ou réparée. La thématique de la vulnérabilité est enrichie dans cette partie par une attention toute particulière portée aux dynamiques de vulnérabilisation des habitants provoqués par les « *macro-processus d'adaptation et de changement post-catastrophe (normatifs, socioéconomiques, urbanistiques, etc.)* » (Mela, Mugnano et Olori (eds.), 2017) à toutes les échelles.

Les extraits de récits personnels présents dans ce chapitre répondent à deux volontés principales : restituer en voix directe la rationalité des rescapés comme trame du tissage de la reconstruction des faits qui ont conduit à la catastrophe de 2009 et rappeler ma position d'habitante du centre-ville à l'époque. Si les entretiens ont avant tout porté sur la reconstruction post-catastrophe, la période pré-séisme et le déroulement de la phase d'urgence, traités dans ce chapitre, ont également été abordés car déterminants pour le processus de reconstruction. J'ai mobilisé également, pour décrire ces périodes, les travaux de géographes ayant étudié la préparation pré-séisme, la culture du risque ou le vécu de l'après-tremblement de terre à L'Aquila (Alexander, 2010, 2014 ; Calandra, 2012, 2013, 2016, 2018 ; Ciccozzi, 2013) entre autres ainsi que l'analyse de littérature grise et de coupures de presse.

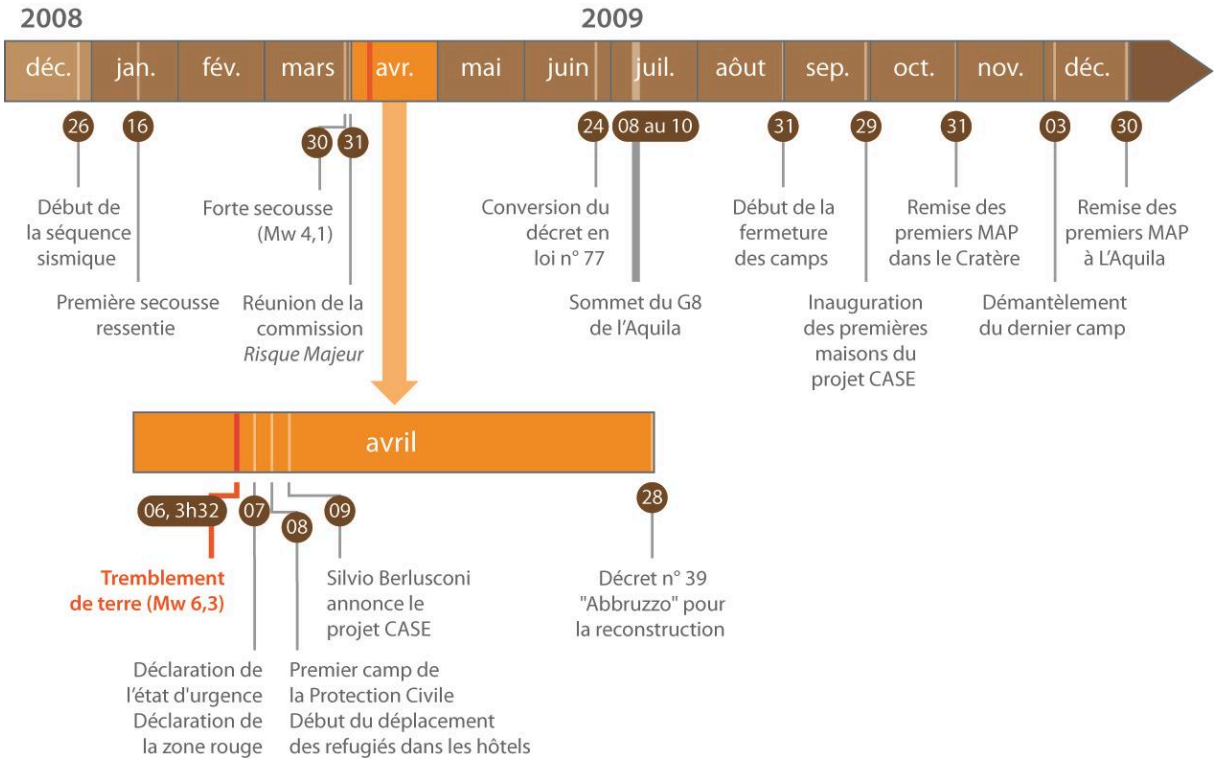


Figure 11 : Chronologie de la période d'urgence

II.1. Le séisme du 6 avril 2009

« *There is no European society whose modern history has been more deeply marked by disasters than Italy's.* »

Dickie, Foot et Snowden, 2002, p. 4



Photographie 17 : Horloge arrêtée à l'heure du séisme (M. D'Antonio)

La nuit du séisme, l'horloge de la tour civique de la mairie s'est bloquée à 3h32, une métaphore de l'arrêt de la vie civique et collective comme nous l'avions connue jusqu'alors.

Le 6 avril 2009, à trois heures et demie du matin, un séisme de magnitude 6,3 Mw (qui correspond à une intensité de VIII÷IX degrés sur l'échelle de Mercalli) et d'accélération 7,7 selon l'Istituto Nazionale di Geofisica e Vulcanologia (INGV), fait trembler L'Aquila pendant 23 secondes. Dans les 48 heures qui ont suivi la secousse principale, 256 autres secousses ont été enregistrées, dont plus de 150 le 7 avril.

On compte alors 309 victimes (Annexe 2), 1 600 blessées graves et 67 459 sinistrés (Alexander, 2010). 272 victimes, soit 88%, se concentrent dans la commune de L'Aquila[80]. L'épicentre du séisme est très proche de zones habitées, au niveau du Colle Miruci (zone comprise entre les *frazioni* de Roio Colle, Genzano et Collefracido), à 4 km au sud-ouest du centre-ville.

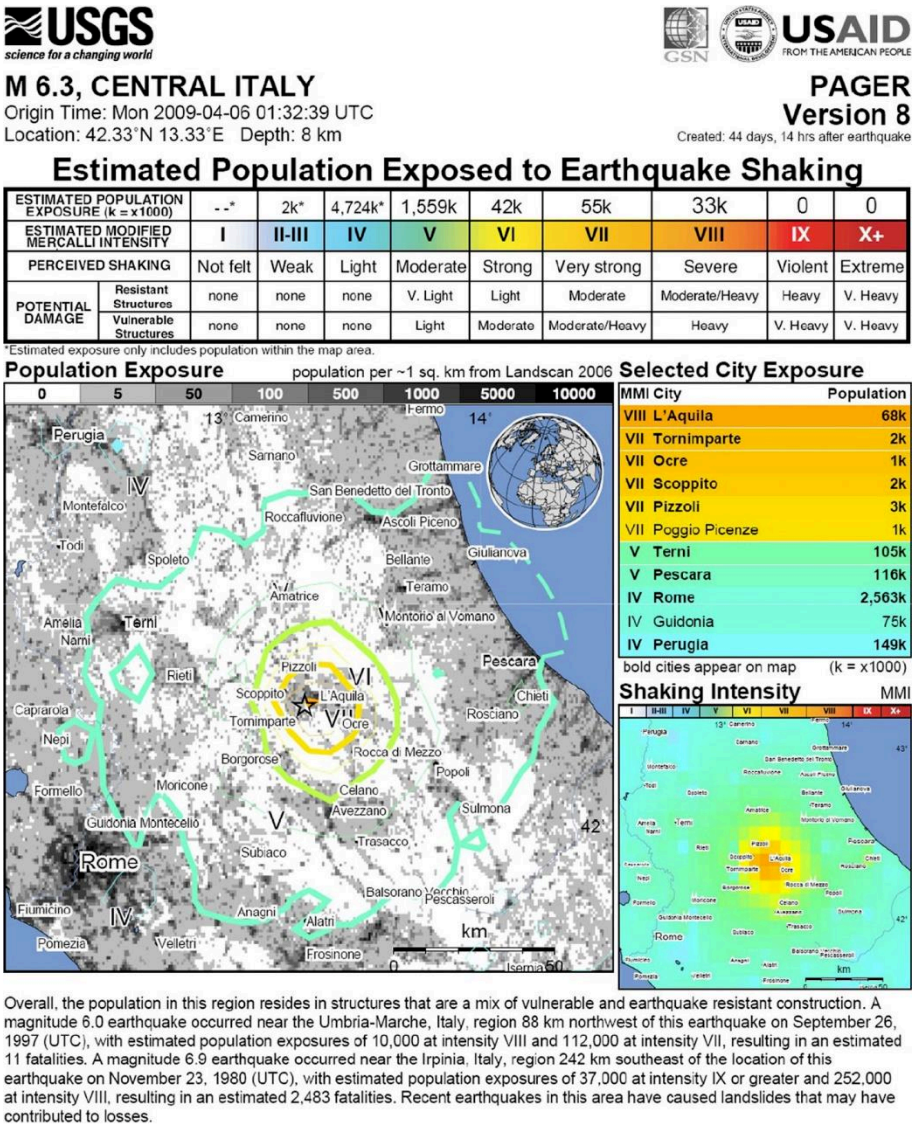


Figure 12 : Intensité du séisme du 6 avril 2009 (USGS)
L'onde sismique a été perçue jusqu'à Rome ou Naples à 250 Km de distance au sud.

[80] https://sismaq.org/vittime/309-vite-spezzate/

Du point de vue du contexte géologique et tectonique, le foyer du séisme est très superficiel. Sa profondeur a été estimée par l'INGV à 8,8 km seulement, donc très proche de la surface, ce qui explique l'importance des dégâts sur une étendue limitée. Selon le United States Geological Survey (USGS) « *le tremblement de terre du 6 avril 2009 est lié à un jeu de faille normale et à une extension Est-Ouest qui dominent dans tous les Apennins, principalement en réponse à une ouverture du bassin Tyrrhénien plus rapide que la compression entre les plaques Eurasie et Afrique* » (USGS, 2009). Les mécanismes au foyer montrent que ce séisme a été provoqué par le rejeu d'une faille normale NNO-SSE et indiquent une extension dans la direction approximative SO-NE. La région des Apennins est caractérisée par une activation fréquente d'une multitude de segments de failles avec des délais assez variables qui vont de la seconde aux années (Chiarabba, De Gori et Amato, 2011). Cette particularité induit qu'il est impossible d'associer une série d'événements à l'occurrence d'un choc important comme nous le verrons dans le paragraphe suivant.

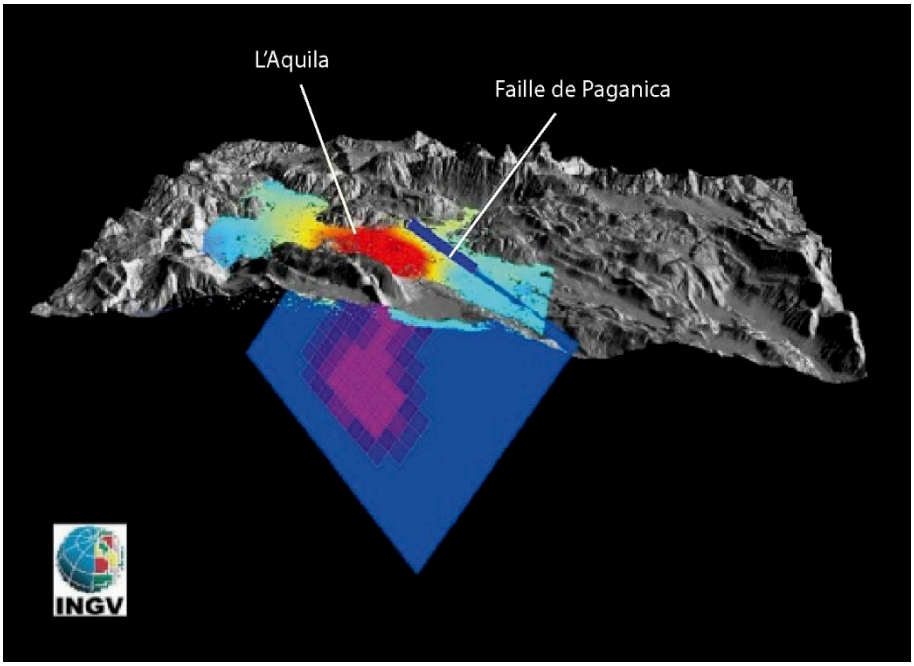


Figure 13 : Modélisation de la faille de Paganica, activé lors du tremblement de terre de 2009 (INGV)

La zone touchée, le Cratère sismique couvre une superficie d'environ 2 400 km², correspondant à 57 communes. Elle a concerné 140 000 habitants, dont 73 000 sur la commune de L'Aquila.

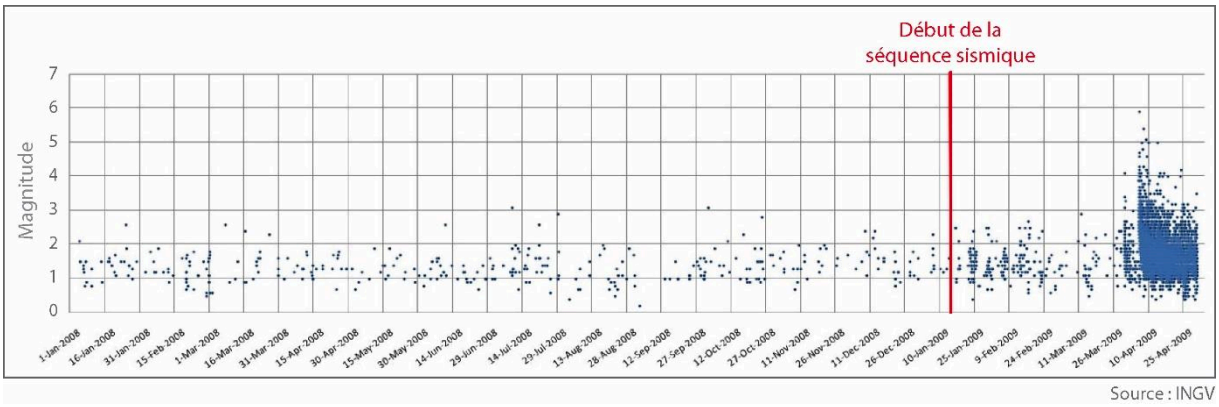
La secousse du 6 avril a été ressentie dans tout le centre de l'Italie, jusqu'à Naples, provoquant une panique. Si la région la plus touchée a été les Abruzzes, des dégâts ont également été constatés dans le Latium et, bien que légers, dans les Marches (dans la région d'Ascoli Piceno).

II.1.1. L'essaim sismique : précurseur de la catastrophe ?

Le séisme du 6 avril a été précédé par quatre mois de secousses sismiques croissantes en termes de fréquence et d'intensité. Une cinquantaine ont été ressenties par la population, surtout à partir du 13 février 2009 jusqu'à celle plus forte du 30 mars de magnitude 4.

Dans une autre sphère, le problème de la définition des événements géologiques qui ont précédé la secousse d'avril a été fortement débattu par la communauté scientifique avant et après le tremblement de terre de 2009. Il était question de produire des preuves confirmant qu'il s'agissait d'un « essaim » sismique ou d'une « séquence sismique » (Mele et Amato, 2014). Les enjeux ne sont pas les mêmes dans les deux cas. En amont, il s'agit de modéliser les connaissances pour prévoir un phénomène et comparer les comportements possibles. En aval, une fois établie la preuve par la survenue du séisme, il s'agit d'attribuer des responsabilités juridiques et de définir l'indemnisation des victimes, elle aussi nécessaire au processus de reconstruction.

Le terme d'essaim sismique vient de l'anglais *seismic swarm*, déjà utilisé à partir des années 1960. En italien, comme en anglais et en français, *lo sciame* - essaim- indique un grand groupe compact de personnes ou de choses en mouvement (Larousse). Il n'existe pas de définition stable en sismologie. Pour établir si les phénomènes sismiques de 2009 peuvent être définis comme étant un « essaim » sismique, les études de Tertulliani de l'INGV s'appuient sur la définition de Utsu (2002) : « *Un essaim sismique est une concentration (cluster) de tremblements de terre dans laquelle il n'y a pas de tremblement de terre particulier d'une magnitude prédominante* ».



Source : INGV

Figure 14 : Tendance temporelle de la sismicité du 01/01/2008 au 30/04/2009 dans une zone de 30 km autour de L'Aquila

« Essaim » (sismique) et « séquence » (sismique) ne sont pas deux termes alternatifs, de la même manière qu'un essaim diffère d'une séquence classique : *main shock* (choc principal) - *aftershocks* (répliques) L'essaim comporte de nombreux tremblements de terre de magnitudes différentes répartis de manière irrégulière dans le temps (comme représenté dans la Figure 14 plus haut). Selon la définition d'Utsu, les secousses comprises entre janvier et avril 2009 peuvent donc être considérées comme un « essaim » sismique. Cette validation mathématique n'arrive que trop tard.

Pour établir le moment initial d'une séquence sismique, il existe des méthodes algorithmiques acceptées par la communauté scientifique comme l'algorithme de Paul Reasenberg (1985), sismologue de l'USGS, qui analyse les propriétés statistiques des catalogues de tremblement de terre. En appliquant la méthode de Reasenberg au séisme de L'Aquila, on détermine qu'une activité sismique importante commence le 7 janvier 2009 et se termine le 17 avril 2012[81] (Mele et Amato, 2014). Sur le graphique de la tendance temporelle de la sismicité durant les mois précédents le séisme, il est possible d'observer une tendance variable, mais sans intensification particulière.

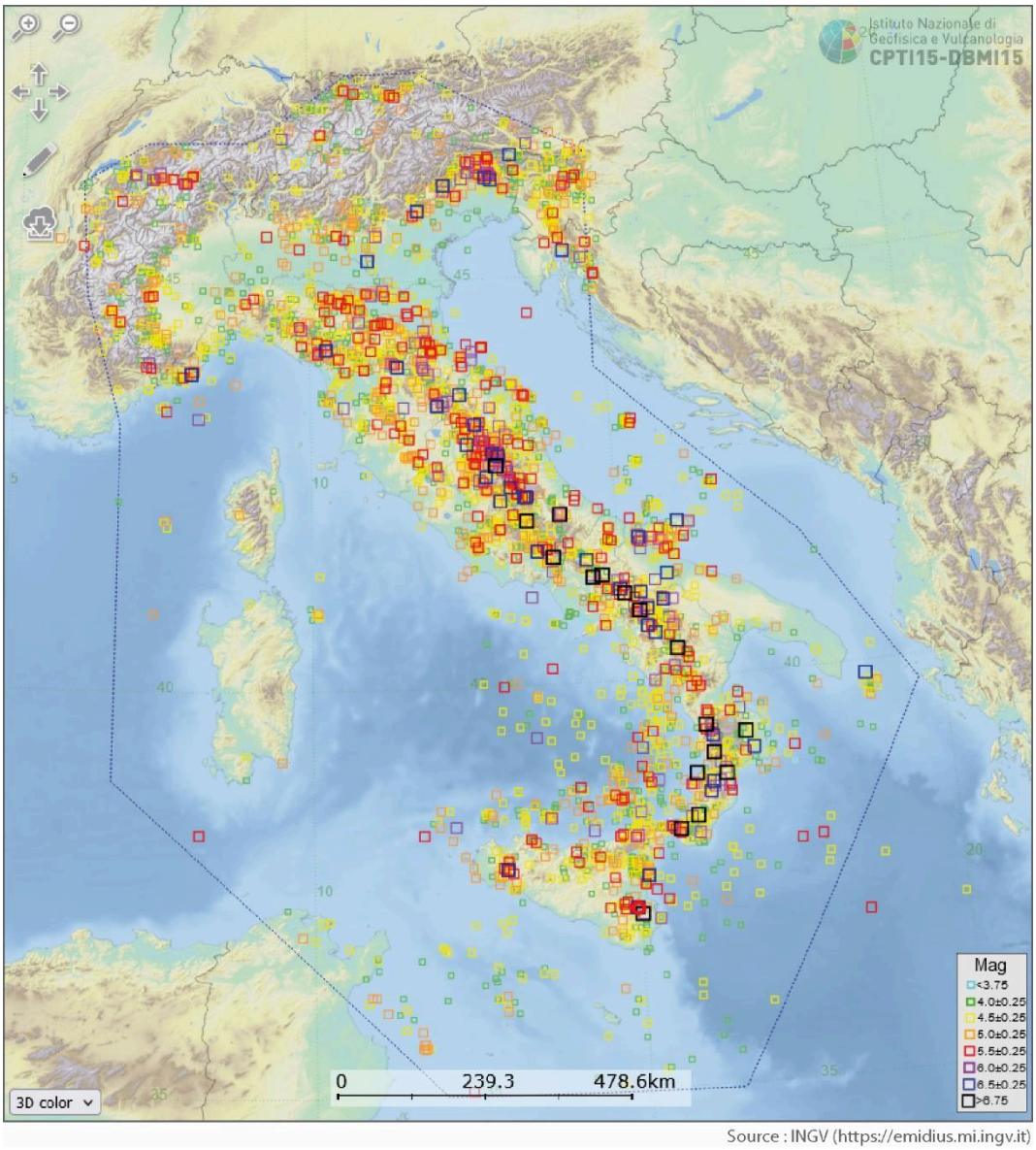


Figure 15 : « Catalogue paramétrique des tremblements de terre italiens » : webSIG de la sismicité en Italie depuis 1005

[81] Le dernier tremblement de terre de cette séquence sismique est enregistré le 17 avril 2012, après plus de 19 800 secousses en plus de trois ans de sismicité.

Le « catalogue paramétrique des tremblements de terre italiens » proposé par l'INGV[82] montre la continuité du le séisme du 6 avril 2009 avec d'autres aléas sismiques historiques. On voit que le séisme d'avril est au milieu d'une zone dans laquelle les géologues italiens avaient identifié les plus fortes probabilités de séisme. Les études comparatives entre la séquence sismique de 2009 et les précédentes de l'histoire du territoire de L'Aquila ne permettent pas d'établir de relations de causalité entre un choc majeur et une séquence de basse intensité (Amato et al., 2011).

Ces considérations me permettent de mieux comprendre en quoi la communication du risque faite par la Protection civile lors de l'événement du 30 mars 2009, qui définissait la séquence en cours comme étant bel et bien un « essaim » de type bien connu, n'avait en soi rien de rassurant, ou ne disait rien, ni sur la probabilité que celui-ci augmente en intensité ni sur l'hypothèse inverse. En nous interrogeant sur la manière dont la narration construit la catastrophe, il me semble important de pointer la façon dont celle-ci se cristallise, notamment autour de situations où l'on voit se mettre en place « *des logiques d'accusation, d'attribution d'une cause ou malheur vécu* » (Revet, 2024). La médiation de ce savoir et son usage politique font partie de la création de l'exceptionnalité de la catastrophe de L'Aquila.

II.1.2. La secousse du 30 mars : climat social et communication du risque

Depuis le mois de décembre 2008, de nombreuses secousses inquiétaient les habitants de L'Aquila. Au début imperceptible, puis de plus en plus fortes. Les sismologues appellent cela un « essaim sismique ». Il peut, prétendument, précéder un tremblement de terre de plus vaste portée, mais il peut aussi être un épisode isolé. Dans l'incertitude il y a ceux qui se couchent habillés, ceux qui disent qu'il ne se passera rien. Quelques-uns commencent à dormir déjà dans leur voiture. Couvertures, documents, clés, tout est prêt, ils ne croient pas à la télé, ni aux réassurances de l'administration et des techniciens. Ils croient à eux même car la terre tremble. Pour ceux qui vivent dans les villages, à la campagne, les avertissements arrivent par les animaux inquiets, par leurs peurs, par les histoires et les chants sur les tremblements de terre que la région a toujours connus. Mais tout ça je le dis a posteriori. *Sur le moment je ne savais quoi penser et mes connaissances sur les séismes étaient très réduites : mis à part un retour de souvenir de tremblement de terre au collège et de quelques exercices d'évacuation antisismiques qui s'en sont suivis, pas plus. (...) Pendant cette période un chercheur indépendant, non académique, de L'Aquila, Gianpaolo Giuliani, avait montré ses résultats sur la prévisibilité des tremblements de terre en utilisant la concentration de radon captée sur plusieurs stations de mesure disséminées en ville. Bien que son protocole et la mise en place de son dispositif aient été autofinancés et qu'aucune autorité scientifique n'ait confirmé ni démenti ses données, tout le monde commença à regarder régulièrement ce que Giuliani postait sur son blog et il était devenu un sujet courant de conversation et de moqueries propitiatoires et apotropaïques. Sur Internet et dans les cafés, nombreux étaient ceux qui remettaient en cause la tranquillisation de l'INGV en se questionnaient sur la raison pour laquelle de telles recherches ne donnaient pas suite à plus d'approfondissements de la part de ces autorités scientifiques. En tout cas, ses prévisions ont démontré statistiquement une bonne efficacité et plusieurs personnes de ma connaissance disent avoir été sauvées parce qu'elles regardaient constamment, la nuit du 5 avril, la courbe*

[82] https://emidius.mi.ingv.it

du graphique de Giuliani qui montait inexorablement vers des niveaux critiques et parce que lui-même, tout en commentant ce qui se passait, avait fait évacuer sa propre famille. Il fut infligé à Giuliani une amende pour « procuration d'alarme » et il fut décrédibilisé par la presse locale et nationale sans que ses résultats n'aient jamais été contredits par un travail scientifique sérieux.

(Récit personnel)

Le 30 mars 2009, une semaine avant la catastrophe, la population se précipite dans la rue, terrifiée et déboussolée, à la suite de fortes secousses. Une partie des habitants a en mémoire les tremblements historiques, associés à beaucoup d'éléments culturels comme le culte de Saint Emidio, évêque de Ascoli Piceno, ou des éléments du dialecte qui nomment l'intensité des secousses ressenties pendant cette période[83]. Les habitants s'équipent de couvertures, de lampes torches, de bouteilles d'eau et d'autres objets de première nécessité. Ils rassemblent aussi leurs papiers.

Le climat social de cette période dans la ville de L'Aquila, marqué par des événements de plus en plus perçus par la population, est bouillonnant de discussions et chacun va individuellement à la chasse à l'information (Valentini, 2015 ; Amato et Ciaccio, 2012a). Il est donc difficile de donner un sens commun à l'actualité au point de cliver l'opinion publique polarisée entre ceux qui minimisent la portée des secousses en se rangent du côté « rationalisant », s'appuyant sur les diverses sources scientifiques disponibles et ceux qui, au contraire, manifestent différentes nuances d'inquiétude, les « irrationnels ». Dans le cône d'ombre, d'autres hypothèses s'insinuent, privilégiant d'autres pistes de « science non produite », car non financée ou globalement ignorée (Frickel et al., 2010), comme le cas des travaux de Giampaolo Giuliani.

D'autre part, les pouvoirs publics font preuve de ce que Le Nour et Thomas appellent une « *ignorance institutionnalisée* » (Le Nour et Thomas, 2022) sur le manque d'adaptation du bâti de la région et de la commune et l'absence de plans de protection civile à toutes les échelles. Celle-ci « *résulte le plus souvent de l'articulation entre des stratégies bien comprises de la part de différents acteurs (économiques), dont le manque d'information sur un risque permet de ne pas engager la responsabilité, et du fonctionnement ordinaire de normes et espaces scientifiques et réglementaires* » (*Ibid.*). Cette ignorance informée a réduit le débat démocratique à la seule rationalité scientifique, unie aux logiques économiques qui considèrent comme trop coûteuse la mise en adéquation aux risques d'une ville entière, voire d'un pays. Le traitement de la question du statut de réalité (Boltanski, 2019) à attribuer aux secousses, la vérité

[83] La mémoire collective est marquée par le tremblement de terre de 1703 qui est arrivé en période de carnaval, en février, depuis ce jour, à L'Aquila, on ne fête plus officiellement le carnaval et il est resté un jour de deuil citadin. Le dialecte local, un mélange de romain et de dialectes du centre-Italie, est la langue courante des échanges informels. Depuis la période qui a précédé le séisme, et surtout après, est redevenu un marqueur identitaire fort pour les Aquilanais. Concernant l'intensité sismique, existent huit mots qui indiquent la gradation de l'événement ressenti qui étaient employés les mois précédents le 6 avril, qui vont de "le voilà" à "petit coup", puis "un bon coup" jusqu'à "madonna mia c'est grave" :
1. *essiju* ; 2. *bottarella* ; 3. *bella botta* ; 4. *sleppa* ; 5. *slenghera* ; 6. *saraga* ; 7. *petenga* ; 8. *'ngulallazia*.

sur la nature à attribuer à ces événements est insérée dans la communication du risque délégué aux experts de la Protection civile. Comment comprendre la persistance, au sein d'un territoire à haut risque, d'un tel « *non-problème de prévention et de réduction des risques de catastrophe* » (White, kates et Burton, 2001) ? De manière contre-intuitive, toute la connaissance produite sur ces thèmes en sciences sociales laisse entrevoir des rapports de force, des pratiques et des dispositifs institutionnels qui permettent de faire infuser (Biarotte, 2020) ces savoirs ni dans le champ des sciences dites « dures » ni dans les politiques de préparation des populations et maintiennent des formes d'ignorance structurelles quant aux conséquences de certaines omissions.

Pourtant, le 31 mars 2009, la *Commissione Nazionale per la Previsione e Prevenzione dei Grandi Rischi*, plus communément appelée *Commissione grandi rischi* (CGR) [84], est invitée par le maire à donner son avis sur la situation, une secousse de magnitude 4.1 ayant endommagé une école du centre-ville. Par une ordonnance d'urgence le maire décide la fermeture préventive des écoles[85]. L'incertitude, plus que le risque ou la rupture, caractérise les sociétés interconnectées et de plus en plus complexes et déterritorialisées. Ici, l'incertitude est définie comme la « *condition de profonde déconstruction des contextes et signification de l'action* » (Centemeri et Olori, 2023). La déstabilisation et les inquiétudes viennent alors de la nature des procédures, de l'expertise, d'un accès à l'information souvent lacunaire, des modalités de la gouvernance qui empêchent la prise de décision, à toutes les échelles (Boltanski, 2019).

Le jugement de la CGR, « L'Aquila *trial* » (Stucchi, Pinho et Cocco, 2017), montre également la prolongation de l'incertitude dans le temps long de la reconstruction.

II.1.3. *Nessun dorma*[86] *!* : trois secousses pour détruire une ville

Tout se joue dans ces 5 jours qui précèdent les 20 secondes les plus importantes de ma vie. La tragédie était déjà en cours et laissera la scène à la catastrophe et ses dévoilements. Le 5 avril 2009, mon frère rentrait d'un séjour à Naples, ma sœur venait de rentrer à la maison après quelques mois en Erasmus à Montpellier, qui devait se terminer en juin. On venait de fêter ses 25 ans ensemble à Lyon. Ella a eu le temps de sauver ma mère que la peur avait bloquée dans le lit, incapable de bouger.

(Récit personnel)

[84] Commission Nationale pour la Prévision et la Prévention des Risque Majeurs / Commission Risques Majeurs. Il s'agit d'une structure de connexion entre le Service nationale de Protection civile et la communauté scientifique (https://servizio-nazionale.protezionecivile.gov.it/it/organi-collegiali/).

[85] Le compte rendu détaillé de cette journée a été rédigé dans un article de Giustino Parisse, journaliste pour le journal locale *Il Centro*, qui a perdu une grosse partie de sa famille le 6 avril : https://www.ilcentro.it/l-aquila/in-citt%C3%A0-duemila-case-invendute-e-il-sisma-si-prende-tutta-la-scena-1.2187341.

[86] « Que personne ne dorme », opéra *Turandot* de Puccini.

Avant le grand choc, deux secousses ont alerté les habitants de L'Aquila : l'une, de magnitude 3,9 (*foreshok*), a eu lieu à 22h48 le 5 avril, l'autre de magnitude 3,5 à 0h30 le 6 avril, soit trois heures avant le choc principal[87].



il Centro

L'AQUILA

CRONACA

red.aquila@ilcentro.it

Sede di L'Aquila
Call center 24 ore su 24
+39 0862 3170770

Sede di L'Aquila
www.taffo.it

Terremoto nella notte, fuga da case e locali

Nuova scossa di 3.9 registrata alle 22,48: verifiche sui danni causati agli edifici

di Giampiero Giancarli

L'AQUILA. Dopo due giorni di assoluta tranquillità sotto il profilo sismico (ieri sera è tornato l'incubo del terremoto. Infatti, alle 22.48, la terra ha tremato ancora. È stata infatti registrata una scossa con una magnitudo di 3.9 della scala Richter, ovvero di poco inferiore di quella di lunedì 30 marzo che fu di 4. L'epicentro, anche stavolta, dovrebbe essere quello tra Collimento di Lucoli, Rojo e Turrunparte. Scene di panico non sono mancate. La gente, nonostante il freddo, si è riversata per strada. Alcuni hanno lasciato le case, altri sono scappati dalle sale cinematografiche e dai pub ancora aperti. Fuggi fuggi anche dal Santuario di Roio stracolmo di gente visto che era in corso la messa alla conclusione la rappresentazione teatrale di «Jesus Christ Superstar». Soltanta rabbia di svaligiare ai vigili del fuoco di gente allarmatissima che chiedeva cosa fare e soprattutto se sono previste altre scosse, domanda alla quale nessuno può rispondere. La mezzanotte, in sostanza, è stata identica a quella del pomeriggio del 30 marzo e migliaia di automobili hanno affollato le strade. Tutti si sono diretti verso spazi aperti. Alcuni, soprattutto coloro

I vigili del fuoco eseguono verifiche in centro dopo la nuova scossa

Paganica, una conferenza per spiegare cos'è un sisma

L'AQUILA. Il decimo consiglio circoscrizionale del Comune, che comprende l'area di Paganica, presieduto da Ugo De Paulis, ha organizzato per domani pomeriggio una conferenza sul terremoto, con l'ingegnere Claudio Panone. La conferenza si terrà nel Centro civico di Paganica e sono invitati a intervenire tutti i cittadini. Il tema dell'incontro di stasera è: «Il terremoto: che fare e come comportarsi». La conferenza è stata voluta da tutti i consiglieri, in particolare dal presidente della decima circoscrizione.

«Abbiamo voluto questo incontro con la cittadinanza – ha spiegato il consigliere Ugo De Paulis – a un tempo di grande esperienza come l'ingegnere Claudio Panone, che in passato si è occupato spesso di terremoti e di Protezione civile, sia un lato per dare risposta ai cittadini, sia per fornire maggiore consapevolezza, in modo da evitare di cadere nel panico in caso di nuove scosse».

Il presidente Ugo De Paulis

Figure 16 : Extrait de l'édition du soir du journal Il Centro à propos de la secousse du 5 avril

Une semaine après la secousse du 31 mars, les Aquilanais sont inquiets. De nombreux témoignages, issus d'expériences personnelles ainsi que de blogs et de livres publiés après le 6 avril, font émerger une variété de mesures « *bricolées au quotidien* » (De Certeau, 1980) ou une certaine « *disaster subculture* » (Engel, Warner et Frerks, 2022) utilisées pour se mettre en sécurité après la secousse de 23h. Les stratégies individuelles mise en place suivent des logiques variées : prise en compte du contexte d'habitation (possibilité de fuite) ; observation de la qualité et de l'ancienneté du bâti (maison ancienne, présence d'un étage, de voûtes) ; considérations plus larges et à la fois plus émotionnelles comme la distance des proches ; confiance dans les annonces de la PC. C'est pourquoi, dans la narration du séisme, émerge souvent le dicton « *ci sono stati 70 000 terremoti diversi*[88] » qui fait référence aux différentes situations toutes uniques et incomparables dans laquelle chaque personne a vécu les 4h qui ont précédé l'événement de 3h32, puis l'événement lui-même.

La confusion dans l'information, un certain déni face à l'éventualité d'une catastrophe au vu du peu d'actions visibles mises en œuvre par les pouvoirs publics ou l'absence de protocoles d'évacuation ou de plan de rassemblement connu par la population, font des heures précédant le séisme un mélange de stress et d'insouciance, de rationalisation et de recherche d'informations, de discussions

[87] Dans les 48 heures qui ont suivi le choc principal du 6 avril, 256 répliques ont été enregistrées (dont plus de 150 le 7 avril). Les épicentres des répliques se sont déplacés au nord-ouest de L'Aquila et généralement dans le bassin de L'Aquila (à Pizzoli, Campotosto et Montereale). En 2010, environ 18 000 secousses ont déjà été enregistrées dans la région de L'Aquila. Cependant, des secousses d'une magnitude supérieure à 3,0 ont duré jusqu'à la fin du mois d'octobre 2012.

[88] « *Il y a eu 70 000 tremblements différents* ».

en famille sur la conduite à adopter pour faire face à l'incertitude ou d'ironie affiché vis-à-vis des plus inquiets.

Dans un article paru en 2015 un homme, qui en 2009 avait 17, ans raconte que la nuit entre le 5 et le 6 avril, « *certains ont appelé les pompiers pour avoir des informations plus précises. On leur a conseillé de rester chez eux. Je savais que mes parents étaient dans la pièce voisine, ils se sont convaincus l'un l'autre qu'il ne fallait pas sortir. À une heure moins le quart, j'ai éteint la lumière et je me suis rendormi.* » [89].

Il en est autrement pour Anna Pacifica Colasacco alias Miss Kappa, bloggeuse aquilanaise et habitante du centre-ville qui, dans un post du 17 mai 2009, écrit : « *Les tremblements de terre duraient depuis des mois. Il y en a eu beaucoup. Trop pour que le système nerveux ne soit pas affecté. Les dernières, cette nuit-là, c'était le dimanche des Rameaux, avaient été fortes. Ma mère et ma sœur étaient sur le lit double, mon mari et moi dormions sur les canapés du salon. Aucun de nous n'était dans sa propre maison. La peur nous avait fait choisir une maison fournie par des amis. Nous ne pouvions pas savoir que nous serions à l'épicentre. Le rez-de-chaussée nous donnait la sécurité d'une issue de secours, sur le parvis. Nos maisons, au centre-ville, avaient de hauts escaliers, difficiles à gravir en cas de tremblement de terre. Et des ruelles étroites.* »[90].

Les stratégies mises en place, dictées par la peur ressentie, tiennent compte néanmoins d'observations et de discours en circulation à L'Aquila, dans des contextes formels ou informels mais qui ne prennent leur source que dans des « *interprétations individuelles* » (Forino et al., 2022).

Beaucoup de gens sortent simplement de chez eux et se précipitent sur les places majeures de la ville ou dans des lieux ouverts. Un grand nombre a pensé à prendre des documents, des lampes, ses affaires personnelles les plus importantes, souvent prêts à passer la nuit dans les voitures avec des couvertures quelques équipements de première nécessité. Mais, plus généralement, les gens dorment : « *Avant de m'endormir, je regardais "Les sentiers de la gloire" et il y avait eu une première forte secousse à 22h48, de magnitude 3,9, et une autre à 0h39, 3,5. Nous nous sommes endormis presque heureux, convaincus que ces deux secousses avaient "déchargé" les tensions de la faille qui passe sous nos pieds...*[...] *Cela nous a surpris dans notre sommeil, je ne me souviens pas des premières secondes. Je sais que j'ai allumé la lumière et que je me suis assise sur le lit. J'ai essayé d'appeler ma mère pour la calmer, mais ce qui devait être un appel rassurant s'est transformé en un cri de terreur. Je n'avais jamais pensé que je pourrais un jour crier de terreur* »[91].

La variété des comportements envisagés par les Aquilanais résulte ainsi d'une communication de risque « *approximate, generic, ineffective, inaccurate, and contradictory* » (*Ibid.*) qu'a renforcée l'état d'incertitude pendant les derniers jours et heures avant le choc[92]. Cette incertitude se prolonge dans la gestion de la phase d'urgence.

---

[89]Valentini V., « L'Aquila, una settimana prima del terremoto », https://www.valigiablu.it/wp-content/cache/all/laquila-una-settimana-prima-del-terremoto/index.html.

[90] Miss kappa, dimanche 17mai 2009, http://miskappa.blogspot.com/2009/05/il-racconto.html

[91] http://www.6aprile.it/rubriche/parolavoi/testimonianze/2009/04/29/io-fortunato-tra-gli-sfortunati-racconto-come-lho-vissuto.html, consulté le 23/04/2023

[92] Quatorze ans après, le Tribunal de L'Aquila a considéré que les 27 victimes du 6b de la via Campo di Fossa étaient responsables à 30% de leur propre mort pour n'avoir pas respecté le « comportement traditionnel » à adopter en cas de séisme, c'est-à-dire sortir en pleine nuit d'hiver sans savoir où aller. La sentence du tribunal a donné lieu à



Figure 17 : Unes de journaux nationaux du 6 avril 2009

beaucoup de polémiques et de protestations de citoyens. J'ai analysé ici les événements : Forino G. et al., « The L'Aquila earthquake blame game: Punishing the vulnerable, pardoning the state », décembre 2022 (https://www.radixonline.org/blog/the-laquila-earthquake-blame-game-punishing-the-vulnerable-pardoning-the-state). Voir aussi : https://terremotiegrandirischi.com/2022/10/18/le-tradizionali-precauzioni-uscire-di-casa-dopo-una-scossa-di-terremoto-di-alessandro-venieri

II.2. Le bilan humain et matériel : L'Aquila dévoile ses vulnérabilités

« *In the case of L'Aquila too, nothing was done to prevent the catastrophe but, once the earthquake had happened, an attempt was made to create the kind of city of which the security state dreams.* »

Agamben, 2015

Cette partie du chapitre consiste à décrire et analyser la façon dont l'événement peut être rendu intelligible, par l'opération de comptage des victimes et des dommages, par la mesure de l'extension des dégâts mais aussi par la mise en évidence des effets de site. Je montre ensuite les effets immédiats et à moyen terme de la méthode de classification des ces premières informations quantitatives sur le relogement des rescapés et sur les prémices de la reconstruction. Des effets à la fois économiques, médiatiques et politiques qui vont permettre à certains acteurs « *de se repositionner, de prendre la lumière ou parfois de prendre le pouvoir* » (Revet, Isnart et Hottin, 2024).

Certains mécanismes qui génèrent la catastrophe sont à rechercher, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent dans les modes d'adaptation et interaction d'une population à son environnement (Benadusi, 2015) dans la longue durée qui normalise l'agression faite au territoire. « *Malgré le caractère naturel du phénomène, ce sont bien les conditions sociales, économiques et politiques qui créent la vulnérabilité d'une société, rendant ainsi possible le passage du risque à la catastrophe.* » (Revet 2009)

Une forme nouvelle de « *coexistence* » (Augendre et al, 2018 ; Augendre, 2012) avec les risques historiques s'est installée avec la modernisation. Elle est présente aussi au sein même des « *politiques publiques et à l'architecture institutionnelle de leur déploiement, et à la spécificité des moyens d'action qui peuvent émerger dans les contextes individuels* » (Centemeri et Olori, 2023, p. 160). Dans l'immédiateté de la crise, un réseau complexe de causes allant de la vigilance à l'alerte en passant par l'incapacité d'activer des plans et des programmes, quand ils existaient, ont provoqué la catastrophe de L'Aquila. Dans le milieu de la géologie italienne circule un dicton, rapporté par Ciccozzi, qui dit que « *ce ne sont pas les tremblements de terre mais les maisons qui tuent* » (Ciccozzi, 2019). Une dangereuse réduction se reflète dans ce dicton qui se polarise sur les aspects physiques du bâti et de l'aléa et efface les personnes tuées à l'intérieur de ces maisons.

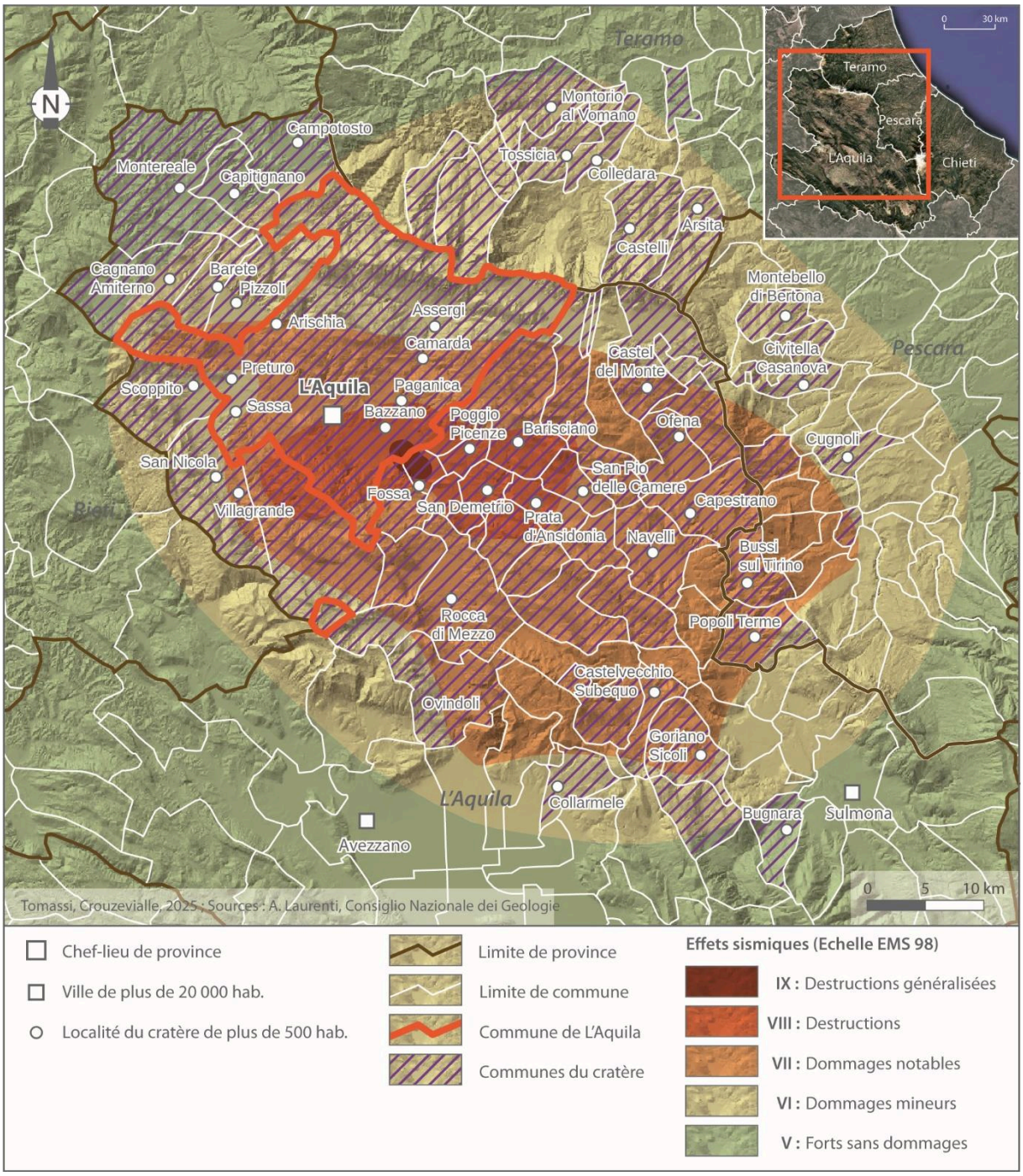
Où sont situées les victimes ? Comment sont identifiés les dommages ? Par quelle méthode et avec quels encadrements ? Avec quelles retombées pour les réfugiés ? Et pour les administrateurs ? Ce processus est-il bien connu ou n'est-il accessible qu'à une poignée d'experts ?

II.2.1. Géographie des espaces touchés par le séisme

La zone endommagée par le séisme, le Cratère sismique, dépasse le périmètre de la ville et de la commune. Elle s'étend dans un rayon de cent kilomètres et touche 56 communes en plus de L'Aquila, ainsi que trois provinces sur une extension de 7 400 km². *Le Dipartimento della Protezione Civile*[93] (DPD), en collaboration avec l'INGV, a établi l'appartenance au Cratère pour toutes les

[93] Département de la Protection civile

communes dont l'intensité a été supérieure ou égale à VI (forte) sur l'échelle macrosismique de Mercalli.



Carte 14 : Intensité des effets du séisme et communes du Cratère sismique

57 communes sont concernées :

- Province de l'Aquila : 42 communes : Acciano, Barete, Barisciano, Bugnara, Cagnano Amiterno, Campotosto, Capestrano, Capitignano, Caporciano, Carapelle Calvisio, Castel del Monte, Castel di Ieri, Castelvecchio Calvisio, Castelvecchio Subequo, Cocullo, Collarmele, Fagnano Alto,

Fontecchio, Fossa, Gagliano Aterno, Goriano Sicoli, L'Aquila, Lucoli, Montereale, Navelli, Ocre, Ofena, Ovindoli, Pizzoli, Poggio Picenze, Prata d'Ansidonia, Rocca di Cambio, Rocca di Mezzo, San Demetrio ne' Vestini, San Pio delle Camere, Sant'Eusanio Forconese, Santo Stefano di Sessanio, Scoppito, Tione degli Abruzzi, Tornimparte, Villa Santa Lucia degli Abruzzi, Villa Sant'Angelo ;

- Province de Teramo : 8 communes : Arsita, Castelli, Colledara, Fano Adriano, Montorio al Vomano, Penna Sant'Andrea, Pietracamela, Tossicia ;
- Province de Pescara : 7 communes : Brittoli, Bussi sul Tirino, Civitella Casanova, Cugnoli, Montebello di Bertona, Popoli et Torre dè Passeri.

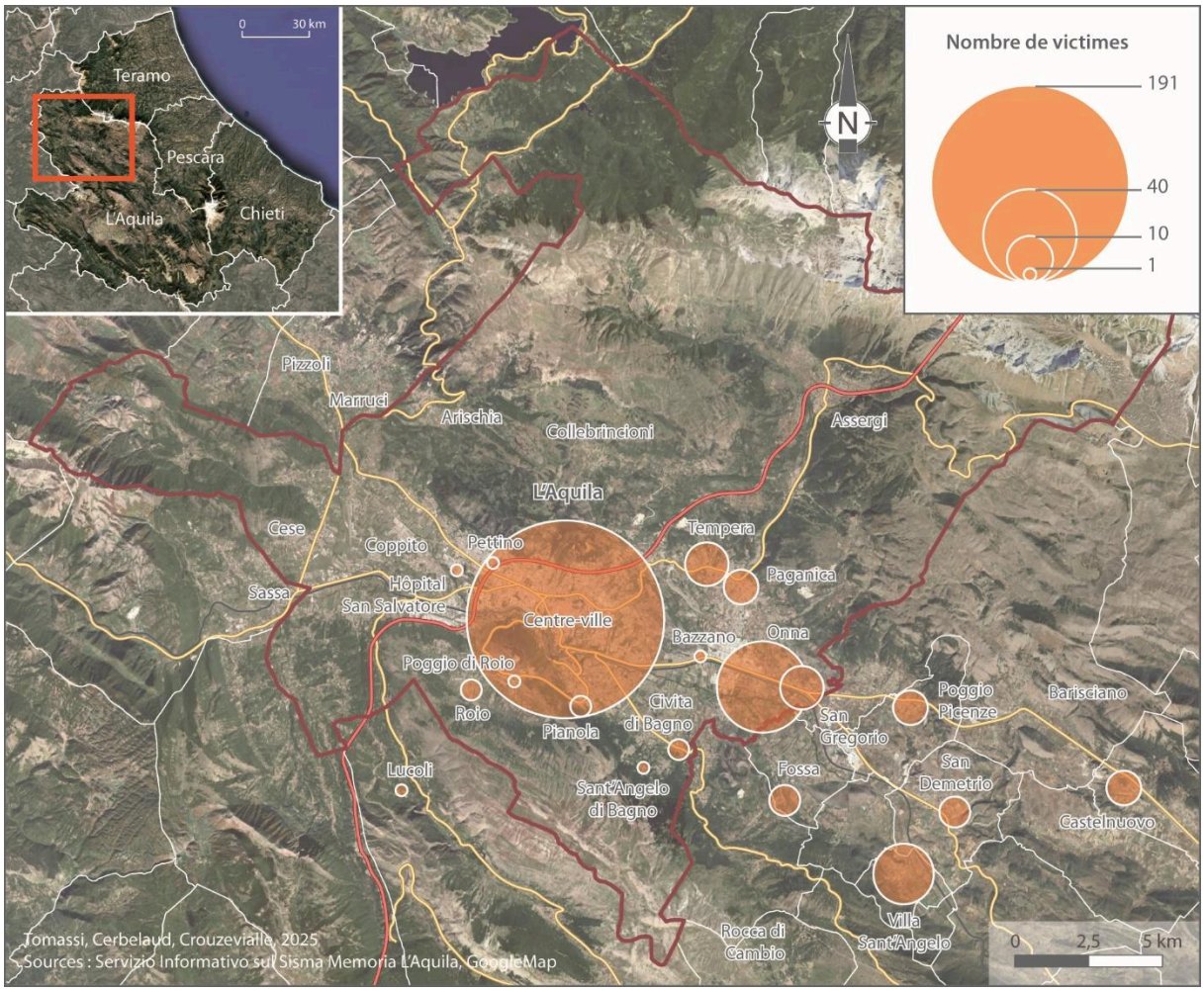
Certains villages sont entièrement rasés, comme par exemple Onna où on déplore 39 victimes, soit 11% de la population. C'est le village le plus endommagé par le séisme. Villa Sant'Angelo (17 victimes), Paganica (6 victimes), Castelnuovo, Tempera, San Gregorio (5 victimes), Roio et Fossa (4 victimes) comptent aussi parmi les villages les plus touchés. D'autres ont subi moins de dommages, mais pour tous, le séisme a eu des conséquences de long terme.



Photographie 18 : Destruction dans les villages d'Onna (**a**) et de Roio Piano (**b**) (INGV, P. Galli, La Repubblica)

L'ampleur des destructions ne surprend pas car il s'agit, pour la plupart, de villages historiques de montagne, construits bien avant 1970, peu peuplés et avec très peu de moyens pour appliquer les normes antisismiques et élaborer des plans locaux antisismiques. Les « vulnérabilités oubliées » (Valensise et al., 2017) y sont multiples.

II.2.2. Comptabiliser les victimes : constater la vulnérabilité



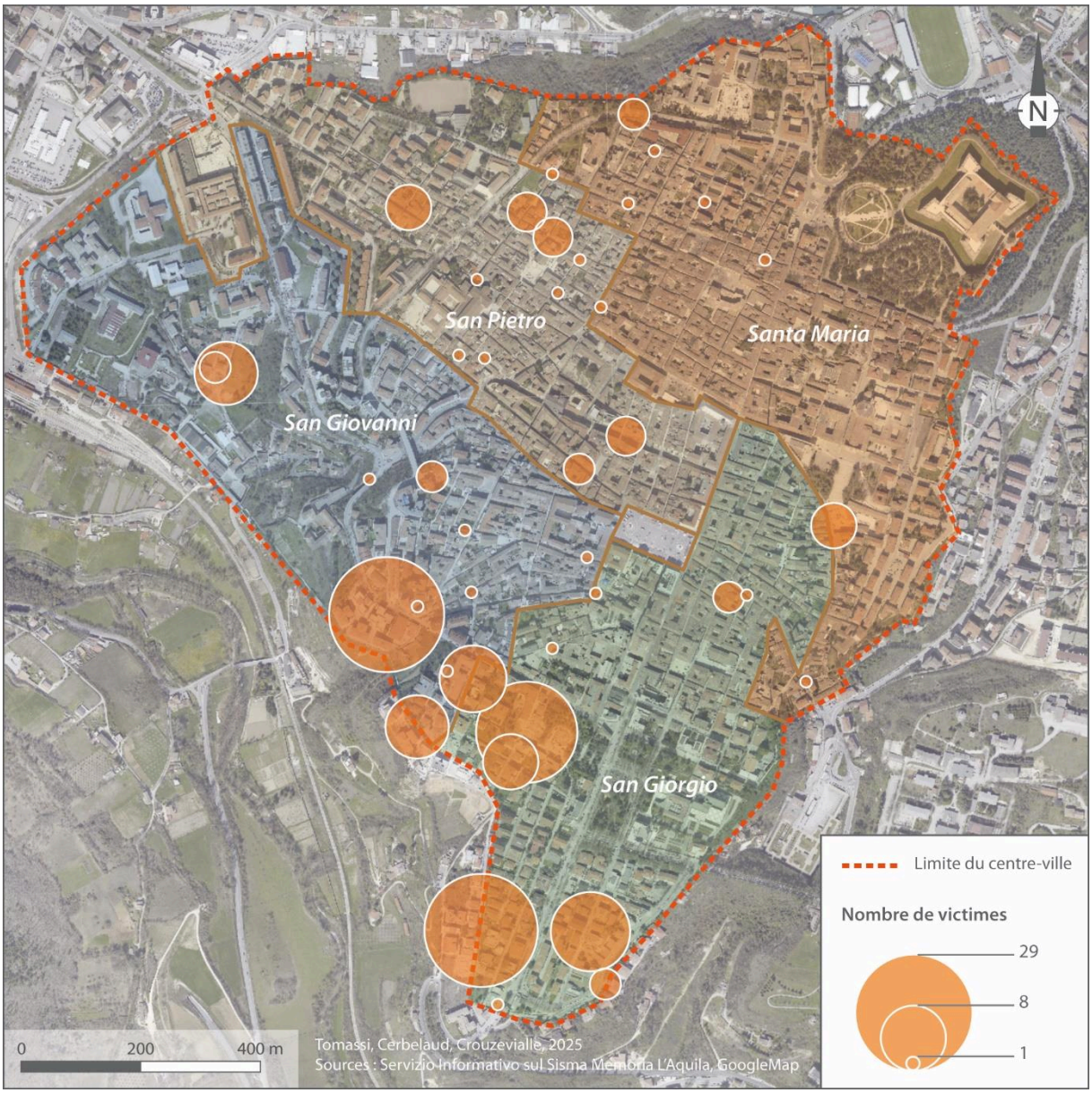
Carte 15 : Localisation des victimes du séisme

La carte met en avant les fortes variations de répartition des décès. Rapportés à la population communale, leur taux peut atteindre localement jusqu'à 11 % de la population.

La plupart des victimes de la commune de L'Aquila sont situées en centre-ville. La Carte 15 montre cependant un nombre important de victimes du côté sud-est de la vallée de l'Aterno où se trouvent les *frazioni* d'Onna, (la plus touché en pourcentage du nombre d'habitants) et San Gregorio et les communes de Villa Sant'Angelo, Castel Nuovo et Poggio Picenze, toutes situées sur la ligne de faille de Paganica (Figure 13). L'études des microzonages sismiques initiée en 2010[94], sur toute la commune, permet de mieux comprendre les contrastes des effets du séisme qui s'expriment localement par des endommagements très variés. Après un tremblement de terre, l'observation des dommages sur des bâtiments et sur les infrastructures met souvent en évidence des différences substantielles dans les diverses agglomérations urbaines, y compris dans celles séparées par de

[94] La commune de L'Aquila a cartographié les données récoltées avec l'aide de la PC et du CNR : https://www.comune.laquila.it/pagina1755_microzonazione-sismica.html

courtes distances. Ces situations ont été observées dans plusieurs localités. Les causes en sont souvent liées aux variations de dangerosité sismique locale, déterminées par la propagation différente des vagues sismiques ou par l'instabilité du sol. « *Ces évaluations font partie d'études sismiques détaillées, à travers lesquelles il est possible de déterminer et de caractériser les zones stables, susceptibles d'amplification locale et les zones sujettes à instabilité, comme par exemple éboulements, fractures de surface et liquéfaction du sol* » (Castenetto, 2012).



Carte 16 : Localisation des victimes du séisme dans le centre-ville de L'Aquila

On constate également des contrastes importants pour la localisation des victimes du centre-ville. Parmi les zones les plus touchées, on déplore, par exemple, 27 morts dans la via Campo di Fossa, en bordure du quartier de San Giovanni, où un des deux immeubles jumeaux s'est effondré. Cet

effondrement est un cas exemplaire puisqu'il s'agissait de constructions modernes, en béton, datant de 1976.

Dans le même secteur, on déplore cinq morts via XX Septembre, à l'angle de la via Fontepreturo où un petit immeuble de quatre étages a été complètement détruit. Un immense tas de gravats et de béton était tout ce qui restait de ce bâtiment qui comportait huit appartements. Dans l'effondrement de la Maison de l'Étudiant, ce sont huit étudiants qui ont perdu la vie. Il s'agissait d'un bâtiment construit en 1965 et plusieurs fois remanié. Les derniers travaux, en 2000 et 2009 ont modifié sa structure et sa destination d'usage. Les techniciens de l'*Azienda per il diritto agli studi universitari* (ADSU) ont été condamnés[95] pour n'avoir pas effectué les contrôles nécessaires sur la partie structurelle. Plus généralement, parmi le nombre de victimes du centre-ville de L'Aquila, les étudiants *fuori sede* inscrits à l'Université de L'Aquila s'élève à 55[96], c'est-à-dire le nombre relatif le plus important. Ce groupe social était particulièrement vulnérable face au séisme à plusieurs égards : les étudiants ne connaissaient pas forcement l'histoire sismique du territoire et leurs perceptions du risque en était amoindrie[97] ; surtout, ils louaient et habitaient des maisons et appartements anciens, non entretenus, non rénovés et ne répondant pas aux normes parasismiques.

135 des victimes du centre-ville sont concentrées dans 16 bâtiments en béton et moins de la moitié dans des centaines de maisons en maçonnerie. Cette différence peut être attribuée à la plus grande concentration d'habitants dans ces grandes structures mais également aux responsabilités de l'administration dans l'attribution des nouveaux permis de construire densifiant une zone déjà connue pour son risque. Le pourcentage, certes faible, de bâtiments en béton armé qui se sont effondrés laisse supposer des problèmes structurels qui peuvent être en partie attribués à une mauvaise réception des lois parasismiques nationales dans le cadre normatif régional, qui a favorisé, indirectement, les constructeurs et promoteurs immobiliers. Dans le centre historique de L'Aquila, sur environ 500 bâtiments en béton armé, moins de 6 % ont subi des dégâts allant de graves dommages structurels à l'effondrement. En revanche, sur environ 1 300 bâtiments en maçonnerie (pierre locale, plus ou moins taillée, dans certains cas en brique), ce pourcentage s'élève à plus de 20 %. Il est encore plus élevé dans des centres plus petits (San Gregorio, Tempera, Roio…), où la construction traditionnelle est moins soignée, la qualité de la maçonnerie mauvaise (D'Ayala et Paganoni, 2011) et l'entretien négligé à cause du dépeuplement en cours.

---

[95] http://www.6aprile.it/featured/2017/02/14/terremoto-laquila-crollo-casa-dello-studente-cassazione-le-motivazioni-della-condanna.html

[96] https://www.avus6aprile2009.org/ChiSiamo.aspx

[97] Récemment, le 15 juillet 2024, la Cour d'appel du Tribunal de L'Aquila a refusé de condamner les propriétaires d'une maison dans laquelle ont été victimes 7 étudiants, refusant une indemnisation pour les familles. L'argument principale du parquet est qu'ils ont adoptés des comportements inadaptés aux danger et sont donc responsables de leur propre décès. Cette sentence a fait scandale. Quelques sites qui traitent de cette nouvelle : https://www.agi.it/cronaca/news/2024-07-15/terremoto-l-aquila-sentenza-shock-morte-sette-studenti-27131041/ ; https://www.ilsole24ore.com/art/terremoto-l-aquila-sentenza-choc-condotta-incauta-niente-risarcimento-7-studenti-morti-AFmMSqsC?refresh_ce=1 ; https://www.rainews.it/articoli/2024/07/sentenza-per-sisma-laquila-studenti-morti-per-colpa-loro-no-ai-risarcimenti-corte-dappello-tribunale-commissione-grandi-rischi-3c657554-5251-49ee-8441-00abf1b463be.html

Des travaux récents ont mis en avant la corrélation entre les modèles de vulnérabilité développés à l'aide de diverses théories d'évaluation des probabilités du risque et les données réelles issues d'observation empiriques sur les pertes due aux séismes (Li, 2024).

La comptabilisation des dommages, qu'il s'agisse des logements, infrastructures ou monuments, permet de faire un état des lieux des besoins immédiats, des fonds nécessaires à la reconstruction et également de constater la vulnérabilité réelle du système.

II.2.3. La ville et ses ruines



Photographie 19 : Écroulement de la Préfecture, bâtiment stratégique lors d'un événement catastrophique (ANSA)

À L'Aquila, le centre-ville est en grande partie endommagé mais la destruction des bâtiments touche également les trois-quarts du territoire de la commune. Un grand nombre de maisons se sont écroulées. Certaines gardent une apparence de stabilité, mais, une fois la porte ouverte, « c'est le ciel qui se cache derrière la façade ».



Photographies 20 : Destructions dans le centre-ville
a : hôtel Duca degli Abruzzi, viale Duca degli Abruzzi ; **b** : Palazzo del convitto nazionale, siège de la province; **c** : maison privée, Piazza San Pietro ; **d** : maison privée, via Cascina ; **e** : siège central de l'Université, via Roma ; **f** : via Minicuccio d'Ugolino (INGV)

Les dégâts les plus visibles causés par le tremblement de terre concernent le patrimoine historico-artistique. Près de 700 bâtiments classés du patrimoine architectural privé ont été endommagés : 476 dans la commune (dont environ 300 dans le centre historique) et 200 dans les 57 communes

touchées par le séisme. À ceux-ci il faut ajouter plus de 100 églises (dont l'église Anime Sante et le Duomo), les basiliques les plus importantes (comme Santa Maria di Collemaggio) et de nombreux bâtiments historiques (comme le Fort espagnol) qui ont dû être déclarés inutilisables en raison de fissures et d'effondrements (Reggiani, 2012).

Les effondrements et les dégâts graves ont touché tous les lieux stratégiques de la ville, de la Préfecture (pratiquement détruite) à l'Hôpital régional San Salvatore (inutilisable à 90%), la mairie, l'université et tous les centres décisionnels ainsi que les écoles et lycées.

Plus généralement, ont été endommagés environ 37 000 bâtiments, dont 1 000 de propriété publique, 2 000 reconnus de valeur historique et artistique et 34 000 habitations privées (OCSE, 2013, p. 19).

II.2.3.1. Le quartier de Santa Maria Paganica



Photographies 21 : Destructions dans le quartier Santa Maria Paganica
a : piazza Palazzo ; **b** : via Santa Maria Paganica ; **c** : piazza Chiarino ; **d** : Fort espagnol (INGV)

Le quartier, comme décrit dans le Chapitre I, est caractérisé par la présence de monuments, de bâtiments privés classés et de bâtiments publics, particulièrement vulnérables au niveau structurel et fortement endommagés par le séisme (Carte 18). Cependant, le nombre de victimes a été relativement faible (Carte 16) et, malgré les dommages, il n'y a pas eu d'écroulements. Cette zone de la ville a entièrement été englobé dans le périmètre de la Zone rouge.

II.2.3.2. Le quartier de San Giovanni



Photographies 22 : Destructions dans le quartier San Giovanni
a : piazza San Marciano ; **b** : via Fontesecco ; **c** : via Campo di Fossa ;
d : couvent Santa Appollonia, via XX Settembre (INGV)

Cette zone, marquée par des fortes vulnérabilités sociales, a été particulièrement touchée par le séisme à cause de l'incidence d'effets de site et le nombre de victimes y a été important (Carte 16). Le développement incontrôlé du quartier à partir des années 1940 puis dans les années 1970 s'est fait en négligeant les précautions antisismiques et a contribué à engendrer des fragilités sociales spécifiques. Les cas de via Campo di Fossa (27 victimes), de la Maison de l'Étudiant (8 victimes)

ou du quartier résidentiel populaire Banca d'Italia obligent encore à se poser des questions sur les responsabilités sociales des catastrophes et leurs composantes spéculatives[98].

II.2.4. Inspections, classification et évaluation pour un bilan humain et matériel

Pendant le temps de la *recovery*, la Protection civile a effectué d'autres interventions nécessaires comme la classification des bâtiments selon leur degré d'endommagement. Cette opération de comptage et triage a été effectuée en premier lieu par 5 000 ingénieurs volontaires venus en renfort de tout le pays à cause du grand nombre de bâtiments touchés. Le relevé s'est fait sur base structurelle et aussi souvent sur l'apparence, plus ou moins abîmée, des immeubles. « *Au total, 80 000 inspections ont été réalisées jusqu'en mars 2010* »[99].

Le comptage, dans cette première phase, a permis de « *vérifier les conditions de sécurité des bâtiments et établir leur viabilité sismique* » (*Ibid.*). Établir le nombre de bâtiments habitables à court terme ou inhabitables à long terme était aussi nécessaire pour définir le nombre de personnes et familles sans abri et estimer du coût des réparations et des reconstructions pouvant être envisagées.

Pour le recensement, a été utilisée la fiche AeDES[100], dans la version 06/2008, adoptée par l'OPCM[101] 3753 du 06 avril 2009. Celle-ci permet l'évaluation du bâti en lui attribuant une classe d'habitabilité, de A à F[102], et une description des mesures d'urgence jugées nécessaires pour l'utilisation à court terme du bâtiment. Pour les bâtiments classés et les bâtiments d'intérêt historico-artistique, deux modèles spécifiques ont été utilisés, l'un pour les églises (modèle A-DC) et l'autre pour les palais (modèle B-DP). Une autre fiche dite « fiche Palazzo » a été créée pour établir les dommages des bâtiments classés en fonction de leur cohérence architecturale formelle.

La base de données produite représente toujours une référence importante pour l'évaluation et la planification. La grande quantité de données collectées et informatisées a facilité, dès le départ, la planification et l'organisation d'interventions visant à sécuriser les bâtiments, l'identification des biens facilement récupérables pour être utilisés avec des interventions modestes ou la récupération des œuvres d'art dans les églises et les palais gravement endommagés.

---

98 Le procès pour l'établissement des responsabilités concernant la via Campo di Fossa en est un exemple (voir la note 92).

99 https://emergenze.protezionecivile.it/it/sismiche/terremoto-abruzzo-2009/verifiche-agibilita/

100 La fiche AeDes est composé de neuf sections contenant des données sur d'identification, les dimensions, l'utilisation, le type ou les dommages.

101 *Ordinanze del Presidente del Consiglio dei Ministri* (Ordonnance du résident du conseil des ministres).

102 A : bâtiment habitable ; B : bâtiment temporairement inhabitable ; C : bâtiment partiellement inhabitable ; D : bâtiment temporairement inhabitable, à réexaminer ; E : bâtiment inhabitable en raison de risques géotechniques ou structurels ; F : bâtiment inhabitable en raison de risques externes.

Tableau 11 : Synthèse des contrôles d'habitabilité effectués après le séisme

Classification	Bâtiments privés	Bâtiments publics	Patrimoine culturel
A : Habitable	52%	53,6%	24,1%
B : Temporairement inhabitable	15,9%	25,2%	22,2%
C : Partiellement inhabitable			
E : Inhabitable (causes intrinsèques)	31,1%	21,2%	53,7%
F : inaccessible en raison de risques externes			
Total	71 302	2 219	1 800

Source : Protection civile

Dans la commune de L'Aquila, le nombre de bâtiments inutilisables s'élève à 8 748, dont 7 434 sont classés E et 1 314 F (Frisch, 2009, p. 28).

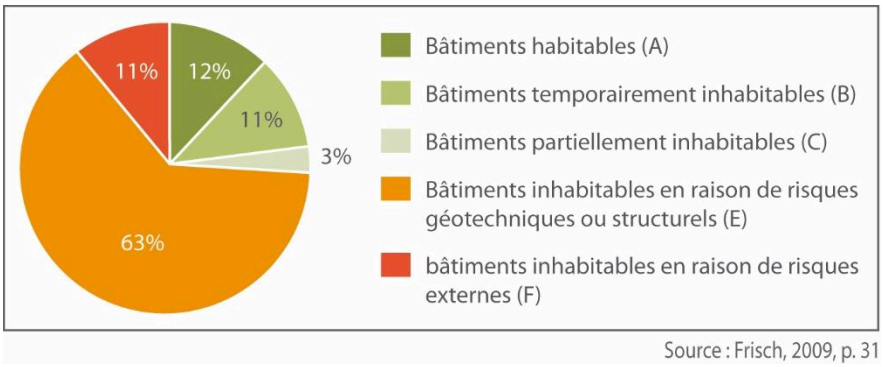
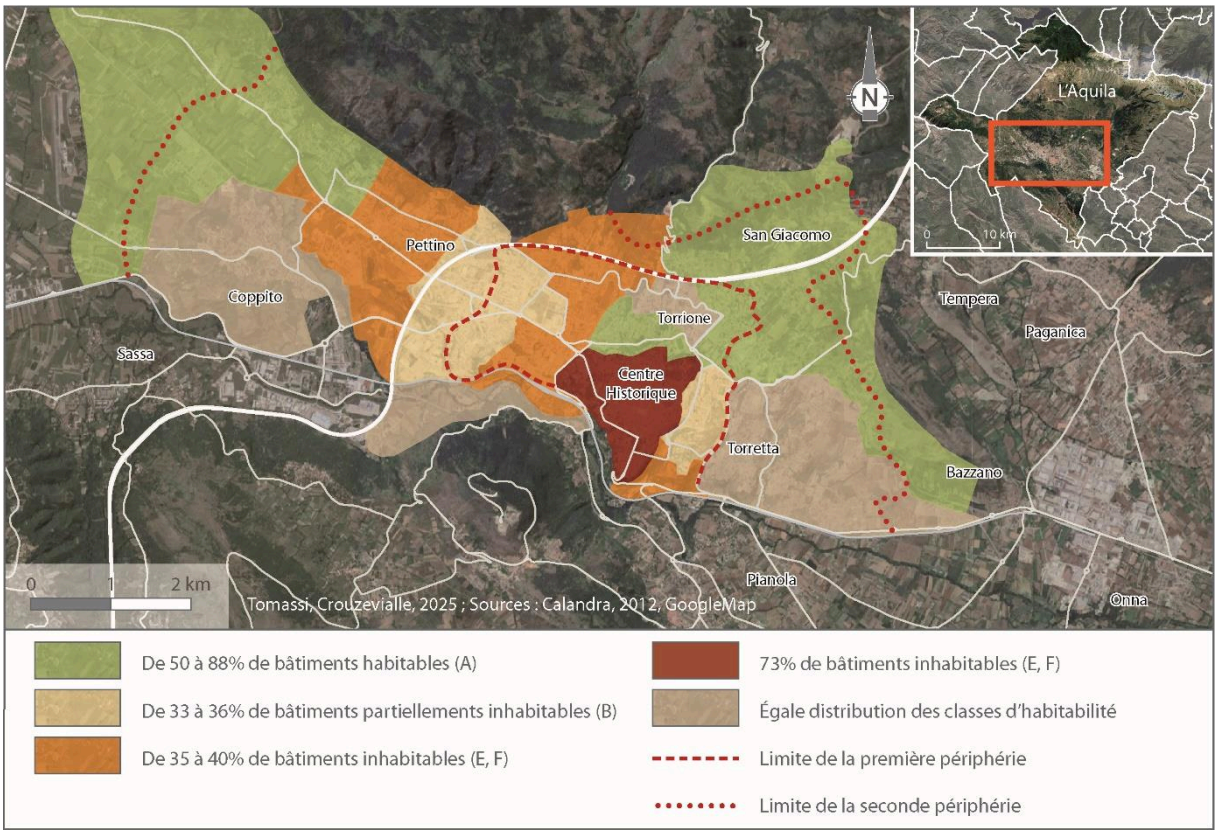


Figure 18 : Répartition des classements d'habitabilité des bâtiments dans la commune de l'Aquila après le séisme

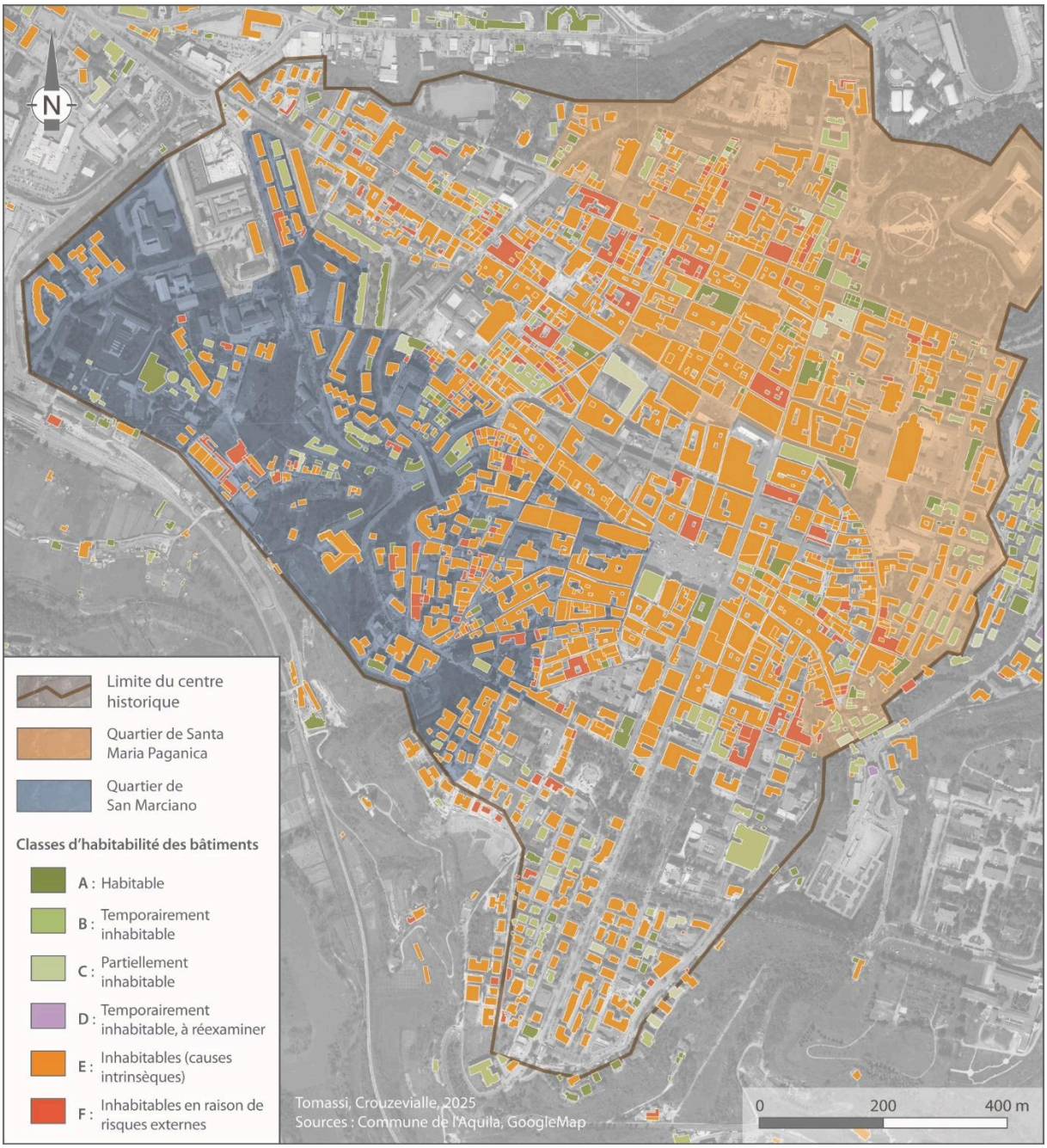
À l'échelle de l'agglomération, on observe des niveaux très différenciés d'endommagement. La classification proposée par Calandra (2012, Carte 17) montre que les habitats les plus touchés sont situés dans la première périphérie de la ville. Ils correspondent aux quartiers construits dans les années 1970, au cours de la première industrialisation (Paragraphe I.2.2.3), en particulier Pettino et Cansatessa. L'habitat, construit majoritairement par des coopératives ouvrières, s'y concentre sur une zone fortement sismique. Ces quartiers très peuplés n'ont, en outre, jamais fait l'objet d'une véritable intégration urbanistique dans le plan de la ville, les privant de services et ne leur conférant pas une qualité urbaine comparable au centre-ville. L'endommagement diffus des zones représentée en gris s'explique par l'éparpillement peu contrôlé de l'urbanisation montrée au paragraphe I.2.2.



Carte 17 : Habitabilité des bâtiments de l'agglomération de l'Aquila après le séisme

La carte d'habitabilité (Carte 18) montre l'endommagement général du centre -ville, largement inhabitable ou inutilisable dans l'immédiat après-séisme. Elle ne fait pas de différence entre propriété privé et propriété publique ou ecclésiastique mais justifie des politiques de reconstruction qui vont investir de manière uniforme l'espace de la ville historique. En ce qui concerne les deux quartiers de Santa Maria Paganica et San Giovanni, on observe, pour le premier, une grande prédominance des classifications E et F alors que les bâtiments inhabitables dans le quartier San Giovanni se concentrent le long des axes aménagés pendant l'époque du *sventramento*, via XX Settembre et via Fontesecco.

Le choix de prioriser la catégorie de l'*agibilità* (habitabilité), c'est-à-dire la possibilité d'utilisation rapide du bien face à des études de dommages tournées vers les prestations structurelles des bâtiments plutôt que leurs détermination paramétriques, c'est-à-dire établies sur des facteurs en lien avec le niveau d'endommagement a garanti des temps d'intervention plus rapides, nécessaires pour faire face à une situation d'urgence mais a également créé des problèmes et des incertitudes quant à la répartition équitable et rationnelle des ressources (Milano et al., 2011).



Carte 18 : Habitabilité des bâtiments du centre-ville de L'Aquila après le séisme

Les fiches de recensement ont joué un rôle décisif dans l'attribution des financements pour les interventions d'urgence ainsi que pour les interventions de reconstruction. L'estimation des coûts de reconstruction a été mise à jour plusieurs fois au vu du grand nombre de variables en jeu. Le chiffre est estimé en 2011 à 9,6 milliards d'euros. Ces financements se sont pourtant souvent révélés insuffisants pour couvrir les dégâts réels des constructions classées A et B. L'assignation à une des classes fut également déterminante pour l'accès au crédit de la reconstruction privée. Mais, avant tout, le niveau de classement a permis, initialement, de déterminer la durée de l'accueil dans les solutions d'urgence, puis d'accéder aux solutions « temporaires » prévues pour la phase de reconstruction (Chapitre III).

Un pays pas (r)assuré

En Italie, le propriétaire d'un logement (le bien le plus important pour les Italiens puisque 80 % des ménages en possèdent un) n'est assuré qu'à 50 % contre le risque d'incendie. En outre, bien que 75 % des foyers soient exposés à un risque important de catastrophes naturelles de toutes sortes, à peine 5 % d'entre eux sont protégés par une assurance contre ces événements. L'ANIA[103] estime que seules 7 % des entreprises italiennes sont assurées. En Italie, la couverture d'assurance est discrétionnaire, c'est-à-dire qu'elle ne fait l'objet d'une obligation, ce qui signifie que seulement 5,3 % des habitations sont assurées contre le risque de catastrophe. Comme l'explique A. Coviello, chercheur au CNR-IRISS[104] : « *Il y a plutôt une culture qui porte à croire que c'est l'État qui devrait pourvoir aux besoins des citoyens en cas de catastrophe, mais l'État ne peut plus faire face à des catastrophes d'une ampleur croissante* » (Coviello, 2024).

Pour la première fois dans débats budgétaires de 2024, un projet de loi proposé par le ministère de l'Entreprise et du *made in Italy* oblige les entreprises à assurer, avant le 31 décembre 2024, « *les biens immobiliers et leur contenu, les terrains et les biens matériels instrumentaux* » contre les dommages « *directement causés par des désastres naturels et des événements catastrophiques* ». Sont exclues les entreprises agricoles pour lesquelles les dispositions du Fonds national de mutualisation pour la couverture des dommages climatiques et météorologiques catastrophiques sont maintenues.

II.2.5. Effets de site et endommagement : une question de géographie urbaine

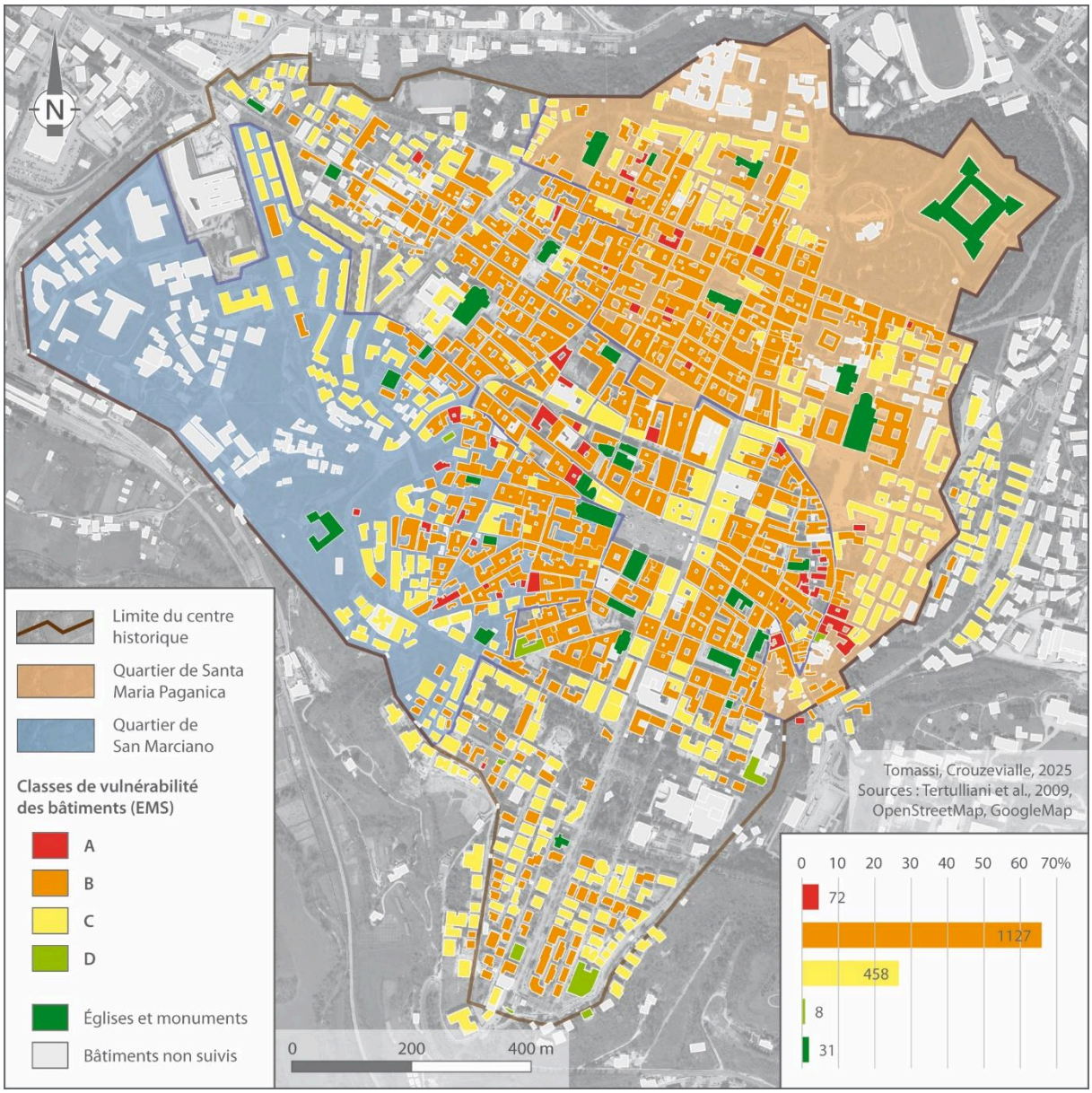
Le cas de L'Aquila a fait école à plusieurs égards. Il a permis, en particulier, à la sismologie et à l'ingénierie d'affiner leurs méthodes. Les études de microzonation sismique et macrosismique, faites à posteriori, ont permis de reclasser les vulnérabilités à l'échelle du bâti et de mettre en évidence des effets de site qui aident à l'analyse à la compréhension plus fine de l'endommagement. Plus généralement « *l'assignation de l'intensité macrosismique nécessite la collecte en temps utile de données sur les dommages subis dans les centres touchés par le biais d'enquêtes détaillées afin de reconstituer l'impact du tremblement de terre sur l'environnement bâti.* » (INGV, 2019).

La nouvelle échelle macrosismique EMS-98 (Grünthal, 1998 ; Tertulliani et al., 2011), utilisée pour analyser les dégâts provoqués par le séisme, permet d'établir une typologie des bâtiments en fonction de leur vulnérabilité et de leur attribuer une classe de A à D (du plus au moins vulnérable). Cette vulnérabilité est comprise comme potentialité d'endommagement.

La carte de vulnérabilité (Carte 19) montre comment la vulnérabilité a été évaluée pour tous les bâtiments du centre historique de L'Aquila. Une grande majorité de bâtiments sont classés B et donc considérés comme vulnérables.

[103] *Associazione Nazionale fra le Imprese Assicuratrici*

[104] *Istituto di Ricerca su Innovazione e Servizi per lo Sviluppo*



Carte 19 : Vulnérabilité des bâtiments du centre-ville de L'Aquila

On constate qu'il n'y a pas toujours de corrélation entre les dommages, l'habitabilité constatés et la localisation des victimes (Carte 16, Carte 18 et Carte 19). Cette comparaison permet de mettre en avant « *le rôle des "effets de site" et de comprendre combien les dégâts ont été aussi influencés par des facteurs de géologie superficielle, indépendamment de la vulnérabilité du bâti* » (Tertulliani, 2019).

Les bâtiments qui ont subi les dégâts maximaux (classes d'habitabilité 4 et 5) sont ceux en béton (classe de vulnérabilité C) dans le secteur Sud de la ville, en grande partie dans le quartier de San Giovanni. L'une des explications en sont les « effets de site » et notamment la composition géologique particulière du sol des fondations, construites sur ce qu'on appelle le *Limi Rossi* (Tertulliani et al., 2012).

La connaissance de l'histoire de la ville (Clementi, 1998) et de sa déterritorialisation permet d'affirmer que le site de la via Campo di Fossa (en bordure du quartier de San Giovanni) servait de

zone de rejet des décombres des tremblements de terre précédents. Il était donc particulièrement mouvant et instable. Dans cette partie de la ville, il n'y a pas eu de constructions jusqu'à la fin des années 1970. Les cartes anciennes de la ville y montrent plutôt la présence de jardins.

Comme le prouve cet exemple, la vulnérabilité généralisée du centre-ville est dépendante de facteurs complexes et multiples. La détermination de la vulnérabilité est encore probablement trop centrée sur des facteurs ponctuels trop éloignés des considérations de géographie urbaine qui aident à comprendre l'urbain comme un « *palimpseste* […] *résultant de la supposition de période de continuité et de rupture, comprenant des phases de développement et de croissance tout comme d'éventuelles période de déclin* » (Humain-Lamoure et Laporte, 2017). Une histoire politique et sociale des discontinuités (sociales, territoriales, culturelles) entre les différentes populations et les différentes parties de la ville encadre un tableau général qui permet une lecture des pratiques urbaines à travers les inégalités issues d'une fabrique urbaine dominante.

Au lendemain du séisme, les premières polémiques ont porté sur la mauvaise qualité de la construction. Cette réduction semble cependant davantage moraliser le débat en stigmatisant les mauvais constructeurs en oubliant les responsabilités diffuses d'un processus d'urbanisation trop oublieux de l'histoire de la ville et de l'importante de la corruption dans le système immobilier locale.

II.3. L'espace-temps de l'urgence : l'état d'exception

Au lendemain du séisme, pendant une semaine, les secours s'appliquent d'abord à chercher et à sortir les corps des décombres. Les télévisions nationales racontent la catastrophe sur le ton du « *drame* », de la « *tragédie* » (Dodaro et Milanese, 2012, p. 95), renforçant ce que Ciccarelli appelle « *la nature magique de l'exception* » (Ciccarelli, 2012, p. 9).

Des funérailles d'État sont célébrées, en grande pompe, dans la caserne de l'école d'officier de la douane de Coppito, inaccessible au public, en présence de ministres, de militaires et du clergé (Photographie 23). Les Aquilanais y assiste eux devant la télévision. L'attention s'est déplacée vers le « *miracle* »[105] (Ciccozzi, 2014) de l'aide aux rescapés apportée par la Protection civile et le gouvernement.

Le narratif de ces journées est entièrement centré sur la coïncidence du séisme avec Pâques, développant symboliquement une image de l'événement comme une *via crucis*, une « ordalie » au terme de laquelle la rédemption ne peut venir que de la « renaissance » de la ville. Il substitue à l'image de *l'aquila* (l'aigle) celle du « phénix ».

[105] Ce fut le chef du gouvernement Berlusconi qui utilisa en premier cette expression dans l'émission de télévision *Porta a Porta* lors de l'épisode « Speciale L'Aquila e tutto il resto » le 15 septembre 2009 : Un « *miracle extraordinaire et historique que nous réalisons en donnant aux gens des maisons, des écoles, bientôt des églises, etc., cinq mois seulement après la tragédie* ».



Photographie 23 : Les funérailles d'État des 309 victimes (ANSA)

Le récit met également en exergue l'action publique et collective. Il pointe l'héroïsme du chef du gouvernement descendu pour « sauver » les victimes démunies. Le discours de la compassion permet d'occulter « *le laxisme de l'action politique qui finit par mettre en œuvre la stratégie du moindre mal* » (Zucconi, 2012, p. 108), à la croisée de l'État et de l'humanitaire, de la militarisation et des bonnes pratiques. Ce modèle de représentation a fini par générer une représentation déformée des événements et de la réalité du processus de relèvement et de reconstruction.

II.3.1. La gestion de crise : l'entrée dans un régime dérogatoire

La phase de gestion de l'urgence fait directement suite à la catastrophe. Les actions menées en phase d'urgence doivent permettre la mise en sécurité des personnes et des biens (opérations de secours, déploiement d'hébergements d'urgence, réponses aux besoins vitaux). Elle se caractérise par la nécessité d'agir rapidement. Le dispositif logistique déployé depuis l'État central s'est lui apparenté à un théâtre d'opération de catastrophe internationale.

Dans les jours qui suivent le séisme, une partie importante des rescapés est sans abri. L'évacuation des blessés graves vers les villes voisines a débuté dès le 6 avril. Le département de la Protection civile nationale est arrivé à L'Aquila le 6 avril au petit matin. Des mécanismes de solidarité et de secours s'étaient mis en place entre les habitants (Defossez et Gherardi, 2020) dès la secousse de 3h32 terminée. D'autres chaînes de solidarité, aux niveaux national et international, se sont organisées dans les jours qui ont suivi, notamment par des dons financiers. La campagne de SMS « un euro pour L'Aquila », mise en place par la Protection civile, a permis de récolter 87 millions d'euros[106].

[106] https://www.protezionecivile.gov.it/en/approfondimento/donazioni-per-il-terremoto--versione-inglese-/

Cette période a également été marquée par l'intervention des dirigeants nationaux (séjours sur place du président de la République et de certains ministres) et par l'approbation du décret du président du conseil des ministres du 6 avril 2009, publié au Journal officiel n° 81 du 7 avril 2009, déclarant l'état d'urgence (D.L. n. 39/2009 et OPCM)[107]. Des forces militaires sont installées à chaque porte d'entrée historique de la ville et en contrôlent l'accès.



Photographie 24 : Postes militaires aux points d'accès du centre-ville, quattro cantoni (Tomassi)

La Zone rouge intégrale est déclarée par le maire de L'Aquila quelques jours après le séisme, montrant l'imbrication et la superposition des différentes phases, de l'urgence à la reconstruction.



Photographie 25 : Panneau et barrière marquant la Zone rouge de L'Aquila (Tomassi)

[107] Dichiarazione dello stato di emergenza in ordine agli eccezionali eventi sismici che hanno interessato la provincia dell'Aquila ed altri comuni della regione Abruzzo il giorno 6 aprile 2009. (09A04181) (GU Serie Generale n.81 del 07-04-2009). https://www.gazzettaufficiale.it/gunewsletter/dettaglio.jsp?service=1&datagu=2009-04-07&task=dettaglio&numgu=81&redaz=09A04181&tmstp=1239263438296



Carte 20 : Emprise de la Zone rouge établie par la commune de L'Aquila

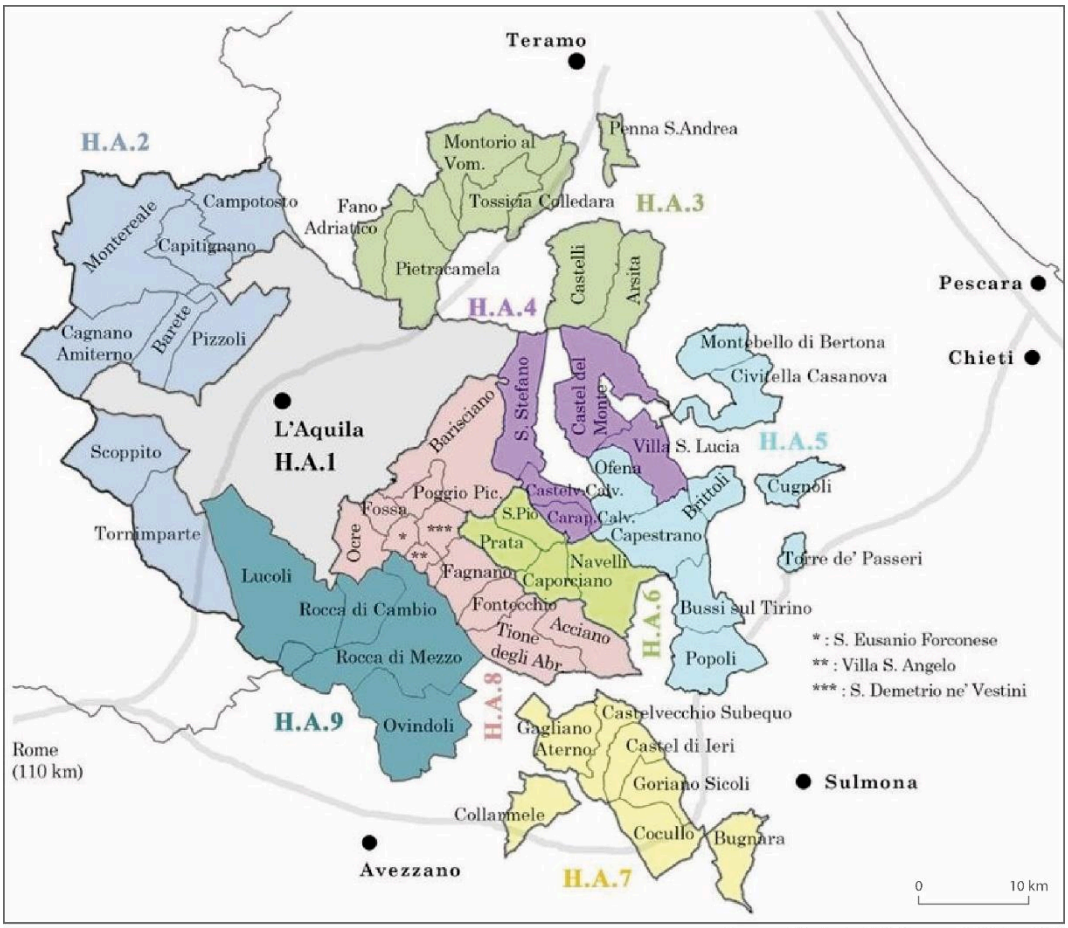
Des morceaux de cette Zone rouge persistent encore 14 ans après le séisme, au travers de dispositifs de marquage spatial qui sont similaires dans beaucoup de territoires frappés par les catastrophes. On peut par exemple comparer l'Aquila avec Christchurch en Nouvelle Zélande (Shresta et al., 2022).

Le contexte aquilanais a également contribué à faire de la phase d'urgence une période complexe et conflictuelle. Des phénomènes de pillage ont eu lieu dans les maisons abandonnées par leurs habitants. Ils ont été médiatisés, ont donné lieu à des rumeurs (Moatty et al., 2019) et ont justifié un surplus de mesures sécuritaires.

Si la communication officielle s'est attachée à masquer les manques dans la préparation et la prévention, elle a, en revanche, beaucoup insisté sur les moyens mis en œuvre pour la gestion d'urgence. Les média nationaux et l'État ont raconté l'efficacité et la rapidité des secours et des mesures mises en place par la Protection civile, symbole d'un management d'urgence moderne et efficient, digne de confiance de la part de tous les Italiens (Petrei, 2012, p. 43).

La période de l'état d'urgence sous commandement direct du département de la Protection civile est déclarée un première fois jusqu'au 31 décembre 2010, puis prolongée encore deux fois d'un an

jusqu'au 31 aout 2012, pour une durée totale de plus de trois ans[108]. Les pleins pouvoirs, c'est-à-dire la possibilité d'agir avec des ordonnances en dérogation à tous les dispositifs de lois en vigueur[109], sont conférés par le commissaire délégué de la présidence du conseil des ministres au chef du DPD, Guido Bertolaso, afin de « *prévoir rapidement la mise en œuvre de toutes les actions urgentes visant à surmonter la situation grave résultant des événements sismiques susmentionnés par l'utilisation de moyens et de pouvoirs extraordinaires* »[110]. Les pouvoirs locaux, sont de fait, destitué de leur mandat démocratique. Le fonctionnement par ordonnances, souvent rédigées par Bertolaso pour répondre de manière contingente à des problèmes ponctuels, a largement contribué à la perpétuation d'un régime discrétionnaire et d'incertitude que je tente de mettre en évidence dans ce travail de thèse.



Source : Chelleri et Di Giovanni, 2016, p. 123

Carte 21 : Les neuf zones homogènes du Cratère

[108] Selon l'art. 5, comma 1, de la loi 225/1992 ; la première prolongation est prévue par le D.P.C.M. du 17 décembre 2010 ; la deuxième par le D.P.C.M. du 4 décembre 2011. L'art. 67-bis du D.L. 83/2012 a anticipé la fin de la phase d'urgence au 31 août 2012.

[109] Pour une explication juridique détaillée il est possible de se référer au texte de la Chambre des députés : https://leg16.camera.it/temiap/temi16/sisma_abruzzo_provvedimenti.pdf

[110] Voir note 108

Afin de centraliser les pouvoirs, une *Direzione di Comando e Controllo*[111] (Di.Coma.C) est créée pour prendre en charge la plupart des fonctions institutionnelles ordinaires et pour coordonner les structures d'urgence et les sept *Centri Operativi Misti*[112] (COM) répartis sur l'ensemble du territoire touché. Le vaste territoire du Cratère, qui comprend 57 communes sur trois provinces, est alors divisé en neuf zones homogènes.

Les COM sont conçus pour gérer les urgences en soutien aux autorités locales. Ils sont prévus par le décret présidentiel n° 61 du 6 février 1981. Le glossaire de la protection civile les définit comme des « *structures opérationnelles municipales (pour les municipalités d'une certaine taille) ou intercommunales pour les situations d'urgence* » (Valent, 2019)[113]. Ce niveau de compétence doit garantir la subsidiarité effective et claire à l'échelon de l'administration municipale, la plus proche de la population.

Les COM auraient dû être créés avant la situation d'urgence, par l'intermédiaire des plans de Protection civile des régions et des provinces. Cela n'a pas été le cas à L'Aquila (Valent, 2019). Les COM n'ont pas non plus été délimités dans leur périmètre géographique, ce qui a provoqué une superposition de compétences entre la municipalité et la Di.ComaC., avec pour conséquence une instabilité supplémentaire pour les citoyens dans le post-séisme.

La centralisation de la gestion est une exception, aussi bien dans l'histoire administrative que dans celle de la gestion des catastrophes en Italie, et marque encore l'exceptionnalité de la catastrophe de L'Aquila. Il faut rappeler ici que l'unification italienne est un fait historique très récent, datant de 1861. Dès l'origine, le projet d'un État-nation centralisé, sur le modèle français ou anglais, n'a pas l'unanimité à cause des spécificités régionales (culturelles ou linguistiques) qui auraient été mieux prises en compte dans un système fédéraliste.

Depuis, l'organisation du territoire a été souvent modifiée et, avec elle, les prérogatives des gouvernements locaux à différents échelons, toujours avec une volonté de décentralisation graduelle inscrite dans la Constitution de 1948. L'exemple le plus récent est celui de l'amendement constitutionnel, faisant suite au référendum de 2001, qui fixe et élargit les compétences des régions. Il est alors, par exemple, désormais possible pour les régions de légiférer sans que le gouvernement central puisse opposer un veto à ses décisions. Si les compétences ont évolué, les frontières administratives (hormis la réforme des provinces en 2017) sont restées inchangées, du fait d'une profonde sédimentation linguistique et historique.

L'État italien central apparaît donc comme relativement « faible » et les régions « plus fortes ». Elles possèdent, en particulier, la compétence pour la gestion des catastrophes majeures et l'aménagement du territoire. L'analyse de la longue histoire sismique du pays le confirme.

[111] Direction de Commandement et de Contrôle.

[112] Centres d'Opérations Mixtes.

[113] http://www.lavoroculturale.org/il-decennale-del-terremoto-dellaquila-una-violenta-riconfigurazione-territoriale/

En 2018, dans une étude comparant le tremblement de terre de 1976 et le séisme d'Italie centrale de 2016, l'USRA[114] montre les convergences mais, aussi, les énormes différences en termes de gestion de crise et de reconstruction. Le séisme de 1976 marque la naissance des premières normes antisismiques en Italie. L'étude compare trois dimensions de la gestion de crise et du post-séisme : gouvernance, instruments de planification et mécanismes d'indemnisation de la reconstruction privée.

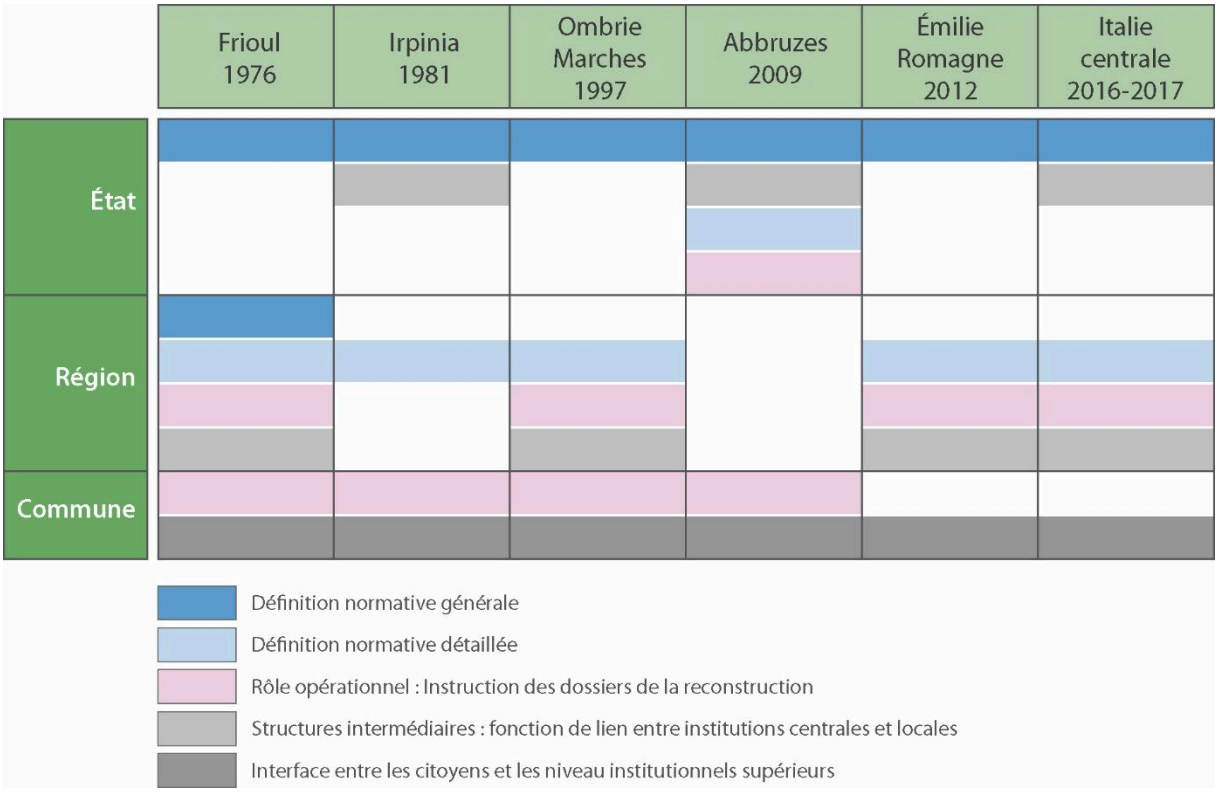


Figure 19 : Gouvernance des derniers importants séismes italiens (Fico et al., 2018)

La création ad hoc de la Di.ComaC. pour gérer le post-séisme de l'Aquila (elle sera réutilisée dans la gestion des tremblements de terre ultérieurs) traduit une « *verticalisation du processus décisionnel et opérationnel* » (Valent, 2019) qui a permis de surmonter le régime d'incertitude, au moins dans une première phase. Par ailleurs, la gestion a été fortement militarisée. Environ 11 000 militaires, forces de l'ordre, pompiers et volontaires arrivent dans les 48 heures suivant la catastrophe[115].

La gestion du séisme a également imposé un nouveau langage techniciste pour dessiner une nouvelle géographie du territoire qui superpose à la toponymie locale les COM (Photographies 26)et une nouvelle identité. Les victimes du tremblement de terre deviennent des *terremotati*

[114] L'USRA est un échelon intermédiaire mis en place par le gouvernement central italien, en 2012, pour accompagner la reconstruction privée avec un appareil technique et bureaucratique plus conséquent : https://www.forumdisuguaglianzediversita.org/wp-content/uploads/2018/10/USRC-diritti-a-confronto-ottobre-2018.x61577.pdf

[115] https://emergenze.protezionecivile.gov.it/it/sismiche/terremoto-abruzzo-2009/forze-campo/

(victimes du séisme). Ce terme, qui révèle une condition de dépendance, a une connotation péjorative. Ces personnes démunies ne sont plus des citoyens, mais des « populations » (Foucault, 2004).



Photographies 26 : Nouvelle signalétique (La Republica)

II.3.2. Le rôle central de la Protection civile

« *Nous avons mis en place quelques points de repère et résolu l'éternelle question de savoir qui est responsable : dans le domaine de la protection civile, il faut toujours savoir qui est responsable, il ne peut y avoir de démocratie en cas d'urgence ... parce qu'en Italie, nous sommes toujours en situation d'urgence* »

Bertolaso, 2006, p. 74-75[116]

La Protection civile a été créée pour marquer l'opposition à la protection militaire qui a caractérisé l'approche des catastrophes italiennes depuis les premiers décrets royaux du XIX^e^ siècle et qui s'est poursuivie avec l'établissement de la République après la Seconde Guerre mondiale (Del Pinto et al., 2024, p. 205-209). La création officielle de la Protection civile Nationale Italienne, en 1992, a représenté une étape importante dans la réorganisation du système national de gestion des urgences avec comme innovation principale la décentralisation des fonctions. Même après la démilitarisation de la Protection civile Nationale en 1992, l'absence de participation citoyenne dans la gestion des catastrophes a persisté malgré les incitations conséquentes. Le problème a perduré montrant le fossé entre la perception du risque, l'action des citoyens et les autorités de protection civile. (Crescimbene et al., 2015 ; Avvisati et al., 2019 ; Del Pinto et al., 2024) - un fossé que les normes

[116] « *Abbiamo messo alcuni paletti fondamentali e abbiamo risolto l'annosa vicenda di chi comanda : in campo di protezione civile bisogna sapere sempre chi è il capo, non ci può essere democrazia in emergenza* […] *Perché noi in Italia siamo sempre in emergenza* » (Intervista rilasciata a Alma Pizzi, Se la terra trema, Milano, Il Sole 24 ORE, 2006, p. 74-75).

les plus récentes, telles que le décret de 2018 introduisant l'action participative dans le Code de la protection civile, tentent de combler[117].

De manière tout à fait inhabituelle dans l'histoire italienne, l'état d'urgence à l'Aquila, sous commandement direct de la Protection civile, a duré jusqu'au 31 août 2012. Ce régime d'exceptionnalité a privé la population et les autorités locales de nombreux pouvoirs d'intervention, de planification et de contrôle démocratique.

La détermination ce qui fait urgence a beaucoup évolué en Italie depuis la Loi N° 401/201. Celle-ci place la Protection civile sous l'autorité de la Présidence du conseil des ministres (le chef du gouvernement), restructure son organisation et élargit ses fonctions bien au-delà du couple nécessité/urgence. Dans le droit et les faits, sont rentrés dans les compétences de la Protection civile la gestion de tous les « grands » événements que le gouvernement décrète comme étant « urgents », qu'il s'agisse d'événement sportifs, d'une sortie du Pape ou même de l'urgence « poubelle » dans l'arrière-pays de Naples. Une fois décrété l'état d'urgence, les contrôles démocratiques habituels, comme ceux de la Cour des comptes[118], sont levés, donnant à la Protection civile une sorte de « pouvoir absolu »[119].

Fin 2009, la Protection civile était en passe d'achever une transformation, inscrite dans la loi, en devenant une *società per azioni*[120] (S.p.A.) qui aurait été complètement indépendante de tout contrôle. Grâce au travail de journalistes indépendants et à la dénonciation des mouvements citoyens aquilanais, le projet a été abandonné (Puliafito, 2010).

Cela n'en pose pas moins la question du rôle de la protection civile dans la gestion de l'urgence. Agamben analyse la situation à L'Aquila comme gestion du désordre plus que comme prévention du risque : « *L'objectif n'était pas de prévenir les catastrophes naturelles et les insurrections, mais de les laisser se produire et d'intervenir, une fois qu'elles se sont produites, de manière à en tirer profit* » (Agamben, 2015). Cette analyse fait écho au protocole dont s'est doté la Protection civile, dès 1996, appelée la « Méthode Augustus », pour planifier la gestion de crise. Elle a été conçue par le géologue Elvezio Galanti et encadrée par la loi 225/92 : « *Si la contrepartie institutionnelle est suffisamment autoritaire et déterminée, la majorité des citoyens sera prête à abdiquer son autonomie de décision, à se soumettre à des privations et à des limitations, à "obéir" à des directives.* […] *Un plan de communication clair* […] *permettra une acceptation plus facile des mesures prises. De plus, si la tournure des événements l'exige, il sera plus facile d'imposer une discipline plus stricte et d'exiger des sacrifices plus importants*[121] » (Puliafito, 2010).

---

[117] Décret de Loi 1/ 2018, articles 4/ c ; 18/ 2 ; p. 31- 42

[118] Sur le thème de la transformation de la Protection civile Italienne en générale : Alexander D., « Civil protection in Italy - coping with multiple disasters ». *Contemporary Italian Politics* 10, nº 4 (27 novembre 2018), p. 393-406 ; sur les dérives de la PC à L'Aquila, le documenatire *Comando e Controllo*, iK Produzioni, 2010. (http://www.ikproduzioni.it/blog/index.php/comando-e-controllo-il-film/).

[119] Bonaccorsi M., Potere assoluto. La protezione civile al tempo di Bertolaso, Alegre, Roma, 2009.

[120] Société par actions.

[121] Elvezio Galanti / DPC INFORMA, *Periodico informativo del Dipartimento della Protezione Civile*, n° 4/1997.

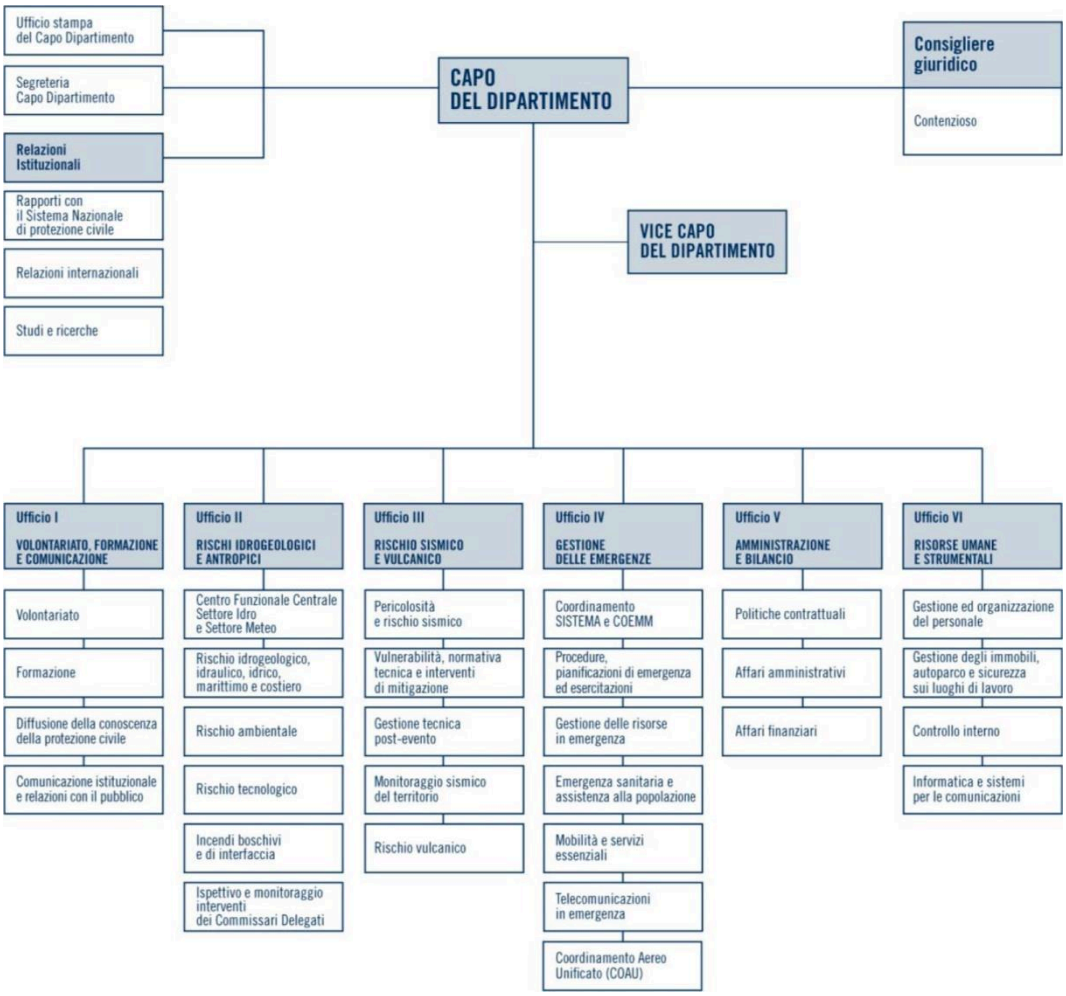
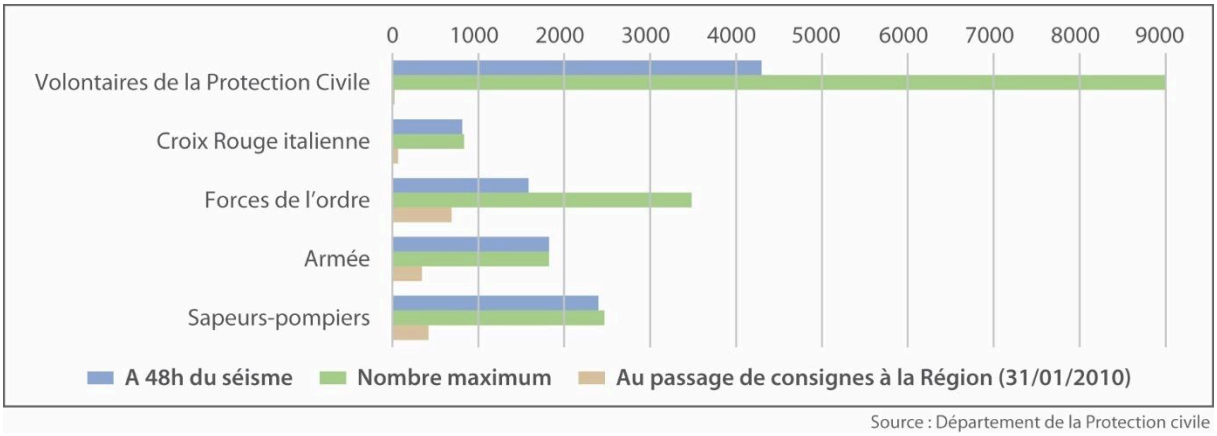


Figure 20 : Organigramme du département de la Protection civile
L'énorme pouvoir centralisé du *Capo del Dipartimento* est mis en évidence

Quarante-huit heures après le tremblement de terre, le déploiement des forces sur le terrain de la catastrophe était déjà massif. Outre les forces d'intervention dénombrées dans le graphique suivant, on compte plus de 800 médecins et infirmiers de la Croix-Rouge italienne et plus de 100 unités canines.



Source : Département de la Protection civile

Figure 21 : Évolution du nombre de forces d'intervention à l'Aquila

Les actions entreprises par le département de la Protection civile pendant son mandat extraordinaire sont essentiellement logistiques et de service et vont de la construction de logements au sauvetage vétérinaire.

Tableau 12 : Actions menées par la Protection civile

Premières heures d'urgence	Mobilisation du système de protection civile nationale		
	Constitution du DICOMAC, organe de coordination de l'urgence		
	Secours à la population		
	Construction des campements pour les rescapés		
Dons	Création et gestion d'un compte pour la récolte des dons		
Assistance aux populations		Après 48h	Nombre maximal
	Zones d'accueil	30	171
	Tentes	2 962	5 957
	Cuisines collectives	24	107
	Équipements sanitaires	13	47
Solutions de logement	Bâtiments du projet CASE, Complexes antisismiques durables et respectueux de l'environnement		
	Modules de logement provisoires MAP		
	Loyers modérés		
	Hébergement dans des hôtels et des installations mises à disposition par l'État		
	CAS (*Contributo di autonoma sistemazione*), contribution forfaitaire au logement		
Activités de santé	Évacuation des 250 patients de L'Hôpital régional « San Salvatore »		
	Construction d'un hôpital de terrain		
	Solutions diverses aux dommages aux structures sanitaires territoriales		
	Activation de services médicaux dans les campements		
	Assistance vétérinaire		

	Gestion du risque infectieux
	Gestion des stocks pharmacologiques
Activités psycho-sociales	Activités de soutien à la population avec des psychologues internes de la Protection civile
	Activité d'accompagnement des enfants en milieu scolaire
Retour à l'école	Construction des MUSP (*moduli ad uso scolastico provvisori*), containers pour la reprise scolaire des 17 000 élèves du Cratère
	Fournitures de structures provisoires pour la reprise de l'université
Patrimoine culturel	Enquête sur les dommages causés au patrimoine culturel par des équipes mixtes formées par le personnel du Mibact (Direction régionale et Direction du patrimoine architectural) et des groupes universitaires
	3 modules ecclésiastiques provisoires MEP mis en place
	Environ 5 000 biens artistiques mobiliers et plus de 400 000 livres récupérés
Monitoring du territoire	Études macrosismiques : informations sur les effets du tremblement de terre et fournissant une image de la situation
	Démarrage du plan de microzonage sismique (MS) dans les municipalités touchées, conformément à l'arrêté du premier ministre n° 3772, art. n° 13. Études utiles pour les activités de planification territoriale et d'urgence
Contrôles d'habitabilité	50 000 activités d'inspection effectuées pour vérifier les conditions de sécurité des bâtiments et établir leur état de préparation sismique
Activités de communication	Activation d'un site web
	Périodique *L'Abruzzo e noi*
	Campagne d'information sur la reconstruction
	Ouverture d'un guichet pour les citoyens

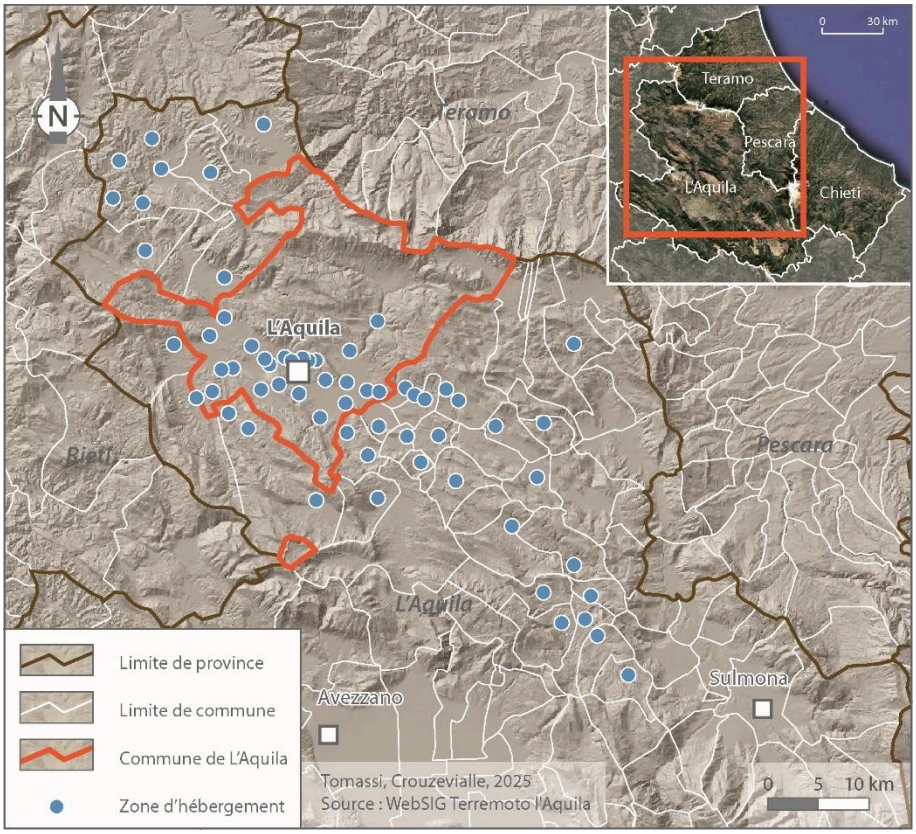
Source : DPD

Selon les estimations du DPC, le coût total des opérations des neuf mois de gestion d'urgence s'élève à 456,3 millions d'euros.

II.3.3. La « gestion des rescapés »

Au 9 août 2009, selon la Protection civile, les personnes déplacées étaient environ 100 000, dont 36 000 logées dans 149 (jusqu'à 171) zones d'hébergement ou campements (5 957 tentes), 34 764 dans des hôtels et 4 800 chez des particuliers. À celles-ci, il faut ajouter les personnes installées dans des campements spontanés**.** La population relogée dans les camps et dans les hôtels a pu atteindre 67 459 personnes[122]. Les moyens de relogement sont répartis sur tout le territoire, sous des formes très diverses et des vécus différents parmi la population :

- 171 zones d'hébergement ou campements ;
- Hébergement dans les hôtels ;
- Mise à disposition de deux casernes militaires ;
- CAS (*contributo di autonoma sistemazione*)[123] contribution d'hébergement autonome pour ceux qui ont réussi à trouver une solution indépendante : campements indépendants ; hébergement chez des particuliers et familles ; caravanes, camping-cars, maisons secondaires.



Carte 22 : zones d'hébergements identifiées aux alentours de l'Aquila

[122] Donnés de la Protection civile, jusqu'au passage de consignes à la gestion régionale le 31/01/2010 : https://emergenze.protezionecivile.gov.it/it/sismiche/terremoto-abruzzo-2009/assistenza-alla-popolazione/.
[123] Contribution d'hébergement autonome, attribuée selon le nombre des membres de la famille, aura l'objectif de compenser le manque de logement après la fermeture de camps en novembre 2009. Elle devient une sorte de soutien financier pour des milliers de familles.

La PC effectue une mise à jour constante du nombre de *sfollati* (rescapés) qui diminue en fonction de l'avancement des réparations des maisons déclarées A, B ou E, mais hors des centres historiques.

Une petite partie des rescapés trouve des solutions « autonomes » : chez des proches, dans une résidence secondaire ou dans des caravanes garées en bas des immeubles. Mais la majorité se regroupe soit dans des camps d'hébergement provisoires avec un effets de *campizzazione*[124] dont parlent, entre autres, Castorina et Roccheggiani (Castorina et Roccheggiani, 2015, p. 121 ; Agier, 2011, 2014), soit est déplacée et relogée ailleurs. Les *terremotati* qui n'ont pas trouvé place à l'intérieur des camps sont notamment envoyés dans des structures touristiques du littoral.

II.3.4. La *campizzazione,* le camp comme mode de vie

La Protection civile a créé 171 campements institutionnalisés (Ciccaglione, 2012) pour environ 36 000 personnes. Ces camps constituent un prolongement de la phase de premiers secours. Comme Pirone et Rebeggiani l'indiquent, ce choix est soutenu par « *l'hypothèse selon laquelle les modalités d'intervention dans la phase d'urgence sont déterminantes à la fois pour la définition de nouveaux rapports de force entre acteurs publics, privés et de la société civile dans la dynamique de reconstruction, et pour le renforcement de la résilience des communautés locales* ». (Rebeggiani et Pirone, 2015, p. 209).

La figure moderne de la victime « *en tant que catégorie du social,* […] *est devenue l'un des attraits essentiels du discours de catastrophe, ce qui tend à montrer qu'une évolution de la sensibilité, trouvant des racines dans le XV^e^ siècle a eu lieu* » (Labbé et Schenk (eds.), 2018, p. 11), donnant lieu ainsi à une « *sensibilité humanitaire* » (*Ibid.*, p. 14) nouvelle. Un néologisme italien pour désigner ces victimes est même apparu. Le *terremotato*, employé sous forme d'adjectif ou de nom commun, désigne les objets ou les personnes victimes du tremblement de terre ou l'ensemble des personnes sinistrées.

Les conditions de vie des *terremotati* dans les *tendopoli* (campements)[125] ont été largement documentées. Les camps ont été fortement contestés, que ce soit pour leur organisation spatiale qui reproduit des quartiers dortoir, ou politique, avec la mise en place d'une « *institution totale* » (Ciccaglione, 2012), de contrôle politique (Valent, 2019), « *discrétionnaire* » (Castorina, Roccheggiani, 2015, p. 122) et de reproduction des dominations de genre, par exemple, qui traversent la société dans « *les vies dispersées* » (Trevisani, 2010). Ces camps ont été des lieux de contrôle des populations : des clôtures et des *check-points*, des levés de drapeau, des messes, des horaires pour manger, dormir ou se divertir, des interdictions concernant le régime alimentaire à suivre (Caporale, 2009) ou l'interdiction d'association et d'auto-organisation en assemblées. Ils ont été interprétés par plusieurs observateurs comme une « *bureaucratisation de la démocratie* » (Groupe Oblomoff, 2012, p. 42) et une normalisation du dispositif de « *pouvoir et de contrôle* » (Imperiale et Vaclay, 2019) qui maillent le territoire de la post-catastrophe.

[124] « Campo » en italien a une double acception : champ, terre cultivable ou militaire. Traduit également par campement.

[125] Nous recommandons la vision du documentaire d'Alberto Puliafito Yes we camp, HDV, IKproduction, 2009. (https://www.youtube.com/playlist?list=PLBC108667DCD0221B).

Les *tendopoli* ont aussi été, pour certains observateurs, des lieux de « *capacitation négative* » (Lanzara, 1993), qui forcent les individus et les collectifs à renégocier en permanence et à s'adapter aux contraintes externes pour préserver leur intégrité physique et mentale. Les camps rappellent que la post-urgence est aussi, et peut-être d'abord, une affaire d'ordre public (Ciccaglione, 2023, p. 250)[126] qui, dans le cas de l'Aquila, a pris le pas sur l'aide proposée et l'écoute de personnes en situation de détresse matérielle et psychique. La fermeture des premiers camps a eu lieu en septembre 2009. Elle s'est transformée en événement médiatique, annoncée par le président Silvio Berlusconi à l'occasion de son anniversaire.

La fermeture des camps ne signifiait cependant pas, pour les rescapés, un retour à leur vie antérieure (Ciccaglione, 2023, p. 56 ; Zizzari, 2015) ni la fin du contrôle (Rocheggiani et Castorina, 2015, p. 125). Elle a, au contraire, constitué une nouvelle phase d'incertitude et de déplacement. Des familles ont de rester dans les *tendopoli* pour préserver une proximité au travail, à l'école ou à la famille. La reconstruction tardant, malgré l'insistance des médias et du gouvernement sur la rapidité d'exécution des chantiers, et l'hiver approchant, des milliers de personnes furent à nouveau déplacées dans des hôtels ou autre structures touristiques (les étudiants dans une caserne), certes plus proches, libérées du personnel d'intervention arrivé en masse dans l'immédiat après-séisme.



Photographies 27 : Scènes de camp, été 2009 (ANSA)

[126] Pour une bibliographie désormais un peu datée mais assez complète des études en SHS qui ont mis en avant les limites et les dépassements des limites dans la gestion de la catastrophe de L'Aquila et qui ont donné un nouvel élan militant et engagé aux études dans la discipline en Italie : Carnelli F., Forino G et Zizzari S., « L'Aquila 2009-2016. The earthquake in the Italian social sciences ». Sociologia urbana e rurale Sociologia urbana e rurale, nº 211, 2016, p. 110-14.

II.3.5. La régulation des flux de *terremotati*

Un mois après la catastrophe, j'ai rejoint ma famille dans ce non-lieu que sont les hôtels de la côte adriatique, à 100km de L'Aquila. Un bracelet rouge m'a été imposé, comme à eux, pour indiquer notre statut de réfugié. Cette période d'éloignement forcé de la ville me fit sentir comme Ulysse loin d'Ithaque, une sensation qui ne s'est jamais éteinte.

Le surréalisme de la situation, l'inactivité, la totale dépendance et l'arrivée des animateurs pour les activités des touristes me firent décider de rejoindre le campement indépendant et autogéré du Comité 3e32 qui venait de se monter dans un parc sous les murs de la ville.

(Récit personnel)

Seuls 35 690 des 70 000 sinistrés ont trouvé à se loger dans les 171 camps montés par la Protection civile. Le reste de la population a été évacué par différents moyens (bus, véhicules personnels, etc.) à 100 km environ. Plus de 30 000 personnes ont ainsi été relogées dans les hôtels, casernes ou maisons de particuliers mis à disposition par la PC.

Très peu d'études se sont penchées sur les trajectoires de cette partie de la population. Les rescapés aquilanais et en particulier ceux qui ont été accueillis dans les grandes structures touristiques, ont subi des discriminations dues à leur statut de *terremotati*, concernant l'accueil ou l'accès à la nourriture et aux services. L'extrait de mon récit personnel témoignage de l'aliénation vécue dans l'étrange condition de vivre dans un contexte « normal », comme par exemple la ville de Pescara, et pourtant être loin de tout ce qui nous était cher, abandonné la veille en fuyant en pyjamas sous une pluie de gravats. Certains, surtout les personnes âgées, ont vécu cette aliénation pendant plusieurs années, parqués par leurs proches qui se démenaient dans la reconstruction.

Une partie des déplacés a recommencé à travailler à l'Aquila quelques mois après la catastrophe. Pourtant, on a parlé d'eux comme de gens « en vacances », parce qu'ils étaient hébergés dans des hôtels et des résidences touristiques. Leur quotidien était pourtant difficile. Chaque jour, ils devaient emprunter la nationale 17 qui relie L'Aquila à Pescara, et à la fin de leur journée de travail, subir les longues files d'attentes pour aller récupérer des effets personnels dans les maisons pas trop endommagées[127], obtenir des papiers, des aides. Les rescapés évoquent les queues à la mairie, la Protection civile, les pompiers, la police ou les différentes administrations. Il a aussi fallu rechercher les services, magasins ou institutions qui avaient été relocalisés. L'information circulait de bouche à oreille au fil des longues files d'attente.

[127] Pendant plus d'un an, des lieux d'accueil pour la population ont été installés en quatre points stratégiques autour de la Zone rouge. En s'inscrivant, on pouvait y être accompagnés par des pompier pour récupérer des objets personnels, nécessaires ou pas : argent, documents, bijoux, souvenirs, le tout jeté dans des grands sacs poubelle noirs. Mais souvent rien du tout car le temps imparti de 10 minutes laissait juste la place à la sidération face aux dégâts, aux souvenirs et aux détails de la vie d'avant.

Les déplacés étaient, par ailleurs, soumis à des mesures de contrôle. Il fallait demander une dérogation pour entrer dans les hôtels après une certaine heure, s'identifier auprès des gardes de sociétés privées embauchés pour l'occasion, porter un bracelet rouge qui vous identifiait comme *terremotato*.

Conclusion

Un événement « pas si fort » arrive sur une ville non préparée et fragile. En aval du séisme, la vulnérabilité se manifeste et l'urgence devient le régime de gestion de la catastrophe par :

- Un nombre important de victimes, de blessés et de sans abri ;
- Un patrimoine historique très endommagé et les principales infrastructures et lieux de décision devenus inutilisables ;
- La déclaration de l'état d'exception et de la Zone rouge justifient une gestion de l'urgence verticale, avec une arrivée massive de forces de l'ordre, un bouleversement dans l'organisation de l'espace et des prises de décision non démocratiques ;
- Une gestion des flux des *terremotati* qui contribue à la prolongation de l'urgence qui perdure pendant la reconstruction.

Le discours politique qui accompagne le séisme du 6 avril, entièrement axé sur son exceptionnalité, réduit la catastrophe à l'événement alors qu'elle est le fruit d'une longue histoire de bifurcation capitaliste de la ville vers le désastre. La « gestion positiviste » (Farinella et Saitta, 2013) du tremblement de terre réaffirme ce cadre de représentation comme le seul possible.

Des événements sismiques qui entraînent des controverses quant à leurs définitions dans la communauté scientifique engendrent un hiatus entre la communication du risque et sa perception parmi la population. Le champ social, y compris celui scientifique, est parcouru par le doute, les questionnements, la demande de sécurité, la recherche de vérité et preuves et la nécessité d'une prise de décision. Depuis plusieurs années, des recherches en sciences sociales s'intéressent aux relations entre la production des savoirs scientifiques sur les effets de l'exposition aux aléas sismiques et la mise en place de politiques de prévention et de préparation publique ainsi que de stratégies de communication du risque (Forino, 2024 ; Lagaignet et Veyret, 2023 ; Benessia et De Marchi, 2017 ; Carnelli et Ventura, 2015 ; Alexander, 2014 ; De Souza et Silva, 2013 ; Reghezza, 2006). En particulier, comment le risque sismique peut-il être abordé en Italie aujourd'hui à l'aune des nouvelles capacités de mesure et de construction ? Quel est le rôle des communautés scientifiques et académiques dans la prévention et dans le développement d'outils d'information et d'action ? Ces vastes questions qui traversent non seulement le champ des études sur les désastres mais, plus généralement, les relations entre savoirs scientifiques et techniques et pouvoirs publics, économiques et symboliques.

La zone floue entre la délégation de la vérité à la science et l'impossibilité, scientifique aussi, de définir les limites de l'activité sismique et de la prévoir, a créé à L'Aquila un régime d'incertitude quant aux mesures à prendre pour la protection des populations. Comment les différents acteurs

- habitants, personnel politique local et scientifiques - intervenus à différents titres avant le 30 mars s'emparent-ils discursivement de l'incertitude due au manque de « preuves tangibles » (Chateaureynaud, 2005) qui, dans le cas du tremblement de terre, ne peut survenir qu'*a posteriori* ?

Une lecture des catastrophes à l'aune de l'incertitude, comme je l'ai déjà définie plus haut, enrichie de l'attention portée aux actes narratifs qui cherchent à donner du sens (*sense making*), mise en avant par l'anthropologie des catastrophes (Revet, 2024), me permet de mettre l'accent sur la différence entre la production sociale des désastres et sa construction sociale (Olori et Centemeri, 2023, p. 157). Au lendemain du séisme, la destruction semble répartie de manière égale sur toute la ville. L'analyse spatialisé tant des vulnérabilités physiques que des pertes humaines et matérielles privées ou publics déjoue l'idée de la catastrophe comme « nivellement » des inégalités urbaines, notamment entre les quartiers de Santa Maria Paganica et San Giovanni.

L'opération de comptage n'est pas de la pure comptabilisation. Elle n'est pas neutre, mais confirme le monopole d'un discours fait d'arguments intimement liés aux structures du pouvoir légitimé par un certain mode de connaissances et d'expériences du monde. Par « *l'établissement de bilans chiffrés, l'identification des victimes, la description de leur disparition et de leur détresse avec un vocabulaire insistant de plus en plus sur la pitié* » (Labbé et Schenk (eds.), 2018, p. 11), tous autant « *d'éléments structurels de la narration* » (*Ibid.*), la catastrophe prend corps et se normalise, devient intelligible et gérable. Le régime d'expertise technique cherche à se réaffirmer et à reprendre la main sur l'irréductible de la catastrophe. L'identification et la comptabilisation des victimes entrent en premier lieu dans cette démarche. À partir de cette comptabilisation primaire, il a été possible de gérer de manière managériale la phase d'urgence et la phase de reconstruction qui lui succède.

Conclusion de la première partie : l'exceptionnalité du tremblement de L'Aquila, une illusion d'optique ?

Il ne suffit pas d'une secousse pour qu'une catastrophe prenne l'ampleur qu'a eu le séisme de L'Aquila. L'irruption de la catastrophe ne fait que confirmer un état de désertion institutionnelle et l'absence d'un projet de territoire cohérent avec les enjeux de la réduction de risque de désastre, tant au niveau national que local. La mise en perspective historique que j'ai décidé d'adopter, avec une approche par la vulnérabilité, permet de déjouer l'illusion d'optique de l'exceptionnalité racontée. Le travail bibliographique réalisé a également démontré que la catastrophe était une phase vectrice de conflits symboliques et politique, remettant en question sa capacité à réellement engager une bifurcation ver un traitement de la reconstruction à l'avantage de l'ensemble de la société sinistrée.

En amont du séisme, la combinaison de la déterritorialisation et de la vulnérabilité socio-spatiale est ignorée, voire mise à l'écart, et implique :

- la négligeance des risques liés à un alea géologiquement et historiquement connu ;
- la non prise en compte de la vulnérabilité des bâtiments de la ville monumentale, que ce soit dans les politiques d'aménagement dans une optique de préparation et dans la communication du risque auprès des populations ;
- la non considération de la vulnérabilité sociale comme facteur amplifiant les effets du risque.

Avant même le séisme, la complexité et l'imbrication de dynamiques caractérisent le contexte de L'Aquila, chef-lieu d'une région d'Italie du sud située sur un territoire interne des Apennins, fragmentée socio-spatialement. La ville connaît une véritable déterritorialisation causée par les évolutions urbaines et économiques liées au développement enclenché d'abord par la période fasciste puis, de manière plus rapide, à partir de l'après-guerre, qui bouleversent son fonctionnement mais ne réduisent pas sa marginalité territoriale ni ses vulnérabilités sociales. Ces problématiques multiples, exacerbées et d'autant plus mises en lumière par la catastrophe, jouent un rôle majeur dans la manière dont le processus de reconstruction post-séisme a été pensé et s'est déroulé.

La deuxième section du second chapitre montre que la phase d'urgence post-catastrophe était une période porteuse de nombreux enjeux, à l'échelle locale (volonté de reloger les *terremotati* et poids des structures ante-catastrophe dans les processus de relèvement) mais surtout à l'échelle nationale (objectifs d'image liés à la gestion de la phase d'urgence, établissement d'un nouveau modèle centré sur l'expertise logistique et en ingénierie de la Protection civile et monopolisation de la narration sur la catastrophe).

Les *roots causes* de la catastrophe sont donc à rechercher dans une renonciation collective face à la fatalité du schéma de destruction des liens socio-environnementaux et de déterritorialisation caractéristique du système-monde (Moore, 2015) capitaliste puis néo-libéral (Vera Cortés et al.,

2020). La confiance dans la préparation, aussi bien que l'adaptation (Stiegler, 2023) participent de l'acceptabilité sociale du risque (A. Ciccozzi, 2019). Ce qui fait catastrophe à L'Aquila est, en définitive, la dépossession de l'événement par l'injonction d'une lecture de celui-ci lointaine, venant d'une sphère de savoir éloignée du sens commun et d'une opérativité indifférente aux liens entre les habitants et entre ceux-ci et leur espace symbolique et matériel qu'était le centre-ville. Un nouveau monde s'est imposé par sa force technique et discursive, faite d'un langage chiffré, abstrait, qui se veut humanitaire mais, de fait, est porté par une tout autre intention que j'ai pu observer pendant la longue durée de mon travail de thèse. Une véritable dépossession (Rhiney, 2020) du séisme est en œuvre et prolonge l'état d'exception vers des nouvelles formes de capitalisme du désastre (Chapitre III, IV et V).

Partie 2

Les trois reconstructions

La ville d'urgence, la ville ordinaire, la ville smart

Introduction de la deuxième partie

Après une première partie issue essentiellement d'un travail bibliographique, ce deuxième ensemble de chapitres (Chapitres III, IV et V) constitue la partie centrale de la thèse, aussi bien par sa position ou les thématiques qu'elle développe que par le fait qu'elle est fondée en grande partie sur l'analyse des données collectées sur le terrain. Trois notions fondamentales sont mobilisées pour comprendre le processus de la reconstruction post-séisme : celle des réparations, celle des acteurs et celle de récit d'action.

C'est la gouvernance de la reconstruction, croisant objectifs et jeux d'acteurs et rendant tangibles les interactions sociales et politiques, mais aussi les relations de pouvoir dans l'administration locale de la période post-séisme, qui est décrite dans cette partie.

La réparation est définie de manière théorique dans le chapitre III. Les acteurs de la reconstruction post-séisme sont abordés de l'échelle nationale, infragouvernamentale jusqu'à locale, tels qu'ils se présentent dans les entretiens. Comprendre comment le contexte national et les politiques mises en place post-catastrophe entrent en jeu et entretiennent des narrations qui s'entrecroisent dans la reconstruction constitue un préalable indispensable à l'analyse des jeux d'acteurs, proposée dans ce chapitre III. Qui décide, en définitive, la « *whatness* » (Centemeri, Topçu et Burgess, 2022b) du désastre ? La manière dont on interprète ce qui fait catastrophe, sur un territoire et à un moment historique précis, est une opération politique majeure au vu des enjeux que cette interprétation porte en termes de gouvernance du désastre, dès la phase d'urgence. Il ne s'agit pas seulement d'interpréter les nombreux discours (publics, médiatiques, normatifs, juridiques, informels) qui se prononcent sur l'espace de la catastrophe, mais aussi mettre en lumière la circulation des significations disponibles. Une nouvelle herméneutique n'est possible qu'en modifiant sa posture d'écoute face aux événements. Il s'agit de la recherche de nouvelles vérités révélées par la rupture provoqué par la catastrophe.

Le chapitre III permet de présenter les acteurs de la première phase de (re)construction et leurs interactions, tensions et conflits. Beaucoup de ces relations sont activées par l'annonce et la réalisation du plan de *recovery* du gouvernement, centrée sur le relogement : le projet CASE. J'analyse tant la matérialité que l'originalité de ce projet pharaonique mais, surtout, je mets en avant les négociations entre échelles nationale et locale autour de sa localisation pour identifier les rapports de pouvoir en œuvre. D'autres stratégies sont élaborées au niveau local pour se réaffirmer face aux décideurs étatiques mais aussi face aux nouvelles instances technocratiques mises en place pour la gestion des fonds et des services aux population, comme la SGE et la STM, passant par des alliances avec les entreprises locales.

Beaucoup d'oppositions au projets CASE viennent aussi du monde académique et des associations d'urbanistes et d'architectes, replaçant la reconstruction de L'Aquila dans un plus vaste contexte politique nationale. Ce qui reste le plus problématique est la mise à l'écart des populations, à tous les niveaux, au moment de l'attribution des logements ou dans l'assignation physique à des espaces

de vie qui imposent une relation poli-topique (Stock, 2006) aux Aquilanais en termes d'isolement, d'éloignement des services, de déracinement par rapport à leurs lieux de provenance et aux relations de voisinage.

Dans le Chapitre IV j'analyse les récits d'action des acteurs locaux. Ceci me permet de montrer les imaginaires, les visions de la ville à reconstruire. Quelle possibilité de futur reste-t-il si tout l'espace est pris par les héritages de l'histoire et du passé récent ? Ce qu'on voit à l'œuvre à L'Aquila, comme dans d'autres cas de séismes en Italie, est une prolifération d'interprétations et différentes rationalités qui ne trouvent pas un espace démocratique pour être débattues et, ainsi, générer un espace de sens commun inclusif qui puisse guider l'action de manière cohérente. Les décideurs et les *tecnici* mettent à l'écart le reste de la société en imposant la technicité de leurs discours.

Un dernier chapitre (V) traite de la matérialisation de ce futur, dans la troisième forme que prend la reconstruction post- séisme : la *smart city*. La notion de « ville intelligente » y est discutée et son modèle critiqué, ainsi que sa capacité à introduire de nouveaux acteurs privés dans l'arène de la spéculation financière post-séisme. La connexion entre l'implantation de ce non-modèle et le *disaster capitalism* en œuvre à L'Aquila y est évoquée aussi. Le texte de ce chapitre a déjà été publié, en 2024, dans l'ouvrage *Disasters and changes in society and politics. Contemporary persepectives from Italy*, pour les Éditions Bristol University Press, édité par Giuseppe Forino.

Chapitre III. La (re)construction d'urgence : « *dalle tende alle CASE* », un pas de plus vers la déterritorialisation de L'Aquila

Introduction

Le concept de *Disaster Risk Reduction* (DRR)[128] s'est peu à peu imposé, d'abord au sein de chaque pays, puis, pendant les années 1990, à l'échelle internationale. Plusieurs efforts de coopération internationale sont alors réalisés dans le cadre des instances onusiennes pour mutualiser les bonnes pratiques et créer un cadre de réflexion et d'action concernant le lien entre les vulnérabilités systémiques et la reconstruction. Le dépassement du cadre local, pour une réflexion au niveau supranationale, constitue une échelle logique pour des catastrophes qui, la plupart du temps, ignorent les frontières. Néanmoins, la DRR ne prend pas en compte les risques accumulés au cours de l'histoire et ignore les nouveaux risques créés par des mégaprojets dirigés par le capital financier mondial.

Au sein de ce mouvement internationale autour des DDR, axé sur de la prévention des risques naturels, le « *segment de la 'post-catastrophe* [est] *entendu* […] *comme la période allant du retrait des premiers secours de la zone affectée jusqu'au relèvement total de la société*» (Chance et Noury, 2011). Ce segment de recherche a longtemps été délaissé ou ignoré au profit d'une attention presque exclusivement portée à la phase d'urgence des catastrophes (organisation de l'alerte, des secours, des moyens de sauvegarde et de sécurisation des personnes et des biens etc.). La « post-crise » qui suit le retrait des premiers secours est une période aussi appelée, dans la littérature anglo-saxonne, *recovery*, que l'on peut traduire par « relèvement » ou « réhabilitation » et qui consiste principalement à mettre en place la restauration de l'organisation d'une société et à assurer un maintien des moyens de subsistance et des conditions de vie des communautés touchées. Dès lors « *la reconstruction n'est pas nécessairement la recovery et vice versa* » (Contreras et al., 2013).

« *De fait, la "post-catastrophe", est découpée en plusieurs sous-segments qui se chevauchent et sont intrinsèquement liés entre eux* » (Chance et Noury, 2011). Il est admis que la « post-crise » et la reconstruction commencent après que la phase d'urgence est terminée et marquent le début de la période de relèvement. Cette seconde phase, qui se déroule sur un temps plus long, comprend, entre autres, l'expertise et la réparation définitive des biens détériorés ou détruits et la mise en œuvre de projets de développement, dans l'attente d'un retour des fonctions territoriales et logistiques minimales. La temporalité longue de la reconstruction proprement dite est sous-étudiée dans la littérature francophone, hormis un regain d'intérêt dans quelques thèses récentes (Cherchelay, 2022 ; Saavedra, 2020 ; Etienne, 2018 ; Moatty, 2015). La transition entre la phase d'urgence et la reconstruction est une période confuse. Elle peut se prolonger et entraver la reprise locale. Les bilans sur des reconstructions récentes dans les Suds comme au Chili ou à Haïti (Sandoval et al., 2020) présentent la période de la gestion d'urgence comme une phase impactant la trajectoire de

[128] Réduction des risques de catastrophe

la reconstruction. Elle y correspond à une crise institutionnelle qui favorise la mise en place de mesures à l'avantage des acteurs du privé dans un contexte néo-libéral, générant lui-même des inégalités et des dominations à l'origine des vulnérabilités contemporaines. Il est, en tout cas, très difficile d'en définir les contours temporels. Dans *The endless reconstruction and modern disasters*, Farinella et Saitta décrivent une reconstruction durant plus d'un siècle après le séisme qui a touché Messine et Reggio Calabria en 1908 (Farinella et Saitta, 2019).

La reconstruction est en soi une « *phase peu médiatisée et étudiée de la reconstruction* » (Chance et Noury, 2011) et, contrairement à la phase de gestion de l'urgence, il est impossible d'en établir un procédé, un modèle ou un schéma unique de référence. Cela montre, encore une fois, la spécificité de chaque contexte de catastrophe. Face à cette complexité, sont aussi à prendre en compte ce que Chance et Noury appellent les « *différentes cultures de la gestion de la post-catastrophe* » (*Ibid.*) qui varient dans l'espace et dans le temps (Ianni, 2017). Non seulement la notion est confuse, le terme « post-crise » se chevauchant avec ceux de réhabilitation, relèvement ou *recovery*, mais, en tant qu'objet de recherche, la très vaste littérature qui en traite n'est pas consensuelle. Loin d'être un « *ordered, knowable, and predictable process* » (Haas, 1977), elle est, au contraire, un « *processus incertain et conflictuel* […] *non linéaire et [qui] n'a pas de limite claire* » (Contreras et al., 2013). La reconstruction concerne tout d'abord la communauté affectée qui « *retrouve le chemin du développement social, politique, économique et institutionnel qui lui permet de fonctionner dans ce nouveau contexte* » (Alesch, Arendt et Holly, 2009, p. 36). Cependant, l'augmentation du nombre de recherches qui traitent de la *recovery* a permis une meilleure appréhension des différents niveaux, opérations et connaissances impliqués qui montrent que la distance entre les politiques et les pratiques reste importante (Kushma, 2021). La reconstruction peut être définie par son aspect processuel et par la portée transformative et adaptative des politiques mises en œuvre pour les territoires touchés. « *La reconstruction est donc l'occasion de repenser un modèle de développement pour s'adapter aux contraintes environnementales et aux besoins sociétaux du moment* » (Cotelle, 2020). Mais cette réflexivité nécessaire pour la prise en compte des risques générés par la situation d'avant la catastrophe est rarement mise en œuvre. Elle est plutôt évoquée, invoquée, mais entre en tension avec la nécessité du retour à la « normalité » voire au *statu quo*.

Les récentes recherches en SHS cherchent à faire sortir l'approche de la reconstruction de sa dimension macro-structurelle pour porter plus d'attention aux processus sociaux qui se jouent sur le long terme, à l'échelle micro (Olori, 2016), afin de mettre en place des méthodes multidisciplinaires (Gunning et Rizzi (eds.), 2022) d'approche de la reconstruction. Il s'agit d'aller « *au-delà des défis institutionnels et managériaux, des définitions, des descriptions, des analyses et des prescriptions, pour parvenir à une remise en question plus engagée sur le plan social, politique et éthique de ce que cela peut et devrait signifier de réparer une société frappée par une catastrophe* » (Centemeri, Topçu et Burgess, 2022). La raison instrumentale qui domine les choix de reconstruction se justifie par les « *chaînes de valeur, les normes sociales, la légitimité politique et les points de référence éthiques fournis par une ontologie matérielle unifiée* » (*Ibid.*). Dès lors, la *recovery* ne peut pas être simplement considérée comme un problème technique, logistique ou infrastructurel pouvant être mesuré par des indicateurs matériels pour en définir le succès. La *recovery*, en ce sens, serait un objectif à réaliser, défini, clair, parfaitement compris et

consensuel qui pourrait être validé une fois l'objectif atteint. Suivant cette conception, l'évaluation de la réussite deviendrait alors une opération externe, déterminée et imposée par les observateurs, État financeur mais aussi acteurs de la validation eux-mêmes qui « *en raison de l'accent mis sur la "réussite" au détriment du "changement social",* […] *manque souvent de perspective et de clarté* » (*Ibid.*). Je propose, pour ma part, d'utiliser la grille conceptuelle de Centemeri, Topçu et Burgess pour entendre la reconstruction comme un « *processus* […] *qui consiste à suivre comment la catastrophe et ses conséquences font l'objet de diverses luttes de compréhension, c'est-à-dire de luttes sur la signification de ce qui s'est passé* » (*Ibid.*). Ils ajoutent que « *ces luttes sont liées à des luttes d'intérêts et de pouvoir qui, le plus souvent, reproduisent la hiérarchie sociale et les formes de marginalité préexistantes, comme l'ont prouvé les chercheuses féministes et postcoloniales dans les études sur les catastrophes dans les pays du Sud* » (*Ibid.*). À l'inverse, l'enjeu de la reconstruction réside dans des objectifs stratégiques de visibilité et d'affirmation symbolique et matérielle du géopouvoir (Lussault, 2017, p. 178), entendu comme le pouvoir exercé par ceux qui peuvent dominer l'espace vécu.

La reconstruction, sa définition et sa mise en place sont un thème très étudié de l'urbanisme italien (Ianni, 2017 ; Parrinello, 2015). Son traitement adéquat exige une connaissance des spécificités de la situation contemporaine, qui seule rend capable de faire face à la variété des destructions qui se présentent aujourd'hui. Pourtant, face à ce simple constat, l'Italie se trouve dépourvue de tout instrument législatif portant sur le financement et la planification ainsi que sur la gouvernance générale de la phase post-catastrophe, et encore moins de moyens existent concernant la prise en compte de la participation dans la chaine décisionnelle. « *On recommence du début* » est une phrase que j'ai entendue plusieurs fois lors des entretiens avec les décideurs locaux responsables de la mise en place du processus de reconstruction de L'Aquila.

Au début de ce chapitre, je présente et discute le modèle du cycle des catastrophes en mettant en avant ses limites et en en proposant une alternative. Ces limites peuvent être mises en évidence dans le cas de la reconstruction de L'Aquila, notamment en ce qui concerne le relogement des *terremotati* pendant la phase correspondant au passage entre la gestion de l'urgence et le début de la (re)[129]construction.

Pour éclairer une partie de ces divergences, dans le deuxième paragraphe, je dessine le profil des décideurs de cette première phase. Tout d'abord, je décris la forme que prend la gestion de l'après-séisme à l'Aquila qui en fait un cas « exceptionnel » dans le cadre italien et international. En particulier j'analyse le renforcement du binôme formé par le gouvernement et la Protection civile. Leurs rôles et leurs prérogatives, dictés par l'état d'urgence, prennent une forme spécifique dans le contexte politique nationale et projette l'après-catastrophe à une échelle qui dépasse les enjeux locaux, notamment par l'imposition du projet CASE (*Complessi Antisismici Sostenibili ed Ecocompatibili*) (Paragraphe III.3) comme plan de relogement du gouvernement.

[129] Les parenthèses utilisées servent à souligner qu'il s'agit plus d'actions de constructions nouvelles que de reconstruction ou de réhabilitation des structures préexistantes.

Le pouvoir centralisé de la phase d'urgence se dilue également en une multitude de fonctions dans une gouvernance complexe et conflictuelle de la reconstruction proprement dite de l'existant. Une nouvelle instance intergouvernementale, la SGE (*Struttura per la Gestione dell'Emergenza*) dirigée par le président de la région des Abruzzes, nommé commissaire délégué, doit se coordonner avec une deuxième structure technocratique, la STM (*Struttura Tecnica di Missione*) qui est créée pour la gestion des fonds pour la reconstruction. Celle-ci devrait être pris en charge par le commissaire délégué mais la STM affiche, au contraire, une autonomie sur ces choix et dépend plutôt du niveau national.

Je décris également des éléments du contexte politique locale, ses acteurs principaux et leurs parcours, pour illustrer la tension existante entre échelle nationale et locale dans cette première phase.

Je fais ensuite une présentation du projet CASE, de son ambition initiale à sa réalisation technique, en mettant en avant l'originalité de cette démarche. La localisation finale du projet, éparpillé sur le territoire communal, ne constitue qu'une nouvelle étape dans la déterritorialisation de L'Aquila. La reconstruction se profile déjà, à quelques heures seulement de la secousse, comme une catastrophe territoriale.

Un autre paragraphe est consacré aux négociations autour de ce projet et aux oppositions qu'il suscite. Elles cristallisent des conceptions différentes sur des thèmes qui vont du politique au foncier, en passant par la notion d'habiter.

Je m'intéresse ensuite aux rapports entre les acteurs de la reconstruction, souvent marqués par des tensions ou des oppositions. Celles-ci se manifestent principalement entre les échelles nationale et locale. Au niveau local, le gouvernement est ressenti comme un « écrasement » matériel, culturel et politique mais les décideurs locaux et *tecnici* appliquent plusieurs stratégies pour assoir leurs prérogatives. Plusieurs exemples permettent de montrer la marge de manœuvre que ces décideurs arrivent à dégager. Le premier est la « bataille » autour de la localisation des projets CASE, pour la sauvegarde des intérêts des propriétaires fonciers locaux. La mise en œuvre d'autres solutions de relogement, les MAP (*Moduli Abitativi Provvisori*), construits pour reloger ceux qui n'ont pas eu accès au CASE, éclaire également le champ des relations contradictoires entre les échelles national et local, en tension entre collaboration et opposition. Un deuxième ordre de tensions avec le schéma de la gestion post-catastrophe est celui entre les élus locaux, le commissaire délégué et la structure technocratique qu'il coordonne. À cause de ces difficultés, la STM n'existera qu'une année avant passage à un autre modèle de gestion en 2012 (chapitre IV). Une autre forme d'opposition est celle des urbanistes, architectes et historiens de l'art qui prennent la parole pour défendre le patrimoine et dénoncer l'absence de vision à long terme. J'évoque dans un chapitre dédié (chapitre VI) les oppositions des habitants au projet CASE.

La dernière section du chapitre est dédiée aux problèmes que vivent les *terremotati* relogés dans les habitats du projet CASE. Je m'intéresse à la manière dont sont attribués ces logements puis aux difficultés d'adaptation à un habitat « hors contexte ». Enfin, j'évoque les MUSP (*Moduli ad Uso*

Scolastico Provvisorio[130]), bâtiments scolaires temporaires, qui permettent aux familles de rester à L'Aquila pour s'engager dans le long processus de reconstruction. Le cas des écoles sera repris dans un deuxième temps pour tirer un bilan de la reconstruction 15 ans après le séisme (Conclusion générale).

J'appuie mes propos sur les entretiens réalisés lors de mes séjours de recherche. Dans un souci de symétrie, le discours gouvernemental ayant occupé la majeure partie de l'espace médiatique et politique, j'ai interrogé certains acteurs publics locaux clés à ce moment de la (re)construction ainsi que des acteurs de la PC nationale qui ont concrètement œuvré à la mise en place du projet CASE. La recomposition du cadre complexe de la situation durant cette phase nécessite également un emboîtement d'échelles pour mettre en lumière la portée des décisions des uns et des autres au niveau de la commune de L'Aquila.

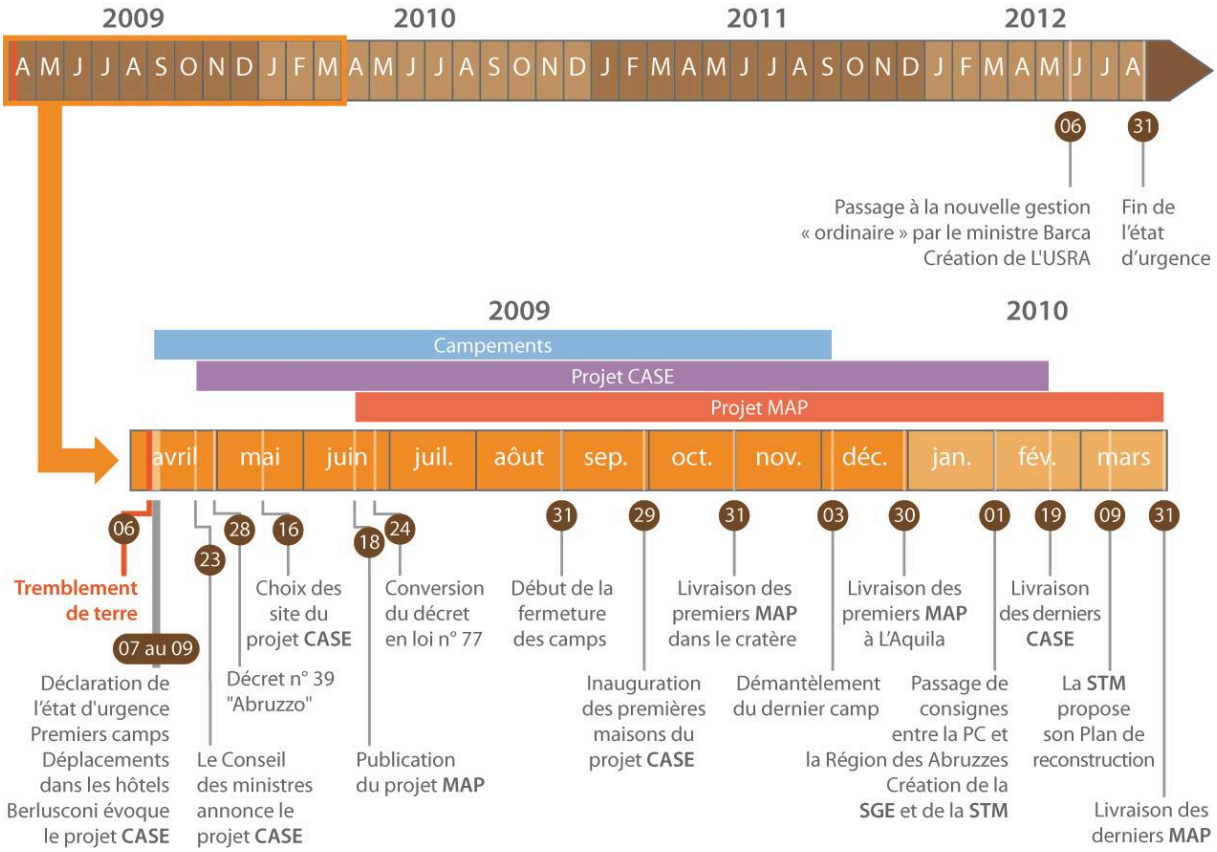


Figure 22 : Chronologie de la première phase de reconstruction

III.1. Des modèles internationaux de la gestion de la catastrophe à la réalité opérationnelle à L'Aquila : un transfert manqué

Depuis quelques décennies, augmentent en nombre, en intensité et en coût les catastrophes au niveau global. Elles sont devenues l'une des préoccupations importantes des politiques publiques

[130] Modules à usage scolaire provisoire.

et transnationales, à toutes les échelles. De la gouvernance à la prévention en passant par la gestion et les effets de long terme, la catastrophe s'impose dans les agendas non plus comme phénomène ponctuel, comme événement, mais comme force motrice d'une nouvelle modernisation face au défi de maîtrise environnementale et sociétale qu'elle impose.

De nombreux documents et publications relatifs à la gestion des catastrophes, au niveau international, mentionnent le *disaster risk management cycle* (cycle de gestion des risques) dont une version est représentée par la figure suivante (Figure 23). Selon la planification de la gestion des risques (Alexander, 2002), le cycle comporte deux parties, en amont et en aval de l'évènement déterminé par l'aléa. La première comprend les phases de *mitigation* (atténuation*)* et *preparedness* (préparation) ; la seconde celles d'*emergency intervention* (interventions d'urgence), *recovery* (relèvement) et *reconstruction* (reconstruction). Bien qu'il n'y ait pas consensus sur la première publication de ce cycle (Bosher, Chmutina et van Nirkerk, 2021), il serait apparu pour la première fois dans un article de Carr de 1932[131]. Celui-ci, plusieurs fois revisité, reste pourtant le modèle d'usage. Son ambiguïté problématique tient au fait qu'il uniformise les actions pour la réduction des risques en les mettant au même niveau que la réponse aux désastres.



Figure 23 : *Disaster risk management cycle* (Forino, 2012)

Jusqu'aux années 1970, le cycle a été envisagé à partir du moment de l'événement catastrophique, avec une attention particulière portée aux activités de secours/réhabilitation, puis de reconstruction et d'atténuation des risques. Dans les années suivantes l'accent a été mis sur les phases de mitigation et de prévention, en lien avec le développement d'une approche critique tournée vers les causes sociales et politiques des catastrophes et, donc, vers la notion de vulnérabilité. Néanmoins, l'usage

[131] Carr L. J., « Disaster and the Sequence-Pattern Concept of Social Change ». American Journal of Sociology 38, nº 2 (septembre 1932), p.207-218 (https://doi.org/10.1086/216030).

du cycle persiste bien que deux de ses aspects fondamentaux en soient tout particulièrement critiqués par la littérature (*Ibid.* ; Aubrecht et al., 2013) : d'une part, son utilisation à la fois comme un schéma théorique, voire heuristique (Neal, 1997), comme un modèle d'intervention (Nojavan et al., 2018 ; Cuny, 1998) et de prévision comme une grille d'évaluation de la reconstruction (*recovery*) (Contreras, Forino et Blaschke, 2018) ; d'autre part, son aspect cyclique qui conceptualise la catastrophe de manière trop simplifiée (Bosher et Chmutina, 2017), comme un événement de la théorie générale des systèmes (Coetzee et Niekerk, 2012) assimilant ainsi le but de la réduction du risque à l'« *éternel retour de l'identique* » de Nietzsche, un cycle dans lequel un désastre succède à l'autre.

D'autres modèles ont cependant émergé, comme celui en « hélice » (Boscher et al., 2021, Figure 24)[132]. Il essaie de dépasser la vision statique proposée par le *disaster risk management cycle* en montrant que vulnérabilité, risque et impacts sont des dynamiques et des processus. Cette représentation met en évidence le lien direct entre ressources et catastrophes qui dépassent souvent la capacité des sociétés à leur faire face. Enfin, le modèle de l'hélice tient mieux compte des temporalités relatives au processus de « *(re)création du risque* » (Boscher et al., 2021) et illustre une réduction des risques et des impacts négatifs des catastrophes évoluant au fil du temps et progressant après chaque impact.

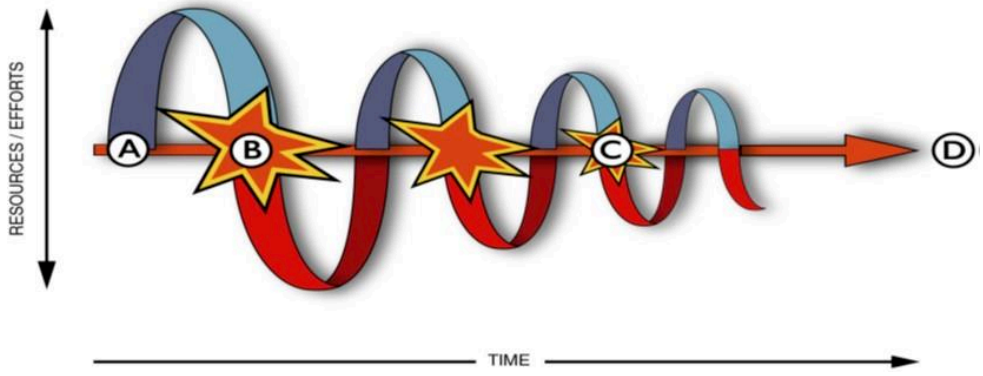


Figure 24 : Diagramme en hélice de la gestion du désastre (Boscher et al., 2021)

Dans les faits, les passages d'une phase à l'autre sont beaucoup moins nets que dans le modèle du *disaster risk management cycle* et les chevauchements sont intrinsèques au développement de la gestion des catastrophes. Ils résultent à la fois des aspects pratiques de l'intervention et des différents aspects subjectifs et culturels concernés par l'événement (Forino, 2012, p. 87). L'existence d'une phase de réponse immédiate qui diffère de la phase de *recovery* ne fait pas l'unanimité (*Ibid.*).

Dans tous les cas, le relogement des populations est un enjeu majeur qui impacte durablement la poursuite de la reconstruction. Les choix sont multiples et très débattus. Ils vont du déplacement

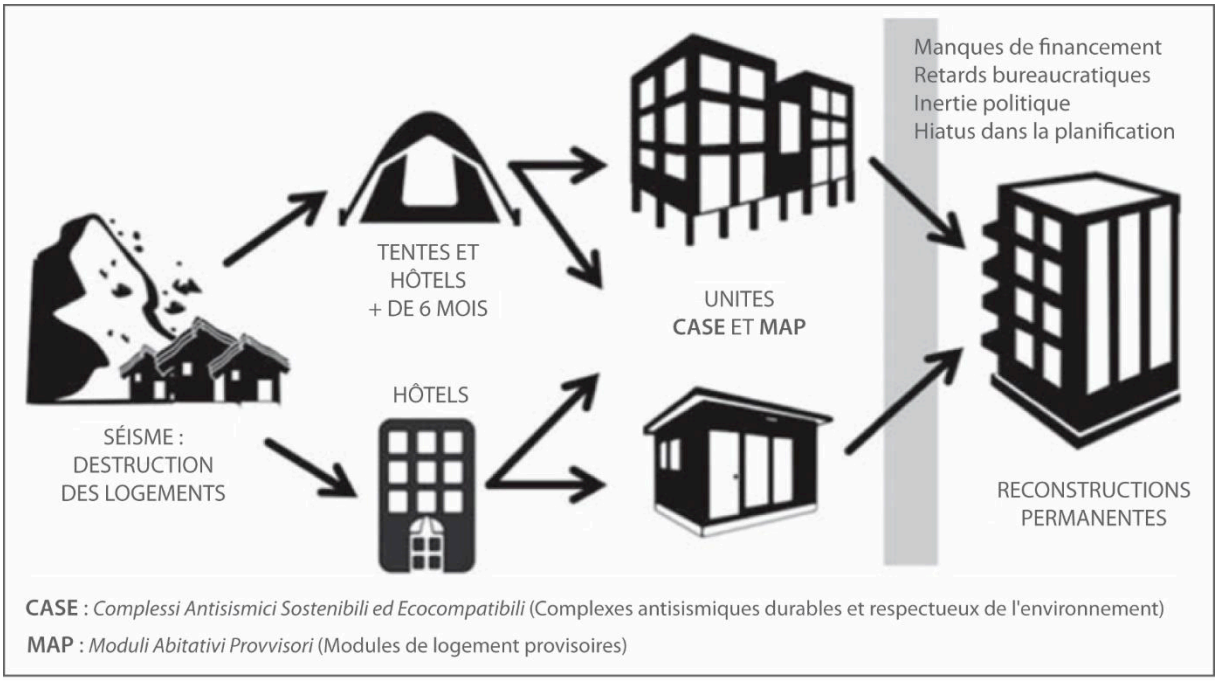
[132] « *Le scénario représenté dans le diagramme n'est pas un scénario idéal (dans lequel, dans ce cas, trois "catastrophes" se produisent avant que le problème ne soit significativement réduit) ; un scénario idéal nécessiterait une réduction efficace des risques de catastrophes (DDR) qui nous permettrait de passer du point "a" du diagramme directement au point "d" sans subir (aucune) autre catastrophe* » (Boscher et al., 2021).

de la population entière (Dikmen, 2006), aux abris temporaires (*temporary schelters*) (Johnson, Lizarralde et Davidson, 2006) ou à la réparation immédiate sans solutions temporaires. Dans le cas de L'Aquila, c'est cette dernière possibilité qui est privilégiée et la question du logement, se posant pour environs 100 000 sans-abris dans la commune, devient rapidement un défi majeur des gestionnaires de l'urgence. La phase d'urgence se mêle ainsi à celle de la reconstruction.

Le processus de reconstruction comporte quatre étapes de logement (Quarantelli, 1999) :

- Le secours immédiat (dans les heures qui suivent le séisme) ;
- L'hébergement immédiat (dans un délai d'un ou deux jours) ;
- Le logement temporaire (de préférence dans les semaines qui suivent) ;
- La reconstruction d'un logement permanent (jusqu'à quelques années).

Dans le cas de L'Aquila, la gestion de l'urgence saute une des étapes classiques du cycle des désastres, l'étape « temporaire ». «*La décision d'héberger les survivants du tremblement de terre de L'Aquila dans des tentes et des hôtels pendant six mois était inhabituelle par rapport à la pratique ailleurs dans le monde* » (Alexander, 2010). Il n'est pas tenu compte du savoir produit durant les trente années précédentes par les sciences sociales étudiant les désastres (architecture, géographie, anthropologie, sociologie, urbanisme) et on constate plutôt la mise en œuvre d'une réponse essentiellement politique sous couvert d'une approche plutôt technique et technocratique, comme souligné par Forino (2012) et Alexander (2019). Le model de *recovery* de L'Aquila (Figure 25), reste problématique à plusieurs égards. Par exemple, « *climatiquement, l'utilisation prolongée de tentes était envisageable, car la période s'étendait du printemps à l'été, bien qu'il y ait eu des problèmes de températures très élevées au milieu de l'été et d'averses de pluie intenses avec des inondations localisées* » (Alexander, 2010).



Source : Alexander, 2019

Figure 25 : Modèle de *recovery* de L'Aquila

Les raisons des divergences du modèle proposé pour la reconstruction de L'Aquila par rapport aux modèles internationaux sont à chercher dans les jeux d'acteurs qui se sont exercés pendant cette phase. L'état d'urgence et la gestion verticale de celle-ci n'ont pas laissé place à la concertation nécessaire à une gestion plus inclusive des différents acteurs, en imposant un projet de construction nouvelle de manière univoque. Les différences des points de vue ou d'objectifs, voire les conflits, se sont particulièrement cristallisés et exprimés dans le cas du projet CASE, emblématique de la stratégie de reconstruction de L'Aquila (Paragraphe III.3) et qui « *a créé une situation exceptionnelle de "permanence du temporaire"* » (Forino, 2012).

L'analyse des acteurs de l'urgence, de l'échelle nationale à l'échelle locale, et de leurs contextes d'action permet de comprendre les choix opérés pour le relogement à L'Aquila.

III.2. Panorama des acteurs de la reconstruction

La gestion des catastrophes peut être définie comme l'ensemble des décisions politiques et administratives, des activités opérationnelles, des acteurs et des technologies pertinents pour les différentes phases d'une catastrophe, à tous les niveaux (Lettieri, Masella et Radaelli, 2009). Elle s'opère dans un dispositif qui se situe entre activité spécialisée, expertise et technocratie (Ciccaglione, 2018 ; Revet, 2011 ; Revet, 2009). Cette notion, mobilisée notamment dans la littérature anglophone (Melis et Apthorpe, 2020 ; Sandoval et Voss, 2016 ; Benadusi, 2013 ; Tierney 2012) permet d'éclairer la compréhension des rôles de la multitude d'acteurs qui sont intervenus suite à la catastrophe et leurs rapports complexes qui constituent un des éléments les plus marquants de cette reconstruction.

Ce paragraphe est consacré aux acteurs de la (re)construction et a pour objectif de proposer un niveau de lecture supplémentaire à la thématique de la fabrique des vulnérabilités, présentée dans les chapitres précédents.

Je mobilise une typologie inspirée de celle développée par Mark Kammerbauer et Christine Wamsler dans leurs travaux sur les inégalités sociales dans la reconstruction post-inondation à Deggendorf, en Allemagne (Kammerbauer et Wamsler, 2017). Ils identifient trois acteurs majeurs constituant un système de gouvernance de la catastrophe - État, marché et société civile - dont je vais spécifier les échelles un proposant plutôt un modèle à six acteurs (Figure 26).

Dans le contexte de L'Aquila, la catégorie « État » fait référence aux acteurs publics en charge de la gestion de l'urgence et l'élaboration de la stratégie de la reconstruction, qu'ils agissent à partir du niveau national, méso ou local. À l'échelon national, nous y trouvons le président du Conseil, expression du gouvernement et la Protection civile (voir Chapitre II) ; au niveau méso se trouvent les bureaux infragouvernamentaux institués ad hoc, comme la STM et la SGE (*Struttura per la Gestione dell'Emergenza*)[133] coordonnées par le président de la région des Abbruzes ; à l'échelon local se trouvent la municipalité et les *tecnici* de la commune (Paragraphe b.4.1.1) qui conservent des

[133] Structure de gestion de l'urgence, qui prends le relais de la PC.

marges de manœuvre en dépit de la déclaration de l'état d'urgence et qui possèdent de nombreuses compétences dans la planification et la gestion du territoire. Sous la catégorie du « marché » sont étudiés les acteurs du marché du bâtiment, les « entreprises » (Paragraphe b.4.1.1) et leurs relations transversales. Enfin, la catégorie « société civile », sous la forme des comités, est davantage analysée dans un chapitre dédié (Chapitre VI).

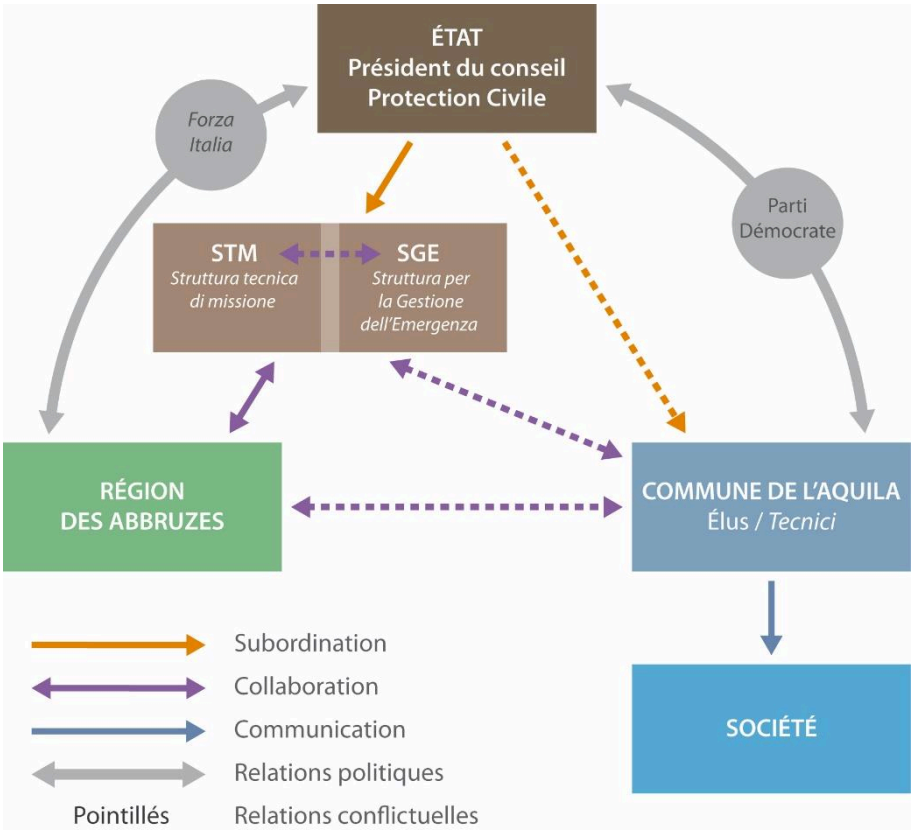


Figure 26 : Les acteurs de la reconstruction de L'Aquila

La typologie établie a été utile pour structurer cette partie car elle dispose d'une valeur heuristique permettant la catégorisation des acteurs de la reconstruction de L'Aquila dont les positions sont souvent plurielles. Les élus de la commune interviennent, par exemple, dans la reconstruction du territoire en tant que représentants politiques, parfois en tant qu'experts, mais ce sont également des habitants ayant subi le séisme et, dans certains cas, des acteurs économiques. L'utilisation d'une telle catégorisation ne m'empêche donc pas de m'intéresser à la porosité pouvant exister entre ces six groupes et, également, aux oppositions et aux rapports de pouvoir pouvant s'exercer au sein même de ces catégories. Cependant, même si je souhaite éviter de donner une vision trop simplifiée des relations entre ces acteurs, restituer la complexité réelle du nombre d'instances engagées dans le processus et de leurs relations réciproques aurait impliqué un focus particulier sur ce sujet qui n'est pas l'objet de ce travail.

Dans le cadre de la gouvernance de la reconstruction, une architecture complexe et hiérarchisée a été mise en place, prévoyant l'implication de 64 décideurs publics à toutes les échelles (Andreassi 2012, p. 77), comme illustré dans le tableau suivant :

Tableau 13 : Échelles et liste des structures intervenant dans la première phase de la reconstruction de L'Aquila (2009-2012)

Échelle	**Structure**	**Fonction**
Nationale	Présidence du conseil des ministres - sous-secrétaire délégué	Direction
	Protection civile	Coordination et logistique
	Comité opérationnel	Coordination[134]
	Caisse des dépôts et consignations	Gestion et contrôle des fonds
	Groupe de travail interministériel	Relations avec les ministères engagés
	Groupe de travail des experts extérieurs	Consultation
	Commissaire de contrôle et vérification	Expertise comptable
	Fintecna	Octroi des financements
	Cineas	Contrôle technique des projets
	Reluis	Contrôle de conformité des projets
	Commission techno-scientifiques	Expertise sur les cas plus complexes
Infra-gouvernementale	STM (*Struttura Tecnica di Missione*)	Planification et stratégie de la reconstruction
Régionale	Président de la région/vice-commissaire	Direction politique

[134] Font partie du Comité opérationnel : Ministero degli Affari Esteri, Direzione Generale Dighe del Ministero delle Infrastrutture, Istituto Superiore per la Protezione e la Ricerca Ambientale - Ispra, Centro Nazionale di Ricerca - CNR, Agenzia Nazionale per le nuove tecnologie, l'energia e lo sviluppo economico sostenibile - Enea, Istituto Nazionale di Geofisica e Vulcanologia, Forze armate, Organizzazioni di volontariato, Croce Rossa Italiana, Strutture del Servizio Sanitario Nazionale, Wind, Vodafone, H3G S.p.A. , Telecom Italia, Operatore di reti per la trasmissione dell'energia - Terna, RAI S.p.A. , Autostrade per l'Italia, Gestore della rete stradale ed autostradale italiana di interesse nazionale - Anas S.p.A. , Poste Italiane S.p.A. , Gestione Servizi Elettrici - GSE, Gruppo Ferrovie dello Stato, Impresa integrata nell'energia - Eni, Associazione Italiana Società Concessionarie Autostrade e Trafori - Aiscat, Azienda elettrica - Enel, Società Nazionale per l'Assistenza al Volo - Enav, Ente Nazionale per l'Aviazione Civile - Enac.

	Génie civile	Établissement des normes et coordination des travaux publics
	Direction des travaux publics	Plan de reconstruction des bâtiments publics
	SGE (*Struttura per la Gestione dell'Emergenza*)	Gestion des besoins la population
	Sous-intendance archéologique, beaux - Art et paysage du Cratère	Reconstruction du patrimoine
Locale (Cratère)	Coordination des maires du Cratère (57)	Information et concertation

Le Parc national du Gran Sasso et Monts de la Laga et le Parc régionale du Velino Sirente ont été exclus des choix sur la reconstruction bien que ces institutions aient un rôle dans la conservation des biens environnementaux et naturels des vastes territoires de montagne où se concentrent un grand nombre de villages touchés et à reconstruire.

III.2.1. La gestion de la post-catastrophe à l'échelle nationale : médiatisation d'un objectif politique

Dans l'arène de la post-catastrophe à L'Aquila, deux acteurs ont un rôle majeur : d'une part le gouvernement élu, en perte de popularité et cherchant un renforcement de son pouvoir politique en vue des élections, qui opère par l'intermédiaire d'ordonnances et de décrets et met en œuvre ses projets de développement néolibéraux par l'intermédiaire d'un corps d'experts non-élus, ceux de la Protection civile (Alexander, 2010) ; d'autre part, des élus locaux dont le pouvoir institutionnel et le maintien de leurs compétences et prérogatives sont remis en cause par l'état d'urgence. Le positionnement de l'échelon national dans la reconstruction et ses interventions directe dans tous les domaines ne laisse aucune place au dialogue institutionnel et au partage de compétences normalement prévu.

En Italie, les politiques de gestion des risques sont menées par un système d'acteurs vertical. L'État exerce le monopole dans le domaine du risque. Il en est l'acteur principal car il est responsable de la production législative, des politiques d'orientation et des dispositifs de surveillance, d'alerte et de secours. Il fixe les orientations en matière de stratégie de gestion des risques, définissant ainsi l'urgence et la manière d'y faire face. L'échelon national est privilégié dans la prise de décision et dans l'élaboration des documents de gestion de la post-crise qui sont ensuite appliqués à l'échelle locale sur le territoire.

À L'Aquila, pendant les deux ans qui ont suivi la catastrophe, le pouvoir décisionnel concernant la gestion de l'urgence et la stratégie de *recovery*, ainsi que sa réalisation matérielle, est concentré à

l'échelon national. Il se trouve principalement entre les mains du commissaire délégué, le chef de la Protection civile, Guido Bertolaso, jusqu'en décembre 2009. Son mandat est ensuite prolongé jusqu'au 31 janvier 2010. En février 2010, la gestion est transférée au nouveau commissaire délégué, le président de la région des Abruzzes. Cette organisation est très critiquée par de nombreux travaux de recherche qui mettent tous en avant le manque de démocratie lié à ce modèle qui génére de nombreux problèmes sociétaux. Le pouvoir normatif de l'urgence exercé par le gouvernement trouve sa légitimité dans l'état de « nécessité » et l'inadéquation des normes ordinaires pour faire face à des situations considérées comme « extraordinaires ».

L'état d'urgence permet d'utiliser des instruments juridiques et administratifs spécifiques, hors des cadres et processus législatifs habituels, qui permettent d'articuler directement, de manière exceptionnelle, l'exercice du pouvoir entre l'État et ses relais intermédiaires. Le gouvernement émet ainsi des décrets tandis la PC rédige des ordonnances qui sont des actes administratifs, cependant limités dans le temps. La déclaration d'environs 20 états d'urgence en moyenne en Italie, entre 2009 et le 2019, et l'utilisation massive de ce double dispositif législatif et administratif par l'exécutif met en évidence une « *normalisation de l'urgence* » (Arcuri 2019 ; Bono, 2009). L'ordonnance, d'acte extraordinaire, deviens un acte ordinaire pour gérer une situation extraordinaire.

Le contexte politique nationale contemporain de la catastrophe de L'Aquila aide à comprendre ce mode de gouvernance. Le président du Conseil, Silvio Berlusconi, est connu pour son parcours politique foudroyant. Homme d'affaire au début de sa carrière, il a, par exemple, fondé une holding financière, Fininvest, pour la construction de nouveaux quartiers à Milan, *Milano Due*. Il est élu à la Chambre des députés en 1994 à la suite de la création de son propre parti, Forza Italia, orienté initialement au centre-droit. Député pendant vingt ans, il est nommé à plusieurs reprises président du Conseil (1994-1995 ; 2001-2006 ; 2008-2011). Il est également élu député européen en 2019 avant de devenir sénateur. Sa politique populiste, basée sur une culture de masse générée par les télévisions, les journaux, les radios et les autres moyens de communication en sa possession par l'intermédiaire du groupe Mediaset, est bien connue. Au moment de la catastrophe de L'Aquila, il doit faire face à des scandales à caractère sexuel et à des affaires judiciaires de corruption et de conflits d'intérêt.

Dès le 6 avril, Silvio Berlusconi, président du Conseil, intervient dans deux directs télévisés, y compris par téléphone. Interrogé sur les mesures d'intervention entreprises, il déclare l'intention du gouvernement de construire une *new town*[135] à la place de L'Aquila. C'est la première fois qu'une ville de cette taille et cette importance est complétement fermée et qu'on envisage son abandon pour un déplacement intégral.

À partir de ce moment, une guerre narrative est déclenchée par le gouvernement et la Protection civile, tant sur la scène médiatique nationale que locale (Roberti, 2011), pour le contrôle de l'acceptabilité du processus de gestion de la catastrophe pour laquelle la seule option proposée est

[135] Aucun lien ni comparaison n'est possible avec les *new town* préconisées par Howard dans son ouvrage sur les cités jardins : Howard E., *Garden Cities of Tomorrow*, Swan Sonnenschein & Co., London 1902.

décrite comme une nécessité technique pour le bien, ou le « mieux possible », de la population rescapée. Elle est menée par l'intermédiaire de symboles, d'affirmations ou d'autoritarisme, légitimés par l'inévitabilité de la meilleure solution au « problème » de logement des habitants, déjà tous réduits à une seule et même entité.

Les visites du président du Conseil sont très fréquentes : 27 en quelques mois seulement[136]. Elles sont à chaque fois l'occasion de slogans ou de boutades toujours plus marquants. Le 7 avril, il déclare : « *Andate lì sulla costa. E' Pasqua, state tranquilli. Noi faremo l'inventario delle case danneggiate, voi prendetevi un periodo, paghiamo noi* »[137] ; et plus tard : « *Sarò all'Aquila ogni giorno e mi metterò a disposizione per quello che serve. Fa parte della mia attività ed è il mio dovere* », « *Ho fatto un record mondiale* » ou « *Avevamo detto che ci voleva un miracolo e lo stiamo realizzando* »[138].



Photographie 28 : La « *pietà* » de Silvio Berlusconi qui rassure une *terremotata* (Il Giornale, 9 avril 2009)

Outre les éléments pratiques et symboliques qui composent une « *chorégraphie* [de la gestion], *l'utilisation par les acteurs institutionnels de cadres discursifs et de connaissances provenant de différents domaines d'expertise, ainsi que les informations et les images sélectionnées et transmises par les médias contribuent également à la production d'un récit de la catastrophe*» (Ciccaglione 2018, p. 197).

[136] « Le 27 visite di Berlusconi "L'Aquila nel mio cuore" », Il Centro, 13 juin 2023 (https://www.ilcentro.it/pescara/le-27-visite-di-berlusconi-l-aquila-nel-mio-cuore-1.3141353).
[137] « *Allez là-bas sur la côte. C'est Pâques. Soyez sereins. Nous allons faire l'inventaires des maisons endommagées. Prenez un moment pour vous. On va tout payer* ». Source : « Sisma, Berlusconi : state tranquilli, andate al mare », Reuters, 7 avril 2009 (https://www.reuters.com/article/world/sisma-berlusconi-state-tranquilli-andate-al-mare-idUSMIE5360MS/).
[138] « *Je serai à L'Aquila tous les jours et je me mets à disposition pour tous ce qu'il faut. Cela fait partie de mon activité et de mon devoir* » ; « *J'ai fait un record mondiale* » ; « *Nous avions dit qu'il aurait fallu un miracle et nous sommes en train de le réaliser* ». Source : « L'Aquila, Berlusconi visita i cantieri : « Lo Stato coprirà il 100% delle spese », Avvenire,16 juillet 2009 (https://www.avvenire.it/attualita/pagine/berlusca-onna_20090716124019707000).

« *Dalle tende alle case* » (« des tentes aux maisons ») est le slogan[139] qui conduit la première phase de *recovery* de L'Aquila. L'idée véhiculée est simple : sauter une étape, aller vite et passer de l'inconfort des tentes à des « vraies » maisons. Un déplacement sémantique est opéré entre la « *casa* », la « maison » en italien, dont le pluriel est « *case* » et le projet CASE. Ce terme rassure les rescapés dont l'imaginaire collectif est marqué par les longs séjours d'autres victimes dans des conteneurs ou *baracche* : à la suite de précédents désastres qui ont touché le pays, les conteneurs ont servi d'habitations principales durant les longues années de reconstruction qui suivirent le tremblement de terre d'Irpinia en Campanie en 1980, puis celui des Marches en 1992. Ils sont restés le symbole d'une reconstruction d'État qui n'aboutit jamais.

Cette simple devise est un marquage sémantique qui symbolise le futur de la reconstruction et condamne finalement le territoire de la ville à une énième déterritorialisation.

III.2.2. La nouvelle structure intermédiaire et le commissaire délégué

La création de structures ad hoc pour la gestion du processus de reconstruction post-catastrophe à L'Aquila n'est pas une exception. Des missions interministérielles ont été créées, par exemple, pour le séisme d'Irpinia en 1980. Mais dans le contexte du séisme du 6 avril, la suprastructure qui a centralisé encore plus le pouvoir et les attentes qui en ont découlé sont apparues comme une source de difficultés supplémentaires pour les acteurs institutionnels locaux rencontrant des difficultés financières et de gestion antérieures à la catastrophe.

Le mandat de la PC a été prolongé jusqu'au 31 janvier 2010. Par décret du président du Conseil des ministres n° 3833, à partir du 1er février 2010, s'effectue un « passage de consignes » entre la PC et la nouvelle structure.

Pour toute la durée de l'état d'urgence, le président de la région des Abruzzes est nommé commissaire délégué pour la reconstruction des territoires touchés par le séisme. Par le même décret sont créé la SGE (*Struttura per la Gestione dell'Emergenza*), une structure opérationnelle chargée de poursuivre les activités menées par la Di.Coma.C (*Direzione di Comando e Controllo*)[140] pour la gestion des services à la population et la STM (*Struttura tecnica di missione*), chargée des aspects techniques de la reconstruction.

---

[139] Ce slogan dérive du tremblement de terre du Frioul en 1976 qui a été un « modèle » de reconstruction réussie. La peur des *baracche* déjà à l'époque a fait que les populations et les décideurs locaux réclament d'un relogement rapide. Voire : https://www.istitutladinfurlan.it/download/25_Il%20Friuli%20modello.pdf
La locution tire son origine du détournement d'une expression « da*lle stelle alle stalle* » (des étoiles aux écuries) qui veut dire perdre de la richesse vers la pauvreté. Ce dicton populaire, retourné en positif suite au séisme du Frioul, deviens aussi la devise du gouvernement Berlusconi qui promets un relogement en quelques mois sans passer par des solutions temporaires.

[140] Direction de Commande et Contrôle
https://www.comune.laquila.it/pagina600_i-documenti-del-commissario-delegato-per-la-ricostruzione.html



Figure 27 : Synthèse du décret « Abruzzo » du 28 avril 2009 (Région des Abruzzes)

La SGE possède cinq fonctions (technique ; infrastructures ; domaine du bénévolat, de la logistique et des moyens des télécommunications ; biens instrumentaux, administratif et comptable ; communication et informatique), un service de secrétariat et de support, et dirige quatre « tables » de coordination sur différentes problématiques (élimination et récupération des décombres, transports et accessibilité, soutien à la population et communication) où se réunissent les acteurs concernés.

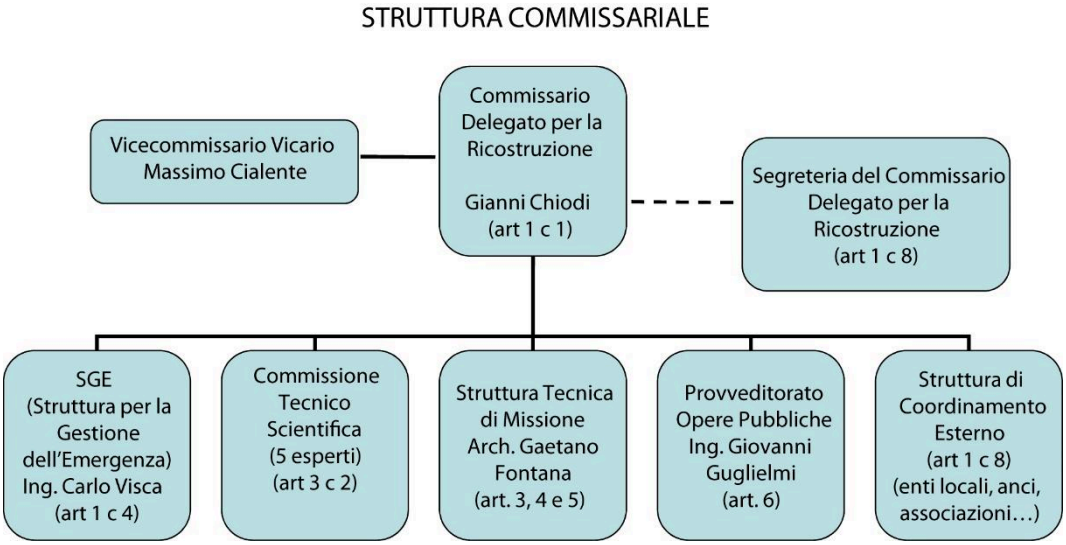


Figure 28 : Organigramme des acteurs intermédiaires de la gestion de la reconstruction (Région des Abruzzes)

Conformément aux dispositions de l'OPCM n° 3833/2009 repises dans le décret, la STM a été créée pour soutenir le commissaire délégué à la Reconstruction dans la définition des stratégies de reconstruction et de relance économique de la zone sinistrée par les événements sismiques de la région. La STM assiste le commissaire délégué dans ses fonctions de synthèse et de coordination, ainsi que dans la garantie de la transparence et de la conformité des réglementations en vigueur des activités à mener. Elle collabore avec les différents acteurs publics et privés impliqués dans les processus de reconstruction qui concerne en premier lieu la « reconstruction légère », c'est-à-dire la reconstruction des bâtiments classés A, B et C, sans dommages structurels. Auprès du commisssaire, elle a en charge l'identification des ressources financières globales disponibles pour la reconstruction ; l'échelonnage des ressources financières et la planification des interventions matérielles sur le territoire ; la mise en place des projets de reconstruction publique et des plans de secteurs ; la traçabilité et le monitoring des opérations ; le suivi financier et procédurale et de la réalisation des projets, y compris la résolution des points critiques.

La direction de la STM est confiée à Gaetano Fontana, un haut fonctionnaire dépendant du ministère des Infrastructures et des transports, réputé pour sa connaissance des systèmes complexes. La structure est composée d'une équipe de 30 personnes au maximum, dont 15 provenant d'administrations publiques et/ou d'organismes publics et choisis par Fontana.

Cette structure a aussi en charge le support technique et administratif dans le cadre de l'assistance aux municipalités qui en font la demande. Elle a collaboré avec la mairie de L'Aquila pour l'élaboration d'un document de replanification générale et d'un plan de reconstruction du centre-ville et de la reprise socio-économique de la zone. Avec le décret n° 3 du 9 mars 2010, la STM propose son plan de reconstruction.

La STM, avec ses nombreuses fonctions et prérogatives, est entrée en conflit de compétences avec le commissaire délégué. Au-delà des nombreuses tensions internes qu'elle a générées, son choix d'externaliser la filière de la reconstruction a également provoqué d'autres tensions avec les pouvoir locaux. Elle s'est finalement montrée incapable de comprendre les enjeux de la reconstruction matérielle.

III.2.3. Contexte politique et administratif local

Les communes jouent également un rôle clé dans la gestion des risques dans le cadre d'un partage des compétences avec les services de l'État. Les maires sont des acteurs pivot de la coordination des actions d'urgence. Les communes sont l'échelon le plus proche des citoyens et jouent un rôle d'intermédiaire avec les administrés. Elles sont responsables de l'application des politiques élaborées par les services de l'État et de la réalisation des PEC (*Piani di Emergenza Comunali*)[141] avec le service de la Protection civile locale. Ces documents servent à la planification des opérations à mettre en œuvre en cas de crise majeure à l'échelle communale.

[141] Centre opérationnel communal. Il correspond aux PCS (Plans Communaux de Sauvegarde).

Le COC (*Centro Operativo Comunale*)[142], est responsable des activités de coordination de l'urgence au niveau communal et local. Il est sous la responsabilité du maire ou de son délégué (loi 225/1992 - art. 15). La mise en place de ces centres opérationnels découle de l'expérience des commissaires responsables lors des catastrophes en Frioul et en Irpinie. Le COC a en charge la gestion des différents types d'urgences. Il est composé de deux instances, un organe politique chargé de prendre les décisions d'urgence et une section technique coordonnant et appliquant leur mise en œuvre. Il est intéressant de noter la présence d'un conseiller référent en matière de protection civile depuis les années 1990.

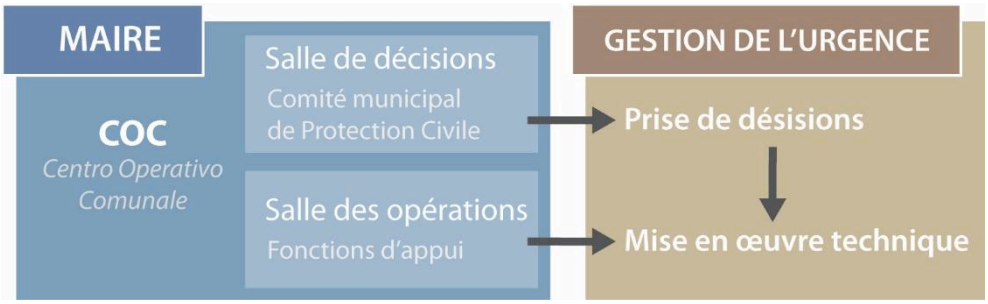


Figure 29 : Schéma de fonctionnement du COC pour la gestion locale des urgences

La responsable de la PC pour L'Aquila, Donatella Biasini, explique « *Le centre opérationnel municipal est la structure de gestion des urgences au niveau municipal et c'est là qu'il s'arrête. Si cela devient quelque chose de plus important, ce système reste cependant comme faisant partie d'un mécanisme plus vaste, donc nous aurons le Centre opérationnel régional, nous aurons le Centre opérationnel de secours à la préfecture, et ce n'est pas que la municipalité est mise sous tutelle, mais au lieu d'être seulement cela, elle fait partie d'un système plus vaste toujours pyramidal, le COC doit rendre compte au COS où il y aura notre représentant qui servira de point de contact* [...] *les procédures sont toujours les mêmes, si j'ouvre un plan d'urgence à la préfecture, le maire sera à un niveau supérieur dans ce sens, il y aura la compagnie d'électricité qui devra veiller à rétablir le courant avant telle date, les forces de l'ordre qui s'occuperont de la lutte contre le pillage, la police routière qui contrôlera la circulation, tandis qu'au niveau strictement municipal, on commence à parler de tâches spécifiques pour les entités.. Le maire est considéré comme la commune, car le maire ne va pas là-bas et doit faire, le maire doit assurer l'ouverture du COC, garantir... ensuite, ces principes de base sont ceux que chaque centre opérationnel municipal doit appliquer en fait à partir des lignes directrices nationales et régionales, donc tout est déjà rodé et écrit* » (Entretien 27, Donatella Biasini, géomètre, fonctionnaire de la Protection civile da la Commune de L'Aquila, 08/10/2019).

La loi régionale des Abruzzes explique la fonction de support locale : « *le Centre opérationnel communal (COC), activé par le maire, se présente comme un centre de coordination qui soutient le maire dans la gestion de la*

[142]https://www1.interno.gov.it/mininterno/export/sites/default/it/sezioni/sala_stampa/speciali/Protezione_Civile/che_cosa_i_centri_operativi.html

situation d'urgence afin d'assurer sur son territoire la direction et la coordination des services de secours et d'assistance à la population »[143].

Le maire de L'Aquila au moment le séisme est Massimo Cialente, un médecin, membre du PD, élu le 29 mai 2007 et encore dans l'opposition un an auparavant. Bien que se retrouvant dans une position subordonnée par rapport au choix de gestion de l'État central, il est un autre acteur fondamental dans la gestion de l'après-séisme. Il est le premier interlocuteur institutionnel dans une situation de catastrophe et se retrouve seul face à la puissante force médiatique et technique du gouvernement. Certaines figures qui composent alors le conseil municipal se partagent le pouvoir, en alternant entre des mandats locaux et nationaux : Stefania Pezzopane, qui a fait une carrière politique dans le PD depuis sa jeunesse, d'abord à la région (1995 - 2005), comme présidente de la province (2004 - 2010), comme sénatrice (2013 - 2018), comme députée (2018 - 2022) et enfin comme conseillère municipale ; Giovanni Lolli, membre du PD, député puis adjoint à la région ; Pietro di Stefano, qui était fonctionnaire au ministère de Infrastructures et des transports et a occupé plusieurs charges politiques comme conseiller provinciale de 1995 à 2004, maire de Cagnano Amiterno et conseiller communal à partir 2007 dans l'équipe de Cialente. Il devient adjoint au nouveau bureau pour la Reconstruction et la planification. Ces élus occupent par ailleurs des positions de pouvoir sur le territoire, par la profession qu'ils exercent (entrepreneurs, médecins ou cadres administratifs), leur engagement dans le monde associatif ou dans des comités de techniciens (Chapitre VI) ou par le fait qu'ils sont issus de familles propriétaires de patrimoine foncier important. Il est important de souligner l'appartenance politique de l'administration locale au moment du séisme car la gestion de l'urgence et de la *recovery* sont des enjeux qui dépassent l'état de crise et se prolongent dans une bataille politique nationale entre gouvernement et opposition. Par le biais de connaissances personnelles, les élus locaux arrivent, par moment, à dépasser les structures de gestion pour accéder à des canaux de communication directe plus informels.

Lorsqu'on nous a annoncé que le gouvernement voulait construire une nouvelle ville, nous avons tous été stupéfaits. La recherche des victimes sous les décombres n'était pas encore terminée que quelque chose de grave se profilait déjà à l'avenir, peut-être plus grave que ce qui venait de se passer. Mais nous n'y avons pas prêté attention, nous étions pris par la douleur, le désarroi, la survie, et cette annonce nous est apparue plus comme une continuation de l'absurdité à laquelle nous étions confrontés que comme quelque chose qui pouvait avoir un fondement réel. Les débats se sont rapidement enflammés, notamment dans les médias, par lesquels nous apprenions notre état, l'état de la ville, l'état de ce qui se passait, plutôt que par une communication directe avec nous, qui étions encore, on le croyait, les acteurs principaux de cette affaire. Personne ne nous demandait rien, tout semblait décidé et l'était probablement. Les moyens employés nous impressionnaient mais la sensation était que nous n'aurions pu sauvegarder nos vies toutes complexes faites de séparations, dettes, comptes en suspens dans les familles, permis de

[143] https://protezionecivile.regione.abruzzo.it/agenzia/wp content/uploads/2022/10/Linee_Guida_Piani_Comunali_Interco_PC_v2018.pdf.

séjour, précarités et incertitudes diverses ; mais aussi faites de choix d'habiter, styles de vie, ajustements et équilibres. La vie dans les camps et les hôtels, plus généralement le traitement de masse que nous avons subi nous ont écrasés. Il fallait se conformer et se taire. Taire l'angoisse et être reconnaissants. Suspendus comme dans les limbes, l'incertitude et le bouche-à-oreille généraient la peur et une rage au fond. Nous vivions à tel point comme des aliénés, sans rien savoir, que deux de mes connaissances - des jeunes réalisateurs - ont inventé une série Youtube en pastilles avec le titre significatif « On dit ». On dit que Bertolaso… on dit que Berlusconi… on dit que le maire... et cela continuait comme ça pour toutes les questions importantes qui nous concernaient. Les sketchs tournaient en dérision notre conditions, entre ironie et rire amer.

La ville nouvelle, évidemment scandaleuse, a laissé place à de nombreuses villes nouvelles, de nouveaux quartiers, combien ? Où ? Pour tous ? Le démarrage des chantiers a levé tout doute sur la véracité de l'opération. Depuis le camp de tentes autogéré où je m'étais réfugiée après l'hôtel, nous partîmes à plusieurs reprises en mission sur les chantiers pour comprendre la nature du projet. Nous pensions qu'il y avait encore de la place pour la discussion et la négociation avec le gouvernement afin d'éviter ce qui apparaissait déjà comme un massacre de la ville. Plus nous avancions, plus nous discutions d'alternatives, notamment parce que les chantiers, immenses et perturbateurs, ne commençaient pas tous en même temps, plus la question » est-ce qu'on pourrait faire autrement ? » prenait force avec notre désillusion. Avec les néo-comités de techniciens et d'autres universitaires comme Ciccozzi, nous avons commencé à raisonner et à planifier ces alternatives : des maisons en bois légères et antisismiques à deux étages, des solutions pour la restauration rapide de ce qui était habitable en demandant la réduction de la Zone rouge, mais surtout des conteneurs qui pouvaient être assemblés en modules préfabriqués à empiler et à juxtaposer. Il existe plusieurs exemples de ces derniers en Europe du Nord, utilisés comme résidences universitaires et résidences sociales. Ce qui semblait évident, c'était d'éviter la consommation de terres naturelles et agricoles, dans un contexte de crise écologique, qui dévasterait le territoire, c'est-à-dire les beaux paysages auxquels nous étions si attachés et alors que nous redécouvrions l'importance de se sentir chez soi. En même temps, tout semblait passer sous le rouleau compresseur des pelleteuses pour effectuer les terrassements des nouvelles CASE N'était-il vraiment pas possible de faire autrement ? Nous ne voulions pas seulement protester, mais apporter nos connaissances et la force de la nécessité de nos besoins comme matière. Nous nous sentions concernés en premier lieu, tout nous importait, tout était à nouveau éminemment politique et nous avons donc cherché le dialogue avec les institutions à tous les niveaux. Nous participions à toutes les occasions données et nous créions nous-mêmes, dans les lieux où nous vivions à l'époque et dans les nouveaux lieux vécus par nos camarades d'infortune, des occasions de présenter nos propositions et leurs raisons. Nous avons été systématiquement rejetés ou empêchés, puis maltraités et insultés. A la suite de cela, nous avons vite compris que les CASE n'étaient pas pour nous, que le Fonds immobilier et les appartements vacants et vides avant le tremblement de terre avaient immédiatement pris une autre valeur, ou peut-être toujours la même mais décuplée : celle du profit, de la spéculation sur les loyers. Nous nous sommes battus contre ces monstres placés à côté de beaux villages détruits, dans les plaines fertiles et inondées, dans les moraines creusées par les congères saisonnières, tous lointains et dispersés, isolés, insensés.

(Récit personnel)

III.3. Le projet CASE : re-fonder la ville

La mise en application de la devise « *dalle tende alle case* » (« des tentes aux maisons »), prolonge la gestion de l'urgence dans le temps. Par l'intermédiaire du projet CASE, elle investit l'espace matériel, symbolique et politique de la ville. Le territoire se trouve ainsi dé-formé et la ville re-fondée sur des présupposés nouveaux issus de facteurs conjoncturels liés à la catastrophe mais aussi structurels, en lien avec les changements généraux que connaissent les villes globales.

Avant les analyses, alors que la sidération est encore très forte, la part de l'État central prime. Celui-ci fait une démonstration d'assurance techno-politique dont l'image marquera les deux années de la phase d'urgence, accompagnées par les slogans « *il governo del fare* » (« le gouvernement du faire/de l'action ») ou « *l'Italia che funziona* » (« l'Italie qui fonctionne »). Le tremblement de terre devient l'opportunité pour le gouvernement d'expérimenter de nouveaux scénarios politiques et de prouver sa crédibilité à l'échelle nationale. Par la mobilisation générale du pays et l'urgence nationale, le séisme devient un élément fondamental capable de conditionner les phases ultérieures de la vie publique italienne. Ainsi, les risques politiques ordinaires sont canalisés vers d'autres directions. La contestation parlementaire et la garantie de l'alternance sont bridées, la fiabilité du leadership et la surveillance des points faibles qui apparaissent dans la chaîne de commandement politique sont mis en suspens. L'accent mis seulement sur le caractère humanitaire de l'urgence conduit à une « neutralisation » du politique, largement conditionnée par un climat qui prédispose à rejeter tout stimulus, *feed-back* et critiques, hâtivement qualifiés de « *polémiques stériles* » (Ciccaglione, 2024).

Mais la portée du projet CASE pour la ville de L'Aquila représente surtout-un acte « (re) fondateur » (Ciccozzi, 2011, p. 14) qui contribue à la dissolution des liens de la ville historique avec les lieux et le sens des lieux.

III.3.1. Origine et financement du projet CASE

Le projet CASE marque, encore une fois, l'exceptionnalité du processus de la reconstruction de la ville de L'Aquila. Une fois abandonnée l'idée d'une seule *new town* à la suite des nombreuses oppositions (Paragraphe III.4.2), ce programme prévoit lui l'éclatement de la ville nouvelle en 19 nouveaux quartiers. L'intention est d'y reloger les habitants du centre-ville et de la première périphérie, les zones plus endommagées (Chapitre II, Carte 17). Par cette idée inédite, la décision est prise de passer outre la phase temporaire post-catastrophe (*temporary shelters*) et de fournir au *terremotati* un logement « durable » (Tozzi, 2009).

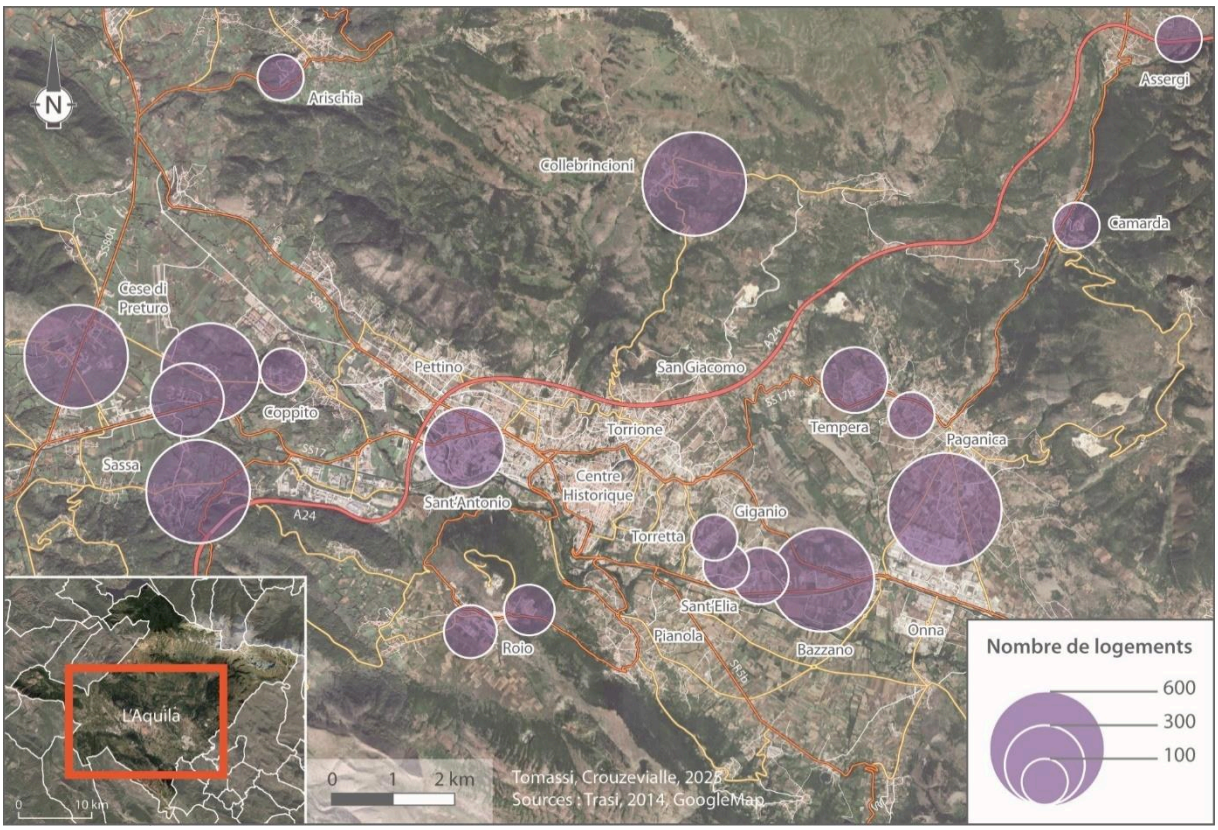
Le projet CASE prévoit ainsi la construction de nouveaux quartiers d'habitats permanents répartis en marge de l'agglomération de L'Aquila. Ils sont composés de bâtiments prenant en compte à la fois la prévention sismique et le respect de l'environnement. Ils sont conçus selon un modèle de bâti uniforme, « tout terrain », élaboré dans les laboratoires universitaires de Padoue.

Questionner ce modèle équivaut à mettre en question le projet épistémologique moderne qui s'impose par le biais de modélisations « prêtes à l'emploi », sans ancrage sur les territoires (Di

Ludovico, 2016 ; Properzi, 2010 ; Erbani, 2010 ; Frisch, 2009). S'impose ainsi un modèle exogène aux canevas urbains locaux et s'installe l'idée de L'Aquila comme « ville-laboratoire » d'expérimentation socio-territoriale (Rufat, 2019).

Le choix des CASE concrétise la devise « *dalle tende alle case* » et rend concrète la « miraculeuse » reconstruction promise par président du Conseil. « *Des vraies maisons, déjà équipées. Si belles qu'il sera difficile de les quitter* » (Bonaccorsi, 2009, p. 95) : c'est ainsi que Silvio Berlusconi présente son plan de relogement. Cette annonce apparaît comme un rêve rassurant aux yeux des rescapés qui se rappellent encore le pénible, et parfois définitif, passage par les *baracche* d'Irpinia.

Adopter cette solution rapidement, et donc ne pas passer par la phase de logements temporaires, semble possible pour deux raisons. La première est technique car le projet CASE est déjà prêt. Il a été élaboré au cours des années précédentes dans les laboratoires de recherche de l'Eucentre (*Centro Europeo di Formazione e Ricerca in Ingegneria Sismica*) à Padoue, dirigé par la Professeur Calvi[144]. Cet expert universitaire publie, dix jours après le séisme, un rapport pour la réalisation du projet CASE qui est approuvé deux semaines plus tard par le conseil des ministres. L'autre raison est politique car Berlusconi veut frapper les esprits et assurer un consensus politique et social par un projet immobilier de grande envergure.



Carte 23 : Localisation et nombre de logements des projets CASE

[144] https://www.studiocalvi.eu/it/progetti/project-management/progetto-case

La carte ci-dessus met en évidence plusieurs aspects du projet CASE et notamment son éparpillement sur tout le territoire communal, parfois dans des zones éloignées. Certains CASE, surtout dans la zone ouest de l'agglomération, sont implantés sur des terrains agricoles, sans cohérence avec la trame urbaine. La situation est différente en ce qui concerne les nouveaux quartiers de Sant Elia, Bazzano et Paganica. Ils sont reliés au système routier principal. Ces derniers, parmi les plus peuplés, sont les plus controversés à cause de la valeur économique du foncier exproprié. Dans les cas des les villages de la zone ouest, comme Cese di Preturo, Coppito ou Sassa, ou ceux, plus éloignés, de Collebrincioni, Camarda ou Assergi, les nouveaux quartiers ont une influence importante sur l'urbanisation des sols et impactent les modes de vie. Par exemple, les 600 logements implantés en contrebas du village de Cese di Preturo, qui comptait jusqu'alors environ 300 habitants, bouleversent le système des infrastructures et de l'aménagement.

L'Union européenne a développé ses propres programmes de gestion et de préparation aux catastrophes[145] qui diffèrent de ceux de l'ONU. Dans ce cadre, elle a créé un fonds de solidarité pour venir en aide aux régions ou villes touchées par des catastrophes. Le FSUE (Fonds de solidarité de l'Union Européenne) est institué en 2002, après des inondations en Europe de l'Est (Règlement (CE) n° 2012/2002 du conseil du 11 novembre 2002[146]). Le budget alloué au fonds s'élève à un milliard d'euros. Il est destiné à aider les États membres en cas de catastrophes majeures affectant les conditions de vie, l'économie ou l'environnement. Il vient compléter les efforts financiers de l'État concerné lorsque ceux-ci ont atteint un certain seuil. Ce seuil d'intervention était fixé à 3,398 milliards d'euros pour l'Italie. Il est atteint dans le cas du séisme de L'Aquila qui est alors classé comme « *catastrophe naturelle majeure* ». La Commission européenne accepte ainsi la sollicitation d'une aide financière de la part de l'Italie, pour un montant total de 493,8 millions d'euros (soit 3,5% des investissements totaux entre 2009 et 2012), mobilisée pour financer plusieurs opérations ou projets. Sur les 710 millions d'euros investis pour la réalisation du projet CASE (Bonaccorsi, 2009), 350 millions sont abondés par le FSUE, soit 43%[147].

[145] Elle possède un programme de Service de coopération de la Protection civile qui s'est d'ailleurs beaucoup développé à partir de l'expérience de L'Aquila (Alexander, 2018).

[146] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32002R2012&print=true

[147] Un député de l'Union européenne a réalisé un dossier d'enquête qui remet en question le compte-rendu financier présenté par la PC sur les dépenses auxquelles a participé le Fond européen : https://www.ilfattoquotidiano.it/2013/11/04/terremoto-laquila-ue-prezzi-gonfiati-e-infiltrazioni-mafiose-nella-ricostruzione/765797/

Tableau 14 : Opérations et projets co-financés par le FSUE

Opérations / Projets	**Contribution du FSUE (millions d'euros)**
Opérations de premier secours	50
CASE : construction de logements destinés à la population de l'Aquila	350
MAP : environ 3 000 logements temporaires pour l'hébergement de 7000 personnes, notamment dans les petits villages entourant L'Aquila	93,8
MUSP : 32 écoles temporaires pour la prise en charge d'une partie des 15 000 élèves touchés par le tremblement de terre	

III.3.2. Maison ou abri ? La typologie problématique du projet CASE

Le dispositif discursif et les moyens pour la mise en œuvre du projet sont imposés à tous les acteurs locaux et rendus acceptables aux yeux de l'opinion publique par des opérations de communication spectaculaires. Se déclarant a priori opposé à toute « problématisation » politique du tremblement de terre, Berlusconi traite la catastrophe en l'excluant de toute évaluation controversée, en dehors de tout jugement démocratique ou controverse publique.

Seulement quelques heures après le tremblement de terre, Silvio Berlusconi lance déjà l'idée de construire ailleurs une ville nouvelle, sur le modèle de Milano 2 qui avait fait sa fortune à la fin des années 1970. Cette déclaration suscite une vague d'indignation qui submerge la presse nationale. Ce choix d'abandonner la ville pour construire ad hoc une *new town* avait déjà été adopté comme solution de « reconstruction » dans le cas d'autres tremblements de terre, notamment celui la Belice en 1968, avec un impact sur les habitants très discutable[148]. Cette solution n'avait, en revanche, jamais été envisagée dans le cas d'un chef-lieu de région et, qui plus est, une ville possédant le sixième patrimoine historique le plus important d'Italie. Même si le projet initial est abandonné, le décret de loi « Abruzzes » du 28 avril 2009, qui donne en toute hâte les pleins pouvoir de gestion à la Protection civile, acte le principe d'une « construction » s'imposant sur la « reconstruction ».

Sur une période de sept mois, entre début mai et décembre 2009, l'ensemble du cycle de production, de la planification à la livraison, de 185 bâtiments représentant un total 4 449 logements sera couvert. Ils sont répartis dans 19 nouveaux quartiers et abritent environ 15 000 rescapés.

[148] Le cas plus emblématique de cette reconstruction abandonnée est le fameux *Cretto di Burri* : https://fr.wikipedia.org/wiki/Cretto_di_Burri. Une analyse de la patrimonialisation de l'événement est traitée dans cet article : Cantavella A. J., « Images d'abandon et pratiques de l'indifférence : problèmes d'actualisation et de transmission d'un patrimoine artistique construit ex nihilo », *ethnographiques.org*, nº 24, juillet 2012 (https://www.ethnographiques.org/2012/Juan-Cantavella).

Ces bâtiments reposent sur des plaques antisismiques[149] maintenues par des colonnes en béton.

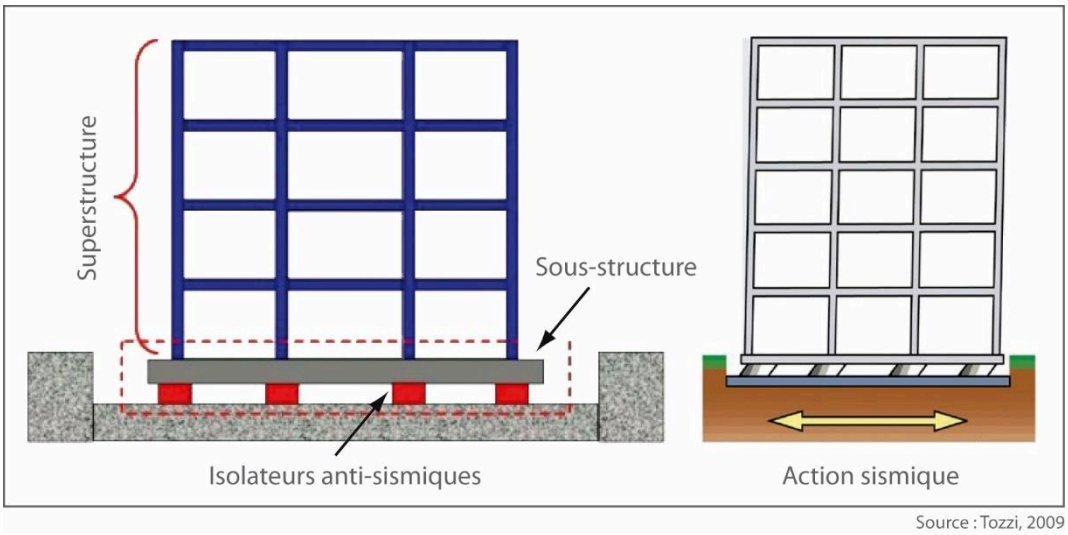


Figure 30 : Modèle des structures du projet CASE

Le projet est composé d'immeubles-types, avec une base de 12×48 mètres, comprenant de 25 à 30 appartements répartis sur trois étages et regroupés en 3, 10 ou 20 unités dispersées dans les *frazioni* de la commune comme Bazzano, Cese di Preturo, Sant'Antonio, Paganica, Sant'Elia, Tempera, Sassa, Camarda, Civita di Bagno, San Giacomo ou Collebrincioni (Carte 23).

Lambrissés et possédant des structures en métal, ils arborent des volets colorés et de grandes baies vitrées. L'intérieur est meublé aux frais de l'État : canapé, tables, casseroles, machine à laver, télévision à écran plat, etc., dans un style standardisé. Tout est fabriqué en Italie par les entreprises du Nord-Est en crise économique. La réalisation en est confiée au consortium ForCASE, à une structure technique constituée d'une fondation à but non lucratif, l'Eucentre, et aux sociétés de construction ICOP et Damiani costruzioni (Ciccaglione, 2022). Les contrats pour les immeubles, par lots de cinq, à réaliser en 80 jours, sont attribués par appels d'offres ouverts à 16 entreprises différentes, dont certaines, comme Orceana ou Maltauro, obtiennent jusqu'à quatre ou cinq lots (Tozzi, 2009). Quatre autres entreprises fournissent le mobilier et d'autres réalisent les travaux d'urbanisation. La catastrophe génère une telle activité économique interne qu'elle provoque une hausse du PIB italien.

[149] Une enquête judiciaire a été menée sur les plaques antisismiques car celles-ci utilisaient un brevet qui n'avait pas encore passé de test de conformité : « Il processo sugli isolatori sismici dell'Aquila finisce prescritto, era nato da un'inchiesta televisiva - AbruzzoLive », 1 février 2018 (https://abruzzolive.it/il-processo-sugli-isolatori-sismici-dellaquila-finisce-prescritto-era-nato-da-uninchiesta-televisiva/).



Photographies 29 : Construction du Projet CASE, été 2009 (Tozzi, 2009 ; DPC)

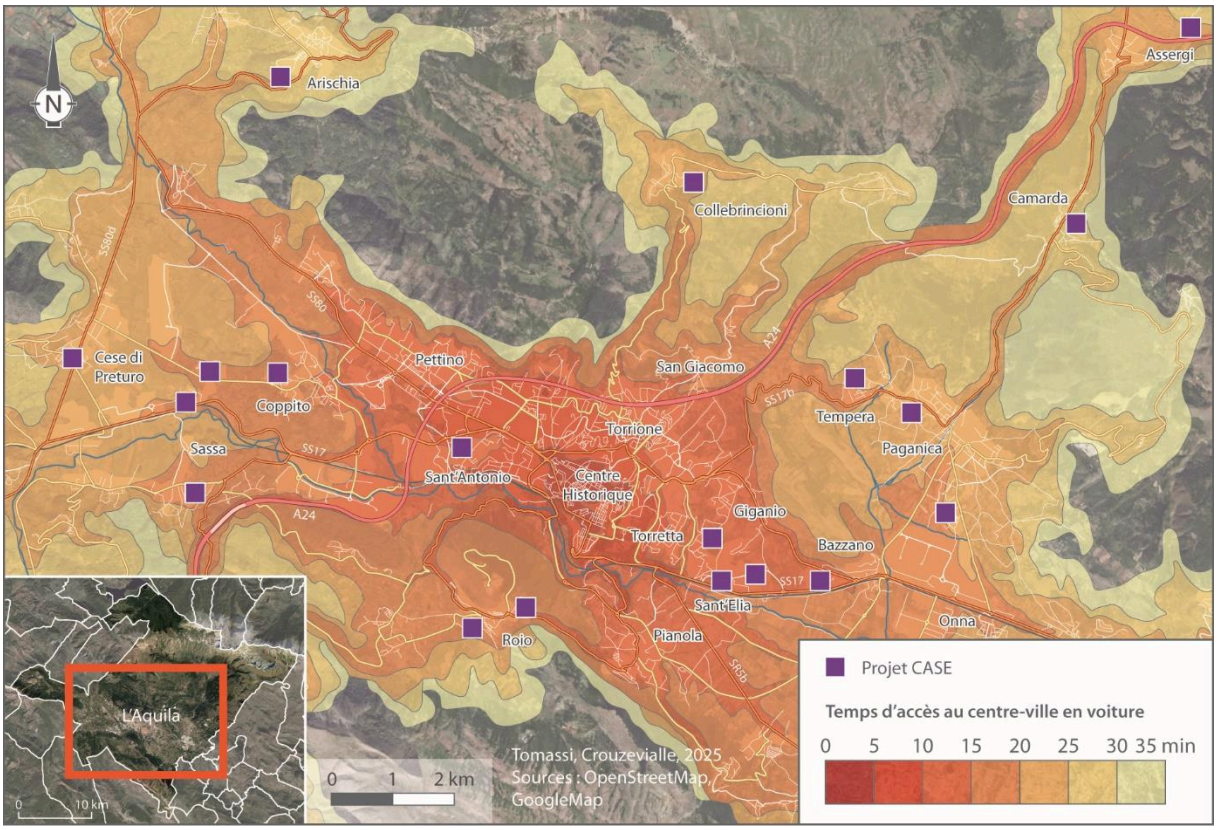
La coordination de cette constellation d'acteurs repose, sous la direction de la Protection civile qui devient ainsi maître d'ouvrage, sur un système très complexe de traitement et de délais de livraison[150].

Au total, chaque appartement a coûté en moyenne 155 000 euros, répartis en un tiers pour la structure et deux tiers pour la logistique et l'urbanisation (Calvi et Spaziante, 2009). Le coût moyen au m² est de 2 750 euros (la moyenne pour l'habitat social étant d'environ 1 000 ou 1 200). 500 hectares de sol agricole ont été « consommés ».

Les destinataires du projet sont principalement les habitants du centre-ville de L'Aquila qui a connu le nombre le plus important de victimes et de réfugiés, raison pour laquelle le complexe a été localisé sur le seul territoire de la commune. Consciente des tensions que l'abandon de toute perspective de reconstruction risque d'engendrer au sein de la population, la Protection civile déclare que les nouveaux bâtiments sont à la fois « provisoires et définitifs ». La contradiction n'est qu'apparente.

[150] Par exemple, plusieurs entreprises, proposant plusieurs modèles de maisons, doivent travailler en même temps sur le même site, car aucune d'entre elles ne peut réaliser plus d'un lot à la fois, en 11 semaines.

Le projet est effectivement constitué de structures hybrides à la fois temporaires et permanentes (Ciccaglione, 2018). Les sinistrés ne doivent, en effet, n'habiter les bâtiments nouveaux que pour une période limitée, le temps de pouvoir regagner leurs anciennes habitations.



Carte 24 : Implantation des projets CASE et temps d'accès au centre-ville

Un aspect frappant de l'approche du CASE est la simplification qui associe le territoire d'une des communes les plus vastes de l'Italie avec une variété importante de paysages, bourgs et identités culturelles distinctes (Ciccozzi, 2011, p. 27) à une seule et même typologie de bâti. En outre, en dépit de la communication insistant sur la qualité et les innovations de ces nouveaux habitats, ceux-ci sont exclus du système de relations qui influe sur la qualité d'un lieu. Ces grands ensembles sont mieux dessinés que les quartiers de la périphérie proche du centre construits dans les années 1970 et 1980 mais leur implantation fait craindre un risque de ghettoïsation. Celui-ci ne dépend pas de la qualité des finitions mais de la non-relation ou de la relation d'exclusion qu'entretiennent ces quartiers avec les lieux environnants[151].

Les bâtiments, construits pour être permanents, sont également censés répondre aux futures exigences du territoire. La nature de ces exigences n'a pas été discutée dans la phase de proposition

[151] Le risque que le projet CASE devienne un ghetto est aussi une hantise dans l'imaginaire italien, peuplé de monstres comme le quartier Le Vele, construit à Scampia, un village à coté de Naples après le séisme de 1980 (Brancati R. « Scampia: una realtà controversa : analisi storico-sociale e prospettive di rigenerazione urbana / Rossella Brancati, Antonella Casillo », Turin, 2014 ; voir aussi le site de critique urbaine https://napolimonitor.it/dai-piani-di-recupero-a-restart-scampia-trentanni-forse-per-andare-oltre-le-vele/).

du projet mais elles sont tout de même présentées comme une opportunité pour le territoire. Le problème de l'usage des CASE, une fois ses résidents rentrés dans leurs maisons restaurées ou reconstruites, reste un thème non totalement résolu par l'administration communale. Les spéculations sont nombreuses. Par exemple, immédiatement après leur construction, est apparue l'idée qu'ils pourraient devenir des logements pour les étudiants. L'ambition générale est d'en faire une source de repeuplement et de revenus pour les caisses de la commune. Une des propositions les plus ambitieuses est la cession de portions de CASE à des acteurs tiers comme le Service national des sapeurs-pompiers pour en faire une école ou encore le Centre nationale du bénévolat. Dans tous les cas, les espaces doivent être réaménagés, nécessitant le réinvestissement d'argent public et rendant ces projets très controversés et problématiques[152]. La question de l'usage ou de la reconversion non planifiée du CASE, ajoute une problématique supplémentaire dans la direction que la ville peut prendre à l'avenir, comme s'il s'agissait finalement de zones industrielles à reconvertir.

Le projet CASE a engendré un débat, toujours d'actualité, sur la reconstruction et la gestion ordinaire de la ville en général. Le choix d'une réponse à la catastrophe de type semi-permanent, avec une approche verticale et managériale devient la marque de fabrique du gouvernement Berlusconi en matière de réponse à l'urgence. Le destin de la reconstruction elle-même a été déterminé par l'adoption de ce modèle. L'énorme afflux de fonds publics, d'abord pour la construction des CASE puis pour la reconstruction, a créé une bulle économique liée au cycle de construction et a engendré un surplus de logements et de locaux parmi ceux qui ont été reconstruits ou restaurés sur tout le territoire.

III.3.3. Originalité du projet CASE

Dans l'introduction du livre publié par le Consortium ForCASE, un réseau qui opère en « régime de quasi-marché » (Sargiacomo et Walker, 2020) de chargé de la réalisation du projet, le projet CASE est décrit comme « *une expérience révolutionnaire sur le plan social, technologique et de la gestion* [pour son] *efficacité énergétique, sa durabilité environnementale,* [et pour les] *systèmes de construction en bois, en acier et en béton, la préfabrication et l'industrialisation* » (Turino (ed.), 2009).

En effet, le projet CASE tire son originalité des défis techniques et des terrains d'expérimentation qu'il représente à plusieurs égards. Comme l'explique Mauro Dolce, ingénieur en chef et maître d'œuvre du projet, il est une innovation du point de vue de l'organisation et de la rapidité de la réponse ou de la production industrielle des parties modulaires, entre autres : « *D'un point de vue technique c'était une idée géniale, mais en plus d'être un défi, c'était aussi un défi à cause du timing. Il est clair que c'est le timing qui a été le plus difficile à gérer. De nombreux choix que vous ne comprenez peut-être pas très bien*

[152] « Abbattimento e riqualificazione del Progetto Case, ciò che si scorge oltre il fumo negli occhi - MEDIA SOCIALE », 10 janvier 2023 (https://www.mediasociale.it/2023/01/10/abbattimento-e-riqulaificazione-del-progetto-case-cio-che-si-scorge-oltre-il-fumo-negli-occhi/). Il est prévu qu'une partie de ce patrimoine immobilier soit abattu mais, une autre grande partie devra être destinée aux logements sociaux dont la demande est en forte augmentation 15 ans après le séisme.

sont dictés par le fait qu'il y avait un calendrier serré que les entreprises ont gagné, s'engageant à faire en seulement quatre-vingts jours et elles ont réussi. En fait, elles avaient une prime pour chaque jour gagné et certaines l'ont fait en 75 jours dans un délai très serré, nous parlons de 25 appartements certainement incroyables. Ils n'en faisaient donc pas un à la fois. Eh bien non, parce que chaque entreprise a remporté le lot minimum qui était de cinq bâtiments de cinq carrés, cinq bâtiments sur cinq, et ensuite ils ont dû s'engager à commencer le travail de manière échelonnée, je pense 10-15 jours, je me souviens. Donc, si l'un des cinq bâtiments devait être construit en 80 plus 50 jours, de 100 à 305 jours, il s'agissait d'une préfabrication très poussée » (Entretien 18, Mauro Dolce, ingénieur en chef pour la réalisation du Projet CASE, 02/11/2018).

Le CASE a été considéré comme une réponse innovante et comme une occasion d'atténuer les conséquences des catastrophes futures et d'améliorer la qualité de vie des rescapés sur le long terme, selon l'idée du *Build back better*, dans les zones touchées (Esposito et al., 2017).

« *Bien sûr, bien sûr, et aussi la liberté que je vous disais à l'époque d'innover même au niveau technique, parce que. Oui, pour les parties lourdes, la typologie. Oui, la typologie à trois étages. C'est une typologie assez standard dans le logement social, donc. Il y avait une conception, mais aussi une base consolidée de reconnaissance, car chacun avait son propre système de construction, de sorte que nous avons ici 50 % de bâtiments avec une structure en bois. 30 % avec une structure en béton armé, béton armé précontraint. 20 % avec une structure en acier* » (*Ibid.*).

Les prouesses techniques qu'il a représentées sont liées à son envergure mais, plus particulièrement, à ses caractéristiques antisismiques liées à l'utilisation d'isolateurs sismiques et de chaînages dont la technologie permet à la structure supérieure d'osciller horizontalement jusqu'à une amplitude de 26 cm. Les plateformes du CASE reposent, comme l'explique De Stefano, sur 7 380 isolateurs à glissement avec surface courbe (pendules inverses), installés sur des colonnes en acier ou en béton armé (De Stefano, 2015). Ces dispositifs sont censés garantir la protection des appartements lors de prochains séismes. Cependant, dans le rapport qu'il présente par ce dernier auteur lors du procès[153] aux entreprises qui ont posé les isolateurs, De Stefano met en garde contre ce type de dispositifs finalement peu fiable à l'épreuve des test de laboratoire (*Ibid.*).

Le soutien au projet vient aussi de l'attention portée à la soutenabilité environnementale, surtout énergétique, grâce, entre autres, à la présence sur certaines constructions de panneaux solaires. Mais l'efficacité de ces installations n'est pas prouvée et les données sur cet aspect du projet sont absentes ou non accessibles.

Au-delà de l'aspect spectaculaire et innovant du projet, dès sa proposition et jusqu'à sa réalisation et son utilisation, le CASE n'a eu de cesse de générer des oppositions et des négociations de la part des acteurs de la reconstruction, à toutes les échelles.

[153] L'usage des isolateurs sismiques a été contesté par le Tribunal de L'Aquila car ils ne possédaient pas les attestations nécessaires de qualification. L'ingénieur Mauro Dolce a été condamné puis finalement acquitté. Une courte synthèse de ce scandale est résumé ici : https://abruzzolive.it/il-processo-sugli-isolatori-sismici-dellaquila-finisce-prescritto-era-nato-da-uninchiesta-televisiva/. L'enquête sur les isolateurs est née d'une enquête journalistique de Rai News 24 intitulée « *À l'épreuve des tremblements de terre* ».

III.4. Des acteurs aux objectifs contradictoires : négociations, conflits et oppositions à la gestion de la reconstruction

Les rapports entre les institutions publiques sont au cœur de la gestion des risques et des catastrophes en Italie. C'est par une approche systémique et par l'analyse de leurs interrelations que je m'y intéresse, afin de mettre en évidence leurs différentes positions, ce que chacun défend ou privilégie et ce que cela implique pour la (re)construction de L'Aquila. La mise en perspective des modalités d'action des acteurs institutionnels permet de démontrer le poids du cadre administratif dans le processus de reconstruction post-catastrophe.

Je m'intéresse à différents types d'interrelations : celles entre l'État et les pouvoirs locaux, notamment lors de la phase de la (re)construction correspondant à la sortie de l'urgence ; celles entre les services de l'État à l'échelle méso et les services locaux ; celles entre la commune et le « marché » (les « entreprises »), au travers des acteurs économiques du territoire et plus particulièrement ceux du bâtiment, porteurs d'intérêts sur la reconstruction matérielle. La manière dont les pouvoirs locaux négocient leur place dans une situation de mise en suspens de leur légitimité et trouvent des marges de manœuvre et s'en emparent constitue la partie finale de cette section.

Les modalités de coopération entre les institutions nationales et les institutions locales apparaissent donc comme un enjeu central pour le déroulement de la reconstruction post-catastrophe. Elles s'exercent cependant dans une forme de partenariat asymétrique qui est déploré par plusieurs enquêtés.

III.4.1. Jeux d'acteurs entre échelles nationale et locale : entre conflit et collaboration

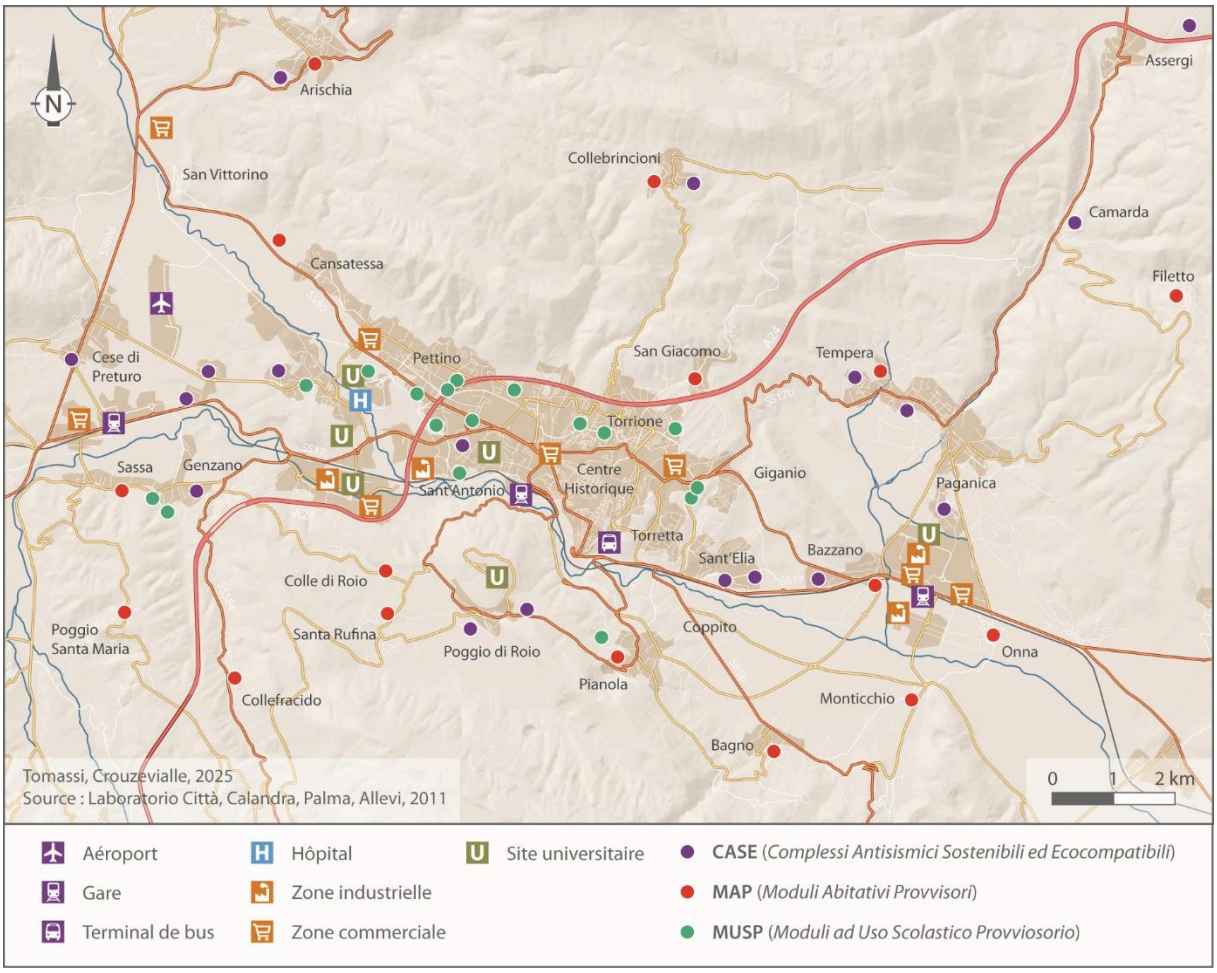
III.4.1.1. La bataille pour la localisation du projet CASE : choisir le moindre mal

Plusieurs entretiens réalisés pendant ma période de recherche mettent en lumière la manière dont cette phase a été perçue par les décideurs et *tecnici* locaux. La tension la plus importante qui y est mise en évidence est celle concernant le projet CASE, de son principe jusqu'à sa réalisation et notamment la localisation de ses implantations. Concernant le foncier se joue une bataille des pouvoirs locaux face au projet. Le contexte autour de la décision et de la mise en œuvre du projet CASE ne serait pas clairement exposé sans restituer la part des discours et initiatives promus par le gouvernement local qui, loin des arguments victimaires utilisés, montre que les dynamiques sociales se recomposent en permanence sans jamais être mises en suspens par la catastrophe.

Au-delà de la pertinence du projet, qu'il n'a jamais remise en question, le maire Massimo Cialente, assisté et parfois soutenu par une bonne partie de son administration et de la société civile (bureaux techniques, fonctionnaires, partenaires sociaux, citoyens, propriétaires et associations de constructeurs), a été pris au dépourvu par les déclarations du gouvernement et les actions de son appareil technique. Il a mené comme seule bataille celle portant sur la localisation des nouveaux

lotissements. Ses propos permettent de comprendre l'importance et la portée du projet, à un niveau qui dépasse celui de la catastrophe : « *Je me suis retrouvé avec tout le bazar, l'étayage et les décombres* [à gérer tout seul] *parce que le projet CASE était plus important. Ensuite, cette chaîne de commandement, si vous ne la contrecarrez pas et ne trouvez pas un moyen* [de vous en sortir]*, j'ai perdu certaines choses parce que j'étais seul, même mes proches m'ont laissé tomber.* » (Entretien 33, Massimo Cialente, 11/11/2019). Au-delà de la narration de David contre Goliath, la bataille pour la localisation a dissimulé une véritable négociation pour la sauvegarde des intérêts des propriétaires locaux qui se voyaient expropriés de lots constructibles et potentiellement revalorisés par le CASE.

Les enjeux immobiliers liés à l'opération d'expropriation étaient très importants, comme l'illustre la Carte 25. Certains CASE sont situés sur des axes déjà en pleine expansion, comme celui de Bazzano ; d'autres sont parfaitement insérés dans le tissu urbain, comme celui de Sant'Antonio, dans une zone convoitée dans le cadre de projets de centre commerciale, ou encore celui de Coppito, à proximité de l'hôpital régional et de l'université, le long de la SS17. En revanche, certaines localisations n'ont aucunement tenu compte des critères d'urbanisme indiqués dans le PRG en vigueur ou de critères sociaux, comme ceux de Camarda ou d'Assergi, et ont éloigné les Aquilanais des réseaux familiers ou de voisinage et des services.



Carte 25 : Synthèse des implantations des CASE, MAP et MUSP sur le territoire de L'Aquila

Marino Bruno, architecte engagé par la mairie pour s'occuper de la planification d'urgence et des mesures provisoires et qui a participé à la tractation avec la PC, raconte : « *l'exercice* [était] *de faire en sorte que le pouvoir municipal, c'est-à-dire le vrai pouvoir municipal, c'est-à-dire celui du pouvoir de planification mais aussi du petit problème, d'avoir derrière soi pour s'appuyer à la fois le savoir, la communauté et le rôle qui lui revenait indépendamment des ordonnances et des choses de ce genre, qu'il soit - disons respecté et considéré dans toutes ses implications. Ce n'était pas le cas* [car il fallait] *se plier à la capacité pachydermique d'une machine comme la Protection civile, le gouvernement, l'État.* [...] *Il s'agissait donc d'une résistance à toute une série de choses qui avaient une puissance de feu de plusieurs milliers de personnes* » (Entretien 2, Marino Bruno, 05/05/2017).

Sa narration met en avant l'inégalité de forces et il décrit un véritable champ de bataille pour le contrôle sur le territoire plus qu'un débat démocratique entre pairs, « *parce qu'ils avaient un objectif, cet objectif était politique, institutionnel, ils devaient construire les CASE que nous avons vues, parce que c'était l'idée. Et donc ces maisons avaient besoin de lieux qui étaient incontestablement capables d'atteindre l'objectif. Les lieux ont donc été choisis en fonction des CASE* » (*Ibid.*).

Bruno décrit encore le seul résultat obtenu à l'issue de cette négociation : « *La municipalité, la seule chose qu'elle a réussi à faire, en essayant de limiter les dégâts, c'est d'éviter une plus grande dispersion, ce qui semble absurde. Dit ainsi parce qu'il faut plus de dispersion que ce qui a été fait. Mais cela aurait été encore pire, parce qu'une bonne partie des zones étaient des zones identifiées mais non constructibles. En fin de compte, peu de terres agricoles ont été utilisées* » (*Ibid.*).

Les propriétaires et autre pouvoirs économiques locaux, qui s'opposent aux expropriations à cause de la valeur foncière allant augmenter sensiblement en raison des aménagements urbains prévus, exercent sur la mairie une pression et cherchent en elle un régulateur et un interlocuteur face à la PC. Ces acteurs prennent une place importante dans une gestion de la reconstruction de L'Aquila, marquée dès ses prémices par une politique locale de reconstruction sur une base spéculative. Bruno explique qu'au moment où la PC a voulu élargir le nombre de plateformes du CASE dans les villages de Coppito et de Bazzano, par exemple, il y a eu deux réactions différentes des propriétaires : « *les choses se sont mélangées, n'est-ce pas ? Certains pouvoirs locaux ont fait fi, par exemple, de la réaction à certaines localisations en fonction d'intérêts locaux privés hautement spéculatifs.* […] *Et là, les pouvoirs locaux ont fait des pieds et des mains pour essayer de ménager la chèvre et le chou* » (*Ibid.*).

À l'issu de la négociation, la municipalité réussit seulement à obtenir que 30% du sol de chaque nouvelle implantation du CASE soit destiné à la réalisation de structures de services et d'activités sociales (salles de fêtes, salles sportives, salles associatives, etc.), les *aree polivalenti* (zones polyvalentes) (Marotta, 2011, p. 46).

Chiara Santoro, ingénieure des bureaux communaux au service de Replanification, explique qu'en 2009 leur activité principale a été la relocalisation des résidences (CASE, MAP) et des services comme les complexes scolaires et les aménagements publics (pharmacies, sièges institutionnels, associations, etc.). « *La décision ferme de la municipalité de L'Aquila, au lendemain de la catastrophe, d'implanter le CASE dans la ville de L'Aquila a été motivée par deux raisons. La première, plus émotionnelle, était l'horreur d'une nouvelle ville suffisamment grande pour apparaître comme une alternative définitive à l'ancienne ;*

la seconde, plus rationnelle, était liée à une meilleure compatibilité avec le système urbain et social polycentrique du territoire de L'Aquila, qui retrace la structure historique des petites agglomérations » (Santoro, 2011).

Elle nuance cependant son discours en évoquant aussi la complexité d'un processus qui a été une bataille des institutions et entreprises locales pour avoir leur mot à dire face à la domination technique de la PC, confirmant les propos de Bruno pendant l'entretien : « *La localisation des implantations résidentielles, à la fois définitives et temporaires, est le résultat d'un processus laborieux de convergence de deux critères, celui de la compatibilité urbanistique, vérifié par la municipalité, et celui de l'adéquation géomorphologique et hydrogéologique (dans la phase préliminaire) et de la sécurité sismique et de l'adéquation géotechnique (dans une phase ultérieure), vérifié par les structures du département de la Protection civile, où le second a prévalu sur le premier, souvent au détriment de la cohérence urbanistique* » (*Ibid.*, p. 41). En somme, « *la réalisation du projet CASE, associée à la suppression de toutes les fonctions dans le centre historique, n'a pas été absorbée par la structure polycentrique, elle a même parfois exacerbé sa désagrégation, notamment en raison de l'impact de la typologie des bâtiments, très uniformes, sur les différents visages de notre territoire* » (*Ibid.*, p. 42).

Les relations de la mairie et des *tecnici* locaux avec le commissaire délégué et la STM ont été également très difficiles. Pierluigi Properzi, urbaniste, professeur à l'Université de L'Aquila et président de l'INU (Istituto Nazionale di Urbanistica), explique : « *Je comptais sur la grande capacité de Gaetano Fontana à gérer des programmes complexes.* [...] *Il aurait dû se faire garant de tout le monde, c'est le discours du gouvernement, et en plus il aurait ouvert des possibilités, ce qu'il a fait ensuite, mais il a mal fait, même en ce qui concerne la participation des composantes les plus avancées des disciplines* [...] *Il est celui qui est passé de l'urbanisme de l'expropriation à l'urbanisme des programmes complexes.* […] *Que s'est-il passé ? Il s'est passé que, selon moi, il a pensé, une vraie erreur, parlons des vraies erreurs, il a pensé que l'affaire du tremblement de terre était... comme le ministère.* […] *Il n'a pas été couvert politiquement, et c'est ça ne pas être couvert politiquement. Ils en ont fait un paratonnerre pour tout.* […] *Il n'est pas possible de reconstruire avec une unité de mission constitué seulement par une secrétaire à mi-temps du ministère, d'un chauffeur, d'un retraité, d'un directeur retraité et d'un sous-officier des pompiers. Voilà quelle était l'équipe* » (Entretien du 12/05/2017).

Si la localisation a souvent posé problème, elle a même, parfois, généré des paradoxes. C'est le cas pour le village de Camarda, situé à 1 100 m d'altitude et qui possédait 600 habitants avant le séisme. Il est d'abord décidé d'y implanter un site CASE avec 125 appartements destinés aux sans-abri résidents de L'Aquila et, seulement dans un second temps, le nouveau quartier est complété par 68 modules de logements temporaires (MAP) destinés aux habitants du bourg (Photographie 30). Ce complexe imposant et hors contexte est situé sur le versant en face du village détruit, de sorte que ses habitants et les autres *terremotati* voient tous les jours leurs maisons abandonnées. Le site choisi se situe, en outre, dans la zone du Parc national Gran Sasso-Monti della Laga et dans donc une zone protégée pour laquelle aurait été souhaitable un autre modèle moins impactant sur le paysage mais également plus adapté aux températures hivernales[154].

[154] Le premier hiver après la construction des CASE, les canalisations d'eau placées en extérieur ont explosées et ont laissé, à Camarda comme ailleurs, des centaines de familles sans eau courante.



Photographie 30 : Le village historique de Camarda et, en face, le complexe des CASE (6aprile.it)

Face à l'imposition par l'État de sa méthode de gestion de la post-catastrophe, incarnée par le projet CASE, les pouvoir politiques locaux cherchent non seulement à s'affirmer et à recouvrer leurs fonctions mais également à les étendre face aux nouveaux enjeux et défi de la reconstruction.

III.4.1.2. Les MAP : une stratégie d'action d'urgence des décideurs locaux face aux limites du projet CASE

La reterritorialisation politique incarnée par le projet MAP entraine une nouvelle déterritorialisation causée, elle, par la commune.

Les négociations des décideurs et techniciens locaux face à la PC ne s'arrêtent pas à la localisation du projet CASE mais concernent aussi la promotion d'une autre solution de relogement, les MAP. Ce sont des modules provisoires de constructions légères, en bois, d'un ou deux étages, sans innovations techniques particulières, notamment antisismique.

Si le projet CASE est envisagé comme la solution de relogement pour les habitants du centre-ville et de la première périphérie urbaine, aucune proposition n'a été faite officiellement, durant les mois passés dans les campements, pour les rescapés des villages environnants, hors des premiers cercles périphériques. C'est pour prendre en compte le panorama fragmenté de la situation territoriale de la commune et cette injustice que les pouvoirs publics locaux défendent la construction des MAP pour proposer des solutions temporaires de relogement aux habitants des villages autour desquels vont être implantées ces constructions nouvelles.



Photographies 31 : Bâtiments du projet MAP
a : Pescomaggiore, à 15 km du centre de L'Aquila ; **b** : Onna, à 6 km ;
c : Sassa, à 7 km ; **d** : Paganica, à 6 km (Tomassi, rete8.it, Fabio Carnelli)

Ces pouvoirs locaux apparaissent alors comme porteurs des besoins des habitant des territoires plus reculés, les plus vulnérables. Mais cette opération va entraîner, à nouveau, la « *sacrificabilità*[155] » (Ciccozzi, 2011, p. 53) de ces territoires ruraux qui ont déjà fait l'objet de l'implantation des CASE à l'issue de la « bataille » pour la localisation. Ce sont les mêmes techniciens locaux qui choisissent les sites pour les villages en bois des MAP (Carte 25), placés à côté des villages endommagés. Ils transforment, par endroit, la campagne en lots urbanisés, hors cadre paysager, pour finalement protéger les intérêts des puissants propriétaires des terrains qui entourent le centre-ville et qui sont ainsi préservés. Ceux-ci sont déjà en voie d'être valorisés par le nouveau PRG en cours de rédaction au moment du séisme.

[155] Intraduisible : le fait de pouvoir les sacrifier sans regret.

Les chantiers des MAP sont réalisés sur un plus long terme, de manière moins programmée que les CASE. Les premiers sont livrés à la fin 2009. 7 070 modules provisoires ont été construits, dont 2 831 dans la commune de L'Aquila et 4 249 dans le reste du Cratère (Coppola, Di Giovanni et Fontana, 2021 ; Forino, 2012b, p. 88 ; Comune dell'Aquila – I documenti del Commissario per la Ricostruzione, 2011). Leur capacité d'accueil totale est d'environ 8 500 personnes. 216 764 m² de terrain sont utilisés. Le coût des bâtiments s'élève à 800 euros par m² (soit un tiers de celui du projet CASE), pour une dépense totale pour la municipalité de L'Aquila d'environ 100 millions d'euros.

À la différence des CASE, les MAP sont situés à proximité des bourg majeurs de la commune et, le plus souvent, insérés dans le tissu urbain avec une attention portée au zonage proposé par le PLU de 1976 qui avait envisagé une augmentation démographique.

Les MAP répondent à un besoin réel dans le contexte d'un territoire très vaste comme celui de la commune de L'Aquila, méconnu et non pris en compte par la PC qui a imposé des logements plus denses mais ne prenant pas en compte le nombre réel de sans-abri. Leur création est aussi un acte de reprise en main, de réaffirmation du pouvoir local et de ses prérogatives grâce à sa connaissance du contexte et sa relation plus étroite avec les habitants.

III.4.1.3. L'alliance entre les élus et les entreprises locales : entre volonté d'autonomie et défense des intérêts privés

Je souhaite mettre en évidence trois stratégies pour montrer les relations entre les décideurs locaux et les « entreprises » du marché privé et montrer différents degrés des collaborations mises en place qui ont renforcé les actions public-privé pour la suite de la reconstruction.

- La délibération n° 58, émise par la commune de L'Aquila, en continuité avec les politiques d'aménagement d'avant le tremblement de terre ;
- Le *Fondo immobiliare* promu par la banque locale ;
- L'étayage pour la « mise en sécurité » de tout le bâti de la ville par les entreprises locales.

Pour s'affirmer, la commune se fait de plus en plus porteuse des intérêts des propriétaires fonciers privés et des entreprises locales, en particulier celles du bâtiment, en crise. Pour les premiers, un mois et demi après le séisme, la mairie approuve la délibération communale n° 58 du 25/05/2009. Cette résolution autorise toute personne à construire une « maison temporaire » sur un terrain lui appartenant, indépendamment de l'utilisation prévue et des contraintes paysagères et environnementales de la zone. Cela donnera lieu à la construction d'environs 3000 préfabriqués en bois (Ciccozzi et Olori, 2016), les *cassette*, dont seulement la moitié sera déclarée conforme par les services communaux.



Photographies 32 : Artefacts « temporaires » vers Sant'Elia (Il Centro, Tomassi)

Cette résolution a été conçue de manière opaque et ambiguë : elle stipule que les « maisons temporaires » devront être retirées au bout de 36 mois, tout en laissant entrevoir la possibilité de les régulariser. Elle a incité des milliers de personnes à construire leurs propres maisons, ici et là dans la région de L'Aquila, sans aucune rationalité d'ensemble. Ces habitats ont parfois coûté des dizaines de milliers d'euros, notamment lorsque la construction a respecté des critères antisismiques. Ceux qui ont investi dans cette solution en valorisant leurs biens, même de manière non-conforme, se sont constitués en force de pression sur la commune pour obtenir une dérogation au PRG afin de normaliser leur situation, comme l'ont dénoncé les urbanistes réunis autour du *Manifeste des urbanistes pour la refondation de L'Aquila*, en 2011 : « *les mêmes résolutions municipales relatives à la "libéralisation" des interventions d'urgence privées représentent une atteinte très lourde au territoire dans la mesure où elles sont autorisées même en dérogation aux contraintes paysagères et environnementale*s ».

Plus de dix ans après le tremblement de terre, aucune de ces milliers d'habitations n'a été démantelée ou démolie, de sorte qu'à ce jour elles sont techniquement non autorisées. La municipalité continue cependant de prétendre, pour des raisons juridiques et politiques, qu'elles n'existent pas. En conséquence, les habitants de ces bâtiments (certains estiment qu'ils sont près de 10 000) vivent dans un flou réglementaire, sans que l'administration municipale ne leur apporte la moindre certitude.

La classe dirigeante locale a ainsi fait un choix politiquement rentable à court terme mais sans aucune considération pour ses conséquences à moyen et long terme (Chiodelli, 2019). À la suite de ces opérations, la surface imperméabilisée et l'occupation de sol ont augmenté, passant de 3 173 hectares en 2007 à 3 685 hectares en 2014.

Les *casette* soulèvent, une fois de plus, le thème de l'étalement urbain. Deux contributions importantes sur ce sujet, dans une perspective politique et socio-économique, sont fournies par Massimo Cacciari (1975) et Arnaldo Bagnasco (1977). Tous deux décrivent le phénomène de dispersion de l'habitat comme le résultat des nouveaux processus d'accumulation et de distribution de la richesse en faveur des petites et moyennes entreprises locales de construction, qui créent un effet d'entraînement immédiat pour la main-d'œuvre peu qualifiée. Mais la déterritorialisation est aussi une question de la forme que prennent les établissements humains dans l'espace, et l'extension désorganisée et « *illimitée* », ainsi que la dépendance à l'égard de l'automobile, ne contribuent pas à freiner ce qui était déjà une tendance dans la région de L'Aquila (Fontana, 2017).

La catastrophe est également un contexte d'incertitude pour les entreprises locale. Comme l'explique Mario Tordera, Directeur générale de la banque Carispaq, la banque d'épargne locale est alors à « *l'initiative de la création, en collaboration avec Europa Risorse SGR, d'un fonds d'investissement immobilier à but éthique - le Fonds AQ - dédié à l'acquisition d'environ 320 appartements vacants à usage résidentiel dans la région de L'Aquila, récemment achevés ou en cours d'achèvement par des constructeurs locaux* » (Tordera, 2011, p. 48). Il montre la volonté des acteurs locaux économiquement liés au bâtiment d'avoir accès à une partie du marché immobilier face aux entreprises nationales. Ces entreprises locales sont en position de fragilité à cause de leurs « *manque d'organisation et de capacité financière adéquate aux dimensions de l'urgence* » (*Ibid.*). Il s'agit, par cette opération immobilière[156], de « *restructurer l'exposition financière des entrepreneurs qui possédaient déjà des appartements invendus avant le tremblement de terre et dont le marché libre s'est manifestement raréfié* » (*Ibid.*).

Cette solution financière pour le relogement, appelée le *Fondo immobiliare*, qui permet la mise en location régulée d'appartement, ne profite finalement qu'à 800 personnes, un chiffre faible par rapport au nombre d'appartements (5 000) qui restaient invendus avant le séisme et dont se plaignait l'ANCE (*Associazione Nazionale Costruttori Edili*[157]). Ce patrimoine sera mis en valeurs d'une autre manière par la relocalisation des bureaux et services qui fait partie du cycle de création de valeur à partir de la catastrophe.

La banque locale a, en outre, augmenté son plafond de crédit jusqu'à 50 millions d'euros pour les Aquilanais en vue de l'achat d'automobiles, de camping-car ou de maisonnettes en bois. Ceux qui ont renoncé aux solutions de relogement pour privilégier le CAS (chapitre II) bénéficient de cette mesure comme solution d'autonomie. Ces fonds, utilisés dans un premier temps par les habitants

[156] L'opération immobilière n'est pas entièrement menée par la banque Carispaq mais aussi par un accord entre d'autres banques et investisseurs aux niveau national. L'opacité de cette opération alerte des parlementaires et donne lieu à enquêtes journalistiques : https://lespresso.it/c/attualita/2010/12/1/laquila-le-mani-sulla-citta/4539

[157] Association nationale des constructeurs du bâtiment (https://ance.it/).

pour compléter l'enveloppe prévue pour les réparations des maisons classées A et B, plafonnée à 10 000 euros et très souvent insuffisante, ont contribué à endetter une bonne partie de la population.

Enfin, après un tremblement de terre important qui a causé des dommages aux habitats, il est courant de procéder à l'étayage des structures endommagées. L'étayage est un processus qui utilise des supports temporaires pour renforcer les bâtiments endommagés, ou d'autres structures, afin de prévenir l'effondrement et d'en assurer la sécurité. Ce processus est crucial pour prévenir d'autres dommages et garantir que les personnes puissent accéder en toute sécurité aux zones touchées, surtout dans un contexte urbain dense comme le centre-ville de L'Aquila.

En ce qui concerne les monuments et bâtiments publics, ces opérations ont été effectuées par le corps des pompiers qui ont utilisé des techniques très différentes pour la sauvegarde du patrimoine. Dans le cas du patrimoine privé, l'opération d'étayage a joué aussi un rôle important dans la répartition des ressources financières au niveau local.



Photographies 33 : Étayages en centre-ville de L'Aquila, en 2019 et 2020 (Tomassi)

La municipalité, bien avant que les procédures de reconstruction soient claires pour les propriétaires, a alloué directement, sans appels d'offres ni projets, à de nombreuses entreprises locales du bâtiment la permission d'intervenir sur la « mise en sécurité » de tout le parc immobilier de la Zone rouge (Imperiale et Vaclay, 2019). Cette opération a mobilisé, selon De Berardinis et De Gregorio (2014), dans la seule ville de L'Aquila, environ 40 000 m³ de bois, 400 000 colliers à cliquet en polyester, 400 000 sangles en polyester, 10 000 tonnes d'acier et deux millions de segments d'échafaudages tubulaires utilisés pour les mesures de sécurité temporaires.

Les mesures de mise en sécurité n'ont pas donné lieu à la mise en œuvre de projets pour la reconstruction à moyen et long terme et ont constitué un énorme problème technique une fois les travaux de réhabilitation débutés, des années plus tard (Imperiale et Vaclay, 2021). Le coût total des solutions d'étayage et des démolitions mises en œuvre par des entreprises privées désignées par assignation directe par les municipalités locales s'élève à plus de 628 millions d'euros (GSSI, 2018). Cette opération, menée sans procédures claires et sans contrôle, a eu, entre autres, pour but de rassurer les entreprises locales exclues, à quelques exceptions près, du marché de la construction temporaire. Dans le même temp, cela a permis, de déclencher localement un processus d'économicisation (Çalışkan et Callon, 2009) c'est-à-dire de transformation de services jusqu'alors gratuits en *commodities* payantes et de consolider des relations clientélistes et la formation de groupes d'intérêts liés à la reconstruction, bien représentés par les interactions de la municipalité avec l'ANCE. Cette association a été un acteur fondamental de la reconstruction. J'analyse son rôle plus en détail dans le chapitre suivant (Chapitre IV).

III.4.2. Les urbanistes … contre le CASE

Malgré la communication autour du projet CASE, il ne suscite pas l'unanimité, ni parmi les Aquilanais - il suffit de considérer la mobilisation des comités à ce sujet présentée dans le Chapitre VI, ni parmi les nombreux chercheurs de différentes disciplines qui se sont intéressés à la catastrophe de L'Aquila comme l'urbanisme, la géographie ou l'anthropologie.

Les urbanistes se mobilisent, au niveau national comme au niveau local, d'abord pour empêcher la construction de « L'Aquila 2 » ou d'une *new town* de substitution puis pour dénoncer cette « *folle politique d'urbanisme* [qui] *a condamné L'Aquila à un inévitable faillite urbanistique* » (Perrotti, 2016, p. 73). Le débat qui se cristallise sur la critique de la nature du projet CASE met l'accent sur la sauvegarde du patrimoine du centre-ville de L'Aquila et la crainte d'un abandon ou d'une non-reconstruction. Sur ces aspects, interviennent le célèbre « starchitecte » Massimiliano Fuksas, le professeur de sociologie urbaine Guido Martinotti, le professeur d'urbanisme Paolo Berdini et bien d'autres qui soulignent l'importance de la reconstruction du centre-ville comme patrimoine artistique et comme facteur de cohésion territoriale, symbolique, au moment où il semble que la reconstruction de la ville historique peut être remise en question.

Dans le cadre de cette critique ouverte du projet, le travail de l'INU (*Istituto Nazionale di Urbanistica*) apparaît très important. En 2009 l'institut publie plusieurs suggestions quant aux choix à

entreprendre, en se basant sur les connaissances approfondies que certains de ses membres, comme son président de l'époque, Pierluigi Properzi, professeur en planification urbaine à l'Université de L'Aquila et ancien conseiller municipal, avaient accumulées au cours des années et des publications. Puis, en 2010, l'INU initie, en collaboration avec l'ANCSA (*Associazione Nazionale Centri Storici Artistici*) et le LaUrAq (*Laboratorio Urbanistico L'Aquila*), une série de *workshops*[158] dans lesquels confluent les idées et les projets de ceux qui voulent contribuer au débat sur la reconstruction. Ce travail a donné lieu à un Forum final et à la publication d'un Livre blanc[159] intitulé *Dio salvi L'Aquila* (Dieu sauve L'Aquila). Cet ouvrage, au titre provocateur, fait le constat de la « disparition » du savoir scientifique de la discipline face au CASE, nouvelle étape dans le processus de déterritorialisation. Dans l'ouvrage, les intervenants sont unanimes sur le diagnostic de forte dispersion urbaine qui caractérisait déjà la ville avant le séisme et insistent sur « *la limitation de la consommation des sols comme objectif prioritaire* » (Properzi (ed.), 2010) dans les choix politiques à venir en matière de planification. Le Livre blanc considère également comme problématique « *l'intervention extraordinaire comme méthode de gouvernance* » (*Ibid.*) qui cherche à donner une force nouvelle aux politiques publiques pour la reconstruction. En 2011 est publié le *Manifesto degli Urbanisti per la Rifondazione dell'Aquila*[160] (Manifeste des urbanistes pour la refondation de L'Aquila). Nous pouvons y lire : « *Des éléments ayant un fort impact sur le paysage et l'environnement, tels que les implantations du CASE, ont déjà été insérés dans ce système (le système des contraintes naturelles et paysagères), altérant à la fois l'équilibre des centres mineurs auxquels ils ont été "superposés" et celui des zones agricoles qu'ils ont affectées* ».

Le 9 avril 2009, l'urbaniste Pier Luigi Cervellati rappelle déjà que « *la fureur constructive peut être plus néfaste que la fureur destructrice du tremblement de terre* »[161]. Le bilan du projet CASE, deux ans après le séisme, « *est désastreux. Pire que le tremblement de terre, c'est la décision de mettre en œuvre le projet dit CASE,* [...] *qui a bouleversé l'équilibre déjà fragile de la ville, en accentuant sa dispersion.* [...] *C'est un choix présomptueux basé sur l'idée (de la tente à la maison) que la reconstruction consiste à faire des maisons, vite, n'importe où, n'importe comment, sans penser à la ville.* » (De Lucia, 2011, p. 37) C'est ainsi que l'urbaniste Vezio De Lucia[162] regarde et analyse le choix de gestion du gouvernement en mettant en lumière l'absence d'attention à ce qui fait la ville, surtout dans le cas d'un polycentrisme fort comme celui de L'Aquila. Il insiste sur la force centrifuge du projet CASE : « *le défaut historique de L'Aquila - d'être un archipel composé de dizaines de petites localités gravitant autour d'une zone centrale caractérisée par un centre historique très important - a été accentué par la mise en œuvre irraisonnée du projet CASE, et ce précisément au moment où le centre est entré en crise* » (*Ibid.*, p. 38). La croissance métropolitaine des zones périphériques rapide et « *désordonnée* » (Reggiani, 2012, p. 180) a accentué la consommation de terres, le manque chronique de services dans les quartiers dortoirs des couronnes extérieures de la ville et la dépendance excessive à l'égard du transport automobile privé, faisant de L'Aquila une ville « *d'agglomérations suburbaines* » (*Ibid.*).

[158] https://inu.it/wp-content/uploads/2013/03/i-materiali-del-LAURAq_001_properzi.pdf.

[159] Properzi P. (ed), « Dio Salvi l'Aquila », INU, Urbanistica Informazioni XV, nº 123-124, 2010 (https://issuu.com/urbinfo/docs/dio_salvi_laquila).

[160] http://www.urbanisticainformazioni.it/Manifesto-degli-Urbanisti-per-la.html.

[161] « Per carità, non facciamo una nuova L'Aquila », *La Repubblica*, 9 avril 2009.

[162] Vezio de Lucia, professeur à la Sapienza de Rome, est un des plus importants urbanistes de l'Italie contemporaine.

L'urbaniste Francesco Erbani, dans son livre polémique paru en 2010[163], dédie un chapitre entier aux nouveaux complexes d'habitation. Il revient sur leurs impacts dans un article pour l'anniversaire des dix ans du séisme où il confirme sa position : « *c'est en se promenant dans les complexes du projet CASE que les habitants de L'Aquila ont l'impression la plus inquiétante de gaspillage. Présentés comme le tournant des modèles de reconstruction, sous le slogan* « *des tentes aux maisons* », *ils sont aujourd'hui habités à 40 %, selon les calculs de M. Perrotti, et le reste est en ruine*[164]». Sur le blog du Comitatus aquilanus, un des comités de *tecnici* (Chapitre VI) nés au lendemain du séisme, on peut trouver les premières dénonciations et analyses de l'architecte et urbaniste George Joseph Frich : « *la mise en œuvre des interventions du projet CASE* […] *ne diffère en rien des pires interventions en matière de logement public des années 1970 : de grands ensembles architecturaux où les malheureux sont "déportés", sans services et avec de faibles relations avec les centres urbains : des "métastases grotesques de condominiums"* » et montre comment « *l'utilisation insensée de la terre* [est utilisée] *pour maintenir le consensus et consolider les intérêts fonciers, qu'il s'agisse de pouvoir ou d'autre chose. En bref, la terre est utilisée comme une précieuse monnaie d'échange* »[165]. Cela n'est pas nouveau dans l'histoire urbaine de L'Aquila. S'appuyant sur les plans et le débat public, le Comitatus a identifié les principales limites du projet CASE dans son approche qui réduit « *l'urbanisme à la construction* », en réduisant « *la complexité de la ville à la banalité de l'immeuble* » et en abolissant « *la gouvernance de la forme de la ville [favorisant], au contraire, sa croissance incontrôlée et informe* ». Finalement, « *un ensemble de CASE ne pourra jamais devenir une ville s'il est conçu pour répondre uniquement à des besoins fonctionnels individuels, sans aucune référence au contexte territorial et social, et même, d'une certaine manière, en contraste avec lui* » (Frich, 2009, p. 34-36).

Le jugement est sévère mais reste sans effet. L'ingénieur détaché au département de la Protection civile, Mauro Dolce, responsable de plusieurs phases de l'urgence post-séisme à L'Aquila et de la réalisation du projet CASE, interviewé dans le cadre de ce travail de thèse, est d'un tout autre avis : « *L'exploitation politique qui a été faite du projet CASE, les gens ont dit qu'il était prêt et qu'il était là, ils n'attendaient rien d'autre, en réalité, non, il n'y avait rien de prêt, c'était une capacité exceptionnelle* [...] *de notre système, de s'organiser, disons que l'idée du projet CASE a été développée dans la semaine qui a suivi le tremblement de terre, alors il est clair que quelqu'un l'avait en tête, mais certainement je ne l'ai pas décidé et ce sera la décision du sommet, du plus haut sommet de la version civile du Premier ministre à ce moment-là. Qui, peut-être, à en tête ses quartiers de Milan, il est clair que* [...] *d'après ce que l'on m'a dit* [les maisons]*, elles fonctionnent, bref de tous les aspects politiques, j'ai souffert, parce que j'ai vu une exploitation politique sur le sujet qui m'a évidemment fait beaucoup de mal par la suite. Dans le sens où l'on parlait du projet CASE comme si c'était la pire chose qui avait été faite. Après un tel tremblement de terre, au cours des cinquante dernières années, avec la défiguration des paysages etc. avec des décisions totalement imposées d'en haut auxquelles les administrateurs locaux ont dû s'adapter, même dans le choix des emplacements. Il n'est absolument pas vrai que tous les endroits où se trouve le projet CASE ont*

[163] Erbani F., *Il disastro. L'Aquila dopo il terremoto: le scelte e le colpe*, Laterza, 2010.

[164] https://www.internazionale.it/essenziale/notizie/francesco-erbani/2022/06/03/le-case-ci-sono-manca-la-citta

[165] George Frich est un architecte et urbaniste qui avait participé à la reconstruction du Frioul après le séisme de 1976, souvent présentée comme le « modèle » d'une reconstruction réussie : https://consumoterritorioaq.wordpress.com/primo-bilancio-post-sisma/l%e2%80%99aquila-ricostruire-il-futuro-di-georg-josef-frisch/

été décidés ensemble - il y a les documents, parce qu'il y a les conférences des services, auxquelles tout le monde, comme d'habitude, doit participer en premier lieu, aussi bien le maire que la province. D'un côté, cela a été très pratique : aujourd'hui, et depuis dix ans, depuis 2009 presque jusqu'à la dixième année, les citoyens sont dans une situation confortable » (Entretien 18, Mauro Dolce, 02/11/2018).

Dans ce passage assez émotif, l'ingénieur Dolce se défend des accusations portées au projet par les urbanistes et également par les médias qui l'ont mis en cause pour l'écroulement des balcons de certains bâtiment en raison de défauts de fabrication. On peut voir à l'œuvre dans son discours une logique utilitariste qui met en avant la fin sans trop prendre de recul sur les moyens pour les atteindre. Dans d'autres extraits de l'entretien, nous pouvons également percevoir l'enthousiasme de l'ingénieur face à un nouveau défi technique, alors qu'il ne soucie pas un instant des conséquences de sa mise en place.

La relation entre urbanisme, planification et conception d'urgence est un des nœuds problématiques que le CASE met en évidence (Marotta, 2011, p. 47), sous plusieurs aspects. Tout d'abord en ce qui concerne la prévention et la mitigation du risque en amont de l'événement, mais, surtout, en ce qui concerne l'intégration des interventions d'urgence dans le tissu urbain micro-locale, étant donnés les contextes très divers dans lesquels les *new towns* voient le jour. Ensuite, dans la dimension temporelle, avec un usage provisoire par les rescapés qui devient définitif. Il faut trouver une raison d'être, une « réutilisation », une « reconversion » (*Ibid.*, p. 46) ou même envisager un démantèlement éventuel des parties déjà usées ou écroulées, ce qui fait encore l'objet de forts débats voire de polémique.

III.5. « Management » des populations dans l'assignation des appartements du projet CASE : entre efficience et improvisation

La catastrophe du CASE est encore un acte qui coupe les liens entre l'habiter et l'espace, provoquant des effets d'aliénation des habitants désormais bien documentés (Ciccaglione, 2024 ; Forino, 2015 ; Castorina et Roccheggiani, 2015 ; Calandra, 2012 ; Simonicca, 2012 ; Sirolli, 2012 ; Ciccozzi, 2009). La déterritorialisation qui se confirme apparaît comme un rapport aux lieux toujours plus distancié, voire abstrait, induisant un rapport de consommation des lieux (et des sols) et des nexus entre « *la personne, la culture, le lieu* » (Ciccozzi, 2011, p. 14).

L'attribution et l'installation des premières familles dans le cadre du projet CASE ont fait l'objet d'une couverture médiatique nationale de premier plan le jour de l'anniversaire de Silvio Berlusconi, le 29 septembre 2009. L'attribution s'est poursuivie jusqu'en février 2010, au rythme de la fin des différents chantiers.

La création du régime d'incertitude évoqué plus haut prend toute son ampleur lors de l'assignation des appartements du projet CASE.

Durant l'interview de Claudia Faraone, architecte, jeune chercheuse en urbanisme à l'IUAV (*Instituto Universitario di Architettura di Venezia*) et originaire de L'Aquila, émerge un point clé

concernant « l'apparition » tardive du recensement et du formulaire pour l'assignation d'un logement dans les nouveaux quartiers en construction. Elle retrace son parcours de doctorante-architecte qui décide de participer à un appel de la PC nationale adressé à des techniciens locaux, censé connaître le territoire pour étoffer l'équipe du Noyau opérationnel de la Di.Coma.C. : « *ce que je savais, c'est que je me trouvais dans un groupe qui n'était pas celui pour lequel je m'étais inscrite parce que ce qui s'était passé, c'est qu'ils s'étaient souvenus qu'ils avaient lancé cet appel à candidatures parce qu'ils l'avaient fait pour se donner une bonne image, mais au fond, cela ne les concernait pas parce qu'ils faisaient leur truc à fond, le PC à toute allure. Nous étions, disons, le résultat de quelque chose qu'ils voulaient faire pour montrer qu'ils étaient* [...] *les plus cool, les plus méritocratiques, les plus liés au territoire parce qu'ils le font avec les résidents et donc ils nous ont tous pris, nous qui avions en fait des histoires très... certainement détachées du territoire* » (Entretien 12, Claudia Faraone, 18/10/2018).

Elle explique qu'après des nombreuses hésitations elle décide de vouloir contribuer à sa façon, avec ses compétences, à la résolution des problèmes posés par le séisme mais se retrouve, avec d'autres jeunes chercheurs très qualifiés, dans une unité qui ne met aucunement en valeurs leurs compétences : « *ils m'ont mis ici pour faire le recensement ! Donc en fait, c'est nous qui avons été repêchés parce que de toute façon les ressources pour nous prendre étaient là, et on s'est rendu compte en juillet qu'il fallait faire un recensement des besoins en logement, ce qu'on ne savait pas* [...] *c'est-à-dire qu'on avait déjà décidé en mai qu'on ferait le projet CASE, mais on ne savait pas pour combien de personnes !* [...] *Très intéressant, et confirmé par le fait qu'en septembre ils ont dû faire l'intégration du projet CASE et ils ont également multiplié Paganica qui était le plus emblématique* » (*Ibid.*).

Elle raconte aussi la confusion et l'approximation d'une machinerie se voulant efficiente et sans faille : « *D'un côté, vous avez l'impression d'être là pour donner un coup de main et de l'autre, vous avez l'impression d'être le bras opérationnel de quelque chose que vous ne partagez peut-être pas et qui arrive comme un char d'assaut, parce qu'en fait, c'est ce qu'il était. Et donc, ce qui s'est passé, c'est que j'ai fait partie de cette équipe et qu'à un moment donné, nous sommes allés dans des camps de tentes avec une feuille de papier dans laquelle nous avons recensé les besoins en matière de logement* [...] *La grille nous était donnée et nous devions l'exécuter... nous ne l'avons pas décidée* [...]. *Entre-temps, et c'est là le nœud du problème, le recensement a été transformé en une demande d'accès à une maison de projet CASE, ce qui a rebattu toutes les cartes* » (*Ibid.*).

L'assignation à une classe selon le niveau de dommages que nous avons évoquée plus haut n'est plus seulement un critère nécessaire pour la reconstruction des immeubles mais devient le critère fondamental pour le relogement des *terremotati*. Il n'y a pas assez de place pour tous les réfugiés dans le projet CASE et est imposé, d'un jour à l'autre, un système de triage par un formulaire automatisé expliqué en 15 pages, à remplir entre le 1er et le 10 août 2009. Les familles sont ainsi obligées de choisir leur habitation pour les prochaines années de reconstruction sans aucune certitude que leurs souhaits relatifs aux exigences de la vie quotidienne, comme la proximité avec le travail, l'école ou les lieux affectifs, soient respectés. De plus, le formulaire, construit pour une lecture automatique des données (une nouveauté pour l'époque) laisse entendre que des critères d'assignation sont établis, sans que ceux-ci ne soient jamais connus. À partir de la base de données constituée par le recensement, « *la population* » (Foucault, 2004) a pu être gérée par un algorithme

créé pour évaluer et calculer la position de chaque personne dans le classement. Ce classement a permis de moduler l'aménagement des plateformes en fonction de l'évolution des données disponibles. Cette approche méthodologique d'ingénierie sociale par l'algorithmique fait de la gestion de la catastrophe un management des corps, jetant les bases d'une acceptation passive des décisions imposées verticalement.

Les Aquilanais, inquiets, rentrent à toute vitesse des hôtels où ils étaient hébergés pour comprendre et se faire aider dans le remplissage de ce formulaire ambigu et définitif et s'adressent aux comités pour obtenir plus d'informations, se faire aider et discuter de cette nouveauté. Ce chaos a été généré par ce que l'architecte Faraone nous raconte en détail : « *parce qu'ils ont réalisé qu'ils devaient déterminer combien de personnes allaient être logées dans les CASE* [alors qu'] *ils ne savaient pas pour combien de personnes ils construisaient. Et surtout, ils ne savaient pas et ils ne connaissaient pas non plus la découpe.* [Et nous avons dû] *à partir de là pour commencer à comprendre de combien de maisons nous avions besoin mais aussi le découpage 70 m², 50 m²* [...] *avez-vous plus de célibataires ? plus de familles nombreuses* [...] *alors c'était aussi un discriminateur parce que ceux qui étaient seuls parce que de toute façon ils donnaient la priorité à ceux qui avaient des familles, etc.* » (Entretien 12, Claudia Faraone, 18/10/2018).

En en-tête du formulaire est écrit, en gras : « *la compilation de ce formulaire est indispensable pour l'assignation des logements provisoires, qui sera néanmoins garanti à tous les ayant droit* » Cette formulation révèle et amplifie la confusion qui règne alors.

Nous pouvons relever que l'algorithme a privilégié les familles avec plusieurs enfants, tenant moins compte des familles monoparentales ou des individus vivant seuls. Il reflète également une conception traditionnelle de la famille sans prendre en compte les évolutions sociétales. Une meilleure prise en compte des études démographiques et sociale aurait permis d'éviter ce biais.

Les différents cadres analytiques s'entendent sur le fait que les processus de relèvement « *peuvent jouer un rôle décisif dans l'intensification des inégalités préexistantes aux catastrophes* » (Taheri Tafti et Tomlinson, 2018). Comme l'expliquent Pais et Elliott, les zones touchées par une catastrophe produisent souvent « *des versions d'elles-mêmes plus divisées socialement alors qu'elles se reconstruisent et attendent les prochaines catastrophes majeures* » (Pais et Elliott, 2008, p. 1448). C'est le cas de la (re)construction post-séisme via les CASE, les MAP et le CAS. Ces solutions reproduisent les inégalités sociales et socio-spatiales par le biais d'une gestion des populations technocratique qui produit des nouvelles formes d'exclusion et de déterritorialisation.

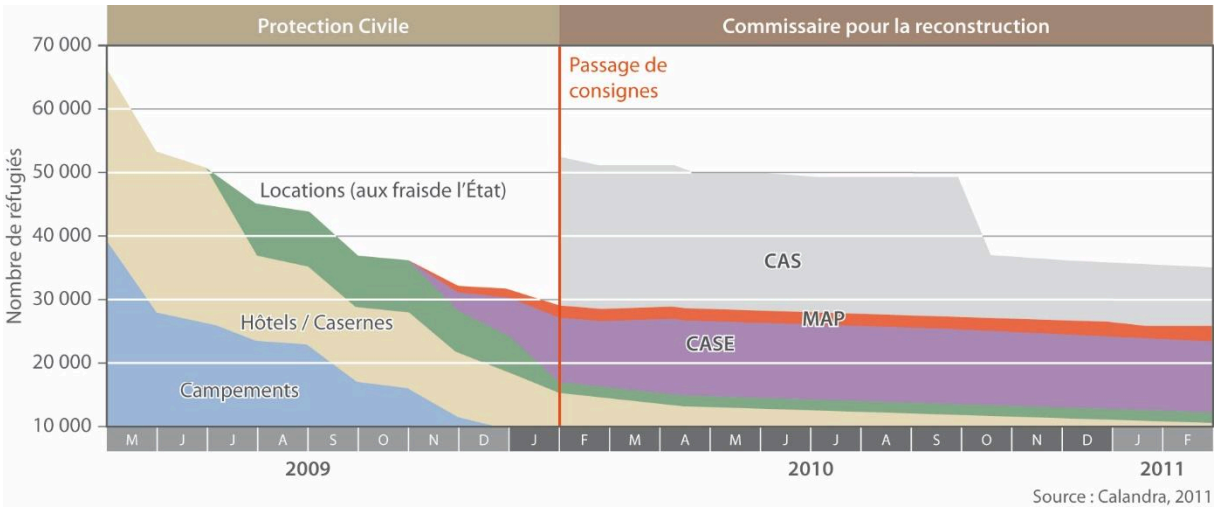


Figure 31 : Situation du relogement des sinistrés jusqu'en février 2011

Le centre-ville est inaccessible à tout le monde ; seuls les résidents, après des longues files d'attente avec les pompiers peuvent y rentrer et ont dix minutes pour récupérer chez eux des biens, documents, bibelot, parfois rien, seulement pleurer. Sinon le centre est clôturé, militarisé et on ne sait pas ce qui se passe à l'intérieur. À l'extérieur, tout a changé. La logique de donner un logement « tout de suite à tout le monde » a été payante dans la campagne électorale mais a détruit le tissu social et impacté l'environnement. Nous, les habitants de L'Aquila, nous retrouvons à vivre, pour ceux qui ont choisi cette solution, dans des quartiers anonymes, où les lieux de regroupement social sont inexistants, où les bars, les épiceries et les pharmacies sont souvent trop éloignés et où les moyens de transport font défaut. Des non-lieux où, une fois la journée de travail terminée, les gens retournent dormir.

L'écrivain italien Franco Arminio, dans son livre "terracarne" de 2011, à propos d'une sorte de métabolisme des lieux qui intuitivement et facticement relient notre vie individuelle et collective en un tout entre matière inerte et matière vivante, écrit « la vie de chacun dépend d'où est placée sa propre maison ». *Au premier plan de toute reconstruction nous pouvons placer le côté intime de la perte du « quotidien » et de la nécessité de rétablir une continuité nécessaire avec le sens de l'habiter …*

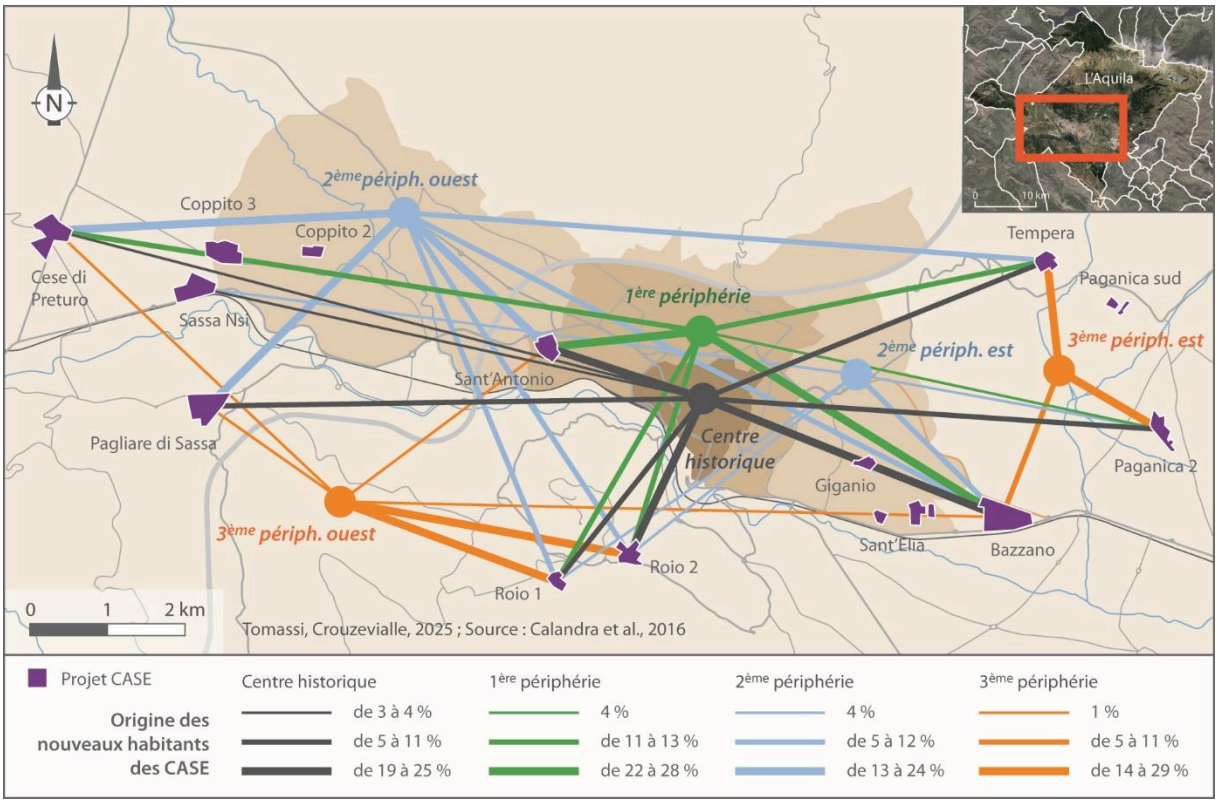
Ces nouvelles CASE sont situées n'importe où (sauf un), et ne répondent pas à notre quête de sens ni de familiarité. Notre crainte était qu'elle ait bien un sens, celui de protéger les grandes propriétés à côté de la ville plutôt que la diminution des vulnérabilités. Il ne faut pas se tromper, on se disait, la machine infernale de la PC nous a broyés mais cela n'aurait pas été possible sans connivence locale et c'est avec eux qu'on aura à faire les prochaines années.

(Récit personnel)

III.5.1. Habiter les CASE en « exilés locaux »

Les chercheurs en anthropologie locaux ou venus étudier la situation sociale dans le post-séisme sont rapidement confrontés à une population déconcertée qui, malgré tout, a réussi à recréer dans les campements une forme d'habitude et de routine pour apprivoiser l'incertitude de l'avenir dans un quotidien « *suspendu* » (Ciccaglione, 2023b, p. 250). Une autre chose est d'« habiter » les CASE, comme en témoigne le travail ethnographique de Ciccaglione. De la même manière que dans les tentes, manquent des espaces « *appropriés* » (Ciccaglione, 2023, p. 56) et la limitation des espaces s'impose aux familles dont un membre se trouve parfois obligé de dormir sur le canapé ; les techniques de construction, souvent très légères, permettent certainement mieux que les tentes de séparer l'espace privé de l'espace public mais confrontent les rescapés à une cohabitation non choisie. De nombreux éléments rendent donc ces habitations « *hostiles* » (Marcoré, 2014). De plus, aucun effort n'est fait pour reconstituer les réseaux de proximité et les liens familiaux et de voisinage (Marcoré, 2016 ; Castorina et al., 2015, p. 123 ; Carnelli, 2012, p. 70), surtout en considération du temps long de la reconstruction.

Mais le paradoxe le plus frappant de cette gestion de la reconstruction et une volonté de « faire le bien » de la population alors que celle-ci n'est finalement aucunement prise en compte et ne participe pas aux choix la concernant. Dans cette nouvelle configuration, les habitants tentent de se s'approprier le nouvel espace urbain par des cartes mentales mais échouent à se représenter leur relation à la ville, la relation entre des lieux toujours changeants et leurs relations réciproques, dans ces espaces urbains ne correspondant plus à leurs représentations historiquement sédimentées. Les habitants sont comme des « *exilés locaux* » (Ciccozzi, 2011, p. 35). Ce hiatus est essentiellement dû au « *rallongement de la durée des trajets, qui réduit l'espace relationnel* » (Marcoré, 2016, p. 57). Une nouvelle dépendance à la voiture (Carte 24) éloigne certaines couches de population (adolescents, personnes âgées, personnes à mobilité réduite, précaires de la mobilité) de l'usage d'espaces de loisirs ou d'accès aux services. Elle contraint une autre partie à de nombreuses heures supplémentaires de trajets pour les tâches quotidiennes les plus élémentaires comme se rendre au travail, amener les enfants à l'école ou effectuer des démarches administratives. Le projet CASE est un espace assigné qui oblige donc à réagencer sa perception de l'espace en permanence, en fonction des nouvelles localisations de fonctions et services. En désarticulant les aménités urbaines précédentes, il conduit à « *des pratiques d'habiter polytopiques, qui se concentrent sur une pluralité de lieux perçus comme autonomes et ponctuels* » (Calandra, 2013, p. 13). Ces nouveaux exercices de l'habiter « *ne se résolvent plus à l'intérieur d'une frontière (concrète ou symbolique) de proximité, d'intimité, de familiarité, mais à travers une multiplicité de simples localisations vécues comme indépendantes, détachées, isolées, et donc non perçues comme un tissu doté d'une cohérence propre* » (*Ibid.*, p. 13).



Carte 26 : Origine des nouveaux habitants des CASE. La « diaspora des Aquilanais »

Cette carte montre la « fragmentation » du tissu social de la population aquilanaise en mettant en relation les lieux d'habitation au moment du séisme avec les lieux de relogement dans les sites du CASE. En particulier, ce sont les habitants du centre-ville et ceux la première périphérie ouest (quartier de Pettino) qui ont le plus été touchés par ce qu'on appelle la « *diaspora des Aquilanais* » (Calandra, Castellani et Palma, 2016).

Nombreux sont donc ceux qui dénoncent la dépersonnalisation à tous les niveaux des nouvelles conditions d'habitation, pour certains encore existantes aujourd'hui. Le règlement interdit, par exemple, aux usagers - qui deviendront des locataires - de modifier leur espace résidentiel : pas de décoration ou de photos sur les murs, pas de peinture et pas de réparations non plus car l'entretien a été confié à une coopérative privée (Manutencoop) avant que celle-ci ne revienne à un nouveau bureau créé à cet effet. Selon Marcoré, « *en ce sens, l'aspect temporaire de la résidence dans les habitations du projet CASE et l'interdiction de modifier l'espace privé ne permettent pas aux habitants d'entretenir leurs espaces domestiques. Ce fait peut donc affaiblir l'implication des nouveaux locataires dans un projet spécifique de cohésion (au le plan individuel comme au plan collectif) avec le nouvel environnement construit* » (Marcoré, 2016). En ce sens, la « *perspective de bâtir* » (Ingold, 2000, 178) n'est sans doute pas suffisante pour rétablir les bases d'une existence digne, c'est-à-dire le lien relationnel qui rend d'abord possible et ensuite matérialise l'habiter, non comme acte individuel *ek-statique* et contemplatif (Heidegger, 1980), mais comme un projet dynamique et collectif.

Le projet CASE ne fait qu'augmenter la précarité existentielle des Aquilanais en ne les mettant pas en condition de s'occuper de la reconstruction publique collective « *dans l'exercice de la citoyenneté* » (Ciccaglione, 2012, p. 57). La solution adoptée a surdéterminé le sens symbolique et matériel de la catastrophe qui dépossède les habitants des futurs possibles (Calandra, 2012, p. 10). Comme le disent Centemeri et Olori : « *les processus de "défuturation", c'est-à-dire les processus qui, en exploitant la faiblesse des institutions et la fragmentation des communautés sinistrées, éloignent l'imagination du futur de la possibilité de délibération collective.* » (Centemeri et Olori, 2023, p. 159).

Finalement, le projet CASE n'a pas été un simple élément de reconstruction, mais une véritable construction *ex nihilo* dont, à l'avenir, la structure urbaine, sociale et même identitaire ne pourra pas faire abstraction. Le CASE est une « *hypothèque sur le futur* » (Calandra, 2012, p. 19).

III.5.2. Les MUSP : le retour à la « normalité » des écoliers

Le cas des MUSP est un exemple de la manière dont la (re)construction d'urgence s'est prolongée pendant la phase de reconstruction et de développement de la ville de L'Aquila. Le projet a permis une reprise plus rapide des activités éducatives, en offrant des espaces temporaires qui ont pu être installés rapidement et permettre ainsi la reprise des cours prévue en septembre 2009[166].

L'Aquila, en tant que chef-lieu de la région et de la province accueille un grand nombre d'instituts de différents degrés et environ 6 000 écoliers. A la suite du tremblement de terre, les bâtiments scolaires ont également été classées en fonction de leur endommagement. Dans le Cratère 70 bâtiments scolaires ont été gravement endommagés, avec une population d'environ 13 000 écoliers. L'ordonnance n° 3790 du 9 juillet 2009 du président du Conseil des ministres ordonne la construction de ces modules et des travaux d'urbanisation connexes destinés à remplacer temporairement les écoles endommagées ou détruites par le séisme.

Sur 59 établissements présents sur la commune de L'Aquila, 29 sont impropres à l'utilisation. La plupart des écoles sont réinstallées dans 34 modules scolaires temporaires (Carte 25), structures préfabriquées construites à côté des sites scolaires endommagés dans les communes de L'Aquila, Montereale, Ovindoli, Rocca di Mezzo, Scoppito, Arsita, Popoli et Vittorito.

Certaines de ces structures ont été données à la commune par des entreprises privées comme le MUSP de Via M. Martini à Bazzano dont a fait don le constructeur automobile Fiat.

Il s'agit de crèches, d'écoles maternelles, d'écoles secondaires de premier cycle ainsi que d'un institut professionnel, d'un institut technique et d'un internat provincial pour remplacer ceux qui ont été détruits ou endommagés par le tremblement de terre.

[166] En Italie, l'administration communale est gérante, garante et propriétaire du parc immobilier des degrés d'instruction primaire (en Italie, de la maternelle au collège) ; tandis que la construction et gestion des services scolaires secondaires de premier degré (lycées, instituts professionnels, instituts artistiques ou touristiques) sont du ressort de l'administration provinciale.

Tout de suite après le séisme la construction des MUSP a permis de garder le même nombre d'élèves total mais avec une forte mobilité de ces derniers parmi les établissements du territoire.



Photographies 34 : Exemples de MUSP (ANSA)

Les modules scolaires temporaires jouent un rôle majeur dans la reconstruction de L'Aquila en ce qui concerne la reconstruction publique. Ils ont constitué une solution innovante pour l'éducation après le tremblement de terre, une expérience qui n'avait encore jamais été tentée en Italie. À ce jour, plus de 3 600, soit environ 60 %, des 6 000 élèves des écoles maternelles, primaires et secondaires de la ville se rendent encore chaque jour dans les MUSP.

La reconstruction des structures scolaires d'avant le séisme tarde à se produire et le bilan de la reconstruction à 15 ans du séisme ne compte que deux instituts terminés. Je présente plus en détail le cas des écoles dans la partie conclusive de ce travail.

Conclusion

Ce chapitre a montré comment la première phase d'intervention post-catastrophe a été aussi une véritable phase de (re)construction. Le contexte historico-politique du séisme et le modèle d'intervention d'urgence choisi par le gouvernement n'ont fait qu'exacerber les traits d'un chef-lieu de région en voie de déclin urbain et social. Nous sommes dans la première catastrophe de l'ère

d'internet (Giuliani 2015) mais la télévision occupe encore un rôle central dans l'information. L'usage que fait le président du Conseil de sa puissance communicative dépasse le champ des pouvoirs institutionnels et impose un discours consensuel au niveau national mais génère des tensions aux différentes échelles de la gouvernance de la reconstruction.

L'importance accordée par des pouvoirs publics complétement impréparés face à la catastrophe à la seule phase de gestion d'urgence est légitimée au niveaux national et international par une lecture techniciste du cycle de la catastrophe qui la considère comme un événement. Dans le cas de L'Aquila, la devise « *dalle tende alle case* » impose un modèle « exceptionnel » qui lie la phase d'urgence à celle de *recovery* et de reconstruction. En dépit des connaissances et préconisations internationales à ce sujet, bien qu'elles puissent parfois n'être que des schémas réducteurs, les décideurs italiens semblent ignorer une vaste littérature des sciences sociales ainsi que de nombreux retours d'expérience au sujet de la participation des populations en situation de catastrophe. Il est largement admis que les CASE n'ont pas été un simple élément de reconstruction mais une véritable construction *ex nihilo* qui a marqué le territoire par un lourd héritage qui est encore aujourd'hui, quinze ans après le séisme, difficile à gérer. Le bilan du projet CASE, après plusieurs années, reste très négatif : manque d'intégration dans le territoire, dégradation assez rapide, déplacement des familles et finalement contribution à une plus vaste déstructuration du territoire. L'entretien de ses bâtiments, qui incombe à la commune, crée une hémorragie de ressources constante alors que l'usage futur des lots désormais vides est incertain et sera de toute façon partiel en raison de la taille de ces quartiers.

L'expérience du CASE a influencé la gestion des catastrophes qui ont suivi celle de L'Aquila[167]. Il montre comment se met en place une verticalisation de la chaîne de commandement, rendue opérante par la déclaration d'état d'urgence et la gestion de l'urgence elle-même, et la manière dont s'articulent le gouvernement de la catastrophe et la gouvernance de la reconstruction. Comme l'explique l'urbaniste Vezio De Lucia « *les prétendues villes nouvelles, ainsi que la fermeture du centre historique, ont conduit à une situation chaotique qu'il sera très difficile, voire impossible, de recomposer* » (Bruno et De Lucia, 2011, p. 37). La ville d'urgence s'est enracinée dans une ville temporaire de plus en plus durable, avec ses propres problèmes, laissant peu de ressources pour la ville ordinaire et pour la reconstruction proprement dite, c'est-à-dire la réorganisation des faiblesses du passé et leur remédiation.

Si le modèle de management d'urgence consolidé au niveau international prévoit quatre étapes (Forino, 2012) qui vont de la prévention à la récupération intégrale de la situation préalable, à L'Aquila, avec la devise « *dalle tende alle case* », le gouvernement impose la narration du « miracle » (Ciccozzi, 2010 ; Ciccozzi, 2009, p. 242) qui accompagne la gestion post-catastrophe. Les défaillances dans la préparation comme dans la planification d'urgence (Del Pinto, 2024) sont

[167] À ce propos, voir le travail scientifique du groupe de chercheurs militants Emidio di Treviri engagés après le séisme « Centro Italia » de 2016 et 2017 : *Sul fronte del sisma. Un'inchiesta militante sul post-terremoto dell'Appennino centrale (2016-2017)*, DOC(K)S, DeriveApprodi, Rome, 2018.

masquées sous l'image de la rapidité, des moyens mis en place, de l'ampleur - voire la grandeur - du projet proposé, et de la présence constante du président du Conseil dans les territoires sinistrés. Une temporalité problématique, alliée à une accélération censée améliorer rapidement les conditions des milliers de *terremotati*, prolonge *de facto* l'urgence dans la première phase de (re)construction. En même temps, une autre temporalité urbanistique inscrit sur le territoire la gestion de l'urgence par des préfabriqués à la fois temporaires et définitifs, comme une dilatation ultérieure de l'espace de la ville sur plusieurs hectares, avec un réagencement du foncier aux multiples conséquences. Ce cadre discursif et opérationnel, représente la (re)construction comme un pont entre l'urgence et le développement (Ciccaglione, 2018 ; Benadusi, 2014) qui lie la croissance économique (Escobar, 1999) et la diminution des causes des catastrophes. De fait, l'un des arguments forts de sa construction est l'affirmation d'une hypothèque temporaire sur certains espaces en vue de nouvelles utilisations possibles dans le futur. « *Le tremblement est une nouvelle frontière* » (Entretien 10, Antonio Perrotti, 08/10/2018) dont le CASE marque le déplacement vers la confirmation de la tendance historique du capitalisme déterritorialisant du désastre.

La « *dé-futurisation* » (Centemeri et al., 2021 ; Fry, 2020) est un des effets du jeu entre hégémonie culturelle (Gramsci), coercition et emploi de la violence directe envers les territoires et les populations qui les habitent (Sandoval et al., 2020). Le projet CASE est non seulement présenté comme inévitable mais aussi irréversible, soulignant la manière dont les choix faits dans l'urgence se projettent dans l'avenir en bloquant l'ouverture à d'autres possibilités. En conclusion, le projet CASE est aussi un modèle qui porte en lui les signes des croyances, des imaginaires et idées qui l'ont conçu. Loin d'être un simple mécanisme de reconstruction matérielle qui ferait abstraction des idées et valeurs de villes à la mode, elle impose des visions précises de ce à quoi doit ressembler une ville aujourd'hui et projette des modèles sur la réalité de ses habitants. Il peut être lu comme une forme explicite de « *géopouvoir* » (Lussault, 2017, p. 178), qui fait de la fabrique du territoire un fait violent (Valent, 2019 ; Gérard, 2017). La violence comme mode politique qui dépossède les hommes de tout pouvoir et de l'espace politique nécessaire à la prise de décisions prises ailleurs[168]. Au niveau formel, la création d'espaces lisses, uniformes, qui rejouent l'isomorphisme de la planification bidimensionnelle, abstraite, comme instrument de rationalité face au chaos de la destruction, donne forme à la domination. On pourrait parler de modèle industriel de la gestion d'urgence car, à partir de savoirs universitaires spécialisés, sont conçues des solutions toute prêtes et reproductibles d'ingénierie du bâtiment et d'ingénierie sociale ainsi qu'un nouveau type d'urbanisme temporaire (Maillet, Mège et Fleury, 2023). En ce qui concerne les pouvoirs politiques locaux, l'impression d'être écrasés sous la « machine » de la PC les pousse à chercher à remettre la main sur les décisions qui concernent la ville. Ils essayent dans les jours suivant le séisme de

[168] « *En tant que lieu de l'activité et du pouvoir des hommes, le politique se distingue de modes de domination qui se passent des hommes, défont leurs relations, rendent superflue leur capacité d'action, et prennent l'apparence d'une nécessité qu'aucune action, aucun événement n'interrompt*. » (Gérard, 2017)

négocier la localisation des sites avec, finalement, comme effet d'amplifier le polycentrisme désordonné des années précédentes. Les effets territoriaux problématiques que j'ai montrés sont[169] :

- Un doublement de la consommation de sol de la ville ;
- Une confusion urbaine et un manque de cohérence ;
- Une faible qualité esthétique et une uniformisation ;
- Un isolement social pour les couches sociales les plus faibles, éloignées de tout.

Les pouvoirs politiques locaux subissent des nombreuses pressions, notamment de la part des Aquilanais qui les prennent à partie comme interlocuteurs privilégiés pour ce qui concerne leurs cas particuliers mis de côté dans la gestion de l'urgence. Dans le cas de L'Aquila l'assignation des CASE a aussi montré toutes les limites d'une conception distributive des aides qui ne tient pas compte de la réalité socio-économique des rescapés. Si les responsables locaux tentent de porter la voix et les besoins des populations, ils prennent aussi en compte les intérêts des entreprises du bâtiment par l'intermédiaire de normes et d'alliances tactiques. Les élus locaux revendiquent leurs expertises et leurs prérogatives sur la reconstruction « ordinaire », c'est-à-dire la reconstruction, la réparation ou la rénovation du bâti endommagé et créent une nouvelle forme de partenariat avec le monde économique local. La pression sur les décideurs locaux provient aussi des entreprises locales soucieuses de voir leurs intérêts protégés dans la répartition des millions d'euros de financements qui se déversent sur le territoire. Les exemples que j'ai analysés - MAP, *casette*, *Fondo immobiliare* et marché de l'étayage - montrent la volonté de la part des décideurs locaux d'exercer leur pouvoir habituel basé sur une nouvelle forme de « *famillisme amoral* » (Banfield, 2010), c'est-à-dire une forme de favoritisme, afin de prioriser les intérêts familiaux comme stratégie de survie. L'incertitude des institutions crée des relations clientélistes qui consistent en des politiques faibles et des formes de corruption vis-à-vis d'un réseau clientéliste en vue des élections. La classe politique locale, en dépit de la difficulté de la situation, n'est finalement pas à la hauteur de la complexité institutionnelle que l'enjeu d'une reconstruction réparatrice demande.

Même les MUSP qui ont permis dans l'immédiat aux familles de réinscrire leurs enfants dans les écoles de la ville, avec des normes de sécurité antisismique, sont aujourd'hui devenus permanents, bien qu'en mauvais état, et apparaissent plutôt comme un des symboles d'une reconstruction publique défaillante.

[169] Nombreux sont les effets négatifs de ces nouveaux aménagements, dont je n'ai pas ou peu pu rendre compte dans ce travail de thèse mais qui sont discutés ailleurs (Perrotti et al., 2018 ; Di Ludovico, 2016) :
- Problèmes de viabilité dus à l'absence de voirie qui aurait dû être créée et problème d'extension du réseau des transports publics ;
- Problèmes de services de propreté et de gestion générale ;
- Problèmes relatifs à la valeur du foncier ;
- Confusion urbaine et manque de cohérence ;
- Dérégulation urbaine des zones commerciales, artisanales et industrielles.

Chapitre IV. Récits de reconstruction ordinaire : au-delà des modèles

Statut de 1315 n. 6 : « *Nous avons établi que les hommes ou les congrégations de n'importe quelle localité de ladite ville d'Aquila et de son district devront construire ou faire construire, en prenant soin de réparer les ruines, une église dans la ville d'Aquila à l'intérieur du cercle des murs de la ville et la commencer dans un délai d'un an à compter de la publication du présent avis* ».

Clementi cité dans Spagnesi et Properzi, 1972

Introduction

La reconstruction de L'Aquila a connu une première phase « exceptionnelle » avec la construction de nouveaux bâtiments pour la gestion de l'urgence (Chapitre III), puis une autre, que l'on peut qualifier « d'ordinaire », dont je vais mettre en lumière les caractéristiques principales et en donner une lecture en utilisant des récits d'acteurs. Les questions sont diverses et vont des financements à la gouvernance, aux aspects juridiques et techniques, à la sauvegarde du patrimoine historique jusqu'au développement économique à envisager. Un certain nombre de ces questions amènent à des réflexions sur l'avenir, notamment en ce qui concerne les défis urbains contemporains, le futur souhaitable ou les idées et projets pour y parvenir. Toute reconstruction est un acte qui matérialise des conceptions, des valeurs et des visions.

Dans ce chapitre je m'intéresse tout particulièrement à l'étape de la reconstruction dite « lourde ». Celle-ci concerne les maisons très endommagées, classées E et F, les monuments et les biens publics dans les centres historiques. Je m'intéresse tout particulièrement à la reconstruction des biens privés dans celui de L'Aquila. La reconstruction « publique », c'est-à-dire celle des bâtiments publics et des monuments classés, très en retard au moment des entretiens, suit un itinéraire de financement et de procédure « ordinaires » qui explique, en partie, la longueur de son avancement. Cette partie du travail s'attache à comprendre la nouvelle phase où la gestion de la reconstruction est remise entre les mains des pouvoirs locaux à partir de la fin de l'état d'urgence, le 31 aout 2012[170], par décret, soit trois ans après le séisme.

Il s'agit d'aller au-delà de la narration univoque des décideurs locaux et de la formule « *com'era dov'ra* » (« comme c'était où c'était ») qui met en avant la préservation de l'identité locale, les procédures, les normes et les protocoles qui ont structuré le processus de reconstruction, façonnant la ville sur un mode néolibéral visant la production de valeur urbaine plutôt qu'une réparation des déchirures territoriales historiques et de celles issues de la gestion de l'urgence.

Le chapitre s'ordonne selon l'ordre de la grille d'analyse des quatre récits principaux dégagés par l'analyse des entretiens. Par cette démarche je reconstruis leur expression dans l'action publique au

[170] Le décret officiel : https://www.gazzettaufficiale.it/atto/serie_generale/caricaDettaglioAtto/originario?atto.dataPubblicazioneGazzetta=2012-04-05&atto.codiceRedazionale=12A03756&elenco30giorni=false

cours des quinze dernières années. Les résultats donnent lieu à des interprétations et des questionnements.

Après une première section théorique et méthodologique, je mets en évidence et analyse les quatre récits dominants de la reconstruction, les acteurs qui les portent et leurs retombées spatiales :

- Un « récit de dévoilement », où la reconstruction est à entendre comme la bonne gestion financière par des procédures claires ;
- Un « récit de domination » où la reconstruction est vue comme la reconstruction des maisons contre l'abandon de la ville et le maintien du *statu quo* ;
- Un « récit de perfectionnement » où la reconstruction est envisagée comme une dystopie urbaine mettant en jeu la pratique de l'urbanisme et la réorganisation urbaine ;
- Un « récit démiurgique » où la reconstruction apparaît comme une infrastructure pour une utopie urbaine technologique et une stratégie de relance économique.

Par extension, je m'intéresse à différentes catégories d'objets (systèmes techniques, normes, plans) pour questionner les modes de gouvernance et leurs impacts sur la politique de la reconstruction qui rendent explicites les rapports de pouvoir entre acteurs.



Photographies 35 : Panoramas du quartier San Giovanni depuis le pont Belvédère avant sa démolition, 2021 (Tomassi)

Deux considérations théoriques ont guidé mes analyses : la première est que les instruments d'une action publique, étatique ou non, vouée à la reconstruction ne sont pas des outils axiologiquement neutres mais sont au contraire « *porteurs de valeurs, nourris d'une interprétation du social et de conceptions précises du mode de régulation envisagé* » (Lascoumes et Le Galès, 2004). La seconde est que le métarécit subjacent est éminemment politique (Revêt et Langumier, 2013) mais est soumis à une pensée socio-politique dominante qui envisage la catastrophe comme un événement isolé qui peut être vite « annulé » par une intervention technique efficace, efficiente et qui rétablit l'ordre perdu. Ainsi, ces corpus de savoirs et imaginaires « *convergent dans l'idée que la clef de voûte de l'urbanisme est la maîtrise*

technologique. La pratique urbanistique est ainsi appuyée sur le mythe progressiste d'une raison instrumentale dominatrice des problèmes rencontrés » (Lussault, 2014).

IV.1.1. Quels récits pour quels acteurs ?

Les protagonistes de la reconstruction peuvent être regroupés en trois catégories d'acteurs clairement désignés dans les normes : les habitants-propriétaires, les techniciens de projet (*tecnici*) et les entreprises. Cependant, l'agôn discursif a été plutôt occupé par les catégories d'acteurs les plus à même de porter une parole audible concernant les aspects technico-matériels de la reconstruction, ce qui constitue l'approche la plus diffuse. Celui-ci est souvent considéré comme le seul valable, relayant ainsi au second plan l'importance de la reconstruction comme effort social ou comme retissage des liens entre habitants et territoire dont se préoccupent les sciences humaines et sociales et dont l'apport est souvent minimisé ou réduit (Carnelli, Forino et Zizzari, 2016). Je me concentre ici sur le « récit d'action spatiale » (Levy et Lussault (eds.), 2013, p. 766) des quatre catégories que j'ai présentées en introduction (les *tecnici*, les comités des *tecnici*, les universitaires et les entreprises).

La notion de récit, portée à l'attention des sciences sociales françaises dans les années 1980 par l'œuvre de Paul Ricoeur *Temps et récit* (Ricoeur, 1985), n'a influencé la géographie qu'à partir des années 1990. La discipline se saisit du récit à partir de la linguistique, pour laquelle toute parole est action et où la relation fondatrice du sujet au monde se fait par le langage (Heidegger, 1986), qu'il soit verbal, artistique, corporel, cinématographique, etc. La définition que donne Michel Lussault du récit d'action spatiale comme « *le discours narratif énoncé par l'acteur et qui est une manifestation en même temps qu'un instrument performatif de l'action spatiale* » (Levy et Lussault (eds.), 2013, p. 768) affirme la centralité de la performativité (Thémines, 2021) de l'acte narratif au sens où certains acteurs, en certaines occasions, fabriquent l'espace qu'ils représentent. Ainsi s'éclaire la relation entre l'action et le récit. « *Agir exige de synthétiser l'hétérogène, d'établir une congruence entre les choses, les hommes et les événements* » (*Ibid.*) en même temps que « *par et pour le récit, la dimension temporelle de l'action spatiale entre dans le champ du langage et de la communication, de l'interlocution, et ainsi se socialise, devient dicible et discutable* » (*Ibid.*). Par l'analyse du récit, on peut saisir la trajectoire entre des spatialités conçues et les normes, les imaginaires spatiaux et les valeurs intériorisées jusqu'à leur externalisation par le biais de différents actes narratifs (discours, écrits, lois, normes, etc.) « *qui contribuent à spatialiser les valeurs, normes et imaginaires, c'est-à-dire à les attacher, par le récit, à des agencements d'espace* » (*Ibid.*). L'une des caractéristiques du récit, l'importance de l'agencement des faits dans une structure pour créer une intrigue, est particulièrement évidente quand il s'agit d'analyser les « *récits d'action de la politique urbaine, plus largement* [les] *récits qui accompagnent l'aménagement des territoires* » (*Ibid.*). À la faveur de réformes urbaines, sur un fond d'urgence et de course à la mondialisation, les récits liés à la reconstruction se sont multipliés : « *com'era dov'era* » *vs* smart city ; la ville-territoire historique *vs* la ville métropolitaine ; la ville de montagne *vs* la petite Harvard ; la ville touristique *vs* la ville de l'innovation.

En m'intéressant aux récits de l'action publique qui se déploient par le biais de « *dispositifs sociotechniques c'est-à-dire des combinaisons d'objets techniques, juridiques et cognitifs, toujours composites et conjoncturelles, saisies dans et par des jeux de pouvoir et d'intérêts situés* » (Ferchaud et al., 2020, p. 268), qui sont parfois conventionnels et parfois exceptionnels voire novateurs, c'est sur les configurations spatiales actuelles et à venir de la ville en reconstruction que je veux porter mon attention. À l'inverse de la démarche des chapitres précédents où la ville est disséquée comme un mille-feuille historique à partir du point zéro du séisme, je m'intéresse ici à « *la manière dont les configurations spatiales à venir sont pensées, anticipées, promues ou combattues à un moment donné* » (Le Galou, 2024). Je mets tout particulièrement en relation la reconstruction du territoire, la fabrique de la ville et le récit de l'imaginaire de la ville future dans une situation de tentative de planification. À propos de l'urbain à reconstruire, je me suis demandée ce que signifie séparer le savoir « sur » du savoir « pour » la ville. Que cela produit-il sur le « faire la ville » ? À mon sens, la reconstruction doit être envisagée comme une production de la ville entendue comme « *l'ensemble de processus de fabrication matérielle et de gestion des espaces urbanisés* » (Ferchaud et al., 2020, p. 267). Le sociologue marxien Henri Lefebvre offre un éclairage essentiel : « *Les classes dominantes se servent aujourd'hui de l'espace comme d'un instrument. Instrument à plusieurs fins : disperser la classe ouvrière, la répartir dans des lieux assignés, organiser les flux divers en les subordonnant à des règles institutionnelles, subordonner donc l'espace au pouvoir, contrôler l'espace et régir technocratiquement la société entière en conservant les rapports de production capitalistes* » (Lefebvre, 1972). La matérialité de la reconstruction ne semble pas mettre à l'abri la reconstruction de L'Aquila d'un nouveau pas vers des formes abstraites, détachées, déterritorialisées d'interventions sur l'espace, accélérées par les investissements d'un État à la logique de plus en plus immobilière qui entre en compétition avec des investissements et des intérêts financiers privés qui font de la catastrophe un objet frontière de nouvelles spéculations, comme c'est déjà le cas en partie pour l'aspect assurantiel (Keucheyan, 2017). Il faut se rappeler que « *l'intrication croissante entre finance de marché, croissance du secteur immobilier et politiques urbaines* » (Drozdz et Ghora-Gobin, 2019), qui date du début des années 1970 et se renforce dans les années 1990, constitue aujourd'hui un véritable « *tournant immobilier* » (*Ibid.*). Celui-ci est caractéristique d'une « économie de l'austérité » qui touche les collectivités au niveau local à la suite des politiques rigoristes des finances publiques qui coupent le ruissellement des fonds d'État pour la gestion des services. Cela est particulièrement pertinent dans le cas de L'Aquila, au vu des difficultés et des batailles des décideurs locaux pour l'accès aux subventions pour la reconstruction et la crainte de l'interruption brusque de cette manne pour un territoire pauvre en ressources, tertiarisé et peu enclin à l'entreprenariat (Bazzucchi, 2009).

La reconstruction est un champ de compétition qui foisonne de recettes pour le développement économique. Parmi celles-ci, le tourisme figure en tête et « *une partie importante de cette compétition consiste en des stratégies de marketing urbain et* urban branding*, y compris la rénovation des quartiers historiques et des monuments pour transformer le corps physique de la ville et sa culture matérielle et immatérielle en objets et services à consommer* » (Valent, 2019) ainsi qu'en source de nouvelles rentes. Pour Rotolo, il s'agit de « *l'appropriation et la traduction de visions internationalisées dans la mise en œuvre des stratégies urbaines* » (Rotolo, 2018). Plus loin, en analysant le cas de Matera, elle explique que la régénération urbaine,

vecteur de développement économique, se met en place par des actions publiques variées « *poursuivant des stratégies de marketing, les municipalités et régions de toute taille tent*[ant] *de se distinguer afin d'établir une identité spatiale telle une image de marque* » (*Ibid.*). Comme l'explique déjà Paddison dans les années 1990, le marketing d'un lieu dépasse sa simple promotion mais il se montre une notion particulièrement intéressante concernant les villes en reconstruction qui rebâtissent en même temps leur image en se focalisant sur des activités spécifiques (Paddison, 1993). Plus récemment, Vanolo analyse la notion comme la puissance de manipulation que les politiques urbaines sont capables de mettre en place pour attirer des citoyens-consommateurs, touristes, investisseurs ou usagers de différents types. La représentation d'elle-même que la ville construit devient un enjeu central pour visibiliser ou invisibiliser certaines parties de l'espace, certains problèmes et discours. En ce sens, il s'agit d'un outil loin d'être neutre, à même de véhiculer un véritable pouvoir des imaginaires sur la ville (Vanolo, 2017).

Ce chapitre est structuré à partir de deux hypothèses : l'une sur la portée heuristique et performative des récits des acteurs décisionnaires sur la direction de la reconstruction ; l'autre sur la transformation de la fabrique urbaine profondément modifiée par les outils de l'urbanisme numérique (Douay, 2018). Ces derniers sont entendus comme des dispositifs sociotechniques qui informent les politiques de la reconstruction et les dirigent vers un surplus d'abstraction de la représentation du territoire menant à davantage de déterritorialisation.

La première hypothèse est construite à partir de l'analyse des entretiens destinés aux décideurs à différents niveaux de la gouvernance. Les entretiens permettent de dégager une lecture en projection de la reconstruction depuis les constats et les visions qu'elles véhiculent de l'état de la ville au moment où ces acteurs peuvent intervenir. Chaque acteur est porteur d'actions qui concrétisent sa vision et se matérialisent dans le processus de reconstruction et dans l'espace urbain concret. Comme l'indique l'historien François Walter, « *les crises et les catastrophes sont avant tout des indicateurs pour une compréhension du monde. C'est à travers ce type d'événements que peuvent s'appréhender concrètement les réactions différenciées des catégories d'acteurs concernés, leurs représentations de l'extériorité et le sens qu'ils attribuent aux aléas de la vie* » (Walter, 2008, p. 12-13). La question de la représentation se traduit dans « *l'imaginaire, le discours ou l'ordre du récit* » (Léfèvre et al., 2013, p. 26) formulés par les décideurs et acteurs de la reconstruction.

La deuxième hypothèse part du postulat que la reconstruction est une production d'espace, y compris dans le cas de L'Aquila où cet espace est déjà bien défini par une morphologie stable circonscrite par le centre-ville. La notion de production de l'espace permet de considérer les dimensions tant matérielles que discursives ou symboliques de fabrication de l'espace social (Allaverdian, Fauveaud et Tulumello, 2023). Le cycle de production urbaine est gouverné surtout par des soucis de consensus en termes de visibilité qui viennent du financement de l'opération (Andreassi, 2020, p. 73) et de protection des institutions publiques face à d'éventuelles attaques en justice. La bonne gestion financière des ressources fait fi de la qualité urbaine ou de sa cohérence, et devient le seul paramètre pour évaluer le succès d'une reconstruction bien « comptabilisée ». Disparaissent ainsi tous les thèmes classiques de la littérature sur la reconstruction : réduction de la

vulnérabilité sociale ; soutenabilité ; conservation des invariants territoriaux (Magnaghi, 2003) afin de contrer la déterritorialisation. Si ces thèmes sont évoqués ce n'est que sous l'optique d'un marketing urbain qui veut « vendre » les sous-produits de l'énorme investissement économique de L'État.

IV.1.2. Méthodologie d'analyse des récits

L'analyse des entretiens suit une grille basée sur un corpus de quatre récits d'imaginaires fondateurs (Lussault, 2014), en tension entre utopie, uchronie (*Ibid.*) et dystopie introduite par Toppano (2022). Ces récits oscillent entre des visions de la reconstruction comme utopie du territoire « page blanche » sur lequel tout est possible au travers des moyens techniques de pointe et celle de la dystopie du territoire « détruit à jamais » et voué à l'abandon. Il s'agit alors de le conserver « *com'era dov'era* », au travers d'un imaginaire qui se base sur la fiction d'un passé mythique et l'invention de « *la beauté de la ville médiévale* » (Ciccaglione, 2023, p. 190) afin de rétablir une légitimité locale face à la violence symbolique et infrastructurelle (Allaverdian, Fauveaud et Tulumello, 2023) vécue pendant la phase d'urgence.

- Le « **récit de dévoilement** » met en scène le souci de transparence que la science peut apporter par la production de données de plus en plus fine. Ces opérations sont liées à une vision dépolitisée de la gestion technique, censée être porteuse d'efficience ;
- Le « **récit de domination** » a pour but de vaincre les risques et les incertitudes en intervenant sur le bâti de la ville. Par la réappropriation de l'intervention au niveau local, ce type de récit met en avant le besoin de créer une autorité et une légitimité capables de déjouer l'angoisse des rapports de pouvoir asymétriques de la première phase post-catastrophe ;
- Le « **récit de perfectionnement** » exprime le besoin de corriger les erreurs et les défauts du passé. Ici s'enchevêtrent les frontières entre science, technique et intuition, « magie » du geste de l'urbaniste qui parvient à jongler entre deux exigences complétement différentes, celles de la qualité de l'habiter dont seul l'État peut être porteur et les forces centrifuges des intérêts des petits et grands propriétaires. Le Plan aurait cette capacité de médiation ;
- Le « **récit démiurgique** » raconte la refondation de L'Aquila sur des nouvelles bases, tant matérielles que sociales. C'est ce type de récit qui se positionne le plus vers la reconstruction comme espace de l'utopie possible d'une ville enfin moderne, enfin libérée des chaînes de son passé. Les formes esthétiques de ce passé sont à patrimonialiser comme des belles coquilles où un changement d'usage suffit pour des projets nouveaux et sont également à hybrider, à déformer voire à anéantir quand elles empêchent des nouveaux projets d'apparaître.

Les entretiens sont analysés en mettant en avant la construction discursive entre un « constat de départ » et une action spatiale conséquente, avec une forme de réflexivité, tant sur le retour d'expérience que sur l'idéal de la ville qui s'en dégage. Ce que j'appelle « le constat de départ » est à la fois la lecture des acteurs sur l'état de la ville au moment de la catastrophe et la réflexion sur la cause possible de la catastrophe qu'ils en font. Les actions que ces acteurs ont mis en place ne

peuvent pas s'expliquer à partir de la théorie économique du choix rationnel ni être attribuées à une analyse quantifiée transparente et neutre de connaissances scientifique et techniques. Elles ne peuvent se comprendre qu'en prenant en compte leurs implications sociales et culturelles (croyances, références morales), c'est-à-dire leur participation à la formation de l'ordre social et aux visions du monde (Duglas et Wildavsky, 1983). En cela « *le religieux, le magique et le scientifique, même dans nos sociétés (hyper) modernes où l'idée de progrès se doit en substance de terrasser l'irrationnel et le fantastique, coexistent et règnent encore largement dans nos représentations/conceptions de la catastrophe* » (Vidal 2012, p. 293). L'aspect visuel partagé par les récits imaginaires, ce que Corbin appelait « *l'imaginal* » (Corbin, 1979), sensible car presque expérientielle, permet aux acteurs la reconnaissance d'une manière intersubjective, voire communautaire, de voir le monde. La communauté à laquelle je me réfère est une communauté de travail, une communauté professionnelle et une communauté qui partage langage et connaissances techniques issus du même parcours de formation. Les question de parcours et de formation, posées lors des entretiens, confirment ce que dit Michel Lussault quant à la corrélation entre l'« *ensemble de connaissance et d'imaginaire qui sous-tend la raison urbanistique et du génie civil et urbain et de toutes les ingénieries ad hoc qui vont proliférer à partir des années 1850* » (Lussault, 2014) et la pensée et l'action urbanistique « *de la puissance* » (*Ibid.*). Le profil des *tecnici* impliqués dans la reconstruction est, en effet, surtout celui d'ingénieurs impliqués à toutes les échelles de décision.

IV.2. Le « récit de dévoilement », l'efficience scientifique sans l'efficacité urbanistique : la reconstruction comme bonne gestion financière par des procédures claires

La mise sous tutelle du territoire prend fin officiellement le 15 septembre 2012, après une période de transition. La levée de l'état d'urgence, prévue pour le 31 décembre 2012 par le DPCM du 4 décembre 2011, a été anticipée au 31 août 2012 par l'article 67bis du décret-loi n° 83 du 22 juin 2012. Celui-ci introduit de nombreuses dispositions visant à la reconstruction, au développement et à la relance des territoires touchés par le séisme.

Le régime ordinaire est ainsi rétabli dans cette seconde phase, en 2012 et 2013, marquée au niveau national par un changement de gouvernement. À celui de Berlusconi succède celui de Monti, un gouvernement « technique[171]», voulu par l'Europe, qui n'a duré finalement qu'un an, suivi d'un autre gouvernement « technique », celui de Gianni Letta. Une nouvelle forme de tutelle s'installe toutefois, coordonnée par le ministre de la Cohésion territoriale du gouvernement Monti, Fabrizio Barca[172], du PD, épaulé par Aldo Mancurti, chef du DISET (*DIpartimento per lo Sviluppo delle Economie*

[171] « *Governo tecnico* », gouvernement technique a une double signification : d'une part c'est un gouvernement qui se mets en place sans vote mais avec la confiance des chambres qui ne sont pas dissoutes par le président de la République ; de l'autre il est « technique » car au lieu de représentants politiques se trouvent des managers, des techniciense et des spécialistes comme Monti qui était un banquier. Cette forme particulière est utilisée en cas de crise du gouvernement. En l'occurrence les scandales et les condamnations de l'ancien président mettaient en péril la confiance européenne dans les résolutions économiques italiennes.

[172] Le ministre Barca a joué un rôle central dans la reconstruction de L'Aquila en tant que représentant d'une gauche dynamique, progressiste, ouverte à la culture et à la participation citoyenne (Chapitre VI). C'est une image de la

Territoriali[173]). Fabrizio Barca contribue à la promulgation de la loi n° 134 du 7 août 2012, dite « loi Barca ». Il s'est efforcé d'accélérer le calendrier de la reconstruction et de favoriser un retour rapide à la gestion ordinaire, avec le soutien de deux bureaux techniques dotés de 300 experts, sélectionnés dans le cadre d'un concours national[174].

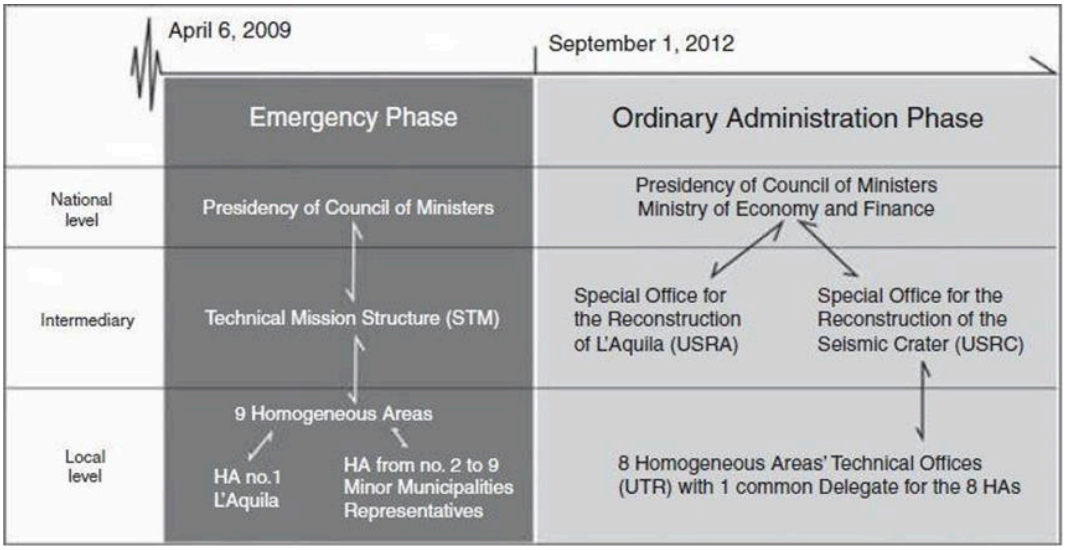


Figure 32 : Modes de gestion des deux phases de la reconstruction
(Di Giovanni et Chelleri, 2017, p. 128)

La « loi Barca » revient sur l'absence de concurrence entre les entreprises, l'inégalité de traitement dans le cadre des marchés publics par l'attribution directe à des entreprises privées et le manque de transparence instaurés par la loi n° 77/2009. Elle instaure une plus grande transparence, innovante, des choix effectués et, pour appuyer les choix, lance une étude spécifique sur le thème du développement à laquelle est réservé 5% du budget de la reconstruction.

« *La fameuse loi Barca que nous voulions, c'est-à-dire faire cesser l'action du commissaire à la Reconstruction est faite par les autorités locales : donnez-nous les règles, donnez-nous le soutien, nous le faisons comme il est juste qu'il soit fait dans de nombreuses parties ; non ils veulent procrastiner, le commissaire, sine die. Nous avons besoin des règles nous n'avons pas besoin d'une seule autorité qui ensuite ne fait rien* » (Entretien 26, Pietro Di Stefano, ingénieur, fonctionnaire responsable du bureau pour la Reconstruction de la mairie de L'Aquila, 08/10/2019).

La mise en œuvre de la reconstruction demande un renforcement des fonctions supérieures en matière de décision, de direction et de gestion des systèmes économiques, en particulier pour l'aménagement. La phase d'urgence, gérée au niveau national, a duré plus de deux ans et a généré

reconstruction tout autant technocratique mais aussi humaine et moderne qui s'affirme dans cette nouvelle phase qui s'ouvre en 2012.

[173] Département pour le développement des économies territoriales.

[174] En peu de temps (5 mois et 2 semaines), parmi 16 000 candidats.

un régime de « confusion » voire d'incertitude à tous les niveaux décisionnels intermédiaires et locaux, au point, finalement, de retarder la reconstruction de cinq ans.

« *Il faut une norme-cadre qui définisse au moins le cadre des choses à faire et l'esquisse pour la municipalité parce que chaque tremblement de terre a ses particularités, vous ne pouvez pas entrer dans les détails mais si dans la norme-cadre vous mettez un guide, probablement la solution vient et ne gère pas de manière ordinaire une chose extraordinaire, même un enfant le comprendrait, ici vous n'avez pas été en mesure de le faire comprendre.* » (*Ibid.*).

« *Aujourd'hui, nous essayons de converger vers une solution unique parce que c'est plus pratique pour tout le monde, parce qu'une entreprise qui travaille là-bas avec 150 municipalités et ici avec une municipalité suit 150 procédures et suit une* [...] *ou trois qui peuvent peut-être être différenciées pour quelque chose, c'est juste plus facile, mais pour tout le monde, c'est juste une forme de gestion et c'est résolu, un problème qui est commun aux deux parties et nous avançons plus rapidement.* » (Entretien 31, Emanuela Sannito, ingénieure, responsable technique de l'ANCE, 09/10/2019).

Comme nous pouvons l'entendre clairement par le récit des acteurs locaux, la reconstruction de L'Aquila a été confrontée au manque d'un encadrement normatif général qui puisse également garantir les financements pendant toute la durée de la reconstruction. Ce manque de clarté a eu comme conséquence une demande contradictoire de règlements ou de normes d'un côté et d'autonomie et liberté de gestion de l'autre, surtout concernant la manière dont devaient circuler les fonds.

« *Face à ce discours* [il y avait ceux qui] *d'une manière scientifique théorique, disciplinée, essayaient de dire regardez, ce ne sont pas des choses simples, essayons de les traiter d'une manière* [...] *disons au moins actuelle. Face à cela, cependant, une guerre s'est engagée, qui n'a pas encore été conclue, pour savoir qui gérerait l'argent. Ce qui est tout à fait légitime, et c'est là que s'ouvre la deuxième partie des problèmes, à savoir l'immaturité de la classe politique et aussi des mécanismes de l'administration qui ont pris 1200 dispositions. Certaines étaient risibles même dans leur style, contradictoires entre elles, mais le nœud du problème était de savoir qui allait s'imposer dans la gestion de l'argent.* » (Entretien 4, Pierluigi Properzi, professeur d'urbanisme à l'Université de L'Aquila, président de l'INU, 12/05/2017).

La démultiplication des instances infra-gouvernementales et des institutions engagées, chacune porteuse de différentes stratégies de réparation de la ville, impacte la gouvernance de la reconstruction et donne lieu à un processus chaotique et confus, tant pour les habitants que pour les techniciens des projets. En soutien à l'activité du gouvernement sont institués ou engagés pour l'occasion 13 nouvelles structures administratives, chacune avec une fonction spécifique. Cette répartition excessive des responsabilités ne favorise pas un dialogue apaisé pour la répartition des tâches et des prérogatives. Ces divergences apparaissent dans la manière de gérer l'argent de la reconstruction, notamment entre la STM et la mairie de L'Aquila.

IV.2.1. STM et USRA : deux tentatives d'interfaces techniques avec l'État

Le premier enjeu de ce début de phase de reconstruction devient la mise en place d'un système permettant de gérer l'argent nécessaire au financement des projets de réparation ainsi que l'établissement des priorités et la coordination des acteurs[175]. La nécessité d'un tel cadre est évoquée par 10 acteurs sur 35. Son importance tient à la certitude des financements pour la reconstruction et au cadre normatif unique de la gestion post-catastrophe sur tout le territoire national, qui estomperait les effets des inégalités régionales.

Comme je l'ai déjà montré, la création de la STM se heurte à la volonté des acteurs locaux de se doter de leurs propres structures et de gérer leurs propres ressources (Coppola, Di Giovanni et Fontana, 2021). Autour de l'enjeu financier, « *garant d'une reconstruction efficace* » (Moatty, Gaillard et Vinet, 2017, p. 176) et sur le sens de la planification proposée par la STM, se cristallisent des conflits avec les décideurs locaux. Les dysfonctionnements sont si importants que la STM est supprimée après seulement un an d'existence, laissant derrière elle son lot de normes, de procédures et de personnels à gérer.

Le modèle proposé par le ministre Barca est similaire à celui de la phase précédente et prévoit la création d'un autre échelon intergouvernemental, à l'interface entre les niveaux de gouvernement locaux et nationaux. Il est approuvé par le Parlement par la loi n° 13 du 6 juin 2012. Deux nouveaux « bureaux spéciaux pour la reconstruction » sont ainsi mis en place en 2013 : l'USRA (*ufficio speciale per la ricostruzione dell'Aquila*) et l'USRC (*Ufficio speciale per la ricostruzione del cratere*)[176]. Ce réaménagement est rendu encore plus nécessaire à la suite du rapport de l'OCDE qui pointe le « *non-gouvernement* » de la reconstruction (OECD-Groningen research team, 2012). Du rapport de ces experts internationaux émerge l'absence d'actions organisées, surtout en ce qui concerne l'urbanisme, la régulation et le développement ainsi qu'un manque de systèmes d'évaluation et de contrôle des interventions. L'ambition de ce nouvel acte de l'État central est de dépasser les conflits nés avec la STM, de répondre à la fragmentation des interventions et de les placer dans une perspective plus longue. L'objectif est une meilleure efficacité, non seulement dans la gestion de l'urgence, mais également sur le moyen et le long terme, garantie par les fonctionnaires techniques nationaux envoyés sur place. Avec la fin de la phase d'urgence, le niveau de décision local a retrouvé ses pleins pouvoirs statutaires et les organismes publics à vocation spéciale ont changé de forme et de rôle, devenant des supports aux compétences techniques locales.

---

[175] Pour cet aspect central de la reconstruction, il manquait en Italie un cadrage législatif national permettant de prévoir et de négocier en temps « ordinaire » les aspects procéduraux et les arbitrages politiques. Un premier projet de loi vient d'être approuvé, le 12 mars 2025 (https://temi.camera.it/leg19/provvedimento/legge-quadro-in-materia-di-ricostruzione-post-calamit.html).

[176] Bureau spécial pour la reconstruction de L'Aquila et Bureau spécial pour la reconstruction du Cratère. Ces bureaux intègrent de manière stable le personnel qui avait travaillé pour le STM, principe surprenant à une époque de coupes budgétaires et de gel des embauches (Coppola, 2021). Avec le *Concorsone* (grand concours) national les bureaux ont engagé des personnels techniques avec un profil d'ingénieurs et administratifs avec un profil d'avocat, dans les institutions engagées dans la reconstruction. Ainsi, 300 personnes ont été embauchées de manière définitive. G. U. n.72.2012 : http://www.6aprile.it/wp-content/uploads/2013/02/Concorso-Abruzzo-scheda-riassuntiva.jpg

« *Je venais évidemment de l'expérience ministérielle, qui était plus celle d'un général que celle d'un simple soldat, parce qu'ici vous entendez les balles sonner à vos oreilles, ce que le ministère ne croyait pas. Le ministère a une vue stéréoscopique, très descendante, alors qu'ici on entre dans la granularité des processus.* [...] *Ici, cependant, l'objectif est plus étroit. Vous êtes dans une dimension beaucoup plus micro. Il faut donc faire appel à d'autres connaissances, à un bricolage institutionnel, à une science de la gestion qui commence généralement au ministère.* » (Entretien. 22, Giovanni Lucarelli, philosophe, fonctionnaire de l'USRA, 20/11/2018).

Les missions de l'USRA sont :

- Instruire les procédures de contribution financière pour la reconstruction privée ;
- Contrôler et fournir une assistance technique à la reconstruction privée et publique ;
- Évaluer l'engagement financier dans la phase d'execution ainsi que vérifier la qualité de la reconstruction ;
- Programmer, évaluer, contrôler et activer les nouvelles procédures ;
- Garantir la transparence envers l'État et les citoyens (*open data*).

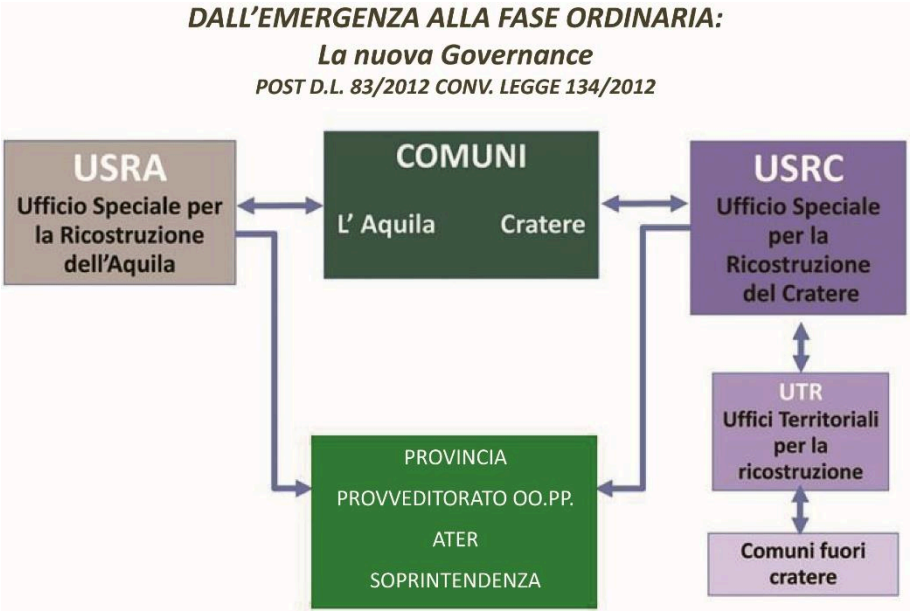


Figure 33 : Gouvernance de l'urgence pendant la phase ordinaire (USRA)

Le ministre de la Cohésion territoriale, dont l'action est saluée par les pouvoirs locaux, nomme également des groupes de travail ad hoc pour réaliser un état de l'aménagement du territoire et de la situation économique et micro-économique du Cratère afin de mieux dessiner une stratégie de développement économique (Calafati, 2012 ; Oliva et al., 2012). Les rapports ainsi rédigés tiennent compte de la stratégie sur les « zones internes » (Paragraphe I.1.1) et se veulent à la hauteur des attentes de l'OECD en termes d'approches innovantes dans le but de mieux cibler les investissements financiers.

IV.2.2. La « *filiera* » et « le modèle paramétrique » : deux méthodes de reconstruction en confrontation

Les deux procédures de reconstruction mises en place par les deux gouvernements successifs utilisent des approches similaires. Toutes les deux visent l'efficacité de la gestion financière de la reconstruction comme objectif principal mais diffèrent quant à leur mise en œuvre. L'une adopte une démarche plutôt qualitative de l'évaluation des demandes de reconstruction et des projets techniques, l'autre suit plutôt une logique algorithmique qui simplifie les démarches des *tecnici* par des protocoles quantitatifs.

« *Nous avons donc reçu le soutien de la fameuse "*filiera*" FINTECNA/CINEAS /RELUIS qui nous a aidé FINTECNA dans l'acquisition du projet, CINEAS dans l'évaluation économique du projet et Reluiss du point de vue technique du projet mais cette procédure a très bien fonctionné pour la périphérie mais risquait de ne plus fonctionner pour les parties urbaines* » (Entretien 26, Pietro Di Stefano, 08/10/2019).

Le modèle proposé par la STM est très marqué par l'ingénierie de gestion. La *Filiera* (la Filière) est un système en trois étapes mis en place pour répondre ad hoc aux exigences du financement des demandes de reconstruction. La composante en ingénierie antisismique est représentée par le Consortium ReLUIS (*Rete dei Laboratori di ingegneria sismica e strutturale*)[177], le contrôle financier est assuré par FINTECNA[178] une holding financière pour les Secteurs Industriels et Services S.p.A., contrôlée en majorité par le ministère des Finances, puis la phase finale de l'inspection formelle est gérée par CINEAS[179], un consortium universitaire pour l'ingénierie en assurances de l'École polytechnique de Milan.

« *La célèbre filière d'évaluation Fintecna, Reluis, etc. a été maudite par tous* » (Entretien 17, Chiara Santoro, architecte, bureau de la Reconstruction et de la planification de la mairie de L'Aquila, 31/10/2018).

« *Il faut comprendre que les processus décisionnels sont souvent placés par les autorités sous le signe de la certitude et qu'il faut ensuite éplucher la page brillante des processus pour comprendre ce qui se cache derrière. Il n'en est rien (...) Et c'est donc un monde qui pèse à travers des solutions de rustines, justement, des privilèges institutionnels, une rationalité limitée.* » (Entretien 22, Giovanni Lucarelli, 20/11/2018).

Chaque projet de restauration ou de reconstruction doit être évalué d'abord par FINTECNA, pour la faisabilité financière, puis par ReLuis, pour l'expertise technique, et enfin par CINEAS, pour la validation finale. Ce mécanisme très complexe et décentré, basé sur le recrutement de dizaines d'experts dans toutes les universités du pays, n'a fonctionné que peu de temps et s'est révélé dispendieux et peu efficace. Dans le cas de la municipalité de l'Aquila, 9 439 dossiers de bâtiments

[177] https://www.reluis.it/

[178] FINTECNA est une filiale à 100 % de la Cassa Depositi e Prestiti SpA, détenue à 81 % par le ministère du Trésor et des finances. Elle a acquis les immeubles dont les propriétaires ne voulaient plus ou a racheté l'hypothèque qu'ils payaient. Elle était également chargée de gérer la partie financière de la demande de subvention pour la reconstruction, selon le décret-loi 39/2009, converti avec des modifications par la loi n° 77 du 24 juin 2009 (https://www.cdp.it/sitointernet/it/fintecna.page).

[179] https://www.cineas.it/

classés B et C et 8 502 dossiers E ont été examinés. Une des raisons majeures des lenteurs de la procédure est la possibilité pour chacune de ces structures de bloquer le projet à toutes les étapes, avec l'obligation de revenir au point de départ en cas de problème. En outre, des conflits majeurs apparaissent avec les bureaux de la mairie, en sous-effectif et désemparés face à la complexité des démarches, sans avoir la possibilité d'intervenir pour pouvoir amender ou corriger les projets.



Figure 34 : Précédente gouvernance de l'urgence pendant la phase ordinaire (USRA)

Les procédures de l'USRA, suivent, elles aussi, une stratégie gestionnaire de la reconstruction mais sont en accord avec les solutions techniques mises en place par les décideurs de la commune de L'Aquila.

« *A tel point que lorsque l'USRA a ouvert le nouveau bureau spécial et a changé la procédure pour le modèle paramétrique, elle a enlevé un poids monstrueux d'anciennes procédures qui n'avaient pas été exécutées par la* Supply Chain *sur la base de l'ordonnance* » (Entretien 17, Chiara Santoro, 31/10/2018).

Un système de calcul des fonds pour chaque projet est mis en place, basé sur un « modèle paramétrique » unique. Une fiche permet le calcul des dépenses à budgéter pour chaque bâtiment, de manière semi-automatique. Les éventuelles erreurs, réduites pour la plupart à des erreurs formelles de saisie, ne sont plus soumises à l'appréciation discrétionnaire des contrôleurs. Les *tecnici* ne sont pas obligés de recommencer, dans ces cas, toute la procédure.

La « fiche paramétrique » (« *scheda parametrica* ») a rendu possible un passage ultérieur dans la production tayloriste de la ville à reconstruire.

La fiche est composée de deux parties. La première est remplie par les architectes ou les ingénieurs avec les données empiriques constatées sur place relatives au niveau d'endommagement et de vulnérabilité structurelle du bâtiment. Sur la base de ces paramètres est déterminée la contribution maximale pour l'intervention considérée en bloc et par agrégats structurels. La seconde partie correspond au projet d'exécution de la réduction de la vulnérabilité proposé par les mêmes architectes ou ingénieurs, en fonction du plafonnement du financement.

Tableau 15 : Les deux parties de la fiche paramétrique

Partie de la fiche	Intitulé	Détail
SP1	Contribution maximale acceptable	DPCM, 4 février 1013, art. 4 alinéa 1 : « *La détermination de la contribution est établie par le biais d'un modèle paramétrique basé sur l'analyse du niveau d'endommagement et de vulnérabilité des bâtiments par unité structurelle* »
SP2	Projet exécutif	DPCM, 4 février 2013, art. 4 alinéa 8 : « *La contribution ainsi calculée doit réduire la vulnérabilité et atteindre un niveau de sécurité d'au moins 60% par rapport à celui d'une structure adéquate* »

Source : USRA

Ce nouveau modèle, basé sur la création d'une base de données numérique centralisée, permet une modélisation des avancées des travaux pour l'obtention des allocations qui semble valider l'efficacité de la reconstruction. En outre il permet de mettre en scène le « récit de dévoilement », c'est à dire l'énonciation de vérités incontestables car quantitatives.

La prétendue réussite du modèle est cependant nuancée par les affirmations de Giovanni Lucarelli. Selon lui, s'il est nécessaire pour les échelons décisionnaires de rejouer la scène de l'infaillibilité, réaffirmée en permanence, et que les citoyens semblent admiratifs et considèrent ce déferlement de chiffres comme l'avènement d'une reconstruction enfin débarrassée des erreurs d'appréciation humaines, la faillibilité des processus reste pourtant importante au niveau des relations entre les acteurs et de leurs capacités cognitives.

« *Les administrations suivent alors toutes des chemins formalisés. Il s'agit d'une structure, d'un régulateur, qui a sa propre dynamique interne, codifiée et avec des étapes très bien structurées. Mais les acteurs des processus sont des acteurs multiples, qui parfois ne sont pas seulement endogènes au bureau, ils sont aussi exogènes, et donc la mosaïque* […] *Et c'est un fait indéniable, il y a une part d'inefficacité dans les administrations qui est incompressible, mais souvent les gens ne nous la présentent pas. Il faut donc vivre avec un monde fait d'imperfections* […] *imperfections c'est pour moi la complexité donc il faut vivre avec la complexité. Non, mais les attentes sont toujours différentes.* » (Entretien 22, Giovanni Lucarelli, 20/11/2018).

Une plus grande attention politique portée à la transparence du processus et des données est rendue possible par le développement de l'usage du WebSIG et d'autres outils numériques de représentation et diffusion des données[180], dans le cadre de l'*opendata*. Ils offrent l'image d'une reconstruction quantitative, mesurable (nombre de bâtiments reconstruits, nombre d'habitants rentrés dans leurs habitations, sommes dépensées, nombre de chantiers terminés, quantité de main d'œuvre, etc.) qui rassure les habitants et propriétaires, les investisseurs ou les décideurs nationaux

[180] Voir la plateforme de géovisualisation de l'USRA : http://webgis.comuneaq.usra.it/mappa_def.php

sur la pertinence de l'investissement dans la reconstruction de L'Aquila comme projet national de relance et développement économique.

Dans cette optique « *le lancement d'un dispositif numérique est donc un choix technique déterminant qui repose sur une vision politique de l'institution. L'architecture technique reflète alors la conception de l'action et participe de fait à la définition de l'institution* » (Douay, 2018, p. 129). Douay poursuit son analyse par une comparaison, d'autant plus intéressante dans un contexte post-catastrophe où le paradigme militaire (Centemeri et Tomassi, 2022) a été réactivé par la gestion de la PC : « *le référentiel de la stratégie au domaine militaire fait suite à son utilisation dans le domaine de l'entreprise comme moyen de renouveler la rationalisation de son activité, le secteur public s'en empare pour atteindre une plus grande efficacité dans la planification et la gestion des affaires publiques. Le néolibéralisme globalisé permet son extension au domaine de l'aménagement et l'urbanisme* » (Douay, 2018, p. 130).

IV.2.3. La multiplication des normes

Analyser l'efficacité d'une politique publique implique d'adopter une démarche normative, c'est-à-dire de définir « *ce qui doit être* » pour ensuite discuter du meilleur chemin pour y parvenir (Scemanna et al., 2018). Si l'efficacité a été l'objectif principal des procédures de reconstruction, il faut se demander quel en a été le prix. Dans le cas de L'Aquila, les difficultés de la reconstruction ne peuvent pas être cantonnées à l'état d'endommagement provoqué par l'aléa. Elles sont multipliées par les changements de gouvernance, chacune possédant son lot de normes, d'ordonnances ou d'ententes entre les différentes instances.

Ce dernier point met en évidence deux tendances divergentes : d'un côté la production massive de normes ; de l'autre la modélisation et la simplification afin de mieux gérer, ou manager, les situations inédites qui se présentent. Cependant, de telles simplifications ne conduisent pas nécessairement à une mise en pratique simple. Elles génèrent plutôt d'autres complexités, cette fois de transformation et de réception, qui s'ajoutent aux autres et créent en fin de compte des difficultés supplémentaires. Réduire les phénomènes à un petit nombre de variables pour réduire la complexité de la réalité n'est pas une solution pour résoudre ces difficultés. La montée en puissance de l'utilisation des modèles ou de la cartographie (Martinais, 2007) dans l'action publique urbaine peut s'expliquer par la diffusion d'une approche numérique/cybernétique de l'urbanisme néolibéral. Mais, dans une boucle rétroactive, il est possible d'interpréter ce phénomène au regard des transformations récentes des stratégies des États et des villes en matière de politiques publiques (Béal, 2014) qui s'inspirent de plus en plus du management des entreprises, créant une plus grande porosité entre ces deux mondes.

Durant les trois années de la phase d'urgence, ont été produites en moyenne une ordonnance tous les deux jours pendant 1243 jours (Di Ludovico et Di Ludovico, 2019, p. 388) : le président du Conseil a émis 77 ordonnances ; le commissaire délégué à produit 143 décrets et circulaires ; à ces chiffres s'ajoutent deux manuels d'usage des procédures de 242 pages produits par les bureaux publics, mis à jour 16 fois. Au total, 663 documents administratifs ont donc été produits dans la

période post-séisme (D'ascanio et Andreassi, 2015). Si on y ajoute les normes préexistantes nécessaires au fonctionnement de la reconstruction, on peut totaliser environ 850 textes régulant le processus (Andreassi, 2020, p. 78).

Est-ce qu'une plus grande rationalisation par morcellement des actions ne conduit pas principalement à une plus grande efficience du système plutôt qu'à une efficacité dans la réalisation des objectifs d'intérêt général de l'action publique ? Ou bien ces objectifs ont-ils changé dans la phase néolibérale du capitalisme globalisé ?

IV.3. Le « récit de domination », se réapproprier et dominer le risque et l'incertitude : la reconstruction comme maintien du *statu quo*

« *Il fallait la sécuriser et rouvrir la ville au passage des citoyens* […] *la ville sans citoyens n'existe pas. Il fallait donc les réintégrer, les remettre dans la rue, réparer la fracture sociale qui existait depuis la fuite de cette nuit du 5 au 6 avril, guérir la fracture qui existait et habituer les gens à revenir dans leur ville, et entre-temps aussi freiner l'effet d'exode, l'effet d'abandon* » (Entretien 26, Pietro Di Stefano, 08/10/2019).

« *Pour éviter un dépeuplement certain, compte tenu de l'ampleur du problème qui nous affectait, il était nécessaire de maintenir les familles sur place. Comment le faire ?* » (Entretien 21, Vittorio Fabrizi, ingénieur, directeur du bureau de l'Aménagement et de l'urbanisme de la mairie de L'Aquila, 16/11/2018).

Pour la quasi-totalité des interviewés, un des axes les plus puissants de leurs actions est la peur du dépeuplement. Ils craignent que le centre-ville reste vide après deux ans de fermeture et que L'Aquila devienne une « ville fantôme ». C'est pour cette raison que la priorité est donnée au retour rapide de la population, même au prix de sa sécurité.

« G : *on peut donc dire que les besoins sociaux de la jouissance des espaces de la ville ont dû assouplir un peu les règles de sécurité.*
D : *il y a eu un compromis, si nous lisons le professeur Colapietra, il souligne que dans la gestion du tremblement de terre de 1703, on a fermé les portes de la ville pour ne pas faire partir la population, ici on a fait le contraire, alors ici chacun peut donner son propre point de vue, mais l'histoire dans ces cas a été complètement différente, bien que je veuille dire trois siècles plus tard.*
G : *là, le dépeuplement a été mis au premier plan, ici, c'est la sécurité.* » (Entretien 31, Emanuela Sannito et Giusy Fonzi, responsable de la communication de l'ANCE[181], 09/10/2019).

« *On atteint d'abord le niveau maximal de résistance aux tremblements de terre, puis, s'il reste de l'argent, on pose les carreaux de faïence* » (Entretien 17, Chiara Santoro, 31/10/2018).

Ces deux discours se télescopent. D'une part, il y a, bien entendu, une forte demande en sécurité personnelle des habitants à l'échelle du bâtiment individuel, évidemment liée au traumatisme du séisme ; d'autre part, celle-ci se heurte à la possibilité d'habiter une ville où aucune autre activité

[181] L'entretien c'est déroulé en deux temps, un premier en présence de Emanuela Sannito, Giusy Fonzi et le président de l'ANCE Cicchetti, puis j'aurais du continuer qu'avec Sannito mais Fonzi a voulu rester et à un moment donné il y a eu cet échange.

que la reconstruction n'est possible et où le centre-ville pourrait rester très longtemps inaccessible. Pour cette raison, avec la réduction de la Zone rouge, des « permis d'habitabilité provisoire » sont alloués aux commerçants pour que, dans certains bâtiments et sous certaines conditions, ils puissent reprendre leur activité. Cette tension se traduit aussi dans les débats sur la reconstruction, polarisés entre la position conservative des architectes et celle des ingénieurs pour lesquels prévaut la « sécurité structurelle ». Elle se cristallise autour du débat sur l'usage de la pierre ou celui du ciment (Ciccozzi, 2016).

IV.3.1. *Prima le case, poi le chiese* : reconstruire en priorité les logements privés

« *D'abord les usines, puis les maisons, puis les églises* », avait déclaré l'archevêque d'Udine Alfredo Battisti dans une phrase restée dans l'histoire du tremblement de terre du Frioul de 1976. À L'Aquila ce slogan a été inversé pour donner la priorité à la reconstruction des maisons qui, selon le maire Massimo Cialente, est la meilleure solution pour empêcher le dépeuplement de la ville. La peur du non-retour des Aquilanais, considéré comme le pire scénario possible pour l'avenir, a déterminé de nombreux choix, politiques et normatifs, comme l'explique le maire en 2013, quatre ans après le séisme : « *Je ne peux demander aux gens de faire le sacrifice de la confiance que si nous pouvons voir une partie du centre historique et des hameaux reconstruits d'ici 2015. Si, au contraire, je dis que nous aurons terminé en 2024, tout le monde partira et L'Aquila comptera 35 à 40 000 habitants en 2018. Les signes sont déjà là : l'année dernière, nous avons déjà perdu 3500 personnes*[182] ».

Les raisons qui justifient ce type de récit d'un risque de dépeuplement vécu comme une crainte sont nombreuses :

- La construction du projet CASE, qui concentre les efforts nationaux - logistiques, financiers, politiques - et maintient le doute quant à l'opportunité et la possibilité de reconstruire la ville ;
- L'éloignement prolongé d'un tiers de la population de la ville relogé dans l'urgence dans les hôtels de la côte adriatique ou ailleurs ;
- Le manque de logements pour accueillir à nouveau les Aquilanais une fois les campements fermés et les places insuffisantes distribuées dans le projet CASE ;
- Les « maisons équivalentes », c'est-à-dire la possibilité, contenue dans le décret de loi n° 39, devenu loi n° 77/2009, de réaliser un « *remplacement des logements*[183] ». Le principe est de ne pas attendre la reconstruction et de percevoir de la commune l'équivalent de la valeur des travaux prévus avec la contrainte d'acheter un autre logement n'importe où ailleurs en Italie. Cette

[182] Sky TG24, *L'Aquila quattro anni dopo, la ricostruzione non decolla*, 5 avril 2013 (https://tg24.sky.it/cronaca/2013/04/04/l_aquila_quattro_anni_dopo_il_sisma_la_ricostruzione_non_decolla).

[183] Cette possibilité a été annulée par décret. Dans un entretien, le maire déclare : « *Lors du recensement de 2011, j'avais le même nombre d'habitants moins 1 500 qui vivaient à Pizzoli et Scoppito à cause de cette honteuse substitution de bâtiment avec la municipalité. Je ferai la substitution de bâtiment pour ceux qui n'ont pas envie de retourner dans une maison où les voisins sont morts, où vous ne pouvez pas vivre, je ferai la substitution de bâtiment pour vous... n'est-ce pas, personne n'est mort là-bas, pourquoi dois-je le faire pour vous ? parce qu'il y a toutes les affaires des entrepreneurs qui voulaient vendre des maisons à côté* » (Entretien 33, Massimo Cialente, 10/10/2019).

solution a été choisie pat 511 familles transférées ailleurs, certaines à quelques kilomètres, d'autres à Milan, Cagliari, Rome, San Benedetto del Tronto ou Pescara, pour un coût total de 157 millions d'euros. En conséquence de cette mesure, la commune acquiert les logements endommagés que les propriétaires ont ainsi décidé de ne pas reconstruire. Cela représente 265 interventions de reconstruction pour un total de 639 logements[184] à la charge de la commune (Opendata ricostruzione, 2021). La problématique de l'abandon concerne surtout les 125 interventions (47,1%) situées dans le centre historique, dont 76 étaient achevées en 2021 (Opendata ricostruzione, 2021). Les « maisons équivalementes » représentent 6% des bâtiments reconstruits en centre-ville. La gestion de ce patrimoine est un thème important du débat concernant les choix de gestion de la reconstruction à L'Aquila[185] ;

- La crainte que l'absence d'une stratégie de relance économique favorise un nouvel exode à cause du chômage, surtout des jeunes[186] ;
- La chute du nombre d'inscrits à l'Université de L'Aquila, premier moteur économique de la ville (Chapitre II)[187].

« *Pour essayer de calmer et d'apaiser les âmes des citoyens, on a donné plus d'espace à la reconstruction privée qu'à la reconstruction publique, mais ils marchent alors à deux vitesses complètement différentes* [...] *toutes les fonctions, tous les bureaux sont déplacés, si bien que tant que le Corso central n'est pas réactivé, mais en tout cas tant que la Piazza Duomo et les places adjacentes ne sont pas pleines ou en tout cas restent envahies par des gravats ou des chantiers démesurés qui ne permettent pas l'utilisation de ces espaces publics, la ville de L'Aquila ne pourra pas revivre* » (Entretien 31, Emanuela Sannito, 09/10/2019).

Avec la reconstruction ordinaire, les *terremotati* redeviennent des habitants/propriétaires dont il faut sauvegarder les intérêts. Les enjeux liés à l'habitat évoluent, et l'objectif n'est plus d'abriter ou de protéger de manière provisoire mais de réparer ou de reconstruire leur logement de manière rapide et définitive.

Les décideurs locaux ressentent cette pression comme une menace et saisissent cette occasion pour s'opposer à une nouvelle gestion dirigiste de la reconstruction par l'intermédiaire de la constitution d'organismes infra-gouvernementaux. Leur priorité est de restaurer la légitimité de leur rôle de décideur et d'expert du territoire. La riposte qu'ils proposent est tout aussi technique que la PC, avec un sentiment « d'être à la hauteur » et le ressenti du bien-fondé de leurs choix basé sur leur appartenance locale. L'enjeu est d'obtenir le soutien de leur électorat et de créer un consensus politique et émotif, capable de répondre aux attentes et pallier les pressions dues au retard que

[184] Le nombre de logements est plus élevé que le nombre d'interventions parce que, pour une seule intervention (par exemple un immeuble avec plusieurs appartements), il peut y avoir plusieurs logements équivalents.
[185] Cet immense patrimoine va faire l'objet d'un débat intense sur sa destination d'usage, sa soutenabilité économique pour les caisses communales et en tant que levier de développement.
[186] Cette crainte se révèle réelle entre 2012 et 2020. Cependant, comme le montrent les données d'Eurostat, en 2021, le taux de chômage des jeunes (âgées de 15 à 29 ans) dans les Abruzzes est de 21,6 %, soit moins qu'en 2019 et 2020 (respectivement 28,4 % et 22,9 %). Il est inférieur au chiffre national (22,3 %) (*Statistica Abruzzo*, 18 octobre 2022).
[187] En 2024 le nombre d'inscrits est en légère hausse, avec 17 775 étudiants, mais cela représente environ 7 000 étudiants de moins qu'avant le séisme (https://ustat.mur.gov.it/dati/didattica/italia/atenei-statali/l-aquila).

prend la reconstruction des centres-villes. Ils subissent également les pressions des entreprises locales qui demandent plus clarté sur les financements et les temporalités des paiements. La manière dont cette réponse est envisagée n'est pas une bataille politique mais une bataille de normes, la reconstruction devant apparaître comme exemplaire et innovante. Décideurs locaux et habitants/propriétaires mettent en scène un récit qui réaffirme leur capacité d'opérer des choix visant à dépasser l'angoisse de la dépossession et de la perte d'autonomie de la période d'urgence.

IV.3.1. La reconstruction privée des maisons classées A et B : entre subvention et indemnisation

« *L'indemnisation est basée sur le résultat de l'habitabilité, c'était fou. Si vous veniez demander quel était le résultat de l'habitabilité des inspections des équipes au lendemain du tremblement de terre, savez-vous que personne ne pourrait vous le donner ? La confusion est telle qu'il y a eu des deuxièmes et troisièmes inspections, parce que cette évaluation du résultat, au lieu d'être, comme elle l'est en réalité, une évaluation pour dire si vous pouvez ou non retourner dans la maison, parce que c'est le résultat de l'évaluation de la condition physique, c'est-à-dire que vous, le propriétaire, pouvez ou ne pouvez pas utiliser la maison, point final. C'est à cela qu'elle était censée servir. Mais, comme le financement y était attaché, il est évident que cette chose a fait l'objet de réflexions, d'évaluations, d'inspections* » (Entretien 17, Chiara Santoro, 31/10/2018).

Pour mettre en place et gouverner le système de production de la reconstruction, il est nécessaire d'établir une base de départ factuelle et simple qui puisse justifier la dépense pour chacune des unités immobilières. Elle est fournie par les données rassemblées par la PC sur les dommages et l'habitabilité pendant les premiers mois suivants le séisme par l'intermédiaire des fiches AeDES[188] (AA.VV., 2000). L'octroi de ces indemnisations pour la réparation des dommages et les aménagements antisismiques a été réglementé par plusieurs ordonnances du président du Conseil, publiées entre juin et juillet 2009[189].

La quantité de connaissances accumulée par cette opération a permis de constituer une base de données portant non seulement sur l'état des dommages des bâtiments sur le territoire mais établissant également une « identité » numérique pour chacun d'entre eux. Ce sont ces données qui ont aussi servi de référentiel pour l'évaluation d'un plafond budgétaire pour la reconstruction et la répartition de l'allocation des fonds et l'attribution des contributions, comme l'explique Chiara Santoro. La méthode de rationalisation des projets par l'utilisation des fiches est ensuite reprise dans le cadre des « fiches paramétriques ». Mais, si le système garantit des temps d'intervention plus rapides face aux attentes pressantes des populations, il engendre aussi des problèmes et des incertitudes quant à la distribution équitable et rationnelle des ressources (Milano et al., 2011). En

[188]https://www.protezionecivile.gov.it/it/approfondimento/scheda-aedes/#:~:text=La%20scheda%20AeDES%20%2D%20Agibilit%C3%A0%20e,o%20acciaio%20intelaiato%20o%20a%20setti

[189] OPCM 3778 pour les AeDES A, OPCM 3779 pour les AeDES B et OPCM 3790 pour les AeDES E.

outre, il a évacué, sans discussion politique, l'épineuse question des priorités et de la hiérarchisation des interventions.

« *Maintenant pourquoi à mon avis, mais de l'avis de ceux d'entre nous qui les ont faites, est-ce que c'est mal d'utiliser le formulaire AeDES comme point de départ ?* » (Entretien 25, Donatella Biasini, géomètre, responsable du bureau de la Protection civile à la mairie de L'Aquila, 08/10/2019).

« *La source de tout est ceci, la source est ceci parce qu'en fin de compte, le résultat vous donne tout là-bas et ce que vous devez ensuite faire pour ce bâtiment ce que vous dit la fiche en fonction du résultat, discutable* » (*Ibid.*).

L'histoire et le mésusage de cette fiche née pour comptabiliser les besoins des habitants dans la phase d'urgence permettent d'expliquer l'erreur d'interprétation qu'évoque Biasini.

L'AeDES « *a été créée pour voir combien de personnes sont hors de chez elles et pour combien de temps, paradoxalement, une maison qui est habitable et dans laquelle on peut vivre peut aussi avoir des centaines de milliers d'euros de dégâts parce qu'elle est fissurée, que les tuiles se sont déplacées* […] *mais elle est sûre et on peut donc y vivre* » (*Ibid.*).

Par exemple, une maison peut être classée A, donc habitable, bien que ses fenêtres aient explosé, qu'un mur de division se soit écroulé ou que l'on constate des fissures. Bien qu'elle présente un certain nombre de dommages, cela n'empêche pas de pouvoir y vivre alors qu'elle nécessite une somme conséquente pour être réparée. En somme, le classement A ne correspondait pas nécessairement à moins de dégâts. Pour autant, la lecture faite de cette fiche associe le résultat du classement d'habitabilité avec l'endommagement et donc l'estimation de la somme nécessaire à la réparation[190]. L'observation de la corrélation coût/accessibilité montre une nette différence entre les sommes dépensées pour les bâtiments classés B et C et pour les bâtiments non habitables classés E du centre-ville. Cette différence est clairement liée aux sommes allouées à l'amélioration sismique financée à hauteur de150 €/m² pour les bâtiments B et C et jusqu'à 600 €/m² pour les bâtiments E (Milano et al., 2011).

Pour les habitations des centres-villes le facteur de dangerosité F, soit le risque lié à l'instabilité des bâtiments environnants, a déterminé des procédures de calcul différentes et la nécessité de programmer les travaux d'un point de vue logistique et urbanistique.

IV.3.2. Les consortiums : la gestion par le privé des moyens publics

Le modèle de reconstruction de L'Aquila a prévu l'optimisation, à une échelle très fine, de la gestion des dépenses financières au travers de l'inclusion des habitants/propriétaires dans la chaîne décisionnelle.

[190] Pour les maisons, ce plafond était de 10 000 euros. En résultent deux conséquences : un nombre important de recours en justice, qui est aussi un facteur de ralentissement de la reconstruction ; mais également un effet d'appauvrissement général car des familles ont dû ainsi s'endetter pour terminer les travaux et rendre leur maison véritablement « habitable » (http://www.6aprile.it/featured/2010/09/30/cialente-la-camera-approva-i-finanziamenti-come-indennizzi.html).

« *D'un côté, les administrations centrales, les commissaires, les administrations municipales, chacun avec ses propres limites et lacunes, ont en quelque sorte changé, ne sachant pas comment gérer les outils avancés, ils ont tout transféré à la redistribution des ressources et à la reconstruction bâtiment par bâtiment.* » (Entretien 4, Pierluigi Properzi, 12/05/2017).

De cette manière, un mandat en faveur de la personne privée habitant/propriétaire est mis en œuvre. Le décret n° 3/2010 du commissaire délégué à la Reconstruction établit des « *Linee d'indirizzo strategico per la ricostruzione del territorio* »[191] (« Lignes d'orientation stratégique pour la reconstruction du territoire ») qui permettent, d'une part, l'implication des habitants/propriétaires par la possibilité de signer directement des contrats et, d'autre part, impose à la commune de rédiger des « *Plans de reconstruction* » dont la base est la division du territoire municipal en secteurs, « agrégats » et unités structurelles (US).

Les propriétés sont considérées comme des unités de construction et incluses dans des îlots historiques à rénover. Les propriétaires doivent ainsi se fédérer obligatoirement en consortium[192] qui endossent la fonction de commanditaires des travaux. La médiation entre les intérêts des individus privés ayant droit sur les unités immobilières et les intérêts publics dans la gestion de la contribution de l'État est confiée aux nouvelles structures intergouvernementales créées ad hoc (STM, USRA et USRC).

Une nouvelle figure de « super propriétaire », le président du consortium, représentant de la copropriété ou du groupe de propriétaires, concentre un pouvoir qu'il exerce lors des assemblées de consortium. Ces instances sont peu normées et sont le théâtre de fortes tensions liées aux intérêts en jeu entre propriétaires, entreprises et maîtres d'œuvre. Ces deux derniers doivent en outre composer avec les *tecnici* des différents bureaux pour les chantiers. Les consortiums obligatoires deviennent le lieu où se régulent les conflits de voisinage et où se décident de manière discrétionnaire les assignations des travaux de reconstruction aux entreprises et leur attribution à des architectes-ingénieurs qui agissent également en tant que maîtres d'œuvre (Di Stefano et al., 2011). Le rôle du public reste relégué à celui de contrôle des procédures d'autorisation tandis que les habitants/propriétaires ont le champ relativement libre quant aux choix concernant les projets, sauf pour ceux qui sont sous la contrainte de classement.

La nature du contrat stipulé entre le consortium, l'entreprise et l'architecte-ingénieur est double et dépend des acteurs en jeu. Cette ambiguïté induit de nombreux problèmes de comptabilité et de contrôle des travaux effectués. Bien que le contrat privé entre consortiums et entreprise soit général et concerne l'intégralité des travaux, le contrôle comptable des bureaux de la reconstruction porte sur les dépenses détaillées à présenter à une fréquence régulière par l'intermédiaire des SAL (*Saldo*

191 http://www.commissarioperlaricostruzione.regione.abruzzo.it/content/download/1164/12663/file/LLIISS_20lug2010.pdf

192 https://www.comune.laquila.it/pagina101_i-consorzi-per-la-ricostruzione.html

Attivo Lavori[193]). Cette méthode génère un hyper-contrôle de conformité générale des procédures mais pas de vérification des lignes budgétaires spécifiques qui peuvent changer de destination. En outre, le monitoring n'est pas systématique mais s'effectue par échantillon, ce qui peut entraîner des hiatus quant à la correspondance entre les travaux effectivement effectués et ceux qui sont annoncés dans le projet présenté. Ce système renforce les relations clientélistes et les connivences déjà existantes sur le territoire. La reconstruction s'en trouve ralentie car, dans de nombreux cas, le choix des architectes-ingénieurs est fait en suivant des logiques de connaissances personnelles et de fidélité. Certains professionnels se retrouvent ainsi avec des centaines de chantiers à gérer (Cattini, 2014 ; Di Cesare, 2009).

« *Le choix des ingénieurs n'a pas fait l'objet d'un travail approfondi et le recours à un maximum de projets a été l'un des goulets d'étranglement de la machine* » (Entretien 26, Pietro Di Stefano, 08/10/2019).

« *Si je devais donner un conseil à ceux qui planifient la reconstruction : des règles strictes sur l'attribution des projets, car là il faut être féroce, la reconstruction ne dépend pas d'une volonté supérieure, elle dépend de la concertation harmonieuse de plusieurs sujets, si tous les sujets sont en harmonie, la reconstruction va de l'avant, si certains de ces sujets sont en dysharmonie, tout se dérègle et tout se bloque, c'est comme un mécanisme, n'est-ce pas ?* » (*Ibid.*).

Du côté des entreprises, l'assignation directe des travaux a engendré la négociation par le biais d'améliorations dans les finitions (appareils, ascenseurs, carrelage, etc.) non prévues dans la compatibilité du projet mais promises par les entreprises en sous-main pour obtenir la commande (Avellani, 2018).

La reconstruction privée est celle qui a la plus progressé à L'Aquila par rapport à celle des bâtiments publics. En 2012, avec le système de la *Filiera*, le coût pour cette seule reconstruction privée dans le centre historique est de 93,3 millions d'euros dans la commune de L'Aquila, majoritairement pour les maisons classées B ou C, et jusqu'à 154,7 millions d'euros pour l'ensemble du Cratère.

Aujourd'hui, avec l'accélération induite par le système paramétrique, la reconstruction privée en centre-ville atteint 83% de chantiers finis (692 chantiers sur 835). Pour les 726 maisons classées E, le taux de chantiers terminés est de 81%.

[193] Solde des travaux à recevoir. Le SAL doit être présenté tous les trois mois ou une fois que la somme de 200 000 euros a été atteinte. Chaque SAL intermédiaire comporte la production de 33 documents administratifs qui atteint le nombre de 37 pour celui de la fin des travaux. 30% des demandes de liquidation des sommes peut être sujet à un contrôle aléatoire de la part des bureaux.



Figure 35 : Portail « OpenData Ricostruzione » : évolution des dépenses de reconstruction
A gauche, une synthèse des fonds (demandés, financés et dépensés) ; a droite, la courbe des dépenses par année, dont on constate la baisse régulière depuis 2013

Le rapport de fin de mandat du commissaire délégué indique que, jusqu'en 2012, le coût de la reconstruction publique s'élève à 244 millions d'euros pour le Cratère et 314 millions pour 38 chantiers en centre-ville. Ces travaux comprennent : 16 interventions pour la reprise des fonctions publiques ; l'adaptation de la Caserne de la douane pour le G8 ; des interventions sur 70 écoles peu endommagées ; les MAP du village de San Gregorio ; la réalisation du siège provisoire de la Faculté de Lettres ; l'école maternelle du village de Barete ; des interventions sur la viabilité routière ; la rénovation de la Caserne Campomizzi pour l'accueil des sans-abris. Dans un deuxième temps, avec une nouvelle programmation financière du CIPE, ont été budgétés les travaux pour plusieurs bâtiments publics et historiques : couvent Saint Bernadino ; Palazzo de la province ; bibliothèque provinciale et Chambre de commerce ; ancien monastère de Sainte Catherine ; Palazzo du Littorio ; Palazzo du gouvernement (ou du préfet) ; Convitto Nazionale ; Conservatoire ; monastère Beata Antonia ; ancien Lycée scientifique ; commandement du corps forestiers d'État ; bureau du président du conseil régional ; bureau de l'ancien ISEF (Suaps).

Tous ces travaux ont rencontré d'énormes retards à cause de l'absence d'une procédure adaptée à la reconstruction. Ils ont donc suivi tout le processus habituel prévu pour tous les travaux publics.

Aujourd'hui la reconstruction « publique » peine encore. Seulement 54% des travaux sont terminés sur 360 prévus dans le Cratère. Pour le centre de L'Aquila, seuls 24% de chantiers sont terminés (20 chantiers sur les 85 prévus). 51% des travaux sont encore en cours et 25% sont en phase de projet.

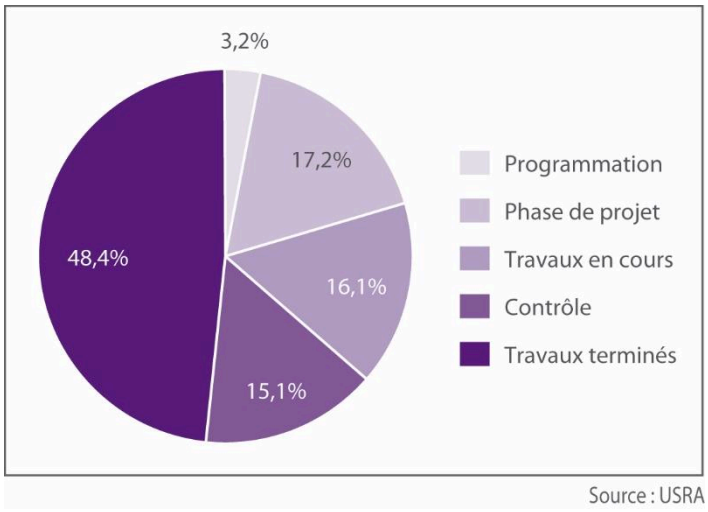


Figure 36 : État d'avancement de la reconstruction publique dans la commune de L'Aquila (18/09/24)

Les données fournies par l'OpenData Ricostruzione, élaboré et financé avec les fonds pour le développement économique du Cratère, permettent d'accéder à des informations sur les dépenses mais également sur les entreprises engagées, les bureaux d'études et les maîtres d'ouvrage, seulement si ces derniers ont bien voulu fournir les données nécessaires. Il reste donc des lacunes mais les données sont fiables en ce qui concerne le taux d'avancement des chantiers. Pour les données sur la reconstruction « publique », le site indique qu'elles « *concernent exclusivement les interventions programmées, c'est-à-dire les interventions de reconstruction déjà programmées par les administrations publiques titulaires. Toutes les données relatives aux interventions non encore programmées à la date de mise à jour des données ne sont donc pas disponibles* ». Il reste encore beaucoup à faire, notamment en ce qui concerne les écoles.



Figure 37 : Portail OpenData Ricostruzione : comparaison des données de reconstruction des quartiers de Santa Maria Paganica et San Giovanni (mars 2015)

La comparaison entre les deux quartiers de Santa Maria Paganica et San Giovanni met en évidence, là encore, une reconstruction à deux vitesses. Cette comparaison montre, en creux, la différence dans l'endommagement par le nombre de démolitions car il n'est pas possible de démolir un bâtiment classé « historique » dans le nouveau périmètre du centre (Carte 28). L'appartenance à la classe E ne dit rien sur le type de bâtiment à reconstruire et les difficultés techniques ou sociales que cela peut engendrer. Ces difficultés sociales peuvent être l'impossibilité de former des consortiums, le décès ou l'incapacité des propriétaires à pouvoir suivre le long et complexe processus administratif. Ces données montrent également la tendance des familles à délaisser leur logement pour un logement « équivalent ». La valeur de celui-ci n'augmente pas nécessairement à la suite des travaux de restauration. Santa Maria Paganica présente un taux de travaux terminés de 20% supérieur à San Giovanni. L'une des raisons est qu'une partie importante de Santa Maria Paganica se trouve dans la zone d'intervention prioritaire, l'« *asse centrale* » (Paragraphe IV.4.1)

IV.3.3. L'absence de planification et de programmation : une reconstruction en « taches de léopard »

« *Ensuite nous avons fait la stratégie du Plan de reconstruction de la ville en "zones et compartiments " pour permettre la reconstruction par compartiments d'un ensemble de lieux à la fois pour la socialité dans le sens où ceux qui revenaient ne pouvaient pas avoir un autre chantier qui s'ouvrait à ce moment-là et aussi pour une bonne gestion des espaces publics limités disons que c'était une belle planification mais pour une bonne moitié elle est restée sur le papier parce que nous avions sous-estimé ceux qui sont les principaux acteurs, à savoir les planificateurs* » (Entretien 26, Pietro Di Stefano, 08/10/2019).

La rapidité de l'approbation du financement comme seul critère pour le démarrage des chantiers a favorisé la renonciation à la planification des travaux de la reconstruction. Le morcellement par secteur d'intervention suit le découpage par « agrégats » de propriété, ce qui a donné lieu à une configuration de la reconstruction en « taches de léopard », c'est-à-dire de manière non uniforme et non homogène. Les conséquences de ce manque de planification ont été compensées par la constitution de l'*Ufficio della cantierizzazione* (Bureau de la mise en chantier), sous l'égide du secteur de la reconstruction privé. Il organise la mise en place « *d'autorisations/avis préalables pour les chantiers qui impliquent l'occupation de terrains publics sous quelque forme que ce soit (échafaudages, grues, bennes, baraquements) et le traitement des poussières* [194]».

Au manque de prévision, d'anticipation et de visibilité sur l'ouverture des chantiers de surface s'ajoute un manque de planification des services en sous-sol, ce qui rend compliqué la vie quotidienne des habitants subissant de fréquentes fermetures de routes ou de zones entières, sans communication préalable, ainsi que les conditions de reprise des activités commerciales dont les permis d'ouverture temporaire peuvent être aussitôt retirés à cause de la *cantierizzazione* (mise en œuvre des chantiers). La vie quotidienne s'en trouve déstabilisée, dans une ville-chantier.

[194] https://www.comune.laquila.it/pagina1114_cantierizzazioni-sottoservizi-e-demolizioni.html

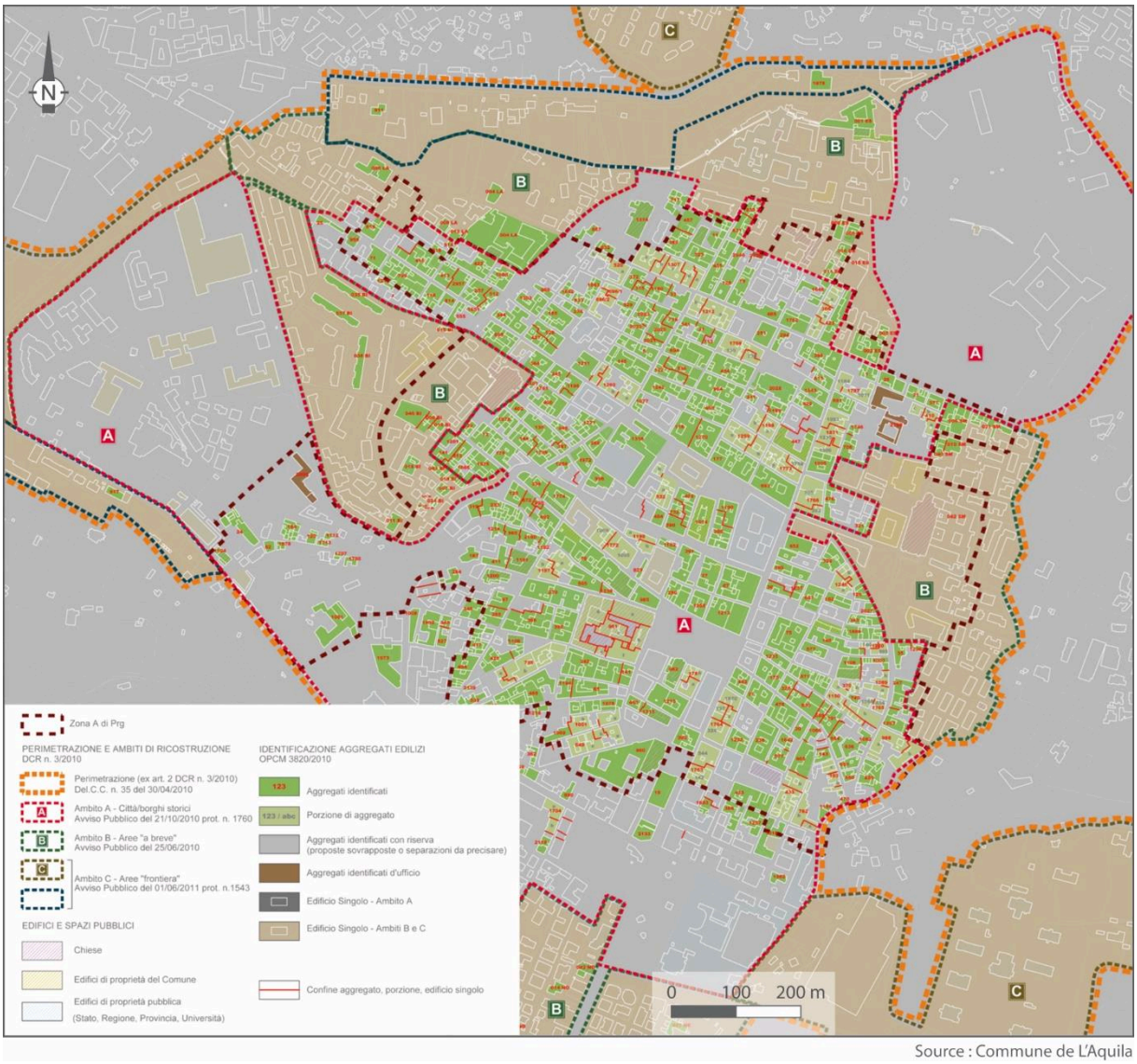
Les Plans de reconstruction prévus par la loi 77, élaborés d'abord par la STM puis approuvés localement à partir du 9 février 2012, prévoient un nouveau découpage du centre-ville en quatre zones censées faciliter l'intervention et la mise en place des chantiers. À L'Aquila, la commune a établi trois secteurs d'intervention qui constituent l'unique forme de prévision de la temporalité des zones de travail.

Tableau 16 : Secteurs d'intervention du centre de L'Aquila

Nom du secteur	Zones concernées	Ordonnances
Secteurs A	Centre historique / bourg	Avis Public du 21/10/2010 (protocole 1760)
Secteur B	Aires « *a breve* »	Avis Public du 25/06/2010
Secteur C	Aires « *frontiera* »	Avis Public du 01/06/2011 (protocole1543)

Le secteur A est celui de l'hypercentre ou *asse centrale* (axe central) qui concentre le plus grand nombre de maisons classées et monuments historiques et présente donc une grande complexité d'interventions ; le secteur B « *a breve* » regroupe des zones dont la configuration urbaine est moins dense et moins complexe, permettant des interventions de reconstruction à court terme ; le secteur C regroupe les « zones de frontière », c'est-à-dire les marges du centre-ville entre la trame historique et les constructions plus modernes. A l'intérieur de ces secteurs ont été identifiés et délimités 123 « agrégats », unités physiques minimales d'intervention et d'association en consortium.

Les îlots urbains considérés sont des immeubles de grande dimension délimités par des routes, espaces publics ou privés ou espaces de circulation en général. Sur le plan ils sont définis sur la base du cadastre ou par la PC. L'extrait du plan communal ci-dessous montre le morcellement du centre-ville. Le nouveau périmètre du centre historique établi par le décret communal n° 35 de 2010 (pointillés orange) ne correspond plus aux murs de la ville. Les quatre secteurs d'intervention et leur priorisation (décrites dans le tableau précèdent) sont indiqués en pointillés rouges, verts, marron et bleus. Les *aggregati* identifiés pour la reconstruction sont identifiés en vert foncé et les portions d'*aggregati* en vert clair. Les zones grises sont celles où les agrégations ne sont pas établies de manière définitive et les beiges indiquent les bâtiments traités individuellement.



Source : Commune de L'Aquila

Carte 27 : Secteurs et agrégats du centre-ville de L'Aquila



Source : Di Stefano et al., 2011

Figure 38 : Un îlot constitué de plusieurs aggrégats et un îlot constitué d'un seul aggrégat

Dans le cas de plusieurs agrégats contigus, fréquent en centre-ville, l'îlot urbain correspond à l'entité administrative. L'UMI (Unité Minimale d'Intervention) ou « portion d'agrégat[195] » est établie, en fonction de l'interdépendance structurelle entre les immeubles, en US cohérente qui nécessite d'être traitée individuellement (Di Stefano et al., 2011). Mais reconnaître ces US dans le système stratifié d'un centre-ville séculier n'est pas toujours aisé.

IV.3.4. Le financement d'une reconstruction intégrale : « terrain » de négociation d'un consensus local

« *Nous avons donc paramétré les trois augmentations [de valeur] liées aux biens classés de manière directe, c'était jusqu'à 100 %, l'intérêt paysager était seulement le centre historique de L'Aquila, la valeur monumentale et tout le reste* » (Entretien17, Chiara Santoro, 31/10/2018).

L'aspect financier est un élément central pour comprendre la reconstruction de L'Aquila. Pour certains auteurs, comme Andreassi (Andreassi, 2020, p. 72-73), c'est même le thème au cœur d'une approche marquée par le « *paternalisme d'État* » (*Ibid.*, p. 60) voué à la gestion du consensus (*Ibid.*, p. 72). Le montant total des ressources financières estimé pour la reconstruction, en 2020, est compris entre 20 et 25 milliards d'euros[196]. Il comprend les sommes dépensées pendant les trois ans de la phase d'urgence. Un récit récurrent parmi les décideurs locaux concerne leurs négociations avec les structures de gestion étatiques pour que tous les aspects matériels de la reconstruction (structurels, esthétiques, de projet) soient compris dans les critères de financement ou soient majorés. Ils expliquent aussi que ces financements ont favorisé, de manière générale, l'enrichissement des entreprises et des *tecnici*. Ces derniers, par leurs nombreuses interrelations de réseaux, ont ainsi fait pression sur les décideurs pour obtenir un pourcentage fixe et garanti sur les sommes allouées à leurs travaux.

« *C'est ce que demandaient les* tecnici*, 2 % pour le* tecnici*, c'est-à-dire que le technicien reçoit un peu d'argent pour ce qu'il a fait* […] *parce que parfois, comme ils se disputaient, ils changeaient de technicien et ne le payaient pas* » (Entretien 17, Chiara Santoro, 31/10/2018).

Le thème de la « maison » (Faraone, 2015) en tant que propriété privée et individuelle, dans une optique de rente, devient aussi une véritable politique publique d'investissement avec un retour immédiat en termes d'intelligibilité, de consensus et d'augmentation du PIB. Cette approche a pris le dessus sur des considérations de long terme sur l'espace urbain comme espace de la reconstruction commune. Au nom de l'urgence et du retour rapide des populations dans leurs habitations, l'approche de la reconstruction a suivi une logique de simplification accélérée favorisant la création d'automatismes procéduraux.

« *L'intérêt paysager n'a été accordé qu'au centre historique de L'Aquila, car en réalité, nous parlons d'un tissu urbain... même celui qui n'est pas classé est important. De nombreux agrégats ont peut-être une partie classée et une*

[195] La définition de « portion » a été introduite par l'OPCM 3832/2009.
[196] https://www.senato.it/4781?current_page_53225=1&album=347.

partie non, mais vous ne le savez pas. Il s'agissait donc d'une augmentation importante car, je le répète, ils étaient mis sur le même pied que ceux qui sont classés » (*Ibid.*).

La méthode choisie est celle d'une série d'actions de réparation prenant en compte toutes les constructions sans aucune différenciation basée sur la réévaluation de la légitimité urbanistique des bâtiments, c'est-à-dire leurs usages. Les immeubles sujets à amnistie, et donc illégaux, ou ceux qui n'avaient pas intérêt à être reconstruits perçoivent les mêmes financements. Le système mis en place assure une couverture financière publique totale de tout le patrimoine immobilier « photographié » au moment du séisme, avec des contrats et une méthode de comptage et de négociation directe des travaux avec les entreprises et avec une couverture complète. Ceci représente, pour les habitants/propriétaires de L'Aquila, une garantie de reconstruction à l'identique de leur patrimoine sans aucune trace, sauf exception[197], de refonte urbaine.

« *Le noyau historique de L'Aquila présente un intérêt paysager. Nous n'avons pas pu faire les* frazioni *parce qu'on nous a dit que ce n'était pas possible, qu'il n'y avait pas assez d'argent* ». (*Ibid.*).

Pour les habitants/propriétaires du reste du Cratère, y compris des *frazioni* de L'Aquila, se rejouent les relations de domination symbolique du centre-ville sur le reste du territoire, cette fois-ci accentué par une indemnisation inégalitaire selon les territoires.

Financer la reconstruction de maisons inhabitées dans le Cratère sismique

Un des inconvénients de cette méthode est de n'avoir pas pris en compte le nombre important d'immeubles inhabités, surtout dans les centres historiques des villes et des villages. Dans un contexte d'émigration et d'abandon (Chapitre II) où, souvent, les propriétaires et leurs familles vivent à l'étranger depuis des décennies, les travaux de reconstruction ont alors été confiés aux mairies. Les bureaux pour la reconstruction, USRA et USRC, ont été obligés de revoir le système de financement en proposant de subventionner seulement les parties structurelles, celles en commun et les façades des bâtiments, afin de conserver une cohérence architecturale dans les bourgs. Si les caisses publiques réalisent ainsi des économies, le coût des travaux étant minoré de 20 à 30%[198], se crée ainsi un parc immobilier « dormant » car ces travaux ne sont pas suffisants pour que ces bâtiments obtiennent le « certificat d'habitabilité ». Ils ne seront donc jamais terminés par manque d'intérêt de la part des propriétaires. Face à cette situation, en 2019, les maires ont proposé d'inclure dans les projets la possibilité de changer la destination d'usage[199] pour passer de celle d'« habitation », au moment du séisme, à celle de « structures de

[197] Une exception est constituée par le cas de Porta Barete où un projet de rénovation de la zone, lancé par un concours international, prévoit un déplacement des immeubles des années 1970 adossés aux murs de la ville et donc une opération de *restyling* qui peine à aboutir à cause des fortes oppositions des habitants (https://www.ilcentro.it/l-aquila/porta-barete-riparte-il-progetto-ora-si-passa-alla-fase-esecutiva-1.3261107). Suite aux nombreuses protestations des résidents le projet a été réalisé seulement partiellement.

[198] L'économie est d'environ 400 euros/m², soit 40 000 euros (hors TVA) pour une maison de 100 m².

[199] https://abruzzoweb.it/sisma-2009-seconde-case-ricostruite-come-strutture-ricettive-non-passa-idea-sindaci/

réception touristique » ou d'« espaces de travail » afin de revitaliser les bourgs. Le gouvernement a refusé la modification, en dépit de sa rhétorique sur le repeuplement des « zones internes ».

La reconstruction n'est conçue que comme une affaire privée, avec une approche mixte public/privé de gestion des ressources financières, où les habitants/propriétaires et les entreprises entretiennent le *statu quo* urbain.

IV.4. Le « récit de perfectionnement », mille plans, aucune planification : la reconstruction comme dystopie urbaine

Les différents décideurs et agents techniques interrogés évoquent la nécessité de planifier sous plusieurs angles. Pour certains, il s'agit de jouer à nouveau le rôle d'élite des « savants » pouvant exercer leurs prérogatives dans les choix politiques et économiques après leur mise à l'écart pendant l'état d'urgence. D'autre déplorent la disparition des plans d'urbanisme avec nostalgie, comme celle de la fin d'une idéologie. Celle-ci, définie comme la « *représentation imaginaire du rapport des individus avec leurs réelles conditions d'existence* » (Althusser, 1970), signifie pour eux la disparition de la discipline de l'urbanisme et le déclin de leur travail.

« *J'ai fait beaucoup investir l'Institut* [INU] *dans cette question pour deux raisons disciplinaires : la première est qu'à mon avis, en ce qui concerne la reconstruction d'une ville, d'une capitale régionale, d'un des centres historiques les plus importants du pays et toutes les autres questions qui y sont liées, la discipline n'était pas prête. Et la deuxième question, toujours de nature disciplinaire, est que l'urbanisme est dans une phase de profonde remise en question. Par rapport à un tremblement de terre de ces proportions, il est clair qu'il n'était pas préparé, mais il n'était pas préparé à considérer des questions de ce type,* [...] *les autres disciplines n'étaient pas non plus profondément préparées à faire face à des questions d'accélération.* » (Entretien 4, Pierluigi Properzi, 12/05/2017).

« *C'est-à-dire que les instruments d'urbanisme ont été réellement abrogés ! collatéralisés !* » (Entretien 10, Antonio Perrotti, ingénieur-urbaniste, responsable du Secteur urbanisme de la région des Abruzzes, 08/10/2018).

Face à l'injonction à la rapidité et à l'efficacité, la renonciation à la planification semble se justifier de soi. Après l'immédiateté de la gestion d'urgence, la nécessité et l'habitude de programmer et donc planifier revient avec force dans le discours des acteurs locaux. Or, dans le contexte de la reconstruction, ce savoir, souvent cantonné dans des bureaux techniques et d'expertise, se diffuse dans les discours ordinaires, dans la rue ou dans des réunions et rassemblements publics. Auparavant les questions urbaines (quelle vision de la ville ? Quelle idée de développement ?), devenues compliquées, voire complexes, étaient rarement évoquées comme un sujet d'intérêt et de débat par l'opinion publique locale, hormis dans la contestation d'aménagements ponctuels. La reconstruction met les thématiques de l'urbanisme au centre d'intenses débats, tables rondes ou journées d'études organisés tant par les institutions que par des associations ou comités. On

pourrait parler d'une « soif d'urbanisme » pour comprendre et réparer les nombreux problèmes qui marquent le territoire : la dispersion et ses effets sur l'habiter et la manière dont la reconstruction a été mise en place. Cependant, la multitude de réponses réfléchies et produites dans la période d'après-séisme n'a pas conduit à la synthèse d'une vision commune entre acteurs aux visions divergentes voire conflictuelles.

Les désaccords sur la direction que l'avenir de la ville aurait pu prendre portent sur un nombre restreint de thèmes, dans le cadre d'un double héritage : celui des ruines à réparer, restaurer ou reconstruire et celui du CASE, à réintégrer dans le territoire par la mise en place de couloirs et axes de jonction naturels et à réorienter vers un nouvel usage[200]. L'Aquila, avant le séisme, était une ville déterritorialisée, divisée, en déclin économique et qui avait arrêté de planifier sa forme et son développement depuis environ 30 ans. Pourtant, comme l'affirme David Alexander, « *dans le cadre de la reconstruction après une catastrophe, il est nécessaire de mettre en place un cadre de planification efficace et efficient, multi-agences et multidisciplinaire, capable de répondre aux besoins d'urgence, de transition et de reconstruction à long terme* » (Alexander et al., 2007). Cette tâche interpelle, en premier lieu, la discipline de l'urbanisme, comme revendiqué par des nombreux experts locaux comme Di Ludovico : « *les mêmes disciplines qui s'occupent des villes n'étaient pas et ne sont pas prêtes (une* New Town *? Un projet de réparation/armure urbaine ? Ville en pièces détachées/planification ?) Les raisons de ce blocage ne peuvent être imputées aux seules composantes disciplinaires, qui n'ont de toute façon pas réussi à définir une méthode aboutie, ni un plan opérationnel à proposer aux institutions, mais doivent aussi être imputées aux institutions qui n'ont pas su se doter d'un système de gouvernance opérationnel.* » (Di Ludovico, 2019, p. 400). Quoi qu'il en soit, aucun document de prévision urbanistique n'a été demandé à la commune par l'État, comme s'il s'agissait de quelque chose d'obsolète ou d'inopportun. La reconstruction s'est faite sans planification des travaux ni plan d'urbanisme conducteurs des actions à venir. Plusieurs questions, de manière plus générale, pourraient être posées : pourquoi continuer l'exercice, évidemment long et compliqué, de la planification urbaine alors que les règlementations qui lui sont associées sont systématiquement sujettes à dérogations, amnisties et exceptions, favorisant des actions non pas mues par des intérêts politiques communs mais par une approche privilégiant les intérêts privés immédiats ? Est-ce encore possible de pratiquer l'exercice de l'urbanisme, étant donné que la force économique qui conduit la transformation urbaine est la force fluide des investissements des capitaux financiers ou des réseaux qui, par leur nature, empêchent d'anticiper les besoins du territoire devenus aussi imprévisibles que changeants ? La reconstruction de L'Aquila pose des questions fondamentales à l'urbanisme sur la refondation d'une ville en prise avec les enjeux contemporains.

« *S'il y avait un tel besoin au Moyen Age, le Comitatus Aquilanus, le tremblement de terre a été le moment de saisir l'opportunité de ne pas refaire les 62 hameaux que nous avions auparavant, ou plutôt d'essayer d'abandonner certains d'entre eux et de tout concentrer à L'Aquila avec une ville forte* […] *Quelqu'un d'expérimenté a tout de suite*

[200] L'usage futur du CASE a été débattu pendant 10 ans. C'est seulement en 2023 que la commune, propriétaire de cet immense patrimoine, a proposé des solutions réelles.

compris que cela (le projet CASE) était le suicide du territoire de L'Aquila en ce sens qu'il aurait dispersé le peu de population qu'il avait déjà, il était déjà sans substance » (Entretien 10, Antonio Perrotti, 08/10/2018).

Si l'État a négligé la planification dans son mode de reconstruction, au niveau local, les tentatives de planification sont multiples et vont de la rédaction des études pour le nouveau PRG[201] aux plans stratégiques de long terme, qui s'entrecroisent, voire s'entrechoquent, avec une myriade d'autres instruments de planification : Plan stratégique de la STM, Plan de reconstruction de la commune, *Master plan* des universités et concours de planification ponctuels ou « spéciaux » (Porta Barete), Révision du PRG, Plans de secteur etc. Ainsi, on peut finalement se demander si L'Aquila a subi des carences de planification, une sur-planification ou un dépassement de la planification

Tableau 17 : Principaux instruments de planification élaborés à L'Aquila après le séisme

Instrument	**Date**	**Objectifs**	**Acteurs**
Loi n° 77, qui introduit le PdR (*Piano di Ricostruzione*[202])	2009	Un plan « stratégique » basé sur l'idée de L'Aquila « *Ville-Territoire* » (Di Ludovico, 2019)	Gouvernement
Décret d'application du PdR*, Orientations stratégiques pour le réaménagement du territoire* (STM2010b)	Juillet 2010	« *superplan* » (Properzi, 2019) Il doit, en même temps : - discipliner la reconstruction matérielle - relancer l'économie - introduire des innovations technologiques	STM - ingénieur Fontana
Master Plan - accords privés avec les laboratoires de planification des universités italiennes	2010/2011	Mise en place d'instruments « stratégico-soutenables »[203]	Petites communes Laboratoires de planification des universités

[201] https://www.comune.laquila.it/pagina1643_nuovo-prg-prima-stesura.html

[202] « Plan de reconstruction »

[203] Ils n'ont eu comme effets que de rendre encore plus inefficace la planification stratégique des communes très peu habitées.

Loi n° 134 (« loi Barca »)	7 août 2012	Réglementation des marchés de la reconstruction pour plus d'égalité Approbation du « modèle paramétrique » Financement de la reconstruction des maisons classés E « *com'era dov'era* »	Ministère pour la Cohésion territoriale
PdR de L'Aquila puis *Criteri operativi per la programmazione della ricostruzione privata*[204]	9 février 2012 Modifié en 2013	L'objectif principal est « *le retour de la population dans ses foyers d'origine* » (p. 41) Réglementation de la reconstruction « *com'era dov'era* » Lignes directrices et normes pour le développement économique Possibilité pour les parties privées de faire des propositions pour des projets stratégiques de réaménagement urbain dans des zones sensibles (plans spéciaux)	Commune de L'Aquila
Mise à jour du PRG -études	2015	Étude générale des transformations du territoire Intégration de projet CASE Augmentation de la dotation des services urbains Plan de la mobilité Plan des espaces verts	Commune de L'Aquila

À L'Aquila, l'urbanisme était déjà en difficulté avant le séisme mais les concertations et négociations se déroulaient dans des conditions de reconnaissance réciproque entre les acteurs traditionnels de

[204] « Critères opérationnels pour la programmation de la reconstruction privée » (https://www.comune.laquila.it/pagina200_le-linee-di-indirizzo-strategico.html).

la fabrique de la ville. Dans la nouvelle situation créée par la reconstruction, caractérisée par une multiplication des acteurs, des intérêts ou des enjeux, un certain urbanisme imprégné de valeurs socio-démocratiques ne trouve plus sa place.

IV.4.1. « *Com'era dov'era* » : un modèle ?

« *Je suis donc un technicien et je suis un profane si nous avions eu un plan directeur actualisé, la reconstruction aurait été sur la base d'une conception de plan plus actualisée que celle de 1975 donc il manquait clairement le territoire, l'outil parce que vous vous détruisez peut-être il y a un nouveau plan directeur et donc il est clair que vous reconstruisez avec cette idée donc là en périphér*ie » (Entretien 17, Chiara Santoro, /10/2018).

La ville historique, par sa surface (170 ha), par l'importance des dommages qu'elle a subie, par sa valeur identitaire (Ciccozzi, 2011 ; Properzi (ed.), 2010) et patrimoniale, constitue le nœud central de la reconstruction. Finalement, c'est une reconstruction à l'identique, « *com'era dov'era* », qui s'est imposée et dont l'image a commencé à circuler dans les discours officiels, par une campagne politico-médiatique qui exalte la monumentalité du centre historique, « *subrepticement représenté comme un organisme culturel unitaire et homogène* » (Ciccozzi, 2015). Ce « modèle » a une portée heuristique qui fige la reconstruction sur la réalité ante-séisme basée sur l'évidence de l'identique et la préservation de la reproductibilité technique de la mémoire. Il s'agit ainsi de la préservation du « bien connu », du familier, voire du traditionnel, qui se veut aussi neutre et apolitique. On peut ainsi évaluer si la reconstruction de L'Aquila a respecté l'enjeu de l'identique et dans quelle mesure, en assumant que c'est un objectif impossible en soi. L'expression courante « *com'era dov'era* », vient toujours du cas emblématique de la reconstruction du Frioul, par laquelle, grâce à une participation populaire massive dans les opérations matérielles de reconstruction, les maisons avaient été classées pierre par pierre et élément par élément par les propriétaires, pour ensuite être remontées à l'identique et sur le même lieu[205].

L'idée de la possibilité du retour à « *l'ancienne splendeur* » (Bravaglieri, Zenoni et Furioni, 2021), est plutôt liée au passé qu'à un futur partagé, comme si le tremblement de terre n'avait jamais eu lieu. Elle a pour objectif l'effacement des traces du traumatisme. La narration sélective du passé fonctionnel a justifié l'intangibilité de la forme architecturale au détriment de la forme urbaine. Après les dommages causés au tissu résidentiel par le séisme de 2009, le centre historique de L'Aquila se présente comme un cas emblématique de la relation, souvent conflictuelle, entre deux besoins : protéger les bâtiments historiques par des opérations de restauration et conservation et rendre la ville sûre sur le plan sismique. Cette dichotomie reproduit la dialectique classique de la planification italienne, entre conserver ou innover.

Est-il donc possible et souhaitable que L'Aquila, qui n'était pas seulement une ville monumentale, reste, morphologiquement et dans l'usage, identique à elle-même ? Avec ses inégalités, son laxisme

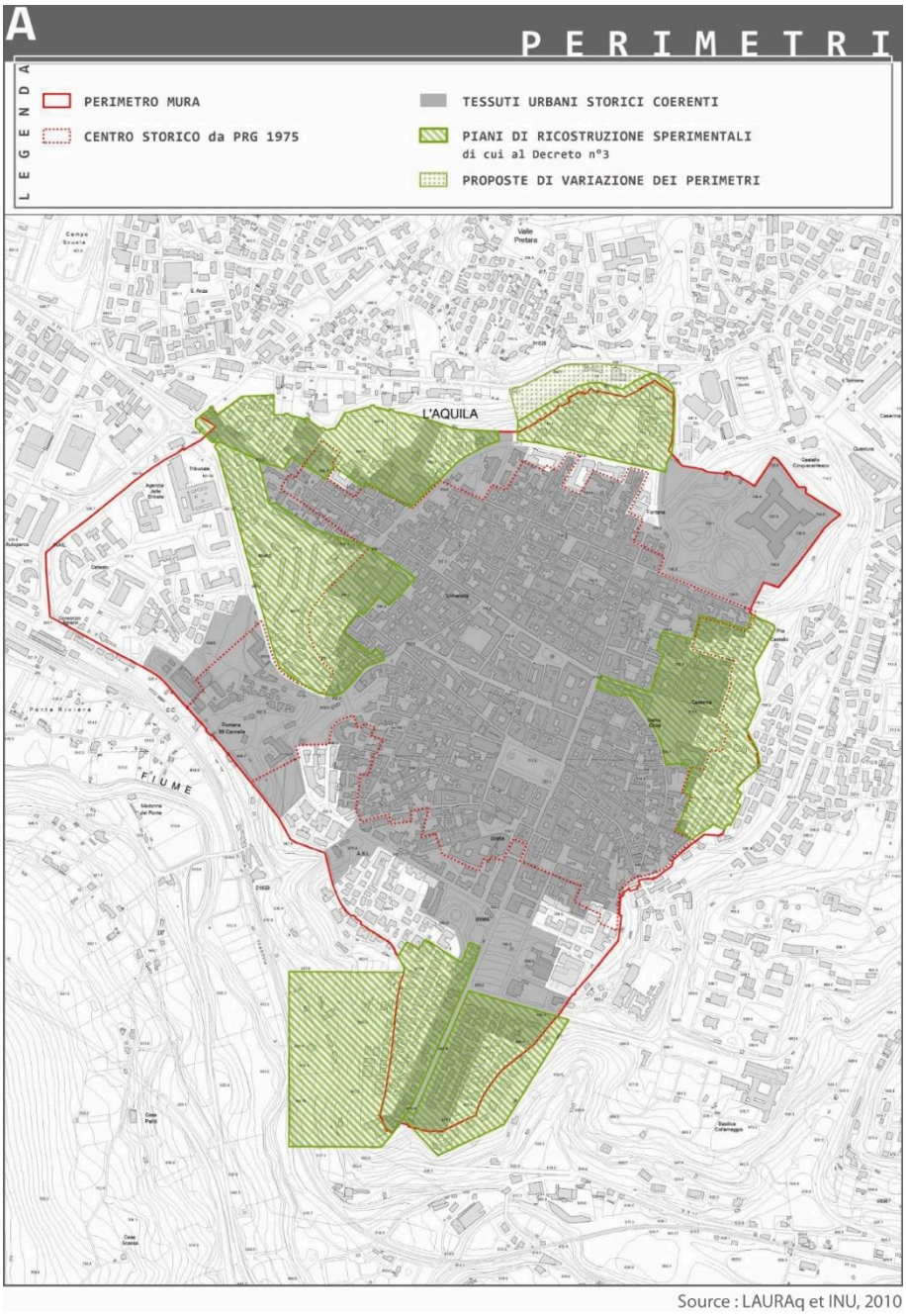
[205] Les réflexions sur le « *Modello Friuli* » sont très nombreuses. Je me réfère ici au travail de l'Université d'Udine : Fabbro, S. (ed). *Il « Modello Friuli » di ricostruzione*, Tracce, Itinerari di ricerca/Area scientifica, Udine, 2017.

administratif et ses marges et périphéries laissées sans services et d'une faible qualité urbaine ? Avec des quartiers dortoirs sans infrastructures dans la première couronne périphérique (Valle Pretara, par exemple), des constructions éparses et isolées, des villages laissés pour compte, un centre historique beau mais presque abandonné, sans entretien ? Voici quelques-unes des questions auxquelles la reconstruction au sens large aurait pu répondre et les tâches qu'elle aurait pu réaliser.

Les *tecnici* de la commune de L'Aquila font le récit d'une double impossibilité : au moment du séisme, l'espace est figé sur le PRG mais aussi dans le temps. D'un point de vue technique, les instruments de planification urbaine en leur possession étant « obsolètes », la ville « hors-les-murs » ne pouvait être envisagée qu'en conservant la déformation historique qu'elle avait subie sans pouvoir la changer. Cette « fixation » existe aussi pour le centre-ville, mais la préservation de la morphologie de la ville stratifiée et la construction discursive de sa valeur artistique renouvellent son intérêt aux yeux des décideurs en tant que lieu de nouvelle création de valeur patrimoniale. La force créatrice de la reconstruction réside, pour les *tecnici* et décideurs, entièrement dans la capacité qu'ils ont à attirer des capitaux, à rendre et à donner une valeur économique à L'Aquila. Les notions d'une ville vivable, soutenable ou résiliente sont absentes dans le vocabulaire des décideurs.

« *L'autre chose qui était là, pour laquelle on s'est aussi moqué de moi, c'était le Manuel pour la réhabilitation des centres historiques, nous venions de le faire, de le compléter pour la région quand j'étais directeur, avec l'Université de Pescara et l'Université de L'Aquila, donc il y avait le manuel des technologies pour la pierre de laga, pour le grès, pour les maisons en terre, pour les maisons en calcaire à l'intérieur, et il y avait juste tout.* » (Entretien 10, Antonio Perrotti, 08/10/2018).

Ainsi, pour le centre-ville, « tout est là ». Il est étudié et classé et un Plan de reconstruction s'avère inutile. L'échelle de priorité donnée à sa reconstruction fournit un cadre qui permet à tout instant d'évaluer sa réussite en termes de valeurs patrimoniales. Le modèle est mis en œuvre par un dispositif de protection presque « *radical et généralisé* » (Ciccozzi, 2015) des bâtiments situés à l'intérieur de son périmètre. L'emprise de ce qui doit être considéré comme « centre-ville historique » devient l'objet d'un marchandage et d'une négociation avec l'enjeu d'établir les méthodes de compensation et de reconstruction, entre le périmètre des murs d'enceinte (en rouge sur la carte suivante), ceux définis par le PRG de 1975 (en pointillés), qui marque les limites de zones où une qualité urbaine est effectivement préservée, et de nouveaux périmètres qui permettraient d'élargir la zone « *historique cohérente* » (Properzi (ed.), 2010). L'objectif est d'indemniser au maximum les entreprises et les habitants/propriétaires et d'augmenter la valeur patrimoniale des biens concernés.



Carte 28 : Re-paramétrisation du centre-ville en 2010

La négociation de la paramétrisation du centre-ville a constitué la seule marge de manœuvre possible et a servi à reconsidérer l'estimation des coûts et les prix des travaux qu'entreprises et *tecnici* pouvaient programmer. Les bâtiments longeant les murs, construits dans les années 1970, par exemple via Campo di Fossa, auraient pu être réduits, la ville gagnant à dédensifier ses marges pour la création d'espaces de sécurité, mais ils ont été reconstruits à l'identique.



Photographie 36 : Vue du quartier de Porta Barete, 2019 (Tomassi)
Les résultats d'une reconstruction à l'identique

L'ambiguïté du slogan « *com'era dov'era* » ne manque pas de donner lieu à des interprétations très variées dans le discours public parmi les décideurs, experts universitaires et techniciens de la ville (architectes, ingénieurs, urbanistes).

L'architecte Nimis déclare par exemple : « *un* grand *projet existe : la ville perdue. "*Com'era dov'era*" de L'Aquila et de ses villages.* […] *savoir combiner un concept spatial, concret et d'acquisition immédiate (où c'était) et une catégorie temporelle, rationnelle et abstraite (comme c'était), ce qui exige des corollaires sophistiqués de mise au point et de précision* » (Nimis, 2011, p. 37)[206]. Un consensus d'une majorité des *tecnici*, des politiques et de l'opinion publique s'est rapidement formé autour de l'idée que reconstruire à l'identique serait non seulement possible mais serait aussi la meilleure manière d'éviter le dépeuplement, le détachement des Aquilanais de leur territoire, perçu d'abord comme conteneur identitaire.

Certains urbanistes locaux comme Walter Cavalier ont, au contraire, affirmé que « *L'Aquila ne sera pas comme elle était* » (Cavaleri, 2011, p. 82) car, bien qu'elle ait conservé son site géographique, L'Aquila, le 5 avril, était le résultat des nombreuses reconstructions qui ont marqué son histoire et qui ont modifié sa forme et son architecture. De plus, la présence du CASE a déjà engagé la reconstruction de la ville vers une voie différente.

Les nouvelles instances infra-gouvernementales mises en place dans l'après-séisme n'ont servi en définitive qu'à gérer cette production néolibérale de valeurs urbaines, avec une injection massive d'argent public. La reconstruction de L'Aquila est une reconstruction des maisons individuelles, le nouveau contrat social avec l'État passant par le financement de la réparation du patrimoine privé. L'état d'avancement de la reconstruction privée, en 2024, montre que 83% des chantiers sont ainsi

[206] « *L'Aquila com'era dov'era : la ricostruzione possibile* », est une rencontre-débat ayant eu lieu le 19 novembre 2009 à l'occasion de la présentation du livre de Giovanni Pietro Nimis, architecte et auteur de *Terre mobili*, auquel ont participé des nombreux décideurs et professeurs universitaires.

achevés, contrastant avec les 25% pour les chantiers de la reconstruction publique (USRA, *Opendata Ricostruzione*, 03/09/2024).

IV.4.2. Une reconstruction sans tête ? La reconstruction privée extension de la production de la ville néolibérale

La reconstruction pensée à l'échelle locale possède la même connotation technocratique que celle de la gestion de l'urgence et donne un rôle important aux procédures, normes et données, au travers d'une série de nouveaux outils techniques.

« *Nous avons réalisé que le modèle de reconstruction de L'Aquila était principalement axé sur des disciplines tierces qui ne traitent pas normalement de la ville* […] *On ne parlait pas de refaire la conception du sol, de modifier la conception du sol, mais on parlait surtout de règles et de contrôles de la part de l'action publique concentrés principalement sur les aspects économiques. Cette désorientation que la discipline urbanistique a subie, désorientation parce qu'elle ne s'est pas retrouvée dans son champ d'intérêt traditionnel, mais s'est vue immédiatement mise à l'écart, a créé une inefficacité considérable des actions disciplinaires initiales au cours des deux premières années pendant lesquelles le type de reconstruction a dû être défini.* » (Entretien 3, Fabio Andreassi, architecte-urbaniste, responsable technique de L'ANCE et professeur universitaire, 11/5/2017).

Malgré la multiplication des outils, la reconstruction s'est révélée acéphale du point de vue de l'urbanisme mais multicellulaire du point de vue du plan stratégique. En ce qui concerne la crise de la discipline de l'urbanisme, évoquée surtout par les chercheurs universitaires interviewés lors de cette recherche, elle semble prendre deux formes : d'une part, l'acceptation de la suspension de la planification des processus urbains, dans l'immédiat après-séisme, et l'acceptation de la forme technocratique que la reconstruction a pris, sans véritable opposition interne, de sorte que le rôle de l'expert universitaire devient celui de préfigurateur des maux sociaux et des problèmes d'administration publique à venir ; d'autre part, la prise de conscience que l'exercice même de la planification est obsolète à cause de la nouvelle géographie sociale induite par la CASE (plus grande mobilité et trajectoires variables, perte de la référence classique centre-périphérie avec un renforcement de nouvelles polarités, nouveaux centres de production et de commerce) et la présence de vides constructifs résultant des donations[207] (salles polyvalentes, gymnases) éparpillés dans un cadre instable qui perturbe les prévisions démographiques sur lesquelles les plans d'après-guerre étaient établis (perte d'habitants, augmentation du tourisme, perte de la population étudiante). La planification ne joue ainsi plus le rôle d'équilibre entre les intérêts publics et privés

[207] De nombreuses structures sportives ou culturelles offertes à L'Aquila après le séisme sont restées vide ou incomplètes. Entre autres : le Palazzetto dello sport, construit sur le terrain d'entrainement de l'équipe de rugby de L'Aquila, donné par le gouvernement du Japon (les quatre millions du don et les six fournis par l'État n'ont pas suffi pour le terminer) ; l'école maternelle ApeTau, restaurée avec l'argent de la Confindustria de Mantoue, la Fondation Communauté de Mantoue et certaines entreprises de la Lombardie (fermée à cause des énormes frais de gestion nécessaires à son fonctionnement) ; le Palazzetto dello Sport Giovanni XXIII, propriété de la Cure, financé par un million d'euro offerts par le Diocèse de Bergame et par le journal l'Eco (resté fermé pendant dix ans) ; la Casa della Cultura à Ocre, construite avec un don de la région Trentino-Alto Adige (sous séquestre du tribunal car construite abusivement) (Andreassi, 2020, p, 85).

comme l'affirme Andreassi : « *L'action publique doit reconnaître le rôle de l'urbaniste, du jeu urbain, du jeu qui s'intéresse à la ville. Mais ce n'est pas le cas. Les compétences des bureaux publics, de l'action publique, qui ont émergé dans cette reconstruction, sont différentes. Les aspects juridiques, l'ouverture, sont le remède miracle. Au sein de la Protection civile, il n'y a pas de département d'urbanisme, il n'y a pas d'urbaniste, il n'y a que des patrons.* » (*Ibid.*).

Par l'utilisation poussée des dispositifs techniques, la reconstruction ne devient qu'une juxtaposition de logements individuels et d'unités spatiales qui leur correspondent, morcelés dans les fiches paramétriques. De ce fait, le geste planificateur et l'approche physico-spatiale au territoire historique, attentive à la morphologie (Levy, 2005), sont dépassés et la notion de projet ou de plan est remplacé par celle de scénario (Novarina, 2003, Ingallina, 2001), en dépit d'une vision plus globale du territoire et de ses enjeux que, malgré sa fixité, le document d'urbanisme comme document démocratique peut fournir.

« *Derrière l'urbanisme, il y a de l'argent, des intérêts, c'est la chose fondamentale et nous l'avons appris dans les années 68-70.* » (Entretien 10, Antonio Perrotti, 08/10/2018).

Des choix politiques concernant le modèle de développement qu'une ville ou un territoire ont l'intention de se donner émergent les outils d'urbanisme les plus adaptés à cette fin. En présence d'un projet économique industriel « classique », la corrélation entre les aménagements et leurs effets économiques est directe et définit le territoire même (Andreassi, 2020). Dans le cas de L'Aquila, une partie des acteurs, habitants/propriétaires et entreprises du bâtiment est persuadé que la pluie de fonds publics - tout d'abord pour les travaux de construction du CASE et de mise en sécurité puis de réparation, de restauration et d'amélioration - serait suffisante pour engendrer une relance économique et résoudre les vulnérabilités sociales présentes. D'autres acteurs, urbanistes ou architectes, ont un avis différent et élaborent de nombreuses propositions et tentatives de planification. En définitive, l'économie politique de la reconstruction est marquée par l'hégémonie des intérêts locaux qui forment une coalition capable d'obtenir le maximum de compensation possible et de préserver le plus haut niveau de contrôle local, « *ces intérêts sont devenus les forces dirigeantes de l'ensemble du processus, cooptant essentiellement l'État et limitant toute transformation potentielle significative* » (Coppola et al., 2021).

« *Selon moi, une dimension économique se forme autour de la reconstruction, qui repose essentiellement sur la formation d'une nouvelle demande pour le cycle de la construction, et donc des propriétaires de terrains, et des propriétaires de logements.* [...] *il s'agit en réalité de reconstruire les temps et les modes d'un marché de la construction et d'en régir les règles* » (Properzi, 2011, p. 103-104). La reconstruction met en relation directe deux polarités : le public et le privé. Un nouveau « pacte social » s'établit sous l'égide de la catastrophe : la soumission à la gestion politique du grand nombre (Desrosières, 2010) en échange de la préservation des besoins et des intérêts privés et personnels. Ainsi, les phénomènes urbains, comme la gentrification du centre-ville ou l'accumulation de la rente immobilière dans des oligopoles, ne sont ni abordés ouvertement ni compris et coordonnés de manière structurée et équitable.

« *Dans l'action publique, il doit y avoir une reconnaissance du rôle de l'urbaniste, du jeu urbain, du jeu qui s'intéresse à la ville. Ce n'est pas le cas. Les compétences des services publics, de l'action publique, qui ont émergé dans cette reconstruction, sont autres. Les aspects juridiques, les aspects financiers à l'intérieur de la Protection civile il n'y a pas de département d'urbanisme il n'y a pas de planificateur urbain à l'intérieur il y a les patrons*. […] *Comment l'ai-je vécu ? Comme quelqu'un qui, avec quelques autres, a compris dès le début comment cela allait se terminer. Nous avons donc essayé de faire ressortir les problèmes difficiles, mais le manque de reconnaissance du rôle d'un urbaniste a fait que l'efficacité de la plainte a été minime. Un autre aspect pour lequel nous sommes appelés à réfléchir à nouveau est que nous attendons une vieille réponse, dans le sens de... que la connaissance experte de la discipline de l'urbanisme, parce que l'urbanisme peut aussi être une représentation du pouvoir, est ainsi, c'est la nature des choses.* » (Entretien 3, Fabio Andreassi, 11/5/2017).

L'urbanisme de projet, qui dépasse la simple accumulation des règles ou encore la longueur des procédures et des contentieux, cherche à représenter les problèmes par l'analyse et le discours. Mais le manque de ressources pour activer les potentiels du territoire, en intégrant les aspects techniques, économiques et humains, mobilise un nombre d'acteurs toujours nouveaux en cherchant la synergie entre maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'usage. Pour certains, la reconstruction de L'Aquila est « *sans tête* » (Coppola, 2019) parce qu'elle manque d'une perspective commune, mais je montre qu'il faut plutôt parler d'une reconstruction à plusieurs têtes, dans laquelle chaque acteur a projeté ses propres désirs et intérêts, créant ainsi son propre morceau de ville idéale.

IV.5. Le « récit démiurgique » : la reconstruction comme infrastructure pour une utopie urbaine technologique

Les activités de redéveloppement économique local ont également été planifiées par l'État, par l'intermédiaire du programme RestART, un programme de redéveloppement des activités économiques et culturelles financé avec les fonds pour la reconstruction. Par le nombre de projets qu'elle propose, l'Université de L'Aquila se construit « *un leadership territorial* » (Leresche et Benninghoff, 2013) inédit. Comme je l'ai montré plus haut, des appels à utiliser la reconstruction comme une opportunité pour freiner le déclin économique ont émergé dès 2009, par l'intermédiaire des documents de l'OECD ou des experts diligentés par le ministre Barca. Les experts internationaux voient dans la reconstruction de L'Aquila l'occasion d'en faire la « ville de la connaissance » et de la transformer en « petite Harward italienne », avec la construction d'infrastructures de pointe. En revanche, d'autres visions, plus au goût des propriétaires locaux, envisagent surtout le développement de la filière touristique qui serait favorisée par la restauration de la « ville d'art » et la « ville culturelle ». La disponibilité d'une offre de logement de grande qualité en centre-ville et l'augmentation de l'offre de restauration axée sur des produits locaux de qualité seraient le moteur de la « renaissance » de L'Aquila. En outre, la création de parcours de découverte naturalistes (tourisme de montagne) et de découverte des bourgs environnants, dans une perspective de *slow tourism*, contribuerait à éviter l'abandon des villages.

Dans ce paragraphe, je détaille l'exemple de la construction des infrastructures nécessaires à la ville de la connaissance comme prémisse à l'analyse de la *smart city*, que je développe plus en détail dans le chapitre suivant.

IV.5.1. Aménager pour mieux attirer les investissements. L'exemple du *smart tunnel*

« *La présence de l'université, qui peut contribuer à développer ce type de modèle et la possibilité d'avoir ce qu'on appelle un "*green fied*", c'est-à-dire une feuille blanche sur laquelle il faut aussi penser aux technologies, aux infrastructures, aux services, ce qui permet, en commençant bien, de ne pas avoir toutes ces contraintes et ces limites qui, dans une ville qui vit déjà, sont au contraire le principal obstacle au développement de l'innovation* » (Entretien 9, Fabio Graziosi, informaticien, professeur à L'Université de L'Aquila, chargé de mission *smart city*, 03/10/2018).

Ces innovations infrastructurelles portent une nouvelle dynamique urbaine, qui oscille entre une forte territorialisation physique et une nouvelle double déterritorialisation. En effets, ces aménagements sont les vecteurs d'activités qui se placent bien en dehors de l'économie locale. Leur nature en réseau, d'autre part, comporte un changement d'échelle dans leur mise en place (Fautrero, Puel et Orillard, 2024) qui connecte le local aux autres services à l'échelle territoriale. En outre, ces dispositifs réactivent en permanence le mythe de l'attractivité (Barbier, 2023) pour légitimer une nouvelle économie politique territoriale.

« *Puis vint le temps de la reconstruction et la reconstruction n'a pas impliqué la séparation de la fermeture des routes parce que nous avons adopté une autre stratégie, la principale préoccupation était de garder l'intervention publique avec le tunnel souterrain cohérente avec l'intervention privée dans le sens où le secteur privé avait fait un modèle sur la façon dont les terrains publics devraient être occupés si le tunnel souterrain passait, ils devaient arrêter le travail privé et permettre au tunnel de passer parce qu'il était important que le travail public aille de l'avant avant que le travail soit terminé, et je dois dire que cela a fonctionné assez bien* » (Entretien 26, Pietro Di Stefano, 08/10/2019).

Stratégiquement, le PdR proposé par l'administration communal est configuré comme un moyen d'intégrer les préconisations des experts internationaux (OECD) et nationaux (Calafati, 2012) pour L'Aquila du futur : une ville créative, une ville de la connaissance, une ville ouverte et inclusive, une ville intelligente. Profitant du chantier général du centre-ville, le Tunnel vise à optimiser l'infrastructure pour la fourniture des services urbains de base : approvisionnement en eau, égouts, réseau électrique à basse et moyenne tension pour l'éclairage public et privé, téléphone et réseau de fibres optiques. Le centre-ville est divisé en quatre sous-secteurs d'intervention pour la réalisation de ces aménagements.

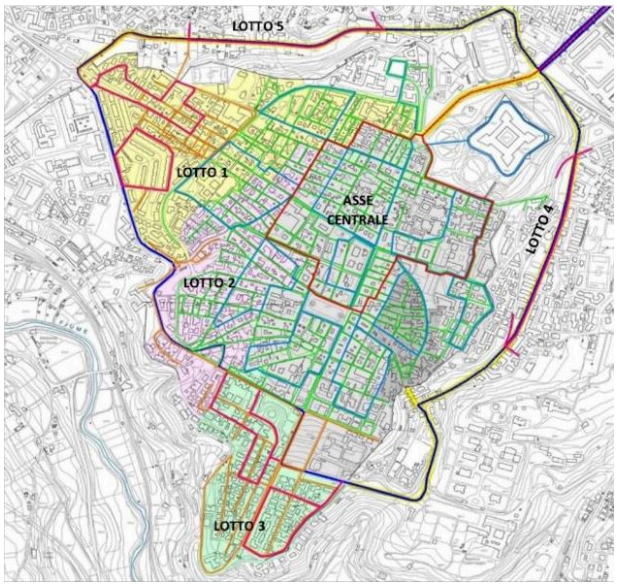


Figure 39 : Secteurs d'intervention pour la réalisation du *smart tunnel* (Scorzini et al., 2021)

Concrètement, le *smart tunnel* consiste en un puits en béton armé de 2,10 m de hauteur et 1,56 m de largeur, qui se développe en une longue structure (17 km en tout) traversant la majeure partie du sous-sol du centre historique. Il est facilement accessible et praticable par les techniciens sans qu'il soit nécessaire de creuser la chaussée pour réaliser les opérations de maintenance.

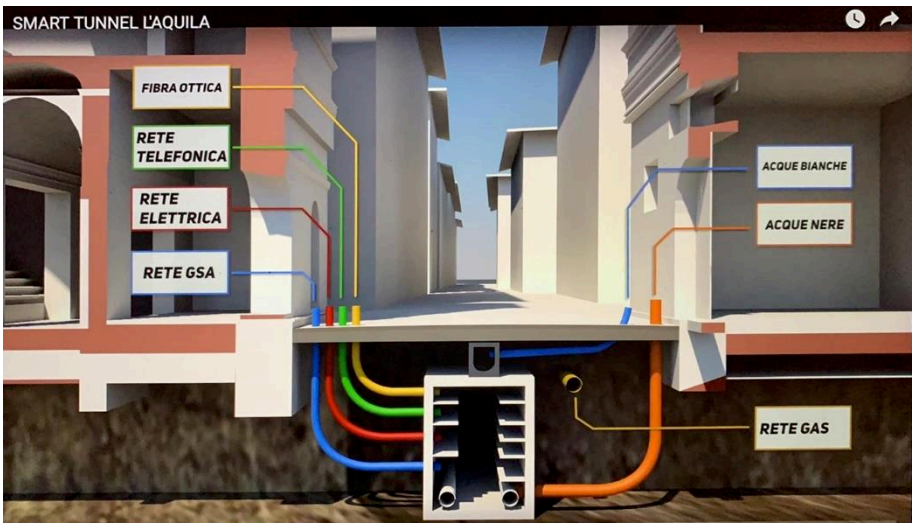


Figure 40 : Schéma du *smart tunnel* (Association des ingénieurs de L'Aquila)

Le financement des travaux est prévu par le décret du commissaire à la Reconstruction n° 24 du 24/10/2010 et la résolution du CIPE n° 43/2012. Ils font partie des projets pour la replanification stratégique de la ville. Le coût total de l'opération est de 3,3 millions d'euros. Sa réalisation est confiée aux trois plus grandes entreprises de la ville (ACMAR, EdilFrair S.p.A.et Taddei S.p.A.), dotées de capitaux importants et de moyens techniques leur permettant déjà de travailler sur des chantiers d'infrastructures lourdes à l'échelle européenne.

« *Je pense aux infrastructures souterraines qui fonctionnent un peu de manière autonome* [...] *parce qu'elles sont soumises à la doctrine publiciste, parce que nous ne nous en occupons pas directement, parce qu'il a manqué une phase de coordination. Il aurait été intéressant de déterminer que le calendrier était contraignant également en termes de programmation des travaux publics, mais les travaux publics sont soumis à un calendrier complètement différent.* » (Entretien 35, Andrea Calzetta, ingénieur, responsable de l'USRA, 11/10/2019).

Cette infrastructure se veut l'épine dorsale de la nouvelle L'Aquila pour la création d'un « *écosystème numérique* », tout à fait matériel (Lopez, 2022), comme on peut le lire sur le site dédié à la description des travaux et de leur avancement[208]. Il est intéressant de remarquer que c'est sur la base du chantier pour les *sottoservizi* (sous-services) sur l'*asse centrale* (axe central) qui correspond à l'avenue principale de la ville (Corso Vittorio Emanuele), qu'a été programmé le début des interventions de reconstruction lourde du centre-ville. Depuis avril 2024, après deux années d'interruption causées par des problèmes de gouvernance au sein du groupe d'entreprises qui réalise les travaux et des problèmes techniques que rencontre la structure en passant dans les rues étroites du centre-ville, les travaux ont repris et le lot du quartier San Giovanni a été achevé[209].

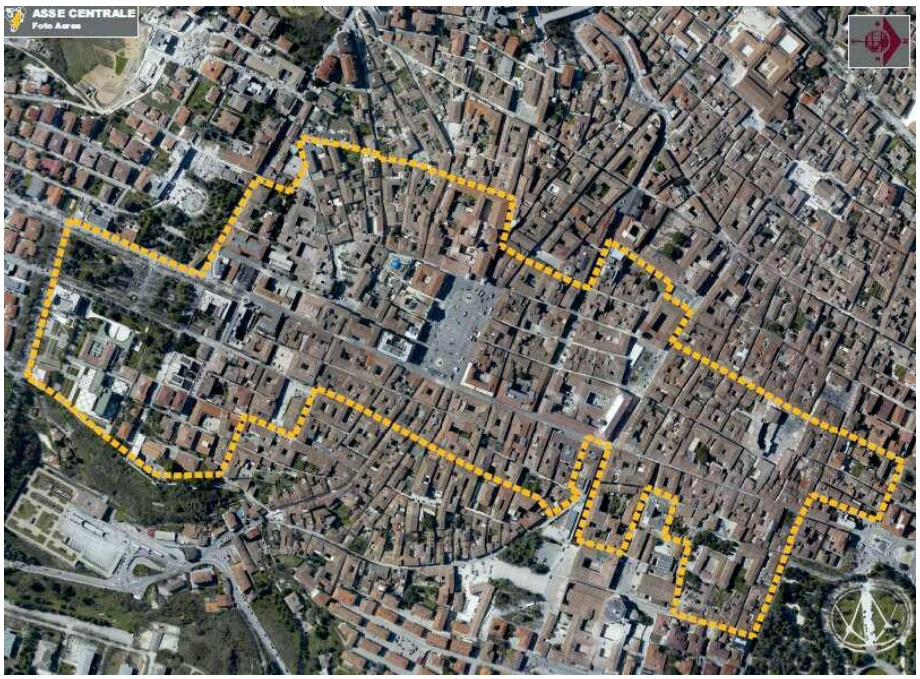


Figure 41 : Périmètre de l'*asse-centrale* de la reconstruction
(Commune de L'Aquila)

Outre les aspects sociotechniques de l'ouvrage, l'observation sur le terrain de recherche m'a permis de constater ce que Ciccaglione a pu ethnographier (Ciccaglione, 2023, p. 76-77), c'est-à-dire l'impact du chantier sur la vie des habitants, les petites activités de commerce ou l'habitabilité de la ville « ordinaire ». Les travaux pour les sous-services sont très invasifs. Ils impliquent le

[208] https://sottoserviziaq.it/
[209] https://abruzzoweb.it/laquila-partiti-i-lavori-lotto-san-marciano-pagliari-fine-cantiere-in-30-mesi/

démantèlement entier des routes, ou le plus souvent des ruelles s'agissant du centre-ville ancien, qui deviennent par conséquent complètement inaccessibles. Les travaux peuvent avoir une durée assez longue, sans que les informations les concernant soient communiquées aux personnes intéressées, y compris pour les services publics. C'est un exemple du manque de coordination général des travaux de reconstruction qui a rendu la vie quotidienne encore plus chaotique : viabilité, ouverture et fermeture de services pour le retour des habitants, reprise des travaux dans une rue déjà restaurée, etc. La proximité des fondations des palais anciens le long du Corso a provoqué la déstabilisation d'un bâtiment à peine terminé dont il a affaibli les fondations.



Photographie 37 : Travaux d'aménagement du *smart tunnel* dans une ruelle du centre-ville (Il Centro)

Si, comme je l'ai expliqué plus haut, une partie des décideurs privilégie la reconstruction vers une forme de territorialisation par la demande nouvelle de produits et formes de tourisme de plus en plus « enracinés », les chargés de mission *smart city* œuvrent, eux, à doter la ville d'infrastructures et processus économiques générant davantage de déterritorialisation puisque ni les acteurs, ni leurs activités, et encore moins les produits et les capitaux , ne vont investir l'espace de la ville pour recréer une « *conscience des lieux* » (Becattini, 2015). Le but est seulement celui d'attirer des investisseurs à l'échelle globale et faire rentrer L'Aquila dans un marché de l'industrie du numérique qui dépasse les frontière locales et nationales.

« *Nous voulons déterritorialiser de ce point de vue, nous voulons attirer parce que nous générons un intérêt qui va au-delà* » (Entretien 9, Fabio Graziosi, 03/10/2018).

Ces équipements font faire à la reconstruction un saut d'échelle vers une ville où le sens de la territorialisation s'ancre dans une citoyenneté mondialisée des capitaux (Théry, 2008). D'autres

projets qui concernent la *smart city* sont en cours à L'Aquila. Je les évoque plus en détail dans le chapitre suivant.

La « petite Harvard italienne »

Parmi les propositions stratégiques avancées par l'OCDE (2009 ; 2013) et par des groupes de travail et d'experts (Calafati, 2012) figure celle de faire de L'Aquila du futur une « petite Harvard » italienne. Ces préconisations ont influé les politiques stratégiques de la ville. Le rapport souligne l'importance économique de l'université et de la recherche sur le territoire, comme levier de croissance, en termes de retombées des innovations dans la filière industrielle en général, dans celle des hautes technologies en particulier et comme facteur d'attraction d'investissements et de nouveaux habitants. Pour cela, la route à suivre et les objectifs sont la transformation de la ville en « *knowledge city* » (Ingallina (ed.), 2019), une ville où le marché de la connaissance (université/entreprises/laboratoires) et de l'apprentissage deviennent centraux dans la compétition internationale. Selon le rapport, L'Aquila peut compter sur les « opportunités » ouvertes par le séisme, surtout en termes infrastructurels : un réseau à reconstruire de manière *smart* (*smart grid, smart urban service,* etc.) et un patrimoine immobilier public immense dans un centre-ville historique immergé dans un cadre naturel comme atout pour attirer les investisseurs et des nouveaux habitants au haut potentiel cognitif et entrepreneurial. Les politiques publiques et les projets de la ville en reconstruction cherchent à saisir ce marché.
Le patrimoine public de la ville de L'Aquila s'est enrichi avec l'acquisition de « maisons équivalentes » (Paragraphe IV 2.1). Le débat a récemment été relancé dans la ville, notamment à la suite de la création de la Fondation « Ferrante d'Aragona »[210]. Cette fondation, dont font partie la municipalité de L'Aquila, le GSSI et l'Université de L'Aquila, a pour mission de gérer 191 des 600 logements acquis par la commune pour en faire des résidences universitaires. L'idée est celle d'un campus étendu sur un total de plus de 16 500 mètres carrés sur tout le territoire communal à partir du centre-ville (Reconstruction Opendata, 2021). Entre les différentes cessions, les CASE et les MAP, la commune dispose de près de 6 000 logements, pour une surface totale de plus de 370 000 mètres carrés, véritable héritage de la gestion de l'urgence. La commune doit gérer ce patrimoine et assumer un rôle inédit de « promoteur immobilier » (Stein, 2019), en concurrence avec les autres groupes immobiliers historiques. Cela représente l'un des enjeux de l'avenir du territoire.

[210]https://abruzzoweb.it/laquila-collegio-di-merito-iniziativa-straordinaria-via-libera-a-studentato-diffuso/

Conclusion

Ce chapitre montre comment la reconstruction peut être considérée comme une métaphore de la fragmentation des récits et des imaginaires qui ont donné des formes aussi variées au territoire de L'Aquila. Ces différentes formes se donnent à voir via les récits d'action des *tecnici* et décideurs à partir des dispositifs technico-politiques mis en place et leurs retombées spatiales.

La portée heuristique des récits des décideurs permet de tisser le patchwork des discours sur la reconstruction à différentes échelles, leur prise sur le territoire et d'en dégager un certain nombre de traits critiques voire problématiques :

- L'échelle nationale par le biais, par exemple, de ses fonctionnaires et manageurs, s'est fortement engagée dans la reconstruction tant au niveau symbolique que financier. Les structures inter-gouvernementales appelées à gérer les finances de la reconstruction « *peuvent en effet être des motifs de déploiement de "projets d'État"* », entendus comme des modèles cohérents, « *au sein desquels les agents individuels et les organes de l'État peuvent coordonner et combiner judicieusement des politiques et des pratiques (calibrées), et aussi connecter diverses politiques pour poursuivre (de manière plus ou moins illusoire) "l'intérêt national, le bien public et le bien-être social"* » (Coppola, Di Giovanni et Fontana, 2021). Mais il en est rien. Un conflit ouvert s'est installé, d'abord entre le niveau national et le local, puis entre les décideurs locaux en prise avec un vaste patrimoine immobilier à réhabiliter, privé comme public, qui doit devenir le levier pour une réussite plus ambitieuse, celle du développement économique de la zone dans une optique de rentabilisation et d'efficience de l'investissement public. Cette approche managériale transforme « *la nature de la citoyenneté en même temps que les structures urbaines d'une ville* » (Valent, 2019).
- Les décideurs locaux voient L'Aquila en voie de reconstruction comme le moteur pour l'économie locale du bâtiment[211] et L'Aquila reconstruite comme accélérateur de dynamiques économiques endogènes comme le tourisme ou exogènes comme l'innovation technologique. Ainsi, à une ville où la conservation des bâtiments historiques privés est minutieuse, se juxtapose une ville résiduelle de très faible qualité architecturale mais neuve et un espace public vidé, sériel et non planifié. Ce qui vaut en termes de conservation en centre-ville, ne vaut pas dans la première périphérie et encore moins dans les f*razioni* les plus éloignés, où la consommation de sol et la présence d'artefacts fragmentés montrent l'autre facette de l'extraction de valeur des investissements dans la restauration.
- Faute de planification possible, c'est-à-dire d'accord possible entre les visions venues des acteurs à l'échelle nationale et à l'échelle locale, le paradigme de la reconstruction ordinaire du centre-ville est dominé par le « *com'era dov'era* », une reconstruction à l'identique qui laisse très peu de place à la réduction du risque de désastre (DRR) par la diminution des vulnérabilités historiques.

[211] La filière du bâtiment, avec celle des carrières, est celle qui renforce le plus son rôle économique et politique alors qu'elle était en pleine crise avant le séisme. Ainsi « *la capacité d'emploi du secteur manufacturier a diminué de plus d'un tiers, tandis que le secteur de la construction s'est considérablement développé (il absorbe aujourd'hui plus de 18 % de la main-d'œuvre), de même que les activités techniques, professionnelles et immobilières* » (Bazzucchi, 2019).

Cette approche vise à assurer un consensus des habitants/propriétaires et des entreprises locales ainsi rassurés par les décideurs locaux sur la souveraineté de leur décision face à la dépossession ressentie pendant la phase d'urgence.

- Dans la fabrication du discours sur la reconstruction hyper-focalisée sur le centre-ville, la relation avec les zones éloignées du territoire communal pose davantage problème. L'Aquila se métropolise selon la définition de Lefèvre, Roseau et Vitale : « *Les échelles spatiales, fonctionnelles, temporelles et décisionnelles s'imbriquent et se télescopent* » (Lèfrevre et al., 2013, p. 26) vers les anneaux proches qui font aujourd'hui de L'Aquila une ville de 14 km de longueur.

L'État, du central au local, a largement favorisé les formes néolibérales de prise de responsabilité individuelle de la chaîne de la reconstruction, allant dans le sens d'une forme de « *démocratie darwinienne* » (Stiegler, 2024, p. 54). Ainsi, il s'est désengagé de la possibilité de traiter les causes de risques et de catastrophes par l'introduction de politiques territoriales strictes sur le thème des vulnérabilités physiques des bâtiments mais ignorant les vulnérabilités socio-spatiales dans un modèle où l'aspect financier de la reconstruction prend le dessus sur les politiques.

Un des objectifs affichés de la reconstruction est qu'elle doit être efficiente et transparente et une multiplication de procédures est censée garantir la bonne réussite des dépenses, sans trop d'attention aux produits finis de ces opérations. L'utilisation accrue du numérique dans les pratiques d'urbanisme et de planification transforme la fabrique urbaine (Netcom, 2024 ; Beschon, 2022). Ces instruments neutralisent la qualité urbaine dans les politiques de reconstruction pour se concentrer sur les aspects financiers et techniques de celle-ci.

L'administration publique s'auto-évalue ainsi sur la base de l'efficience de la gestion budgétaire des fonds et du respect des délais établie en mesurant le succès par la puissance des dépense ou la capacité budgétaire et non pas sur la base des valeurs et des objectifs matériels d'une reconstruction durable ou de la réduction des risques et des vulnérabilités aux catastrophes (De Cunto et al. 2023), tous ces objectifs étant connus dans la littérature sur le thème (Paton 2022 ; UNDRR, 2019 ; Chmutina et Bosher, 2015) et prônés par des politiques publiques de DRR. Au contraire, le modèle technocratique imposé par le gouvernement dans la phase d'urgence se poursuit via les structures infra-gouvernementales (STM, USRA) et se prolonge au niveau local. Les nouvelles procédures techniques (*scheda parametrica*) se révèlent comme des véritables « *techniques politiques* [qui] *représentent la phase suprême de l'autonomisation de la sphère politique et constituent la prééminence de la décision technique sur la décision politique, ou plutôt la redéfinition de la politique en termes post-humanistes et fonctionnels sur la base de l'abstraction analytique et de l'objectivité a-valutative, en analogie avec le langage scientifique* » (Garonzi, 2008, p. 68). L'absence d'urbanisme de régulation est remplacée par « *ce que j'appellerai un urbanisme de la puissance et du contrôle. C'est-à-dire une pratique qui prétend toujours parvenir à ses fins par le recours à la mobilisation croissante de moyens sans cesse plus sophistiqués* » (Lussault, 2014).

Bazzucchi, chercheur en économie du CRESA explique que « *la reconstruction ne tient pas qu'à la rénovation des maisons* » (Bazzucchi, 2019). À L'Aquila, la reconstruction publique est bien plus lente et moins efficace de celle du secteur privé, comme le montre le fait que seule une école ait été

reconstruite aujourd'hui (Paragraphe III.5.2). Il s'agit d'une reconstruction non seulement à l'avantage de l'habitant/propriétaire dépositaires de tous les droits, mais aussi centrée sur les intérêts, les préférences ou les objectifs de la classe dirigeante locale toujours en désaccord interne. Cela donne lieu à une reconstruction « domestique » et chaotique au lieu de rester l'expression d'un « *intérêt d'État* » (Coppola, Di Giovanni et Fontana, 2021). Le manque d'une loi-cadre nationale a eu pour conséquence la multiplication de normes à chaque changement de gouvernance donnant lieu à un manque de projet unifié et cohérent des travaux de la reconstruction avec un effet « tache de léopard ». Sans programmation, c'est finalement la demande d'accès au financement de la part de chaque habitant/propriétaire ou consortium qui a déterminé l'avancée de la reconstruction. Ainsi les chantiers ont suivi, sauf conflit manifeste et blocage, l'ordre des demandes de financement et l'état d'avancement de celles-ci.

Les Aquilanais ont vécu les quinze dernières années dans un chantier bruyant et poussiéreux, sans *welfaire* urbain correspondant aux financements reçus, et un manque de certitude sur la reprise des espaces publics, de la voirie, des parcs et structures culturelles. Leur espace de vie est traversé par des tubes et câblages, les rues sont souvent à nouveau éventrées pour aménager des infrastructures pour d'autres, investisseurs, entreprises ou chercheurs qui ne considèrent, finalement, la ville que comme un laboratoire d'expérimentation et ses habitants comme des consommateurs, jusqu'à en nier les besoins quand ils se manifestent (Chapitre VI).

Chapitre V. Under the smart city paradigm : the social and spatial transformation of L'Aquila city centre

Ce chapitre est issu d'un chapitre d'ouvrage, *Disasters and Changes in Society and Politics. Contemporary Perspectives from Italy*, publié en janvier 2014 pour la Bristol University Press sous la direction de Giuseppe Forino. L'insertion de ce texte dans la thèse est en cohérence avec celle-ci et le déroulement de l'argumentaire générale dont il fait partie intégrante.

En particulier, je fais ici état de la vision *smart* de la *recovery* imaginée et mise en place pour le centre-ville de L'Aquila par une partie des décideurs et *tecnici*. Dans le chapitre précédent j'ai analysé les infrastructures *smart* comme dispositif sociotechnique, prémisse à la réalisation des politiques de smartification. La *smart city* est ici envisagée dans sa composante épistémologique et idéologique, un modèle impossible, mais aussi comme un projet qui pose des problèmes, autant d'un point de vue démocratique que social.

Introduction

Fifteen years ago, President Bill Clinton popularized the notion of « smart city ». For him, a smart city had to be a sustainable city. But the expression was quickly taken up in the digital world. Firms such as Cisco and IBM seized on it to promote their tools and solutions. The message was clear : the (smart) city was to be digital or not be. As is it often the case in this sector, companies are moving quickly into action, without worrying about social responsibility.

This chapter is about the recovery process in L'Aquila after the 2009 earthquake and adopts the « *repairing* » prospective (Centemeri, Topçu et Burgess, 2022). The L'Aquila smart city (SC) model has to be understood as a techno-centric and depoliticized recovery infrastructure and urban management platform. The aim of this chapter is to epistemologically address the imaginary underlying the SC paradigm when it is evoked as an operational « model » of city transformation. What is at stake is the negotiation - or lack thereof - of the meaning to be given to the event and what its recovery should consist of. From this point of view, the reconstruction of L'Aquila in an « innovative », « smart » key represents nothing less than a new way of dispossession (Harvey, 2003) of public and political space (Arendt, 2013) for its inhabitants. This technocratic idea of recovery is strongly related to another one that considers catastrophes as « *opportunity* » windows to « *develop* » or re-develop a « *marginal* » or « *internal* » area (Barca, 2014).

During the recovery phase, and following government-imposed disaster management, local authorities, along with university and research centres, have come together to imagine and plan reconstruction. In this way, rhetoric and ideologies of development have not only been imposed in the symbolic sphere of discourse (media, institutional communication, debates and conferences) but also in the physical space of the city (infrastructures). The materiality of the smart transformation can be seen above all in the rethinking of infrastructures (5G, smart tunnels, speed

loops, smart grids, smart meters, urban sensors and data centres), which become the central hubs in the implementation of the smartness of the reconstruction in L'Aquila.

On the one hand, I will highlight the links between these technical devices and the management of the territorial project (Le Breton et al., 2022) that allows us to clarify its participation in more general objectives on ecological, social, economic, and democratic levels. Moreover, I will show what place these devices have in the more classic processes of planning and urbanism in the post-disaster reconstruction of L'Aquila. From this perspective, I argue that L'Aquila reconstruction is following a global pattern of « smartification », but it is a process tackled without technical tools and without a multi-scale and multi-level development model (which) has placed town planning in a rear-guard position (Andreassi, 2020, p. 38). I aim to understand the SC urban infrastructure through its epistemological, imaginary, and material dimensions. I also would like to contribute to the contemporary expansion of social research on planning and recovery as vectors of a global neo-liberal development model : « disaster capitalism » (Imperiale et Vanclay, 2021 ; Centemeri et Tomassi, 2022). The changes that have taken place allow us to understand how the « usual forms of profit » have been « suspended » to other forms that are made acceptable by the way the disaster has been conceived, dealt with, and reworked (Centemeri et Tomassi, 2022).

I also would like to contribute to the contemporary expansion of social science research on planning and recovery as vectors of a global neo-liberal development model : « *disaster capitalism* » (Centemeri et Tomassi, 2022 ; Imperiale et Vaclay, 2021). The changes that have taken place allow us to understand how the « *usual forms of profit* » (Centemeri et Tomassi, 2022) have been « *suspended* » (*Ibid.*) to other forms that are made acceptable by the way the catastrophe has been conceived, dealt with, and reworked. (*Ibid.*).

Methodology

The chapter has been developed through the analysis of official reports and documents, expert scenarios and estimations of reconstruction and economic development plans, thus exploring how the problem of repair has been addressed at the international, intergovernmental and local levels. I argue that despite the three diachronic temporalities of reconstruction, all have followed a trajectory and transformation driven by economic interests that project L'Aquila into a global economic dynamic governed by the logic of disaster capitalism through urban data extractivism (Antenucci, 2021 ; Morozov, 2013). In addition to the textual analysis, the contribution makes use of excerpts from the field journal and the qualitative analysis of a series of semi-directive and in-depth interviews conducted between 2017 and 2019 with 35 decision-makers from technical structures at all levels of the decision-making chain (for example, the Technical Structure for the Reconstruction Mission, Universities, Municipality, the temporary housing CASE Project, Special Office for the Reconstruction). The aim is to show that the imaginary and values underlying the different smart reconstruction devices in question are strongly influenced by the professional and social environment of engineering offices from which the decision-makers come.

V.1. Smart city : a discourse

Over the past 30 years the use of digital technologies in daily life, economy and environment has created a new relationship with inhabited spaces. This digital transition of society affects urban organizations in various ways : communications and the « making of society », relationships with natural and man-made ecosystems, the value and definition of resources, daily practices of space but also the relationship to time and the future (Roseau, 2018).

The concept of SC is subject to different definitions and approaches in the political realm and in the scholarship. Kondepundi et al. (2015) collected and analysed 116 definitions of SC, largely showing that there is no agreement in the scientific field on what exactly a SC is. Angelidou (2014) reveals the existence of several definitions for this new approach to the city from a spatial point of view. SC is understood as an « idea-marketing » at the service of a new form of capital accumulation for some (Hollands, 2014), a phantasmatic vision of the future (Watson, 2014), a new self-fulfilling utopia for others (Picon, 2013). At the same time the SC is inscribed in the genealogy of ideal and utopian city models that began with modernity (Moore, Campanella, Howard and so on) whereby the form of the city should regulate social « chaos » and in turn shape a more just society as in the case of Françoise Choay's pre-urbanism (1965).

The SC, however, goes beyond the classical conception of the urban plan « *significant in its implicit rejection of the strong normativity of traditional technologies of planning, in favour of an ontology of efficiency and emergence* » (Cowley et Caprotti, 2019, p. 428). SC enters urban studies as an « *integrated and interconnected urban system or "system of systems", which can be controlled and piloted and whose functioning can be optimized thanks to the power of collection, calculation and analysis of centralized control and management systems* » (Peyroux, 2020, p. 815). Beyond this rather techno-centred block of definitions, the concept of SC has expanded to include the governance of urban services based on the strengthening of the « *knowledge society* » (Peyroux, 2020), on a par with recent images of the « *knowledge city* » or « *creative city* » (Joss, 2016).

The utopian value of the SC concept (Bina, Inch et Pereira 2020 ; Grossi et Pianezzi, 2017) is gaining ground and makes it possible to analyse the imagery and values of an increasingly speculative or predictive urbanism devoted to the accentuation of a managerial vision of public action (new public management). A substantial critical literature from both research and practice communities is putting forward the limits of the SC both from the point of view of low complexity and the enormous dependence on energy and the extraction of rare raw materials. Other critical issues are the extreme normativity as a prerequisite of SC that reduces the complexity of the city and its uses, effectively increasing socio-economic and spatial inequalities ; its technical language that does not consider cultural diversity and the obstacles to its use, risking strong exclusion from access to services ; and the mixing of private life in public management through the flow of mega-data. In more than one case, the opacity of the algorithms makes the SC an example of racial discrimination (Antenucci, 2019).

V.1.1. Smart city paradigm as neoliberal city model

The spread of what we will call the Intelligent City Paradigm (ICP) can be observed on a global scale in many areas (from large metropolises to small conurbations), which are opting or have opted for the implementation of explicit policies or approaches favouring certain « intelligent » city principles : digitisation, collection, data storage and sharing, platforms, socio-technical urban management devices, upstream or downstream of development projects at various scales from buildings to the whole urban space, under a more or less explicit « innovation » banner.

V.1.2. Is SC a paradigm ?

The term SC is both intended and interpreted as a reproducible model, replicable (Béal, 2014) everywhere. Some cities have been created as « models ». For example, they have succeeded in becoming attractive to financial capital and investors, to a population of ultra-educated techno-workers, and have managed to change their image and establish new economic relationships through the entry of new actors into the urban *fabrique* (Douay, 2018). Its objectives thus respond to the « project-based » approach that has become established over the last 20 years, whereby the role of the public, at all scales, has been transformed from the bearer and guarantor of politically constructed consensus to the manager and arbiter of a market for unseen urban resources. The IPC is the socio-technical basis that enables an urban data extractivism (Antenucci, 2021 ; Morozov, 2013) which asserts itself in urban space as the operating mode of capitalism in its contemporary form of valuating in neo-liberal economy.

In philosophy of science, the « paradigm » emerges with Khun's reflective work on science. Through his work, the semantic field widens from the scientific construction of knowledge (Khun, 2018) to a social construction always balanced between innovation and repetition. Khun's definition of paradigm allows us, on the one hand, to make a history of science less stereotyped and smooth than that which passes through a path of revolutions and decontextualised individuals ; on the other hand, it allows us to understand that the history of science is made up of a normality in which acculturation, cumulation, and repetition are the foundations. As Isabelle Stenger pointed out when interpreting Khun in one of her famous courses at the Philosophical Institute of Naples : « *a paradigm is not simply a way of seeing things, asking questions or interpreting results. First of all, a paradigm is something of a practical order. It does not convey a worldview but a way of doing* […] *of intervening, of subjecting them (phenomena) to novel representations, of exploiting the slightest consequence or effect implied by the paradigm to create an experimental situation* » (Stenger, 1993, p. 63).

From this point of view, SC is presented as the « natural » continuation of the historical progress of artificializing and distancing the relationship with the environment. The possibility of ascribing SC to a scientific process is given by the analogy between the intelligence of humans and that of calculators and digital devices transposed onto the collective « intelligence » that is ascribed to the city as to its rational organization. In doing so, a double semantic shift takes place : between the « *city - machine* » (Grimaldi, 2018 ; Gey, 2012) and the « *city - laboratory* » (Tomassi, 2019). The use of

this powerful explanatory metaphor allows the city's practitioners to respond to the challenges posed by the Anthropocene era. In this sense, the continuously experimental character of the SC as a test bed (Calvillo, 2015) leads SC to be the site of the construction of a particular urban knowledge.

My intention is to understand SC as part of the history of science : is SC an epistemic leap, a « paradigm shift » as its promoters would claim ? Or it is instead a part of the normal mechanism of scientific-technical innovation, raising therefore questions around the SC's storytelling ? The ambiguity in definition and techno-scientific construction of SC makes it as an object straddling rhetoric and ideology. The narrative of and about the SC is often confused with urban marketing strategies aimed at replacing the existing and attracting transactional class « citizen-clients » with visionary discourses imbued with utopianism.

It remains reasonable to ask, moreover, which types of problem and which anomalies the SC responds to. What is its heuristic scope, since the assumption is that SC is the solution to the problems of environmental sustainability, the fraying of democracy in liberal countries, the circulation of people and goods, and social and criminal security ? This perspective encourages on topay attention to the social, politicaleconomic dimension of the SC paradigm and to reaffirm the political role of « science » by making explicit the articulation between science, politics and industry under the form of economic plans, reforms, infrastructures, financing and investments.

V.1.3. The reified city and the laboratory-city : representations

With the idea of the SC, there is a multiplication and visualization of data from different sensors and different administrative sources with which idealized and moralistic figures such as « transparency » and « visibility » are associated. I refer here to the analytical model of Douay (2018), who traces SC back to four fundamental models that are always hybridized in reality : cybernetic, statistical, « economistic », or competitive « participatory » or democratic. Each of these models makes the city even more dependent on services, knowledge and matters that transcend the city itself.

The city thus becomes, in the age of smart neo-liberalism, a complex of technological norms of conduct. As with other models, the fact that the « smart » city is an integral part of the neo-liberal model, in which the city is reified and reduced to a platform for economic development, is generally accompanied by reconfigurations and spatial engineering that redefine the perimeter of intervention of various actors (such as telecommunications operators, IT service companies, start-ups). The city thus becomes a « laboratory » in the sense introduced previously, for example a technical-scientific device where one can make abstraction of boundary conditions - inhabitants, ecologies, cultures, other knowledge - in a new cycle of colonization and value creation. As explained by Couldry and Mejias (2019) : « *Data colonialism justifies what it does as an advance in scientific knowledge, personalised marketing, or rational management, just as historic colonialism claimed a civilising mission* ». Once the question of the legitimacy of this model is stated, there is still need for

understanding in which way a city is conceived in the post-disaster. This has « *profound operational and political consequences* » (Fortun et al., 2017).

V.1.4. Recovering or repairing ?

Here I propose to use the category of SC as a transversal way of dealing with the material and symbolic dimensions of power relationships in correlation with the analytical notion of « repairing » (Centemeri et al., 2022). Compared to the notion of recovery which too often focuses only on material and institutional aspects based on the optimism that reconstruction is always possible, the notion of repairing emphasizes the procedural character of recovery and insists on its causes, opening the door to the impossibility of repair after the disaster. Centemeri et al (2022) bring attention to three possible meanings of the notion of reparation : one more centred on the legal and moral aspects of « asking for reparation » (Centemeri et al., 2022, p. 9) ; one that highlights a functional and material understanding of reparation ; and one that refers to the feminist theory of care as a commitment to the maintenance of the everyday activities that order the world. Here I will refer to repairing as the identification of disruptions (Dodier, 1995) and the setting of a breaking point in the system to avoid repetition. Specific devices (technical protocols, preparedness procedures, insurance, damage counting systems) are adopted at international level (Revet, 2020) and interface with technical problems which have an enormous impact on the trajectories of reconstruction. Questioning who is legitimized to reorganize the space of the city under reconstruction means taking recovery as a re-foundation, for example as a constitutive act of social relations.

V.1.5. Post-disaster L'Aquila : three parallel reconstruction processes

« *A headless reconstruction* » : this is how, in an article published on Il Manifesto newspaper (2019), researchers from GSSI[212] highlighted among other things the lack of a plan, of a clear model and ideas for L'Aquila's reconstruction process ten years after the earthquake. This position is predominant in social sciences and urban planning analysing the reconstruction governance in post-disaster L'Aquila.

- L'Aquila's « repair » process is following three distinct plans, certainly intersecting in some points but, fundamentally, separated by different temporalities, purposes and methods. These three plans correspond to the different local, intermediary and national instances that were created in the post-disaster. The first plan is « the reconstruction of the historic city » : that is, the reconstruction of the private and public heritage « as it was where it was » in an idea of integral conservation that does not take the disaster as an opportunity to repair the socio-spatial

[212] GSSI (Gran Sasso Science Institute) is an international higher education school for research and PhD programmes, created in L'Aquila after the earthquake by the Ministry of the Social Cohesion, as a part of the « knowledge city » strategic program of L'Aquila recovery.

inequalities present in the territory. The level of implementation of this plan was local, and its main actor is the Municipality of L'Aquila and the private building sector.

- The second plan is « the intermediate/dislocated city ». The reconstruction inherited the weight of the management of the catastrophe, that is the legacy of the CASE Project and the other emergency constructions to the Municipality of L'Aquila, entailing the management of an oversized real estate heritage over a vast territory. The land consumption of all the emergency construction, both public (CASE, MAP, MUSP) and private (L'Aquila Municipality's resolution of 65 houses) temporary housing amounts to 246 acres in total : which makes L'Aquila « *a consumed territory* » (Ciccozzi et Olori, 2016). The level of implementation was both national and local, and the main subject was the STM (Technical Mission Structure).
- The third plan is the « Smart Reconstruction ». This lesser known and less visible aspect of L'Aquila's Reconstruction concerns the systematic reception and application of the international experts' predictions by the government and local institutions for the transformation of L'Aquila into a « smart » city[213]. The level of application is both global and local, and its main actors are the Municipality of L'Aquila, the University of L'Aquila, the GSSI and the private tech sector.

V.2. L'Aquila smart city : national inter-governmental and local level projects

I have analysed the grey literature produced by the European economic development agency OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). The OECD has produced three reports after the earthquake. The OECD (2009) report followed a workshop organized by the OECD with the Ministry of Economy and Finance in anticipation of the G8 in L'Aquila in July 2009. In this report, on several occasions the « *opportunity* » offered by the earthquake to make L'Aquila a « *laboratory city* » is emphasized. The part of the document dedicated to « *Projects for redeveloping the University of L'Aquila and promoting links with business* » provides for the realization of at least four projects, of which we find the GSSI for the first time in point No. 1. This new institute of high studies in Physics is enriched by a department of Urban Studies cited in the document as « *The Nest of the Eagle's Future* » (OECD, 2009). The explicit intention is to make the University of L'Aquila the pivot between development, repopulation through the university students and researchers that the GSSI is supposed to attract, and the digital industry, in a « *knowledge economy* » and « *creative economy* » perspective that will be developed throughout the report (Koukoufikis, 2019).

The second document (OECD, 2012) is set in an Italian political context that has changed with the transition from the government of Silvio Berlusconi to the « technical » government of Mario Monti. At the national level, in 2012, the reconstruction of L'Aquila was part of a broader plan to revitalize the degraded urban areas of Southern Italy launched by the Ministry of Infrastructure : The Plan for Cities and the Plan for Growth. In a logic of project and competition, hundreds of local governments responded, including 11 southern cities. On the other hand, the « Decreto Crescita » (translated as Growth Decree), perfectly in line with the European Horizon 2020

[213] https://urbanpromo.it/2016-en/proge tti/laquila-un-centro-storico-ricostruito-smart/

directives, places SC as the main means of local urban regeneration. The so-called « Italian Digital Agenda » allocated 200 million euros for financing dozens of « *high-tech-oriented experimental projects* » and included the « *Smart City Communities* » programme (Di Bella, 2015). In the same year, with the end of the emergency, the new government appointed the Ministe for Territorial Cohesion, Fabrizio Barca, to solve the reconstruction issue. With this, L'Aquila found itself embedded in a broader issue concerning the country's « *internal areas* » (Chelleri et al., 2019), those so-defined peripheral areas of Italy who need ad-hoc solutions for development, repopulation and infrastructure. The third document (OECD, 2013) is a sort of summary of best practices that introduce « resilience » as a goal and as a way for approaching reconstruction. L'Aquila, under the neo-liberal transformation underway with reconstruction, is becoming « entrepreneurial » : « *the city ceases to be the universalist provider of services to the citizen and thinks and acts as a facilitator of market processes* » (Tronca et Semi, 2021 ; Semi, 2021). This is one of the less obvious and less debated aspects of L'Aquila's post-earthquake urban transformation from a SC perspective, under the aegis of an increasingly colonial disaster capitalism (Centemeri et Tomassi, 2022).

V.3. Even at local level : smarter is better

The *fabrique* of the SC (intervention and planning policies, sectorial policies, construction, urban services, environmental management, and local citizen mediation) refers to a definition of territorial interventions that allows both the technical aspects and the social dimensions of urban production to emerge. Through a cross-reading of the dynamics, obligations, logics and aporias of its implementation, the reconstruction appears as an imperfect adjustment of interests, levels of action and management via a territorial productivity that generates socio-technical disputes.

This research shows that in L'Aquila, political spatial management and planning and even urban governance or mediation as well as democratic communication are faced with a techno-solutionist (Morozov, 2013) and problem-solving approach. Therefore, it is almost impossible to reconcile, conceptually and operationally, « strategic lines » for economic development that tend to reduce and normalize the multi-level complexity encountered, indeed by the various planning proposals for post-earthquake territorial transformation processes.

Neo-liberalist policies (Sager, 2011) do not in fact make choices but leave everything to be self-regulated by the interests of the private actors in play. The two documents of the STM (STM, 2010a ; 2010b) and the Strategic Plan for Reconstruction proposed by Mayor Massimo Cialente[214], suggest some ideas for territorial development still linked to a material reconstruction. However, a clear tension emerges in the narrative between two groups of technicians interviewed : between the Reconstruction Plans and the Master Plan model. Much of the research on L'Aquila's reconstruction agrees that it lacked planning (Ciabò et al., 2017) or was uncoordinated despite some plans being ready (Di Ludovico, Properzi et Graziosi, 2014). Some scholars argue that L'Aquila has

[214] Massimo Cialente was mayor of L'Aquila from 2007 to 2012 and was then reappointed until 2017. His role and that of his party the PD (Democratic Party) are crucial in the recovery phase.

a headless reconstruction (Coppola, 2019) with a « *domestic* » character (Coppola et al., 2021) due to the tension in governance between local and national powers. Indeed, if seen according to classical planning methodologies, reconstruction seems fragmentary and incoherent, as Di Ludovico et al. (2014) underlined : « *The Reconstruction Plans, the Urban Mobility Plan and the new Strategic Plan were prepared. However, these planning documents do not cover the specific issue of urban design, but rather they establish a series of uncoordinated projects* » (p. 18). But if we pay attention to the transformation of the landscape of the actors , we realize that fragmentation is instead a logic by design (Di Ludovico et al., 2014) that has characterized public research and investment over the last 20 years. The L'Aquila SC fits perfectly into this context of planning crisis. Even though the adaptation of the 40-year-old urban masterplan began in 2013 and a preliminary document was approved in 2015, this appears « *disconnected from reconstruction efforts* » (Coppola et al., 2021).

V.4. The impact of SC model on L'Aquila reconstruction

What is the relationship between rhetoric and ideology of ICP ? If rhetoric is the structure of language, it is normalized and made habitual in everyday discourse. From this perspective, rhetorical analysis allows the ideological deposit of a community to emerge and be represented (De Cunto et al., 2023). The hegemonic discourse on innovation and attractiveness applied to the depopulated areas of inland Italy are nothing more than the manifestation of a specific mode of discourse production and a real « *epistemic violence* » (Borghi, 2021). Creating analytical categories such as that of the « *internal areas* » (Barca, 2012) allows for a conceptual and operational subordination relative to the classification of « internal » as underdevelopedclosed, backward areas versus « external » areas that are innovative, open, and modern. Filling these conceptual containers with expectations, norms and objectives established with a techno-urban logic leads to the upheaval between rhetoric and ideology mentioned previously. In the case of L'Aquila, the spatio-temporal transformation brought by the SC infrastructure followed the reverse path of urban mutations outside the context of recovery. It was the product of a thought nourished by values, desires, and expectations translated into projects, doctrines and knowledge at the origin of urban representations. This approach to disasters and reconstruction seems to repeat a mechanism that is colonialist and technocratic and does not consider local territorial, historical, and cultural specificities (Gaillard, 2019).

V.5. A techno-centred transformation of a territory

The digital services giant IBM landed in L'Aquila on 6 December 2010 (a year and a half after the earthquake) signing an agreement with the municipality to implement remote citizen services. In my field notes, I recorded : « *on 18/19 April 2011, one of the few public meetings on the subject was held at Casa Onna, the workshop "L'Aquila smart town - intelligence of a participatory reconstruction" in the presence of the head of IBM Italy* ». To date, the realization of the SC is quite advanced and built through a series

of parallel projects belonging to different decision-making levels. The City of L'Aquila also received several awards such as the « Smart Communities Milan 2015 » for the IBM « Smart City » project.

The reception of the SC guidelines by the University of L'Aquila will be immediate and active. Two of the interviewees, the Vice-Chancellor and the head of the INCIPIT (INnovating CIty Planning through Information & communication Technologies) project developed by the University of L'Aquila[215], repeatedly state that « *L'Aquila is a gymnasium* » and that considering it a « *green field, a blank page* » is an opportunity to make L'Aquila a « *trial* » for experimentation. Through the CIPE (Comitato Interministeriale per la Programmazione Economica) funding (Delibera CIPE, 2016)[216], it is possible to « *create the ecosystem* », for example the infrastructure of the new city. The focus on the infrastructure shifts the reasoning about the city to the vision of the future inherent in this particular type of socio-technical structure that « *expands the scale of the present city* » (Roseau, 2018, p. 53) and « *shifts* » it to the « *scale of the city to come* » (*Ibid.*) since its construction as well as its duration and effects go far beyond the needs of the moment in which they were conceived and intended. The infrastructure, therefore, disrupts and destabilizes the urban equilibrium by producing changes in spatial, epistemic, and political order (Roseau, 2018).

According to Professor Fabio Graziosi, engineer in charge of the Incipit project for the University of L'Aquila, who was interviewed during the fieldwork, « *the support of an optical communication infrastructure, gives the opportunity to conduct experiments related to different fields of research, among which the cultural heritage enhancement* ». In his view, this will enable the conditions for the development of an alternative economic model to GAFAM (Google Apple Facebook Amazon Microsoft) with regard to services that can be developed by telecommunications operators who may « *be interested in coming to develop tests and validations of Intelligent Information System solutions* » in L'Aquila. In the « *logic of the laboratory* », this intervention is not conceived for its effects on the daily life of the inhabitants except in a reduced and theoretical form (Falco et al., 2018). Another important layer of the « smart » transformation of L'Aquila is the smart tunnel of the underground utilities[217] work, financed by Decree of the Commissioner for Reconstruction No. 24 of 24 October 2010 and CIPE Resolution N° 43/2012.

To govern this highly technological and complex process that requires scientific expertise, a « Cabina di Regia per L'Aquila Smart City » (Steering Committee for L'Aquila Smart City) was created and established by Mayoral Decree No. 93 of 1 March 2018. A team of experts drafted « The new L'Aquila Smart City guidelines » in February 2020, a document that seeks to take stock of the progress of the smart reconstruction in L'Aquila. My analysis of this document (Figure 42) sheds light on the 61 ongoing SC projects, their types, and the involved actors involved. The key

[215] http://incipict.univaq.it/

[216] The Interministerial Committee for Economic Planning (CIPE) is a collegial government body chaired by the Prime Minister and composed of ministers with relevant competences in the field of economic growth.

[217] https://sottoserviziaq.it/

themes into which the document is divided correspond to the points that the actors raised during the interviews :

Smart Governance	◦ Digitization and dematerialization of public services ◦ Emergency communication with the Civil Protection ◦ Reconstruction data storage ◦ 5G sensors monitoring of public buildings rebuilt after the earthquake ◦ Creation of a « knowledge system » (for example, by creating a « citizen's file » ◦ Containing specific data from the municipality)
Smart Mobility	◦ Electric mobility (for example, the creation of electric vehicle recharging zones) ◦ Incentives to replace vehicles park of municipal officers ◦ Construction of a platform for real- time tracking of public transportation ◦ Study for transport optimization ◦ Development of public transportation apps ◦ 5G interface between the smart grid and electric cars
Smart Environment	◦ Environmental data collection ◦ Monitoring platform for the National Park ◦ Parameterization of air quality ◦ Geographic information systems ◦ Energy efficiency of public buildings ◦ Creation of a cloud for the photographic archiving of the city'smonuments and buildings ◦ INCIPIT project ◦ Creation of the MAN (Metropolitan Area Network) for the cabling of public offices ◦ SDM (Space Division Multiplexing) extensive and pervasive wireless experimentation ◦ Algorithm development for detecting people in public buildings as disaster resilience ◦ Valorization of cultural heritage (Brusaporci et al., 2017) ◦ 5G applied to virtual reality ◦ Traceability of agri- food products ◦ Support of law enforcement with drones and other control tools ◦ Cyber security projects

Smart Incubator	◦ Development of a technology incubator INCUBANDO ◦ Organization of the national ITC 2018 conference ◦ Establishment of a SC research laboratory
Smart Health	◦ Development of an app for cancer patients
Smart Economy	◦ Open data reconstruction ◦ Encouragement of smart transformation by the EU to boost capital attraction
Smart Living	◦ Citizen accessibility to bureaucratic practices for reconstruction ◦ The L'Aquila Smart City project envisaging the construction of network infrastructure (grids) for communication, the implementation of advanced network functions or « Grid Automation », and Smart Urban Services such as the construction of areas for recharging electric cars and « smart info » to increase citizen awareness of their consumption
Smart People	◦ Development of digital networks for MUSPs and systems for the autonomy of people with visual impairments

Figure 42 : Ongoing projects and types of projects in the document « The new L'Aquila Smart City guidelines »

	Public	**Universities, Research Institutes**	**Public + University**	**Private**	**Public + private**	**University + Private**
Smart Governance	••	•	••••		•	
Smart Mobility		•	•		•	•••
Smart Environment	•	••••••••••••••••	•••		••••••••	••••
Smart Incubator		•••	•			
Smart Health					•	
Smart Economy		•			•	
Smart Living					••	
Smart People	•	••	••			

Figure 43 : Distribution of SC projects in L'Aquila

Figure 43 clearly shows the presence of new actors in the *fabrique* of the SC city such as the local university and other universities or research centres such as GSSI, and « new » private actors such as local start-ups or global service companies. Moreover, most of the projects are centred on structural transformations of the city rather than on morphological, plan transformations. This certainly helps us to understand this apparent contradiction between the disillusioned discourse of reconstruction by urban professionals and the enthusiastic discourse of the municipality and de-regulation engineers. The smart transformation of L'Aquila highlights problems related to the loss of citizen autonomy, security obsession and the intrusion of the private sector into citizens' private lives with a decreased role of the public decision-makers in government action and strategic planning (Cowell, 2020 ; Antenucci, 2019 ; Di Bella, 2015 ; Vanolo, 2014).

In short, since « *infrastructures shape social uses and therefore materialise political agendas* » (Jarrige, Le Courant et Paloque-Bergès, 2018, p. 8) the stakes of the smart reconstruction of L'Aquila appear clearer and move beyond the ideological discourse on the neutrality of knowledge and scientific research brought by local actors such as the University of L'Aquila or the GSSI, who are completely involved in this transformation all to their advantage. It seems then that the SC narrative is ultimately « *constructed through marketing materials and top-down conceptualisations of the smart city* » (Bui, Campbell et Marek, 2017) and « *may be misleading in their real-life application and expression in specific contexts* » (*Ibid.*). This reaffirms a top-down recovery decision-making model, even far from the « *repair* » (Centemeri, Topçu et Burgess, 2022) concept mentioned before.

Conclusion

I have shown how redefining the « what » of reconstruction helps to understand the scope of the discourses that are constructed to legitimize the territorial and social transformation after a disaster. In particular, I have attempted to bring the reasoning on the epistemological aspects of the SC interventions in L'Aquila after the 2009 earthquake and its socio-technical implications.

Narrating the city is also a way of making the city (Fijalkow (ed.), 2017). A discourse about the city such as that around SC is performative, and through tensions and rhetoric highlights the powers that run the neo- liberal and technocratic city. The different actors (public decision-makers, private companies, researchers, inhabitants, technicians and urban planners) that permanently produce the discourse also produce new spatial norms at different scales. The SC discourse comes very close to a literary utopian/dystopian narrative. It seems to be useful to recall the strong link between the automation of individual and collective modern life and the utopian imaginary of the dawn of modernity (Moore, Campanella and so on), strongly reactivated in the 20th century by fascist ideologues with the idea of the machine city, where the ontological difference between humans and machine disappears.

The SC can thus be seen as that « modern » restoration analysed by Parrinello (2015) with regard to the seismic history and reconstructions of pre-unification Italy. If catastrophe allows individuals to become subjects of a story by mobilizing their narratives (Perrow, 1999), the constitutive

paradox of the urban model of technological power such as the SC is that this same model is of extreme fragility, making disasters the « normal » and inevitable feature of an ultra-complex society, highly connected to technical systems. The mixture of « *state voluntarism* » and the « *myth of technology* » (Jarrige et al., 2018, p. 17) supports large infrastructure projects whereby complex physical and social realities are, normalized, reduced, simplified and abstracted. « *An abstraction and detachment responsible for multiple crises and environmental catastrophes* » (*Ibid.*), which is precisely the kind of de-territorialization (Magnaghi, 2010) that the cultural and urbanistic operation of the smart reconstruction of L'Aquila seems to us to accentuate. As already problematized elsewhere, « *would not a surplus of complexity and technological fragility be a mistake in view of repair objectives in the face of the increase in climatic catastrophes to come ?* » (Centemeri et Tomassi, 2022). The context, policies and discourses that frame the problem in socio-technical and scientific terms, create « *ignorance* » (Le Nour et Thomas, 2022), that is, a new form of fragility of the city in the face of future events.

The case of SC in L'Aquila can be used to reflect about a model for interpreting the ways through which disasters have been dealt with over the last 40 years, and through which many processes of impoverishment and erosion of the resources of local populations have been established. This would connect the study of disasters with the political ecology of the long history of governments' decisions and actions that together with global industries make disasters as the new normal.

Acknowledgements

This chapter benefited from light edits by Chris Elcock, for which I am grateful.

Conclusion de la deuxième partie : une ville, trois reconstructions ?

L'analyse de la gestion post-catastrophe montre comment les acteurs étatiques, le président du Conseil et le chef de la Protection civile, ont imposé le modèle de la première (re)construction. Celui-ci, basé sur la devise « *dalle tende alle case* », et perçu positivement par l'opinion publique nationale se révèle néfaste localement à plusieurs égards. La reconstruction post-séisme est un objet politico-technique polysémique qui se joue sur trois plans - nationale, intergouvernementale et locale - selon les acteurs et leur narrations spatialisantes. J'ai donc, insisté dans le chapitre III sur la particularité de la solution de relogement proposé par le gouvernement, le projet CASE, qui révèle la verticalité du gouvernement de la catastrophe (*top-down*), excluant le concours de décideurs locaux et imposant aussi, par le biais d'un discours, un modèle territorial et un mode de vie aux Aquilanais. Ce projet exacerbe une tendance du territoire de L'Aquila à l'étalement et à la fragmentation et crée des nouvelles formes permanentes de vulnérabilités socio-spatiales pour les *terremotati*.

J'ai montré, par une analyse des relations entre acteurs les conflits qui se structurent autour des politiques de relogement et la transition vers la phase de reconstruction du bâti qui reflètent des dynamiques déjà en cours et des tendent à renforcer des tensions qui en dépassent le cadre spécifique. En fait, les stratégies de négociation et les marges de manouvre que cherchent à affirmer les décideurs locaux face à l'État sont rendue possibles grâce à de nouvelles alliances avec les entreprises locales et leurs servent comme levier pour un changement de la politique de gestion de la reconstruction qui se mets en marche en 2012.

Le chapitre IV fourni d'abord des outils théoriques et méthodologiques pour une analyse du discours des acteurs locaux voué à raconter comment, eux, ont perçu la reconstruction et agit pour elle. Quatre discours fondamentaux se dégagent de l'analyse, tous avec leurs conséquences matérielles sur l'espace du centre-ville. Par les différentes narrations on apprend aussi comment ces acteurs se sont confrontés avec les différentes instances crées ad hoc pour la gestion des budgets et des programmes de la reconstruction. On comprend aussi comment, en dépit de l'image d'une reconstruction figé sur le « *com'era dov'era* », chacun, par sa vision et ses valeurs, a finalement contribué à une reconstruction à plusieurs têtes, aux différents marquages spatiaux, y compris les habitants/propriétaires qui ont vu augmenter la valeur immobilière de leur bien grâce aux travaux financés par l'État. Ainsi, nonobstant les nombreux documents d'urbanisme, les déchirures spatiales ne sont pas réparées et la dispersion et les inégalités alimentent toujours la trajectoire de déterritorialisation.

Le chapitre V montre la stratégie de développement économique et de transformation que prend le centre-ville de L'Aquila sous la pression de nouveaux acteurs de la reconstruction. Notamment, un rôle prédominant est pris par les universitaires et l'Université, comme lieu de fabrication de l'innovation techno-scientifique. Que ce soit l'Université de L'Aquila ou le nouvel Institut d'études supérieurs, le GSSI, les efforts convergent vers la mise en uplace de la *smart city* « médiévale »

(Ciccaglione, 2023). Ici l'aspiration à une ville plus moderne prends forme avec un surplus d'abstraction du territoire et d'éloignement des habitants d'une reconstruction plus démocratique.

Partie 3

La reconstruction « sociale »
Tentatives de reterritorialisation des habitants

Introduction de la troisième partie

Cette partie de la thèse suit une logique en trois parties qui sont autant de phases retraçant l'arc évolutif des mouvements en quête de démocratie après le séisme. Au début spontané et en net contraste avec les choix du gouvernement tant national que local, ces mouvements sont progressivement réabsorbés par l'officialisation de certaines pratiques et l'inclusion de quelques leaders du mouvement dans des trajectoires politiques institutionnelles. Ils sont, in fine, accaparés par le parti d'opposition qui élabore un discours sur la démocratie essayant de présenter L'Aquila comme un cas exemplaire de démocratie participative « par le bas ».

Après avoir dressé une liste des comités nés dans l'immédiat après-séisme (Chapitre VI), je m'intéresse aux différents axes critiques de la gestion de l'urgence qu'ils développent et à leur refus d'une reconstruction « *com'era dov'era* ». Je montre ensuite le répertoire d'action et les discours des comités plus radicaux face à la gestion de la catastrophe imposée par le gouvernement. En particulier, je présente comment les deux années de luttes et de manifestations de ces comités, souvent réunis pour coordonner leurs actions, sont en premier lieu des modes de reterritorialisation de l'espace physique et de l'espace de parole sur et dans la ville. Cette réappropriation passe aussi par l'investissement artistique et créatif du théâtre urbain vide et aménagé par les échafaudages. Ce passage laisse aussi la place à des modes de lutte moins frontales et perméables aux intérêts des porteurs de valeurs néolibérales, comme celui de la « classe créative », comme facteurs de développement urbain plausible (Tremblay, 2010) basé sur le secteur culturel et la concurrence entre les villes.

Le chapitre VII porte sur l'évolution des comités de l'après-catastrophe en demande de reconnaissance vers plus de participation. Cette revendication devient le nouveau mot d'ordre d'une classe sociale qui peine à trouver sa place dans le système spéculatif classique de la reconstruction. Les pouvoirs publics locaux adoptent différentes attitudes, parfois ambiguës, vis-à-vis de la demande de participation exprimé avec force par les comités. Dans un premier temps, ils profitent de certaines manifestations pour légitimer leur propre demande de légitimité face à la structure écrasante de la gestion de l'urgence dans la première phase de reconstruction, puis mettent en place ensuite des parcours participatifs facilités par l'Université de L'Aquila et créent le Bureau de la participation. Celui-ci, sans véritable engagement à prendre en compte les instances populaires, essaie finalement de contenir ces dernières par l'institution d'un Bilan communal participatif ou la création de l'*Urban Center*. Le thème de la participation est mis en valeur à partir de 2012, avec le passage à la gestion ordinaire, tout particulièrement sous l'influence du ministre Fabrizio Barca qui finance le Festival national de la participation. La même année, les élections communales voient les comités se présenter avec des listes citoyennes, déplaçant le débat d'un changement démocratique et économique radical vers un système de réformes et des formes d'arrangements individuels qui conduisent à l'essoufflement des mouvements via leur institutionnalisation. Le seul dispositif participatif encore en place à nos jours est l'*Urban Center*.

Le Chapitre VIII introduit dans mon argumentaire la possibilité d'une autogestion et une forme de reterritorialisation mise en pratique par un groupe mixte formé par des comités de la ville et des habitants du village de montagne de Pescomaggiore. L'expérience d'EVA est intéressante à plusieurs égards : tout d'abord elle est la seule forme d'autodétermination et de reprise en main totale de la *recovery* connue dans un pays du Nord ; elle montre également comment est entendue et vécue la catastrophe par les habitants en demande de prise en main de leur reconstruction, en net contraste avec les valeurs portées par le gouvernement ; enfin, elle prouve le soutien nécessaire des décideurs afin que ce genre de projet puisse s'inscrire dans la durée et devenir un modèle.

Chapitre VI. Les habitants organisés en comités citoyens : la quête d'une « reconstruction sociale »

« *De quel réel cette crise est-elle le spectacle ?* »

Alain Badiou, Le Monde, 17 octobre 2008

Introduction

L'histoire des comités citoyens nés au lendemain du séisme est très riche et vaste, et elle a donné lieu à une multitude de réflexions, de débats et de controverses. Elle a été parsemée de protestations mais aussi d'initiatives qui ont redessiné la cartographie sociale et politique de la ville de l'après-séisme.

L'état de la démocratie locale dans l'avant-séisme ne laisse en rien présager l'activisme et l'engagement qui caractérisent la période post-catastrophe. La verticalisation violente de la chaine décisionnelle durant l'état d'urgence géré par la Protection civile, la dépossession immédiate du quotidien ressentie par les habitants, la planification à la fois abondante et confuse et les modalités de reconstruction, surtout entre 2009 et 2012, ont marqué les habitants et lourdement compromis leur capacité de prise de décision, qu'ils aient été hébergés dans les camps ou déplacés dans des hôtels à 100km de la ville. Ceci a donné lieu à un phénomène d'opposition, voire de rébellion, d'abord spontané puis organisé en *comitati*[218] (« comités »).

Différents types de *comitati* ont été créés : comités de techniciens-citoyens, comités de quartier, comités contestataires, comités de village, comités pour la transparence des données et des décisions, assemblées citoyennes autogérées, *Urban Center*. Ces comités sont des acteurs nouveaux et pourtant actifs sur la scène démocratique de la ville. Tous ont en commun de revendiquer une reconstruction qui soit aussi sociale et non seulement matérielle.

Le constat de ces habitants part de la valeur des liens perdus par l'éclatement provoqué par la gestion post-séisme ; plus tard, par l'analyse collective, le regard et l'accent ont été déplacés sur le faible exercice de la citoyenneté d'avant et après le séisme comme facteur de vulnérabilité et sur la nécessité d'y remédier. La notion de « participation » fait son entrée dans le vocabulaire courant, en même temps que les tentatives de s'organiser face au discours dominant de la catastrophe de L'Aquila. Le même constat de départ a des conséquences très différentes dans les mots d'ordre utilisés et le répertoire d'actions (Fijalkow et Taulelle, 2020; Semal, 2019; Pietrucci, 2015), selon le positionnement de chaque groupe. Par exemple, le Comité 3e32 ou *Epicentro Solidale*, dans la période immédiate après la catastrophe, s'inscrit dans la participation en radicalisant son sens par l'utilisation de concepts comme celui d'autonomie ou de commun, idées développées et pratiquées

[218] Les comités sont des figures juridiques reconnues qui passent outre les lourds formalismes de l'association.

pendant les années 1970. Pendant cette période, la critique marxiste et opéraiste[219] analyse l'imposition du modèle économique capitaliste par le prisme de catégories nouvelles, avec un focus particulier sur la transformation des relations sociales face à l'imposition des nouveaux modes de production industrielle. Cette analyse fut fortement influencée par le travail d'Henri Lefevre (1968), sur le droit à la ville. Celui-ci partant d'une analyse d'un nouveau mode de production de l'espace urbain qui, de facto, dépossédait ses habitants en leur niant toute prise sur leurs conditions matérielles d'existence. Dans le cas italien, cette critique va jusqu'au dépassement de l'échelle urbaine pour s'élargir jusqu'à l'échelle territoriale (Gray, 2018 ; Magnaghi, 2003). Analyser, critiquer et, enfin, contester le mode de vie imposé par la production capitaliste a donné lieu à plusieurs formes, désormais « historiques », d'organisations indépendantes ou autonomes (Aguilera et Buillon, 2013). Une vaste littérature existe en philosophie politique sur le concept d'autonomie (Descombes et Giust-Desprairies (eds.), 2021; Berlan, 2021). Les comités ont choisi de se réapproprier les concepts d'autonomie et d'autogestion (Springer, 2018 en raison de l'enjeu spatial lié aux transformations socio-politiques du présent post-séismique : la gestion de la catastrophe par le gouvernement est alors largement tenue comme responsable des nouvelles fractures territoriales et sociales. Ainsi, comme le souligne Frabrice Ripoll, « *s'ils sont capables d'inventer des nouvelles formes d'action, les acteurs puisent le plus souvent dans les répertoires existants, en choisissant celles qui leur semblent les plus efficaces mais aussi les plus conformes à leur identité sociale, les plus convenables, les plus naturelles* » (Ripoll, 2013).

Les valeurs qui sont réaffirmées en permanence pendant cette période soutiennent la perspective politique de faire de la reconstruction une occasion pour attester de la nécessité, de l'urgence et de la matérialité des « biens communs » ou « *commons* » dans la perspective de changer radicalement la direction des politiques tournées vers la sauvegarde de la propriété privée. Le thème, des biens communs ressurgi avec force en Italie pendant la période étudiée, à la suite des travaux de production, non seulement intellectuelle mais aussi pratique, d'auteurs comme Ugo Rossi (2019), Federica Giardini (2012), Ugo Mattei (2011), Massimo de Angelis (2017), parmi d'autres[220], qui ont fortement influencé le débat public et militant italien. Une grande attention a également été portée aux « communaux » et à leur gestion, encore active sur le territoire aquilanais, à cause d'héritages de la législation bourbonne qui dotent les principaux villages et *frazioni* d'une *Amministrazione Separata dei Beni di Uso Civico* (ASBUC)[221]. Celle-ci possède un droit de veto sur le PLU communal. Les prérogatives de ces administrations varient beaucoup selon les régions. L'intérêt porté par les comités à ces anciennes formes de gestion collective prend plutôt la forme d'une réflexion critique

[219] L'opéraïsme est un courant de pensée marxiste antiautoritaire qui met au centre de son programme révolutionaire l'ouvrier (l'*operaio*) comme agent de dévéloppement de la société. Le changement s'opère d'abord par sa rénonciaiton à son identié, afin de renverser le capitalisme. Quelques référence: Assennato M., *Progetto e metropoli. Saggio su operaismo e architettura*, Quodlibet, Materiali IT, Macerata, 2019 ; Cavazzini A. et Fabrizio C., « Éditorial - Trajectoires de l'opéraïsme ». *Cahiers du GRM*, publié par le Groupe de Recherches Matérialistes - Association, nº 9 (30 juin 2016).

[220] Pour un regard d'ensemble sur la question en français ! Charbonnier P. et Festa D., « Biens communs, beni comuni », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, nº 16 (1 octobre 2016), p. 187-94 (https://journals.openedition.org/traces/6622).

[221]« Administration séparée des biens d'usage commun » :
https://www.demaniocivico.it/public/public/article/953/ASBUC%202.0.pdf

et défensive face à la force d'un modèle territorial, catastrophogène, que d'actions juridiques précises sur ce sujet.

Une série d'éléments nous permet de nous demander si nous pouvons qualifier, d'emblée, les habitants organisés en comités comme des « acteurs » dotés d'une rationalité individuelle qui se réalise dans l'action organisée ou s'ils ne sont pas devenus des « acteurs » dont la rationalité est révélée par l'action stratégique ponctuelle. C'est sans doute l'enchevêtrement de la nécessité, de la rencontre et de l'action qui ont fait de ces groupes informels des acteurs à part entière du processus de reconstruction. Les dimensions à la fois cognitives (Fontana, 2018) et discursives des arguments qui ont guidé les contestations comme la formulation d'une Loi d'initiative populaire d'envergure nationale (Paragraphe VI 2.2), la mobilisation d'acteurs à caractère socialement sélectif, le rôle des structures d'opportunité politique comme l'Assemblée citoyenne ou encore les relations entre mouvements sociaux et politiques urbaines contribuent au ré-échelonnage social des mobilisations. Si nous considérons « *le point de vue des acteurs, sans oublier qu'il n'est pas qu'une vue partielle et partiale sur le monde, mais une vue réelle et potentiellement performative, donc prendre au sérieux leur subjectivité tout en la situant dans l'espace et le temps* » sous l'angle « *de la pluralité : des principes d'action, des valeurs, des émotions* » (Ripoll, 2013), nous pouvons classer les actions des comités selon leurs relations avec leurs représentations de la ville. La distinction entre « *le présent et l'absent, cet absent pouvant être aussi bien l'ailleurs, que le passé, le futur projeté ou l'imaginaire* » (*Ibid.*, 2013) est particulièrement pertinente, surtout quand la représentation est convoquée dans le « présent de l'absence ». Le cas d'une ville-absente, car détruite, ne conduit qu'à une série de projections, prédictions, fantasmes selon des modèles heuristiques propres à chaque subjectivité. A ce titre il semble que les comités d'experts, dont les membres appartiennent à une classe moyenne instruite dans les universités internationales, nourrie d'un imaginaire cosmopolite, ont mis en place des actions animées par une pensée utilitariste, au moins dans la première période de mobilisation qu'analyse cette partie du travail.

La plupart de ces comités montrent, eux aussi, une sorte d'opportunisme de la catastrophe, prônant un renouvellement urbain, parfois encore plus hasardeux, que les décideurs publics quant au futurisme de certaines propositions. D'autres défendent la nécessité d'une rénovation urbaine de certains quartiers de la première périphérie qui présentaient des problèmes d'urbanisme avant le séisme dus à la construction trop rapide durant l'industrialisation des années 1970 et 1980. Certains de ces groupes, nés spontanément, ont perduré dans la phase de *recovery,* en passant d'un rôle d'acteur, proposant des solutions fines et adaptées à différentes localisations ou thématiques, à un rôle d'observateur, voire de cogestionnaire de la transformation néolibérale de la ville. Si ces groupes incarnent de nouveaux mots d'ordre et moyens de porter leurs discours dans l'espace public, ils ne sont pas novateurs dans leur appartenance à la « *classe de transmission* » (Delfini et Bihr, 2022) locale préexistante. Une composante générationnelle, avec ses ambitions et ses nouvelles fonctions, veut s'affirmer mais la distance avec les décideurs, marquée au début, s'est estompée au fur à mesure de la normalisation du processus de la reconstruction. De nombreux ponts entre anciens et nouveaux acteurs sont créés, voire renforcés. En particulier, au tournant des élections municipales de 2017, certains individus ou comités ont joué un rôle dans l'acceptation du *statu quo*

et des nouveaux équilibres marquant l'entrée dans une phase de désillusion et de stagnation des mouvements. Au travers d'un regard « interne » je brosse le portrait du Comité 3e32 (l'heure du tremblement de terre lui a donné son nom), le premier comité, né dans un camp de la Protection civile.

Dans la première partie de ce chapitre je m'intéresse à la formation et la composition d'une forme particulière d'activisme qui a trouvé naissance à L'Aquila, les comités de *tecnici*, composés d'experts locaux faisant face à l'expertise écrasante de la PC. Il s'agit d'un cas exemplaire car les deux types d'acteurs partagent le même bagage épistémique et des intérêts qui peuvent être convergents par moment.

Dans un second temps, je fais état des différentes contestations dont fait l'objet la gestion de la catastrophe. Leur variété reflète les multiples facettes du processus de reconstruction témoignant d'une adaptation des formes et des répertoires des mobilisations aux caractéristiques de la ville et de la situation politique.

Je montre ensuite l'impact spatial des pratiques participatives sur la ville et la manière dont les différents groupes actifs ont aussi investi l'espace public de manière très visible : des occupations de longue durée, comme celle du chalet dans l'espace de l'ex-asile psychiatrique de Collemaggio ou la construction de l'écovillage EVA[222] ou des occupations temporaires du centre-ville, avec des manifestations et des journées de nettoyage des décombres, des affichages, des expositions de photos, des projections de films, etc. La reconstruction produit une dynamique conflictuelle inhérente à sa mise en place, dans une pluralité de sens et de valeurs. Par le biais des mobilisations urbaines, « *la revendication produit de la localité, de la territorialité* » (Busquet, 2013).

VI.1. Naissance des *Comitati* : objectifs et composition

Est-il possible de dépasser la tension dialectique, parfois la dichotomie, entre l'aménagement du territoire, vu comme un champ dans lequel le pouvoir impose ses réponses techniques et les gestes du quotidien qui façonnent la ville accompagnée de la prise de parole de la collectivité des acteurs non étatiques qui se présentent comme les porteurs de valeurs et d'intérêts socio-écologiques ? Que se passe-t-il quand une partie de ces acteurs non étatiques sont à la fois des habitants et des « experts », des *tecnici* comme ceux qu'ils se trouvent à affronter ?

Dans les années 2000, les « comités de citoyens » sont devenus un phénomène fréquent sur la scène politique italienne. Selon la sociologue Chiara Sebastiani (2001), ces comités sont des organisations sociales spontanées, faiblement structurées, et composées de citoyens qui se réunissent pour discuter et débattre des problèmes qui affectent une zone limitée. Ils se caractérisent par une identité locale, une structure organisationnelle flexible, un niveau élevé de participation, un faible

[222] L'expérience d'EVA (*Eco Villaggio Auto construito*), aujourd'hui la seule expérience d'auto-détermination et d'auto-construction d'une communauté élective dans la période post-catastrophe, est détaillé dans le chapitre VIII et reprend un article publié en 2019.

niveau de coordination et des stratégies d'actions qui privilégient la protestation. Les comités de citoyens ont « *un caractère hybride, à mi-chemin entre les groupes d'intérêt et les mouvements sociaux, oscillant entre le lobbying et les demandes participatives* » (Sebastiani, 2001 citée par Pietrucci, 2015, p. 45), et ils constituent un type d'action politique qui s'exerce en dehors des partis politiques traditionnels comme un « *exercice de citoyenneté* » indépendant (*Ibid.*). La post-catastrophe de L'Aquila donne lieu à la naissance d'environ 40 comités de natures différentes et avec des objectifs variés. Un certain nombre d'actions leur sont communes, comme l'effort de communication et de médiatisation face au sentiment d'être victimes d'enjeux et de stratégies de pouvoir les dépassant.

Les comités se battent pour une reconstruction qu'ils disent « sociale » de L'Aquila mais portent leur attention sur des sujets disparates, témoignant de la complexité d'une société mise à l'épreuve de la catastrophe : les médias et le maintien de l'attention sur la situation, l'école publique, les personnes expropriées ou mal logées, le maintien d'une vie sociale active ou le type de développement du territoire. La composition des comités, selon leurs centres d'intérêt, est plutôt basée sur l'âge, le groupe social de provenance ou encore sur l'appartenance géographique, comme dans le cas des villages où se forment des comités porteurs de leurs intérêts propres. Dans un premier temps, il s'agit de groupes qui fonctionnent sur la base de besoins et de confiance partagée, puis ils se structurent en comités, associations et groupes d'intérêt. La plupart des participants aux activités se connaissent « *peu ou seulement de vue* » (Pajewski, 2019, p. 129)[223], mais suffisamment pour se faire confiance et oser demander de l'aide. Il est difficile de faire un état des lieux exhaustif sur le nombre de participants et leurs motivations, par manque de données et à cause de l'extrême fluctuation résidentielle de cette période.

Tableau 18 : Les 42 comités citoyens recensés pendant la recherche

Nom	**Typologie**	**Activité**
3e32	Socio-culturel	Activisme politique et culturel
Animammersa	Socio-culturel	Culture et spectacle
Artisti Aquilani	Socio-culturel	Culture et spectacle
Asilo Occupato	Socio-culturel	Activisme politique et culturel
Associazione per la ricostruzione dell'Aquila	Socio-culturel	Actions pour les intérêts des propriétaires

[223] Un dicton local en dialecte dit : « *te saccio ma nun te conosco* » qui peut être traduit par « je sais qui tu es mais je ne te connais pas ».

Associazione Territori AQ	Socio-culturel	Actions pour la reconstruction des *frazioni*
AVUS (associazione vittime universitarie sisma)	Justice	Actions en faveur de la mémoire des victimes et recours en justice
Bibliobus	Socio-culturel	Culture
Brigate della solidarietà attiva	Socio-culturel	Activisme politique et sociale
Cittadini per i Cittadini	Socio-culturel	Activisme politique
Collettivo 99	Techniciens	Elaboration de propositions pour la reconstruction
Comitato 6,3 Mw	Socio-culturel	Généraliste
Comitato Centro storico	Socio-culturel	Actions pour les intérêts des propriétaires
Comitato donne - TerreMutate	Socio-culturel	Sociale et genre
Comitato espropriati	Justice	Recours en justice pour les expropriés
Comitato Move Your City	Socio-culturel	Généraliste
Comitato scuole sicure L'Aquila	Justice	Actions pour la sécurité des écoles, recours en justice
Comitato vittime casa dello studente	Justice	Actions en faveur de la mémoire des victimes et recours en justice
Comitatus Aquilanus	Techniciens	Elaboration de propositions pour la reconstruction
Epicentro solidale	Socio-culturel	Activisme politique et sociale
Famiglie vittime Convitto Nazionale	Justice	Actions en faveur de la mémoire des victimes et recours en justice
Fondazione 6 aprile	Justice	Actions en faveur de la mémoire des victimes et recours en justice
IdeAq	Socio-culturel	Culture et économie

Ideas for L'Aquila	Socio-culturel	Culture et économie
INU-L'Aquila	Techniciens	Elaboration de propositions pour la reconstruction
Jemo 'nanzi	Socio-culturel	Généraliste
L'Aquila c'è	Socio-culturel	Généraliste
L'Aquila che vola	Socio-culturel	Généraliste
L'Aquila che vola	Socio-culturel	Généraliste
L'Aquila che vola ONLUS	Socio-culturel	Généraliste
L'Aquila siamo noi	Socio-culturel	Généraliste
Libera -L'Aquila	Justice	Culture Anti-mafia
Osservatorio Nord/ovest	Techniciens	Elaboration de propositions pour la reconstruction
Policentrica	Techniciens	Elaboration de propositions pour la reconstruction
QuintaGiusta	Socio-culturel	Culture et spectacle
ReteAq	Socio-culturel	Réseau
Ricostruire insieme	Socio-culturel	Actions pour les intérêts des propriétaires
Terremotosto	Socio-culturel	Généraliste
Terremutatae	Techniciens	Elaboration de propositions pour la reconstruction
Un manifesto per L'Aquila	Socio-culturel	Culture et politique
Urban Center	Facilitation	Participation citoyenne
ViviamoLAq (2012)	Techniciens	Elaboration de propositions pour la reconstruction

Nombre de ces groupes se dotent de sites internet ou de blogs et produisent des communiqués de presse sur des sujets concernant les situations particulières d'un quartier, d'un groupe ou d'un village, qui auraient été négligées par les politiques publiques, trop générales et donc partielles. Leur communication attire aussi l'attention sur les aspects légaux et matériels de la reconstruction. La

tendance au surinvestissement de la sphère juridique est très marquée dans l'approche des mouvements italiens depuis les années 2000. On voit également émerger « *The Invention of Tradition*» (Hobsbawm et Ranger (eds.), 2012)[224] c'est-à-dire l'invention d'une L'Aquila mythique où « il faisait bon vivre », d'une normalité (Bock, 2022) pré-séisme idyllique, sans analyser les causes et les responsabilités qui ont amené à la catastrophe. Cette récupération de la tradition cache aussi une envie de changement et d'innovation, mot qui prend une valeur particulière dans l'ère néo-libérale. J'ai fait le choix, ici, de mentionner uniquement les comités dont la caractéristique commune est de se préoccuper du sort du centre-ville et de ses habitants.

Deux choix de gestion de la catastrophe ont particulièrement touché la population et sont investis par les comités tant au niveau symbolique qu'au niveau de son influence sur la vie quotidienne, et ce pendant un temps très long par rapport au regard de la capacité d'acceptation des habitants :

- Le choix du modèle « *dalle tende alle CASE* » qui a causé le maintien des *terremotati* dans les campements pendant neuf mois, et dans des hôtels ou d'autres solutions temporaires pendant parfois deux ans, dans l'attente d'une place dans les nouveaux logements. Ce choix a provoqué des situations de grande incertitude.
- L'établissement de la Zone rouge et l'éviction des habitants de l'espace public pendant une longue période.

Cet état de fait a poussé une bonne partie de la population à s'engager dans des comités mais, face à l'absence de dialogue avec les institutions nationales et locales, le recours au réseau de connaissances personnel a été, comme avant le séisme, la voie individuelle choisie après la période de mobilisation à laquelle je m'intéresse.

VI.1.1. Les comités de *tecnici* : la mise à l'écart des « savoirs institutionnels » locaux

La littérature internationale qui s'est intéressée à la participation durant la période post-catastrophe (Eriksen, Prior et Roth, 2017 ; Pitzalis, 2017 ; Fois et Forino, 2014 ; Forino, 2012b ; Oliver-Smith, 1991) montre le manque de volonté d'impliquer la population par les pouvoirs publics en charge de la reconstruction, dans toutes les phases de l'après-catastrophe. Le désengagement communicationnel des institutions augmente les aléas pour les décideurs et l'incertitude pour les habitants qui tous ont le sentiment que rien ne garantit la pérennité des politiques budgétaires pour la reconstruction.

Dans le cas de la gestion de l'après-catastrophe de 2009 à L'Aquila, il semble que le fait d'avoir confié à des « experts/sauveurs » la planification de la reconstruction ait généré une crise territoriale et démocratique encore plus aigüe que celle provoquée par le séisme lui-même (Bock, 2022 ; Imperiale, 2021). La catastrophe demande du sens avant toute gestion. Cette dernière a été menée

[224] L'invention d'une nouvelle tradition, l'utilisation du dialecte dans les revendications des Aquilanais, est un trait distinctif des protestations qui cherchent à créer et renforcer une « identité » alors que celle-ci est très fragmentée voire, de fait, inexistante.

comme une mise entre parenthèses, voire comme une version violente de la démocratie qui empêche la compréhension de l'événement d'un point de vue traumatique et sa réparation. Cela a bloqué ce que j'appelle le flux épistémologique, c'est-à-dire l'ensemble de connaissances, pratiques, savoir-faire et discours qui proviennent de la composition multiple des acteurs en jeu. Cette interruption peut mettre en péril tout le processus de reconstruction, en créant un espace de compétition permanente (Bock, 2022, p. 4) et en exacerbant une vision privatiste et corporatiste de la reconstruction.

Deux jours après le séisme, le président du Conseil italien Silvio Berlusconi annonce sa décision de vouloir construire une *new town* qui prend finalement la forme des 19 nouveaux quartiers du projets CASE (Chapitre III). Au lendemain de la proposition du gouvernement, les « experts » locaux, qu'ils soient techniciens, ingénieurs, architectes, urbanistes, souvent professeurs à l'université, tous habitants de L'Aquila, se fédèrent pour proposer une sorte « d'expertise intermédiaire » (Tomassi, 2018). Ils constituent des comités de techniciens militants. L'activisme civique est souvent une nouveauté qui s'impose à eux en raison de la nécessité de se faire entendre, d'être reconnu et de réacquérir une légitimité perdue. Dans le mois qui suit la catastrophe, six comités de techniciens se forment et définissent chacun leur idéal de ville. Le Collettivo 99, Terremutatae, Comitatus Aquilanus, Policentrica, INU-L'Aquila et Osservatorio Nord-Ovest vont initier la résistance au projet de reconstruction d'urgence proposé par le gouvernement. Ces groupes partagent une expertise institutionnelle et une approche citoyenne. Beaucoup de leurs membres sont conseillers municipaux. Certains ou ont été ou sont encore élus au niveau départemental. En revanche, ces comités se différencient en termes d'âge, d'expériences ou des mots d'ordre qu'ils souhaitent faire passer auprès des gestionnaires nationaux de la catastrophe.



Photographie 38 : Groupe de techniciens réunis au Parc Unicef en 2009 (Tomassi)

Le Collettivo 99, par exemple, fait émerger une nouvelle génération de techniciens qui portent un double discours face à la gestion et à la reconstruction de la ville. Leur fondateur et porte-parole, Marco Morante, a suivi un parcours universitaire international avec un doctorat en architecture et urbanisme sur le rôle des infrastructures. Son parcours, très identifiable, transparaît dans l'ensemble de l'entretien mené avec lui. La narration de leur parcours universitaire et scientifique pour certains, ou professionnel pour d'autres, revient comme un marqueur récurrent dans les échanges avec ces experts locaux. Ceux-ci sont à la recherche de légitimité face à la marginalisation (Bock, 2022, p. 23) de la classe moyenne et supérieure locale, privée de sa parole sur les problématiques la concernant dans la phase de gestion et de *recovery* post-catastrophe jusqu'en 2012. La phase de mise à l'écart ne dure que jusqu'à la fin de l'urgence en 2012, après laquelle les trajectoires individuelles antérieures reprennent leurs cours.

Le Collettivo 99 cherche en premier lieu à formuler des solutions alternatives au projet CASE, comme l'explique Marco Morante : « *Le Collectif 99* [est formé] *par un groupe de jeunes techniciens, disons de moins de 40 ans, de L'Aquila. Pas seulement des architectes, des ingénieurs, des géologues, des physiciens, bref, en général, qui ont essayé de faire des propositions pour éviter ce que nous savions être déjà arrivé dans d'autres tremblements de terre, en particulier celui de Gibellina.* [...] *Par la suite, avec d'autres comités, nous nous sommes également retrouvés à devoir nous opposer aux initiatives de ceux qui sont intervenus, par exemple* [...] *le projet CASE, dont nous avons été les premiers à comprendre dès le début les problèmes qu'il allait engendrer et en particulier le déclenchement de l'explosion de l'habitat, dont L'Aquila souffrait déjà, ne serait-ce qu'en partie* » (Entretien 6, Marco Morante, architecte, responsable du Collettivo 99, 31/05/2017).

Par l'intermédiaire de la référence à Gibellina, village sicilien touché en 1968 par le tremblement de terre de la zone du Bélice, le jeune architecte met l'accent sur deux éléments : le refus du modèle de délocalisation « hors-sol » pensé par le monde universitaire italien de l'époque et reproposé après le séisme de L'Aquila par le gouvernement mais aussi la muséification du site par l'installation de l'œuvre de Burri, le célèbre « cretto »[225], qui menace le centre-ville abandonné.

Sur un autre plan, ce collectif est paradigmatique de la querelle scientifique qui débute en ville au sein des comités d'experts locaux, en même temps qu'avec les experts nommés par le gouvernement. Différentes conceptions et idées de villes s'affrontent, avec une multiplication des analyses et des manières de réaliser les visions qui les sous-tendent.

Dans la suite de l'entretien, Marco Morante explicite l'idée de ville dont son collectif est porteur : « *notre idée de la ville était celle-ci : nous avions lancé ce slogan "la reconversion au-delà de la reconstruction" dans cette "reconversion" il y avait d'abord le "quoi" et ensuite le "comment" pour la reconvertir à tout ce que nous savons et que nous nous répétons et qu'il est inutile de répéter : la durabilité environnementale, l'inclusivité, la possibilité de se déplacer par des moyens conviviaux...* » (Entretien 6, Marco Morante, architecte, responsable du Collettivo 99, 31/05/2017).

[225] La cretto réalisé par l'artiste Burri en 1984 est une œuvre de *land art* qui retrace les fondations du village de Gibellina à l'échelle 1:1. Pour en savoir plus : https://fr.wikipedia.org/wiki/Cretto_di_Burri

Par ces affirmations lui et son comité se font porteurs d'un discours plus moderne, basé sur les études internationales récentes. Il explique aussi ce qui, selon lui, aurait dû être fait : « *avec des interventions stratégiques desquelles, avec une dépense réduite, pourrait émaner le plus grand effet possible selon cette idée des nouvelles centralités à imaginer dans la ville-périphérie* » (*Ibid.*).

Le Collettivo 99 se fait ainsi promoteur d'une nouvelle approche de l'urbanisme en général, par le biais de la critique du PRG, vu comme un instrument obsolète et inadéquat par rapport aux phénomènes de métropolisation en cours dans la ville de L'Aquila.

« *Pour moi, le PRG est plutôt un plan 'statutaire' parce qu'aujourd'hui le PRG ne peut que constater* [...] *non, je ne pense pas que ce soit le PRG qui soit capable de* [...] *il y a différents instruments, un Master Plan léger, qui est un moyen terme entre le Plan Stratégique et le Plan local d'urbanisme. Mais pourquoi ? Parce qu'on s'est rendu compte que les PRG ont été vaincus par les infrastructures, c'est-à-dire que là où on veut mettre une route, on veut aussi, de manière proprement italienne - avec des abus, voir le cas des* « *casette* » *personne n'en parle, même pas ceux qui sont les plus proches de nos problématiques, ne disent plus qu'il faut supprimer les petites maisons - bref, on veut construire autour* » (*Ibid.*).

Un autre comité du même type est apparu dès les premiers jours de la post-catastrophe, le Comitatus Aquilanus. Antonio Perrotti, son coordinateur, père d'une amie d'enfance, était ingénieur auprès de l'Agence régionale d'urbanisme, Abruzzo Engineering, et était connu en ville pour son activité politique au sein du Parti communiste (aujourd'hui *Rifondazione Comunista*). Il se présente ainsi :

« *Je suis responsable de l'urbanisme au niveau de la région et j'ai donc une expertise spécifique sur ces questions. J'étais chef de bureau au moment du tremblement de terre dans le Parc National des Abruzzes en 1984, donc pour moi ce [le tremblement de terre] est quelque chose que j'ai vécu plusieurs fois auparavant. Pendant l'urgence, j'étais au COM 2, à la Commission des démolitions, donc... je me battais aussi à l'intérieur parce qu'ils mettaient tous les gens de l'extérieur et moi, qui suis de la branche... mais toute la région était tenue à l'écart par Bertolaso, surtout avec cette intervention exceptionnelle de type colonial qui a fait disparaître toutes les institutions et les techniciens locaux* » (Entretien 10, Antonio Perrotti, 08/10/2018).

Ce début d'interview donne le ton de la situation dans l'immédiat après-séisme. L'ingénieur est un cadre au niveau régional, connaisseur du territoire aquilanais et plus particulièrement du Cratère sismique. Il a rédigé les plans régionaux de rénovation urbaine et de protection de l'environnement. Il a pourtant été tenu à l'écart de toute possibilité de dialogue avec la Protection civile et les *tecnici* au pouvoir, comme Gaetano Fontana, l'ex-ministre pour les Infrastructures et les travaux publics et responsable de la STM. Il montre bien de quelle manière lui et d'autres collègues ont perçu le projet CASE et ses conséquences prévisibles, comme l'effet de dispersion urbaine et de « *la saturation du marché du logement, qui comptait déjà quelque 1 500 logements invendus* » (Perrotti, 2016) avant le tremblement de terre. Cet effet est souligné par tous les interviewés.

En dépit de la soutenabilité prétendue du projet CASE, l'implantation des 19 nouveaux sites entraîne l'urbanisation de 500 hectares de sol agricole. L'argument écologique lié à la

« consommation de sol »[226] est parmi les plus souvent utilisés par les comités comme un facteur de risque (Barattucci, 2014). C'est un enjeu majeur de l'urbanisme italien dès la reconstruction de l'après-guerre (Rossi, 2013 ; Cappuccitti et Piroddi, 2009), période qui a vu doubler la surface de sol urbanisé en Italie (Romano et al., 2015). Cette problématique, pourtant prise en compte dans les normes européennes est peu considérée en Italie à cette époque. L'examen du rapport *Consommation de sol, dynamique territoriale et services écosystémiques*[227] présenté par l'*Istituto Superiore per la Ricerca e la Protezione Ambientale*[228] (Ispra), pour la période 2017/2018 dans les Abruzzes, montre que, dans 38 municipalités, l'augmentation de la surface de sol consommé a été supérieure à 10%, dans 11 municipalités supérieures à 20% et Pescara arrive en tête avec 51% de sol transformé. À L'Aquila, 29 hectares de sol ont été consommés. Les arguments écologiques font leur apparition dans les discours des comités à la fois sous l'angle de la protection (que certains de leurs membres ont l'habitude de pratiquer au quotidien dans leur profession) et sous l'angle de l'architecture des bâtiments, c'est-à-dire lié aux adaptations technologiques et aux changements peu soucieux de l'urbanisme et de revendications proprement politiques.

La position de Policentrica est similaire, comme l'explique Pierluigi Properzi animateur du comité et président de l'INU. Il évoque les nombreux problèmes suscités par la gestion de l'urgence : « *Ce sont les problèmes qui se posent aujourd'hui, le problème c'est qu'on est passé, disons, des disciplines d'un côté à la connaissance technique, scientifique et aux décideurs de l'autre, c'est-à-dire qu'on a suivi deux chemins complètement différents.* » (Entretien 4, Pierluigi Properzi, 12/05/2017).

Les critiques et les propositions ne viennent pas seulement des comités qui concentrent leur attention sur l'aire urbaine de L'Aquila. D'un avis similaire mais avec une expérience très différente, Roberto Pesce, ingénieur et architecte, a lutté avec l'Osservatorio Nord-Ovest pour la prise en compte réelle, dans la fabrique du territoire, des problématiques des villages (*frazioni*), en particulier sur le secteur nord-ouest de la ville et de son village natal, Cese di Preturo. Ce bourg de 300 habitants s'est trouvé « *colonisé* », selon ses mots, par l'imposition d'un des projets CASE destiné à 1200 habitants, un des plus grands prévus par la Protection civile. Il expose son avis sur la planification post-séisme : « *Je donne l'exemple de Cese di Preturo, un plan de reconstruction a été fait. Disons qu'à l'époque, ce n'était pas un plan de reconstruction, c'était seulement une étape formelle, pour dire qu'il y avait un document appelé* « *plan de reconstruction* » *pour déclencher le discours des démarches de la reconstruction, mais si vous allez voir ce que sont les interventions sur ce village, il n'y a pas eu de véritable plan. La reconstruction, en fait, repropose ce qu'il était, où il était parce qu'il n'y a pas eu d'étude, pas de proposition, pas de projet, pas d'analyse, si au contraire il y avait eu un débat sur le fait d'analyser, je donne un exemple, par rapport à la mobilité. Le village se développe le long d'une route et de goulots d'étranglement, disons, pratiques qui ont toujours conditionné la viabilité du village. Le seul bâtiment qui a été reconstruit pour le moment est juste à ce goulot d'étranglement. L'un des*

[226] Ce point a été soulevé à plusieurs reprises dans les chapitres II et III. Il s'agit d'un enjeu majeur d'un point de vue foncier et environnemental (https://news-town.it/cronaca/26730-consumo-di-suolo-abruzzo-peggio-del-nord-est,-l-aquila-maglia-nera.html).

[227] https://www.snpambiente.it/wp-content/uploads/2019/09/Rapporto_consumo_di_suolo_20190917-1.pdf (consulté le 21/12/2021).

[228] Institut italien pour la protection et la recherche environnementale.

problèmes était de savoir si l'on ne pouvait pas le faire avant de le reconstruire, disons, pour voir s'il y avait une possibilité d'élargir le passage ou de le supprimer. En bref, il aurait pu être reconstruit exactement à l'endroit où il se trouvait, en posant à nouveau les mêmes problèmes, en les posant à nouveau, mais pas parce qu'une analyse a été faite, parce que disons qu'aucune analyse n'a été faite, ainsi que le discours sur le stationnement dans un centre historique comme le nôtre où pratiquement la voirie est si étroite que si deux voitures se croisent, elles ne passent pas et la ville est inhabitée. Dès que chaque logement correspondra à au moins deux, trois voitures, il y aura une explosion immédiate. A-t-on prévu un espace public pour le stationnement ? A-t-on fait une étude ? Absolument pas. » (Entretien 37, Roberto Pesce, architecte, responsable du Comité Osservatorio Nord-Ovest, 27/05/2017).



Figure 44 : Tract d'une rencontre animée par les comités de *technici*, octobre 2009

Du 27 au 30 juillet 2009, soit quatre mois après le séisme, la coordination des « Comités des Techniciens citoyens », qui coordonne les différents comités, propose au conseil municipal de L'Aquila et au conseil régional des Abruzzes un document, fruit d'un travail collectif de grande envergure pour la reconstruction de la ville, intitulé *Linee guida per la ricostruzione/riconversione della città dell'aquila*[229]. Ce document appelle à une gouvernance forte, présentée comme nécessaire pour gérer cette crise majeure. Le document ne se sera pas discuté avec la PC, comme réclamé par les comités. Un an après, en octobre 2010 l'organisation d'une rencontre dans l'espace occupé de

[229] « Lignes directrices pour la reconstruction/reconversion de la ville de L'Aquila » (http://www.collettivo99.org/site/?p=1122).

Casematte[230], est encore une fois l'occasion pour ces derniers de chercher un dialogue entre pairs avec les institutions, à la fois régionales, comme avec le commissaire à la Reconstruction Gianni Chiodi, et nationales, comme avec Giovanni Fontana le responsable de la STM depuis peu. Cette rencontre eut lieu dans une grande tension et ce fut la dernière fois que le commissaire délégué tenta d'échanger directement avec les comités.

De nombreux autres documents de propositions émanent de la mobilisation non institutionnelle et spontanée faisant suite au tremblement de terre, en réaction à l'exclusion des habitants du débat démocratique. Ils revendiquent principalement la nécessité de participer en mettant en avant leur connaissance du territoire, pour eux nécessaire pour faire face à la catastrophe.

VI.1.2. YES WE CAMP : les comités face à la gestion de l'urgence

Les comités qui se forment dans l'après-séisme s'affirment par des répertoires d'actions et des objectifs assez diversifiés qui convergent par moment sur des thématiques communes, en réaction à des événements ou sur des actions spécifiques.

L'expression « reconstruction sociale », utilisée à plusieurs reprises d'abord par les comités puis entrée dans le langage médiatique et le langage courant, a comme but de rendre visibles les aspects non techniques de la reconstruction. La catastrophe est alors vue « *comme laboratoire d'apprentissage social : pas un moment zéro où la capacité humaine de compréhension est mise en péril ou annulée, mais, au contraire, une occasion où la connaissance et les technicités socio-matérielles sont mises en circulation à différentes échelles : locale, nationale, transnationale* » (Benadusi, 2013). Dans les plans de gestion d'urgence et pendant le passage à la phase de reconstruction, par un souci d'efficience et d'efficacité, la cité semble avoir été oublié. Pourtant, le quotidien des Aquilanais, principalement habitants du centre-ville avant l'interruption causée par la gestion sécuritaire de la catastrophe, était caractérisé par une expérience de proximité, d'échange, de participation à la vie publique et de reconnaissance réciproque. Un vécu de l'espace commun dense. C'est sur ce besoin d'échange, de sociabilité informelle, de reconnaissance mutuelle dans la « communauté », que les comités citoyens ont structuré leurs discours et la validité de leurs actions. Il s'instaure alors une différence clé entre des habitants qui accordent de la valeur à l'espace où le politique est rendu possible et des techniciens qui adoptent une norme valable en tout temps et en tous lieux.

Dans le livre de commémoration, rédigé en 2019, lors du dixième anniversaire de la catastrophe Nati alle 3e32 (AA.VV. et Comitato 3e32 (eds.), 2019) que j'ai contribué à éditer, Mattia Lolli, un des membres fondateurs du comité et l'un des premiers occupants de ce nouvel espace, explique que « *'l'oasis' du 3e32, [est] désormais un véritable rempart ou une réserve pour les quelques personnes qui s'opposent*

[230] Il est question de *Casematte* dans la suite du chapitre.

de toutes leurs forces à la dépopulation et à l'imposition des choix des autres » (Lolli, 2019, p. 64). La naissance, le rôle et les modalités d'actions mise en place par le Comité 3e32, encore actif 16 ans après le tremblement de terre, sont emblématiques du positionnement radical de la première phase de l'activisme aquilanais post-séisme.

L'histoire du Comité 3e32 est liée au Parc Unicef, un petit parc situé le long de via Strinella, une rue longeant les murs historiques à l'extérieur de la ville où les dégâts étaient relativement légers. Le comité, très informel, a pris naissance dans la *tenda 5* (« tente 5 ») à l'intérieur du campement de la PC établi en face de la basilique de Collemaggio. Quelques jeunes ont alors eu l'idée de ressembler des membres d'associations, de groupes politiques, et divers activistes pour discuter de la situation à la fin du mois d'avril 2009. La PC a d'abord fourni un espace, cette *tenda 5*, puis a refusé les assemblées dans les camps. Face à ce refus, que d'autres ont essuyé au même moment dans le camp situé face au centre commercial du Globo, l'idée est venue d'occuper le Parc Unicef pour créer un espace libre pour parler, comprendre ou s'organiser face à la gestion de l'urgence et la militarisation du territoire, à ses conséquences en termes démocratiques et à la matérialisation de l'état d'exception, à la limitation de la possibilité de mouvement, aux contrôles et à la répression.

Le parc est équipé progressivement (système audio, barnum pour les assemblées citoyennes, cuisine construite en matériaux de récupération) et accueille finalement une trentaine d'habitants de manière permanente, installés dans des tentes. Ces habitants sont des jeunes de moins de 30 ans ayant en commun le refus du mode de gestion de la PC. Ils y aménagent un espace de vie et de parole, à partir duquel ils mènent une lutte contre-médiatique et civique pour proposer une autre narration et une autre reconstruction de la ville. L'amphithéâtre présent dans le parc, encaissé dans un monticule, devient, selon plusieurs témoignages, la « colline apache » (Sebastiani, 2019, p. 22 ; Lolli, 2019, p. 39). Ils utilisent ainsi, pour exprimer leur ressentiment, l'image des natifs opprimés par l'arrivé des colons. C'est à partir de ce lieu qu'avec un seul ordinateur sont rédigés des articles ou des communiqués de presse et que sont inventés la plupart des mots d'ordre et les projets qui animent la vie sociale, culturelle et politique de toute une génération d'Aquilanais.

Un des événements les plus marquants de l'été 2009 est le déplacement du G8, prévu pour début juillet, de l'ile de la Madeleine en Sardaigne à L'Aquila[231]. Cet événement a justifié, une fois de plus, une militarisation accrue de la ville et l'extension de la Zone rouge, causant de nombreux problèmes de circulation et de fermeture de toute activité de reprise pour le peu d'habitants restés en ville dans les maisons isolées. Les informations concernant l'organisation de la rencontre laissent stupéfaits les rescapés face à l'absurdité de leurs conditions. Certains vivent alors dans des campements ou

[231] « L'Aquila, Berlusconi: "Spostato qui il G8". Ok da Obama e Brown », Il Giornale (http://www.ilgiornale.it/news/laquila-berlusconi-spostato-qui-g8-ok-obama-e-brown.html) consulté le 11/04/2023; «Il governo sposta il G8 all'Aquila. Sì di Londra e Washington », Repubblica.it (http://www.repubblica.it/2009/04/sezioni/esteri/g8-vertice/g8-aquila/g8-aquila.html) consulté le 15/04/2023. Au moment de l'annonce de Berlusconi, le site prévu à la Madeleine était en cours d'achèvement, ce qui a représenté un énorme gaspillage d'argent public, au moment même où l'on se plaignait de l'insuffisance d'argent pour la reconstruction.

dans des hôtels qui ont repris leurs activités touristiques mais la plupart ne peuvent plus travailler et ils sont soumis à une incertitude totale sur leur avenir alors que des milliers d'euros sont dépensés pour des cendriers ou des tapisseries[232].

Le rassemblement du G8 est organisé du 8 au 10 juillet 2009 dans la caserne de l'École du corps de la douane, à côté du village de Coppito, un lieu distant et inaccessible qui abrite aussi les principaux bureaux de la mairie et le centre Di.Coma.C. Non loin, au pied du Mont Roio, à 10km du centre-ville, L'Aquilone, le seul centre commercial de la ville resté intact, est réquisitionné pour servir au Centre de presse international venue rendre compte de l'événement. Quelques milliers de journalistes y trouvent tous les moyens de pouvoir diffuser au monde entier les images du succès de la gestion de la catastrophe de L'Aquila pour laquelle le gouvernement avait refusé tout aide des ONG ou autres organisations. Dans l'intention du gouvernement, la rencontre devait servir à obtenir le soutien économique des pays participants pour la sauvegarde du patrimoine culturel de la ville. Sur une liste de 44 interventions envisagées, seulement cinq sont pourtant décidées. La France, par exemple, s'engage à réaliser les travaux de restauration de l'église delle Anime Sante (ou Santa Maria del Suffragio), située Piazza Duomo[233], la place du marché et majeure de la ville.

A cette occasion, 3e32, avec le soutien de plusieurs autres comités, organise plusieurs actions, forum et manifestations. Le camp autogéré du Parc Unicef devient le lieu de coordination, de communication et de logistique d'accueil des militants venus pour participer au contre-sommet. A l'aide d'une microstructure, le médiaLab, le comité s'engage dans la contre-information et la construction d'une autre narration face à celle, dominante, du « miracle ». Le « Forum international sur la reconstruction sociale » se déroule pendant toute la durée du G8. Des mouvements et associations de toute l'Italie et d'Europe y échangent sur le thème de la reconstruction, des grands travaux inutiles ou de ce qui était appelé depuis peu la *shock economy*[234](Klein, 2007; Klein, 2009) . L'Aquila, petite ville de province, devient brièvement l'épicentre des luttes et protestations face à la crise économique, sociale et politique depuis la crise de 2008. La crise locale entre en résonance avec la plus grande crise socio-démocratique et environnementale en cours.

Par une action « coup-de poing », le 8 juillet, à la veille de la rencontre du G8, un groupe de jeunes gens du Comité 3e32 se retrouve sur la colline de Roio pour étaler avec des lettres de 10 mètres le slogan YES WE CAMP ! L'objectif, depuis ce lieu bien visible depuis le centre commercial hébergeant la presse internationale mais aussi de la caserne de Coppito, lieu de la rencontre du G8,

[232] Parmi les anecdotes particulièrement absurdes, on peut citer celle des requêtes de Mouammar Kadhafi qui a demandé une maison avec 62 chambres et un parc pour installer sa tente berbère et ses amazones, ou encore celle des images incroyables des « grands de la terre » essayant le tapis de simulation de tremblement de terre et parcourant les rues et les places d'une ville interdite aux rescapés.

[233] Le projet est achevé en décembre 2018 : https://www.santamariadelsuffragio.it/il-sisma-e-la-rinascita/(consulté le 7/02/2025).

[234] Le livre de Naomi Klein venait de sortir, en 2007. Dans l'édition italienne, le titre devient *shock economy*. Au vu de ce qui se déroule dans l'après-catastrophe de L'Aquila, plusieurs comités font référence à cet ouvrage et à sa lucidité face aux spéculations, affaires et intérêts d'arrière-plan qui se manifestent dans la post-catastrophe. Ils les opposent aux aspects émotionnels et spectaculaires mis en avant en permanence dans le discours médiatique.

est de transmettre un message dissonant avec le maximum de portée. Peu de temps avant, Barak Obama avait gagné sa campagne électorale avec le slogan « *Yes we can* » et les comités jouent sur l'assonance avec ce slogan dénonce la rhétorique de la bonne la gestion de crise à L'Aquila (Pietrucci, 2015).



Photographies 39 : Action « YES WE CAMP » du Comité 3e32, juillet 2009 (Claudia Paiewsky, ANSA)

D'autres actions, menées par le Comité 3e32, ont marqué les journées du G8 comme celle du groupe des *Last Ladies*, au nom ironique choisi face à la polémique née de la venue des *First Ladies* à l'occasion du sommet.

Le lendemain, le 9 juillet, le comité effectue une nouvelle action pour mettre en lumière la spéculation à venir sur les maisons vides non endommagées par le séisme. L'*Associazione Nazionale Costruttori Edili* (ANCE) avait dénoncé l'état de crise du secteur de la construction sur le territoire de L'Aquila quelques temps avant le tremblement de terre (pour un patrimoine d'environ 3.500 habitations vides et invendues). Nombreuses étaient en parfait état et plusieurs comités avaient avancé la proposition de réquisition de ces biens pour reloger rapidement sur le territoire les *terremotati* éparpillés et dans l'incertitude. Les fonds pour la reconstruction étaient incertains et peu d'informations étaient disponibles sur le projet CASE.

Quelques jours plus tôt, le 5 juillet, fut organisée une veillée qui fut ensuite répétée tous le 5 du mois, pendant la nuit jusqu'à 3h32, moment où l'on lit les noms des 309 victimes. Il s'agit d'un rituel qui marque, depuis, la vie des Aquilanais, tous les ans. A cette occasion, les comités des victimes lancèrent leurs besoins de « Vérité et Justice » concernant les responsabilités et les incongruences de la communication du risque avant le séisme. Cette marche aux flambeaux fut particulièrement suivie, environ 10 000 personnes y participèrent et elle fut soutenue par l'arrivée de nombreux comités (de victimes, d'autres catastrophes et Grand Projets Inutiles), dans un élan de solidarité nationale. Les liens avec ces comités furent l'occasion de créer un réseau qui a soutenu plusieurs campagnes nationales pour la sécurité des territoires face aux risques de catastrophe.



Photographie 40 : Première marche aux flambeaux de commémoration du tremblement de terre, « Verité et justice », 6 juillet 2009 (Marco D'Antonio)

Ces mobilisations montrent la présence active des habitants de L'Aquila et marquent la tentative de se réapproprier de la ville et son avenir avec souvent une vision qui dépasse la post-catastrophe dans une perspective à long terme.

VI.2. La prise de l'espace public : occupations, manifestations et actions artistiques

L'été 2009 marque l'esprit des Aquilanais de tous les points de vue. C'est une longue saison de lutte. Les manifestations et réappropriations avaient débuté avec l'organisation du contre-sommet du G8. La fin de l'été est particulièrement chaotique et marquée par l'incertitude dans la mesure où il devient alors clair que projet CASE ne serait pas suffisant pour tous ceux qui avaient manifesté un besoin de logement. La logique et les critères sous-jacents au triage de la population sont confiés par la PC à un algorithme, aujourd'hui encore inconnu, et sont basés sur une grande opération de comptage par l'intermédiaire des nombreux recensements effectués auprès de la population pendant le mois d'août 2009.

VI.2.1. La période des grandes manifestations, 2009-2011

Le tableau suivant (Tableau 19) liste, de manière synthétique et non exhaustive, diverses actions mises en place par les comités afin de se réapproprier l'espace public dont ils se sentent dépossédés avec la volonté d'en faire un espace de décision. Les nombreuses manifestations furent parfois des défilés dans des lieux significatifs, comme via *XX Settembre* où se trouva la *Casa dello Studente*. Parfois, ce furent des occupations temporaires, comme dans le cas du 23 décembre 2010, ou de véritables occupations permanentes dont je parlerai plus largement (Paragraphe VI.2.4). Ces initiatives ont souvent pris la forme de l'auto-organisation et de l'autogestion tout en réaffirmant l'idée de la ville comme bien commun.

Tableau 19 : Les principales manifestations entre 2009 et 2011

DATE	ÉVÉNEMENT	LIEU
15 avril 2009	Des dizaines d'hommes et de femmes de L'Aquila se réunissent pour une première assemblée spontanée	Parco del Sole, près du village de tentes de Collemaggio
25 avril 2009	Naissance de la « place 3e32 » où le « réseau de coordination 3e32 » prend place	Parc de l'Unicef, aux abords du centre-ville.
6 juillet 2009	Trois mois après le tremblement de terre, plus de 20 000 personnes participent à une procession nocturne aux flambeaux, en mémoire aux victimes. Les rescapés réclament « vérité et justice »	Centre-ville
10 juillet 2009	Environ 10 000 personnes participent à la manifestation de protestation contre le G8, qui en est à son dernier jour	Autour du centre et de la Villa Communale
29 septembre 2009	Rassemblement lors de l'inauguration du premier projet CASE, le jour de l'anniversaire de Silvio Berlusconi	Bazzano ; village de la commune de L'Aquila
31 octobre 2009	Après un réaménagement financé et organisé de manière indépendante, l'espace social *CaseMatte*, siège du Comité 3e32, ouvre ses portes dans l'ancien hôpital psychiatrique de Collemaggio	Ancien hôpital psychiatrique de Collemaggio
14 février 2010	À la suite des enquêtes sur le chef de la Protection civile Guido Bertolaso et aux écoutes de la « clique »	Centre historique et Zone rouge

	publiées dans les médias[235], des centaines de personnes forcent les barrages de police	
21 février 2010	Des centaines de personnes accrochent leurs clés de maison aux barrières de la Zone rouge en signe de protestation. Environ un millier de manifestants franchissent les barrages de police et entrent dans la Zone rouge	Centre historique et Zone rouge
28 février 2010	Le mouvement des brouettes débute : 6 000 personnes se rassemblent avec des brouettes et des outils de construction	Centre historique, Quattro Cantoni
16 juin 2010	Environ 15 000 personnes envahissent l'autoroute A24 pour protester contre l'absence de reconstruction et la suspension du paiement des taxes	Du centre-ville à l'autoroute A24
7 juillet 2010	7 000 personnes défilent dans les rues du centre de Rome pour protester contre les conditions de vie à L'Aquila, exigeant une reconstruction économique, sociale et matérielle. La police charge les manifestants. Deux personnes sont blessées	Rome
20 novembre 2010	25 000 personnes défilent à L'Aquila sous la pluie, dans le cadre de la manifestation nationale SOS - L'Aquila chiama Italia, aux côtés des comités des autres catastrophes italiennes	L'Aquila, Via XX Settembre
23 décembre 2010	Des centaines de manifestants occupent symboliquement le Palazzo dell'Emiciclo, siège de la région des Abruzzes, pour protester contre l'absence de reconstruction	L'Aquila, Villa Communale
22 janvier 2011	Début de l'occupation par les étudiants de l'ancien jardin d'enfants, en bordure du centre-ville. Elle prit fin à l'automne 2016	L'Aquila, viale Duca degli Abruzzi
7 juillet 2011	Un millier de personnes défilent contre le conseil communal du maire Massimo Cialente et pour exiger des certitudes sur le calendrier et des fonds pour la reconstruction.	L'Aquila, centre-ville

[235] Un scandale explose, au début de 2010, à propos de deux entrepreneurs qui « rient » en pensant aux profits que la reconstruction va leur apporter (Paragraphe VI.2.5).

La chronologie montre les réactions spontanées quasi-immédiates des habitants et la persistance des actions. Leurs nombre et l'importance de l'enjeu marque la vie de la majorité des membres des comités et d'un large pan de la population. Pour certains, les deux années de protestations sont des points culminants dans des parcours de vie prenant ainsi, parfois, des bifurcations et représentent, de manière générale, un moment de socialisation politique important pour toute une génération. Pour d'autres, elles ont représenté les débuts dans leur engagement citoyen voire politique. Si certains étaient déjà actifs dans des associations ou des partis avant le séisme, d'autres ont découvert et développé cet engagement à ce moment. Au fur et à mesure de la reconstruction, cette politisation a contribué à structurer les revendications mais a permis l'émergence d'une nouvelle manière de faire de la politique par l'apparition de nouvelles figures et de nouveaux acteurs, dont les valeurs et les discours sont alors plus en phase avec les intérêts des élites sociales et politiques locales.

Deux actions significatives marquent l'année 2009 et leur impact se manifeste à plusieurs niveaux : la manifestation des Aquilanais à Rome le 7 juillet 2009, seulement trois mois après le séisme, et la réaction à la fermeture des camps en septembre.

VI.2.2. Trouble dans la narration étatique : les Aquilanais contre le démantèlement des camps

Lors d'une annonce médiatique spectaculaire, le premier ministre Berlusconi annonce à tous les Italiens la fermeture des *tendopoli*[236], le jour de son l'anniversaire ; le 29 septembre 2009.



Photographie 41 : Des soldats démantèlent une tente du camp de Piazza d'Armi, le 29 septembre 2009 (PC de Modène)

[236] *Tendopoli*, difficilement traduisible, désigne le campement de tentes bleues organisé par la Protection civile.

A cet effet, une mise en scène est organisée devant les caméras de la RAI 1, seules autorisées dans le camp de la Piazza D'Armi. La chaîne diffuse les images d'un groupe de jeunes soldats qui démantèlent une seule tente à l'intérieur de la plus grande *tendopoli* du Cratère.

Tandis que l'Italie entière était alors convaincue que la phase des camps est terminée dans les temps, comme promis par Berlusconi, l'absurdité de la fausse opération de démontage n'apparaît claire qu'aux Aquilanais qui ont tous les jours les chantiers du projet CASE sous les yeux et savent bien que rien n'est prêt pour les héberger à la fin du mois de septembre.

Environ 1 500 personnes sont hébergées dans ce camp. Il connaît des problèmes de cohabitation à cause de la proximité de différents types de groupes sociaux : des familles mais aussi certains individus en provenance de communautés de désintoxication de l'alcool ou de la drogue, des immigrés ou des réfugiés présentant différentes pathologies. Les psychologues internes (*embedded*) de la Protection civile sont les seuls admis à l'intérieur du camp.

En désaccord avec les moyens utilisés par la PC, quelques-uns de ces professionnels de la santé mentale contactent le Comité 3e32 pour qu'il soit témoin des événements. Alessandro Tettamanti, un activiste du comité, raconte cet épisode dans le livre *Nati alle* 3e32 (Tettamanti, 2019 p. 118). J'ai moi-même pu observer le « faux » démantèlement du camp à destination des caméras et des médias nationaux et constaté la difficulté à documenter puisque la PC empêche alors l'entrée dans le camp.

Les jours suivants, les mêmes psychologues interpellent à nouveau le comité, la PC leur ayant demandé de convaincre les *terremotati* de quitter la ville et d'accepter d'être logés dans des auberges souvent lointaines, sans pouvoir les choisir à proximité de leur travail ou du lieu de scolarisation de leurs enfants, en les convainquant qu'après cinq mois dans le camp, cette solution est la meilleure pour eux. La résistance des habitants est alors timide bien que la situation soit très difficile pour certaines personnes qui avaient fait le choix de rester dans le camp pour rester proches de la ville. Cependant, une soixantaine « d'irréductibles »[237], appelés ainsi par le responsable de la PC Guido Bertolaso, restent dans le camp. La plupart de ces « irréductibles » sont des personnes vulnérables. Certains sont handicapés ou des malades chroniques. D'autres sont seules et sans moyen de déplacement. Elles ne peuvent pas accepter les solutions proposées car celle-ci sont trop éloignées. Ils sont alors laissés sans électricité, cuisine, ou toilettes. Le Comité 3e32 organise des manifestations pour faire connaître cette situation et collecte pour eux de la nourriture et de l'argent.

[237] https://ilmanifesto.it/archivio/2003154996



Figure 45 : Tract pour le rassemblement du 29 septembre 2009
« *Non au dépeuplement, pas de déportation. Nous voulons reconstruire nos maisons. Tout de suite !* »

À L'Aquila s'est aussi joué le sort de la politique nationale. Dans l'après-séisme, s'affirme un nouveau type de personnalisme (Pellizzetti, 2009 ; Mastropaolo, 2005) grâce à la scène offerte par la post-catastrophe. Celle-ci est mise en scène et centrée sur la personnalité d'un homme politique et ses caractéristiques propres en faisant de lui un héros plus qu'un homme au service du bien commun. La proximité des comités avec la réalité locale, bien que celle-ci ai été très éclatée, en a fait des sentinelles et des lanceurs d'alerte aussi.

La saison des manifestations a été un moment crucial vers la formation d'une nouvelle conscience politique et pour la reprise en main de l'espace urbain de la part des habitants.

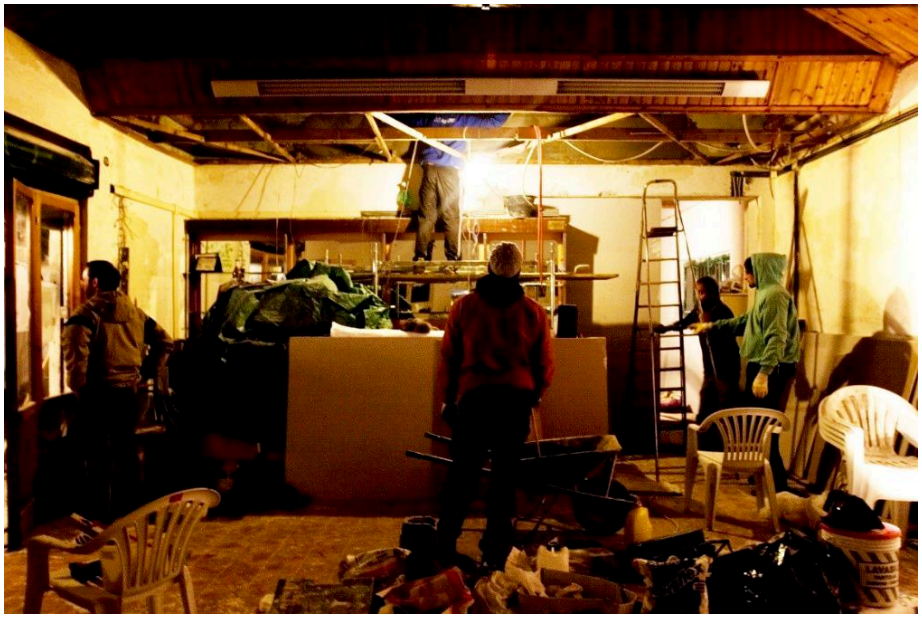
VI.2.3. L'occupation de *CaseMatte* : autogestion et reconstruction sociale

La situation des Aquilanais et des comités évolue sensiblement à la fin de l'été 2009. Durant cette période de grande incertitude, d'isolement et de déracinement, plusieurs événements marquent des tentatives de contrer cette précarité. La présence du camp de via Strinella est remise en question par l'arrivée du froid hivernal, caractéristique de L'Aquila. Dans le même temps, les activistes craignent de perdre leur rôle social acquis pendant l'été. Recherchant un lieu stable pour continuer

à se réunir (et parfois faire la fête), pour ne pas être obligés d'accepter les solutions de relogement proposées par le gouvernement et nourris de l'expérience partagée par certains de l'occupation d'immeubles abandonnés ou vides en milieu urbain, ils envisageable l'idée de créer un *Centro sociale*, ou « squat » (Mudu, 2012).

Le 31 octobre 2009, après une première tentative d'occupation qui échoue à cause de l'impraticabilité du bâtiment, plusieurs activistes prennent possession d'un petit local dans le parc de l'ex-asile psychiatrique de L'Aquila, abandonné depuis sa fermeture en 1982 et situé dans le Parco del Sole, à côté de la Basilique Collemaggio. Les contacts avec l'autorité sanitaire en charge de la zone permettent, pendant longtemps, au comité d'occuper le local sans problèmes juridiques majeurs. Les structures provisoires en bois qui avaient été installées au Parc Unicef, surtout le MediaLab, sont remontées et agrandies pour héberger les habitants de ce nouveau lieu de vie et de partage.

Le travail collectif de réhabilitation des lieux occupés soude encore davantage le collectif. Alessandro Tettamanti, un des membres actifs du Comité 3e32 l'explique : « *nous avions une force à l'intérieur qui sortait définitivement de l'ordinaire, parce qu'elle était animée par le désir de rédemption, la volonté de se relever après le tremblement de terre et de construire ainsi, de nos propres mains, notre avenir.* » (Tettamanti, 2019, p. 122).



Photographie 42 : Travaux collectifs de réhabilitation du local occupé du Parco del Sole (Comité 3e32)

L'enjeu de cette occupation est central pour tous les comités, puisque ce lieu, baptisé *CaseMatte* , est vite devenu incontournable pour les nombreuses activités d'observation, d'auto-organisation et de mobilisation qui ont marqué les premières années après le séisme.

En outre, la réappropriation, bien que partielle, du parc de l'ex-asyle psychiatrique a permis de porter l'attention sur cette zone limitrophe du centre-ville, dégradée et abandonnée. Par exemple, deux publications sont autoproduites à *CaseMatte* : *il CRATERE* et *il CENCIO*[238]. L'une sert à diffuser localement des informations, « par le bas » et avec des points de vue alternatifs sur les événements de la reconstruction ; l'autre adopte un ton satyrique et irrévérent. L'importance et la nécessité de la prise en main de la parole et de l'information (Farinosi et Treré, 2014) en situation de catastrophe donne aussi naissance au web journal indépendant *NewsTown*[239], qui à ses débuts, contribue largement à faire circuler les analyses et les points de vue de certains porte-parole des comités.



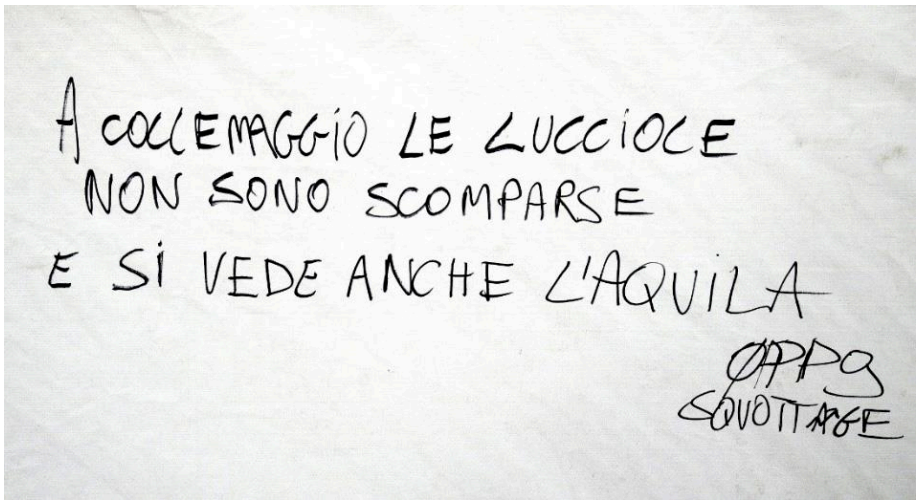
Photographie 43 : Copies du journal *il Cratere* (Tomassi)

« *Nous voulions dès que possible offrir un nouvel espace de réunion. Pour une ville qui n'existait peut-être plus, mais qui avec un nouveau centre social serait en mesure de se réunir à nouveau, comme cela s'était déjà produit avec via Strinella.* » (Tettamanti, 2019, p. 122). Un besoin de « reconstruction sociale » est exprimé et revendiqué, jusqu'à nos jours, par les comités d'habitants préoccupés par la fragmentation engendrant une perspective réelle d'isolement. *CaseMatte* existe encore aujourd'hui bien que son rôle, ses fonctions et ses habitués aient changé et que les activités qu'y sont menées soient moins politisées ainsi que ses habitués. Il est resté un lieu d'agrégation et de création musicale dans une ville-vitrine qui a oublié les jeunes ayant grandi dans une ville détruite[240].

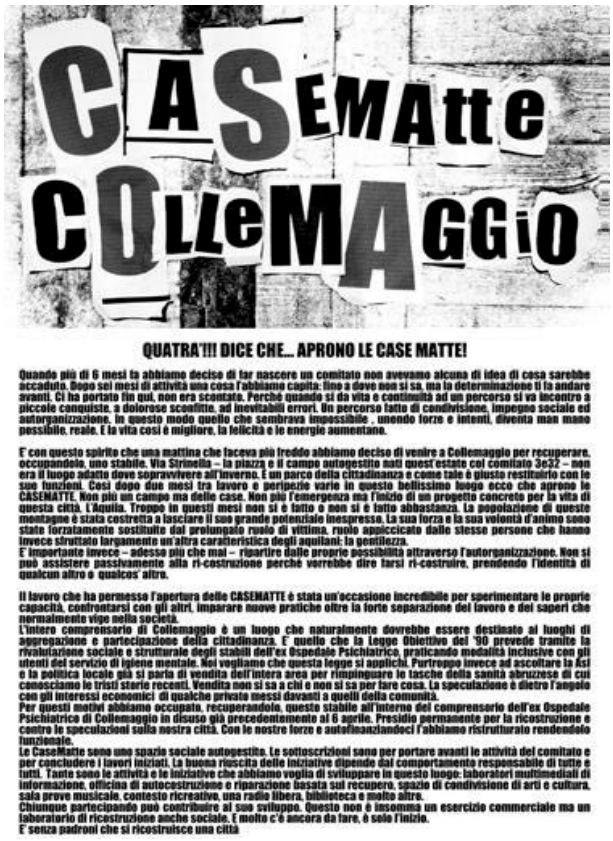
[238] Titre satyrique en rapport au nom du journal locale *Il Centro*, qui signifie « le chiffon ».

[239] https://news-town.it/.

[240] À ce sujet, il convient de lire le travail ethnographique réalisé avec les adolescents qui ont habité le centre-ville ces dernières années, écrit par Rita Ciccaglione : Ciccaglione R., « Abitare i vicoli e "le case" à L'Aquila post-sisma. Diritto alla città e spazi di desiderio tra gli adolescenti ». *Antropologia* 4, nº 3 (21 décembre 2017) ; associée à ce travail existe une documentation du photographe aquilanais Marco D'Antonio : D'Antonio M., *La città nascosta- the hidden city*, Arkhé, L'Aquila, 2019 (https://witnessjournal.com/storie/la-citta-nascosta/).



Photographie 44 : Inscription sur un mur de *CaseMatte*, hiver 2009
« *À Collemmaggio les lucioles n'ont pas disparu et on peut aussi voir L'Aquila* »


CASEMATTE
COLLEMAGGIO

QUATRA'!!! DICE CHE... APRONO LE CASE MATTE!

Quando più di 6 mesi fa abbiamo deciso di far nascere un comitato non avevamo alcuna di idea di cosa sarebbe accaduto. Dopo sei mesi di attività una cosa l'abbiamo capita: fino a dove non si sa, ma la determinazione ti fa andare avanti. Ci ha portato fin qui, non era scontato. Perchè quando si da vita e continuità ad un percorso si va incontro a piccole conquiste, a dolorose sconfitte, ad inevitabili errori. Un percorso fatto di condivisione, impegno sociale ed autorganizzazione, in questo modo quello che sembrava impossibile , unendo forze e intenti, diventa man mano possibile, reale. E la vita così è migliore, la felicità e le energie aumentano.

E' con questo spirito che una mattina che faceva più freddo abbiamo deciso di venire a Collemaggio per recuperare, occupandolo, uno stabile. Via Strinella – la piazza e il campo autogestito nati quest'estate col comitato 3e32 – non era il luogo adatto dove sopravvivere all'inverno. E' un parco della cittadinanza e come tale è giusto restituirlo con le sue funzioni. Così dopo due mesi tra lavoro e peripezie varie in questo bellissimo luogo ecco che aprono le CASEMATTE. Non più un campo ma delle case. Non più l'emergenza ma l'inizio di un progetto concreto per la vita di questa città. L'Aquila. Troppo in questi mesi non si è fatto abbastanza. La popolazione di queste montagne è stata costretta a lasciare il suo grande potenziale inespresso. La sua forza e la sua volontà d'animo sono state forzatamente sostituite dal prolungato ruolo di vittima, ruolo appiccicato dalle stesse persone che hanno invece sfruttato largamente un'altra caratteristica degli aquilani: la gentilezza.
E' importante invece – adesso più che mai – ripartire dalle proprie possibilità attraverso l'autorganizzazione. Non si può assistere passivamente alla ri-costruzione perchè vorrebbe dire farsi ri-costruire, prendendo l'identità di qualcun altro o qualcos' altro.

Il lavoro che ha permesso l'apertura delle CASEMATTE è stata un'occasione incredibile per sperimentare le proprie capacità, confrontarsi con gli altri, imparare nuove pratiche oltre la forte separazione del lavoro e dei saperi che normalmente vige nella società.
L'intero comprensorio di Collemaggio è un luogo che naturalmente dovrebbe essere destinato ai luoghi di aggregazione e partecipazione della cittadinanza. E' quello che la Legge Obiettivo del '90 prevede tramite la rivalutazione sociale e strutturale degli stabili dell'ex Ospedale Psichiatrico, praticando modalità inclusive con gli utenti del servizio di igiene mentale. Noi vogliamo che questa legge si applichi. Purtroppo invece ad ascoltare la Asl e la politica locale più si parla di vendita dell'intera area per rimpinguare le tasche della sanità abruzzese di cui conosciamo le tristi storie recenti. Vendita non si sa a chi e non si sa per fare cosa. La speculazione è dietro l'angolo con gli interessi economici di qualche privato messi davanti a quelli della comunità.
Per questi motivi abbiamo occupato, recuperandolo, questo stabile all'interno del comprensorio dell'ex Ospedale Psichiatrico di Collemaggio in disuso già precedentemente al 6 aprile. Presidio permanente per la ricostruzione e contro le speculazioni sulla nostra città. Con le nostre forze e autofinanziandoci l'abbiamo ristrutturato rendendolo funzionale.
Le CaseMatte sono uno spazio sociale autogestito. Le sottoscrizioni sono per portare avanti le attività del comitato e per concludere i lavori iniziati. La buona riuscita delle iniziative dipende dal comportamento responsabile di tutte e tutti. Tanto sono le attività e le iniziative che abbiamo voglia di sviluppare in questo luogo: laboratori multimediali di informazione, officina di autocostruzione e riparazione basata sul recupero, spazio di condivisione di arti e cultura, sala prove musicale, contesto ricreativo, una radio libera, biblioteca e molto altro.
Chiunque partecipando può contribuire al suo sviluppo. Questo non è insomma un esercizio commerciale ma un laboratorio di ricostruzione anche sociale. E molto c'è ancora da fare, è solo l'inizio.
E' senza padroni che si ricostruisce una città

Figure 46 : Tract pour l'ouverture du premier
Centro sociale CaseMatte, octobre 2009

VI.2.4. La révolte des brouettes : prendre en main la reconstruction matérielle « par le bas »



Photographie 45 : « *We have a dream L'Aquila* », une des manifestations des habitants du centre-ville, 2010 (Tomassi)

En février 2010, le centre-ville de L'Aquila est encore une Zone rouge, contrôlée par l'armée. La plupart des Aquilanais n'y ont plus accès depuis la nuit du 6 avril. Seuls les résidents peuvent entrer dans la zone interdite, accompagnés par les pompiers et pour une durée de 10 minutes, afin de se rendre dans les maisons abandonnées précipitamment la nuit du séisme pour récupérer des biens, des documents ou, souvent, pour simplement constater les dégâts. Le 14 février 2010, explose le scandale de la « *cricca* » (« la clique ») qui concerne des entrepreneurs envisageant de spéculer sur les futurs marchés attribués par Protection civile pour des travaux publics « extraordinaires ». L'indignation des rescapés donne alors lieu à une période de protestations.

L'enregistrement d'un appel téléphonique entre les entrepreneurs Pierfrancesco Gagliardi et Francesco De Vito Piscitelli, sous écoute au moment du séisme, est alors diffusés dans les médias. On découvre qu'ils sont euphoriques quant aux perspectives de gains que le tremblement de terre leur promet. L'après-midi du 6 avril, alors que les secours sont encore en train de chercher les victimes sous les décombres, Gagliardi dit à son beau-frère : « *oh, mais il faut s'occuper de cette histoire de tremblement de terre, parce qu'ici il faut commencer tout de suite... ce n'est pas comme s'il y avait un tremblement de terre tous les jours* », tandis que Piscicelli répond en riant « *...non... je sais* », puis Gagliardi : « *...juste pour dire, pour l'amour du ciel... les pauvres gens* », puis encore « *...juste pour dire, pour l'amour les pauvres gens. Charité... pauvres gens* », et encore Piscicelli, « *... eh bien sûr... je riais ce matin à trois heures et demie dans mon*

lit[241] ». Les Aquilanais réagissent avec une grande colère. Un groupe Facebook est créé, appelé « *Quelli che alle 3 et 32 non ridevano* » (« Ceux qui à 3 h 32 ne riaient pas »). Au départ sans trop d'attentes ni de programme, ils organisent de manière informelle un rendez-vous aux *quattro cantoni*, le croisement des deux axes principaux de la ville, lieu de rencontre habituel pour la promenade. Des centaines d'habitants, certains appartenant à des comités mais, pour la plupart, des personnes simplement révoltées face au cynisme de ces révélations médiatiques, se retrouvent ainsi, un dimanche matin, face à des barrières contrôlées par la police et des soldats. Aidé par la foule, un petit groupe commence à forcer ces barrières, pour accéder à Piazza Palazzo, une des places plus importantes de la ville et siège de la mairie. Beaucoup de personnes se mettent à pleurer et tous sont étonnées de découvrir que, depuis 10 mois, rien n'a évolué : ni l'enlèvement des décombres, ni même l'amorce des chantiers.



Photographies 46 : La manifestation du 14 février 2010
a : les Aquilanais forcent les barrières de la Zone rouge ; **b** : un manifestant, sur les décombres de *Piazza Palazzo*, montre un panneau « *je ne riais pas !* » (Comité 3e32, Il Centro)

Le dimanche suivant, le 21 février, un nouveau rassemblement a lieu aux *quattro cantoni*. Des centaines de personnes attachent les clés de leurs maisons aux barrières qui les séparent du centre-ville et de piazza Palazzo. Beaucoup n'étaient pas là le dimanche précédent et découvrent à leur tour l'état d'abandon du centre-ville. D'autres se sont rassemblés pour tenter de s'organiser face à cette situation. L'anthropologue allemand Jan-Jonathan Bock, dans son livre *Citizens without a City*, fait de cet épisode l'un des pivots de son analyse. C'est à ce moment que les habitants de L'Aquila sont directement confrontés aux mensonges de la reconstruction miraculeuse. Leur espoir en l'avenir, fondamental pour imaginer une reconstruction longue et laborieuse, est alors mis à mal. « *Les manifestants des brouettes ont montré que la prétention du gouvernement à une opération de secours réussie était en décalage avec leur expérience d'un état permanent d'exception et de délabrement, de déplacement et d'exclusion*

[241] https://www.ilcentro.it/abruzzo/il-sisma-stamattina-ridevo-a-letto-1.411665

de l'espace urbain qui leur importait » (Bock, 2022, p. 64). La presse a eu immédiatement beaucoup à faire pour interpréter cette protestation naissante. Des expressions inédites et surprenantes circulent parmi la population désormais animée par une volonté d'agir : « briser la Zone rouge », « briser les barrières », « reprendre le centre ». Ces énoncés évoquent la perspective d'actions déterminées avec, potentiellement, un haut niveau de confrontation. C'est lors du troisième dimanche qu'un nom est attribué au mouvement, appelé « *popolo delle carriole* » (« peuple des brouettes ») car certains manifestants ont, en effet, l'idée de se munir de brouettes et de seaux pour nettoyer réellement la Piazza Palazzo. « *Mais pourquoi des brouettes ?* » se demande Mattia Fonzi dans son chapitre dédié à cette protestation dans le livre *Nati alle 3e32* (2019). « *Parce qu'elles étaient un outil de travail (voyant), parce que nous voulions vraiment nettoyer notre Piazza Palazzo, parce que nous avions besoin d'un fétiche positif, pour nous dire à nous-mêmes et au monde que nous pouvons le faire, que nous voulons le faire. Que nous ne voulions pas seulement briser cette... foutue Zone rouge, mais que nous voulions aussi reconstruire la ville. À partir de notre présence, de nos corps, de nos mains.* » (Fonzi, 2019, p. 144).



Photographies 47 : Le peuple des brouettes, février 2010 (Il Centro, Marco d'Antonio)

L'analyse de cette révolte, une première reprise en main de l'espace et de la parole de la part des Aquilanais, suggère tout d'abord l'importance de « l'apprentissage en faisant » des communautés touchés (Visconti et D'Alençon 2016) mais aussi le sens d'appartenances (Casareale, Marchetti et Colocci 2023) de celles-ci nécessaire à renforcer la capacité individuelle et collective face à la catastrophe (Gaillard, Cadag et Rampengan 2019) pour une réponse durable face à l'effort de la reconstruction.

VI.2.5. Les *terremotati* face à la violence d'État : la manifestation du 7 juillet à Rome



Figure 47 : Tract pour la manifestation à Rome du 7 juillet
« *Suspensions des taxes, occupation, soutien à l'économie* »

La manifestation du 7 juillet 2010 à Rome organisée par le Comité 3e32, est un des moments de prise de conscience collective pour le 15 000 Aquilanais qui se déplacent dans la capitale. Le bout du rassemblement est de double : d'une part aller réclamer des informations claires et des certitudes sur les financements de la reconstruction ; de l'autre, demander l'approbation d'une Loi d'initiative populaire[242], réfléchie et rédigée par les citoyens à l'initiative des comités. Une énorme mobilisation (rencontres, interventions publiques, débats, etc.) dans plusieurs villes de la péninsule avait réussi à récolter les 500 000 signatures nécessaires pour la soumission aux commissions parlementaires. Les mots d'ordre de la manifestation portent aussi sur des objectifs locaux très précis comme la

[242] Le processus d'approbation de la loi a rencontré plusieurs obstacles et elle n'a pas encore été approuvée. L'ONG ActionAid a repris le travail de suivi du processus législatif avec le projet Sicuri per Davvero (https://www.sicuriperdavvero.it/). La campagne a ainsi pris une envergure nationale et participative.

suspension des taxes et la revendication d'un soutien concret face à l'autre crise qui touche alors le territoire, la crise économique.



Photographies 48 : La manifestation des Aquilanais à Rome, le 7 juillet 2010 (Denton)

Les manifestants/rescapés, déterminés (ou simplement désespérés), décident de donner plus de résonance et de force à leurs actions passant outre l'interdiction en vigueur depuis plusieurs années de manifester dans le centre-ville de Rome. Les forces de l'ordre sont présentes, en tenue anti-émeute. La composition du cortège est très variée, plusieurs élus locaux étant présents à sa tête, et défile sous les regards curieux des touristes. Décideurs locaux et comités sont, cette fois, rassemblés pour demander un dialogue avec le gouvernement qui ne soit pas médié par les fonctionnaires de la STM. La volonté commune est de politiser la protestation.

Une fois arrivé au bout de via del Corso, en direction du Parlement, le cortège est bloqué par les forces de l'ordre, ainsi que Piazza Colonna où un autre groupe d'Aquilanais essaye de rejoindre le Parlement. C'est à ce moment que la tension monte et certains élus, comme le député Giovanni Lolli, ou certains manifestants subissent des violences (Photographie 49). D'autres manifestants se

dirigent vers la résidence de Silvio Berlusconi puis au Senat mais le cortège est à chaque fois repoussé[243].



Photographie 49 : T-shirt maculé de sang à la des affrontements avec les forces de l'ordre pendant la manifestation 7 juillet (Marco D'Antonio)

Cet épisode émaillé de violences marque les esprits des participants. Le sentiment d'impuissance face à l'autorité et, surtout, le retentissement médiatique qui accompagne cet évènement et donne une image négative de ce mouvement, même s'il décourage certaines personnes et les pousse plutôt à se désengager, contribue cependant aux renforcements des comités. Pour Giorgio Straquadanio (*Popolo della Libertà*[244]) « *les habitants des Abruzzes sont insatiables* » [245] et Franco Frattini, ministre des Affaires étrangères (PdL) ajoute : « *la protestation ? Nous n'avons entendu que quelques sifflets* »[246]. Pierluigi Bersani, secrétaire du PD déclare lui que « *le gouvernement ne donne pas de réponses et envoie la police* ». Ces réactions politiques face à ces évènements montrent que la reconstruction de L'Aquila prend une ampleur nationale mais laisse les Aquilanais dans l'incertitude et une forme de désespoir[247]. À plusieurs reprises, la capitale est le théâtre de manifestations des Aquilanais qui sont à la recherche d'un engagement des institutions à la hauteur des promesses et de « l'exceptionnalité » de la situation.

Les manifestations se succèdent et l'activité politique des comités ne ralentit pas. L'image suivante reproduit le tract d'une autre manifestation nationale, organisée à L'Aquila le 20 novembre 2010, pour, une nouvelle fois, dénoncer la fausse image du « miracle » de L'Aquila.

[243] https://www.repubblica.it/cronaca/2010/07/07/news/aquila_corteo-5446113/
[244] Le *Popolo della Libertà* (PdL) est celui du gouvernement.
[245] https://www.ilpost.it/2010/07/07/la-manifestazione-degli-aquilani-a-roma-cosa-si-sa-e-cosa-no/
[246] *Ibid.*
[247] https://www.ilfattoquotidiano.it/2010/07/07/gli-aquilani-marciano-su-roma-tensioni-a-piazza-venezia/37340/



Figure 48 : Tract distribué lors de la manifestation du 20 novembre 2010

Ce tract, produit par le Comité 3e32, est plutôt adressé aux manifestants non-Aquilanais qui rejoignent cette manifestation nationale. Son titre « *Pour faire un point sur le miracle aquilanais* » polémise le sujet de la narration « miraculeuse » de la gestion de la catastrophe portée par le gouvernement et les médias nationaux. À la fin de cette manifestation, intervient l'anthropologue Antonello Ciccozzi qui analyse le caractère fallacieux du récit national sur la reconstruction de L'Aquila.

VI.2.6. Les échafaudages : support de l'imaginaire face à la ville-vide

Pour tous ceux qui visitent L'Aquila pendant les premières années après le tremblement de terre, l'image plus marquante est certainement celle des ruines, les *macerie.* Pour les habitants, parmi les éléments nouveaux qui se sont insérés dans le paysage, les échafaudages de sécurité prennent une valeur double : politique, symbole de la spéculation que j'ai évoquée et qui a été l'objet d'analyse (Imperiale, 2020)[248], mais aussi symbolique, ces tubes en fer apparaissant comme la garantie que quelque chose est récupérable et que, bien qu'un peu fissurée et abîmée, la ville peur retrouver sa normalité. Les échafaudages deviennent les gardiens d'un paysage « normal » où les secousses n'ont

[248] https://www.lavoroculturale.org/il-capitalismo-dei-disastri-allaquila/giuseppe-forino-e-angelo-imperiale/.

pas tout abattu. Ces modules en fer ont fait l'objet de nombreux réinvestissements artistiques qui expriment la blessure mais qui tentent aussi essayer de l'embellir ou de la normaliser.



Photographies 50 : Présence massive des échafaudages dans le nouveau paysage de la ville
a : le Corso ; **b** : école primaire De Amicis (Tomassi)

Cette normalité (Bock, 2022), tant recherchée, est sans doute davantage liée au souvenir de l'habitude d'une ville assez vivante sur le plan artistique et culturel (conservatoire, académie d'art, institutions symphoniques, cinéma d'art et d'essai, groupes de théâtre indépendants nationaux ou locaux) qu'au souhait d'un retour à la situation d'avant-séisme. Les affiche d'événements culturels sont encore bien visibles sur les vitrines et les murs de la ville quelques années après le séisme. Dans ce contexte, plusieurs artistes locaux se réunissent au sein de l'association *Movimento Artisti aquilani* et la créativité locale explose dans une myriade de projets différents, musicaux, vidéo ou photographiques : par exemple le groupe Zona Rossa Krew [249], avec leur disque *Voci dal cratere* (« voix du Cratère ») ou les vidéos satyriques de *Dice che* (« on dit que »). Un grand nombre de romans, poèmes et livres autobiographiques sont également rédigés et publiés[250]. La demande « *d'inclusion par la participation* » (Gaillard, 2021, p. 125), investi particulièrement l'espace public qui est devient, à plusieurs reprise, une galerie à ciel ouvert.

Qu'est-ce qu'un espace public dans un contexte de destruction ? Peut-on encore utiliser la référence à cette notion quand la ville, qui en est le support matériel et symbolique, est vidée et barricadée ? Regarder ces phénomènes par le biais d'un prisme théorique de la ville vécue, traversée, utilisée ne permet pas une lecture adaptée à rendre compte de ce qu'est devenu l'espace public, une fois que sa fonction commerciale, de support aux messages de vente, a laissé la place à d'autres images, à d'autres messages, ceux des habitants. Les espaces de passages rouverts à la circulation et ceux qui

[249] Zona Rossa Krew est un groupe de rap de jeunes entre 16 et 20 ans, né à *CaseMatte*, qui évoque dans ses morceaux les batailles locales pour une reconstruction équitable mais aussi, plus généralement le mal-être de la génération « 09 » (https://www.youtube.com/watch?v=28ZLA-JKdXw).
[250] Une archive a été mis en place par la « Deputazione di storia patria » de la région des Abruzzes pour recenser les ouvrages parus en lien avec le séisme (https://sismaq.org/).

ont été conquis par le biais des protestations, deviennent la scène où les habitants peuvent mettre en scène leur symbolique, porter publiquement leurs discours et faire connaître leurs revendications. Les images qui, depuis, occupent l'espace public entrent pleinement dans la composition d'un nouveau monde social en construction. Pour comprendre le rôle des images qui emplissent l'espace public du centre-ville il faut, comme le dit Vivien Philizot, « *définir pleinement les images en les considérant comme des formes indispensables à la vie sociale. Prendre les images aux sérieux plutôt qu'à revers* [...] *c'est observer les opérations, les pratiques et les situations dans lesquelles elles sont engagées, pour les comprendre en retour comme des formes sociales* » (Philizot, 2022, p. 7). Les comités, et non pas tous les Aquilanais, ont bien compris le jeu des images imposé dans la gestion de la catastrophe par un gouvernement « expert » dans ce domaine. La pratique publique de l'image, comme « *utilisation des espaces d'écriture exposée (qui) est une des prérogatives du pouvoir les plus jalouses* » (Petrucci 2020, p. 207), dont je présente quelques exemples, montre bien le rôle qu'elle joue dans un État démocratique. La valeur de l'image, dans la contemporanéité, ne peut pas être purement esthétique, ni être réduite à sa fonction, car sa « *place et sa circulation dans l'espace public pose véritablement une question politique* » (Philizot, 2022, p. 12).

La théorie politique sur l'espace public prend un nouveau tournant dans les années 1960 à la suite des travaux de Jurgen Habermas, tout particulièrement au sujet de l'émergence d'une sphère publique de type particulier, celle bourgeoise entre le XVII^e^ et XVIII^e^ siècle. L'association de personnes privées faisant un usage public de leurs opinions se présente comme une zone intermédiaire entre la société et l'État. Celle-ci ouvre un espace aux projets de rationalisation du discours sur le pouvoir en organisant les conditions de la discussion et de la publicité - dans le sens de « rendre public » - propre à cette nouvelle manière de concevoir le monde. « *La publicité est alors associée à un idéal d'émancipation opposé au "secret" de l'État monarchique* » (*Ibid.*, p. 17). Du point de vue de la philosophie politique, la nécessité de débattre, d'informer et faire savoir - cette mise en public de l'opinion - serait le moyen par lequel il est possible de faire valoir un intérêt plus large que celui dissimulé par un intérêt privé. L'espace public est défini ainsi par ce qu'il est censé induire dans l'organisation sociale car il « *est supposé garantir une forme de communication rationnelle* » (*Ibid.*, p. 19). Les critiques ainsi que les nuances apportées à cette définition comme la notion d'espace public « *oppositionnel* » ou « *prolétarien* »[251] (Negt, 2007), d'espace public « *médiatisé* » (Lits, 2014) ou « *global* » (Buck-Morss, 2002) ou encore d'« *espace commun* » dans la définition de Michel Lussault (Levy et Lussault, 2013), essaient de tempérer l'idée que la construction symbolique et matérielle de l'espace est souvent l'apanage d'une classe sociale qui a tout l'intérêt à négocier avec l'État. Une forme contemporaine dans laquelle se construit l'espace public est sans doute l'image, apte à opérer une médiation spécifique en tant que « *constituant de la matérialité des espaces publics, c'est-à-dire des environnements où se réalisent, matériellement, dans des choses des formes, des lieux et des symboles, les opérations*

[251] Oskar Negt et Alexander Kluge issus de l'École de Francfort, proposent une lecture qui ne semble pas correspondre avec les protestations qu'a connues L'Aquila après 2009. La question de classe n'y est pas au centre des revendications. Au contraire, il semble que la conception d'espace public sous-entendue y soit plus proche de celle d'une nouvelle bourgeoisie ayant besoin d'un espace de visibilité où représenter ses intérêts.

de publicité » (Philizot, 2022, p. 21). Si, comme le fait remarquer Paquot (2010), l'espace public se présente de deux manières, l'une, au singulier, comme espace de discussion et l'autre, au pluriel, comme espace physique, puisque le premier n'existe pas sans le deuxième, une société a recours, pour se maintenir, rester littéralement « debout », puis se transformer, à une panoplie de dispositifs sociotechniques, comme les échafaudages ou les grilles de séparation dans le cas de L'Aquila. Les faisceaux de relations qui constituent le monde ne se font pas, par conséquent, seulement entre individus mais incluent de manière constitutive ce que Michel Serres appelle les « quasi-objets » [252] ou des entités autres que les humains en tant que liants concrets.

Dans le cas de la post-catastrophe de l'Aquila, l'espace public n'est pas seulement dans la mémoire mais est au cœur de la genèse même d'un monde social nouveau souhaité par une partie des Aquilanais, ce qui ont quelque chose à négocier et qui se sentent exclus de leur rôle démocratique. Les espaces publics ouverts par les actions des comités ont fait naître un nouvel acteur dans le cadre des négociations pour la reconstruction. Sans remettre en question les structures préexistantes, les comités deviennent ensuite co-gérants de la reconstruction. Certains espaces matériels conservent dans le temps leur fonction de support de la vie citoyenne (Castellani, 2018) mais la ville détruite est plus une ville désirée qui façonne le social par son absence qu'une ville réelle avec laquelle se confronter.

L'activisme artistique qui se manifeste à L'Aquila à partir de l'usage des échafaudages qu'en font les comités est rendu possible par la visibilité et l'attrait esthétique de la ville-détruite mais aussi par une politique culturelle financée avec les fonds pour la reconstruction économique. À partir de ce moment, L'Aquila sera la scène de nombre d'initiatives au sein de son espace urbain, pour devenir une marque urbaine. La ville a remporté le titre de capitale de la culture 2026[253].

---

[252] « *Autour du ballon, l'équipe fluctue vite comme une flamme, elle garde, autour de lui, par lui, un noyau (« noixyo ») d'organisation. Il est le soleil du système et la force qui passe entre ses éléments, il est centré, décentré, décalé, dépassé. Chacun prend la relève de la balle quand le précédent est jeté, couché, piétiné. La dialectique est presque aussi faible pour décrire ce réseau fluent que le sont les chaînes classiques. Or chacune des solutions universelles dont je parle forme un objet correspondant. Nulle part je ne vois de sacré sans objet sacré, de guerre ou d'armée sans arme, d'échange sans valeur. L'objet ici est un quasi-objet en tant qu'il reste un quasi-nous. Il est plus un contrat qu'une chose, il est plus de la horde que du monde. Non pas un quasi-sujet mais un lien, non pas un presque ego mais ce que Pascal nommait une corde, Leibniz un vinculum. Le lien social ne serait que flou et labile s'il n'était pas objectivé.* ». Michel Serres, *Genèse,* Paris, Grasset, 1982, p. 198.

[253] L'idée de « l'Aquila ville créative » s'est développée les dernières années. Elle a été proclamée en 2024 « capitale italienne de la culture 2026 », avec un financement d'un million d'euros. Le projet présenté s'appelle L'*Aquila Città Multiverso*. Le site du ministère indique « *il s'agit d'un ambitieux programme d'expérimentation artistique pour la création d'un modèle de revitalisation territoriale socio-économique avec une base culturelle capable de le projeter dans l'avenir suivant les quatre axes du Nouvel Agenda Européen de la Culture* » et que « *les cinq volets Multiculturalité, Multidisciplinarité, Multitemporalité, Multireproductibilité et Multinaturalité exploreront, à travers un riche programme d'initiatives, la complexité et la richesse culturelle et environnementale qui caractérisent L'Aquila, Rieti et les villages environnants* ».

Capturer la ville : esthétique de la catastrophe et de la reconstruction ?

Les groupes de photographes locaux, mais aussi internationaux, investissent les rues, les murs, les grilles ou les échafaudages avec de nombreuses expositions qui façonnent autant l'espace que la nouvelle géographie des lieux de rencontre, des manifestations ou des lieux occupés. Les interventions proposées présentent souvent une conception de l'art qu'on pourrait définir comme néoréaliste, formes de documentation et dénonciation de la réalité, avec une approche plutôt morale de la culture. Le parti pris est de relancer l'imagination sur la ville, contribuer à la reconstruction par la dénonciation choc, par les cris, par les débats que certaines œuvres ont suscités ou par les groupes affinitaires qu'elles ont contribué à fédérer. Cet aspect de la participation, la connexion « *microtopique* » (Bock, 2016) des personnes autour d'un espace vidé, qui redevient un lieu pour le temps d'une performance, a été le leitmotiv de plusieurs interventions dans les rues, *il corso*, les places, sur les façades ou les grues de L'Aquila, à partir de 2009. Dans la réflexion sur les mouvements de protestation pour la réappropriation du pouvoir décisionnel et sur l'avenir, individuel et collectif, de L'Aquila, il n'est pas possible de l'omettre sans se priver d'une clé importante pour la compréhension de ce mouvement et sa transformation.



Photographie 51 : Photographie exposée le long du Corso Vittorio Emanuele en 2012 (Roberto Grillo)

Le 26 mars 2012, Roberto Grillo, photographe aquilanais, lance sa première exposition *L'(Est)etica del dolore*[254] (« l'(est)éthique de la douleur »). Les 78 images de 1,5 mètres de haut sont exposées en deux lieux symboliques : sous les porches du Convitto Nazionale, dans le centre-

ville, et dans le centre commercial L'Aquilone, devenu le site de sociabilité majeur dans les années qui ont suivi la catastrophe. Son esthétique du tremblement de terre se place dans la personnification de la ville qu'il définit comme « *malade et intubée* ». Il poursuit ainsi la lecture dramatique qui a été choisie par les principales sources journalistiques en ligne dans leurs numéros spéciaux sur L'Aquila, *Republica.it* et *Espresso.it*, analysés par Dodaro e Milanese. Ce déchiffrage permet de comprendre combien les web-photos proposées ont « *contribué de manière déterminante à la formation d'une mémoire vive collective* » (Dodaro e Milanese, 2012, p. 94).

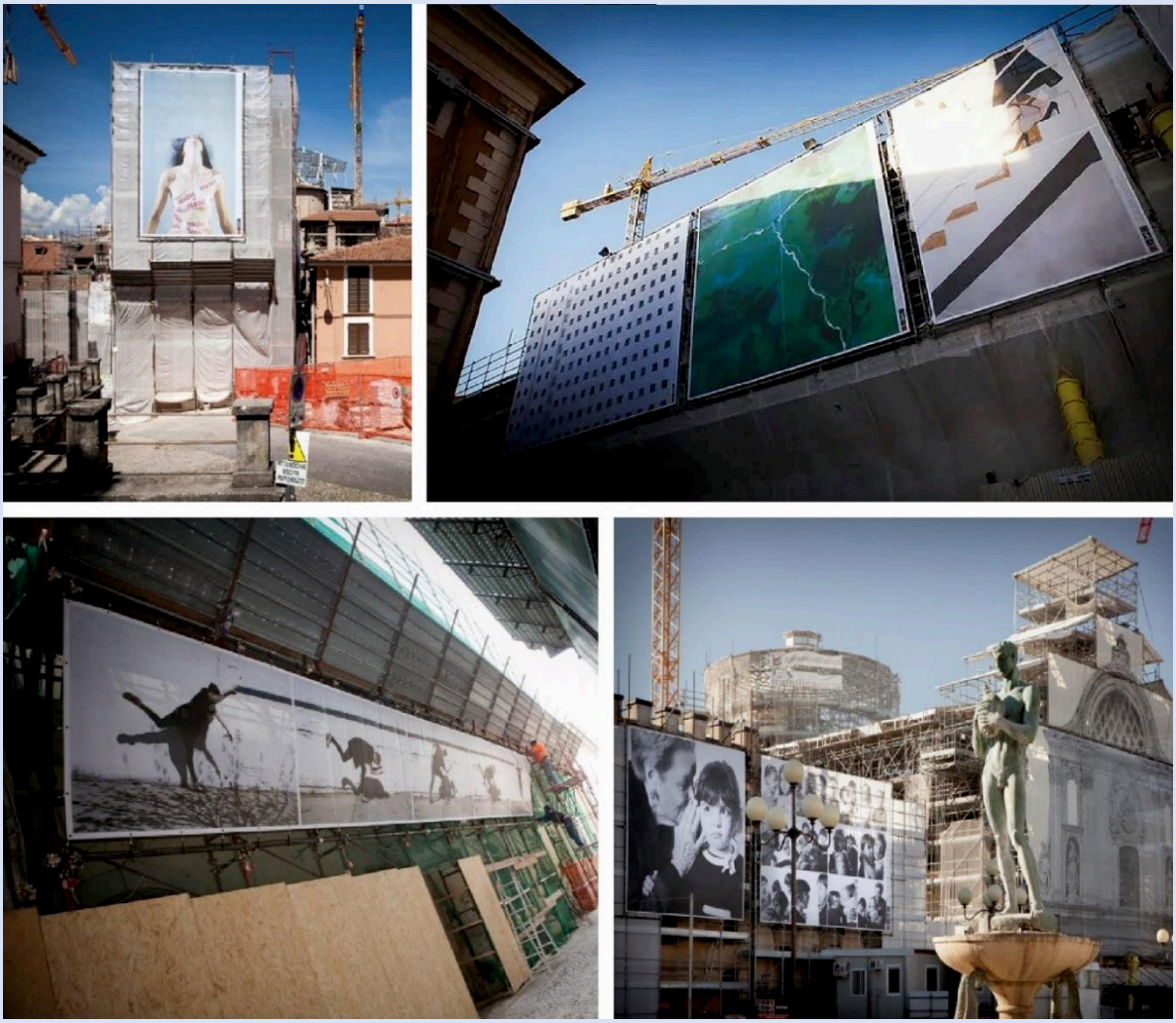
L'exposition *6 aprile 2019. Ricordo. Memoria. Futuro.*[255] (« 6 avril 2019. Souvenir. Mémoire. Futur ») de Roberto Grillo, pour les dix ans du séisme, est encore présente dans l'espace public le long du Corso Vittorio Emanuele. Il s'agit cette fois d'une série de portraits des personnages qui ont marqué l'histoire de la post-catastrophe, comme par exemple celle de l'ancien maire Massimo Cialente, de la députée Stefania Pezzopane ou du nouveau maire Pier Luigi Biondi, élu en 2017. Cette fois, l'artiste propose une lecture qui met en avant l'effort des élus locaux sans en faire des héros mais en proposant, au contraire, des images qui en montrent les traits fatigués. Les portraits ont été rapidement couverts de nouveaux dessins et commentaires, ce qui laisse apparaître la vitalité du débat citoyen et permet l'expression du désaccord.



Photographie 52 : Exposition de portraits le long du Corso Vittorio Emanuele (il Centro)

L'association *Off Site Art*, née après le séisme, est porteuse d'un projet d'art public qui accompagne la reconstruction du centre-ville historique de L'Aquila depuis 2014. Ces dernières années, plus de 80 images et agrandissements ont transformé la ville en une galerie d'art à ciel ouvert, notamment grâce au partenariat de l'organisation américaine à but non lucratif ArtBridge

et au mécénat de la municipalité de L'Aquila, de l'Université de L'Aquila et de la région des Abruzzes.



Photographies 53 : Exposition affichée en centre-ville dans le cadre de l'initiative Off Site Art (Tomassi)

Ces exemples montrent l'omniprésence du visuel, entre « esthétique et politique » (Zucconi, 2012) dans l'espace public de L'Aquila en pleine transformation quant à sa matérialité et son usage social. Si cette recherche de signification par l'art veut s'opposer à la narration médiatique invasive et violente et à la communication publique post-séisme, il convient de remarquer que celle-ci n'est pas non plus un vecteur neutre, un « *sens commun* » (Arendt, 1990, p. 45) partagé, mais l'expression d'une certaine classe « progressiste » en quête de visibilité et de place.

Conclusion

Comme décrit dans le chapitre précèdent, le processus de reconstruction est loin d'être un enchainement d'actions linéaires et sans faille, surtout mis en perspective avec les attentes, les besoins ou les imaginaires des habitants qui se sont mobilisés dans l'après-catastrophe pour faire entendre leurs points de vue. Pendant environ cinq ans, L'Aquila a été l'emblème des mouvements locaux face à la fragilisation du territoire national sous la pression du développement économique comme seul choix possible.

La question est de savoir si, à la suite de l'irruption des citoyens dans l'espace décisionnel, leur réabsorption successive dans les organisations politiques institutionnelles, qui en a entrainé l'essoufflement, a modifié les rapports de force à l'œuvre dans le processus de reconstruction. Ce sursaut d'implication dans les choix, sur le présent et l'avenir de chacun, est un des marqueurs de la complexité du processus de reconstruction de la ville de L'Aquila et se télescope avec la narration d'une gestion « miraculeuse » du gouvernement. Ce dernier se voit obligé de composer avec les actions (qu'il réprime par la force) et les paroles (qu'il tente de délégitimer) des habitants, en réaction au monopole médiatique du président du Conseil de l'époque.

La présence des images de la catastrophe sur les échafaudages, comme de véritables miroirs, a représenté un moment de l'histoire de la reconstruction de l'Aquila. Plus tard, pendant la période de 2012 à 2019, nous pouvons nous demander si l'habillage artistique de la ville n'est pas devenu finalement un énième « urbanisme de Cinecittà », où l'on peut recréer les décors à sa guise sans se soucier des habitants. L'Aquila est encore une ville inhabitée (6 000 habitants dans le centre-ville en 2024), ce qui favorise l'idée d'une action sur l'espace sans contrainte. Les fonds pour les événements sont souvent gérés par les administrateurs de la mairie de manière opaque. Les ressources financières prévues pour la reconstruction économique ne sont pas utilisées comme une occasion de stabiliser une politique culturelle publique mais en financent au compte-goutte tout ce qui est proposé, alimentent une grande précarité des associations culturelles. L'Aquila, par l'intensité de son exploitation visuelle et par l'usage des fonds pour la reprise économique devient la « ville-festival », la ville « scène cinématographique » idéale ou la « *ville-événement* » (Andreassi, 2012 ; Boulier, 2010).

Chapitre VII. La participation, seule démocratie possible ? L'institutionnalisation des comités

Introduction

Face au foisonnement des comités et à l'activisme qu'ils incarnent, les décideurs locaux sont pris de court et obligés de tenir compte de ce nouvel acteur sur la scène politique, aussi bien immédiatement après le séisme que par la suite. Un nouveau mot d'ordre fait son entrée dans le vocabulaire des militants, simples citoyens ou des politiques locaux et nationaux, celui de la participation. Elle ne présente pas un caractère pacifié mais au contraire, elle produit de nouveaux espaces de conflictualité. L'émergence de ce besoin de participation s'exprime de différentes manières : par la défense des modes de vie locaux face au modèle de gestion/reconstruction imposé, sous la forme de légitimation de certains acteurs sur le terrain de la revendication, par un topos de la construction du récit « par le bas » (celui des conflit d'espace, de modèle entre habitants et savants ou entre ville centrale et ville périphérique ou encore entre reconstruction publique et privée), par l'intermédiaire de l'action publique en termes de violence institutionnelle ou de normalisation par l'institutionnalisation de la participation citoyenne ; comme un motif identitaire pour certains ou un vecteur des différentes conceptions de la mémoire ; par la prise de l'espace public. La littérature sur la participation citoyenne est très vaste, en France (Delaunay 2019; Gatta 2018; Viel et al., 2012) comme en Italie (Allegretti, 2019; Gugg, 2019; D'Albergo et Moini, 2011), quant à son importance pour la planification et la réussite de projets urbains, comme fondement d'une stabilité sociale et politique locale comme nationale.

Le Dictionnaire critique de l'Anthropocène (Lavigne Delville et Riegel, 2020, p. 620) propose cette définition de la participation : « *Notion polysémique, la participation désigne l'implication des individus (riverains, usagers, citoyens) ou des groupes d'intérêts (organisations, acteurs, réseaux) quand il s'agit de définir et d'appliquer des politiques publiques ou des projets de territoire. Ses modalités sont très variables* ».

Le point saillant de cette définition est sans doute son aspect « polysémique ». Il rend difficile l'établissement d'un cadre unique pour une pratique qui se renforce depuis les années 2000, dans les pays des « démocraties avancées », de manière quasi hégémonique et parfaitement intégrée dans les politiques néo-libérales qui mettent en avant le *New Public Management*. C'est à partir de 2001 que la Commission européenne adopte le Livre Blanc de la gouvernance[256] et que cette notion devient parfois synonyme de « gouvernement ». Elle s'en détache pourtant, quant à l'importance qu'elle accorde à de nouvelles approches :

- La subsidiarité (entendue comme la prise de décision à plusieurs niveaux et entre différents acteurs avec leur plus grande inclusion) ;

[256] Comunicazione della Commissione, 25 juillet 2001, *Governance europea - Un libro bianco* (COM (2001) 428 def. - Gazzetta ufficiale C 287 del 12.10.2001).

- L'implication et la consultation constantes des parties prenantes tout au long des différentes étapes du projet et les processus décisionnels, dès les premières étapes ;
- Les projets de partenariat ;
- L'établissement de comptes rendus à différents niveaux (« *accountability* ») ;
- Une plus grande accessibilité des informations publiques.

Les études sur les désastres au niveau international accordent la plus haute importance à ce qu'on appelle, dans les années 1980, « l'inclusion » des citoyens dans les décisions sur leur avenir concernant la reconstruction et puis à la prévention ou à la mitigation du risque. Une vaste littérature internationale à ce sujet s'intéresse non seulement à ce qu'on appelle la « *community based approach* » (Dynes, 1994) mais aussi à sa pénétration dans la recherche théorique et pratique, comme le rappelle J.C. Gaillard, qui en fait une lecture critique dans le chapitre 7 de son ouvrage *The invention of disasters* (2021). Que ce soit comme base pour une préparation plus efficace à la catastrophe mieux comprise (Allen, 2006), comme manière de pointer l'importance de la localisation des analyses et des politiques de résilience (Cutter et al., 2008) ou encore comme approche réflexive des études des catastrophes (Visconti et D'Alençon, 2016), l'attention aux « communautés » touchées par les catastrophes s'est développée, avec le besoin de remettre au centre de l'action la notion de vulnérabilité (Lewis, Kelman, 2010) et sa portée politique et critique du développement. Parfois, cette attention portée aux capacités de « faire face » (*to cope*) des communautés est sujette à des paradoxes (Cheek, 2020) quand, avec cet idéal en tête, on ne considère pas suffisamment les conditions préalables à la participation. Les obstacles à sa mise en pratique deviennent alors des marqueurs de cette idéalisation et pointent l'erreur de plusieurs mesures et recherches internationales, quant à leur tendance à plaquer des modèles souvent étudiés pour les pays du Nord ou d'Europe, peu sensibles aux différences de genre (ou de race)[257], sur les contextes locaux.

L'inclusion des populations, comme le rappelle le Sendai Framework for Disaster Risk Reduction (United Nations International Strategy for Disaster Risk Reduction, 2015) est au cœur de la réduction de risques qui demande « *l'engagement et la collaboration de toute la société. Mais aussi* [elle] *demande une participation qui* empower *et soit inclusive, accessible et non-discriminatoire* » (Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015-2030 | UNDRR, 2015) avec une attention particulière pour les individus les plus touchés par les désastres et les plus pauvres. Bien que la participation soit à l'agenda du discours et des pratiques pour le processus de *disaster risk reduction* depuis plus de 20 ans, comme un impératif pour la réussite des politiques de réduction, elle est traversée par une série d'approches et des « mythes » (Gaillard, 2021, p. 136) qui en réduisent considérablement l'impact sur un changement sociétal radical dans les relations de pouvoir qui traversent la sphère politique. Parmi ces mythes on trouve celui de la « communauté » (*Ibid.*, p. 136) et celui de l'hégémonie du savoir institué scientifiquement établi par les acteurs qui déterminent ce qu'est la catastrophe.

[257] A ce sujet, j'ai consulté la très riche bibliographie en ligne rédigée par le Center for Gender and Disaster de l'Institute for Risk and Disaster Reduction de University College London, en collaboration avec le GDN (Gender for Disaster Network) : https://www.gdnonline.org/_files/ugd/3a710f_156b01617a1d4d9798c6e6c939f39361.pdf

Dans le cas de l'Italie, des formes structurées de collaboration et de confrontation entre les institutions et les acteurs locaux sont instituées. C'est le cas, par exemple, dans le cadre juridique régissant les politiques du secteur public, dans les instruments de planification dans les domaines de l'urbanisme, de l'environnement, du développement local, des politiques sociales et la santé. Parmi les principales formes de participation, existent les Accords volontaires, les Tables de consultation thématique, les Protocoles de coopération, les Conférences des services, les Pactes de Santé ou les Plans de secteur. Sont prévus également des instruments de participation spécifiques pour soutenir les procédures administratives liées à des actes de planification et de programmation individuels et techniquement complexes, comme les *Valutazione di Impatto Ambientale*[258] (VIA) ou les *Valutazione di Impatto Ambientale*[259] (VAS). La législation sectorielle nationale le prévoit explicitement comme moyen de prise de décision partagée dans la définition d'objectifs et dans l'allocation des ressources financières.

En Italie, est approuvé le 4 mars 2009, un mois avant le séisme de L'Aquila, le décret de loi 150 qui introduit la notion de « transparence » dans le contrôle de l'activité de l'administration publique, afin de l'améliorer, de connaître les services publics disponibles et en tant que forme de prévention de la corruption. En dépit de ces décrets généraux, la réforme de la Protection civile (Alexander, 2018), encore très techno-centrée, ne prévoit pas des mesures claires et établies pour l'inclusion des populations touchées dans la chaîne décisionnelle des catastrophes. A ce propos, Alexander affirme que « *l'élément manquant dans la politique de reconstruction du gouvernement italien est la participation locale* » (*Ibid.*, p. 67).

À L'Aquila, beaucoup d'études pointent le manque très évident de la prise en compte des populations locales à tous les niveaux (Carnelli, Forino et Zizzari, 2016) : dans les choix de prévention (Ciccozzi, 2013), de communication du risque (Scolobig et al., 2014), de gestion de la catastrophe (Verlinghieri et Venturini, 2014 ; Forino et al., 2018 ; Imperiale et Vanclay, 2019), de décision sur le futur de la reconstruction (Imperiale et Vanclay, 2021 ; Valent, 2019 ; Calandra, 2018). De nombreux mémoires de Master portent sur ce sujet, comme celui de Valentina Spano en 2017 : *Community involvement in post-disaster reconstruction : the Italian case of the city of L'Aquila*[260] Il souligne l'excès de verticalité dans la prise de décision en amont et en aval de la catastrophe de L'Aquila et le faible capital social, y compris des groupes plus actifs (Brady, 2012).

Les pratiques participatives introduites à L'Aquila après 2009, « par le bas », ont pour objectifs, dans un premier temps, d'ouvrir une arène de controverses (Callon, Lascoumes et Barthe, 2001) et de créer des « *communautés énonciatives* » (Benadusi, 2015) et ainsi de légitimer des points de vue différents sur les décisions publiques et la gestion des biens publics sous la contrainte de la reconstruction.

[258] « Évaluation des incidences sur l'environnement ».

[259] « Évaluation environnementale stratégique ».

[260] Spano V., « Community involvement in post-disater reconstruction: the italian case of the city of L'Aquila ». World Heritage Studies, Brandenburg University of Technology Cottbus-Senftenberg, 2017.

En raison de sa difficulté de définition, je me tiens ici à une lecture de la participation dans l'après-catastrophe par ses usages, selon le schéma formulé par Coppola (2023).

Tout d'abord, elle peut servir à la pénétration d'autres savoirs dans le processus de prise de décision. « *Cette utilisation de la participation remet en question l'ordre épistémique qui domine les arènes dans lesquelles certaines décisions sont prises.* » (*Ibid.*, 2023). Elle rejoint ici la revendication de tous les comités, surtout ceux de techniciens mais aussi de l'Association *Misa de Pescomaggiore* (AQ) (Chapitre VIII). Souvent, après l'irruption par le conflit d'une perturbation dans l'ordre épistémique, la légitimation de ce savoir par des formes antagonistes(Rambeau, 2014) à l'hégémonie précédente, produit une nouvelle forme de connaissance hégémonique. Dans le cas de L'Aquila, des formes d'expertise s'affrontent. Celle des comités des *tecnici*, associée à d'autres formes de connaissances issues du quotidien des habitants réunis en d'autres comités, permet de contraster l'hégémonie d'autres savoirs spécialistes soutenus par d'autres groupes sociaux comme ceux des classes supérieures des technocrates envoyés pour la gestion de l'urgence et la reconstruction. Ensuite, la participation est un processus « *visant à modifier les modalités de répartition du pouvoir dans un cadre donné de politique et/ou de décision publique par rapport à celles qui prévaudraient dans le cadre des seuls mécanismes de la démocratie représentative* » (Coppola, 2023). Cette vision plus radicale porte l'idée d'une méfiance accrue dans les institutions représentatives et conçoit la démocratie comme un projet de société excluant les groupes sociaux comparativement socio-économiquement faibles et, de facto, exclus du plein exercice de la décision. La portée émancipatrice de cet usage de la participation fait référence à l'acte de reprise en main de la vie en général dont parle Henri Lefebvre (1972), qui ne peut être réalisé que par un changement total des modes de production mais également de la ville. Un troisième usage de la participation dont parle Coppola est lié aux représentants politiques en quête de relégitimation : « *En ce sens, la participation concerne la gouvernance, plus précisément elle sert à créer des partenariats entre les acteurs politiques et la société dite civile* » et à « *générer des effets de gouvernance* » (Coppola, 2023). Dans un contexte de crise générale et durable de la représentation politique et de la médiation, la participation apparaît comme l'idée d'une collégialité de la prise de décision. De facto, les arènes de discussion mises en place sont assez conservatrices quant à la configuration et au design du dispositif : qui donnent encore plus d'occasion à certaines classes - les classes moyennes - de s'exprimer (Halbert et al., 2021). Enfin, la participation permet un « gouvernement à distance » (Coppola, 2022) qui peut amener à déresponsabiliser les décideurs publics se « cachant » derrière une multiplication d'initiatives et d'actions urbaines portées par la société civile et non par la classe politique. Une des conséquences de cette manière de déléguer des pans de défaillance publique est d'estomper et décentrer les conflits urbains. Les remparts démocratiques construits par ces actions, notamment au niveau des quartiers, peuvent permettre d'évider l'émergence de revendications vis-à-vis du réel désengagement de la politique publique. La participation n'est donc porteuse d'aucune logique auto-transparente qui en justifierait l'usage. Elle n'est pas un bien en soi et sans justification et peut, au contraire, être utilisée de manière subrepticement hégémonique. Le type d'initiatives illustrées jusqu'ici n'est pas rare dans le contexte pionnier de l'après-séisme à L'Aquila. Les exemples du Comité 3e32 ou des comités d'experts permettent d'esquisser les caractéristiques de

cet engouement pour la participation à son stade « primitif » : la mise en commun de compétences (techniques, administratives, culturelles) et de ressources (outils, matériel, argent, réseaux) d'individus liés par les circonstances exceptionnelles de la cohabitation dans les campements et par leurs préoccupations concernant l'avenir de la reconstruction.

Dans un premier temps, j'esquisse un portrait de la nouvelle « élite urbaine » (Pinson, 2009) qui s'empare des mouvements et impose son langage et son répertoire d'action ainsi que son capital culturel et social (Meyer, 2018; Valentin, 2015; Hernandez, 2010). Dans un second temps je compare deux initiatives différentes qui montrent le chevauchement des deux approche, l'*Assemblea* permanente de Piazza Duomo et la Campagne 100%, pour, ensuite, montrer comment la porosité entre acteurs de ces propositions fait dévier la participation revendicative vers sa neutralisation via l'institutionnalisation de la part de la commune de L'Aquila. Le Festival de la participation (Paragraphe VII.3) est un pivot et un marqueur de cette transformation et de la fin de la période des mouvements prenant naissance « par le bas ». Le dernier cas, celui de l'*Urban Center*, est intéressant comme expérience résiduelle de toutes ces instances participatives.

VII.1. Qui participe dans la ville post-catastrophe ?

La participation à L'Aquila s'est aussi exercée comme une action politique par des groupes sociaux au capital culturel élevé, possédant un capital social fait de liens, de connaissances, voire de parenté avec les décideurs, et qui connaissent les rouages des appareils administratifs et institutionnels par leur travail ou leur formation. De plus, cette forme, apparemment engagée, d'exercice démocratique entraîne un détachement vis-à-vis de formes historiques d'organisation politique bien plus stables. La participation, ainsi, « *est une politique de classe moyenne sans besoin d'un parti de classe moyenne ou d'organisations sociales de classe moyenne* » (Coppola, 2023). Nous pouvons donner l'exemple de Roberto Aloisio, jeune physicien très impliqué dans le Comité 3e32 qui, par la suite, a activement participé à la fondation et fait sa carrière au sein du GSSI (Gran Sasso Science Institute). Son cas est assez emblématique. Issu d'une des familles de notables de la ville, une fois passé l'été des mobilisations de 2009 et grâce à cette visibilité, il a finalement réussi à profiter d'une rente de position de la situation. Dans les représentations d'un jeune homme, de culture cosmopolite, ayant comme idéal la méritocratie, l'innovation et les villes étudiantes nord-européennes, un centre d'étude international comme le GSSI est vu comme un vecteur d'émancipation face à un certain « provincialisme » de L'Aquila vu comme un frein à son développement en dépit de ses potentialités.

Dans le cas de la post-catastrophe à L'Aquila, la participation a souvent été invoquée comme un « esprit de raison » capable de combler les défaillances d'une démocratie historiquement construite sur une base clientéliste. Par qui a été évoqué cette revendication et à quelle fin ? Les travaux sur la participation dans l'après-catastrophe de L'Aquila ont souvent comme limite de s'en tenir à une sorte d'étonnement vis-à-vis du ferment d'idées, ou à la vivacité individuelle et collective face à cette crise majeure. Certains ont essayé de comprendre ces « réactions » par le biais d'un modèle

culturaliste (Mitidieri, 2013), passant à côté des rapports de pouvoir qui marquaient la construction de la vie de la ville avant le séisme. Ainsi, aux élections de 2012 la liste civique *Appello per L'Aquila* est marquée par la surreprésentation de jeunes diplômés, activistes, cadres, exerçant des professions intellectuelles ou impliquées dans le secteur de l'économie sociale et culturelle, soit issus de mondes sociaux globalement marqués par le primat du capital culturel sur le capital économique. Les personnes résidant dans les quartiers populaires et les *frazioni* y sont peu visibles. La composition de la liste révèle clairement un tropisme vers les classes moyennes et supérieures blanches. La population immigrée de longue date n'est pas négligeable à L'Aquila[261], mais cette liste se construit au détriment des groupes sociaux les plus défavorablement touchés à la fin par les effets de la catastrophe et par les politiques de *recovery* (gentrification, instabilité des prix immobiliers, hausse de la durée et du coût des mobilités, coûts environnementaux, etc.). Des mots d'ordre et des modalités nouvelles sont utilisés pour la première fois dans la campagne *100% Ricostruzione* (Paragraphe VI.3.2). Celle -ci met en avant, par exemple, des mots comme « transparence » et « participation » et la présente comme une revendication provenant des Aquilanais. L'apparition de ces slogans est due, au contraire, à l'initiative du Comité ReteAq dont l'animateur est Ettore Di Cesare, mathématicien et PDG de l'entreprise Openpolis[262], travaillant sur les données du Parlement et qui rend publiques les données des décisions sur des thématiques comme « Abbruzzo », « Scuola », « IXX Legislatura ». Ce n'est donc pas un hasard si ces thèmes sont présents dans la campagne et sont devenus d'usage commun dans les mouvements citoyens. L'influence de personnes comme Di Cesare s'accroît au point qu'il a candidaté au poste de maire de L'Aquila aux élections de 2012 avec la coalition citoyenne *Appello per L'Aquila*, issue des mouvements de contestation. Di Cesare ne fut finalement pas élu maire mais fut conseiller communal d'opposition jusqu'en 2017.

Je me suis moins intéressée à la participation en tant que telle qu'aux questionnements qui surgissent quand on s'intéresse aux processus de fabrication de la ville, à l'aune des nombreuses évolutions des enjeux et des pratiques participatives. Il existe un lien étroit entre les dynamiques participatives et le glissement qu'elles opèrent de la question sociale à la question urbaine. L'impératif participatif - issu des préconisations internationales pour la diminution du risque - est largement repris et porté, dans le cas de L'Aquila, par des membres appartenant à groupe social caractérisé par une grande plasticité qu'Alain Birh appelle la « *classe d'encadrement* » (Birh, 1989) (Paragraphe b.4). Comme l'affirment les chercheurs réunis autour de l'appel à communication pour la journée d'étude sur la pensée de Birh et sa réactualisation, « *en dehors du monde du travail, la sociologie urbaine ou les études rurales montrent comment l'affirmation sociale et culturelle des classes moyennes passe par l'encadrement des espaces et des formes de leur développement* » (Calenda, 2022). La catastrophe a permis à cette classe de s'afficher comme nouvel acteur de la ville, en habitant l'espace public et en le

[261] Les données sur la présence des populations issues des flux migratoires dans le territoire de L'Aquila indiquent un nombre triplé entre 2003 et 2013. Le rapport, à cette date, est de 12 migrants sur 100 habitants (Rapporto preliminare per il Nuovo PRG, 2015, p. 159-163).

[262] https://www.openpolis.it/

façonnant à sa manière, avec ses codes visuels, ses slogans et ses attentes. Je préfère utiliser la catégorie de Birh par rapport à celle de la sociologie marxiste classique « petite bourgeoisie », car celle-ci met en lumière le fait que cette classe est un produit du capitalisme et en particulier du capitalisme du désastre en tant que producteur de nouvelles « opportunités » de valorisation par le caractère perturbateur (*disruptive*) de l'événement sismique. Si ce cadre de pensée est lié à la société française d'après-guerre il semble, tout de même, particulièrement bien adapté à la société italienne contemporaine, une fois ce cadre couplé et étendu avec la notion de « *classe transnationale* » de Leslie Sklair (2001). Cette dernière nous permet de comparer les tendances, formation, modes de vie et trajectoires personnelles de plus en plus uniformisés ou conformes à l'imposition du modèle de la réussite globale.

Une mise en relation directe est donc possible entre la participation et la spatialisation de la question sociale à la micro-échelle de la rue ou de la place, dans le cas de L'Aquila. À la suite de la violence de la gestion ultra verticalisée de la catastrophe, on observe la réaction différée d'une partie de la population, doublement traumatisée par le séisme et par la dépossession violente du quotidien, qui se réapproprie des rues, des murs, des échafaudages et tous les supports possibles aptes à permettre une prise sur l'espace et une reterritorialisation des pratiques. En parallèle, on constate une indifférence des gestionnaires, au niveau national comme local, aux questions socio-démocratiques mises en lumière par la catastrophe qui montre l'insuffisance de la transposition symbolique sur l'espace urbain des luttes pour un véritable changement politique. La reconnaissance de la place des citoyens ordinaires, en tant que parties prenantes de la vie démocratique, semblait pourtant avoir été clarifiée, sinon dans les pratiques locales, au moins dans les préconisations internationales. L'imposition de la Zone rouge (Shresta et al., 2022), dans le cas de L'Aquila, par exemple, remet en cause un idéal participatif que l'on croyait déjà bien inscrit dans les sociétés démocratiques et urbaines. Elle rappelle encore une fois les jeux de pouvoir à l'œuvre en permanence dans la gouvernance socio-spatiale d'une reconstruction. Le retour de l'État autoritaire réactive des rapports de pouvoir rendus visibles par la constellation des intérêts portés dans les différents comités réunis sous la pression de l'urgence dans l'après-catastrophe et qui figurent aujourd'hui parmi les nouveaux acteurs de la reconstruction, témoignant d'un dynamisme étouffé d'avant la catastrophe. Bien qu'il ne soit pas possible de réduire l'essor de l'activisme à L'Aquila après 2009 à une stratégie sociale entièrement utilitariste (Caillé, 2009) - bien au contraire, la force et le prestige que certaines personnalités et groupe ont gagnés donne naissance à une nouvelle maille dans la gouvernance locale.

Un paradoxe semble traverser les instances participatives : entre des revendications fortes pour la reprise en main du centre-ville et l'alliance de plus en plus forte des mouvements en quête de place entre les grands opérateurs technico-économiques et le pouvoir politique quant au développement de la ville future. Ainsi, des véritables alternatives sont devenues de puissants opérateurs de la diffusion de la rationalité néolibérale et matière de production et de gestion urbaine dans « *un style très entrepreneurial des politiques urbaines* » (Halbert, Pinson et Sala Pala, 2021).

L'attention aux mouvements sociaux qui ont eu lieu à L'Aquila dans la post-catastrophe sous-tend l'omniprésence de l'espace dans toutes les dimensions de l'action collective : émergence, diffusion, coordination, organisation, mobilisation, stratégie, tactique, revendication, enjeu, ... destruction. Ce travail veut rendre compte du « où » des interventions des acteurs sociaux impliqués, mais, étant donné que la condition spatiale urbaine de la ville de L'Aquila est caractérisée par un degré élevé d'instabilité qui n'est pas encore résolu, il est impossible de stabiliser ce « où ». J'essaie donc de rendre compte des mutations continues et très rapides de ces actions spatialisées au cours de la période étudiée.

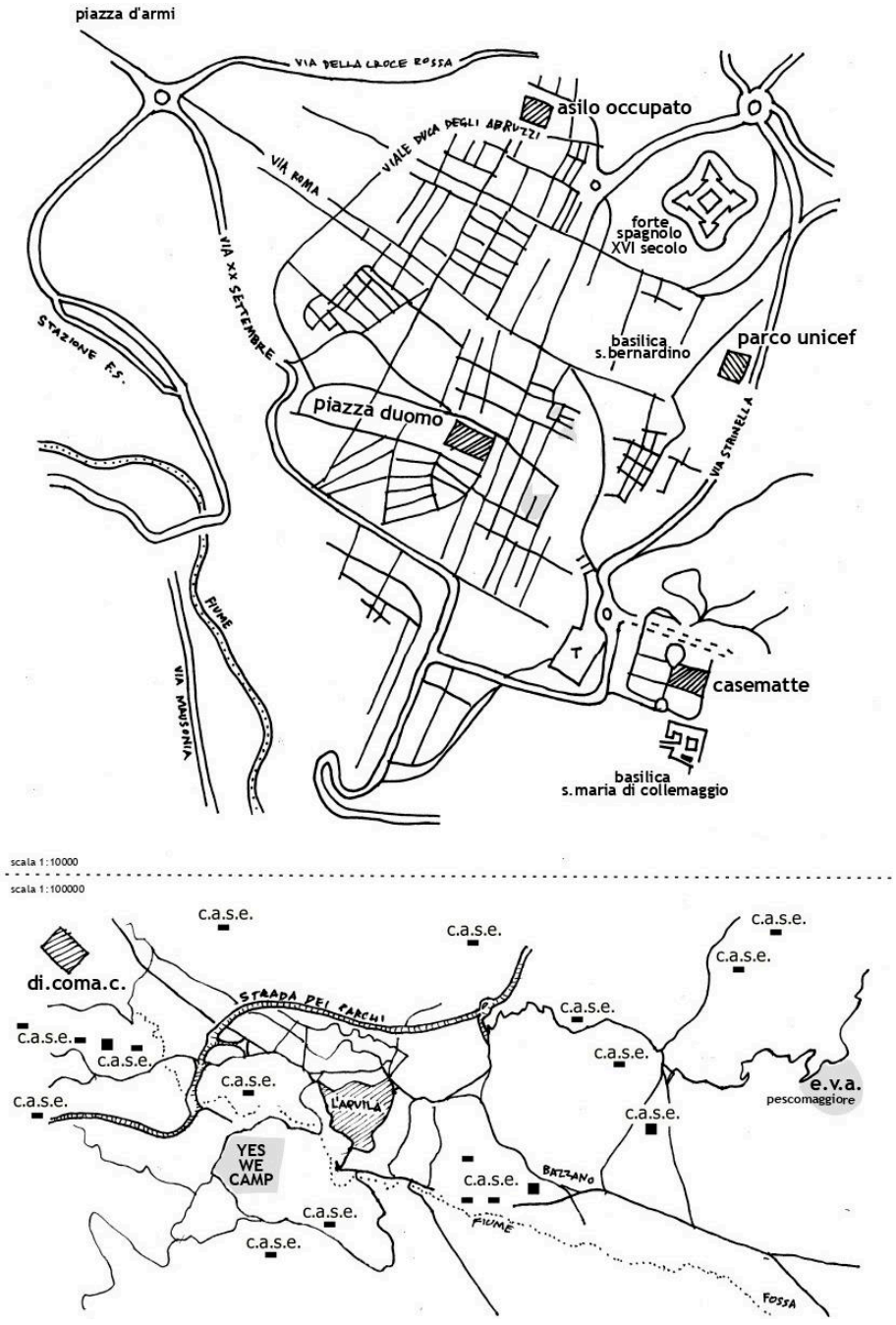


Figure 49 : Carte des lieux de la participation (Matteo Ludovici)

Étant donné la diversité des comités quant aux objectifs de leurs actions, leur rayonnement, la fréquence de leurs apparitions dans l'espace public ou leurs compétences, il est difficile d'établir une sociologie complète de leurs participants en général. On retrouve plus d'uniformité dans les comités de centre-ville où l'enjeu de la valorisation patrimoniale (Djament, 2020) met en action des groupes de voisinage qui opèrent plus par *lobbying* que par des actions destinées à bénéficier au plus grand nombre. Ces réseaux élémentaires se sont densifiés à plusieurs reprises pour l'organisation des grandes manifestations nationales. Mais la plupart de leurs contributions ont été l'élaboration de propositions de planification ou l'opposition à des projets précis. Elles montrent ainsi comment les ressources et les stratégies ad hoc des premiers mouvements sociaux ont pu être capitalisées, récupérées, complexifiées et formalisées ensuite par des groupes et des individus[263] proches des décideurs locaux. Dans le cas de L'Aquila il est difficile de mener une analyse comparative entre l'avant et l'après-séisme concernant les associations civiques par manque de donnés institutionnelles. Ce manque ne permet pas de justifier quantitativement l'hypothèse d'un regain d'activité démocratique plus durable que celle des comités qui, comme nous l'avons vu, est une forme éphémère d'organisation pendant la phase de reconstruction. Les cartes ci-dessus représentent la localisation des nouveaux lieux d'activités civiques après le séisme et leur redistribution, révélatrice d'un changement de nature du territoire qui confirme la teneur symbolique du centre-ville.

La formalisation des formes participatives des comités procède d'une mise en commun des ressources et des énergies débouchant sur des stratégies de plus en plus sophistiquées développées à l'échelle de la ville-territoire. Cinq types de projets ont pu être identifiés de manière récurrente, lors de cette recherche, parmi les différentes organisations locales :

- Les projets de lutte médiatique, initiée par le Comité 3e32, contre la narration voulant faire de L'Aquila un « miracle » d'efficience et de réussite de la reconstruction. Ce modèle de participation a été repris par tous les comités (Chapitre VI).
- L'utilisation des bases de contacts et passerelles avec les responsables politiques locaux et nationaux. Mattia Lolli, par exemple, membre fondateur du Comité 3e32, est le fils du député Giovanni Lolli, ami de longue date du maire Massimo Cialente et de la Présidente du Département de L'Aquila Stefania Pezzopane et membre du même parti politique, le PD.
- L'instrumentalisation du statut d'interlocuteur privilégié des planificateurs urbains, pour réaliser un intense *lobbying* auprès des acteurs publics et privés, suggérant certains développements urbains. Cette stratégie a été celle des comités comme le Collettivo 99, Policentrica ou encore le 3e32 pour le projet « Le parc de la lune » pour la réhabilitation du parc de l'ex-asile psychiatrique déjà occupé par *CaseMatte*.

[263] Certains individus ont connu au sein de l'Assemblea Cittadina une certaine renommée et ont eu de l'influence sur le déroulement des décisions portées par la mairie. Leurs actions sont apparues floues ou ambiguës aux yeux d'autres habitants. Ces nouvelles personnalités émergentes étaient souvent rattachées par diverses modalités à des partis politiques institutionnels et leurs préoccupations peut-être trop centrées sur les intérêts des notables et habitants du centre-ville, engendrant de la méfiance jusqu'à la rupture de l'expérience, pourtant très marquante, de cette période.

- La demande puis l'exercice de la participation institutionalisée via le Bilan participatif, Le règlement communal de la participation ou les conseils de quartier.
- Le contrôle progressivement exercé sur les aspects les plus visibles de la vie citoyenne : affichage public, interventions ponctuelles de rénovation urbaine au niveau du mobilier ou du décor, organisation des célébrations pour la commémoration du 6 avril.

VII.1.1. L'*Assemblea Cittadina* et la Campagne 100% : entre démocratie directe et les nouveaux mots d'ordre du politique négocié

Par deux exemples je montre le glissement d'une forme plus revendicative, basée sur une culture politique ancrée dans la rencontre, l'échange et le débat vers un autre registre de lutte et de nouveaux thèmes centrée sur la participation et les intérêts privé qui voient le jour.



Photographie 54 : Le *Tendone* avec son slogan : *Riprendiamoci la città*[264], 2011 (Osservatorio Repressione)

La constitution de l'*Assemblea Cittadina*, est un bon exemple de volonté de démocratie directe des citoyens de L'Aquila. Il s'agit d'une assemblé permanente situé Piazza Duomo dans le *Tendone*[265], qui existe du 1er mars 2011 au 2 septembre 2012. Au sein de ce lieu, théâtre de débats quotidiens, structuré en table de travail thématique autour de la reconstruction, sont produits des documents souvent réutilisés par les institutions locales, dont les représentants sont invités assez régulièrement

[264] « Réapproprions-nous de la ville »

[265] *Tendone* traduit par « grande tente », est un grand barnum mis à disposition par un particulier et monté Piazza Duomo par des bénévoles des comités. Cet abri a permis d'accueillir des tables de discussion permanentes sur tous les sujets proposés par les différents groupes de discussion par lesquels l'assemblée était organisée.

pour écouter les propositions citoyennes, répondre aux questions diverses ou pour combler les incertitudes sur la reconstruction qui agitent les Aquilanais. Par exemple, la commission sur l'écoute des exigences de la population et ses propositions, dénommé C.As.A. (Comunicazione per l'Ascolto Attivo) a été coordonnée par la professeure Lina Calandra, géographe très active et impliquée dans l'*advocacy* de la science au service de la compréhension fine de L'Aquila nouvelle.

Dans cette expérience qu'on pourrait définir de démocratie de base, l'exercice libre de la parole et du débat public s'accompagna d'une puissante campagne de relations personnelles destinées chaque fois à rendre visible telle ou telle autre problématique. Dans des nombreux cas, les connexions avec des universités nationales et internationales ont amené à des séjours d'étude pour des jeunes diplômés. Il n'en reste pas moins que le *Tendone*, a permis l'expression d'un nombre croissant de personnes peu à même d'écrire des communiqués, de tenir un blog ou se faire entendre par des initiatives de communication. Il a été un lieu très inclusif au tout début puis s'est s'essoufflé à cause du caractère laborieux du processus, surtout une fois que le quotidien difficile des Aquilanais a repris le dessus sur la suspension (apparente) due à l'urgence.

L'exemple de la « Campagne 100% » permet d'illustrer un répertoire de revendication très différent.



Figure 50 : Tract distribué lors de la campagne 100% reconstruction

Reconstruction à 100%, participation, transparence, dignité : tel est le programme de la Campagne menée à partir de l'immédiat post-séisme par une douzaine d'organisations de L'Aquila et du Cratère. À l'origine de l'initiative se trouvent le Comité ReteAq, le réseau 3e32 ou le Collectif 99 déjà cités plus haut. Les instigateurs de la campagne exigent la réparation de tous les dommages (avec des contributions totales, non seulement pour les maisons mais aussi pour les activités productives et culturelles), l'implication des citoyens dans les choix de reconstruction, la transparence de la comptabilité publique des dépenses, la révision du Plan pour faire sortir les habitants de L'Aquila des tentes ou la réouverture des écoles et des universités pour lesquelles aucun calendrier d'action n'avait été prévu. La peur du dépeuplement s'exprime par le slogan « 100 % des habitants de L'Aquila à L'Aquila ». Cette campagne a été prolongée pendant les trois ans qui ont suivi le tremblement de terre et a transmis ses mots d'ordre aux autres comités grâce, encore une fois, au savoir-faire communicationnel des comités engagés.

De quel type de participation parle-t-on quand on évoque un droit à la reconstruction ou encore quand on exige de l'information, quand celle-ci est aussi un droit démocratique de base garanti par le décret de loi n° 33 de 2013 ? À quoi veulent participer les comités nés au lendemain de la catastrophe ? De toute évidence, la participation a été, et continue d'être, le leitmotiv de tous les comités mais une participation distanciée, dont le débat se joue ailleurs que dans l'espace public : sur les journaux, dans les conférences, les échanges privés. La demande de reconstruction 100% conforte les décideurs publics dans l'idée d'une reconstruction « *com'era dov'era* » en faveur des propriétaires privés de maisons de centre-ville qui adhèrent aux comités en soutien à la Campagne. Sous couvert de participation, la classe d'encadrement trouve un moyen exclusif de dialoguer avec les pouvoirs en place pour la reconstruction et s'arroge de plus en plus le rôle d'intermédiaire, de facilitateur. Dans cette optique il n'est pas surprenant que la participation ainsi entendue constitue, également, la revendication la plus usuelle dans les activités d'autres acteurs plus récents comme l'*Urban Center*, analysé plus loin (Paragraphe VII.4).

VII.2. Statut Communal de la participation, bilan participatif, les projets du CartoLab-UnivAq : réception des instances de participation au niveau local

Fabio Pelini est le premier adjoint communal à l'Assistance à la population, avec une délégation à la participation, nommé en 2011 lors d'un remaniement au sein du conseil communal négocié avec son parti, la Refondation Communiste, en vue des élections de 2012. Son intérêt pour la participation vient d'abord d'une opposition ferme à la gestion de catastrophe puis de sa proximité avec certains comités citoyens. Il explique les étapes majeures de la dotation d'instruments participatifs par la mairie de L'Aquila. Au-delà de sa mission auprès des services aux habitants du projet CASE, souvent en lien avec l'extrême instabilité des conditions de vie des Aquilanais, son rôle est aussi de reformer l'approche des politiques locales : « *La méthode qui nous intéressait de renouveler était celle de ... basée sur la participation, c'est-à-dire participer à la construction d'un nouveau modèle de gouvernance locale, comme disent ceux qui savent parler, je dis simplement un nouveau modèle administratif d'écoute permanente des citoyens pour que ce qui s'était passé puisse devenir une opportunité, un laboratoire. Il s'agissait*

évidemment d'un chemin semé d'embûches. » (Entretien 14, Fabio Pelini, professeur de lycée, adjoint à la participation de la commune de L'Aquila 25 et 31/10/2018).

Dans son discours transparaît la volonté de se saisir de l'opportunité de la participation pour relégitimer le gouvernement local mis à mal non seulement par les choix de non-opposition frontale au projet CASE, mais aussi pour les positions ambiguës qu'il a prises vis-à-vis d'acteurs comme la STM.

Tableau 20 : Relations entre espaces, valeurs et acteurs (d'après Crosta, 2022)

Espace Urbain MATERIEL	**Espace Urbain IMMATERIEL**	**Nouvelles Valeurs**	**Nouveaux Instruments à L'Aquila**	**Nouveaux Acteurs**
Typologie	**Publique**	Inclusion	Registre de facilitateurs	Métis[266], Action Aid
		Subsidiarité	Bureau de la participation	Adjoint à la Participation, université
Forme	**Sociale**	Prise de décision	Budget participatif	Citoyens, association, comités, riverains
		Technologie	Conseils territoriaux de participation	Conseillers, start up, Comité ViviamoL'Aq
Fonction	**Soin /*care***	Droit à la ville	Urban centre	Associations, université
			Festival de la participation	Action Aid, UC, ministère de la Cohésion, GSSI
Perception		Culture	Sites de l'imaginaire - événements/ Off-site art	Propriétaires, ANCE, artistes, MAXXI, etc.
		Environnement	Festival de la montagne	Associations sportives, Centre touristique du Gran Sasso
			Actions informelles	EVA (écovillage autoconstruit)

[266] Métis est une coopérative née après le séisme, formée d'architectes et de personnes issues des sciences sociales, mandatée par la mairie pour la gestion des parcours de participation institutionnelle (https://www.metis-cs.it/).

Pour comprendre les enjeux d'une structuration institutionnelle de la participation, le Tableau 20 montre les relations entre espaces, valeurs et acteurs en tenant compte de l'espace public, à partir de son découpage classique entre les aspects matériels entendus comme des invariants urbains analysés dans la thèse de Castellani (2018) déjà cités plus haut. Ici l'espace public, support historique et patrimonial à l'activité de la « sphère publique » est interprété à partir de sa typologie, sa forme (place, rue, square, parc, etc.) et sa fonction (récréative, commerciale, service, culture, etc.) afin de le mettre en relation avec les aspects immatériels de la production de l'espace public. Il est aussi associé aux nouvelles valeurs qui ont émergé par le discours des comités qui ont forcé à leur prise en compte par la mairie, au travers de nouveaux instruments ou *Istituti di partecipazione* (« instituts de participation ») et en devenant des nouveaux acteurs dans la production de la ville à reconstruire. Le tableau suivant synthétise les nouvelles approches à l'espace matériel et immatériel de la ville, les valeurs émergentes, les instruments mis en place par la commune et les acteurs qui en sont porteurs dans le contexte de l'émergence de la participation.

L'attention des politiques publiques locales à la participation fait ressortir un besoin de compétence en facilitation des processus qui est pris en charge par l'université via le travail scientifique et militant de Lina Calandra, géographe du Département de Science humaines de l'Université de L'Aquila.

L'expérience engagé au sein de l'*Assemblea Cittadina*, menée avec le CartoLab (Calandra, Castellani et Palma, 2016) de l'université au sein de laquelle elle a contribué à la coordination des commissions d'initiative citoyenne, le *Comunicazione per l'Ascolto Attivo* (CAsA)[267] qui « *se déroule de juin à septembre 2010 dans neuf sites CASE, dont les plus peuplés (Bazzano, Paganica 2, Cese di Preturo) afin de fournir une image assez réaliste de la nouvelle condition des logements après le tremblement de terre* » (Calandra, Castellani, Palma, 2016, p. 188).

[267] Voir les documents *L'Aquila Anno1 : Open Spaces for an L'Aquila Agenda : Instant report*, 21 mars 2010 ; Rapport du 18 avril 2010 (réunion intermédiaire) ; Brochure d'information sur les tables de travail, Mars 2010 ; Rapport du 18 avril 2010 (réunion intermédiaire) ; Brochure d'information sur les tables de travail (téléchargeables sur http://territoriaq.com/2012/11/26/266/).



Figure 51 : Questionnaire distribué par le groupe CAsA lors des activités de participation de l'Assemblé citoyenne en 2011

Cette expérience fait écho à l'autre prise de position forte évoquée plus haut et présente dans le chapitre d'ouvrage de 2012 où Calandra se positionne dans le champ de géographie sociale « à la française », qui relie le politique au territoire habité en tant que prérequis social pour une reprise en main « *des capacités d'intervenir spécifiquement dans le contexte urbain* » (Calandra, 2012, p. 28).

« *L'accent est toujours mis sur les gens et c'est la deuxième prémisse, la deuxième prémisse est la raison pour laquelle nous ne nous sommes pas tant concentrés sur les limites des zones rouges et des zones interdites parce que nous avons suivi les gens. La géographie est faite par les gens qui se déplacent, qui vont au travail, qui vont à l'école, qui rencontrent leurs amis. Au début, quand la Zone rouge a été supprimée, nous avons travaillé avec les comités, les assemblées, mais au bout d'un moment, la situation était un peu tendue pour nous parce qu'il y avait une partie de la ville où le problème de L'Aquila, quand vous dites L'Aquila, qu'est-ce que vous dites vraiment ? L'Aquila, c'est le centre historique [elle fait un dessin], c'est L'Aquila avec ses murs et la Zone rouge est ici, mais quand on dit L'Aquila, on dit aussi "il Torrione, San Francesco, Santa Barbara Pettino, Gignano, Sant'Elia, la Torretta et*

puis on dit beaucoup de villages tout autour de ces zones rouges aussi, alors de quelle limite parle-t-on ? Qu'avons-nous fait à un moment donné ? Avons-nous dit que nous devions rester enfermés dans un conteneur qui avait été construit pour nous et largué d'en haut ? Non ! Allons chercher les gens là où ils sont parce que les gens font la géographie, allons chercher les gens. Et où étaient les gens à ce moment-là ? Dans les projets CASE. » (Entretien 29, Lina Calandra, professeure de géographie, Université de L'Aquila 09/10/2019).

Les propos de Lina Calandra dressent une critique embryonnaire de la surdétermination du centre-ville et de son rôle antihistorique à la suite de la nouvelle condition de « *malaise socio-territorial post-séisme résultant de la désarticulation de la structure urbaine et de la nouvelle territorialisation de la zone de L'Aquila* » (Calandra, 2012, p. 188). Il s'agit de rétablir les « *fondations spatiales et territoriales de la démocratie* » (*Ibid.*, p. 32) bafouées par la gestion de l'urgence. C'est avec cette conviction, avec le CartoLab qui réunit des étudiants et doctorants en géographie, qu'elle agit pour « *faire émerger les savoir profanes de qui habite le territoire et s'en charger avant d'élaborer un projet* [car] *il s'agit, de la part des savoirs experts, d'un acte d'humilié et d'assumer sa responsabilité par rapport au fait qu'une partie importante de la connaissance humaine est nécessairement dispersée parmi les individus* » (*Ibid.*, p. 30-31).

Cet approche cognitive de la connaissance nécessaire pour construire le savoir le plus complet possible sur la ville et ses nouvelles dynamiques est au cœur de la conviction qui anime les activistes des comités et une partie des décideurs qui souhaitent aussi construire une nouvelle technique de gouvernement (Gourgues et Segas, 2021) en opérant un transfert entre la démarche participative et la démocratie mise à mal par la gestion autoritaire de la première phase post-catastrophe.

La collaboration avec la municipalité de L'Aquila et le Département de la participation avec Fabio Pelini, adjoint à la participation de la mairie, se concrétise par la signature d'une convention. Celle-ci confie à Lina Calandra la responsabilité des activités de collaboration scientifique et de formation dans le domaine de la participation, ainsi que la coordination et la facilitation du processus de participation pour le budget participatif municipal 2013 sur les travaux publics. L'expérience est renouvelée, aussi bien pour « *l'évaluation scientifique des temps et des processus d'ouverture participative de l'administration municipale* » que pour le « *budget participatif municipal de 2015-2016* ». Les centres sociaux pour personnes âgées de la municipalité et, pour le parcours participatif pour l'écriture collaborative du statut du conseil municipal des Jeunes[268] sont également intégrés dans cette démarche.

Dix ans après, la professeure Calandra revient sur cette expérience pendant notre entretien :

« *à mon avis tout cela était une œuvre de théâtre, dix ans plus tard je pense que c'était un peu du théâtre si je regarde à nouveau aujourd'hui qui étaient les acteurs de la protestation contre la fermeture du centre ancien, je peux dire que c'étaient tous des gens bien rodés, ce n'était pas le citoyen individuel qui y croyait aussi, mais la direction était forte, la direction était forte et pas n'importe qui, et puis les gens y croyaient vraiment, c'est-à-dire que les dimanches les brouettes étaient réelles, ils étaient sincères, tellement qu'il y avait de gens, mais la direction...*

[268] Les méthodes, déroulement et résultats de ces processus sont très bien documentés par la production scientifique de Lina Calandra et de son groupe, voir Calandra L., *Per una geografia sociale dell'Aquila post-sisma. Comunicazione visuale e nuove forme di democrazia*, Aracne, 2012 (https://ricerca.univaq.it/handle/11697/24534).

IT : pensez-vous à des gens comme ...des comités qui étaient pilotés ou pensez-vous à des gens qui avaient des objectifs …

LC : je pense à des comités mis en place pour piloter des comités sous la direction de ceux qui savaient quelles choses faire, quels coups faire, casser la Zone rouge, occuper l'autoroute... Bien sûr, on comprend ça après dix ... un peu avant, mais dix ans après on comprend qu'il y avait ....

IT : donc une conspiration selon vous ? !

LC : ce n'est pas un complot, c'est une direction bien guidée par ceux qui savaient... ce qui m'a beaucoup étonné c'est que quand il est devenu vraiment populaire la régie l'a forcé à diviser le mouvement parce qu'il y avait des moments où il [le mouvement] *était devenu vraiment populaire il avait en quelque sorte échappé au contrôle des comités il avait échappé à ce que les comités faisaient ils ont commencé à se faire la guerre, à faire semblant parce qu'alors au lieu de dîner à l'apéro ils étaient tous ensemble. Je pense que ce sont des systèmes vraiment brisés, ce sont des systèmes pilotés et pilotables* » (Entretien 29, Lina Calandra, 09/10/2019).

Nous pouvons interpréter cette déception comme un manque de cohésion, un repli sur les intérêts privés déjà souligné par plusieurs chercheurs (Bock, 2022) ou « *une continuité inquiétante entre le pré-événement et le post-événement qui se manifeste par la perpétuation de mécanismes de non-communication entre les institutions représentatives et les habitants du territoire représenté, mais aussi entre les instances organisées de la société dite civile et les habitants et entre les associations, groupes et comités eux-mêmes. En définitive, le déficit démocratique qui est à l'origine même de l'urgence continue à se perpétuer* » (Calandra, 2012, p. 33).

Les relations entre la mairie et les mouvements citoyens donnent lieu à plusieurs interprétations. Dans la première phase après la catastrophe, la relation des pouvoirs locaux, en particulier du maire avec les comités, est très ambiguë à cause de sa recherche d'une nouvelle légitimité face à sa mise à l'écart pendant la gestion de l'urgence. Souvent, les actions et les manifestations des comités sont utilisé comme arguments par le maire Massimo Cialente pour faire pression sur le gouvernement. Par le biais de la « piazza » s'exprime le mal-être des habitants. Mais [le maire], au lieu d'agir et de tenter d'apporter des solutions avec les outils institutionnels en sa possession, comme son appartenance à un parti politique de l'opposition entre autres, joue plutôt sur ces sentiment et ressentiments généraux de manière plutôt démagogique. Quand des maisons vides sont occupées de manière symbolique pendant l'été 2009 il intervient pour « protéger » les jeunes militants du 3e32 en instaurant une relation de redevabilité qui s'est poursuivie pendant tous ses mandats. Par ailleurs, on peut juger son attitude face aux actions de l'Assemblée citoyenne plutôt condescendantes, voire méprisantes et parfois entachée de paternalisme.

L'actuel conseil municipal, élu en 2017 et confirmé en 2022, a, lui, entrepris l'annulation de tous les travaux de mise en œuvre des instruments participatifs. Le maire Pier Luigi Biondi (Fratelli d'Italia), issu des mouvements d'extrême droite et d'une culture politique moins tournée vers l'inclusion, a rendu inopérant l'Institut de la participation, son règlement ainsi que le bilan participatif alors que son électorat a pour origine, en grande partie, les conseils citoyens. L'administration de la ville, ces dernières années, a largement négligé le dialogue avec la population mais s'est beaucoup servie de l'événementiel pour renforcer son image (Festival du street food, Festival du chocolat, Fête

annuelle des chasseurs alpins, La Perdonanza[269], etc.). Cela donne lieu à des critiques, la ville étant désormais réduite, pour certain, à une « *eventificio* » ou usine à événements (Chiappanuvoli, 2019).

VII.3. Les Festivals de la Participation : observations sur un dispositif d'acceptabilité

Comme nous l'avons vu, la composition sociale de la plupart des comités est assez uniforme et leurs membres appartiennent plutôt à la frange progressiste de la gauche technocratique en quête d'espace. A ce titre, on constate un apaisement général des protestations, quand le ministre Fabrizio Barca[270] est nommé par le gouvernement technique Monti pour gérer la reconstruction de L'Aquila. Les nouveaux acteurs de la classe moyenne y trouvent un interlocuteur. La participation prend même la forme d'un Festival national où peuvent s'exprimer l'émergence d'intérêts liés à la smartification, à l'économie de la connaissance ou à la transformation néo-libérale de la fabrique de la ville. La fameuse « question urbaine » n'est, en effet, non seulement pas critiquée par les comités nés dans l'après catastrophe, mais même encouragée, jusqu'à créer la véritable gentrification qu'on peut observer aujourd'hui ; avec le phénomène de la « foodification » (Perucca, Tex et Collettivo Foodification, 2022) du centre-ville.

Le *Festival della partecipazione* [271], organisé pendant trois ans (de 2016 à 2018) par Action Aid, CittadinanzAttiva L'Aquila et Slow Food L'Aquila, a un budget de 340 000 euros annuel. Il donne à voir une deuxième phase de l'histoire des mouvements aquilanais. Action Aid, une ONG internationale, devient active sur le territoire de L'Aquila en 2012 par l'intermédiaire de Sara Vegni, une des premières et des plus engagées activistes du Comité 3e32, plusieurs fois citée dans le livre *Nati alle 3 e32* et embauchée au sein de la structure. Elle sera, dans sa nouvelle qualité, initiatrice et animatrice des débats et des activités de rédaction d'un document de base, « *Per una politica pubblica della ricostruzione e dello sviluppo* »[272] proposé lors du Festival de la participation 2018 qui a donné lieu à une campagne nationale régulièrement mise à jour[273]. J'ai été invitée, en tant qu'experte, le 13

[269] La Perdonanza (« le pardon ») est la fête plus importante de la ville qui a lieu pendant une semaine à la fin du mois août. Il s'agit du transfert de la *bolla* du pape Celestin V, Pietro de Morrone, de la tour de la ville à la cathédrale de Collemaggio avec un cortège somptueux où sont présentes différentes représentations laïques et religieuses, anciennes et contemporaines. La cérémonie principale est l'ouverture de la Porte Santé. Ce jubilé annuel est d'un grand attrait pour le tourisme religieux. Dès la fin des années 1990 une offre culturelle importante s'ajoute au rituel religieux. À la fin de la semaine, la *bolla* revient dans la tour civique.

[270] Comme expliqué dans le chapitre IV, sa nomination a été saluée par les décideurs locaux, par les comités des *tecnici* et par certains membres des comités considérés plus à gauche. Il est considéré comme un interlocuteur porteur de la rationalité et des valeurs progressistes nécessaires pour faire évoluer L'Aquila vers les projets de modernisation que la classe dirigeante locale était incapable d'interpréter correctement, notamment en ce qui concerne la participation citoyenne.

[271] http://www.festivaldellapartecipazione.org/

[272] « Pour une politique publique de la reconstruction et du développement ». L'axe central de la discussion était la manière de mettre en phase la reconstruction avec le développement, entendu comme la diffusion de la richesse à l'ensemble de la société. Or, la dimension développementaliste de la catastrophe a une longue tradition qui relie mécaniquement pauvreté et vulnérabilité, pauvreté et manque de développement économique : Escobar A. « The Invention of Development ». *Current History* 98, nº 631 (novembre 1999), p. 382-87.

[273]La campagne de ActionAid s'appelle « *Sicuri per davvero*, « En sécurité pour de vrai » (https://www.sicuriperdavvero.it/contributi/politica-pubblica-ricostruzione/).

octobre, à la réunion à huis clos pour l'élaboration du document. Elle se déroule au Palazzo Camponeschi, l'ancien siège du Département des Lettres, nouvellement restauré et devenu siège de l'administration de l'Université de L'Aquila. La séance d'échange et de discussions s'est terminée en début d'après-midi et a donné lieu à une restitution publique précédée par les interventions d'universitaires du GSSI.

J'ai noté dans mon journal de terrain : « *Suite à la rencontre à forte participation, environ 200 personnes étaient présentes, j'ai rejoint Cinzia, jeune mère seule qui vit dans un projet CASE a Cese di Preturo, à 10km du centre -ville. En dehors de celle qui se considère "la ville" le contraste dans le langage, les modes de vivre l'espace et les relations, le contraste était si fort qu'il m'a obligée à descendre à un critère de réalité dur, charnel, terrestre. Il y a ceux qui se proclament "la ville" qui participent alors que ceux qui vivent toutes ses difficultés, ses problèmes ne peuvent en fait pas participer précisément à cause de leur condition sociale. Il y a deux jours, j'ai assisté à cette autre conférence du festival à la GSSI et tout était en anglais ! La conférence était publique mais on voyait clairement qui pouvait légitimement parler et dont le seul interlocuteur était les gouvernements locaux, accusés d'arriération. J'ai eu la nette impression d'une démonstration de force d'une certaine partie de la ville qui voulait s'exprimer. C'était comme si cette partie avait demandé l'aide de ses formes les plus accomplies au niveau national pour se donner de la force et pouvoir dire : "Vous voyez ? ailleurs on fait ça ! Milan, Bologne, Venise"* [...] *mais qu'est-ce que L'Aquila a à voir avec ces grandes villes ? Lors du forum des Urban Center nationaux, j'ai posé la question de la participation des segments actifs de la population qui, pour des raisons pratiques, ne peuvent pas se permettre le "luxe" de la participation (29/10/2018)* »

Les deux autres acteurs de l'organisation du Festival, CittadinanzAttiva[274] et SlowFood, jouent un rôle important dans les impulsions progressistes et néolibérales locales que connaît l'Aquila dans cette période. SlowFood, notamment, permets de donner un aspect « green » à l'événement par une approche entrepreneuriale très prononcée de l'agriculture, très éloignée de la réalité de l'agriculture locale qui reste familiale et polyvalente. Cette intervention donne lieu à beaucoup de polémiques en ville[275]. Les événements ont investi de nouveaux espaces comme l'Auditorium, situé dans le parc du Château espagnol et réalisé de toutes pièces par Renzo Piano avec les donations de la région autonome du Trentino Alto Adige. La construction et l'aménagement de ce bâtiment public, en termes de positionnement et de fonction, symbolise et matérialise la présence de la nouvelle « classe de transmission », issue de la reconstruction, par la monumentalisation de son impact spatial et culturel. Concerts de musique classique, conférences ou initiatives politiques d'avant-garde trouvent leur place dans cet espace, affirmant une sociabilité spécifique à la classe moyenne (Tozzi, 2023). Le Festival se déroule aussi dans le siège du GSSI situé dans l'ancienne Faculté de sport, dans le quartier « art nouveau » du cadrant sud du centre-ville, ou encore le long du Corso et dans d'autres lieux inhabités du centre-ville.

[274] https://www.cittadinanzattiva.it/

[275] Pour un retour ethnographique sur les discussions et les querelles « des anciens et des modernes » qui ont peuplé le débat dans l'auditorium de Renzo Piano, je renvoie aux pages de l'ouvrage déjà cité de Bock, 2022, p. 125-136.



Photographies 55 : Festival de la participation, 2017
a : discussion au siège provisoire de la mairie, Palazzo Fibioni ; **b** : table ronde à l'Auditorium ; **c** : débat public en plein air Piazza Duomo ; **d** : balade urbaine au départ de la Fontana Luminosa (Festival de la participation)

L'exemple du Festival de la Participation, montre comment les thématiques ouvertes par la catastrophe et la reconstruction se télescopent avec des questions plus larges sur les questions environnementales, les régimes démocratiques contemporains ou encore la gestion du métabolisme urbain et bien d'autres. En même temps, cela éloigne les revendications sur la justice urbaine et les effets des spéculations du capitalisme du désastre de leurs radicalité initiale.

VII.4. **L'*Urban Center* et son nouvel engagement urbain**

La fin du Festival de la participation à L'Aquila, décidée par le nouveau maire Pier Luigi Biondi, marque une période de forte baisse de l'activité de participation. La mobilisation des acteurs des comités se déplace alors plutôt vers le vaste champ du tiers-secteur. Seul l'*Urban Center* (UC) reste actif encore aujourd'hui.

Qu'est-ce qu'un *Urban Center* ? Le terme UC fait référence aux structures, tant publiques que publiques-privées, qui opèrent depuis quelques années en Italie dans le domaine des politiques urbaines. Leur développement est lié à des tentatives de réponse à la crise générale de ces mêmes politiques urbaines, exacerbée dans plusieurs pays dans les années 1980 (Coppola et al., 2021 ; Berdini, 2014 ; Salone, 2013). Pour y répondre, divers instruments tels que les plans stratégiques et les partenariats public-privé sont mis en place. En Italie, après un débat qui a duré presque vingt ans, les premiers UC sont créés, vers la fin des années 1990, dans des villes de taille moyenne, par les administrations locales, parfois de concert avec des acteurs publics et privés. Certains ont pour objectifs de présenter des projets urbains provenant de processus participatifs aux décideurs, d'autres de permettre un élargissement de la notion d'urbain, tant en direction des politiques publiques que des citoyens. Son rôle principal est celui d'interface sur les questions urbaines. Un débat se développe depuis 2005 sur sa mission et son utilité.

Ces UC se présentent sous la forme de différents types de structures : des associations, des centres de recherche, des fondations ou des salles d'exposition. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, les fonctions d'éducation et de défense des politiques urbaines sont primordiales pour ces UC. Les *Urban Center* américains, par exemple, sont fortement caractérisés par une mission civique, c'est-à-dire l'objectif d'améliorer l'efficacité des politiques publiques et, plus particulièrement, des politiques urbaines (mobilité, bâtiments publics, infrastructures, projets privés, etc.). Cela se traduit par la tentative de stimuler le débat au moyen d'expositions, de conférences et de publications et par la volonté de doter les citoyens d'outils et de compétences leur permettant d'influencer le processus de transformation urbaine. Leur profil de gestion les caractérise comme des acteurs neutres par rapport à l'administration publique, à la politique et aux activité économiques et financières. Ils prennent la forme d'associations, de fondations ou de centres d'études liés à des universités. Comme dans le cas du Pratt Center for Community Development créé en tant qu'organisation à but non lucratif par le Pratt Institute à Brooklyn, New York. D'autres types d'UC, répartis uniformément en Europe, en Amérique du Nord et en Asie, sont des structures plus axées sur la documentation de l'évolution des villes. Il s'agit de fondations publiques ou des structures gérées par des administrations municipales, des universités ou des associations d'architectes et de constructeurs. Les activités de ces centres sont principalement tournées vers l'architecture urbaine, avec une attention portée aux processus sociaux et économiques dans le but de restituer la complexité des phénomènes urbains.

En Italie, le débat national au sujet des UC s'est considérablement développé depuis 2005, grâce au rôle d'organismes tels que l'INU. Déjà, au début des années 1980, les administrations de certaines grandes villes ont envisagé, sur proposition de l'INU, de créer des « maisons de la ville », structures qui devaient reprendre le modèle des cas britanniques engagés dans l'intervention sur la politique urbaine, avec une empreinte plus muséale, sur l'histoire de la ville et des thèmes analogues. En 1984, l'INU publie un dossier sur les expériences internationales. Dans le même temps, plusieurs membres de l'Institut établissent des contacts informels avec des administrateurs et des politiciens, en essayant de les inciter à créer des structures similaires en Italie, en présentant des propositions

pour des cas spécifiques et en entamant des discussions avec les administrateurs locaux. À L'Aquila, l'INU propose, par l'intermédiaire de l'ancien conseiller Pier Luigi Properzi et du Comité Policentrica[276], l'adoption de cet instrument. Il est finalement approuvé en 2015, après diverses vicissitudes liées à son statut particulier voulu par la ville de L'Aquila, qui en est membre fondateur.

« *L'idée de l'Urban Center est née juste après le tremblement de terre de l'INU, l'Institut national d'urbanisme, donc une idée, disons institutionnelle. Même si l'INU conseille les Urban Centers dans toute l'Italie, il a donc aussi une expérience du point de vue participatif. Et ils ont conclu un accord avec la municipalité de L'Aquila pour créer cet Urban Center. L'idée était aussi assez... disons... ambitieuse, car il était question d'une collecte de données, d'une collection d'images, d'un musée de la reconstruction. Ils avaient donc conclu cet accord qui devait démarrer après, et qui a été en quelque sorte validé par la municipalité. C'était l'accord, mais cela n'a jamais démarré.[…] Massimo Cialente, en tant que conseiller à la culture, m'a fait entrer dans cette commission après environ deux ans d'inactivité et, comme je pense qu'il est vraiment important de réunir la représentation institutionnelle et la représentation politique de manière participative, j'ai essayé de réunir l'Urban Center, l'INU avec Policentrica qui était à la table de cette commission parce que, entre-temps, Policentrica avait présenté sa proposition au maire et que le maire avait également accepté cette proposition avec l'autre. Il s'agissait ensuite de les faire coexister, car elles étaient un peu contradictoires d'un point de vue politique. Après un travail qui n'était pas très long, mais qui était suffisant, nous avons réussi à rédiger un statut.* » (Entretien 1, Betty Leone, syndicaliste, ajointe à la Culture de la commune de L'Aquila 28/02/2017).

L'UC reste aujourd'hui le seul organisme participatif actif de la ville qui a mené, entre autres, des activités sur les thèmes de la mobilité pour la discussion du *Piano Urbano Mobilità Sostenibile* (PUMS)[277] ou, surtout, celui du réaménagement et de la régénération urbaine du quartier populaire de Fontesecco[278].

[276] https://inu.it/wp-content/uploads/Centro_urban_center_laquila_31_maggio_2015.pdf

[277] « Plan urbain de mobilité soutenable » (https://urbancenterlaquila.it/2020/01/16/tavoli-di-lavoro-del-pums-con-gli-stakeholder-15-gennaio-2020-2/).

[278] https://urbancenterlaquila.it/2023/02/04/quid-un-quartiere-di-idee-incontro-pubblico-i-passi-fatti-fino-a-qui-10-febbraio-2023/



Figure 52 : Deux initiatives de rénovation urbaine « par le bas », proposées par l'*Urban Center* dans le quartier San Marciano

Sur la base du bénévolat, l'UC joue le rôle d'interface entre les associations impliquées, les citoyens participants et la mairie sur des questions urbaines immédiates, comme l'explique sa présidente[279] :

« *Je suis Giulia Tomassi, présidente de l'Urban Center de L'Aquila. Le Centre Urbain est une association culturelle composée de quarante-trois membres qui a été fondée, voulue par la municipalité de L'Aquila en 2015 et nous réalisons des projets de participation bottom-up avec les citoyens pour essayer de décider avec l'administration, avec la ville, des transformations du territoire. Avec la ville, tant au niveau urbain que social, nous essayons de canaliser les pulsions, les idées des citoyens, précisément parce qu'une forte participation est née dans la période qui a suivi le tremblement de terre.* [...]*Le centre urbain traverse malheureusement une phase malheureuse dans le sens où, tout d'abord, la participation aurait dû commencer et aurait dû être plus ancrée, également de la part de l'administration, immédiatement, mais au lieu de cela, l'UC est arrivée en 2015, donc déjà avec plusieurs années de retard par rapport à une idée de la ville qui aurait pu être créée ensemble, et l'UC n'est devenue opérationnelle qu'en 2018.* [...] *Après, on essaie de vivre et de faire des projets un petit peu pour essayer d'impliquer la population dans les choix du présent qui évidemment concernent aussi le long terme je pense à la mobilité, par exemple, qui sont nécessaires, aux chemins de participation qui sont nécessaires pour comprendre ce qui peut être fait dans l'immédiat pour essayer de pallier les difficultés qu'ont les citoyens à se déplacer et puis réfléchir ensemble comment ces choses peuvent être améliorées et mises en œuvre pour l'avenir.* » (Entretien 36, Giulia Tomassi, opératrice culturelle, présidente de l'*Urban Center*, 12/10/2019).

[279] Dans un souci de transparence et de réflexivité, je signale que Giulia Tomassi est ma sœur cadette.

Elle poursuit en décrivant les relations avec la nouvelle mairie :

« *Nous avons des contacts avec certains conseillers qui sont un peu plus enclins à la participation mais en réalité ils en ont besoin pour pouvoir ramener des résultats sinon ils n'y arriveraient pas, le maire est complètement contre et donc nous disons que nous allons de l'avant sans tenir compte du dialogue étroit avec l'administration. Dans le sens où nous invitons l'administration aux tables de discussion, nous les invitons aux endroits où la participation a lieu, mais nous n'y allons pas nécessairement pour créer un contact spécial afin d'obtenir un peu plus d'approbation... aussi parce que, également au niveau économique, l'association fonctionne de manière indépendante avec les cotisations que chacun d'entre nous verse, et la municipalité, même si elle fait partie de l'UC de plein droit au sein du comité scientifique, qui est notre conseil d'administration dans le statut.* » (*Ibid.*)

Dans un contexte peu propice à la participation, l'UC parvient à mettre en place des tables rondes participatives avec l'aide de la coopérative de facilitateurs Metis. Dans la forme spécifique que l'UC a pris à L'Aquila, celui-ci est plutôt un groupement d'associations, sur une base volontaire et sans financement[280]. Il rassemble environ 70 organisations plus ou moins actives, dont l'Université de L'Aquila (qui en est maintenant partie) et des associations culturelles. L'engagement participatif de l'UC prend la suite des revendications en faveur de l'écoute des compétences citoyennes sur leurs espaces. En cela, il est l'héritier des expériences précédentes, essayant de trouver l'équilibre entre connaissances scientifiques et besoins, sensibilité urbaines et sociales. Surtout, il poursuit le pari pragmatiste qui déplace de plus en plus le curseur de l'action politique vers la connaissance nécessaire à l'action :

« *Ce que nous pouvons faire dépend en fin de compte de ce que nous pouvons savoir* » (Bedleem, 2020). De cette manière, le conflit portant sur ce qui serait nécessaire pour reconstruire s'enrichit de nuances socio-culturelles et se rapproche d'une « réparation » (Centemeri et al., 2021). Mais il estompe, et noie presque, la charge conflictuelle en une énorme variété de données, documents, cartes, vidéos ou activités cognitives qui s'éloignent des analyses sur les conflits d'intérêt et le pouvoir de les combattre.

Conclusion

J'ai montré comment le séisme a donné lieu à un mouvement d'implication citoyenne à tous les niveaux, qui a laissé, non seulement, des acquis dans les normes locales et dans les esprits mais aussi dans l'espace physique de la ville. Des comités citoyens de différentes natures naissent et rendent la narration de la reconstruction bien plus complexe et articulée que celle véhiculé par le gouvernement. Le mouvement connaît une période très riche en actions (manifestations, occupations, tractage, communication) entre l'été 2009 et le retour à la gestion « ordinaire » guidée par le ministre Barca en 2012. Le mouvement présente une culture politique très diversifiée qui cherche la convergence à plusieurs reprises, sans toutefois y parvenir, sinon dans des formes de

[280] L'UC de Bologne, entre autres, a plutôt une forme de Fondation financée et qui embauche des professionnels de l'urbanisme mais aussi de la participation.

mobilisations massives. L'aspect transversal et moteur de ces actions est un sentiment de dépossession et de subordination dans une incertitude totale sur l'avenir. Pour certains, des événements comme l'opposition au G8 ou l'occupation marquent un tournant dans leur trajectoire de vie. Cependant, la pluralité du mouvement est vite réabsorbée par la précarité du quotidien et par une certaine déception face à l'entrée dans la politique institutionnelle de quelques personnages emblématiques des mouvements. Les comités en tant que nouveaux acteurs de la reconstruction prennent leur place par l'affirmation de nouveaux codes, répertoires et mots d'ordre. Il s'agit tout particulièrement d'une nouvelle « élite urbaine » (Pinson 2009, p. 141) porteuse de valeurs qu'on pourrait définir comme « progressistes », et d'un capital socio-politique à faire valoir dans la phase de reconstruction « ordinaire » (Chapitre IV) surtout culturelle.

Après quelques années de grande mobilisation, le mouvement, au début assez radical dans ses analyses et moyens d'action, connaît un processus d'institutionnalisation. Des manifestations (Chapitre VI) à l'Assemblée citoyenne en passant par la Campagne 100%, pour arriver à la constitution du Bureau de la participation, les comités par leur activisme ont déplacé, quoique pour une période relativement courte, la reconstruction d'une approche purement physique à une question sociale et démocratique. Ce mouvement, pluriel, avec des cultures politiques très diverses mais une volonté de dialogue, est, *in fine*, accaparé par une certaine gauche libérale qui a su trouver des accords de carrière personnelle avec de nouveaux acteurs issus du monde universitaires contribuant de facto à imposer un modèle de reconstruction élitiste et éloigné des besoins structurels des habitants. Ces convergences d'intérêt ont permis une perméabilité de certains choix de reconstruction, comme l'investissement massif dans la *knowledge city* ou la création d'un campus diffus dans le centre-ville.

Une caractéristique intéressante du mouvement protestataire à L'Aquila, outre la prise de parole, est, sans doute, la prise de l'espace qui joue un rôle majeur dans la réappropriation démocratique à des moments différents de la reconstruction :

- L'occupation du Parc Unicef, via Strinella (chapitre VI)
- Les manifestations et marches aux flambeaux (chapitre VI)
- Les incursions dans le centre-ville militarisé (chapitre VI)
- L'occupation de *CaseMatte*, Parc de Collemaggio (chapitre VI)
- L'*Assemblea cittadina*, Piazza Duomo (chapitre VII)
- L'auditorium de Renzo Piano et le Festival de la Participation, Parco del Castello (chapitre VII)
- La rénovation urbaine, quartier de San Giovanni (chapitre VII)

La « lutte des places » (Lussault et Levy, 2013) est, au début, une lutte des classes menée dans un espace vidé où les comités agissent en ayant comme objectifs la communication à destination des autres Aquilanais qui ne sont pas encore engagés et les média qui affluent en ville, conscients de la nécessité d'aller au-delà de la narration du gouvernement pour obtenir écoute et réponses. Ensuite, si les Aquilanais impliqués dans le changement vers plus de participation sont en définitive ceux qui avaient quelque chose à gagner d'un renouvellement de la situation, qu'en est-il de ceux pour

lesquels la catastrophe a vraiment signifié un effondrement de leur monde ? Assiste-t-on à la naissance d'un nouveau prolétariat péri-urbain formé par les oubliés périphériques de la reconstruction - ouvriers des chantiers arrivés avec leurs familles, jeunes désemparés, commerçants paupérisés - comme à Naples, dans les quartiers Le Vele à Scampia ou Secondigliano nés ou occupés dans l'après-séisme de 1980 ? Dans ce cas, les projets CASE pourraient devenir le contexte de vie des laissés pour compte de la reconstruction, lieux d'échanges politiques pour l'accès au droit à l'habitat et à la ville dans son sens originel.

Chapitre VIII. The ecovillage of Pescomaggiore (L'Aquila) : birth and death of a self-determined post-disaster community (2009 - 2014)

Ce chapitre a été publié dans la revue internationale *Disaster and Prevention Management*, dans un numéro spécial dédié aux 10 ans du tremblement de terre de L'Aquila, montrant l'intérêt pour ce cas qui a fait école dans les *disasters studies* contemporains.

L'article est co-signé avec Giuseppe Forino qui m'a incitée à travailler sur l'écovillage EVA comme cas exemplaire d'autogestion et autoconstruction en situation de catastrophe. C'est en ce sens que l'article trouve sa place dans le plan de ce travail, car cette expérience prend la suite du mouvement des comités pour la reconstruction sociale d'après-séisme. Il décrit une tentative de reterritorialisation des pratiques d'habitation sur le territoire « par le bas » et, en même, temps fournit une première conclusion à ce travail. Par l'intermédiaire de ce chapitre, je souhaite ouvrir de nouvelles pistes de recherche sur les alternatives, partielles, circonscrites mais possibles, à la gestion uniquement technique de l'urgence et proposer une voie que la reconstruction peut emprunter afin de réparer les dégâts d'un modèle économique développementaliste. La trajectoire que je montre met en exergue les limites de ce genre d'approche afin de réfléchir à son dépassement.

J'ai rédigé cet article en utilisant la méthodologie de l'auto-ethnographie, avec la supervision de mon collègue, coéditeur de ce numéro, pour certaines références bibliographiques et les aspects formels de la rédaction. Il a accepté que je fasse figurer cet article dans ma thèse.

Introduction

On April 6, 2009, a 6.3 M earthquake occurred in L'Aquila and nearby areas. It caused 309 deaths, over 1500 injured and around 67 000 displaced people (Venturini et Verlinghieri, 2014). Few weeks after the earthquake, the Italian government decided to relocate the affected people into new earthquake-proof buildings called Complessi Anti-Sismici Sostenibili Ecocompatibili (CASE, earthquake-proof and eco-compatible complexes) (Alexander, 2010). Most of these new buildings lacked basic services or amenities (Venturini et Verlinghieri, 2014). The affected communities had no voice to negotiate the relocation and prioritize their needs ; likewise, no participative mechanisms were enacted to promote a shared and place-based reconstruction (Calandra, 2012, 2018). Pescomaggiore is one of the mountainous villages of L'Aquila that was affected by the earthquake. The Italian government decided to relocate most of the Pescolani (the inhabitants of Pescomaggiore) far from the village (Fois et Forino, 2014). Before the earthquake, Pescomaggiore was already facing depopulation and ageing population, and for this reason since 2007 the Committee for the Rebirth of Pescomaggiore (Comitato per la Rinascita di Pescomaggiore - CRP) was trying to restore and recreate a sense of community. Toward this goal, the CRP fostered the

participation of both Pescolani and people from L'Aquila by promoting social and environmental initiatives in Pescomaggiore (*Ibid.* ; Tomassi, 2011).

After the earthquake most of the members of the CRP lost their houses. During the immediate emergency they met a group of young political activists in L'Aquila, who were also in housing need. As already seen in other post-disaster worldwide experiences (Scuddern and Colson, 1982), both these groups refused to forcibly leave their places and to be resettled into CASE under government control[281]. They also shared a strong skepticism about the top-down emergency management by the Italian government, that created soil sealing and urban sprawl (Frisch, 2009), disrupted and radically changed the landscape (Clemente et Salvati, 2017) and exacerbated social and spatial inequalities (Calandra, 2012, 2018 ; Alexander, 2019). Therefore, these groups decided to opt for a self-recovery strategy (Twigg et al., 2017) and organized an autonomous self-governing tent camp, independent from the Italian government.

To satisfy their housing need in a sustainable way and to continue life in Pescomaggiore, these groups decided to self-build an ecovillage. This decision was also a highly symbolic and political act. It was a way to promote communitarian and environmental values inherent ecovillage practices after the disaster (Nelson, 2018) and to change individual and collective life through self-organization and community building (Twigg et al., 2017). People belonging to these two groups were aware of the loss of memory about previous earthquakes in the Abruzzo region, as well as of the abuse on land and environment by urban sprawl and regional planning (Romano et Zullo, 2014) and by a market-oriented and anti-ecological economic growth (Clark, 2013). Through the ecovillage, these people intended to restore the lost connections with the local environment. These reasons represented a first, common baseline for starting a self-organization experience, and marked the birth of the embryonic idea for the future community living within the ecovillage. Overall, this experience was conceived as a way to openly confront the post-disaster context in L'Aquila in its impacts on society, culture and human-environmental relations (Tomassi, 2011).

The ecovillage community was composed by 12 people aging 28-70 years, with diverse backgrounds (e.g. journalists, lawyers, farmers and students); more than half of them were from areas nearby to Pescomaggiore (Fois et Forino, 2014). This community gathered under the Misa[282] association while the ecovillage was named *EcoVillaggio Autocostruito* (EVA, self-built ecovillage). It was decided to build EVA by using local materials such as straw and wood and adopting sustainable and earthquake-proof techniques (D'Alençon Castrillón, 2016 ; Bonoli et Chiavetta, 2014). EVA would have supported local economy and promoted an environmentally sustainable lifestyle, e.g. by recycling and reusing materials and through « *ecological communication* » (Liss, 1992). EVA also intended to create strong relationships with the *Pescolani* to strengthen their attachment with Pescomaggiore (Fois et Forino, 2014). The community aimed at building itself and EVA through collective efforts and

[281] See Oliver-Smith (1991) about post-disaster resettlement as a way for government to keep control of the affected area.

[282] Misa was a young woman who centuries ago was killed in Pescomaggiore under the accusation of witchcraft. The association was named Misa to recall a local symbol of self-determination and free thought.

cooperative spirit, by transforming a group of people into a common entity. A participatory decision making was going to regulate everyday life into EVA, together with mutual and non-market-oriented obligations.

To interpret the EVA experience, the concepts of « anthropotechnical collective » and munera as discussed by the Dutch philosopher Peter Sloterdijk (2014, 2016) are crucial. According to him, human beings find their place on the Earth by opening space for new opportunities to be situated within an anthropotechnical collective, that is a cultural practice (anthropo) to be used as a shield (technical) to protect from the perils of life (Sloterdijk, 2014). EVA community was an example of anthropotechnical collective. Ecovillage values represented the cultural practice of the community, to be used as a way to protect from, and to confront with, a dangerous situation such as the post-disaster housing need. Munera is a Latin word that indicates reciprocity, while the derived Latin expression cum munus (with reciprocity) is the root of the word « community ». The housing need and community building transformed a group of people into an « integrated entity » through munera, where reciprocity, mutuality and non-commercial values were the baseline for the relationships within the community.

Sloterdijk (2014) also argues human beings establish a common way of life and define their collective identity through everyday practices that become functional for a community. Everyday practices into EVA allowed the community to define its collective by reaching an individual and collective equilibrium with the place (Pescomaggiore) and its memory (Sloterdijk, 2014). Everyday practice into EVA represented an attempt to establish an alternative living and become part of a higher form of being (Spoelstra, 2016). These practices are self-formative and transitory, highly vary through time and space and are influenced by multiple and complex factors (environmental, cultural and psychological), both individual and collective. These practices therefore represent a collective attempt to overcome the individualistic and consumer lifestyle of neoliberal times.

Along the years, however, these practices moved toward directions diverging from those initially accepted by the community. The initial idea of EVA as a place for common living was replaced by the idea of using EVA for green and slow tourism purposes. While the community expected changes and considered them as part of community building, however some changes were so deep that five years after the EVA's birth, EVA and its community did not exist anymore. At the time of writing (March 2019), EVA is an empty space and the land is abandoned. Just one of the former ecovillagers lives close to EVA, in a temporary shelter provided by the Italian government.

This paper aims at investigating the reasons why things have changed so deeply and unexpectedly. To do this, the paper uses a self-ethnography method to develop and present a narrative of the main events occurred into EVA leading to such changes. Discussions and conclusion will reflect upon the EVA experience, with insights for future research in communities and ecovillage in post-disaster contexts (Figure 53).

VIII.1. Post-disaster ecovillages : an underexplored topic

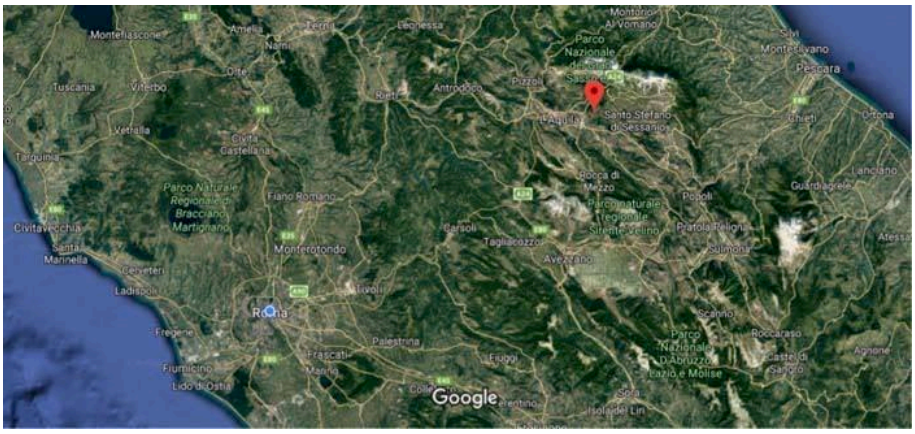


Figure 53 : Location of Pescomaggiore, in the Abruzzi region (Google Maps)

Ecovillages are those communities forming spontaneously by sharing an ideal, a philosophy of life, a spiritual or political path (Gilman et Gilman, 1991). The Global Ecovillages Network defines an ecovillage as « *an intentional, traditional or urban community that is consciously designed through locally owned participatory processes in all four dimensions of sustainability (social, culture, ecology and economy) to regenerate social and natural environments* »[283]. An ecovillage community has ecological goals and a social structure consisting of individuals who choose interdependence based on strong ethical or political motivation and not for imposed social bonds (Guidotti, 2017). The ecovillage idea joins selected characteristics of traditional villages as connected place-based communities and highly localized economies, with strong environmentally concerned practices to cope with and adapt to the limits of the planet (Nelson, 2018).

Literature on post-disaster ecovillages is very limited. Svensson (2002) explored the potential of ecovillages as suitable planning strategies for communities aiming at recovering from disasters. Abe et al. (2012) and Abe et Shaw (2015) then explored an eco-housing project promoted by the United Nations Environment Programme and UN-HABITAT in Lagoswatta (Sri Lanka) after the Indian Ocean tsunami in 2004. In its conceptualization and practice the ecovillage in Lagoswatta highly differs from EVA. The ecovillage in Lagoswatta was promoted by international organizations with a specific eco-housing purpose to ensure environmental sustainability (Abe et al., 2012 ; Abe et Shaw, 2015). It was also planned and built by a partnership of international and local NGOs with Sri Lankan institutions (Abe et al., 2012). Additionally, the local government selected its inhabitants, while a local NGO choose its name and site (*Ibid.*). Conversely, EVA was born as a reaction to the intervention by the Italian government, and as a place able to give back to the community a sense of place and identity through community life (Fois et Forino, 2014). EVA also had a larger perspective of community building ; it involved hundreds of volunteers, supporters and friends from outside Pescomaggiore and was able to create an international network of solidarity and

[283] https://ecovillage.org/projects/what-is-an-ecovillage/ (accessed February 25, 2019).

support (Fois et Forino, 2014). EVA was also organized around three key factors in resettlement projects (Coburn et al., 1984) that are : the physical environment of the new settlement ; the relationship with the old village ; and the capacity of the community to develop itself[284]. Therefore, EVA has specific characteristics that cannot be found in literature on post-disaster ecovillages. This makes EVA as a relevant case study to advance knowledge on (post)disaster ecovillages.

VIII.2. Methodology

Primary data were built upon a self-ethnography of EVA as experienced by the lead author. Self-ethnography is an increasingly popular qualitative methodology into disaster studies (Cohen, 2012). Initially, self-ethnography was merely an ethnographic methodology applied to the culture of researcher in a reflexive way (Hayano, 1979). Then, this methodology evolved and started to challenge, resist or extend the boundaries of conventional ethnographic writing practices (Bochner et Ellis, 2016). In this way, self-ethnography became a critical response to concern about silent authorship. It urges the need for researcher reflexivity, and for a political and personal form of representation that is humanizing, aesthetic and emotional (Bochner et Ellis, 2016). Self-ethnography acknowledges and accommodates subjectivity, emotionality and the researcher's influence on research and can also be a therapeutic medium for the researcher to reveal the investigated topic (Cohen, 2012). Some scholars see self-ethnography as a subjective method, that is limited to the comprehension and understanding of the researcher who decides to take responsibility for narrating something personal that cannot be told as objective (Butler, 2005). However, others argue that self-ethnography is a reliable, valid and generalizable research method (Cohen, 2012).

The paper presents a self-ethnography based on the experience of the lead author. At the time of data collection (2009-2014), the lead author was not a « researcher » who was intentionally adopting self-ethnography as a research method. Rather, she was a terremotata, one of the citizens of L'Aquila that was affected by the earthquake and forced to leave her house and look for a housing solution. After the earthquake, she was deeply engaged into activities by Misa, taking part of the creation of EVA from its birth until the death of the community. She was, afterwards, one of those disaster scholars who decided to analyze a post-disaster context by starting from the subjective experience as survivors from that disaster (Benadusi, 2015).

The result of this self-ethnography is a chronological narrative « from birth to death » of EVA, based on the in vivo presence into disaster (Revet and Langumier, 2013) of the lead author, and on her personal notes about main events taking place into EVA between 2009 and 2014. This narrative is also supported by a text recently published by the lead author providing a personal and emotional account of the EVA experience (Tomassi, 2019) and by archive of emails exchanged between ecovillagers during the EVA experience. With this narrative, the paper makes an attempt to reveal the context in which EVA was created, and to open to questions and doubts about that experience.

[284] Similarly, Oliver-Smith (1991) refers to « *site, layout, housing and popular input* » (p. 15).

For the sake of synthesis and due to word limit, only the events that the lead author considered as key for EVA will be reported. Obviously, other « minor » events and experiences also contributed to the birth and death of EVA, together with hundreds of people who over these years joined EVA for a long time or just for 1 h. Below, a chronology of the changes occurred to EVA is presented, divided in five phases crossing the five years of the life of EVA (2009-2014).

VIII.3. Results

VIII.3.1. Phase 1, the construction of EVA, August 2009 : first steps toward a common life into EVA

In August 2009, the EVA experience began. With the support of an architecture studio, specialized in self-construction and community building, the community opted for self-building new houses with straw. This was the most suitable solution based on financial constraints, time limits and available local materials (Marcoré et Tomassi, 2014 ; Tomassi, Robazza et Savini, 2011). This solution allowed matching the technical aspects of EVA with the local material culture such as the traditional wheat and straw production. On August 17, 2009, the works officially started with the support of dozens of volunteers who converged in Pescomaggiore to help (Fois et Forino, 2014). At that time, there was no regulation in Italy for self-construction buildings[285]. However, for any future administrative and bureaucratic procedure EVA should have complied with, it was necessary to find a « legal » solution. Therefore, the community submitted a development application for private temporary shelters to the Municipality of L'Aquila, later issued through the Municipal Resolution N° 58/2009[286]. Since the end of August 2009, EVA also had a website[287] reporting information and update about EVA, where also potential donors could make donations and ecovillagers could share their stories and reflections.

This is how Tomassi (2019) described the choice of creating EVA : « [T]*his choice was not only linked to the earthquake : many of us were already ina precarious situation* […] [D]*eciding the path of solidarity, of sharing the efforts towards a life that was worth living, was the way we found ourselves, without government and governors, without civil protection or saviours.* »

VIII.3.1.1. Need for pragmatism

Given the amount of work needed to make EVA the place for the community to live in, pragmatism was necessary. The community did not have enough skills to live into an ecovillage

[285] First regulation just appeared in 2015, when the Tuscany Region released the "Guidelines for safety of self-construction and self-recovery sites" See https://terrasemplice.files.wordpress.com/20 15/04/linee-guida-autocostruzione-toscana.pdf (accessed March 1, 2019).
[286] A specific act for L'Aquila to allow temporary housing construction during emergency without following bureaucratic procedures for development approval.
[287] www.pescomaggiore.org (accessed February 26, 2019).

and to do it into the rural and mountainous area of Pescomaggiore, where traditional agriculture was practiced across centuries. To gain these skills, the community asked for suggestions to the Pescolani. Common doing and mutual help build the new community of ecovillagers who acquires knowledge, autonomy and cohesion by effort. Through everyday interactions, Pescolani shared all their local knowledge with the ecovillagers. Step-by-step, ecovillagers gained skills about agricultural practices, soil management, and interpreting changes in weather conditions. In this way, the community was « forced » to farm, to use construction tools, as well as to put hands on straw and bulbs to be planted. In this way, the EVA community established tight relations with the Pescolani and knew better the local landscape. Day-by-day, the community discovered new life paths and was proud of building itself in Pescomaggiore. This made the community as feeling more rooted into Pescomaggiore, like « real » Pescolani (Plates 1 and 2).

VIII.3.1.2. September-November 2009 : self-institutionalization and establishment of a complex governance system

On September 7, 2009, the association Misa was founded as a bureaucratic step to ensure a « formal » status to the ecovillagers and to provide insurance for all volunteers helping to build EVA. Therefore, Misa was a significant milestone. It was the first step toward the self-institutionalization (Bacqué, 2005) of activities within EVA that were decided and performed until then in an informal and unstructured way. This self-institutionalization implied the creation of basic governance mechanisms, e.g. the election of a president and a treasurer. It also implied the development of a business plan on the basis of traditional specialized labor division, according to individual skills and competences. Initially, the community thought Misa would have been just a formal step, but little by little it became a substantial aspect that regulated almost all aspects of life within EVA and inhibited most of the existing informal and mutual support. Indeed, responsibilities covered by Misa and the CRP began to partially overlap. Essentially, Misa became a tool to put into practice the statutory purposes of the CRP, and the CRP President was part of Misa too. This formalization of working practices and common activities also introduced to a gradual centralization and verticalization of the decision-making process that had been so far mostly horizontal and shared.



Photographie 56 : The construction site, 2009 (Tomassi)



Photographie 57 : EVA with the Pescomaggiore village on the background (Tomassi)

On October 16th, the CRP President released and shared online a document called Atto Unilaterale (Unilateral Act), without consulting the ecovillagers. This Act stated that the donators (donors) of more than 250 Euros to the CRP would have been included into the Tavola Pescolana, a board of which members were allowed to participate into the decision making of EVA together with ecovillagers. The Act had no statutory value but contributed to create tortuous governance mechanisms into EVA. With this Act, ecovillagers should have taken into account for the opinions by donors (who did not live into EVA) into their decisions. Just one out of 250 donors intervened one time into EVA's decision making, but having external stakeholders with a potential voice into the decision of the community created tensions among ecovillagers.

On November 2, 2009, the CRP President released the document RiPesco ALMA (Abitare Lavoro Memoria Ambiente) (ALMA Inhabit Work Memory Environment), designing a vision for EVA on the basis of a socio-economic analysis of Pescomaggiore. The document proposed an « ethical » and « green » action to combat depopulation in Pescomaggiore. Accordingly, the beauty of the landscape, the high quality of crops and food and the traditional craftmanship in combination with the creativity and vitality of the Pescolani revealed a potential of Pescomaggiore as a tourist attraction. EVA would have been part of such vision, thanks to its facilities to be used for tourism purposes (e.g. food and hospitality). However, as also occurred in other occasions, the document was not discussed with the ecovillagers and represented one of the major points around which conflicts would arise within the community.

We can summarize Phase 1 through the words of Tomassi (2019), as it follows :

« *The sense of EVA had been so far the engine to endure all the difficulties. This sense was given by our collective work, by being able to decide autonomously on our own destiny, on how to live with whom and where, by the sense of the denied places* […] *by all things that would have been impeded in a voluntary submission to the government's regime of extraordinary control.* »

VIII.3.2. Phase 2, ecovillagers settle into EVA : Further conflicts arising within the EVA community

On February 19, 2010, while construction works were in progress, the President of CRP drafted a contract about the use of EVA houses, to be signed by ecovillagers. This contract mentioned ecovillagers as beneficiari (beneficiaries) of EVA. By using this term, the contract represented a first more substantial attempt to exclude ecovillagers from decision making about EVA. Rather than considering the ecovillagers as part of the material and immaterial heritage of EVA community, the contract designated ecovillagers as people merely involved into the construction and maintenance of EVA, with the right to use it. Following remonstrances by the ecovillagers, on the February 23, a Commitment Act slightly amended the contract. The status of ecovillagers moved from beneficiaries to primi beneficiari (first beneficiaries).

On February 27th, the first house (54 m^2) was completed. Meanwhile, the collaboration between the CRP and the architectural studio which helped the EVA community in its initial stages ended due to significant communication issues and inconsistencies between the initial plan and its realization. Later that year, Misa released a document on behalf of the CRP, again with no consultation of the EVA community. According to this document, the everyday activities into EVA should follow the statutory purposes by Misa, including research in green building, agriculture and protection of material and immaterial heritage of Pescomaggiore.

This demonstrated how complex the relation and overlaps existing between CRP and Misa into EVA were since the beginning. In September 2010, ecovillagers started to move into EVA. The President of the CRP moved into a completed house, and in December other two couples of ecovillagers, including the lead author and her partner moved into another house.

VIII.3.3. Phase 3, collective life, traditional agriculture and local knowledge : strengthening bonds with the material and immaterial heritage of Pescomaggiore

Living in a rural area affected by an earthquake meant for EVA inhabitants to develop strong roots with the place and rebuild a community identity. Agriculture became therefore the center of the everyday life into EVA. Agricultural work produced most of the food into EVA. Traditional local crops such as saffron, solina wheat and turquoise potato were planted. Projects were also established with the Gran Sasso and Monti della Laga National Park to protect and restore local crops. In relation to agricultural practice, in 2011 the lead author and another ecovillager started a research on the oral memory of collective work in Pescomaggiore. Through this research, ecovillagers gained further knowledge about traditional agriculture practice in Pescomaggiore, particularly in relation to crop characteristics and seasons, local climate and carrying capacity. In addition, the research represented an input to reactivate the old-fashioned and abandoned common oven in the center of Pescomaggiore. Ecovillagers organized together with the Pescolani the reactivation of the oven to produce homemade bread with local flour and to tighten social and human relationships. Several purchasing groups also supported EVA by purchasing saffron and saffron bulbs. Relationships between ecovillagers and the Pescolani were slowly consolidating together with a renewed attachment for Pescomaggiore and its landscape (Plates 3 and 4).

VIII.3.3.1. Mounting discontent among ecovillagers

In March 2011, the CRP released a first draft of the regulations ecovillagers should follow about the use of EVA. On August 25th, the CRP updated this draft by proposing a loan contract to the ecovillagers, who should pay a monthly non-interest-bearing deposit based on the square meters of the occupied house, until the full completion of EVA. Once the houses were completed, the deposit would be returned. This condition seems to be acceptable for ecovillagers but it will never be respected from the CPR. One year after, on August 13, 2012, a severe fire destroyed the shed (the only building not in wood and straw) where construction and agricultural equipment and machinery were stored. The fire also reached the roof of the control unit space for the solar thermal system, as well as the roof of the CRP President's house. While no damages were reported in the latter, the fire caused thousands of Euros of damages for EVA. Nevertheless, the fire was important for ecovillagers as it proved that straw and wooden buildings were highly fire-proof. Ecovillagers suspected that the accident had been accidentally caused by the CRP President, but this assumption could not be proven. However, all the ecovillagers paid for the damage, with further mounting discontent among them. What occurred in Phase 3 can be described again through the words of Tomassi (2019) as it follows :

« *We felt that there could be no greater difficulty than living that unreal situation of destruction. In a somewhat ideological and cultural distrust, we had set ourselves in the position of expecting that government institutions would incarnate an external and hostile "enemy" that would endanger the patch of reconstituted land we were building.* […]. *We were wrong on two points : first, from the "external" institutions we would have received mostly indifference*

for the first three years and then, a formal recognition. Second, it was from the inside that manipulation, deception and retaliation had to be expected. »



Photographie 58 : Straw production into EVA (Tomassi)
In the background : EVA houses in construction



Photographie 59 : Crop production into EVA (Tomassi)

VIII.3.4. Phase 4, further steps toward the self-institutionalization into EVA : Misa and a polarized decision-making process

On February 16, 2013, the new Misa board was elected with a narrow majority. It included the CRP President, his best friend and his partner. However, all these three members were not experiencing the everyday life of EVA anymore. The CRP President and his partner had left EVA in April 2012 to live in Pescomaggiore, into a temporary housing unit provided by the Italian government. Notwithstanding this, they still had the right to use their previous house into EVA. Meanwhile, the CRP President's best friend lived in Pescara, a coastal city far from Pescomaggiore and not affected by the earthquake. The election of the new Misa board further imposed a technocratic labor organization on EVA. Instead of fostering discussion and confrontation among ecovillagers, the Misa board organized everyday activities within EVA mainly via e-mail, through online documents to be appropriately filled and formatted, and deadlines to be met. In addition, the Misa board did no attempts to openly discuss one of the most urgent topics for the ecovillagers, that was, ensuring a long-term housing solution for all of them.

Overall, the election of the new Misa board compromised definitively EVA's decision-making process, reducing further any real participation from the ecovillagers. On May 12, 2013, after an exhausting and conflictual meeting chaired by a free-lance facilitator, the ecovillagers decided to organize a series of internal meetings to discuss strategies for re-establishing a common and shared decision-making process within EVA. However, these planned meetings never took place because of the sabotage of the members of the Misa board.

VIII.3.4.1. The end of formal emergency in L'Aquila

On September 1, 2012, the state of emergency that was declared after the earthquake formally finished in L'Aquila. Normal bureaucracy and regulations, including those related to urban planning, were re-established. EVA should have therefore been aligned with urban planning regulations by the City Council of L'Aquila. Toward this goal, a meeting took place on July 18, 2013 where the CRP President explained to the ecovillagers all the procedures to be followed. This meeting was also important for other reasons. For the first time, the budgeting of EVA (even though partial) was also openly presented. Additionally, it was stated that construction activities into EVA ended on August 13, 2012 (day of the fire); however, such statement neglected all the ongoing or scheduled work (e.g. the completion of the last house, or work into the agricultural fields). Meanwhile, it was decided unilaterally that only the CRP President could access the CRP's bank account. On July 24th, the CRP President released a further document, again with no consultation of other ecovillagers. The document was called « 12 shared points » and introduced some changes to the status of ecovillagers in respect of the EVA houses. This document defined EVA as a bene comune (common good) of Pescomaggiore, to be regulated by the CRP. The ecovillagers would have been just fruitori (users). The distinction between first beneficiaries and users lies in the fact that while beneficiaries are people who are recognized to enjoy a good or a

right, while the users are those who merely use a good, in this case occupying a place in the house. This is how Tomassi (2019) described the consequences of self-institutionalization :

« *A new management had established itself, with all those beautiful English words that they like so much to please the powerful.* [T]*his took away the legitimacy of the assembly, chaotic but in which all the people in transit could also speak, precisely because it was believed that their point of view had a value.* […] *We found ourselves in the absurd situation of once again demanding "participation" as if we were addressing the government institutions we had deserted by self-building our homes and our future. Where until the day before we were protagonists, now we were only "usurpers of a common good".* »

VIII.3.5. Phase 5 : the death of EVA and the ideology of the earthquake as an opportunity

On July 31, 2013, the CRP President noticed ecovillagers to accept his new conditions or alternatively to leave EVA. On August 4th, the CRP President sent to the inhabitants of Pescomaggiore and to the members of the CRP an Information Note summarizing the activities conducted within EVA. This Information Note underlined the commitment by the CRP in all the activities conducted in EVA, while minimized the role played by ecovillagers both in EVA and Pescomaggiore. The Information Note changed (again) the status of ecovillagers from users to occupanti temporanei (temporary occupants) and invited them to a meeting to be held on August 7th.

In the early days of August 2013, the Misa board published the technical document « Rough estimate for the closure of the building site and urban planning regulations ». It stated that the survival of EVA would depend on the alignment with the planning regulations by the City Council of L'Aquila. To do so, the ecovillagers must pay further money for retrofitting EVA houses and associated costs. However, even after covering these further costs, the ecovillagers would still be left without any guarantee about their future housing situation. For the ecovillagers, this sounded like an unacceptable ultimatum which generated further mistrust and frustration.

On August 7th, the scheduled meeting was held in the square of Pescomaggiore. It was a public meeting, and also several Pescolani took part. The meeting focused on the housing situation in EVA, but suddenly turned into a sort of indictment for ecovillagers. The CRP publicly accused ecovillagers of not accepting the conditions proposed by the CRP about the decision-making process within EVA and the use of the houses. On August 20th, the CRP released another document named « Eviction for the release of housing units ». It stated that ecovillagers were not entitled to stay into EVA houses anymore. Since then, the CRP threatened two times the interruption of power and water supply. The CRP President stated that he wanted to compensate ecovillagers for leaving the house, without specifying the amount. The compensation hypothesis however was never discussed with the ecovillagers, and alternative options were also not evaluated.

On September 28th, the CRP President released another document named « Novation transaction act ». The document defined the ecovillagers as occupanti sine titulo (no entitled to live in EVA)

and proposed a monthly fee of 354 Euros per person to the ecovillagers to complete construction works into EVA and to align to City Council's planning regulation. Misa would have been in charge of drawing a proposal for the future use of EVA. Such proposal was supposed to be "participative", but once again it was meant to be prepared with no contribution by the ecovillagers.

On October 2, 2013, the Misa President sent an e-mail asking for an assembly to repeal Misa. This e-mail represented, once again, an attempt by the Misa board to discredit the ecovillagers. Indeed, in this e-mail the Misa board accused the ecovillagers of exacerbating conflicts into EVA through « various and significant irregularities » in managing the Misa's bank accounts. On October 21, 2013, the Misa President convened a meeting to define a new participatory strategy of EVA. However, this strategy was meant to set the future use of EVA as a market opportunity. EVA was not conceived anymore as an ecovillage based on community building and decision making, but as a leisure space for tourists, to be managed by both Misa and CRP.

In November 2013, the ecovillagers organized a meeting with their lawyers to discuss with a surveyor the question of the land ownership, together with the CRP President, his lawyer and the Misa President. The meeting ended up in a further threat of expulsion from EVA for the ecovillagers. Four ecovillagers realized that a solution would never be found, and on April 6, 2014, after the commemoration of the fifth anniversary of the earthquake, left EVA definitively. De facto, this marked the death of the EVA experience, as Tomassi (2019) reported :

« *In the spring we had a good feast of life, on April 6th, and then we left to emigrate to France, where I still am now. I had found a house, a large extended family, a future where even today to imagine one seems impossible and I was forced to leave.* »

Discussion and conclusions

Through a self-ethnography, the paper presented and discussed in a narrative form the main events occurring from the birth to the death of EVA, an ecovillage built in Pescomaggiore, near L'Aquila, after the April 2009 earthquake. The paper showed that EVA was an attempt to establish common self-building practices and promote self-sustainable agriculture to cope with housing need and material everyday constraints. The practice of self-building as performed into EVA had a strong relational potential, including self-empowerment, in-depth participation into the reconstruction project, and a limited dependence from money that gave more value to manual work and investment of personal time for community purpose. During the process of self-construction, the whole EVA became the result of the community's own work, intelligence, commitment, as well as ethical and environmental values à la Sloterdijk (2014, 2016).

Since its first phases, conflicts emerged into EVA among ecovillagers, CRP and Misa around what to do, how to do it and what sort of future EVA should expect. The idea and values behind community building within EVA were indeed progressively challenged by requests of some of its members to comply with bureaucracy and engaging with managerial organization forms, leading toward a final vertical self-institutionalization of an autonomous and spontaneous initiative such

as EVA. Issues also emerged into decision making with an ambiguous role played by some ecovillagers toward the others. Little by little, personal interests overtook the communal ones. Bureaucracy was employed as a mean to inhibit community practice and to replace little by little community goals with individual ones. Subtly, community relationships were used as an opportunity to make personal profits from some aspects of the life in EVA. Therefore, the EVA experience demonstrates that sharing needs and common efforts are necessary but not sufficient conditions for building a post-disaster community. In this way, claiming that EVA represented a window of opportunity to create a resilient community after the disaster (Fois et Forino, 2014) is questionable. Indeed, EVA experience seems to represent an opportunity for few people to use the disaster for personal purposes.

Ideally, to avoid this situation, before starting the EVA construction ecovillagers should have spent more time to commonly decide roles and organization within EVA, to openly talk about ownership rights, as well as to stat since the beginning a discussion about a shared vision of EVA and in the medium and long term. Meanwhile, when it was realized that a complex governance system was going to be established into EVA, ecovillagers should have found ways to resist such governance and dismantle attempts of prioritizing individual goals over the collective ones by building more trustful relations with each other. This does not mean that ecovillagers did not try to create trustful occasions for discussion, to promote collective actions or to consult experts such as lawyers and technicians for a better understanding and clarification of bureaucracy constraints. However, ecovillagers prioritized housing need at that time, leaving slightly behind issues that at that time were not considered as crucial but at the end they became fundamental for the survival of EVA. Nevertheless, these are reflections in retrospect that cannot trivialize contextual issues into the individual and collective life into EVA.

In conclusion, the paper opens new space for future investigations on ecovillages in post- disaster areas. In particular, it offers to scholars a background for analyzing the evolution and dynamics occurring into ecovillages and more in general into communities which are spontaneously and autonomously born in a post-disaster context.

Conclusion de la troisième partie : quelle place pour les habitants de L'Aquila dans la reconstruction ?

La dernière partie de ce travail questionne la place des habitants de L'Aquila dans l'après-catastrophe et donne des éléments de réponse aidant à comprendre certaines bifurcations qu'à pris la reconstruction vers une solution « à l'identique », entre autres. Les trois chapitres qui composent la partie donnent à voir les continuités et les porosités entre acteurs non économiques afin de montrer non seulement la réactivité des habitants de L'Aquila mais la manière dont ils s'organisent et ce qui se joue dans leur activisme. Face à la dépossession du quotidien que comporte la catastrophe en particulier à cause de la gestion autoritaire de la première phase d'urgence et la reconstruction, le chapitre VI montre, au contraire, une grande réactivité des Aquilanais, d'abord spontanée puis toujours plus organisée au fil des mois. Au fil du temps se précise aussi qui sont ces individus et groupes qui se coordonnent, la forme que cet engagement prend, les objectifs et les visions. Les comités sont catégorisés, analysée et interprétés à l'aune des théories de la « classe d'encadrement » d'Alain Birh. Si le chapitre VI se concentre sur la prise de l'espace par plusieurs actions en centre-ville, toutes autant de « *mouvements de réinvestissement de la ville qui témoignent de la poursuite de la vie citadine* » (Sierra, Gustiaux et Leclercq, 2020) et dans les alentours, le chapitre VII retrace la prise de la parole des ces comités. Je montre, par différents cas comme l'*Assemblea* citoyenne, la Campagne 100% jusqu'au Festival de participation, comment le thème de la participation prend la place de revendications plus radicales des premiers temps et laisse s'instaurer un monopole des moyens d'actions et des mots d'ordre des comités les plus à même de dialoguer avec les institutions. La force disruptive et préfigurative qu'ouvre la catastrophe sur la ville s'estompe dans des formes conservatrices L'arrivé de la gestion « ordinaire », avec le ministre Fabrizio Barca et les élections de 2012, marquent un tournant définitif dans la transformation des pratiques, dans le sens d'une institutionnalisation de la participation dont ne subsiste aujourd'hui que l'*Urban Center* qui poursuit le travail de dialogue entre la culture urbanistique, technique et experte avec les besoins et les connaissances des habitants des différents quartier désormais atomisés. Le dernier chapitre, le VIII, déjà publié en 2019 pour le décennale du séisme, donne un exemple différent de l'activisme des habitants de L'Aquila à la recherche de formes de réappropriation et de reterritorialisation de leurs pratique spatiales, sociales et économiques en générale. Cette dernière partie confirme les vulnérabilités décrites en Introduction et permet d'ouvrir des pans de recherche à développer à l'avenir.

Conclusion générale

Ce travail de thèse est issu d'une trajectoire personnelle, humaine et scientifique. J'ai abordé la reconstruction de L'Aquila par l'intermédiaire de plusieurs perspectives interdépendantes marquées par une approche libertaire et un positionnement féministe, en employant une méthodologie qualitative (Introduction). En adoptant une perspective historique, j'ai reconstruit le contexte territorial et la trajectoire socio-économique d'une ville qui se déterritorialise sous la pression d'un développement urbain démesuré et qui devient de plus en plus vulnérable (Chapitre I). J'ai retracé les évènements qui ont marqué les mois et les jours qui ont précédé la secousse du 6 avril 2009 et, par l'analyse de la gestion de l'urgence et de son caractère gestionnaire et violent et, j'ai mis en évidence une nouvelle phase déterritorialisation, et la vulnérabilité sociale et démocratique du territoire (Chapitre II). La politique de relogement choisie par le gouvernement avec le projet CASE est une nouvelle étape du détachement des habitants de leur territoire. Elle est source de tensions, voire de conflits, à toutes les échelles de la gouvernance face aux les différents objectifs de reconstruction des acteurs impliqués (Chapitre III). Le passage à la phase ordinaire de la gestion de cette reconstruction est, lui, raconté par l'analyse des narrations des décideurs locaux. Leur analyse selon laquelle elle ne se fait pas selon un seul projet partagé, mais est plutôt une reconstruction à « plusieurs têtes », en fonction des valeurs et des visions de chaque décideur, donnant peu de cohérence à son résultat spatial (Chapitre IV). Le seul projet semblant recueillir le consensus des tous les décideurs, des *tecnici* et des nouveaux acteurs du développement économique comme l'université, est la *smart city* (Chapitre V). Le chapitre VI, enfin, montre les revendications des citoyens aquilanais face à la dépossession de leur quotidien. J'y ai retracé les trajectoires de transformation des comités locaux, d'abord ceux des *tecnici* puis ceux davantage tournés vers l'action de réappropriation de l'espace urbain entendu comme bien commun. Ces mouvements sociaux évoluent vers une plus grande institutionnalisation qui essouffle le mouvement et ses revendications pour une reconstruction qui soit aussi sociale et juste (Chapitres VI et VII).

Les résultats que je présente montrent comment la décision d'une reconstruction à l'identique, si elle permet une sauvegarde intégrale du patrimoine historique privé, renforce également une économie urbaine basée sur la gestion de la ressource patrimoniale privée. Cette sauvegarde intégrale laisse intactes les problèmes urbains préexistants, que l'on peut observer en particulier dans le quartier de San Giovanni. En comparant systématiquement l'histoire, les dommages et la reconstruction de deux quartiers du centre-ville, j'ai constaté l'échec de la reterritorialisation que la reconstruction aurait réussie si elle avait été accompagnée d'un « *urbanisme guérisseur* » (Lussault, 2014). La crise de l'urbanisme montre son incapacité à « recoudre » ou réparer les vulnérabilités que la gestion urbaine a contribué à générer au cours des années où la spéculation privée a été la seule boussole.

Le bilan, 16 ans après le séisme du 6 avril 2025, permet d'apporter des éléments de réponse à mon questionnement initial. Est-ce que la reconstruction de la ville, dans laquelle l'État a investi autant, a permis la réduction de la vulnérabilité socio-spatiale généré par la déterritorialisation historique

de L'Aquila ou bien a-t-elle non seulement conservé le système spéculatif « classique » précédent et permis, par la même occasion, l'introduction de normes et d'acteurs qui ont favorisé l'irruption du capitalisme du désastre ?

La qualité de la reconstruction, pour les décideurs nationaux et locaux, se lit dans les yeux de l'opinion publique et des médias et dans les contrôles financiers. Elle est donc présentée comme un modèle efficace et réussi (Chiodelli, 2024) grâce à la rationalisation des opérations de financement et à la *datification* du processus lui-même le rendant traçable, transparent et « propre ». « Cette » reconstruction et l'investissement de l'État par des politiques « exceptionnelles » s'en trouvent ainsi justifiés. Dans L'Aquila reconstruite, certains lieux et monuments sont surreprésentés au détriment d'autres, invisibilisé ou cachés. Pour sortir du « *blight* » (Pinto et al., 2021) et tenter d'évaluer cette « réussite », je vais documenter ici la trajectoire de différents aspects du territoire, en relation à sa qualité urbaine (Miani, 2011), au travers de trois points clés de la reconstruction : Le devenir du projet CASE, la reconstruction publique par l'intermédiaire du cas de la reconstruction des écoles et la reconstruction privée par la touristification et le dépeuplement du centre-ville.

Qu'en est-il du projet CASE ?

Les 19 nouveaux sites du projets CASE ont changé le faciès du territoire de L'Aquila pour toujours.

Le diagnostic de l'état de conservation et d'occupation des bâtiments identifie 18 plateformes sur lesquelles il faut intervenir en priorité pour la démolition des bâtiments correspondant. Quinze ans après leur construction, des problèmes de plus ou moins long terme prouvent que les matériaux utilisés étaient de qualité médiocre, malgré le coût élevé des travaux. Les effondrements des balcons sur le site de Cese di Preturo en 2014 et en 2016[288] en est un bon exemple. En raison des lacunes évidentes en matière de gestion et du retour progressif des citoyens de L'Aquila dans leurs habitations, entre-temps réparées ou reconstruites, seuls un tiers ces logements sont aujourd'hui destinés à l'assistance à la population touchée par le tremblement de terre (1 400 personnes). Un autre tiers est consacré à des politiques sociales de logement de différents types (aide aux personnes en situation de fragilité sociale, aux jeunes couples ou aux victimes du tremblement de terre de 2016[289]) ou à contrats locatifs conclus avec la préfecture, la prison ou encore l'armée. Le tiers restant des logements sont inutilisables ou vides.

[288] https://www.ansa.it/abruzzo/notizie/2014/09/02/laquilacrolla-balcone-in-progetto-case_a368fda4-e4e7-473d-8185-57b81b6e8828.html

[289] Entre 2016 et 2017, une séquence séismique entre 5,5 Mw et 6,5 Mw a eu lieu, avec des points d'impact situés entre les Monts Sibillini, la haute vallée du Tronto, les Monts de la Laga et les Monts de l'Alto Aterno, frappant une partie du Cratère du tremblement de terre du 6 avril. Le nombre de victimes a été de 303, le nombre de sans-abris de 41 000.



Photographies 60 : Abandon de sites du projet CASE inutilisés, 2025 (NewTown)

Les données relatives au taux d'inhabitabilité des logements sont particulièrement significatives. Il est de 20,79 % pour le projet CASE (un logement sur cinq inutilisable), ce qui est nettement plus élevé que pour les MAP, pour lesquels il est de 14,48 % (un logement sur sept inutilisable). Plus précisément, trois sites du projet CASE sont totalement inutilisables (Arischia, Coppito 2 et Collebrincioni) et complètement inhabités, tout comme trois sites MAP (Cansatessa, San Vittorino et Pescomaggiore). Cinq sites de ces nouveaux habitats présentent un taux de « non-occupation », c'est-à-dire comprennent un nombre important de logements vides ou inutilisables (CASE d'Assergi, Roio 2 et Sassa NSI et MAP de Collebrincioni et Tempera - San Biagio). Au total, 925 logements du projet CASE et 185 logements du projet MAP, soit un total de 1110 logements, sont inutilisables.

Comme je l'ai montré dans le chapitre III, le projet CASE a immédiatement été au centre des débats, tant sur sa pertinence que sur les modalités ou les coûts de sa mise en œuvre. Mais le principal et véritable problème du projet CASE, qui s'est également rapidement manifesté mais a été évacué par des solutions peu réalisables, a toujours été de savoir quoi faire de ces bâtiments une

fois l'urgence passée. « *Les* new towns *ont été construites sans aucune planification claire à cet égard* » (Chiodelli, 2024). Le démantèlement des *new towns*, c'est-à-dire le retrait des immeubles résidentiels et des énormes plaques antisismiques en béton armé sur lesquelles ils reposent, est très complexe et bien plus coûteux que celui des MAP. C'est pourtant sur la voie de la démolition que la commune se dirige après des années de renvois politiques et médiatiques des responsabilités. Les 12 premières démolitions, d'un coût de six millions d'euros, ont déjà commencé[290]. Dans le même temps, deux autres projets de réutilisation prennent tout de même forme. Mais, une fois de plus, les habitants sont tenus dans l'ignorance et le débat semble porter sur une « question technique ». Les solutions envisagées semblent être mises en place sans méthode et de manière fragmentaire, et toujours sans projet économique ni plan d'urbanisme (*Ibid.*).

L'autre idée pour l'avenir des projets CASE semble être celle de la cession à des tiers. Deux opérations en discussion pour lesquels une Commission spéciale a été créée, sont la création de l'École nationale des pompiers pour 500 étudiants et la création du *Centro Nazionale del Servizio Civile Universale* (« Centre national du service civil universel ») pouvant recevoir 1000 étudiants. Pour les deux projets, la Commission a prévu respectivement à 15 et 60 millions d'euros de fonds publics pour la démolition, l'adaptation et l'urbanisation des différents sites. Le projet est élaboré par un bureau d'étude parisien[291] et semble très ambitieux. Le mode de gouvernance du projet semble, en revanche, plus confus. C'est l'USRA qui financerait la réhabilitation des CASE, sortant ainsi de son rôle de financeur de la reconstruction privée et empiétant ainsi sur les prérogatives des décideurs publics locaux.

De nombreuses questions restent ouvertes, notamment concernant le temps nécessaire ou le nombre de CASE concernés. Il faut aussi déterminer combien de logements auront besoin de réparations, voire de démolition parmi ceux qui ne sont pas inclus dans le programme, et, encore, qui doit assumer la responsabilité politique de ces choix qui semblent dépasser le cadre local d'action.

Les écoles, l'éternel temporaire : quinze ans d'école publique dans les préfabriqués

Environ 42 millions d'euros sont disponibles pour la reconstruction des écoles, alloués entre 2011 et 2017 par des décrets du commissaire à la Reconstruction de l'époque et des résolutions du CIPE. Début 2015, l'administration municipale a approuvé le programme de reconstruction des bâtiments scolaires mais des retards ont conduit le nouveau maire à mettre en œuvre un autre programme en 2018[292]. Ce dernier ne prévoit pas de reconstruire les écoles du centre-ville mais la création de « pôles scolaires » à Colle Sapone, en périphérie de la ville. Cette décision semble susciter des avis très contrastés. Quinze ans après le séisme, garantir un maximum de sécurité antisismique aux

[290] Il Capoluogo. « Progetto CASE, partono le prime demolizioni », 15 février 2024. https://www.ilcapoluogo.it/2024/02/15/progetto-case-partono-le-prime-demolizioni/

[291] https://www.mediasociale.it/wp-content/uploads/2023/02/ApTrel002a_Relazione-generale-e-tecnica-di-progetto_compressed.pdf

[292] https://www.comune.laquila.it/pagina1596_documenti.html

familles semble être un objectif majeur. En revanche la conception globale du centre-ville de L'Aquila est aussi en jeu, celui-ci risquant va perdre en mixité et fonctionnalités qui pourraient contribuer à le revitaliser et recentrer la dispersion des activités tant économiques que sociales. Ces dernières années, la municipalité et la province, propriétaires des bâtiments à reconstruire, n'ont pas réussi à faire débuter les travaux. Les causes en sont multiples : transferts fréquents de responsabilité des projets, retards bureaucratiques dus aux règles de la reconstruction publique qui suivent une procédure « normale » et donc très longue, recours des entreprises et carences en personnel administratif. « *Ce sont les pouvoirs publics qui, bien qu'ils aient l'argent, mettent des années à agir, car même dans ce cas, le code des marchés publics ordinaire ne peut pas être appliqué lorsque l'on se trouve dans une situation extraordinaire, comme celle-ci.* » (Entretien 26, Pietro Di Stefano, 08/10/2019).

Sur les 18 interventions prévues, pour un montant total d'un peu plus de 100 millions euros, seules trois ont été menées à bien : l'école primaire et maternelle d'Arischia, ainsi qu'une école primaire et un collège dans le quartier de la première périphérie de Pettino. À ce jour, neuf interventions font l'objet de travaux en cours de réalisation ou de préparation ou et six sont en projet, selon la dernière mise à jour su site internet de la commune de L'Aquila [293].



Figure 54 : État d'avancement des travaux des école en 2025 (Il Centro)

Sur les seize interventions de reconstruction restantes, onze ont des mois ou des années de retard, un est suspendu, deux n'ont même pas commencé sans qu'aucune date ne soit fixée.

[293] Cette dernière mise à jour à du 28 mai 2024 : https://www.comune.laquila.it/pagina2051_ricostruzione-delle-scuole.html

En outre, seules deux écoles privées et une publique ont été reconstruites à ce jour, mais celles qui sont restées dans leurs anciens bâtiments ont été évaluées comme très vulnérables[294] puisqu'après le tremblement de terre qui a frappé la haute vallée de l'Aterno en 2016, l'indice de vulnérabilité sismique des écoles en maçonnerie de L'Aquila restées habitables en 2009 a été vérifié.



Photographie 61 : Campagne « Scuole sicure[295] » de l'ONG ActionAid en 2019 (Action Aid)

Enfin, dans la plupart des cas, qu'il s'agisse d'écoles encore logées dans des conteneurs ou dans de véritables bâtiments, aucune n'a été dotée des espaces nécessaires aux activités pédagogiques. Et elles manquent souvent des gymnases, de salles informatiques ou de cantines[296]. C'est pour cette raison que des comités d'enseignants, parents d'élèves et élèves se sont créés comme Oltre il MUSP [297] (« Au-delà des MUSP ») pour dénoncer ces problèmes mais aussi engager des processus participatifs afin de ne pas limiter la question de la reconstruction des écoles à celle des bâtiments scolaires.

[294] En 2017, avec une ordonnance extraordinaire, le maire a dû fermer deux écoles à cause des indices de vulnérabilité sismique très dangereux :
https://trasparenza.comune.laquila.it/archivio28_provvedimenti_0_330922_725_1.html
[295] « Des écoles sûres ».
[296] https://www.internazionale.it/reportage/mattia-fonzi/2019/04/05/terremoto-aquila-scuole
[297] https://www.sicuriperdavvero.it/contributi/la-scuola-resiliente-limpegno-di-oltre-il-musp/



L'Aquila

OLTRE 150 TRATTORI HANNO SFILATO PER LE VIE DEL CENTRO

Un corteo di trattori ha invaso ieri le vie cittadine: 150 i mezzi in tutto ad aver sfilato, nel tardo pomeriggio, fino ad arrivare al cuore della città. Partendo da via XX Settembre, il corteo si è snodato lungo viale Crispi, ha percorso viale Collemaggio per poi riscendere lungo viale della Croce Rossa.

Fax: 0862 410164
e-mail: aquila@ilmessaggero.it

Sabato 3 Febbraio 2024
www.ilmessaggero.it

Scuole, promesse mancate e nuove scadenze ignorate

LA RICOSTRUZIONE

▶ "Oltre il Musp" e comitato "Scuole Sicure" sollevano polemicamente il velo sui ritardi

▶ Chiesto al sindaco Biondi di convocare un'assemblea pubblica per fare il punto

«Avevamo creduto nella pianificazione del Comune per la ricostruzione delle scuole. In 15 anni tante promesse, ma le date della pianificazione ufficiale sono rimaste parole al vento». A sollevare nuovamente l'attenzione sulla mancata ricostruzione delle scuole sono la commissione "Oltre il Musp" e il comitato "Scuole sicure", che chiedono al sindaco Pierluigi Bindi di convocare prima possibile un'assemblea pubblica per discutere di quanto fatto negli ultimi 15 anni e l'apertura di un tavolo di lavoro per il monitoraggio del piano organico dell'edilizia scolastica.

«Il sindaco in una sua recente nota ha parlato di piano organico sull'edilizia scolastica e di poli per la formazione dei nostri ragazzi sia nella zona est sia in quella ovest della città, nonché nell'area dell'ex ospedale psichiatrico di Collemaggio- affermano-. Parole che leggiamo con profondo rammarico. Tralasciando l'assenza di scuole nel centro storico, a 15 anni dal sisma, e tralasciando anche l'annuncio del nuovo polo scolastico di Collemaggio, che andrebbe a consumare nuovo territorio andando a insistere, peraltro, su un'area attualmente sotto vincolo della Soprintendenza e priva di una vera viabilità, vogliamo concentrarci sul piano organico sull'edilizia scolastica».

Il dossier sullo stato di ricostruzione delle scuole è stato pubblicato sul sito del Comune il 7 settembre 2023. «Il documento prevedeva, a gennaio 2024, dunque a soli 4 mesi dalla pubblicazione, due date importanti: il fine lavori per il polo scolastico di Gignano, programmata per il 19 gennaio 2024, e il fine lavori per la demolizione del teatro Tenda di Paganica, prevista per il 17 gennaio 2024. Ebbene, entrambi gli impegni non sono stati rispettati. La cosa divertente è che, proprio nel giorno della supposta fine dei lavori al polo di Gignano, 19 gennaio 2024, è stato pubblicato un nuovo dossier con nuove date, tutte spostate in avanti. In base al nuovo cronoprogramma, la fine lavori del polo di Gignano adesso è fissata al 4 agosto 2024 mentre la fine lavori della demolizione del teatro Tenda al 16 maggio 2024».

La demolizione del teatro tenda di Paganica

NEL DOSSIER PUBBLICATO IL 7 SETTEMBRE 2023 IL COMUNE FISSAVA DUE DATE CRUCIALI A GENNAIO 2024

COLLABORATIVI

«Vogliamo essere collaborativi e propositivi ed è per questo che, come comitati civici, ci mettiamo fin da ora a disposizione di sindaco e assessore per aiutarli nella formazione di un tavolo di lavoro sulla ricostruzione scolastica all'Aquila a 15 anni dal sisma e supportarli nel monitoraggio dell'avanzamento dei lavori del piano organico sull'edilizia scolastica- concludono-. Al tavolo porteremmo le istanze delle alunne e degli alunni dell'Aquila, delle loro famiglie e degli insegnanti, che chiedono da 15 anni scuole nuove, scuole sicure, scuole che non siano più Musp, evidenziando i bisogni espressi da tutta la città».

Marianna Galeota

Arrestato per abusi sulla moglie un cinquantenne torna in libertà

TORNIMPARTE

Convinto che la moglie, madre di due figli minorenni, lo tradisse con un marocchino l'ha picchiata e costretta a dormire anche in auto. Per un 50enne residente Tornimparte, è scattata recentemente la misura cautelare dell'arresto a seguito dei presunti reiterati comportamenti nei riguardi della moglie, sottoposta a continue vessazioni, umiliazioni sul posto di lavoro ma anche aggressioni fisiche. Nei giorni scorsi l'arrestato, a seguito dell'istanza presentata dall'avvocato Nicoletta Ortenzi del Foro dell'Aquila e al termine dell'interrogatorio di garanzia, ha beneficiato della libertà, previo inserimento del braccialetto elettronico, previsto per metà febbraio. Fino a quella data, il 50enne dovrà restare nella propria abitazione, in regime degli arresti domiciliari.

A carico dell'indagato pendono dei presunti violenti comportamenti nei riguardi della moglie, come quello del 20 gennaio scorso quando la parte offesa sarebbe stata aggredita dall'uomo davanti i due figli minorenni, i quali, stando alla ricostruzione fatta dai carabinieri della stazione di Tornimparte (foto), diretti dal luogotenente Antonello Cattivera, si erano rivolti impauriti al padre, dicendogli di smettere perché la mamma non aveva fatto niente. Uno dei due ragazzini non aveva perso tempo nel chiamare al telefono lo zio per chiedere aiuto. Lesioni che la donna era stata costretta a farsi curare dal personale medico del Pronto soccorso. In un'altra occasione la malcapitata si sarebbe trovata gli indumenti personali posti sul pianerottolo dell'ingresso dell'abitazione, e con l'impossibilità di poter fare rientro a casa. Di qui la decisione di dormire in auto, trovata poi dai carabinieri durante un giro di perlustrazione sul territorio. L'attività di indagine sfociata in un presunto caso di "Codice Rosso", ha convinto il Pm titolare del fascicolo Guido Cocco a raccogliere nel più breve tempo possibile tutti i possibili elementi, che hanno portato alla fine all'emissione della misura cautelare sulla quale si preannuncia una "battaglia" legale.

M.L

PREVIO INSERIMENTO DEL BRACCIALETTO ELETTRONICO PREVISTO PER METÀ FEBBRAIO: FINO AD ALLORA ARRESTI DOMICILIARI

Figure 55 : *Il Messaggero*, article du 3 février 2024
« Écoles, promesses non respectées et nouveaux délais bafoués »

L'état de la reconstruction des bâtiments scolaires est emblématique d'une approche de la reconstruction priorisant la valorisation du privé au détriment des équipements publics. À ce jour, 3 500 enfants sont toujours scolarisés dans 17 MUSP qui devaient durer cinq ans et qui présentent d'importants problèmes d'entretien et de salubrité.

Les touristes à la place des étudiants ?

L'économie touristique qui s'est développée détourne l'investissement public pour la reconstruction. Elle est un bon exemple de la trajectoire spéculative mise en place par les habitants/propriétaires locaux vis-à-vis d'autres projets de développement économique moins visibles dont j'ai parlé, comme la *knowledge-city* ou la *smart city*.

Nombre d'études montrent que le capital immobilier constitue, dans le cadre du processus de mondialisation et de financiarisation de l'économie, l'un des principaux vecteurs de l'accroissement des inégalités économiques depuis le début des années 1980 (Fiore, 2022). Les écarts d'accès à la propriété (occupante et locative) et de valorisation financière de ce patrimoine immobilier s'accroissent, aggravant l'ensemble du système des inégalités (entre catégories socio-professionnelles, générations ou types de territoire). Ces inégalités causées par l'exploitation du parc privé, non pas destiné à l'habitation mais à la captation de la rente immobilière sur une

population d'étudiants ou aujourd'hui des touristes, à L'Aquila comme dans d'autres grandes villes et métropoles italiennes, forme l'un des principaux mécanismes d'accroissement des inégalités et de financiarisation des villes. Elles se manifestent par la hausse des revenus locatifs pour les propriétaires bailleurs et l'augmentation des charges locatives pour les habitants. D'autre part, le régime de la propriété, hérité de l'avènement de la bourgeoisie comme groupe social au tournant des XVIII[e] et XIX[e] siècles, connaît, après une « crise de la propriété », un renouveau qui se fait grâce à des politiques publiques de rénovation urbaine qui ont valorisées la rente privée (Gainsforth, 2025). L'immobilier est considéré comme un investissement stable dans l'Italie « de la brique », même sur un territoire très fragile soumis à des aléas sismiques fréquents (tous les cinq ans et demi en moyenne selon l'INGV). Le patrimoine est ici à entendre comme patrimoine privé, composé des beaux palais et demeures du centre monumental, et comme patrimoine public, constitué des propriétés communales, par exemple, sur lequel se construit une rhétorique de la « beauté » de L'Aquila. « *L'Aquila est l'une des villes italiennes les plus importantes sur le plan historique. Le problème de L'Aquila pourrait donc être le même que celui de Florence ou de Rome, alors imaginons un drame de ce genre dans une ville d'art, une ville historique qui a un caractère différent de celui, par exemple, d'une ville côtière* » (Entretien 32, Luca Coccoccetta, entrepreneur, directeur de l'ANCE, 09/10/2019).

La rhétorique sur l'intérêt paysager sert aux négociations des décideurs locaux pour l'augmentation du coût des matériaux destinés à la reconstruction et à la valorisation des biens des propriétaires privés du centre-ville. « *Cet intérêt paysager ... L'accord que nous avons conclu pour augmenter l'argent sur les bâtiments non classés ... Le noyau historique de L'Aquila est tout entier d'intérêt paysager. Nous n'avons pas pu faire les hameaux parce qu'on nous a dit que ce n'était pas possible, qu'il n'y avait pas d'argent* » (Entretien 17, Chiara Santoro, 31/10/2018).

Donc, en parallèle de l'économie générée par la reconstruction, les décideurs locaux subissent une autre pression, celle d'investir des fonds publics pour stimuler l'attractivité touristique des points d'intérêt de la ville historique (Gizzi, 2021).

Les décideurs comprennent également l'importance de l'image de sécurité que la ville doit donner pour attirer les investissements nécessaires à la diversification des activités, comme le tourisme de montagne ou hivernal. La communication de la ville de L'Aquila est à destination de deux cibles principales : le gouvernement, pour montrer l'efficacité du modèle et confirmer la légitimité de ceux qui l'ont mis en place et les investisseurs, y compris de nouveaux habitants, grâce à l'image d'une ville belle où il fait bon vivre.

« *Mais pour cela, ce message douteux de sécurité qui provient de la qualité de la vie et de la qualité de la reprise structurelle est une carte importante à jouer. Ce sont les politiques qui doivent être mises en place par la suite* » (Entretien 26, Pietro Di Stefano, 08/10/2019).

Le projet du nouveau PRG de 2014 est rédigé autour de quatre axes principaux dont deux, en particulier, concernent l'attractivité touristique : le premier dit « *Gran Sasso système d'excellence* » a comme objectif la valorisation de la montagne aquilanaise en tant que pôle des Apennins pour le tourisme sportif et de nature ; l'autre, « *L'Aquila ville vivante* » vise à rendre la ville attractive par son

dynamisme économique et social. Le document porte un grand intérêt au secteur touristique considéré comme « *un choix stratégique* » (Documento preliminare alla redazione del nuovo PRG, p. 222) et prévoit une augmentation des superficies destinées au tourisme, jusqu'à 24 m² par habitant, pour améliorer les capacités d'accueil.

Cette période correspond au mandat du maire Biondi (Fratelli d'Italia) qui a exalté le facteur patrimonial comme facteur identitaire et fait des investissements en ce sens sur le secteur en construisant un nouveau site web dédié de la mairie[298], entre autres.



Photographies 62 : Exemples de changement d'usage d'appartements en centre-ville à destination de l'accueil touristique (Tomassi)

Depuis deux ans, pour soutenir cette économie, les travailleurs du secteur se sont réunis en plusieurs associations : Associazione albergatori d'Abruzzo, CNA Alberghi, ANBA le syndicat des B&B et Federalberghi Extra della Provincia di L'Aquila. Cette dernière, affiliée à la Chambre de commerce, s'occupe de tous les types d'hébergement extra-hôteliers tels que les chambres d'hôtes, les maisons de vacances, les locations touristiques, les gîtes ruraux ou les auberges de jeunesse.

Un effet immédiat de cette évolution est la paradoxale difficulté des étudiants de l'Université de L'Aquila à se loger en centre-ville, comme avant le séisme[299]. Aujourd'hui la Caserne Campomizzi, qui a déjà servi pour les rescapés, accueille la nouvelle Maison de l'étudiant. Mais les places, déjà trop peu nombreuses par rapport à la demande, risquent de disparaitre quand le bien reviendra au

[298] https://www.quilaquila.it/

[299] https://abruzzoweb.it/caro-affitti-protesta-studenti-univaq-necessario-intervenire-con-politiche-abitative/

ministère de la Défense. Le Collège Ferrante d'Aragona, après des effets d'annonce, reste fermé. Sans cette population, le centre-ville n'accueille aujourd'hui que 6 000 habitants. Et finalement, ce développement provoque la création d'une vulnérabilité socio-écologique nouvelle face à la catastrophe (Nalin et al., 2023).

L'Aquila, aujourd'hui, offre la perspective d'un environnement urbain plus ou moins reconstruit, fragmenté socialement et spatialement, inhabité, qui a perdu une bonne partie de ses fonctions, touristifié qui finit par (re)produire un espace urbain ingouvernable, voire insoutenable.

Limites et ouvertures possibles

La complexité qu'ouvre la reconstruction post-catastrophe, puis mon positionnement face à ce cas d'étude ont rendu difficile le choix parmi les thématiques possibles. Cette difficulté est parfois lisible et, trop tard, j'ai croisé les travaux sur la transdisciplinarité pour m'auraient permis une approche disciplinaire moins rigide et plus à même de restituer les résultats de mes analyses. Une autre limite de ce travail peut être recherchée dans la relation entre positionnalité, engagement du propos et distanciation. Il n'a pas toujours été aisé d'adopter la distance nécessaire dans ma relation avec mon cas d'étude, qui a pu générer des crispations ou des tensions. En outre, ce travail aurait mérité un approfondissement de la littérature grise analysée selon traitement méthodologique différent, par textométrie, qui m'aurait permis d'approfondir l'étude du discours institutionnel et la comparaison des thématiques. Ceci n'a pas encore été réalisé mais constitue une piste pour un futur prolongement de cette thèse et une méthode à envisager pour d'autres cas d'étude.

Néanmoins, certains des points mentionnés plus haut sont aussi des atouts de ce travail de thèse. C'est notamment le cas de ma position d'habitante et d'experte locale, qui peut mettre en évidence la nécessité de travaux menés en tenant compte du point de vue local. Cela souligne d'autant plus une absence ou une faiblesse de liens entre l'expérience et la connaissance des populations locales et les parties prenantes « *manifestant le poids des acteurs économiques dans la formulation des décisions publiques* » (Clavijos, Rojas et Rodrigues, 2023, p. 43). Par ce prisme, de nombreuses actions *ex-ante* pourraient être entreprises, qui donneraient de la force à l'action stratégique de réduction des risques associés aux plans d'urbanisme locaux en prenant « *des décisions plus cohérentes, participatives et éclairées* » (*Ibid.*, p. 43). De la même manière, les instruments et les acteurs impliqués pourraient créer des véritables opportunités de réparation et de changement, même *ex-post*, en prenant en considération les interactions socio-environnementales constitutives du territoire, dans le but d'éviter la déterritorialisation.

Un autre point original de mon travail est la temporalité relativement longue analysée (plus de dix ans d'observation), ce qui n'est pas souvent le cas des études sur les catastrophes. Ce travail permet ainsi de faire un premier véritable bilan du processus de reconstruction.

Comment se présentera L'Aquila en 2030 ? Nul ne peut bien sûr encore répondre à cette question mais la trajectoire sociale et territoriale entamée par la reconstruction montre la création de nouvelles fragilités et vulnérabilités socio-spatiales dues à la diminution de la qualité urbaine, la

réduction de l'offre et de l'accessibilité des services, la consommation de sol excessive, la négligence de la qualité environnementale, l'investissement dans une smartification non pas au profit des habitants mais des entreprises étrangères, une valorisation immobilière orientée de manière excessive vers le patrimoine de prestige, la confirmation d'une rente immobilière liée au tourisme. Ce territoire marginal est en passe de devenir un îlot touristique au centre des Apennins, mais cette spécialisation de son économie contribue à le rendre finalement encore plus vulnérable (Hoarau, 2016).

Les pistes à poursuivre restent nombreuses. La thématique de l'autogestion ou de l'autoconstruction, typique de la culture libertaire (Kropotkine, 1902), en situation de catastrophe et post-catastrophe reste un angle peu exploré dans les *disaster studies*. Quelques auteurs commencent à s'intéresser à ce sujet dans l'optique sortie du « paradigme de la guerre ». Que ce soit par une prise en main dirigée de l'autoconstruction, comme dans le cas des constructions temporaires aux Philippines (Hendriks et Opdyke, 2020; Arroyo et Åstrand, 2019) ou par l'auto-réparation dont une première définition apparait dans le rapport de Twigg - « *l'auto-récupération des abris a été définie comme le fait, pour les populations touchées par des catastrophes, de reconstruire ou de réparer les maisons endommagées ou détruites en utilisant leurs propres ressources, par l'auto-construction ou en faisant appel au secteur informel local de la construction* » (Twigg et al., 2017). Cette possibilité reste vague et peu explorée. Mais si l'on considère l'autoconstruction, comme « *un processus collectif,* [qui] *n'est pas une fin en soi, mais un outil, un moyen de réduire* [la] *séparation entre l'individu, la communauté et son environnement de vie : en pratiquant l'autoconstruction, l'être humain prend matériellement en charge son propre habitat, redécouvrant ainsi sa capacité et sa responsabilité dans la gestion, la transformation et l'administration du territoire* » (Leonardi, 2022). En d'autre termes, il s'agit d'un moyen de re-territorialiser les pratiques urbaines qui ne produit pas seulement des biens comme des maisons mais aussi « *une infinité de biens immatériels : autonomie, convivialité, cohésion, solidarité, entraide, complicité, conscience et compétences* » (*Ibid.*) nécessaires à la réduction des vulnérabilités.

Le thème de l'autogestion (Semal, 2019) pourrait être abordé par l'étude de la création des *Brigate della Solidarietà attiva* (« Brigades de la solidarité active ») qui se sont formées au moment du séisme de L'Aquila. À l'époque, le groupe avait géré la construction et le quotidien du camp de rescapés du village de Tempera. Pendant la période d'urgence les habitants ont choisi de s'autoorganiser avec le support logistique de ces Brigades. Peu de documentation existe, malheureusement, sur cette expérience. Ce modèle a connu un essaimage pendant la crise de Covid 19. Par exemple, au printemps 2020, des groupes d'activistes, mus par des valeurs d'autogestion et de solidarité, ont créé et coordonnée la distribution de milliers de repas dans les quartiers pauvres des plus grandes villes italiennes ou françaises, (Borday, 2021; Gainsforth, 2021).

Une autre piste de recherche qui reste peu explorée dans la littérature sur les désastres dans les pays du Nord, est celle du genre. Dans l'introduction de cette thèse, je montre comment le positionnement féministe que j'adopte me permet de clarifier ma posture théorique et méthodologique. Cependant je n'ai pas utilisé le genre comme objet de recherche ni dans mes grilles d'analyse. Qu'est-ce qu'être une femme - adolescente, jeune travailleuse, mère seule, etc. - pendant

la catastrophe et la reconstruction ? Quid de la Maison de la femme, qui a été promise au *Consultorio* (équivalent du planning familial) et qui n'a pas encore été réalisée ? Comment les femmes vivent une grossesse ou l'accès aux services sanitaires pendant la crise et dans un territoire comme celui de L'Aquila aujourd'hui ? Sont-elles plus vulnérables face aux défis de la catastrophe en Italie ? Il existe une littérature en grande expansion sur ces questions, en provenance de pays du Sud, mais, à l'exception des travaux relativement datés réalisés en Angleterre, (Fordham, 1999 ; 1998) les références sont peu nombreuses concernant les pays du Nord.

Je pose enfin quelques questions initiales à considérer dans les recherches futures, dans plusieurs directions. Comment repenser les questions de prévisibilité ? Par quels instruments de planification ? Est-ce que ces instruments peuvent être construits de manière à ne pas exclure les populations ? Comment garantir l'apport de connaissances, l'informations et la participation « par le bas » dans la construction de politiques publiques moins verticales ?

Références bibliographiques

AA.VV. et COMITATO 3E32 (eds.), 2019, *Nati alle 3e32. L'Aquila, cronache dal dopo terremoto.*, Round Robin, Roma.

ABE Miwa et SHAW Rajib, 2015, « Ten Years of Resettlement in Eco-Village, Sri Lanka » dans , s.l., p. 435-449.

ABE Miwa, SHAW Rajib et TAKEUCHI Yukiko, 2012, « Chapter 14 Eco-Villages: Can Eco-villages be a 'Build Back Better' strategy after Tsunami Disasters? » dans *Environment Disaster Linkages*, s.l., Emerald Group Publishing Limited, vol.9, p. 257-283.

ACOSTA Virginia García, 1996, *Historia y desastres en América Latina*, s.l., Tercer Mundo Editores.

ADGER W. Neil, 2006, « Vulnerability », *Global Environmental Change*, 1 août 2006, vol. 16, nº 3, p. 268-281.

AGAMBEN Giorgio, 2015, « Security city » dans *Suspended city: L'Aquila after the earthquake*, New York, ACTAR, p. 9.

AGIER Michel (ed.), 2014, *Un monde de camps - Michel Agier - Éditions La Découverte*, Paris, La Découverte.

AGIER Michel, 2011, « L'encampement du monde », *Plein droit*, 2011, vol. 90, nº 3, p. 21-24.

AGUILERA Thomas et BOUILLON Florence, 2013, « Le squat, un droit à la ville en actes », *Mouvements*, 2013, vol. 74, nº 2, p. 132-142.

ALBERTO Puliafito, 2010, *Protezione civile SPA. Quando la gestione dell'emergenza si fa business*, Reggio Emilia, Aliberti.

ALESCH Daniel J., ARENDT Lucy A. et HOLLY James N., 2009, *Managing for Long-term Community Recovery in the Aftermath of Disaster*, s.l., Public Entity Risk Institute, 205 p.

ALEXANDER David, 2018, « Civil protection in Italy - coping with multiple disasters », *Contemporary Italian Politics*, 27 novembre 2018, vol. 10, nº 4, p. 393-406.

ALEXANDER David, 2010, « The L'Aquila Earthquake of 6 April 2009 and Italian Government Policy on Disaster Response », *Journal of Natural Resources Policy Research*, 15 octobre 2010.

ALEXANDER David, 2007, « From Rubble to Monument" Revisited: Modernised Perspectives on Recovery from Disaster », Firenze, Cespro, vol.14.

ALEXANDER David E., 2014, « Communicating earthquake risk to the public: the trial of the "L'Aquila Seven" », *Natural Hazards*, 1 juin 2014, vol. 72, nº 2, p. 1159-1173.

ALEXANDER David E., 2002, *Principles of Emergency Planning and Management*, s.l., Oxford University Press.

ALEXANDER David E., 2000, *Confronting catastrophe: new perspectives on natural disasters*, Harpenden, Terra.

ALLAVERDIAN Céline, FAUVEAUD Gabriel et TULUMELLO Simone, 2023, « Violence et production de l'espace », *Justice Spatiale*, 2023, nº 18.

ALLEGRETTI Giovanni, 2019, « La partecipazione civica alle trasformazioni del territorio: toccasana, intralcio o utopia? », nº 1, s.l., Ordine degli Ingegneri della Provincia di Cagliari, vol.1.

ALLEN Katrina M., 2006, « Community-based disaster preparedness and climate adaptation: local capacity-building in the Philippines », *Disasters*, 2006, vol. 30, nº 1, p. 81-101.

ALOISIO Angelo, 2020, « The Timber-Framed (TF) Masonries in L'Aquila: The baraccato Aquilano », *Architectural Heritage*, 6 mai 2020, vol. 3.

ALOISIO Angelo, FRAGIACOMO Massimo et D'ALÒ Gianfranco, 2019, « Traditional T-F Masonries in the City Centre of L'Aquila -The Baraccato Aquilano », *International Journal of Architectural Heritage*, 8 juin 2019, vol. 15.

ALTHUSSER Louis, 1970, « Idéologie et appareils idéologiques d'État. (Notes pour une recherche) », *La Pensée*, 1970, vol. 151.

AMATO Alessandro et CIACCIO Maria Grazia, 2012a, « Earthquake sequences of the last millennium in L'Aquila and surrounding regions (central Italy): Earthquake sequences in L'Aquila (Italy) », *Terra Nova*, février 2012, vol. 24, nº 1, p. 52-61.

AMATO Alessandro et CIACCIO Maria Grazia, 2012b, « Earthquake sequences of the last millennium in L'Aquila and surrounding regions (central Italy) », *Terra Nova*, 2012, vol. 24, nº 1, p. 52-61.

ANDREASSI Fabio, 2020, *La ricostruzione di L'Aquila. Dal modello ai progetti.*, FrancoAngeli., Milano, Italy.

ANDREASSI Fabio, 2019, *L'Aquila. Riscritture urbanistiche*, Roma, Aracne.

ANDREASSI Fabio, 2015, « 1975-2015. Il sapere comune e l'identità urbana nei 40 anni del PRG di L'Aquila », Venice, Planum publicher.

ANDREASSI Fabio, 2012, *La città evento. L'Aquila e il terremoto: riflessioni urbanistiche.*, Roma, Aracne.

ANDREASSI Fabio et PROPERZI Pierluigi, 2014, « The plan in addressing the post shock conflicts. 2009-2014. A frist balance scheet of the reconstruction of L'Aquila », *TeMA - Journal of Land Use, Mobility and Environment*, 2014.

ANGELIDOU Margarita, 2014, « Smart city policies: A spatial approach », *Cities*, 1 juillet 2014, vol. 41, p. 3-11.

ANONYME, 2023, « Contre les spatialités étatiques et capitalistes, pour l'autonomie territoriale. La géographie anarchiste aujourd'hui », *Géocarrefour*, 31 décembre 2023, vol. 97, nº 1.

ANTENUCCI Ilia, 2021, « Digital Infrastructure, Liminality, and World-Making Via Asia| Infrastructures of Extraction in the Smart City Zones, Finance, and Platforms in New Town Kolkata », *International Journal of Communication*, 7 juin 2021, vol. 15, nº 0, p. 2652–2668.

ANTENUCCI Ilia, 2019, « The Making of Urban Computing Environments. Borders, Security and Governance », *SYNOPTIQUE*, 2019, vol. 8, nº 1, p. 54-64.

ARCURI Alberto, 2019, « Il governo delle emergenze: i rapporti tra decreti-legge e ordinanze di protezione civile dal terremoto de L'Aquila al crollo del ponte Morandi », *Osservatorio sulle fonti*, février 2019.

ARENDT Hannah, 2013, *The human condition*, 2nd edition-1958., Chicago London, University of Chicago press.

ARENDT Hannah, 1991, *Vita activa. La condizione umana.*, Milano, Bompiani.

ARMIERO Marco, 2011, *A Rugged Nation. Mountains and the Making of Modern Italy*, UK, The White Horse Press.

ARROYO Ivette et ÅSTRAND Johnny, 2019, « User involvement in housing recovery after typhoon Haiyan from a capability perspective », *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 1 août 2019, vol. 38, p. 101-158.

AUBRECHT Christoph, ALMEIDA Miguel, POLESE Maria, REVA Valeria, STEINNOCHER Klaus et ZUCCARO Giulio, 2013, « Temporal aspects in the development of a cascading-event crisis scenario: A pilot demonstration of the CRISMA project », Vienna.

AUGENDRE Marie, 2012, « Un modèle géographique de la catastrophe », *Ebisu. Études japonaises*, printemps-été, 2012, nº 47, p. 27-38.

AUGENDRE Marie, LLORED Jean -Pierre, NUSSAUME Yann et BERQUE Augustin, 2018, *La mésologie, un autre paradigme pour l'anthropocène ?*, Paris, Editions Hermann.

AUSTIN John L., 1970, *How to Do Things with Words*, Harvard University Press.

AVELLANI Nello, 2018, « Ricostruzione, i consorzi e le storture nell'affidamento dei lavori alle imprese », *NewsTown*, 21 juin 2018, 21 juin 2018 p.

BABOU Igor et LE MAREC Joëlle, 2019, « Désétatiser nos imaginaires politiques et scientifiques », *Terrestres*, 11 septembre 2019, nº 7.

BACQUE Marie-Hélène, 2005, « Action collective, institutionnalisation et contre-pouvoir : action associative et communautaire à Paris et à Montréal », *Espaces et sociétés*, 2005, vol. 4, no 123, p. 69-84.

BADIOU Alain, 2008, « De quel réel cette crise est-elle le spectacle ? », 17 oct. 2008, Le Monde.

BANFIELD Edwward C., 2010, *Le basi morali di una società arretrata*, 1976e éd., Milano, Il Mulino.

BANKOFF Greg, 2010, « No such thing as natural disasters », *Harvard International Review*, 2010, vol. 23, p. 1-23.

BANKOFF Greg et HILHORST Dorothea, 2022, *Why Vulnerability Still Matters: The Politics of Disaster Risk Creation*, Routledge.

BANKOFF Greg, HILHORST Dorothea et FRERKS George, 2004, *Mapping Vulnerability: Disasters, Development and People*, Routledge.

BANKOFF Gregory, 2001, « Rendering the World Unsafe: 'Vulnerability' as Western Discourse », *Disasters*, 2001, vol. 25, nº 1, p. 19-35.

BARATTUCCI Chiara, 2014, « Urbanisation et risques naturels : le cas de la Vénétie », *Métropolitique*, 25 mars 2014.

BARBIER Clément, 2023, « Le mythe de la métropole attractive », *Métropolitiques*, 20 mars 2023.

BARBIERI Gianni, 1972, *Tutela e valorizzazione del paesaggio montano*, Firenze, Istituto di Geografia dell'Università di Firenze.

BARCA Fabrizio et LUCATELLI Sabrina, 2014, *A strategy for inner areas in Italy: definition, objectives, tools and governance*, Public Investment Evaluation Unit (UVAL).

BARTOLOMUCCI Carla, 2014, « La conservazione del centro storico dell'Aquila come paesaggio urbano storico. », Università Roma Tre.

BAZZUCCHI Alberto, 2009, *Una valutazione attraverso i dati della demografia d'impresa.*, L'Aquila, CRESA.

BEAL Vincent, 2014, « Trendsetting cities: les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales », *Métropolitiques*, 30 juin 2014.

BECATTINI Giacomo, 2015, *La coscienza dei luoghi. Il territorio come soggetto corale*, Roma, Donzelli.

BEDDELEEM Martin, 2020, « Recoding Liberalism: Philosophy and Sociology of Science Against Planning » dans Dieter Plehwe et Slobodian Mirowski (eds.), *Nine lives of neoliberalisme.*, Verso, London.

BENADUSI Mara, 2015, « Antropologia dei disastri. Ricerca, attivismo, applicazione. Un'introduzione. », *Antropologia pubblica*, 2015, vol. 1, nº 1, p. 33-60.

BENADUSI Mara, 2013, « The Two-Faced Janus of Disaster Management: Still Vulnerable, Yet Already Resilient », *South East Asia Research*, 1 septembre 2013, vol. 21, nº 3, p. 419-438.

BENESSIA Alice et DE MARCHI Bruna, 2017, « When the earth shakes … and science with it. The management and communication of uncertainty in the L'Aquila earthquake », *Futures*, 1 août 2017, vol. 91, p. 35-45.

BENSA Alban, 1995, « De la relation ethnographique », *Enquête. Archives de la revue Enquête*, 1 octobre 1995, nº 1, p. 131-140.

BERDINI Paolo, 2014, *Le città fallite. I grandi comuni italiani e la crisi del welfare urbano*, Roma, Donzelli.

BERENI Laure et TRACHMAN Mathieu, 2014, « Le genre, théories et controverses », *La Vie des idées*, 8 octobre 2014.

BERLAN Aurélien, 2021, *Terre et liberté : la quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, Le Batz, La Lenteur.

BERQUE Augustin, 2016, *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Paris, Belin.

BESCHON Marie, 2022, « La violence de la fabrique de la ville », *Carnets de géographes*, 13 février 2022, nº 16.

BHATTACHARYA Tithi (ed.), 2017, *Social Reproduction Theory: Remapping Class, Recentering Oppression*, Londres, Pluto Press.

BIAROTTE Lucille, 2020, « « L'infusion » d'approches genrées dans l'urbanisme parisien : métaphore d'une propagation aux échelles organisationnelles et individuelles », *Urbanité*, 2020, nº 13.

BIHR Alain, 1989, *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste.*, Paris, L'Harmattan.

BINA Olivia, INCH Andy et PEREIRA Lavínia, 2020, « Beyond techno-utopia and its discontents: On the role of utopianism and speculative fiction in shaping alternatives to the smart city imaginary », *Futures*, janvier 2020, vol. 115.

BLAIKIE Piers, CANNON Terry et WISNER Ben, 2004, *At risk: natural hazards, people's vulnerability and disasters*, UK, Routledge.

BOCHNER Arthur et ELLIS Carolyn, 2016, *Evocative Autoethnography: Writing Lives and Telling Stories*, UK, Routledge, 224 p.

BOCK Jan-Jonathan, 2022, *Citizens without a City. Destruction and Despair after the L'Aquila earthquake.*, Bloomington, Indiana University press.

BOCK Jan-Jonathan, 2016, « Approaching Utopia Pragmatically: Artistic Spaces and Community-Making in Post-Earthquake L'Aquila », *Cadernos de Arte e Antropologia*, 1 avril 2016, Vol. 5, No 1, p. 97-115.

BOLTANSKI Luc, 2019, « L'inquiétude sur ce qui est. Pratique, confirmation et critique comme modalités du traitement social de l'incertitude », *Cahiers d'anthropologie sociale*, 2019, vol. 5, nº 1, p. 163-179.

BOMBENGER Pierre-Henri, CHRISTEN Guillaume, PIQUETTE Élodie et SOME Roger, 2011, *Du global au local: connaissances expertes et savoirs territoriaux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

BONACCORSI Manuele, 2009, *Potere assoluto. La protezione civile al tempo di Bertolaso*, Roma, Alegre.

BONESIO Luisa, 2012, « Abitare la terra e riconoscersi nei luoghi. » dans Adriana Verissimo Serrao (ed.), *Filosofia e Arquitectura da Paisagem. Um manual*, Centro de Filosofia da Universidade de Lisboa., Lisboa, p. 203-210.

BONO Irene, 2009, « Oltre la 'mala Protezione civile': l'emergenza come stile di governo », *Meridiana*, 2009, nº 65/66, p. 185-205.

BONOLI A. et CHIAVETTA S. Rizzo & C., 2014, « Straw as construction material for sustainable buildings: Life Cycle Assessment of a post-earthquake reconstruction » dans *Vernacular Architecture: Towards a Sustainable Future*, CRC Press.

BOOKCHIN Murray, 2022a, *The Modern Crisis*, Édimbourg, AK Press, 103 p.

BOOKCHIN Murray, 2022b, « Le municipalisme libertaire : une nouvelle politique communale ? », *Revue Topophile*, 15 juin 2022, édition numérique.

BOOKCHIN Murray, 2018, - *Pour un municipalisme libertaire (Nouvelle édition)*, Lyon, Atelier de création libertaire.

BOOKCHIN Murray, 1984, « Être anarchiste aujourd'hui », *Autogestions*, traduit par Claudie Weill et traduit par Jacqueline Pluet-Despatin, 1984, vol. 17, nº 18, p. 3-10.

BORDAY Öznur Yardımcı & Josué Gimel & Khushboo Srivastava & Jitendra, 2021, « Inciting Hopes for the Future: Civic Activism in London, Mumbai, and Paris Amid the Covid-19 Crisis », *Metropolitics*, 8 juin 2021.

BORGHI Rachele, 2021, *Décolonialité & Privilège. Devenir complice.*, Villejuif, Editions Daronnes.

BOSCHI Enzo, FERRARI Graziano, GASPERINI Paolo, GUIDOBONI Emanuela, SMRIGLIO Giuseppe et VALENSISE Gianluca, 1995, *Catalogo dei forti terremoti in Italia dal 461 aC al 1980*, Istituto Nazionale di Geofisica Rome.

BOSHER Lee et CHMUTINA Ksenia, 2017, *Disaster Risk Reduction for the Built Environment*, US, John Wiley & Sons.

BOSHER Lee, CHMUTINA Ksenia et NIEKERK Dewald VAN, 2021, « Stop going around in circles: towards a reconceptualisation of disaster risk management phases », *Disaster Prevention and Management: An International Journal*, 1 janvier 2021, vol. 30, nº 4/5, p. 525-537.

BOULLIER Dominique, 2010, *La ville événement. Foules et publics urbains*, Paris, PUF.

BOURDELOIE Hélène et HÜBNER Lena, 2023, « Introduction : Faire de la recherche féministe : défis épistémologiques et méthodologiques au Québec et en France », *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, 1 novembre 2023, nº 26.

BOURDIEU Pierre, 2003, « L'objectivation participante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°150, p. 43-58.

BOURDIEU Pierre, 2000, *Esquisse d'une théorie de la pratique : précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Paris, Seuil.

BRADSHAW Sarah, 2014, *Gender, Development and Disasters*, Cheltenham, Elgar publishing.

BRADY Fiorenza, 2012, *Coping with Natural Disasters: Spaces of Social Capital in L'Aquila, Italy*, Mémoire Master, Cambridge University.

BRAVAGLIERI Simona, ZENONI Elia et FURIONI Silvia, 2021, « Beyond the Damage, the Reconstruction of L'Aquila » dans Fatemeh Farnaz Arefian, Judith Ryser, Andrew Hopkins et Jamie Mackee (eds.), *Historic Cities in the Face of Disasters: Reconstruction, Recovery and Resilience of Societies*, Cham, Springer International Publishing, p. 281-300.

BRUNET R., FERRAS R. et THERY Hervé, 1993, « Acteur » dans *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, 3e éd., Paris, Reclus-La documentation Française.

BRUNO Marino, 2011, « La città territorio e la ricostruzione », *Progetto città. Quaderni del post- terremoto*, 2011, no 1, p. 27-32.

BRUNO Marino et DE LUCIA Vezio, 2011, « Una conversazione con Vezio de Lucia », *Progetto città. Quaderni del post- terremoto*, 2011, no 1, p. 37-38.

BUCK-MORSS Susan, 2002, « A global public sphere? », *Radical Philosophy*, 2002, no 111.

BUI Lily, CAMPBELL Malcolm et MAREK Lukas, 2017, « Shaking for innovation: The (re)building of a (smart) city in a post disaster environment », *Cities*, 2017, vol. 63, p. 41-50.

BUIL Diego Miralles, 2020, « Housing Cooperatives in Barcelona, Between the Commons and Social Production of Habitat: A Step Towards Housing Communalization In Barcelona? », *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, 2020.

BURTON I., KATES R. W. et WHITE G. F., 1977, *The Environment as Hazard*, New York, Oxford University Press.

BUSQUET Grégory, 2013, « Question urbaine et droit à la ville », *Mouvements*, 2013, vol. 74, no 2, p. 113-122.

BUTLER Judith, 2005, *Giving an Account of Oneself*, NY, Fordham University Press.

CAILLE Alain, 2009, « 5. Théorie de l'action et du sujet » dans *Théorie anti-utilitariste de l'action*, Paris, La Découverte (coll. « TAP / Bibliothèque du MAUSS »), p. 66-74.

CALAFATI Antonio G., 2012, *"L'Aquila 2030" Una strategia di sviluppo economico. Uno strumento per pensare un ausilio ai processi decisionali*, s.l., Ministro per la Coesione Territoriale.

CALANDRA Lina, 2020, *Evidenze di fenomeni criminogeni in riferimento ai pascoli nelle aree protette d'Abruzzo. Esiti della ricerca geografica sul campo*, Relazione per la Commissione di Garanzia e Controllo del Comune dell'Aquila, L'Aquila.

CALANDRA Lina, 2013, « Cultura e territorialità: quando l'abitare diventa multitopico » dans M. Pedrana (ed.), *Geographica*, IF Press., Roma, IF Press.

CALANDRA Lina, CASTELLANI Serena et PALMA Francesca, 2016, « Il Laboratorio CartoLab nel post sisma aquilano: ricerca e partecipazione all'interfaccia tra politica e società. » dans Annalisa

D'Ascenzo (ed.), *Terremoti e altri eventi calamitosi nei processi di territorializzazione*, Roma, Labgeo Caraci, vol.2.

CALANDRA Lina Maria, 2018, « Considerations on the role of citizen participation in L'Aquila (Italy) » dans *Governance of Risk, Hazards and Disasters*, UK, Routledge.

CALANDRA Lina Maria, 2012, *Per una geografia sociale dell'Aquila post-sisma. Comunicazione visuale e nuove forme di democrazia*, Roma, Aracne.

CALENDA, 2022, « Classes moyennes, classes d'encadrement ? », 23 septembre 2022.

ÇALIŞKAN Koray et CALLON Michel, 2009, « Economization, part 1: shifting attention from the economy towards processes of economization », *Economy and Society*, 1 août 2009, vol. 38, nº 3, p. 369-398.

CALLON Michel, LASCOUMES Pierre et BARTHE Yannick, 2001, *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*, Paris, Éditions du Seuil (coll. « La couleur des idées »), 1.

CALVI Gian Michele et SPAZZIANTE Vincenzo, 2009, « 3.1 La ricostruzione tra provvisorio e definitivo: il Progetto C.A.S.E. », *Progettazione sismica*, 2009, vol. 3, p. 24.

CALVILLO Nerea, HALPERN Orit, LECAVALIER Jesse et PIETSCH Wolfgang, 2015, « Test bed as urban epistemology » dans *Smart Urbanism*, UK, Routledge.

CANNAVO Paola et MATTOGNO Claudia, 2014, « Identità dei luoghi, cura del territorio e consapevolezza del rischio », Centre de Política de Sòl i Valoracions.

CANNON Terry, 2017, « Social vulnerability and environnemental hazards » dans Douglas Richardson, Noel Castree, Michael F. Goodchild, Audrey Kobayashi, Weidong Liu et Richard Marston (eds.), *The International Encyclopedia of Geography*, US, Wiley&Sons.

CANNON Terry, 1994, « Vulnerability analysis and the explanation of "natural" disasters » dans Anne Varley (ed.), *Disasters, developpement and environnement*, US, Wiley, p. 13-30.

CAPPUCCITTI Antonio et PIRODDI Elio, 2009, *Il Nuovo Manuale di Urbanistica. Volume III, Lo stato della Pianificazione urbana in Italia; 20 città a confronto*, Roma, Mancosu Editore.

CARNELLI Fabio, FORINO Giuseppe et ZIZZARI Sara, 2016, « L'Aquila 2009-2016. The earthquake in the italian social sciences », *Sociologia urbana e rurale*, 2016, Sociologia urbana e rurale, nº 211, p. 110-114.

CARNELLI Fabio, PARIS Orlando et TOMMASI Francesco (eds.), 2012, *Sismografie.Ritornare a L'Aquila mille giorni dopo il sisma*, Arcidosso (Gr), Effigi.

CARNELLI Fabio et VENTURA Stefano, 2015, *Oltre il rischio sismico. Valutare, comunicare e decidere oggi*, Roma, Carocci.

CARR Lowell Juilliard, 1932, « Disaster and the Sequence-Pattern Concept of Social Change », *American Journal of Sociology*, septembre 1932, vol. 38, nº 2, p. 207-218.

CASAREALE Cristina, MARCHETTI Noemi et COLOCCI Alessandra, 2023, « Sense of Belonging and Response to Climate Change: How the Relation with Local Territories Influences Climate Resilience » dans Bharat Dahiya, Francesco de Pascale, Orlando De Pietro, Piero Farabollini, Francesca Romana Lugeri et Leonardo Mercatanti (eds.), *Disaster Resilience and Human Settlements: Emerging Perspectives in the Anthropocene*, Singapore, Springer Nature, p. 283-302.

CASTELLANI Serena, 2018, *DISASTER RESILIENCE E SPAZI PUBBLICI. Strade, piazze e aree verdi nella storia dei terremoti aquilani (1315-2009)*, Ca' Foscari di Venezia, Padova, Verona, Padova.

CASTENETTO Sergio, 2012, « Il terremoto del 6 aprile 2009 e gli studi di Microzonazione Sismica per la ricostruzione dell'area aquilana », *Semestrale di studi e ricerche di geografia*, 13 janvier 2012, n° 1.

CASTORINA Rosanna et ROCCHEGGIANI Gabriele, 2015, « Normalizzare il distastro? Biopolitica dell'emergnza nel post-sisma aquilano » dans *Fukushima, Concordia e altre macerie*, Firenze, editpress.

CATTINI Maria, 2014, *Legge Barca, le incompatibilità che non interessano a nessuno*, https://www.laquilablog.it/laquila-ricostruzione-legge-barca-le-incompatibilita-che-non-interessano-a-nessuno/, 17 novembre 2014.

CAVALIERI Walter, 2011, « Io credo che lo scenario futuro sia quello di una città territorio », L'Aquila, Abruzzo in movimento, vol.1.

CAVALLI Enrico, 2003, *La grande Aquila. Politica, territorio ed amministrazione ad Aquila tra le due guerre - 2003 - SISSCO*, s.l., Edizioni libreria Colacchi.

CECCARONI Emanuela, AMERI Gabriele, GÓMEZ CAPERA Antonio Augusto et GALADINI Fabrizio, 2009, « The 2nd century AD earthquake in central Italy: archaeoseismological data and seismotectonic implications », *Natural Hazards*, 1 août 2009, vol. 50, n° 2, p. 335-359.

CENTEMERI Laura, BURGESS J. et TOPÇU Sezin, 2021, « Disaster recovery and the repairing perspective: between theory and practice » dans *Rethinking Post-Disaster Recovery. Socio-Anthropological Perspectives on Repairing Environments*, UK, Routledge.

CENTEMERI Laura et OLORI Davide, 2023, « Ecologia politica e disastri » dans Luigi Pellizzoni (ed.), *Introduzione all'ecologia poltica*, Milano, Il Mulino, p. 151-166.

CENTEMERI Laura et TOMASSI Isabella, 2022, « Disasters and catastrophe » dans Luigi Pellizzoni, Emanuele Leonardi et Viviana Asara (eds.), *Handbook of Critical Environmental Politics*, Elgar., Cheltenham, p. 232-244.

CENTEMERI Laura, TOPÇU Sezin et BURGESS J. Peter, 2022a, « Repairing environments: new perspectives for the study of recovery after disasters » dans *Rethinking Post-Disaster Recovery. Socio-Anthropological Perspectives on Repairing Environments.*, UK, Routledge.

CENTEMERI Laura, TOPÇU Sezin et BURGESS J. Peter, 2022b, *Rethinking Post-Disaster Recovery: Socio-Anthropological Perspectives on Repairing Environments*, UK, Routledge.

CENTOFANTI Mario et COLAPIETRA R., 2009, *Aquila dalla fondazione alla renovatio urbis*, L'Aquila, Textus Edizioni.

CERTEAU Michel DE, 1990, *L'invention du quotidien*, Luce Giard., Paris, Gallimard, vol.I : Arts de faire.

CHANCE Honor et NOURY Mario, 2011, *La gestion de la post catastrophe : l'approche française et la stratégie internationale / Honor Chance, Mario Noury*, Grenoble, Institut des risques majeurs.

CHATEAURAYNAUD Francis, 2004, « L'épreuve du tangible » dans Bruno Karsenti et Louis Quéré (eds.), *La croyance et l'enquête*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, p. 167-194.

CHEEK Wesley, 2020, « The paradox of community involvement: rebuilding Minamisanriku », *Disaster Prevention and Management: An International Journal*, 1 janvier 2020, vol. 29, nº 6, p. 893-907.

CHELLERI Lorenzo et DI GIOVANNI Grazia, 2019, « Why and how to build back better in shrinking territories? », *Emerald publishing Limited*, 2019, vol. 28, nº 4, p. 460-473.

CHEN Angela, 2023, *Le relazioni più lunghe della nostra vita*, https://www.internazionale.it/notizie/angela-chen/2023/09/17/relazioni-fratelli-sorelle, 17 septembre 2023.

CHERCHELAY Marie, 2022, *Reconstruire le territoire après une catastrophe naturelle : enjeux, jeux d'acteurs et rapports de pouvoir : Le cas de Saint-Martin (Antilles françaises)*, Thèse de doctorat, Université de Limoges.

CHIAPPANUVOLI Alessandro, 2019, *Sopra e sotto la polvere. Tutte le tracce del terremoto*, Roma, Effequ.

CHIARABBA Claudio, DE GORI Pasquale et AMATO Alessandro, 2011, « Do earthquake storms repeat in the Apennines of Italy? », *Terra Nova*, vol. 23, nº 5, p. 300-306.

CHIODELLI Francesco, 2024, *A L'Aquila, 15 anni dopo il sisma, restano abitazioni di emergenza da demolire e monumenti all'abusivismo*, https://lavialibera.it/it-schede-1771-l_aquila_15_anni_dopo_il_sisma_tra_demolizioni_necessarie_e_abusivismo_dell_emergenza.

CHIODELLI Francesco, 2019, « Perché sulla ricostruzione dell'Aquila non si poteva fare di più », *HuffPost Italia*.

CHMUTINA Ksenia et BOSHER Lee, 2015, « Disaster risk reduction or disaster risk production: The role of building regulations in mainstreaming DRR », *International Journal of Disaster Risk Reduction*, vol. 13, p. 10-19.

CHMUTINA Ksenia, MEDING Jason VON et BOSHER Lee, 2019, *Language matters: Dangers of the "natural disaster" misnomer*, Contributing Paper to GAR 2019.

CHMUTINA Ksenia, MEDING Jason VON, WILLIAMS Darien Alexander, VICKERY Jamie et PURDUM Carlee, 2023, « From pity to fear: security as a mechanism for (re)production of vulnerability », *Disasters*, 2023, vol. 47, nº 3, p. 546-562.

CHOAY Françoise, 1965, *L'urbanisme. Utopies et réalités. Une anthologie.*, Paris, Du Seuil.

CIABÒ S., FIORINI L., ZULLO F., GIULIANI C., MARUCCI A., OLIVIERI S. et ROMANO B., 2017, « The post-quake emergency in L'Aquila: Emphasis on weak planning », *Archivio di Studi Urbani e Regionali*, 2017, vol. 48, n° 118, p. 73-96.

CIALENTE Massimo, 2012, *Piano strategico dell'Aquila. Proposta di documento finale*, L'Aquila, Comune dell'Aquila.

CICCAGLIONE Rita, 2023a, « L'Aquila, smart city medievale », *Antropologia Pubblica*, vol. 9, n° 2, p. 109-126.

CICCAGLIONE Rita, 2023b, *Underground. Etnografie dell'Aquila post-sisma*, Milano, Meltemi.

CICCAGLIONE Rita, 2018, « Advocacy ed etnografia a L'Aquila post-sisma. Dalle coreografie della governance ai vicoli degli adolescenti », *Illuminazioni*, ottobre - dicembre 2018, vol. 46, n° 8.

CICCAGLIONE Rita, 2017, « Abitare i vicoli e "le case" a L'Aquila post-sisma. Diritto alla città e spazi di desiderio tra gli adolescenti », *Antropologia*, 21 décembre 2017, vol. 4, 3.

CICCAGLIONE Rita, 2012, « Perché parlare di tendopoli all'Aquila dopo due anni dal loro smantellamento? » dans *Sismografie. Ritornare a L'Aquila mille giorni dopo il sisma.*, Arcidosso (Gr), Effigi, p. 51-57.

CICCARELLI Roberto, 2012, « Prefazione » dans *Sismografie. Ritornare a L'Aquila mille giorni dopo il sisma.*, Arcidosso (Gr), Effigi, p. 7-10.

CICCOZZI Antonello, 2019, « Cemento e sicurezza. Un confronto tra ingegneria strutturale e antropologia del rischio », *L'Ufficio Tecnico*, n°3.

CICCOZZI Antonello, 2016, « I pericoli della ricostruzione, antropologia dell'abitare e rischio sociosanitario nel dopo-terremoto aquilano », *Epidemiologia e prevenzione.*, 2016, vol. 42, n° 2, p. 93-97.

CICCOZZI Antonello, 2015, « « Com'era-dov'era ». Tutela del patrimonio culturale e sicurezza sismica degli edifici all'Aquila », *Etnografia e ricerca qualitativa*, 2015, n° 2/2015.

CICCOZZI Antonello, 2013, *Parola di scienza. Il terremoto dell'Aquila e la Commissione Grandi Rischi. Un'analisi antropologica.*, Roma, DeriveApprodi, vol.110.

CICCOZZI Antonello, 2011, « Catastrofe e C.A.S.E. » dans *Il terremoto dell'Aquila. Analisi e riflessioni sull'emergenza.*, L'Aquila, L'Una Editrice, p. 13-62.

CICCOZZI Antonello, 2009, « Aiuti e miracoli ai margini del terremoto de L'Aquila », *Meridiana*, 2009, n° 65/66, p. 227-255.

CICCOZZI Enrico, 2019, « L'autorganizzazione come percorso di ricostruzione sociale a L'Aquila. Un movimento contro lo "stato di eccezione". », *Scienze del Territorio. Territori fragili. Comunità, patrimonio, progetto*, X, n° 7, p. 95-100.

CICCOZZI Enrico, 2017, « L'atlante identitario del sistema insediativo aquilano come strumento per il progetto del territorio », *Collana « Dalla mappa al GIS » (Labgeo Caraci editore)*, nº 3, p. 165-178.

CICCOZZI Enrico et OLORI Davide, 2016, « L'Aquila città in frantumi: la ricostruzione come acceleratore delle dinamiche socio-spaziali » dans M. Castrignanò et A. Landi (eds.), *La città e le sfide ambientali globali*, Milano, FrancoAngeli.

CICCOZZI Enrico et PERROTTI Antonio, 2018, « La pianificazione urbana a L'Aquila » dans Marco Forlani (ed.), *RICOSTRUIRE LA CITTÀ, REBUILD THE CITY*, Edicom., MONFALCONE - Gorizia, p. 118-136.

CICCOZZI Enrico, PERROTTI Antonio et FORLANI Maria Cristina, 2018, « Dalla pianificazione della crescita alla riduzione del consumo di suolo. » dans *RICOSTRUIRE LA CITTÀ, REBUILD THE CITY*, s.l., EdicomEdizioni, p. 51-68.

CIMADOMO Guido et LECARDANE Renzo, 2014, « Il potere dell'architettura. L'ideologia di regime all'Esposizione Internazionale di Parigi 1937 », *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea*, N° 18, 2.

CLARK John P., 2013, *The Impossible Community: Realizing Communitarian Anarchism*, USA, Bloomsbury Publishing.

CLAVANDIER Gaëlle, 2013, *La mort collective : Pour une sociologie des catastrophes*, Paris, CNRS Éditions.

CLAVANDIER Gaelle, 2011, « Faire face à la catastrophe », *Laviedes idées*, 19 avril 2011, Le sense de la catastrophe.

CLAVIJO ROJAS Diana Isabel et RODRIGUEZ T, 2023, « Impacts environmentaux et participation à la construction des politiques publiques » dans *Imaginer l'après. Vulnérabilité environnementale et décision publique en contexte post-catastrophe*, Lyon, Cité anthropocène et Éditions deux-cent-cinq, p. 32-45.

CLEMENTE Matteo et SALVATI Luca, 2017, « 'Interrupted' Landscapes: Post-Earthquake Reconstruction In between Urban Renewal and Social Identity of Local Communities », *Sustainability*, novembre 2017, vol. 9, nº 11.

CLEMENTI Alessandro, 1998, *Storia dell'Aquila : dalle origini alla prima guerra mondiale*, Roma, Laterza.

CLEMENTI Alessandro et PIRODDI Elio, 1986, *L'Aquila*, Bari, Laterza, 234 p.

CLERC Pascal, 2019, « Chapitre 36. Sensations et émotions ont-elles une place en géographie ? », *Collection U*, 2019, vol. 2, p. 231-238.

COBURN A.W. Leeslie, J. et TABBAN A., 1984, « Reconstruction and resettlement 11 years later: a case study of Bingol Province, Eastern Turkey », Rotterdam, Balkema.

COETZEE Christo et NIEKERK Dewald, 2012, « Tracking the evolution of the disaster management cycle: A general system theory approach », *Jàmbá: Journal of Disaster Risk Studies*, 20 juin 2012, vol. 4.

COHEN Erik, 2012, « Flooded: An Auto-Ethnography of the 2011 Bangkok Flood », *ASEAS - Austrian Journal of South-East Asian Studies*, 2012, vol. 5, nº 2, p. 316-334.

COLAPIETRA Raffaele, 1987, « Forma urbana dell'Aquila dal medioevo al '700. Seconda relazione: Dalle acque della Rivera al mercato della Piazza: il quarto di S.Giovanni di Lucoli (S. Marciano). », *Artetra*, aout 1987, nº 1, p. 1-20.

COLLIGNON Béatrice, 2010, « L'éthique et le terrain », *L'Information géographique*, 22 avril 2010, vol. 74, nº 1, p. 63-83.

CONTRERAS Diana, BLASCHKE Thomas, KIENBERGER Stefan et ZEIL Peter, 2013, « Spatial connectivity as a recovery process indicator: The L'Aquila earthquake », *Technological Forecasting and Social Change*, 1 novembre 2013, vol. 80, nº 9, p. 1782-1803.

CONTRERAS Diana, FORINO Giuseppe et BLASCHKE Thomas, 2018, « Measuring the progress of a recovery process after an earthquake: The case of L'aquila, Italy », *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 1 juin 2018, vol. 28, p. 450-464.

COPPOLA Alessandro, 2023, « A cosa serve la partecipazione? Note sui suoi usi possibili: cambiare l'ordine epistemico, redistribuire il potere, rilegittimare la politica locale, governare a distanza », *Che fare*, 1 janvier 2023.

COPPOLA Alessandro, 2019, « Il cantiere infinito, senza testa né centro », *il manifesto*, 18 mars 2019 p.

COPPOLA Alessandro et DI GIOVANNI Grazia, 2020, « Dentro la ricostruzione aquilana. Gli effetti spaziali di una pianificazione debole (2019) » dans Adriana Galderisi, Matteo di Venosa, Giuseppe Fera et Scira Menoni (eds.), *Geografie del rischio. Nuovi paradigmi per il governo del territorio.*, Roma, Donzelli.

COPPOLA Alessandro, DI GIOVANNI Grazia et FONTANA Cora, 2021, « Prolific, but undemanding. The state and the post-disaster reconstruction of a small regional capital: the case of L'Aquila, Italy », *Geografiska Annaler*, 2021, vol. 103, nº 3, p. 235-252.

CORBIN Henry, 1993, *L'imagination créatrice dans le soufisme d'Ibn 'Arabî*, 2e éd., Paris, Aubier.

COSTANTINO Davide, 2011, *La ricostruzione dell'Aquila dopo il terremoto del 6 aprile 2009: analisi di un fallimento.*, Sociologia del Terzo Settore, Alma Mater Studiorum – Università di Bologna, Bologna.

COTELLE Pauline, 2020, « Reconstruction post-catastrophe » dans *Dictionnaire critique de l'Antropocène.*, Paris, CNRS Éditions, p. 698-701.

COULDRY Nick et MEJIAS Ulises A., 2019, *The Costs of Connection – How Data is Colonizing Human Life and Appropriating it for Capitalism*, US, Stanford University Press.

COVIELLO, 2024, *Assicurazioni obbligatorie contro il rischio calamità naturali: un approfondimento con l'esperto*, https://www.cnr.it/it/news/13056/assicurazioni-obbligatorie-contro-il-rischio-calamita-naturali-un-approfondimento-con-l-esperto-del-cnr-iriss.

COWELL Margaret, 2020, « Centering Equity in the Smart-Cities Project Dialogue », *Métropolitics*.

COWLEY Robert et CAPROTTI Federico, 2019, « Smart city as anti-planning in the UK », *Environment and Planning D: Society and Space*, 1 juin 2019, vol. 37, nº 3, p. 428-448.

CUNTO di Giulia De, MACCHIAVELLI Veronica, MARIANI Enrico, SABATINI Francesca et TREVIRI Emidio DI, 2022, « Retoriche e Manifesti sulle aree interne Un'analisi dall'esperienza di Emidio di Treviri », p. 8-15.

CUNY Frederick C., 1998, « Principles of management: Introduction to disaster management », *Centre Department of Engineering Professional Development*.

CUTTER Susan L., 2003, « The Vulnerability of Science and the Science of Vulnerability », *Annals of the Association of American Geographers*, 1 mars 2003, vol. 93, nº 1, p. 1-12.

CUTTER Susan L., 1996, « Vulnerability to environmental hazards », *Progress in Human Geography*, 1 décembre 1996, vol. 20, nº 4, p. 529-539.

CUTTER Susan L., BARNES Lindsey, BERRY Melissa, BURTON Christopher, EVANS Elijah, TATE Eric et WEBB Jennifer, 2008, « A place-based model for understanding community resilience to natural disasters », *Global Environmental Change*, 1 octobre 2008, vol. 18, nº 4, p. 598-606.

CUTTER Susan L., MITCHELL Jerry T. et SCOTT Michael S., 2000, « Revealing the Vulnerability of People and Places: A Case Study of Georgetown County, South Carolina », *Annals of the Association of American Geographers*, 1 décembre 2000.

D'ALBERGO Ernesto et MOINI Giulio, 2011, « Società civile e politics of scaling: mobilitazioni locali e governo metropolitano a Roma », *Partecipazione e conflitto*, 2011, vol. 2, p. 5-27.

D'ALENÇON Renato et CASTRILLÓN Alençon, 2016, « Community-Based initiatives in post catastrophe scenarios: potentials and limitations to academic involvement and "Learning by Doing" », *UPLanD – Journal of Urban Planning, Landscape & environmental Design*, vol.1, n°1, p. 171-186.

D'ALESSANDRO-SCARPARI Cristina, 2010, « Terrains africains, de la dénonciation au militantisme », *L'Information géographique*, 22 avril 2010, vol. 74, nº 1, p. 55-62.

D'ANTONIO Marco, 2019, *La città nascosta- the hidden city*, L'Aquila, Arkhé.

D'ASCANIO Federico, ANDREASSI Fabio, 2015, « Tra storia e documenti della ricostruzione in Abruzzo », Atti XVI Conferenza Anidis, Roma, Ristampa.

D'AYALA Dina et PAGANONI Sara, 2011, « Assessment and analysis of damage in L'Aquila historic city centre after 6th April 2009 », *Bulletin of Earthquake Engineering*, 1 février 2011, vol. 9, p. 81-104.

DE ANGELIS Massimo, 2017, *Omnia Sunt Communia: On the Commons and the Transformation to Postcapitalism*, ZED, London, Bloomsbury Publishing.

DE Loic Le, BAUMANN Louise L., MOATTY Annabelle, MASSON Virginie Le, KIKANO Faten, FAYAZI Mahmood, FERNANDEZ Manuela, TOMASSI Isabella et CADAG Jake Rom D., 2023,

« Alternatives for sustained disaster risk reduction: A re-assessment », *Jàmbá: Journal of Disaster Risk Studies*, 26 juillet 2023, vol. 15, nº 1, p. 11.

DE LUCIA Vezio, 2011, « Le quattro proposte dell'urbanista De Lucia », *Progetto città. Quaderni del post- terremoto*, 2011, nº 2, p. 32-36.

DE MARCHI Bruna, 1986, « Le scienze sociali e il terremoto del Friuli : spunti per una riflessione critica », *Mass Emergencies Programme*, 1986, vol. 86, nº 1, p. 5-6.

DE MATTEIS Giuseppe, 1985, *Le metafore della terra : la geografia umana tra mito e scienza*, Feltrinelli., Milano, Italy.

DE STEFANO Alessandro, 2015, « Comportamento sperimentale e modellazione numerica di dispositivi di isolamento sismico: l'Incidente Probatorio per i dispositivi del Progetto C.A.S.E. a L'Aquila », *Energia, Ambiente e Innovazione*, 27 novembre 2015, nº 5-2015, p. 79-86.

DEBARBIEUX Bernard, 2015, *L'espace de l'Imaginaire : Essais et détours*, Paris, CNRS.

DEFOSSEZ Stéphanie et GHERARDI Monique, 2020, « Face au cyclone Irma ! Le rôle des populations dans la gestion de la crise à Saint-Martin (Petites Antilles, îles du Nord) », *EchoGéo*, nº 51.

DEL PINTO Monia, 2022, *Urban form and disaster risk: The role of urban public open spaces in vulnerability of earthquake-prone settlements*, Thèse, Loughborough University.

DELAUNAY Catarina, 2019, « Expériences ordinaires de la participation », *Métropolitiques*.

DELFINI Antonio et BIHR Alain, 2022, « Classes moyennes, classes d'encadrement ? Entretien avec Alain Bihr », *CONTRETEMPS*.

DELICA-WILLISON Zenaida et WILLISON Robin, 2004, « Vulnerability Reduction: A Task for the Vulnerable People Themselves » dans *Mapping Vulnerability*, UK, Routledge.

DELL'OSSO L., CARMASSI C., MASSIMETTI G., CONVERSANO C., DANELUZZO E., RICCARDI I., STRATTA P. et ROSSI A., 2011, « Impact of traumatic loss on post-traumatic spectrum symptoms in high school students after the L'Aquila 2009 earthquake in Italy », *Journal of Affective Disorders*, vol. 134, nº 1-3, p. 59-64.

DEMATTEIS Giuseppe, 2016, « La città ha bisogno della montagna. La montagna ha diritto alla città », *Scienze del Territorio*, vol. 4, p. 10-17.

DEPRAZ Samuel, 2017, « Chapitre 1. Une théorisation des marges : approches épistémologiques et conceptuelles », Paris, Armand Colin, p. 13-39.

DESCOMBES Vincent et GIUST-DESPRAIRIES Florence (eds.), 2021, *Imaginer l'autonomie : Castoriadis, actualité d'une pensée radicale.*, Seuil., Paris.

DESROSIERES Alain, 2010, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte.

DI BELLA Arturo, 2015, « Smart Urbanism and Digital Activism in Southern Italy » dans Carlos Nunes Silva (ed.), *Emerging Issues, Challenges, and Opportunities in Urban E-Planning*, Hershey, IGI Global, p. 114-140.

DI CESARE Ettore, 2017, « Ricostruzione privata: le connessioni tra ditte e tecnici. », *Newstown*, 7.

DI CESARE Ettore, 2009, « Nel deserto della not town », *Jacobin Italia*, 10 avril 2009.

DI LODOVICO Luana, 2016, « Emergenza, ricostruzione e sviluppo: il caso "L'Aquila" », *Urbanistica Informazioni*, Luglio - Agosto 2016, n° 267-268.

DI LUDOVICO Donato et DI LUDOVICO Luana, 2019, *Nuovi sentieri di sviluppo per l'Appennino marchigiano dopo il sisma 2016*, Ancona, Consiglio regionale delle Marche

DI LUDOVICO Donato, PROPERZI Pierluigi et GRAZIOSI Fabio, 2014, « From a Smart City to a Smart Up-Country. The New City-Territory of L'Aquila », *TeMA - Journal of Land Use, Mobility and Environment*, 2014, p. 353-364.

DI ORIO Ferdinando, 2011, « La ricostruzione tra"economia di guerra" e innovazione: il ruolo dell'Università. », *Progetto città. Quaderni del post- terremoto.*, mars 2011, n° 1, p. 56-58.

DI SOPRA Luciano et PELANDA Carlo (eds.), 1984, *Teoria della vulnerabilità. Introduzione multidisciplinare*, Milano, Franco Angeli.

DI STEFANO Pietro, SANTORO Chiara, FABRIZI Vittorio, IACOVONE Daniele, PASANISI Sergio, URBANI Paolo, CIFANI Giandomenico, LEMME Alberto, MARTINELLI Antonio, MIOZZI Carmenzo et PETRACCA Aurelio, 2011, « SISMA ABRUZZO 2009 : La "ricostruzione" del Comune di L'Aquila - Percorso e metodologia », Roma, Anidis.

DICKIE John, FOOT John et SNOWDEN Frank M. (eds.), 2002, *Disastro! Disasters in Italy since 1860: Culture, Politics, Society*, NY, Palgrave.

DIKMEN Nese, 2006, *Relocation or building in the same area: an important factor for decision making for post-disaster housing projects.*, Montréal, Department of Architecture.

DJAMENT Géraldine, 2020, « Patrimonialisations, territorialisations et mobilisations dans la banlieue rouge : Plaine Commune et le patrimoine de banlieue », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 28 février 2020, n° 38.

DJAMENT-TRAN Geraldine, 2015, « La résilience, une question d'échelles » dans Magali Reghezza-Zitt; Samuel Rufat (ed.), *Résiliences. Sociétés et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes*, UK, ISTE editions, p. 59-77.

DODARO Daniele et MILANESE Antonio, 2012, « Quando finisce un terremoto ? Il trauma aquilano nelle fotografie di Repubblica.it ed Espresso » dans *Sismografie. Ritornare a L'Aquila mille giorni dopo il sisma.*, Arcidosso (Gr), Effigi.

DODIER Nicolas, 1995, *Les hommes et les machines. La conscience collective dans les sociétés technicisées.*, Métailié., Paris.

DODIER Nicolas et BARBOT Janine, 2016, « La force des dispositifs », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 16 septembre 2016, vol. 71, nº 2, p. 421-450.

DONNER William R., 2007, « The Political Ecology of Disaster: An Analysis of Factors Influencing U.S. Tornado Fatalities and Injuries, 1998-2000 », *Demography*, vol. 44, nº 3, p. 669-685.

DOUAY Nicolas, 2018, *L'urbanisme à l'heure du numérique*, Iste éditions., London, vol.6.

DROZDZ Martine et GHORRA-GOBIN Cynthia, 2019, « Figures de l'urbanisation contemporaine : les grands récits à l'épreuve », *L'Information géographique*, 18 juin 2019, vol. 83, nº 2, p. 12-22.

DUCHESNE Sophie, 2000, « Pratique de l'entretien dit "« non-directif »" » dans Myriam Bachir (ed.), *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Paris, PUF, p. 9-30.

DUGLAS Mary et WILDAVSKY Aaron, 1983, *Risk and culture: An essay on the selection of technological and environmental dangers*, Los Angeles, University of California Press.

DUNLOP Jérôme, 2009, *Les 100 mots de la géographie*, Paris, PUF.

DYNES Russell R., 1994, « Community Emergency Planning: False Assumptions and Inappropriate Analogies », *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, 1994, vol. 12, nº 2, p. 141-158.

ELISSALDE Bernard, 2004, *Spatialité*, https://hypergeo.eu/spatialite/, 22 mai 2004.

EMIDIO di Treviri, 2018, *Sul fronte del sisma. Un'inchiesta militante sul post-terremoto dell'Appennino centrale (2016-2017)*, Roma, DeriveApprodi.

ENARSON Elaine et MORROW Betty Hearn (eds.), 1998, *The Gendered Terrain of Disaster: Through Womens Eyes*, International Hurricane Research Center, Florida International University, Praeger/Greenwood.

ENGEL Karen, WARNER Jeroen et FRERKS Georg, 2022, « Disaster Subculture Can Save Lives », *International Journal of Mass Emergencies & Disasters*, 1 novembre 2022, vol. 40, nº 3, p. 245-247.

ERBANI Francesco, 2010, *Il disastro: L'Aquila dopo il terremoto : le scelte e le colpe*, Bari, Laterza.

ERIKSEN Christine, PRIOR Tim et ROTH Florian, 2017, « Understanding the root causes of natural disasters », *The Conversation L'expertise universitaire, l'exigence journalistique.*, 27 juin 2017.

ERIKSEN Christine et SIMON Gregory, 2017, « The Affluence–Vulnerability Interface: Intersecting scales of risk, privilege and disaster », *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 49, nº 2, p. 293-313.

ESCOBAR Arturo, 1999, « The Invention of Development », *Current History*, vol. 98, nº 631, p. 382-387.

ESPOSITO Fulvio, RUSSO Margherita, SARGOLINI Massimo, SARTORI Laura et VIRGILI Vania, 2017, *Building Back Better: idee e percorsi per la costruzione di comunità resilienti*, Roma, Carocci editore.

ETIENNE Jean odile, 2018, *Stratégies d'acteurs et logiques d'action dans la reconstruction Post-catastrophe de Port-au-Prince : Approche par les vulnérabilités post-catastrophes,* Thèse, Université de Grenoble.

FABIETTI Valter, 2014, « La spécificité de l'échelle "méso": le cas de Poggio Picenze » dans *Un territoire durable et un habitat de qualité à consommation zéro dans les zones à risque sismique*, Lyon, PACA, p. 80-121.

FAGGIAN Alessandra et MODICA Massimo, 2018, « Rischio, vulnerabilità e periferalità », L'Aquila, GSSI.

FALCO Enzo, MALAVOLTA Ivano, RADZIMSKI Adam, RUBERTO Stefano, IOVINO Ludovico et GALLO Francesco, 2018, « Smart City L'Aquila: An Application of the "Infostructure" Approach to Public Urban Mobility in a Post-Disaster Context », *Journal of Urban Technology*, 2 janvier 2018, vol. 25, nº 1, p. 99-121.

FARAONE Claudia, 2015, « L'Aquila in tre atti. Dalle ordinanze per soddisfare il "fabbisogno alloggiativo" all'esplosione di case nella città-territorio », *Lo Squaderno. Esplorations on Space and Society,* n. 38, *Imbalances and Fragilities.*

FARINELLA Domenica et SAITTA Pietro, 2019, *The Endless Reconstruction and Modern Disasters. The management of urban space through an earthquake -Messina, 1908-2018*, UK et Berlin, Palgrave McMillian et Springer.

FARINOSI Manuela et TRERÉ Emiliano, 2014, « Challenging mainstream media, documenting real life and sharing with the community: An analysis of the motivations for producing citizen journalism in a post-disaster city », *Global Media and Communication*, vol. 10, p. 73-92.

FAUTRERO Valérie, PUEL Gilles et ORILLARD Florence, 2024, « Les Urban Living Labs : de l'expérimentation urbaine à la déterritorialisation de l'innovation locale », *Revue management & avenir*, 1 février 2024, vol. 138, nº 6, p. 131-152.

FAYAZI Mahmood et LIZARRALDE Gonzalo, 2018, « Conflicts between recovery objectives: The case of housing reconstruction after the 2003 earthquake in Bam, Iran », *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 1 mars 2018, vol. 27, p. 317-328.

FELLER Laurent, 2020, « Normes et constructions statutaires à L'Aquila au xive siècle » dans Didier Lett (ed.), *Les statuts communaux vus de l'intérieur dans les sociétés méditerranéennes de l'Occident (xiie-xve siècle) : Statuts, écritures et pratiques sociales - III*, Paris, Éditions de la Sorbonne, p. 59-80.

FERCHAUD Flavie, JAGLIN Sylvy, KENNEDY Loraine et ROBERT Jérémy, 2020, « La production urbaine et ses dispositifs sociotechniques » dans Félix Adisson (ed.), *Pour la recherche urbaine.*, Paris, CNRS éditions, p. 267-292.

FIJALKOW Yankel (ed.), 2017, *Dire la ville c'est faire la ville : La performativité des discours sur l'espace urbain*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

FIJALKOW Ygal et TAULELLE François, 2020, « Les mobilisations en faveur du maintien des services publics », *Géographie et cultures*, 1 juin 2020, nº 114, p. 17-35.

FIORE Mattia, 2022, « Airbnb e processi di touristification: un'analisi socio-territoriale a partire dal caso di Bologna », *Esplorare il territorio. Linee di ricerca socio-spaziali,* Milano, Franco Angeli.

FLETCHER Robert, 2012, « Capitalizing on chaos: Climate change and disaster capitalism. », *Ephemera: theory & politics in organization*, vol. 12, p. 97-112.

FOA Jérémie, GIROUD Mathieu et VESCHAMBRE Vincent, 2009, « La dimension spatiale de la domination », Université de Clermont-Ferrand.

FOIS FRANCESCA et FORINO GIUSEPPE, 2014, « The self-built ecovillage in L'Aquila, Italy: community resilience as a grassroots response to environmental shock », *Disasters*, vol. 38, nº 4, p. 719-739.

FONTANA Cora, 2018, « L'Aquila: La Costruzione Di Una Città Dispersa (1950-2008). », Archivio di studi urbani e regionali, nº 122, p. 101-123.

FONTANA Cora, 2017, *La ricostruzione dell'Aquila dopo il terremoto del 2009: condizioni iniziali, strategia, esiti formali e spaziali*, Thèse, GSSI, L'Aquila.

FONZI Mattia, 2019, « Il Popolo delle Carriole » dans *Nati alle 3e32. Contro-racconto del post terremoto aquilano*, Roma, Round Robin, p. 135-151.

FORDHAM Maureen, 1999, « The intersection of gender and social class in disaster: balancing resilience and vulnerability. », *International journal of mass emergencies and disaster*, mars 1999, vol. 17, nº 1, p. 15-36.

FORDHAM Maureen H., 1998, « Making Women Visible in Disasters: Problematising the Private Domain », *Disasters*, vol. 22, nº 2, p. 126-143.

FORINO Giuseppe (ed.), 2024, *Disasters and Changes in Society and Politics. Contemporary Perspectives from Italy*, Bristol, Bristol University Press.

FORINO Giuseppe, 2015, « Disaster recovery: narrating the resilience process in the reconstruction of L'Aquila (Italy) », *Geografisk Tidsskrift-Danish Journal of Geography*, 2 janvier 2015, vol. 115, nº 1, p. 1-13.

FORINO Giuseppe, 2012a, « Forino G. Riflessioni geografiche sul disaster management all'Aquila », *Semestrale di Studi e Ricerche di Geografia*, 27 janvier 2012, XXIV, nº 1.

FORINO Giuseppe, 2012b, « Narrazione delle strategie di resilienza nella ricostruzione aquilana » dans Lina Calandra (ed.), *Territorio e democrazia*, L'Aquila, L'Una Editrice.

FORINO Giuseppe, BONATI Sara et CALANDRA Lina, 2018, *Governance of Risk, Hazards and Disasters. Trends in Theory and Practice*, 1st Edition., US, Routledge.

FORINO Giuseppe, BONATI Sara, DEL PINTO Monia, TOMASSI Isabella et VELOTTI Lucia, 2022, *The L'Aquila earthquake blame game: Punishing the vulnerable, pardoning the state*, https://www.radixonline.org/blog/the-laquila-earthquake-blame-game-punishing-the-vulnerable-pardoning-the-state, 9 décembre 2022.

FORTUN Kim, KNOWLES Scott Gabriel, CHOI Vivian, JOBIN Paul, MATSUMOTO Miwao, TORRE III Pedro DE LA, LIBOIRON Max et MURILLO Luis Felipe R., 2017, « Researching Disaster from an STS Perspective » dans U Felt, R Fouche, CA Miller et L Shmitt-Doer (eds.), *The Handbook of Science and Technology Studies*, 4e éd., Cambridge, MIT Press, p. 1003-1028.

FOTHERGILL Alice, 1996, « Gender, Risk, and Disaster », *International Journal of Mass Emergencies & Disasters*, 1 mars 1996, vol. 14, no 1, p. 33-56.

FOUCAULT Michel, 2004, *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France 1977-1978*, Paris, Gallimard et Seuil.

FRICKEL Scott, GIBBON Sahra, HOWARD Jeff, KEMPNER Joanna, OTTINGER Gwen et HESS David, 2010, « Undone Science: Charting Social Movement and Civil Society Challenges to Research Agenda Setting », *Science Technology & Human Values - SCI TECHNOL HUM VAL*, 1 juillet 2010, vol. 35, p. 444-473.

FRIGERIO Ivan, CARNELLI Fabio, CABINIO Marta et AMICIS Mattia De, 2018, « Spatiotemporal Pattern of Social Vulnerability in Italy », *International Journal of Disaster Risk Science*, 30 avril 2018, p. 1-14.

FRIGERIO Ivan, VENTURA Stefania, STRIGARO Daniele, MATTAVELLI Matteo, DE AMICIS Mattia, MUGNANO Silvia et BOFFI Mario, 2016, « A GIS-based approach to identify the spatial variability of social vulnerability to seismic hazard in Italy », *Applied Geography*, 1 septembre 2016, vol. 74, p. 12-22.

FRISCH Georg Josef, 2009a, « L'Aquila : non si uccide così anche una città? », *L'Aquila*, 2009.

FRISCH Georg Josef, 2009b, « Un altro terremoto. L'impatto urbanistico del progetto C.a.s.e. », *Meridiana Rivista di scienze sociali,* 2009, L'Aquila 2010: dietro la catastrofe, no 65-66, p. 59-81.

FRY Tony, 2020, *Defuturing. A New Design Philosophy*, London, Bloomsbury Publishing.

GAILLARD J. C., 2021, *The Invention of Disaster: Power and Knowledge in Discourses on Hazard and Vulnerability*, London, Routledge.

GAILLARD J. C., 2019, « Disaster studies inside out », *Disasters*, 2019, vol. 43, no S1, p.7-17.

GAILLARD J. C., CADAG Jake Rom D. et RAMPENGAN Mercy M. F., 2019a, « People's capacities in facing hazards and disasters: an overview », *Natural Hazards*, 1 février 2019, vol. 95, no 3, p. 863-876.

GAILLARD J. C., CADAG Jake Rom D. et RAMPENGAN Mercy M. F., 2019b, « People's capacities in facing hazards and disasters: an overview », *Natural Hazards*, 1 février 2019, vol. 95, nº 3, p. 863-876.

GAILLARD J. C. et PEEK Lori, 2019, « Disaster-zone research needs a code of conduct », *Nature*, novembre 2019, vol. 575, nº 7783, p. 440-442.

GAILLARD J. C., WISNER Ben, BENOUAR Djillali, CANNON Terry, CRETON-CAZANAVE Laurence, DEKENS Julie, FORDHAM Maureen, GILBERT Claude, HEWITT Kenneth, KELMAN Ilan, LAVELL Allan, MORIN Julie, N'DIAYE Abdoulaye, O'KEEFE Phil, OLIVER-SMITH Anthony, QUESADA Cecile, REVET Sandrine, SUDMEIER-RIEUX Karen, TEXIER Pauline et VALLETTE Cloé, 2010, « Alternatives for Sustained Disaster Risk Reduction », *Human Geography*, mars 2010, vol. 3, nº 1, p. 66-88.

GAINSFORTH Sarah, 2025, *L'Italia senza casa. Politiche abitative per non morire di rendita*, Bari, Laterza.

GAINSFORTH Sarah, 2021, *Le reti solidali riempiono il vuoto lasciato dallo stato in Italia*, https://www.internazionale.it/reportage/sarah-gainsforth/2021/03/29/reti-solidali-bologna-vuoto-stato, 29 mars 2021.

GALADINI F. et GALLI P., 2000, « Active Tectonics in the Central Apennines (Italy) – Input Data for Seismic Hazard Assessment », *Natural Hazards*, 1 novembre 2000, vol. 22, nº 3, p. 225-268.

GARÇON Lucile et NAVARRO Aurore, 2012, « La Société des territorialistes ou la géographie italienne en mouvement », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 21 juin 2012, nº 22, p. 139-151.

GARDESSE Camille, CLERVAL Anne et RIVIERE Jean, 2023, *Inégalités et rapports de pouvoir en ville. Actualité de la critique urbaine*, Paris, L'Oeil d'Or.

GATTA Federica, 2018, *(Contre)pouvoirs urbains ? Éléments pour une critique anthropologique de l'urbanisme participatif*, Paris, Editions donner lieu.

GEISPEL Robert, 1979, *Friuli: aspetti sociogeografici di una catastrofe sismica*, Milano, Franco Angeli.

GENESTIER Philippe et JACQUENOD-DESFORGES Claudine, 2017, « L'espace urbain en partage : un discours, des mythes et leurs conséquences pratiques » dans in Y. Bonny, N. Bautès et V. Gouëset (dir.) (eds.), *L'espace en partage. Approche interdisciplinaire de la dimension spatiale des rapports sociaux*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 195-213.

GEOCONFLUENCES, 2024, « Déterritorialisation, reterritorialisation », *Géoconfluences*, novembre 2024.

GEOCONFLUENCES, 2023, « Acteurs spatiaux, action spatiale », *Géoconfluences,* École normale supérieure de Lyon.

GERARD Valérie, 2017, « Politique et violence selon Hannah Arendt : La violence antipolitique vs la politisation violente des rapports humains » dans Guillaume Sibertin-Blanc (ed.), *Violences : Anthropologie, politique, philosophie*, Toulouse, EuroPhilosophie Éditions.

GEY Adrien, 2012, « Penser la dimension technique de la ville durable. Les apports d'une "mécanologie" de la ville », *Flux*, vol. 88, n° 2, p. 47-59.

GIARDINI Federica, 2012, « Politica dei beni comuni. Un aggiornamento », *DWF*, Italia.

GIDDENS Anthony, 1979, *Central Problems in Social Theory: Action, structure and contradiction in social analysis*, 1re éd., London, Bloomsbury Publishing Plc.

GILMAN, D et GILMAN, R, 1991, « Eco-villages and sustainable communities », *Context Institute*.

GIRARD Marie-Josée, BOISANGER Fanny Bréart De, BOISVERT Isabelle et VACHON Mélanie, 2015, « Le chercheur et son expérience de la subjectivité : une sensibilité partagée », *Spécificités*, 4 décembre 2015, vol. 8, n° 2, p. 10-20.

GIRARD Violaine et LANGUMIER Julien, 2006, « Risques et catastrophe : de l'enquête de terrain à la construction de l'objet », *Genèses*, vol. 63, n° 2, p. 128-142.

GISOTTI Maria Rita, 2016, « L'approche patrimoniale comme outil d'analyse et de mise en œuvre du projet de territoire en Italie », *Projets de paysage. Revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace*, 31 décembre 2016, n° 15.

GIULIANI Massimo, 2015, *Il primo terremoto di internet. Blog, social network, narrazioni narrazioni del trauma nello show della «ricostruzione»*, Andria, Durango edizioni.

GIZZI Stefano, 2021, « The City of L'Aquila after the 2009 Earthquake: Review of Connections between Depopulation, Identity and Continuity » dans *Demographic Analysis - Selected Concepts, Tools, and Applications*, IntechOpen.

GONIN Alexis, 2024a, « Notion en débat. Territoire », *Géoconfluences*, décembre 2024.

GONIN Alexis, 2024b, « Le territoire est toujours vivant. Une analyse transversale de la littérature sur un concept central de la géographie », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 5 avril 2024.

GOURGUES Guillaume et SEGAS Sébastien, 2021, « La démocratie participative : entre techniques de gouvernement et pratiques sauvages » dans *Nouvelle sociologie politique de la France*, Paris, Armand Colin, p. 137-150.

GRAY Neil, 2018, « Beyond the Right to the City: Territorial Autogestion and the Take over the City Movement in 1970s Italy », *Antipode*, vol. 50, n° 2, p. 319-339.

GRIMALDI Michele, 2018, *La macchia urbana. La vittoria della disuguaglianza, la speranza dei commons,* Roma, Aracne.

GROSSI Giuseppe et PIANEZZI Daniela, 2017, « Smart cities: Utopia or neoliberal ideology? », *Cities*, 1 septembre 2017, vol. 69, p. 79-85.

GROUPE OBLOMOFF, 2012, *Le Monde en pièces*, Le Batz, La Lenteur, vol.1.

GRÜNTHAL G, 1998, *European Macroseismic Scale 1998*, Luxembourg, Conseil de l'Europe.

GUENARD Florent et SIMAY Philippe, 2011, « Du risque à la catastrophe. A' propos d'un nouveau paradigme », *laviedesidées.fr*, 23 mai 2011.

GUGG Giovanni, 2019, « Beyond the volcanic risk. To refuse the announced disaster of Vesuvius », *geosciences 2019,* vol. 5, p. 480-492, 21 juin 2019.

GUGG Giovanni et SASSO Clementina, 2017, « Il rischio geo-sociale come questione politica. Un anno di vulnerabilità del territorio partenopeo », *NapoliMONiTOR*, 23 décembre 2017.

GUIDOTTI Francesca, 2017, « Ecovillaggi: vivere leggeri sul pianeta », *Riflessioni Sistemiche*, 1 janvier 2017, Crisi ambientale e approcci alla sostenibilità, nº 17, p. 176-192.

GUILLIBERT Paul, 2024, *Jason W. Moore : une cosmologie révolutionnaire*, https://www.terrestres.org/2024/05/15/jason-w-moore-cosmologie-revolutionnaire-et-communisme-de-la-vie/, 15 mai 2024.

GUNNING Lucia Patrizio et RIZZI Paola (eds.), 2022, *Invisible Reconstruction: Cross-disciplinary responses to natural, biological and man-made disasters*, Louvain, UCL Press.

GUYOT Sylvain, 2008, « Une méthodologie de terrain 'avec de vrais bricolages et plein de petits arrangements'... ».

HAAS John E., 1977, *Reconstruction Following Disaster*, s.l., MIT Press.

HALBERT Ludovic, PINSON Gilles et SALA PALA Valérie, 2021, « Contester la métropole », *Métropoles*, 7 octobre 2021, nº 28.

HARAWAY Donna, 1988, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, vol. 14, nº 3, p. 575-599.

HARVEY David, 2003, « Accumulation by Dispossession. » dans *The New Imperialism.*, UK, Oxford University Press, p. 137-182.

HAYANO David M., 1979, « Auto-Ethnography: Paradigms, Problems, and Prospects », *Human Organization*, vol. 38, nº 1, p. 99-104.

HEIDEGGER Martin, 1980, *Essais et Conférences*, Paris, Gallimard.

HENDERSON Jennifer et LIBOIRON Max, 2019, « Compromise and Action: Tactics for Doing Ethical Research in Disaster Zones » dans James Kendra, Scott G. Knowles et Tricia Wachtendorf (eds.), *Disaster Research and the Second Environmental Crisis: Assessing the Challenges Ahead*, Cham, Springer International Publishing, p. 295-318.

HENDRIKS Eefje et OPDYKE Aaron, 2020, « Knowledge adoption in post-disaster housing self-recovery », *Disaster Prevention and Management: An International Journal*, 1 janvier 2020, vol. 29, nº 6, p. 849-864.

HERLIN-GIRET Camille, LE ROUX Daphné et MOMMEJA Adèle, 2019, « Introduction : Des terrains sans sympathie ? », *Terrains/Théories*, 31 octobre 2019, nº 10.

HERNANDEZ Julie, 2010, *ReNew Orleans ? : Résilience urbaine, mobilisation civique et création d'un « capital de reconstruction » à la Nouvelle-Orléans après Katrina*, Thèse, Université Paris 10.

HERRERA Miguel, BOULET Elsa, ARANDA Mauricio, VALLOT Pauline et NOUS Camille, 2023, « L'écriture de la thèse, une improvisation méthodique. », *Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie*, 18 janvier 2023, nº 18.

HEWITT K. (ed.), 2019, *Interpretations of Calamity: From the Viewpoint of Human Ecology*, 1983e éd., London, Routledge.

HEWITT Kenneth, 2014, *Regions of Risk: A Geographical Introduction to Disasters*, 1997e éd., London, Routledge.

HILL Lowine Stella, ARMITAGE Derek, COLLINS Andrea M. et PITTMAN Jeremy, 2023, « Principles for the consideration of intersectionality in place-based disaster risk governance in islands », *Sustainable Development*, Special issue.

HOARAU Jean-François, 2016, *Spécialisation touristique et vulnérabilité : réalités et enjeux pour le développement soutenable des petits territoires insulaires*, Paris, L'Harmattan.

HOBSBAWM Eric et RANGER Terence (eds.), 2012, *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press.

HOLLANDS Robert, 2014, « Critical interventions into the corporate smart city », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 13 février 2014, vol. 8, p. 61-77.

HUBER Amelie, GOROSTIZA Santiago, KOTSILA Panagiota, BELTRÁN María J. et ARMIERO Marco, 2017, « Beyond "Socially Constructed" Disasters: Re-politicizing the Debate on Large Dams through a Political Ecology of Risk », *Capitalism Nature Socialism*, 3 juillet 2017, vol. 28, nº 3, p. 48-68.

HUMAIN - LAMOURE Anne-Lise et LAPORTE Antoine, 2017, *Introduction à la géographie urbaine*, Paris, Armand Colin.

IANNI Paola, 2017, « Il valore della città storica in Italia: mutamenti culturali e politiche urbane attraverso le ricostruzioni post-sisma negli ultimi cinquant'anni », *Ciudades*, 8 novembre 2017, vol. 19, p. 143.

IMPERIALE Angelo J. et VANCLAY Frank, 2019, « Command-and-control, emergency powers, and the failure to observe United Nations disaster management principles following the 2009 L'Aquila earthquake », *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 25 février 2019.

IMPERIALE Angelo Jonas et VANCLAY Frank, 2021, « The mechanism of disaster capitalism and the failure to build community resilience in post-disaster situations: Learning from the L'Aquila earthquake », *Disasters*, vol. 45, nº 3, p. 555-576.

IMPERIALE Jonas, 2020, « Il capitalismo dei disastri all'Aquila », *il lavoro culturale*, 23 juillet 2020.

INGALLINA Patrizia (ed.), 2019, *Ecocity, Knowledge city, Smart city : Vers une ville écosoutenable ?* Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

INGALLINA Patrizia, 2001, *Le projet urbain*, Paris, (coll. « Que sais-je ? »).

INGOLD Tim, 2002, *The Perception of the Environment: Essays on Livelihood, Dwelling and Skill*, London, Routledge.

JARRIGE François, LE COURANT Stefan et PALOQUE-BERGES Camille, 2018, « Éditorial. Infrastructures, techniques et politiques » dans *Infrastructures, techniques et politiques.*, Lyon, ENS éditions, p. 7-26.

JOHNSON Cassidy, LIZARRALDE Gonzalo et DAVIDSON Colin H., 2006, « A systems view of temporary housing projects in post-disaster reconstruction », *Construction Management and Economics*, avril 2006, vol. 24, nº 4, p. 367-378.

JOSS Simon, 2016, « 'Smart city': a regressive agenda? », *International Eco-Cities Initiative*, 1 septembre 2016, vol. 1, p. 1.

JSSJ, CLERVAL Anne, RIPOLL Fabrice, MOREAU Sylvie et PHILIFER Pascal, 2018, *Justice spatiale, ou pas ?*, https://www.jssj.org/article/justice-spatiale-ou-pas/, juillet 2018.

KAMMERBAUER Mark et WAMSLER Christine, 2017, « Social inequality and marginalization in post-disaster recovery: Challenging the consensus? », *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 1 septembre 2017, vol. 24, p. 411-418.

KELMAN I., GAILLARD J. C., LEWIS James et MERCER Jessica, 2016, « Learning from the history of disaster vulnerability and resilience research and practice for climate change », *Natural Hazards*, 1 mai 2016, vol. 82, nº 1, p. 129-143.

KELMAN Ilan, 2005, « Operational Ethics for Disaster Research », *International Journal of Mass Emergencies & Disasters*, 1 novembre 2005, vol. 23, nº 3, p. 141-158.

KEUCHEYAN Razmig, 2017, « Financiariser les catastrophes naturelles: assurance, finance et changement climatique, The Financialization of Natural Disasters: Insurance, Finance and Climate Change », *Actuel Marx*, 20 mars 2017, nº 61, p. 79-94.

KHUN Thomas, 2018, *La structure des révolutions scientifiques*, 3e éd., Paris, Flammarion.

KLEIN Naomi, 2009, *Shock economy*, Milano, Rizzoli editore.

KLEIN Naomi, 2007, *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*, Metropolitan Books., NY.

KONDEPUDI Sekhar et KONDEPUDI Ramita, 2015, « What Constitutes a Smart City? » dans *Handbook of Research on Social, Economic, and Environmental Sustainability in the Development of Smart Cities*, IGI Global, p. 1-25.

KOUKOUFIKIS Giorgos, 2019, « Post-disaster redevelopment and the "knowledge city": limitations of an urban imaginary in L'Aquila », *Disaster Prevention and Management: An International Journal*, vol. 28, nº 4, p. 474-486.

KROPOTKINE Pierre, 1902, *L'Entraide, un facteur de l'évolution*, 1938e éd., Édition Alfred Costes.

KUSHMA Jane, 2021, « Recovery from Disasters » dans *Oxford Research Encyclopedia of Politics*.

LABBE Thomas et SCHENK Gerrit J. (eds.), 2018, *Une histoire du sensible :la perception des victimes de catastrophe du XIIe au XVIIIe siècle actes du colloque international tenu à Lorsch (Allemagne, Hesse) du 11 au 14 décembre 2014*, Turnhout, Brepols, vol.1 vol.

LAGAIGNER Richard et VEYRET Yvette (eds.), 2023, *Gestion des crises territoriales*, UK, ISTE Editions.

LANGOUMIER Julien et REVET Sandrine, 2013, *Le gouvernement des catastrophes.*, Paris, Karthala.

LANOIX Carole, 2014, « Notes, Notation, Narration : Le carnet de terrain comme « carto-ethnographie » », *Belgeo. Revue belge de géographie*, 17 décembre 2014, nº 2.

LANZARA Giovan Francesco, 1993, *Capacità negativa: competenza progettuale e modelli di intervento nelle organizzazioni*, Milano Il Mulino, 323 p.

LASCOUMES Pierre et LE GALES Patrick, 2004, *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po.

LASLAZ Lionel, 2017, « Jalons pour une géographie politique de l'environnement », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 21 septembre 2017, nº 32.

LATOUR Bruno et CALLON Michel (eds.), 1990, *La science telle qu'elle se fait. Anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise.*, Paris, La Découverte.

LAVELL Thomas Allan, 1993, « Ciencias Sociales y desastres naturales en América Latina : un encuentro inconcluso », *Revista EURE - Revista de Estudios Urbano Regionales*, 7 octobre 1993, vol. 19, nº 58.

LAVIGNE DELVILLE Philippe et RIEGEL Julie, 2020, « Participation » dans *Dictionnaire critique de l'Antropocène.*, Paris, CNRS Éditions, p. 620-623.

LE BRETON Marie-Anaïs, BAILLEUL Hélène, LE CORF Jean-Baptiste et MERICKSAY Boris, 2022, « La gouvernance des données urbaines entre territoire de projets et projet de territoire. L'exemple de Rennes Métropole », *Flux - Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et territoires*, mars 2022, N° 127, nº 1, p. 65-84.

LE DÉ Loïc, GAILLARD JC, GAMPELL Anthony, LOODIN Nickola et HINCHLIFFE Graham, 2021, « Fostering Children's Participation in Disaster Risk Reduction Through Play: A Case Study of LEGO and Minecraft », *International Journal of Disaster Risk Science*, 28 octobre 2021.

LE GALOU Aude, 2024, « Imaginaires du futur et planification territoriale / Future Imaginaries and Territorial Planning », *EchoGéo*, mars 2024.

LE NAOUR Gwenola et THOMAS Valentin, 2022, « De l'incertitude scientifique à l'ignorance stratégique », *Métropolitique*.

LEFEBVRE Henri, 1974, « La production de l'espace », *L'Homme et la société*, 1974, nº 31-32, p. 15-32.

LEFEBVRE Henri, 1972, *Espace et politique : le droit à la ville*, II, Paris, Anthropos.

LEFEVRE Christian, ROSEAU Nathalie et VITALE Tommaso, 2013, « Les défis de la gouvernance métropolitaine » dans, Paris, L'Œil d'Or, p. 21.

LEFORT Isabelle, 2012, « Le terrain : l'Arlésienne des géographes ? », *Annales de géographie*, 2012, vol. 687-688, nº 5, p. 468-486.

LEJEUNE Christophe, 2015, *Manuel d'anlyse qualitative. Analyser sans compter ni classer.*, Louvain-la-Neuve, de Boeck.

LEONARDI Emanuele, 2022, « Autocostruzione come pratica di commoning • Le parole e le cose[2] », *Le parole e le cose[2]*, 19 décembre 2022, 19 déc. 2022.

LERESCHE Jean-Philippe et BENNINGHOFF Martin, 2013, « Le rôle de l'État fédéral dans la reconfiguration des territoires de la coordination interuniversitaire. Le cas suisse », *Sciences de la société*, 31 décembre 2013, nº 90, p. 110-127.

LETTIERI Emanuele, MASELLA Cristina et RADAELLI Giovanni, 2009, « Disaster management: Findings from a systematic review », *Disaster Prevention and Management*, 24 avril 2009, vol. 18, p. 117-136.

LEVY Albert, 2005, « Formes urbaines et significations : revisiter la morphologie urbaine », *Espaces et societes*, no 122, nº 3, p. 25-48.

LEVY Jacques et LUSSAULT Michel (eds.), 2013, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.

LEWIS James, 1999, *Development in Disaster-Prone Places*, Practical Action Publishing.

LEWIS James et KELMAN Ilan, 2010, « Places, people and perpetuity: Community capacities in ecologies of catastrophe », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, vol. 9, nº 2, p. 191-220.

LI Si-Qi, 2024, « Seismic risk and vulnerability models considering typical urban building portfolios », *Bulletin of Earthquake Engineering*, 1 avril 2024, vol. 22, nº 6, p. 2867-2902.

LIGI Gianluca, 2099, *Antropologia dei disastri*, Bari, Laterza.

LISS Jerome, 1992, *La Comunicazione Ecologica*, La Meridiana Edizioni.

LITS Marc, 2014, « L'espace public : concept fondateur de la communication », *Hermès, La Revue*, vol. 70, nº 3, p. 77-81.

LIZARRALDE Gonzalo, BOSHER Lee, BRYANT Christopher, CHMUTINA Ksenia, CARDOSI Georgia, DAINTY Andrew et LABBÉ Danielle, 2018, « The diversity of governance approaches in the face of resilience » dans *Governance of Risk, Hazards and Disasters*, UK, Routledge.

LIZARRALDE Gonzalo, JOHNSON Cassidy et DAVIDSON Colin (eds.), 2009, *Rebuilding After Disasters: From Emergency to Sustainability*, London, Routledge.

LOEWENSTEIN Antony, 2015, *Disaster Capitalism*, London, Verso.

LOLLI Mattia, 2019, « Senza casa, senza paura » dans *Nati alle 3e32. Contro-racconto del post terremoto aquilano*, Roma, Round Robin, p. 29-70.

LUSSAULT Michel, 2024, *Cohabitons ! Pour une nouvelle urbanité terrestre*, Paris, Editions Seuil.

LUSSAULT Michel, 2017, *Hyper-lieux. Les nouvelles géographies de la mondialisation*, Paris, Seuil.

LUSSAULT Michel, 2014, « Deconstruire l'urbanisme. 1 De la puissance. », *PUF*, mai 2014, n° 6, p. 10-11.

LUSSAULT Michel et LEVY Jacque, 2013, « Places (Lutte des) » dans *Dictionnaire de la géographie de l'espace et des sociétés*, 2013e éd., Paris, Belin.

MAGNAGHI Alberto, 2017, *La conscience du lieu*, Paris, Eterotopia.

MAGNAGHI Alberto, 2013, « Oltre le metropoli. Attori del regno del post urbano », *Il Manifesto*, 4 déc. 2013.

MAGNAGHI Alberto, 2003, *Le projet local.*, Editions Mardaga, Hayen, Belgique.

MAGNAGHI Alberto, 1994, *Il territorio dell'abitare. Lo sviluppo locale come alternativa strategica*, Milano, Franco Angeli.

MAGNAGHI Alberto, 1970, *La citta fabbrica : contributi per un'analisi di classe del territorio*, Milano, Clup.

MALLET Sandra, MEGE Arnaud et FLEURY Antoine, 2023, « Le temporaire comme instrument de la fabrique urbaine : émergence et ancrage dans la métropole de Bordeaux », *Riurba*, janvier 2023, n° 14.

MALTONE Carmela, 2018, « Les jeunes Italiens prennent le large. La fuite des cerveaux », Bordeaux.

MARCHEZINI Victor, 2015, « The Biopolitics of Disaster: Power, Discourses, and Practices », *Human Organization*, 1 janvier 2015, vol. 74, n° 4, p. 362-371.

MARCHEZINI Victor, LAMPIS Andrea, PEREIRA Danilo Celso et FERREIRA Adriano Mota, 2023, « Development and Cultural Heritage in the Disaster Capitalism Era » dans *Routledge Handbook on Cultural Heritage and Disaster Risk Management*, UK, Routledge.

MARCORE Enrico, 2016, « Le projet C.A.S.E. L'habitat temporaire dans l'après-séisme aquilain », Marseille, Terra HN éditions, vol.11.

MARCORE Enrico et TOMASSI Isabella, 2014, « Yes we straw ! »

MARINO Ivana, 2015, « Tessuto edilizio e costruito, tra prevenzione e recupero » dans Fabio Carnelli et Stefano Ventura (eds.), *Oltre il rischio sismico. Valutare, comunicare e decidere oggi*, Roma, Carocci editore.

MAROTTA Paola, 2011, « L'emergenza in urbanistica, L'Aquila e il progetto C.A.S.E. », *Progetto città. Quaderni del post- terremoto*, vol. 2, p. 45-47.

MARTINAIS Emmanuel, 2007, « La cartographie au service de l'action publique. », *https://www.espacestemps.net/*, 13 novembre 2007.

MASCARENHAS Adolfo et WISNER Ben, 2012, « Politics: Power and Disasters » dans *Handbook of Hazards and Disaster Risk Reduction*, UK, Routledge.

MASKREY A., CARDONA O., GARCIA V., LAVELL A., MACIAS J. M., ROMERO G. et CHAUX G. W., 1993, *Los desastres no son naturales*, A. Maskrey - Red de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en América Latina (La RED).

MASSE Pauline, 2021, « Des instruments (insuffisants) pour gouverner les critiques adressées au " renouveau minier " en France métropolitaine. Une articulation autour des référentiels de l'environnement et du territoire », *Revue Gouvernance*, octobre 2021, vol. 18, p. 110-135.

MASTROPAOLO, 2005, *La mucca pazza della democrazia. Nuove destre, populismo, antipolitica.*, Torino, Bollati Boringhieri.

MATTEI Ugo, 2011, *Beni comuni*, Milano, Laterza.

MATTOGNO Claudia, 2013, « L'abitare quotidiano e la cura del territorio. Cataloghi di spazi e osservazione dell'infraordinario » dans *Cartografie del desiderio per una nuova polis*, s.l., STAMPA, vol.5, p. 111-132.

MELA Alfredo, MUGNANO Silvia et OLORI Davide (eds.), 2017, « Per una "questione subalterna" dei disastri. » dans *Territori vulnerabili. Per una nuova sociologia dei disastri italiana.*, Milano, FrancoAngeli, p. 81-86.

MELE Franco et AMATO Alessandro, 2014, *L'inizio e la fine della sequenza sismica dell'Aquila*, https://ingvterremoti.com/2014/11/09/linizio-e-la-fine-della-sequenza-sismica-dellaquila/, 9 novembre 2014.

MELIANI Valérie, 2011, « Choisir l'analyse par théorisation ancrée : illustration des apports et des limites de la méthode », *Recherches qualitatives*, Montpellier, France.

MELIS Samantha et APTHORPE Raymond, 2020, « The Politics of the Multi-Local in Disaster Governance », *Politics and Governance*, 10 décembre 2020, vol. 8, n° 4, p. 366-374.

METZGER Pascal, 2024, « Risques, crises et vulnérabilité ordinaire » dans *Vulnérabilité, territoire et population*, UK, ISTE Editions, p. 53-68.

MEYER Michelle A., 2018, « Social Capital in Disaster Research » dans Havidán Rodríguez, William Donner et Joseph E. Trainor (eds.), *Handbook of Disaster Research*, Cham, Springer International Publishing, p. 263-286.

MIANI Franca, 2011, « De la non-durabilité à la qualité urbaine : politiques urbanistiques et scénarios pour le développement territorial et l'équilibre social » dans Isabelle Dumont (ed.), *Pour une géographie sociale : Regards croisés France-Italie*, Caen, Presses universitaires de Caen, p. 205-216.

MILANO Lucia, MARCHETTI Luciano, MARSILI Corrado, FONTANA Gaetano, MANNELLA Antonio et NOLA Francesco, 2011, « Prime analisi dei costi di ripristino post-sisma del 6 aprile 2009 in Abruzzo e problematiche connesse ai rilievi di agibilità e danno », Bari, Anidis.

MILHAUD Olivier, 2009, *Séparer et punir. Les prisons françaises : mise à distance et punition par l'espace*, Thèse, Université Michel de Montaigne - Bordeaux III.

MITIDIERI Valentina, 2013, *Comunità, patrimonio culturale immateriale e processi partecipativi nel post-terremoto aquilano.*, mémoire Master 2, La Sapienza, Roma.

MOATTY Annabelle, 2015, *Pour une Géographie des reconstructions post-catastrophe : risques, sociétés et territoires*, Thèse, Montpellier 3.

MOATTY Annabelle, GAILLARD Jean-Christophe et VINET Freddy, 2017, « Du désastre au développement : les enjeux de la reconstruction post-catastrophe », *Annales de geographie*, 24 mai 2017, N° 714, nº 2, p. 169-194.

MOATTY Annabelle, GRANCHER Delphine, VIRMOUX Clément et CAVERO Julien, 2019, « Bilan humain de l'ouragan Irma à Saint-Martin : la rumeur post-catastrophe comme révélateur des disparités socio-territoriales », *Géocarrefour*, 2019, vol. 93, nº 1.

MOINE Alexandre, 2006, « Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie », *L'Espace géographique*, 2006, vol. 35, nº 2, p. 115-132.

MOORE Jason W., 2015, *Capitalism in the Web of Life: Ecology and the Accumulation of Capital-*, New York, Verso.

MOREAU Thomas, 2018, « Notes sur la segmentation capitaliste de l'espace », *Agitations*, 3 décembre 2018.

MORELLE Marie et RIPOLL Fabrice, 2009, « Les chercheur-es face aux injustices : l'enquête de terrain comme épreuve éthique », *Annales de géographie*, vol. 665666, nº 1, p. 157-168.

MOROZOV Evgeny, 2013, *To save everything, click here: The folly of technological solutionism*, PublicAffairs., New York.

MORROW Betty Hearn, 1999, « Identifying and Mapping Community Vulnerability », *Disasters*, vol. 23, nº 1, p. 1-18.

MUDU Pierpaolo, 2012, « At the Intersection of Anarchists and Autonomists: Autogestioni and Centri Sociali », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, vol. 11, nº 3, p. 413-438.

MUMFORD Lewis, 2011, *La cité à travers l'histoire*, Paris, Agone.

NADEAU Robert, 1986, « Contre le scientisme », *Philosophiques*, Automne 1986, XIII, nº 2.

NALIN Alessandro, CAMELI Leonardo, PAZZINI Margherita, SIMONE Andrea, VIGNALI Valeria et LANTIERI Claudio, 2023, « Unveiling the Socio-Economic Fragility of a Major Urban Touristic Destination through Open Data and Airbnb Data: The Case Study of Bologna, Italy », *Smart Cities*, 20 novembre 2023, vol. 6, p. 3138-3160.

NEGT Oskar, 2007, *L'Espace public oppositionnel*, traduit par Alexander Neumann, paris, Payot.

NELSON Anitra, 2018, *Small is Necessary. Shared Living on a Shared Planet*, UK, Pluto Press.

NETCOM, 2024, « La fabrique de l'urbain à l'heure du numérique et de l'intelligence artificielle », *Netcom*, 9 avril 2024.

NIMIS Pietro, 2011, « Delineare azioni di sviluppo è fondamentale per garantire la rinascita », L'Aquila, Abruzzo in movimento, vol.1.

NOJAVAN Mehdi, SALEHI Esmail et OMIDVAR Babak, 2018, « Conceptual change of disaster management models: A thematic analysis », *Jàmbá: Journal of Disaster Risk Studies*, 19 avril 2018, vol. 10, nº 1, p. 451.

NOSEDA Veronica et RACINE Jean-Bernard, 2001, « Acteurs et agents, points de vue géographiques au sein des sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences*, 1 novembre 2001, XXXIX-121, p. 65-79.

NOVARINA Gilles, 2003, *Plan et Projet. L'urbanisme en France et en Italie*, Paris, Anthropos.

NOVEMBER Valérie, 2013, « La spatialité des risques dans une société du risque et après » dans *Du risque à la menace*, Paris, PUF, p. 277-286.

OECD, 2013, *Policy Making after Disasters: Helping Regions Become Resilient – The Case of Post-Earthquake Abruzzo*.

OECD, 2009, *Spreading the eagle's wings so it may fly: Re-launching the Economy*.

OECD-GRONINGEN RESEARCH TEAM, 2012, *Abruzzo 2030: on the wings of L'Aquila. Forum -Issue paper*, L'Aquila.

O'KEEFE Phil, WESTGATE Ken et WISNER Ben, 1976, « Taking the naturalness out of natural disasters », *Nature*, 1 avril 1976, vol. 260, nº 5552, p. 566-567.

OLIVA Federico, VENUTI Giuseppe Campos et GASPARRINI Carlo, 2012, « Commissione per la valutazione urbanistica delle criticità e delle prospettive per la ricostruzione e lo sviluppo della città de L'Aquila », giugno 2012.

OLIVER-SMITH Anthony, 2022, « Critical Disaster Studies: The Evolution of a Paradigm » dans *A Decade of Disaster Experiences in Ōtautahi Christchurch*, Singapore, Palgrave Macmillan, p. 27-53.

OLIVER-SMITH Anthony et HOFFMAN Susanna, 2019, *The Angry Earth: Disaster in Anthropological Perspective*, US, Routledge.

OLIVER-SMITH A., ALCÁNTARA-AYALA Irasema, BURTON Ian et LAVELL Allan, 2016, « Forensic Investigations of Disasters (FORIN): a conceptual framework and guide to research », *UNISDR, ICSU, ISSC*, 21 janvier 2016.

OLIVER-SMITH Anthony, 1991, « Successes and Failures in Post-Disaster Resettlement », *Disasters*, 1991, vol. 15, n° 1, p. 12-23.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995, « La politique du terrain », *Enquête. Archives de la revue Enquête*, 1 octobre 1995, n° 1, p. 71-109.

OLORI Davide, 2016, « Post-disaster reconstruction in Constitución, Chile.pdf », *Sociologia urbana e rurale*, 2016, XXXVIII, n° 111, p. 45-63.

OPILLARD Florian et NICOLAS-ARTERO Chloé, 2023, *Enquêter auprès des dominants. La dimension spatiale de la domination*, https://journals.openedition.org/cdg/8593, 7 novembre 2023.

PADDISON Ronan, 1993, « City Marketing, Image Reconstruction and Urban Regeneration », *Urban Studies*, vol. 30, n° 2, p. 339-349.

PAILLE Pierre, 2017, « Chapitre 3. L'analyse par théorisation ancrée » dans *Les méthodes qualitatives en psychologie et sciences humaines de la santé*, Paris, Dunod, p. 61-83.

PAILLE Pierre, 2011, « L'analyse par théorisation ancrée », *Cahiers de recherche sociologique*, 27 avril 2011, n° 23, p. 147-181.

PAIS Jeremy F. et ELLIOTT James R., 2008, « Places as Recovery Machines: Vulnerability and Neighborhood Change after Major Hurricanes », *Social Forces*, juin 2008, vol. 86, n° 4, p. 1415-1453.

PAJEWSKI, 2019, « Dinamite Lady Fest » dans *Nati alle 3e32. Contro-racconto del post terremoto aquilano*, Roma, Round Robin, p. 129-133.

PAQUOT Thierry, 2010, *L'urbanisme c'est notre affaire !,* Nantes, Librairie l'atalante.

PARRINELLO Giacomo, 2015, *Fault lines. Earthquakes and urbanisme in Moden Italy.*, New York-Oxford, Berghahn Books.

PATON Duglas, 2022, *Advanced Introduction to Disaster Risk Reduction*, UK, Elgar publishing.

PEACOCK Walter Gillis et RAGSDALE A. Kathleen, 1997, « Social Systems, Ecological Networks And Disasters: Toward a socio-political ecology of disasters » dans *Hurricane Andrew*, UK, Routledge.

PECQUEUX Anthony, POUPIN Perrine et CHATEAURAYNAUD Francis, 2022, « Sociologie et sciences de l'environnement : à la recherche de prises communes autour de tensions épistémiques

irréductibles. Entretien avec Francis Chateauraynaud », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 31 décembre 2022, n°22, p. 171-199.

PEEK Lori, CHAMPEAU Heather, AUSTIN Jessica, MATHEWS Mason et WU Haorui, 2020, « What Methods Do Social Scientists Use to Study Disasters? An Analysis of the Social Science Extreme Events Research Network », *American Behavioral Scientist*, 1 juillet 2020, vol. 64, nº 8, p. 1066-1094.

PELLETIER Philippe, 1991, « L'anastrophe japonaise / The Japanese anastrophe », *Géocarrefour*, 1991, vol. 66, nº 3-4.

PELLIZZETTI Pierfranco, 2009, *Fenomenologia di Berlusconi*, Roma, Manifestolibri.

PERROTTI Antonio, 2016, « L'Aquila » dans *Viaggio in Italia. Le città nel trentennio neo liberista.*, Manifestolibri., Roma.

PERROW Charles, 1999, *Normal Accidents: Living with High Risk Technologies*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 466.

PERUCCA Marco, TEX Paolo et COLLETTIVO FOODIFICATION, 2022, *Foodification. Come il cibo si è mangiato le città.*, Torino, Eris Edizioni.

PETREI Fabrizia, 2012, « Democrazia e comunicazione pubblica nel post-sisma: verso quale partecipazione a L'Aquila? » dans , Arcidosso (Gr), Effigi, p. 41-48.

PETRUCCI Armando, 2020, *Scritti civili*, Roma, Viella Libreria Editrice.

PEYROUX Elisabeth, 2020, « Ville Intelligente » dans *Dictionnaire critique de l'Antropocène.*, CNRS, Paris, p. 814-817.

PHILIZOT Vivien, 2022, *Qu'est-ce qu'une image dans l'espace public?*, Lyon, Éditions deux-cent-cinq (coll. « Milieux »).

PICON Antoine, 2013, *Smart cities : Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*, B2 éd., Paris, vol.1.

PIETRUCCI Pamela, 2015, « YES WE CAMP! Protest Rhetoric in Times of Disaster », *Comunicazione Politica*, 1 avril 2015.

PINSON Gilles, 2009, *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po.

PINTO Ana M. F., FERREIRA Fernando A. F., SPAHR Ronald W., SUNDERMAN Mark A., GOVINDAN Kannan et MEIDUTĖ-KAVALIAUSKIENĖ Ieva, 2021, « Analyzing blight impacts on urban areas: A multi-criteria approach », *Land Use Policy*, 1 septembre 2021, vol. 108, p. 105661.

PITZALIS Silvia, 2017, « Abitare i disastri. Crisi e pratiche dell'abitare nel sisma emiliano », *Antropologia*, 21 décembre 2017, vol. 4, n°3.

PITZALIS Silvia, 2016, *Politiche del disastro: poteri e contro poteri nel terremoto emiliano*, Bologna, Ombre corte.

PIVA Elisa et TADINI Marcello, 2021, « La geografia della montagna tra interpretazioni, progettualità e percorsi di sviluppo turistico », *Semestrale di Studi e Ricerche di Geografia*, 2021, XXXIII, nº 2, p. 117-133.

POLI Daniela, 1999, « Il paradigma della cura del territorio fra declino della mediazione istituzionale e processi di globalizzazione », *CRU*, vol. 11/12, p. 77-84.

PROPERZI Pierluigi (ed.), 2010, « Dio salvi l'Aquila », *INU*, 2010, XV, nº 123-124.

QUARANTELLI Enrico Louis, 1999, *The Disaster Recovery Process: What We Know and Do Not Know from Research*, s.l., Disaster Research Center, University of Delaware.

QUENAULT Béatrice et SIERRA Alexis, 2020, « Vulnérabilité » dans *Dictionnaire critique de l'Antropocène.*, Paris, CNRS Éditions.

RAFFESTIN Claude, 1984, « Territorializzazione, deterritorializzazione, riterritorializzazione e informazione » dans Turco, Angelo (ed.), *Regione e regionalizzazione: colloquio internazionale*, Milano, Franco Angeli, p. 69-82.

RAMBEAU Frédéric, 2014, « Subjectivation politique et radicalisation de la position subjective chez Deleuze et Guattari », *Tumultes*, 24 décembre 2014, vol. 43, nº 2, p. 141-156.

REBEGGIANI Enrico et PIRONE Francesco, 2015, « Saperi e poteri nella gestione pubblica dell'emergenza : la presa in carico degli sfollati del terremoto all'Aquila » dans *Fukushima, Concordia e altre macerie : vita quotidiana, resistenza e gestione del disastro / a cura di Pietro Saitta*, Firenze, editpress.

REDI Fabio, 2007, « Per una carta archeologica medievale : L'Aquila e il territorio » dans Stella Patitucci Uggeri (ed.), *Archeologia del paesaggio medievale. Studi in memoria di Riccardo Francovich*, Firenze, All'insegna del giglio, vol. IX, p. 185-202.

REGGIANI Anna Maria, 2012, *L'Aquila una storia interrotta. Fragilità delle architetture e rimozione del sisma*, CISU, Roma.

REGHEZZA-ZITT Magali, 2016, « Penser la vulnérabilité dans un contexte de globalisation des risques grâce aux échelles spatiales et temporelles », *Espace populations sociétés. Space populations societies*, 31 décembre 2016, nº 2016/3.

REGHEZZA-ZITT Magali, 2006a, *Réflexions autour de la vulnérabilité métropolitaine : la métropole parisienne face au risque de crue centennale*, Thèse, Paris 10.

REGHEZZA-ZITT Magali, 2006b, « La vulnerabilité : un concept problématique. » dans Frédéric Leone et Freddy Vinet (eds.), *La vulnérabilité des sociétés et des territoires face aux menaces naturelles. Analyses géographiques*, PULM., Montpellier, p. 35-40.

RETE RURALE NAZIONALE I, 2007, *Dossier L'Aquila.*, s.l., Ministero delle politiche agricole, alimentari e forestali.

REVET Sandrine, 2020, *Disasterland: An Ethnography of the International Disaster Community*, UK, Palgrave Macmillan.

REVET Sandrine, 2011, « Penser et affronter les désastres : un panorama des recherches en sciences sociales et des politiques internationales », *Critique internationale*, 2011, vol. 52, n° 3, p. 157-173.

REVET Sandrine, 2009, « Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes " naturels " », *Les Études du CERI*, 2009, n° 157, p. 1.

REVET Sandrine, ISNART Cyril et HOTTIN Christian, 2024, « Les catastrophes, un prisme pour regarder le monde ordinaire », *In Situ. Au regard des sciences sociales*, 1 mars 2024, n° 4.

RHINEY Kevon, 2020, « Dispossession, disaster capitalism and the post-hurricane context in the Caribbean », *Political Geography*, avril 2020, vol. 78.

RICOEUR Paul, 1985, *Temps et récit. Le Temps raconté*, Paris, Seuil Editions.

RIPOLL Fabrice, 2015, « Introduction » dans Anne Clerval, Antoine Fleury, Julien Rebotier et Serge Weber (eds.), *Espace et rapports de domination*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 95-98.

RIPOLL Fabrice, 2013, « Du "rôle de l'espace" aux théories de "l'acteur" (aller-retour) : La géographie à l'épreuve des mouvements sociaux » dans Raymonde Séchet et Vincent Veschambre (eds.), *Penser et faire la géographie sociale : Contribution à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 193-210.

RIVERA Danielle Zoe, 2022, « Disaster Colonialism: A Commentary on Disasters beyond Singular Events to Structural Violence », *International Journal of Urban and Regional Research*, 2022, vol. 46, n° 1, p. 126-135.

RIVERA Vincenzo, 2001, « Profili essenziali dell'emigrazione abruzzese dall'unità ad oggi » dans *Studi monografici sulla popolazione abruzzese*, L'Aquila, CRESA.

ROBERTI Geraldina, 2011, « Il terremoto in prima pagina. L'impatto sociale di una tragedia collettiva » dans *Il terremoto dell'Aquila. Analisi e riflessioni sull'emergenza.*, L'Aquila, L'Una Editrice, p. 135-158.

ROMANO Bernardino, 2017, « L'emergenza post-sisma a L'Aquila, enfasi di una pianificazione debole », *L'emergenza post-sisma a L'Aquila, enfasi di una pianificazione debole*, 2017, p. 73-96.

ROMANO Bernardino, CIABO Serena, FIORINI Lorena, MARUCCI Alessandro et ZULLO Francesco, 2015, « "Vuoti urbani" e"suoliliberi" per la qualità ecologica La rigenerazione post-sismica nel Comune dell'Aquila », *territorio della ricerca su insediamento e ambiente (TRIA)*, 8 juillet 2015, vol. 8, p. 103-116.

ROSE Gillian, 1997, « Situating knowledges: positionality, reflexivities and other tactics », *Progress in Human Geography*, 1 juin 1997, vol. 21, n° 3, p. 305-320.

ROSEAU Nathalie, 2018, « L'infrastructure sismographique. Temps, échelles et récit du boulevard périphérique parisien », *Tracés. Revue de Sciences humaines.*, 2018, vol. 38, p. 49-74.

ROSSI Ugo, 2013, « Alle radici della crisi: Questione urbana e consumo di suolo in Italia », *Rivista Geografica Italiana*, 1 décembre 2013, vol. 120, nº 4, p. 334-342.

ROSSI Ugo et TOLA Miriam, 2019, « The common » dans *Keywords in Radical Geography: Antipode at 50*, Antipode Editorial Collective., US, Wiley.

ROTOLO Marina, 2018, « Le kaléidoscope Matera 2019 et ses modèles négociés », *Riurba*, 2018, nº 6.

ROULLEAU-BERGER Laurence, 2004, « Voir, « savoir-être avec », rendre public : pour une ethnographie de la reconnaissance », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2004, nº 117, p. 261-283.

ROVIDA Andrea, LOCATI Mario, ANTONUCCI Andrea et CAMASSI Romano, 2017, « Archivio Storico Macrosismico Italiano (ASMI) », 30 juin 2017.

RUFAT Samuel, 2019, « Qu'est-ce que l'expérimentation dit ou fait des territoires ? », *Espace Géographique*, 1 janvier 2019, vol. 48, nº 1, p. 57-76.

RUFAT Samuel et METZGER Pascale, 2024a, *Vulnérabilité, territoire, population*, London, ISTE.

RUSCITTI Laura, 2006, « Una struttura urbana e la sua immagine. L'Aquila tra il 1923 e il 1943 » dans Raffaele Giannantonio (ed.), *La costruzione del regime : urbanistica, architettura e politica nell'Abruzzo del fascismo*, Lanciano, R. Carabba.

SAAVEDRA Paulina Vergara, 2020, *Gestion de catastrophes et inégalités : processus et dynamiques multi-échelles au Chili*, Thèse, Université Grenoble Alpes.

SAGER Tore, 2011, « Neo-liberal urban planning policies: A literature survey 1990–2010 », *Progress in Planning*, 2011, nº 76, p. 147-199.

SAITTA Pietro et FARINELLA Domenica, 2013, « La riproduzione di uno spazio subalterno. Abitazioni, classi marginali e resistenza in una città del Sud, "Rassegna italiana di sociologia", 3, pp. 423-448. », *Rassegna italiana di sociologia*, 1 janvier 2013, nº 3, p. 423-448.

SALONE Carlo, 2013, « Città e regioni in Italia negli anni della « crisi » », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, 15 janvier 2013, nº 125-2.

SANDOVAL Vicente, GONZALEZ-MUZZIO Claudia, VILLALOBOS Carlos, SARMIENTO Juan Pablo et HOBERMAN Gabriela, 2020, « Assessing disaster capitalism in post-disaster processes in Chile: neoliberal reforms and the role of the corporate class », *Disaster Prevention and Management: An International Journal*, 1 janvier 2020, vol. 29, nº 6, p. 831-847.

SANDOVAL Vicente et VOSS Martin, 2016, « Disaster Governance and Vulnerability: The Case of Chile », *Politics and Governance*, 2016, nº 4, p. 107-116.

SANDOVAL Vicente, WILLIAMS Darien Alexander, CHEEK Wesley, VON MEDING Jason, CHMUTINA Ksenia, GONZALÉS-MUZZIO Claudia, FORINO Giuseppe, TOMASSI Isabella, MARCHEZINI Victor, VAHANVATI Mittul, PÁEZ MARTÍNEZ Holmes et BOYLAND Michael, 2022,

The role of public and private sectors in disaster capitalism: An international overview, s.l., United Nations for disaster risk reduction.

SANTORO Chiara, 2011, « Un'esperienza sul campo tra disciplina ed esigenze dei cittadini », *Progetto città. Quaderni del post- terremoto*, juillet 2011, nº 2, p. 41-43.

SARDAN Jean-Pierre Olivier DE, 2023, *Le terrain en anthropologie – Un éclectisme méthodologique délibéré*, https://blogterrain.hypotheses.org/17497, 10 septembre 2023.

SARGIACOMO Massimo et WALKER Stephen P., 2020, « Disaster governance and hybrid organizations: accounting, performance challenges and evacuee housing », *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 12 août 2020, vol. 35, nº 3, p. 887-916.

SCEMAMA Pierre, KERMAGORET Charlène, LEVREL Harold et VAISSIERE Anne-Charlotte, 2018, « Dossier : La fabrique de la compensation écologique : controverses et pratiques – L'économie néo-institutionnelle comme cadre de recherche pour questionner l'efficacité de la compensation écologique », *Natures Sciences Sociétés*, 1 avril 2018, vol. 26, nº 2, p. 150-158.

SCHROEDER Richard A., 1987, « Gender vulnerability to drought: A case study of the Hausa social environment », *Institute of Behavioral Science*, 1987, nº 7, p. 64-64.

SCHULLER Mark et MALDONADO Julie K., 2016, « Disaster capitalism », *Annals of Anthropological Practice*, vol. 40, nº 1, p. 61-72.

SCOLOBIG Anna, MECHLER Reinhard, KOMENDANTOVA Nadejda, LIU Wei, SCHRÃ¶TER Dagmar et PATT Anthony, 2014, « The Co-Production of Scientific Advice and Decision Making Under Uncertainty: Lessons from the 2009 L'Aquila earthquake, Italy », *Planet@Risk*, 31 mars 2014, vol. 2, nº 2.

SCUDDER et COLSON Elisabeth, 1982, « From welfare to development: a conceptual framework for the analysis of dislocated people » dans A Hansen et Anthony Oliver-Smith (eds.), *Involuntary migration and resettlement: the problems and responses of dislocated people*, Boulder, Westview Press.

SEBASTIANI Chiara, 2001, « Comitati cittadini e spazi pubblici urbani », *Rassegna Italiana di Sociologia*, 2001, nº 1/2001.

SEBASTIANI Marco, 2019, « Siamo nati come nascono gli universi » dans *Nati alle 3e32. Contro-racconto del post terremoto aquilano*, Roma, Round Robin, p. 19-27.

SEMAL Luc, 2019, *Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes.*, PUF., Paris.

SEMI Giovanni, 2019, « Un regard italien sur la gentrification. Ce qu'elle était, ce qu'elle est, ce qu'elle sera. », *Métropolitiques*, traduit par Clément Rivière, 25 avril 2019.

SHARAN Aditi et GAILLARD JC, 2025, « Re-Gendering the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction: Experiences of Gender Diverse Groups from India and the Philippines », *International Journal of Disaster Risk Science*, 21 janvier 2025.

SHRESTHA Shakti R, ORCHISTON Caroline HR, ELWOOD Kenneth J, JOHNSTON David M, BECKER Julia S et TOMASSI Isabella, 2022, « Understanding the wider social and economic context of post-earthquake cordons: A comparative case study between Christchurch, Aotearoa (New Zealand) and L'Aquila, Italy », *Earthquake Spectra*, 21 avril 2022.

SIERRA Alexis, GUSTIAUX Romain et LECLERCQ Romain, 2020, « 9. La crise : saisir la ville par la rupture » dans Félix Adisson, Sabine Barles, Nathalie Blanc, Olivier Coutard, Leïla Frouillou et Fanny Rassat (eds.), *Pour la recherche urbaine*, Paris, CNRS Éditions, p. 181-201.

SIMONET Maud, 2022, « Critique pour qui ? Politisation par l'enquête et objectivation de sa réception », *Astérion. Philosophie, histoire des idées, pensée politique*, 15 décembre 2022, n° 27.

SIMONICCA Alessandro, 2012, « Il terremoto aquilano del 6 aprile 2009, fra cultura del disastro e azione politica » dans Anna Maria Reggiani (ed.), *L'Aquila una storia interrotta. Fragilità delle architetture e rimozione del sisma*, CISU, Roma.

SIROLLI Emanuele, 2012, « L'Aquila istituzionalizzata » dans Fabio Carnelli, Orlando Paris et Francesco Tommasi (eds.), *Sismografie. Ritornare a L'Aquila mille giorni dopo il sisma.*, Effigi., Arcidosso (Gr), p. 59-66.

SKLAIR Leslie, 2001, « Transnational Capitalist Class » dans *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Globalization*, Oxford, Blackwell, vol.306.

SLOTERDIJK Peter, 2016, *Foams. Spheres III. Plural Spherology*, Boston, MIT Press.

SLOTERDIJK Peter, 2014, *Globes.Spheres II: Macrospherology*, Boston, MIT Press.

SOCCIMARRO Rémi, 2023, « La redestruction post-tsunami au Japon » dans *Imaginer l'après. Vulérabilité environnementale et décision publique en contexte post-catastrophe*, Lyon, Editions deux-cent-cinq, p. 46-64.

SOUBEYRAN Olivier, 2000, « Imaginaire disciplinaire et écologie urbaine », *Quaderni*, 2001 2000, E'cologie urbaine, N.43, p. 117-133.

SOUZA E SILVA Adriana DE, 2013, « Location-aware mobile technologies: Historical, social and spatial approaches », *Mobile Media & Communication*, janvier 2013, vol. 1, n° 1, p. 116-121.

SPAGNESI Gianfranco, 2009, *Il centro storico dell'Aquila: memoria e progetto*, Roma, Studium.

SPOELSTRA Sverre, 2016, « Book Review: In search of organizational acrobats », *Organization*, 2016, vol. 23, n° 2, p. 308-310.

STEIN Samuel, 2019, *Capital City. Gentrification and the Real Estate State*, London, Verso Books.

STENGERS Isabelle, 1993, *Le politiche della ragione.*, Roma-Bari, Laterza.

STIEGLER Barbara, 2023a, « Avant-propos » dans *Il faut s'adapter*, Paris, Gallimard, p. 9-11.

STIEGLER Barbara, 2023b, « Chapitre II. Une démocratie darwinienne » dans *Il faut s'adapter*, Paris, Gallimard, p. 54-109.

STM, 2011a, *'Linee di indirizzo strategico per la ripianificazione del territorio'*, L'Aquila.

STM, 2011b, *STM. Note di strategia considerazioni sulle finalità, gli obiettivi e i profili economici dei piani di ricostruzione*, L'Aquila.

STOCK Mathis, 2006, « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles. », *EspacesTemps.net Revue électronique des sciences humaines et sociales.*, 26 février 2006.

STOCKEL Giorgio, 1981, *La città dell'Aquila. Il centro storico tra il 1860 e il 1960*, Milano, Edizioni del Gallo Cedrone.

STUCCHI M., ROVIDA A., GOMEZ CAPERA A. A., ALEXANDRE P., CAMELBEECK T., DEMIRCIOGLU M. B., GASPERINI P., KOUSKOUNA V., MUSSON R. M. W., RADULIAN M., SESETYAN K., VILANOVA S., BAUMONT D., BUNGUM H., FÄH D., LENHARDT W., MAKROPOULOS K., MARTINEZ SOLARES J. M., SCOTTI O., ŽIVCIC M., ALBINI P., BATLLO J., PAPAIOANNOU C., TATEVOSSIAN R., LOCATI M., MELETTI C., VIGANO D. et GIARDINI D., 2013, « The SHARE European Earthquake Catalogue (SHEEC) 1000–1899 », *Journal of Seismology*, 1 avril 2013, vol. 17, nº 2, p. 523-544.

STUCCHI Massimiliano, MELETTI Carlo, ROVIDA Andrea, D'AMICO V et GÓMEZ Augusto, 2009, « Historical earthquakes and seismic hazard of the L'Aquila area », *Progettazione Sismica*, 1 janvier 2009, vol. 1, p. 23-34.

STUCCHI Massimiliano, PINHO Rui et COCCO Massimo, 2017, *The L'Aquila Trial Revisited: A Reappraisal of the Case and Its impact on Scientists*, Cham, Springer.

SUKARIEH Mayssoun et TANNOCK Stuart, 2013, « On the Problem of Over-researched Communities: The Case of the Shatila Palestinian Refugee Camp in Lebanon », *Sociology*, 1 juin 2013, vol. 47, nº 3, p. 494-508.

SULTANA Farhana, 2018, « An (Other) geographical critique of development and SDGs , An(Other) geographical critique of development and SDGs », *Dialogues in Human Geography*, 1 juillet 2018, vol. 8, nº 2, p. 186-190.

SVENSSON K, 2002, « Ecovillages: a planning paradigm for natural disaster areas » dans *Ecovillage Living: Restoring the Earth and Her People*, UK, Totnes, p. 153-155.

TAHERI TAFTI Mojgan et TOMLINSON Richard, 2018, « Theorizing distributive justice and the practice of post-disaster housing recovery », *Environmental Hazards*, 4 février 2018, vol. 18, p. 1-19.

TERTULLIANI A., LESCHIUTTA I., BORDONI P. et MILANA G., 2012, « Damage Distribution in L'Aquila City (Central Italy) during the 6 April 2009 Earthquake », *The Bulletin of the Seismological Society of America*, août 2012.

TERTULLIANI Andrea, 2019, *Ricordando il terremoto del 6 aprile 2009: Il rilievo del danno con qualche considerazione sul futuro*, https://ingvterremoti.com/2019/05/14/ricordando-il-terremoto-del-6-aprile-2009-4-il-rilievo-del-danno-con-qualche-considerazione-sul-futuro/, 14 mai 2019.

TETTAMANTI Alessandro, 2019, « Un ottobre aquilano » dans *Nati alle 3e32. Contro-racconto del post terremoto aquilano*, Roma, Round Robin, p. 111-128.

THEMINES Jean-François, 2021, « Des récits en géographie », *Géoconfluences*, février 2021.

THEMINES Jean-François, 2011, « Chapitre 1. Le territoire en géographie ; la géographie des territoires » dans *Savoir et savoir enseigner : Le territoire*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, p. 13-51.

THERY Hervé, 2008, « Mondialisation, déterritorialisation, reterritorialisation (Globalization and territory) », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 2008, vol. 85, nº 3, p. 324-331.

TIERNEY Kathleen, 2012, « Disaster Governance: Social, Political, and Economic Dimensions », *Annual Review of Environment and Resources*, 21 novembre 2012, vol. 37, Volume 37, 2012, p. 341-363.

TIMMERMAN Peter, 1981, *Vulnerability, Resilience and the Collapse of Society: A Review of Models and Possible Climatic Applications*, Institute for Environmental Studies, University of Toronto.

TOCCI Walter, 2010, « L'insostenibile ascesa della rendita urbana », *DEMOCRAZIA E DIRITTO*, 2010, nº 2009/1.

TOMASSI Isabella, 2024, « Under the Smart City Paradigm: The Social and Spatial Transformation of L'Aquila City Centre » dans Giuseppe Forino (ed.), *Disasters and Changes in Society and Politics. Contemporary Perspectives from Italy*, Bristol, Bristol University Press, p. 135-154.

TOMASSI Isabella, 2019a, « Capitalism -driven disaster: L'Aquila earthquake 2009. », *i-Rec 2019*, 2019.

TOMASSI Isabella, 2019b, « Almeno siamo liberi! »: storia di E.V.A., ecovilaggio autocostruito a Pescomaggiore » dans *Nati alle 3e32. Contro-racconto del post terremoto aquilano*, Roma, Round Robin, p. 83-106.

TOMASSI Isabella, 2018, « Catastrophe et émergence des savoirs territoriaux. Réflexions autour du discours et la prise de décision collective ».

TOMASSI Isabella, ROBAZZA Paolo et SAVINI Fabrizio, 2011, « Dalle case di paglia: partecipazione, autocostruzione, sostenibilità, rapidità, economia, legame col territorio. », *Progetto città. Quaderni del post- terremoto.*, 2011, n.2, p. 72-75.

TORDERA Rinaldo, 2011, « Carispaq: iniziative concrete per l'emergenza e la ricostruzione », *Progetto città. Quaderni del post- terremoto*, 2011, nº 1, p. 48-49.

TOZZI Lucia, 2023, *L'invenzione di Milano. Culto della comunicazione e politiche urbane.*, Napoli, Cronopio.

TOZZI Lucia, 2009, « L'Aquila - progetto C.A.S.E. », *Abitare*, 10 août 2009 p.

TRASI Nicoletta, LICIO Luciano DE, PAZZAGIINI Marcello, PAVIA Rosario, FABIETTI Valter, LEPRATTI Christiano, COSTANTINI Gianfrancesco et MOLLAIOLI Fabrizio, 2011, *Un territoire durable et un habitat de qualité à consommation zéro dans les zones à risque sismique*, Ministère de la culture et de la

communication / Bureau de la recherche architecturale, urbaine et paysagère (BRAUP) ; Université " La Sapienza di Roma " / Laboratorio di Architectura e Controllo Ambiante (LACA).

TREMBLAY Rémy, 2010, *La Classe créative selon Richard Florida Un paradigme urbain plausible ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

TREVISANI Ivana, 2010, *Là qui là. Vite disperse*, Capriano del Colle (Bg), Clanto.

TRONCA Filippo, 2021, « TURISMO, SMART CITY E GENTRIFICAZIONE. SEMI, "L'AQUILA RISCHIA DI ESSERE PER POCHI" », *Abruzzo Web*, 14 avr. 2021.

TSING Anna Lowenhaupt, 2005, *Friction: An Ethnography of Global Connection*, s.l., Princeton University Press.

TURCO Angelo, 1988, *Verso una teoria geografica della complessità*, Trezzano sul Naviglio, Unicopli.

TURINO Roberto (ed.), 2009, *L'Aquila - Il Progetto C.A.S.E.*, s.l., IUSS Press and Costruttori ForCase.

TWIGG J., GOGERTY Emma, SCHOFIELD Holly, MIRANDA MOREL Luisa, FLINN William, STEPHENSON Victoria, SARGEANT Susanne, ALBUERNE Alejandra, DIJKSTRA Tom, FINLAYSON Andrew, ROSSETTO Tiziana et D'AYALA Dina, 2017, « Self-recovery from disasters: an interdisciplinary perspective », London.

UNDRR, 2019, *Global assessment report on disaster risk reduction 2019 | PreventionWeb.net*.

UTSU Tokuji, 2002, « Statistical Features of Seismicity » dans William HK Lee, Hiroo Kanamori, Paul C Jennings et Carl Kisslinger (eds.), *International handbook. Earthquake and engineering seismology*, US, Part A. Elsevier, p. 719-.

VALENSISE Gianluca, TARABUSI Gabriele, GUIDOBONI Emanuela et FERRARI Graziano, 2017, « The forgotten vulnerability: A geology- and history-based approach for ranking the seismic risk of earthquake-prone communities of the Italian Apennines », *International Journal of Disaster Risk Reduction*, octobre 2017, vol. 25, p. 289-300.

VALENT Gianmaria, 2019, « Disaster recovery and violence in neoliberal times: community and spatial fragmentation in L'Aquila », *Disaster Prevention and Management: An International Journal*, 2019.

VALENTIN Aganze, 2015, « Capital social et Gestion Communautaire des Risques et de Catastrophes Naturelles et d'origine anthropique dans les groupements de Buzi et Mbinga-nord en territoire de kalehe/ Sud-Kivu en RD Congo », *Aganze Cimusa Valentin*, 1 janvier 2015.

VALENTINI Valerio, 2015, *L'Aquila, una settimana prima del terremoto*, http://www.valigiablu.it/laquila-una-settimana-prima-del-terremoto/

VANOLO Alberto, 2017, *City Branding: The Ghostly Politics of Representation in Globalising Cities*, New York, Routledge.

VANOLO Alberto, 2014, « Smartmentality: The Smart City as Disciplinary Strategy », *Urban Studies*, 1 avril 2014, vol. 51, n° 5, p. 883-898.

VERA CORTÉS Gabriela, MACIAS Jesus, MORÁN ESCAMILLA Jorge, OLIVERA Patricia, OLIVERAS GONZÁLEZ Xavier, CUEVA-LUNA Teresa, MEDINA PARRA Rosa Isabel, ROSALIA Chavez, BARRIOS Marisol, MÉNDEZ TORRES Beatriz, RODRÍGUEZ Hugo, BARAÚNA Glaúcia, HERNÁNDEZ Magdalena, HURTADO Jair, SOLIS CASTILLO Berenice et HERRERA Janik, 2020, *Disasters and Neoliberalism. Different Expressions of Social Vulnerability*, Cham, Springer.

VERLINGHIERI Ersilia et VENTURINI Federico, 2014, « Disaster Recovery and the Need for Community Participation: the C.A.S.E. Project in L'Aquila as a Case Study », *Valmar*, 2014, Multiple Geographical Perspectives on Hazards and Disasters, p. 95-104.

VIBERTI Étienne, 2022, « Le design des imaginaires : le design et la fabrique de la ville de demain par les imaginaires », 27 juin 2022.

VIDAL Bertrand, 2012, *Les représentations collectives de l'événement-catastrophe : étude sociologique sur les peurs contemporaines*, Thèse, Montpellier 3.

VIEL Laurent, LIZARRALDE Gonzalo, MAHERZI Fella Amina et THOMAS-MARET Isabelle, 2012, « L'influence des parties prenantes dans les grands projets urbains. Les cas du Quartier des spectacles de Montréal et de Lyon Confluence », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 26 avril 2012.

VILLANUEVA Joaquín et COBIÁN Martín, 2019, *Intervention – "Beyond Disaster Capitalism: Dismantling the Infrastructure of Extraction in Puerto Rico's Neo-Plantation Economy"*, https://antipodeonline.org/2019/06/25/beyond-disaster-capitalism/, 25 juin 2019.

VISCONTI Cristina et D'ALENÇON Renato, 2016, « Community-Based initiatives in post catastrophe scenarios: potentials and limitations to academic involvement and "Learning by Doing" », *UPLanD – Journal of Urban Planning, Landscape & environmental Design*, 2016, vol. 1, nº 1, p. 171-186.

VITTORINI M., 2001, *Recupero e riqualificazione dei centri storici del Comitatus Aquilanus: ricerca interdisciplinare, analisi urbanistiche e proposte di piano*, Roma, Andromeda.

VOLVEY Anne, 2016, « Sur le terrain de l'émotion : déconstruire la question émotionnelle en géographie pour reconstruire son horizon épistémologique », *Carnets de géographes*, 28 août 2016, nº 9.

VOLVEY Anne, CALBERAC Yann et HOUSSAY-HOLZSCHUCH Myriam, 2012, « Terrains de je. (Du) sujet (au) géographique », *Annales de géographie*, 2012, vol. 687688, nº 5, p. 441-461.

VOLVEY Anne, STOCK Mathis et CALBERAC Yann, 2021, « Spatial Turn, tournant spatial, tournant géographique » dans Vincent Clément, Mathis Stock et Anne Volvey (eds.), *Mouvements de géographie. Une science sociale aux tournants*, Paris, PUR, p. 21-38.

WALTER François, 2008, *Catastrophes. Une histoire culturelle XVI- XXI siècle*, Seuil., Paris.

WATSON Vanessa, 2014, « African urban fantasies: dreams or nightmares? », *Environment and Urbanization*, 1 avril 2014, vol. 26, nº 1, p. 215-231.

WEBER Florence, 1990, *Le travail à côté. Etude d'ethnographie ouvrière.*, 2001e éd., Paris, Editions des EHESS.

WHITE G. F. et HAAS J. E., 1975, *Assessment of research on natural hazards*, Boston, The MIT Press.

WHITE Gilbert F., 1973, « Natural hazards research » dans *Directions in Geography*, UK, Routledge.

WHITE Gilbert F., KATES Robert W. et BURTON Ian, 2001, « Knowing better and losing even more: the use of knowledge in hazards management », *Global Environmental Change Part B: Environmental Hazards*, 1 janvier 2001, vol. 3, no 3, p. 81-92.

WISNER Ben et LUCE Henry R., 1993, « Disaster vulnerability: Scale, power and daily life », *GeoJournal*, 1 juin 1993, vol. 30, no 2, p. 127-140.

WISNER Benjamin, 2016, « Vulnerability as Concept, Model, Metric, and Tool » dans *Oxford Research Encyclopedia of Natural Hazard Science*, UK, Oxford University Press.

YOUNES Mira, 2019, « Des savoirs situés à l'agentivité méthodologique. À partir d'un dispositif de travail domestique non libre à Beyrouth (Liban) », *Travailler*, 24 octobre 2019, vol. 42, no 2, p. 119-140.

ZANCHINI Edoardo, 2018, « La cura del territorio oltre l'emergenza », *il Mulino*, 2018, no 2/2018.

ZIZZARI Sara, 2015, « Percorsi incompiuti? L'Aquila: dalla tenda alle C.A.S.E. fino alla casa » dans *Fukushima, Concordia e altre macerie*, Firenze, Edit, p. 233-242.

ZUCCONI Francesco, 2012, « Tra estetica e politica. Il terremoto, le coincidenze del calendario e la strategia del male minore » dans *Sismografie. Ritornare a L'Aquila mille giorni dopo il sisma.*, Arcidosso (Gr), Effigi, p. 105-112.

ZULLO Francesco, 2017, « Urbanistica Informazioni » dans Francesco Domenico Moccia et Marichela Sepe (eds.), *Dalla diffusione insediativa alla città diffusa. Gli effetti del sisma sul policentrismo aquilano*, Roma, INU-Edizioni, vol. XXXXI.

ZULLO Francesco et ROMANO Bernardino, 2014, « The urban transformation of Italy's Adriatic coastal strip: Fifty years of unsustainability », *Land Use Policy*, 1 mai 2014, vol. 38, p. 26-36.

« Comune dell'Aquila - Emergenza, Piano di Protezione civile », 2021 https://www.comune.laquila.it/pagina1151_emergenza-piano-di-protezione-civile.html.

Comune dell'Aquila - I documenti del Commissario delegato per la Ricostruzione, 2010 https://www.comune.laquila.it/pagina600_i-documenti-del-commissario-delegato-per-la-ricostruzione.html.

Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015-2030 | UNDRR, https://www.undrr.org/publication/sendai-framework-disaster-risk-reduction-2015-2030, 29 juin 2015.

Table des photographies

Photographie 1 : de la « bonne distance » à acquérir via un cheminement exigeant. L'Aquila aujourd'hui, été 2024 44
Photographie 2 : Tract d'une assemblée contestataire « *Basta morire di disastri ambientali* » 51
Photographie 3 : Travaux d'aménagement des sous-services ou « tunnel intelligent » 54
Photographies 4 : Le centre-ville de L'Aquila en 2019 57
Photographie 5 : Carnet de thèse, premier séjour de terrain et premier entretien en 2017 68
Photograhies 6 : Déambulations en centre-ville à différentes époques 69
Photographie 7 : L'Aquila, au pied de la chaîne du Gran Sasso 78
Photographies 8 : Parcours panoramique de la biorégion de L'Aquila 80
Photographies 9 : Une portion du Corso Vittorio Emanuele II et des Portici 93
Photographies 10 : Quelques exemples de bâtiment d'époque fasciste 95
Photographies 11 : Techniques traditionnelles de construction parasismiques à L'Aquila 105
Photographies 12 : Quelques exemples de bâtiments historiques de L'Aquila avant le séisme. ..106
Photographies 13 : Monuments du quartier Santa Maria Paganica avant le séisme 122
Photographie 14 : la Fontana Luminosa 123
Photographies 15 : Vues du quartier San Marciano avant le séisme 124
Photographie 16 : Le bâtiment de l'ATER et le pont qui le surplombe 125
Photographie 17 : Horloge arrêtée à l'heure du séisme 131
Photographie 18 : Destruction dans les villages d'Onna et de Roio Piano 144
Photographie 19 : Écroulement de la Préfecture, bâtiment stratégique lors d'un événement catastrophique 148
Photographies 20 : Destructions dans le centre-ville 149
Photographies 21 : Destructions dans le quartier Santa Maria Paganica 150
Photographies 22 : Destructions dans le quartier San Giovanni 151
Photographie 23 : Les funérailles d'État des 309 victimes 159
Photographie 24 : Postes militaires aux points d'accès du centre-ville, quattro cantoni 160
Photographie 25 : Panneau et barrière marquant la Zone rouge de L'Aquila 160
Photographies 26 : Nouvelle signalétique 165
Photographies 27 : Scènes de camp, été 2009 172
Photographie 28 : La « *pietà* » de Silvio Berlusconi qui rassure une *terremotata* 196
Photographies 29 : Construction du Projet CASE, été 2009 208

Photographie 30 : Le village historique de Camarda et, en face, le complexe des CASE 216
Photographies 31 : Bâtiments du projet MAP 217
Photographies 32 : Artefacts « temporaires » vers Sant'Elia 219
Photographies 33 : Étayages en centre-ville de L'Aquila, en 2019 et 2020 221
Photographies 34 : Exemples de MUSP 232
Photographies 35 : Panoramas du quartier San Giovanni depuis le pont Belvédère avant sa démolition, 2021 238
Photographie 36 : Vue du quartier de Porta Barete, 2019 273
Photographie 37 : Travaux d'aménagement du *smart tunnel* dans une ruelle du centre-ville 280
Photographie 38 : Groupe de techniciens réunis au Parc Unicef en 2009 313
Photographies 39 : Action « YES WE CAMP » du Comité 3e32, juillet 2009 321
Photographie 40 : Première marche aux flambeaux de commémoration du tremblement de terre, « Verité et justice », 6 juillet 2009 322
Photographie 41 : Des soldats démantèlent une tente du camp de Piazza d'Armi, le 29 septembre 2009 325
Photographie 42 : Travaux collectifs de réhabilitation du local occupé du Parco del Sole 328
Photographie 43 : Copies du journal *il Cratere* 329
Photographie 44 : Inscription sur un mur de *CaseMatte*, hiver 2009 330
Photographie 45 : « *We have a dream L'Aquila* », une des manifestations des habitants du centre-ville, 2010 331
Photographies 46 : La manifestation du 14 février 2010 332
Photographies 47 : Le peuple des brouettes, février 2010 333
Photographies 48 : La manifestation des Aquilanais à Rome, le 7 juillet 2010 335
Photographie 49 : T-shirt maculé de sang à la des affrontements avec les forces de l'ordre pendant la manifestation 7 juillet 336
Photographies 50 : Présence massive des échafaudages dans le nouveau paysage de la ville 338
Photographie 51 : Photographie exposée le long du Corso Vittorio Emanuele en 2012 341
Photographie 52 : Exposition de portraits le long du Corso Vittorio Emanuele 342
Photographies 53 : Exposition affichée en centre-ville dans le cadre de l'initiative Off Site Art 343
Photographie 54 : Le *Tendone* avec son slogan : *Riprendiamoci la città*, 2011 354
Photographies 55 : Festival de la participation, 2017 364
Photographie 56 : The construction site, 2009 378
Photographie 57 : EVA with the Pescomaggiore village on the background 378
Photographie 58 : Straw production into EVA 381

Photographie 59 : Crop production into EVA 381
Photographies 60 : Abandon de sites du projet CASE inutilisés, 2025.....391
Photographie 61 : Campagne « Scuole sicure » de l'ONG ActionAid en 2019 394
Photographies 62 : Exemples de changement d'usage d'appartements en centre-ville à destination de l'accueil touristique.....397

Table des cartes

Carte 1 : L'Aquila, au centre de l'Italie et aux pieds des Apennins 21
Carte 2 : États d'avancement des chantiers de la reconstruction du centre-ville (2012 et 2016) 53
Carte 3 : La région des Abruzzes et la province de L'Aquila 78
Carte 4 : La commune de L'Aquila 79
Carte 5 : *Atlas identitaire du système de peuplement de L'Aquila* 81
Carte 6 : L'agglomération de L'Aquila 83
Carte 7 : Principales fonctions administratives, infrastructurelles, universitaires, culturelles, industrielles et militaires de l'agglomération de L'Aquila 84
Carte 8 : Principales fonctions administratives, infrastructurelles, universitaires, culturelles, industrielles et militaires du centre-ville de L'Aquila 85
Carte 9 : Niveaux de dangerosité sismique du territoire italien 86
Carte 10 : Les territoires et les quatre quartiers de fondation de L'Aquila 89
Carte 11 : Évolution de la consommation du sol de l'agglomération de L'Aquila des années 1950 à 2013 97
Carte 12 : Le quartier de Santa Maria Paganica 120
Carte 13 : Le quartier de San Giovanni 121
Carte 14 : Intensité des effets du séisme et communes du Cratère sismique 143
Carte 15 : Localisation des victimes du séisme 145
Carte 16 : Localisation des victimes du séisme dans le centre-ville de L'Aquila 146
Carte 17 : Habitabilité des bâtiments de l'agglomération de l'Aquila après le séisme 154
Carte 18 : Habitabilité des bâtiments du centre-ville de L'Aquila après le séisme 155
Carte 19 : Vulnérabilité des bâtiments du centre-ville de L'Aquila 157
Carte 20 : Emprise de la Zone rouge établie par la commune de L'Aquila 161
Carte 21 : Les neuf zones homogènes du Cratère 162
Carte 22 : zones d'hébergements identifiées aux alentours de l'Aquila 170
Carte 23 : Localisation et nombre de logements des projets CASE 204
Carte 24 : Implantation des projets CASE et temps d'accès au centre-ville 209
Carte 25 : Synthèse des implantations des CASE, MAP et MUSP sur le territoire de L'Aquila ... 213
Carte 26 : Origine des nouveaux habitants des CASE. La « diaspora des Aquilanais » 230
Carte 27 : Secteurs et agrégats du centre-ville de L'Aquila 263
Carte 28 : Re-paramétrisation du centre-ville en 2010 272

Table des tableaux

Tableau 1 : Nombre d'entretiens réalisés entre 2017 et en 2019 par groupes identifiés....62
Tableau 2 : Thématiques utilisées pour le canevas des entretiens....67
Tableau 3 : Réunions publiques observées....70
Tableau 4 : Le corpus de littérature grise analysée....71
Tableau 5 : Les principaux tremblements de terre de L'Aquila depuis sa fondation....88
Tableau 6 : Les principaux plans d'urbanisme de L'Aquila du début du XX^{e} siècle....98
Tableau 7 : La consommation de sol des années 1950 à aujourd'hui....100
Tableau 8 : Typologie des bâtiments historiques de L'Aquila....104
Tableau 9 : Dépenses moyennes des étudiants inscrits à l'Université de L'Aquila en 2009....113
Tableau 10 : Indicateurs de comparaison entre les quartiers....119
Tableau 11 : Synthèse des contrôles d'habitabilité effectués après le séisme....153
Tableau 12 : Actions menées par la Protection civile....168
Tableau 13 : Échelles et liste des structures intervenant dans la première phase de la reconstruction de L'Aquila (2009-2012)....193
Tableau 14 : Opérations et projets co-financés par le FSUE....206
Tableau 15 : Les deux parties de la fiche paramétrique....250
Tableau 16 : Secteurs d'intervention du centre de L'Aquila....262
Tableau 17 : Principaux instruments de planification élaborés à L'Aquila après le séisme....268
Tableau 18 : Les 42 comités citoyens recensés pendant la recherche....309
Tableau 19 : Les principales manifestations entre 2009 et 2011....323
Tableau 20 : Relations entre espaces, valeurs et acteurs....357

Table des figures

Figure 1 : Le cycle du *Disaster capitalism* mis en relation avec celui de la gestion du risque de catastrophe 39

Figure 2 : L'Aquila au XVI^e siècle 90

Figure 3 : Plan de L'Aquila avant le tremblement de terre de 1703 91

Figure 4 : Extraits du Plan régulateur général de 1975 de L'Aquila 99

Figure 5 : La dispersion du système urbain de L'Aquila 101

Figure 6 : Évolution de la répartition spatiale des classes de vulnérabilité sociale en Italie de 1991 à 2011 108

Figure 7 : Répartition spatiale des facteurs de vulnérabilité âge, emploi, éducation et anthropisation en Italie 109

Figure 8 : Exposition aux alea sismiques en Italie 110

Figure 9 : Proportion d'individus travaillant dans le tertiaire et le commerce dans la commune de L'Aquila 113

Figure 10 : Comparaison d'indices démographiques et sociaux de L'Aquila et d'Heidelberg en 2012 114

Figure 11 : Chronologie de la période d'urgence 131

Figure 12 : Intensité du séisme du 6 avril 2009 132

Figure 13 : Modélisation de la faille de Paganica, activé lors du tremblement de terre de 2009 ..133

Figure 14 : Tendance temporelle de la sismicité du 01/01/2008 au 30/04/2009 dans une zone de 30 km autour de L'Aquila 134

Figure 15 : « Catalogue paramétrique des tremblements de terre italiens » : webSIG de la sismicité en Italie depuis 1005 135

Figure 16 : Extrait de l'édition du soir du journal Il Centro à propos de la secousse du 5 avril...139

Figure 17 : Unes de journaux nationaux du 6 avril 2009 141

Figure 18 : Répartition des classements d'habitabilité des bâtiments dans la commune de l'Aquila après le séisme 153

Figure 19 : Gouvernance des derniers importants séismes italiens 164

Figure 20 : Organigramme du département de la Protection civile 167

Figure 21 : Évolution du nombre de forces d'intervention à l'Aquila 167

Figure 22 : Chronologie de la première phase de reconstruction 187

Figure 23 : *Disaster risk management cycle* 188

Figure 24 : Diagramme en hélice de la gestion du désastre 189

Figure 25 : Modèle de *recovery* de L'Aquila 190

Figure 26 : Les acteurs de la reconstruction de L'Aquila....192
Figure 27 : Synthèse du décret « Abruzzo » du 28 avril 2009....198
Figure 28 : Organigramme des acteurs intermédiaires de la gestion de la reconstruction....198
Figure 29 : Schéma de fonctionnement du COC pour la gestion locale des urgences....200
Figure 30 : Modèle des structures du projet CASE....207
Figure 31 : Situation du relogement des sinistrés jusqu'en février 2011....228
Figure 32 : Modes de gestion des deux phases de la reconstruction....244
Figure 33 : Gouvernance de l'urgence pendant la phase ordinaire....247
Figure 34 : Précédente gouvernance de l'urgence pendant la phase ordinaire....249
Figure 35 : Portail « OpenData Ricostruzione » : évolution des dépenses de reconstruction....259
Figure 36 : État d'avancement de la reconstruction publique dans la commune de L'Aquila....260
Figure 37 : Portail OpenData Ricostruzione : comparaison des données de reconstruction des quartiers de Santa Maria Paganica et San Giovanni....260
Figure 38 : Un îlot constitué de plusieurs aggrégats et un îlot constitué d'un seul aggrégat....263
Figure 39 : Secteurs d'intervention pour la réalisation du *smart tunnel*....278
Figure 40 : Schéma du *smart tunnel*....278
Figure 41 : Périmètre de l'*asse-centrale* de la reconstruction....279
Figure 42 : Ongoing projects and types of projects in the document « The new L'Aquila Smart City guidelines »....296
Figure 43 : Distribution of SC projects in L'Aquila....296
Figure 44 : Tract d'une rencontre animée par les comités de *technici*, octobre 2009....317
Figure 45 : Tract pour le rassemblement du 29 septembre 2009....327
Figure 46 : Tract pour l'ouverture du premier *Centro sociale CaseMatte*, octobre 2009....330
Figure 47 : Tract pour la manifestation à Rome du 7 juillet....334
Figure 48 : Tract distribué lors de la manifestation du 20 novembre 2010....337
Figure 49 : Carte des lieux de la participation....352
Figure 50 : Tract distribué lors de la campagne 100% reconstruction....355
Figure 51 : Questionnaire distribué par le groupe CAsA lors des activités de participation de l'Assemblé citoyenne en 2011....359
Figure 52 : Deux initiatives de rénovation urbaine « par le bas », proposées par l'*Urban Center* dans le quartier San Marciano....367
Figure 53 : Location of Pescomaggiore, in the Abruzzi region....374
Figure 54 : État d'avancement des travaux des école en 2025....393
Figure 55 : *Il Messaggero*, article du 3 février 2024....395

Table des matières

Remerciements 7
Principaux sigles et acronymes 9
Sommaire 11
Prologue 15
Partie 1. Déterritorialisation et vulnérabilités : les racines de la catastrophe 17
Introduction de la première partie 19
a. Introduction théorique 19
a.1. Objectifs 22
a.2. Problématique 22
a.3. Hypothèses 29
a.4. Sortir de la neutralité axiologique : approche anarchiste et positionnalité féministe 31
a.5. Cadre théorique : vers une vision politisée de la catastrophe 34
a.6. *Disaster capitalism* : vers une économie politique de la catastrophe 38
a.7 Structure de la thèse 41
b. Enquêter sur la reconstruction post-séisme à L'Aquila : un terrain non choisi 43
b.1. Un cheminement épistémologique et un cheminement de vie : le choix d'un DIY (*do it yourself*) méthodologique 45
b.2. Déroulement des séjours sur un terrain intime : « *le cœur chaud et la tête froide* » 46
b.3. Retours à L'Aquila. Trois terrains de recherche 48
b.4. Du récit personnel à une méthodologie ancrée fondée sur les entretiens : les carnets et les observations des transformations en cours 57
Chapitre I. La ville tiraillée : déterritorialisation et développement 75
Introduction 75
I.1. L'Aquila : situation géographique d'une ville-territoire 77
I.1.1. Une ville de montagne : source de marginalité ? 78
I.1.2. Le cœur de la ville : centre administratif et universitaire avant tout 83
I.1.3. Territoire et séismes : un lien historique 86
I.2. Une ville historique prise entre patrimonialisation et développement 88
I.2.1. Une relation centre-périphérie fondatrice 89
I.2.2. Mutations urbaines, économiques et sociales de l'époque moderne jusqu'au début des années 2000 : étalement, dispersion, érosion… et abandon du centre-ville 92
I.2.3. L'Aquila : métropole inachevée 102
I.2.4. L'Aquila : une ville monumentale donc vulnérable 103
I.3. La vulnérabilité sociale générale du territoire italien 107
I.3.1. Une population décroissante et âgée 110
I.3.2. Un système économique fragile : la tertiarisation du centre-ville 111
I.3.3. Le paradoxe de l'éducation 116
I.4. Déterritorialisation et vulnérabilité à l'échelle de deux quartiers-test : Santa Maria Paganica et San Giovanni. 118
I.4.1. Santa Maria Paganica : un quartier monumental 122
I.4.2. San Giovanni et *il vicolaccio* 123

Conclusion 126
Chapitre II. Histoire d'un tremblement de terre comme les autres 129
Introduction 129
II.1. Le séisme du 6 avril 2009 131
II.1.1. L'essaim sismique : précurseur de la catastrophe ? 134
II.1.2. La secousse du 30 mars : climat social et communication du risque 136
II.1.3. *Nessun dorma !* : trois secousses pour détruire une ville 138
II.2. Le bilan humain et matériel : L'Aquila dévoile ses vulnérabilités 142
II.2.1. Géographie des espaces touchés par le séisme 142
II.2.2. Comptabiliser les victimes : constater la vulnérabilité 145
II.2.3. La ville et ses ruines 148
II.2.4. Inspections, classification et évaluation pour un bilan humain et matériel 152
II.2.5. Effets de site et endommagement : une question de géographie urbaine 156
II.3. L'espace-temps de l'urgence : l'état d'exception 158
II.3.1. La gestion de crise : l'entrée dans un régime dérogatoire 159
II.3.2. Le rôle central de la Protection civile 165
II.3.3. La « gestion des rescapés » 170
II.3.4. La *campizzazione,* le camp comme mode de vie 171
II.3.5. La régulation des flux de *terremotati* 173
Conclusion 174
Conclusion de la première partie : l'exceptionnalité du tremblement de L'Aquila, une illusion d'optique ? 177
Partie 2. Les trois reconstructions : la ville d'urgence, la ville ordinaire, la ville *smart* 179
Introduction de la deuxième partie 181
Chapitre III. La (re)construction d'urgence : « *dalle tende alle CASE* », un pas de plus vers la déterritorialisation de L'Aquila 183
Introduction 183
III.1. Des modèles internationaux de la gestion de la catastrophe à la réalité opérationnelle à L'Aquila : un transfert manqué 187
III.2. Panorama des acteurs de la reconstruction 191
III.2.1. La gestion de la post-catastrophe à l'échelle nationale : médiatisation d'un objectif politique 194
III.2.2. La nouvelle structure intermédiaire et le commissaire délégué 197
III.2.3. Contexte politique et administratif local 199
III.3. Le projet CASE : re-fonder la ville 203
III.3.1. Origine et financement du projet CASE 203
III.3.2. Maison ou abri ? La typologie problématique du projet CASE 206
III.3.3. Originalité du projet CASE 210
III.4. Des acteurs aux objectifs contradictoires : négociations, conflits et oppositions à la gestion de la reconstruction 212
III.4.1. Jeux d'acteurs entre échelles nationale et locale : entre conflit et collaboration 212
III.4.2. Les urbanistes … contre le CASE 222

III.5. « Management » des populations dans l'assignation des appartements du projet CASE : entre efficience et improvisation 225
III.5.1. Habiter les CASE en « exilés locaux » 229
III.5.2. Les MUSP : le retour à la « normalité » des écoliers 231
Conclusion 232
Chapitre IV. Récits de reconstruction ordinaire : au-delà des modèles 237
Introduction 237
Quels récits pour quels acteurs ? 239
Méthodologie d'analyse des récits 242
IV.1. Le « récit de dévoilement », l'efficience scientifique sans l'efficacité urbanistique : la reconstruction comme bonne gestion financière par des procédures claires 243
IV.1.1. STM et USRA : deux tentatives d'interfaces techniques avec l'État 246
IV.1.2. La « *filiera* » et « le modèle paramétrique » : deux méthodes de reconstruction en confrontation 248
IV.1.3. La multiplication des normes 251
IV.2. Le « récit de domination », se réapproprier et dominer le risque et l'incertitude : la reconstruction comme maintien du *statu quo* 252
IV.2.1. *Prima le case, poi le chiese* : reconstruire en priorité les logements privés 253
IV.2.1. La reconstruction privée des maisons classées A et B : entre subvention et indemnisation 255
IV.2.2. Les consortiums : la gestion par le privé des moyens publics 256
IV.2.3. L'absence de planification et de programmation : une reconstruction en « taches de léopard » 261
IV.2.4. Le financement d'une reconstruction intégrale : « terrain » de négociation d'un consensus local 264
IV.3. Le « récit de perfectionnement », mille plans, aucune planification : la reconstruction comme dystopie urbaine 266
IV.3.1. « *Com'era dov'era* » : un modèle ? 270
IV.3.2. Une reconstruction sans tête ? La reconstruction privée extension de la production de la ville néolibérale 274
IV.4. Le « récit démiurgique » : la reconstruction comme infrastructure pour une utopie urbaine technologique 276
IV.4.1. Aménager pour mieux attirer les investissements. L'exemple du *smart tunnel* 277
Conclusion 282
Chapitre V. Under the smart city paradigm : the social and spatial transformation of L'Aquila city centre 285
Introduction 285
Methodology 286
V.1. Smart city : a discourse 287
V.1.1. Smart city paradigm as neoliberal city model 288
V.1.2. Is SC a paradigm ? 288
V.1.3. The reified city and the laboratory-city : representations 289
V.1.4. Recovering or repairing ? 290
V.1.5. Post-disaster L'Aquila : three parallel reconstruction processes 290

V.2. L'Aquila smart city : national inter-governmental and local level projects....291
V.3. Even at local level : smarter is better....292
V.4. The impact of SC model on L'Aquila reconstruction....293
V.5. A techno-centred transformation of a territory....293
Conclusion....297
Conclusion de la deuxième partie : une ville, trois reconstructions ?....299
Partie 3. La reconstruction « sociale » : tentatives de reterritorialisation des habitants....301
Introduction de la troisième partie....303
Chapitre VI. Les habitants organisés en comités citoyens : la quête d'une « reconstruction sociale »....305
Introduction....305
VI.1. Naissance des *Comitati* : objectifs et composition....308
VI.1.1. Les comités de *tecnici* : la mise à l'écart des « savoirs institutionnels » locaux....312
VI.1.2. YES WE CAMP : les comités face à la gestion de l'urgence....318
VI.2. La prise de l'espace public : occupations, manifestations et actions artistiques....322
VI.2.1. La période des grandes manifestations, 2009-2011....323
VI.2.2. Trouble dans la narration étatique : les Aquilanais contre le démantèlement des camps....325
VI.2.3. L'occupation de *CaseMatte* : autogestion et reconstruction sociale....327
VI.2.4. La révolte des brouettes : prendre en main la reconstruction matérielle « par le bas »....331
VI.2.5. Les *terremotati* face à la violence d'État : la manifestation du 7 juillet à Rome....334
VI.2.6. Les échafaudages : support de l'imaginaire face à la ville-vide....337
Conclusion....344
Chapitre VII. La participation, seule démocratie possible ? L'institutionnalisation des comités....345
Introduction....345
VII.1. Qui participe dans la ville post-catastrophe ?....349
VII.1.1. L'*Assemblea Cittadina* et la Campagne 100% : entre démocratie directe et les nouveaux mots d'ordre du politique négocié....354
VII.2. Statut Communal de la participation, bilan participatif, les projets du CartoLab-UnivAq : réception des instances de participation au niveau local....356
VII.3. Les Festivals de la Participation : observations sur un dispositif d'acceptabilité....362
VII.4. L'*Urban Center* et son nouvel engagement urbain....364
Conclusion....368
Chapitre VIII. The ecovillage of Pescomaggiore (L'Aquila) : birth and death of a self-determined post-disaster community (2009 - 2014)....371
Introduction....371
VIII.1. Post-disaster ecovillages : an underexplored topic....374
VIII.2. Methodology....375
VIII.3. Results....376

VIII.3.1. Phase 1, the construction of EVA, August 2009 : first steps toward a common life into EVA 376
VIII.3.2. Phase 2, ecovillagers settle into EVA : Further conflicts arising within the EVA community 379
VIII.3.3. Phase 3, collective life, traditional agriculture and local knowledge : strengthening bonds with the material and immaterial heritage of Pescomaggiore 380
VIII.3.3.1. Mounting discontent among ecovillagers 380
VIII.3.4. Phase 4, further steps toward the self-institutionalization into EVA : Misa and a polarized decision-making process 382
VIII.3.5. Phase 5 : the death of EVA and the ideology of the earthquake as an opportunity 383
Discussion and conclusions 384
Conclusion de la troisième partie : quelle place pour les habitants de L'Aquila dans la reconstruction ? 387
Conclusion générale 389
Qu'en est-il du projet CASE ? 390
Les écoles, l'éternel temporaire : quinze ans d'école publique dans les préfabriqués 392
Les touristes à la place des étudiants ? 395
Limites et ouvertures possibles 398
Références bibliographiques 401
Table des photographies 444
Table des cartes 447
Table des tableaux 448
Table des figures 449
Table des matières 451
Annexes 457
Annexe 1. Un risque sous-estimé ? La controverse de l'Aquila 459
Annexe 2. Les 309 victimes du séisme 461
Annexe 3. Liste des entretiens 465
Poèmes 469

Annexes

Annexe 1. Un risque sous-estimé ? La controverse de l'Aquila

Peu avant la réunion, le sous-directeur de la protection civile annonce aux médias qu'il n'y avait rien à craindre et que ces secousses traduisaient simplement un « *déchargement d'énergie* ». Il affirme que les experts et scientifiques excluent la possibilité d'un séisme majeur et « *rassurent* » les habitants (Ciccozzi, 2013). Il invite les habitants à rester chez eux et « *boire un verre de Montepulciano d'Abruzzo* » (De Bernardinis, 2009).

Cette Commission représente une exception dans le panorama des organisations de protection et prévention des risques au niveau européen. C'est un organe scientifique interne à la Protection civile italienne composée de vulcanologues, sismologues et géologues, qui effectuent une activité de mesure constante de l'activité terrestre. La CRM a une fonction technique d'évaluation du risque. Son avis représente la plus haute autorité pour appuyer les décideurs publics en matière de prévention et prévision.

Les membres de la CRM seront jugés au cours d'un procès dans lequel le comité des Familles des victimes a participé en tant que partie civile. Le procès a été construit sur le travail de l'anthropologue Antonello Ciccozzi a l'appui de la thèse que le « *rassurisme* » fallacieux voire « *désastreux* » (Picuti, 2010) de l'avis du CRM aurait été à l'origine d'une mauvaise évaluation du risque de la part de la population qui a trouvé la mort lors du 6 avril. C'est donc par « *négligence communicative* » (Ciccaglione, 2023, p. 239) que la CRM a été condamné en première instance. En soutenant l'imprévisibilité du tremblement de terre d'une part et en rassurant les habitants d'autre part, ils ont laissé entendre l'absence d'un risque de tremblement de terre majeur (Alexander, 2010, 2014 ; Ciccozzi, 2022, p. 12).

Les membres du CRM ont été condamnés en première instance, provoquant une forte réaction de la « *communauté scientifique* » mondiale (Benessia, De Marchi, 2017).

Dans ce qui deviendra « L'Aquila *trial* » (Alexander, 2014) se déclenche, la communauté scientifique internationale et nationale des géosciences exprime son indignation face à l'inculpation, au procès et à la condamnation des scientifiques, par le biais de lettres, d'articles et de pétitions adressés aux principales revues scientifiques et aux médias. Les scientifiques ont en effet été jugés responsables d'une « erreur » de communication. De fait, le propos chef de la Protection civile étaient en discordance avec les principes de l'information préventive (Imperiale et Vaclay 2018).

Les scientifiques ont d'ailleurs été acquittés en appel, contrairement au chef de la Protection civile, condamné à deux ans de prison pour la mort de certaines victimes (acquitté en revanche pour d'autres). Un article de Ciccozzi (2022) rapporte en particulier des extraits de témoignages du procès. Dans les écoutes téléphoniques mise en place lors d'une enquête judiciaire sur les fonds pour les championnats du monde de natation dont la PC était gestionnaire, le directeur de la Protection civile demande quel doit être le discours de la CRM, sans même avoir consulté les scientifiques :

« *Une réunion* [du CRM] *sur cet essaim sismique se tiendra à L'Aquila afin de faire taire les imbéciles, de calmer les conjectures, les inquiétudes, etc.* [...] *Eux, qui sont les meilleurs en matière de tremblements de terre, diront : dans une situation normale, ils [les tremblements] sont des phénomènes qui se produisent, et il vaut mieux qu'il y ait 100 tremblements de 4 sur l'échelle de Richter plutôt que rien, parce que 100 tremblements de terre servent à libérer de l'énergie, et donc il n'y aura jamais le grand, celui qui fait vraiment mal.* [...] *Maintenant, décidez où se tiendra cette réunion demain et faites savoir qu'il y aura une réunion, et que ce n'est pas parce que nous avons peur ou que nous sommes inquiets, mais parce que nous voulons rassurer et calmer les gens.* » (Tribunal dell'Aquila, 2012, p. 152).

Ici prend naissance ce qu'on peut considérer comme une véritable controverse scientifique : une arène (Callon et al., 2001) de discussion qui traverse le champ scientifique sur les questions de prédictibilité des séismes et déborde ces marges par l'usage proprement politique de l'information (produite, élaborée, diffusée) qui laisse transparaître les valeurs sous-jacentes aux choix qui en découlent. Dans le débat international qui a suivi, connu comme « L'Aquila *trial* » certains ont considéré que la Science elle-même était attaquée, évoquant, dans le contexte italien, certains des précédents les plus troublants et historiquement emblématiques de l'obscurantisme de l'Église catholique, tels que la persécution de Galilée et de Giordano Bruno. Un excès de simplification du contexte a généré un débat stéréotypé et polarisé entre ceux qui prenaient le parti de la science « neutre » où les controverses, les conflits et les incertitudes au lieu d'être prises aux sérieux, sont évacuées et réduite aux données scientifiques (Benessia, De Marchi, 2017) et ceux qui auraient des positions anti-scientifiques. Ni la Science ni les scientifiques ne sont donc pas responsables des conséquences de leurs affirmations ? Le poids politique (Pestre, 2006 ; Latour, 2004) que « la science » et les scientifiques ont pris dans une société du risque (Beck, 1998) génératrice de catastrophe (Wisner, 2017), ne laisse aucun doute quant à l'importance d'une autoréflexion sur ce rôle et la fonction du savoir dans la continuation d'un projet de société. L'analyse de ce cas proposé par Imperiale et Vaclay (2018) montre clairement l'inadéquation de la gestion du risque, en particulier sa communication, quant aux objectifs de DRR (*disaster risk reduction*) préconisé par les instances internationales, les expertises sur les catastrophes en ignorant les aspects sociaux-économique et culturels ainsi que le réel état structurel de la ville. En outre, l'article met en évidence comme pour la Protection civile l'alerte soit une question de « *contrôle public* » (*Ibid.*). La persistance d'autres rationalité (Ciccozzi, 2022) en lien avec les vécus, les sensibilités et savoir sensibles ainsi que les mémoires de ceux qui subissent l'hégémonie du savoir en tant que pouvoir prôné par les technocrates de la catastrophe, témoigne d'un besoin de repolitiser les visions, les analyses et les actions qui font suite aux désastres. Nous verrons comment l'approche techno-centrée issue d'une pensée ingénieristique a marqué non seulement la gestion de la catastrophe mais aussi mis en doute sa possibilité de réparation (Centemeri et al., 2020).

Annexe 2. Les 309 victimes du séisme

Abdija Nurije
Ajrulai Alena
Alessandri Carmine
Alloggia Silvana
Aloisi Anna
Alviani Marco
Andreassi Irma
Andreassi Loreto
Andreassi Maria Antonella
Antonacci Giuseppa
Antonini Genny
Antonini Giusy
Antonini Maurizio
Antonini Stefano
Antonucci (Suor Gemma) Maria Assunta
Ascaride Paolo
Bafile Vittorio
Balassone Silvana
Basile Anna
Bassi Agata
Battista Ines
Belfatto Angela
Berardi Achille
Berardini Giovanna
Bernardi Gaetano
Bernardi Loredana
Bernardi Maria Pia
Berti Valentina
Bianchi Nicola
Biasini Giovanni
Biondi Elisabetta
Bobu Darinca
Bolognese Calvi Angela
Bonanni Anna Bernardina
Borrelli Margherita
Bortoletti Daniela
Boshti El Sajet
Bronico Sara
Brunelli Giulio
Bruno Berardino
Bruno Filippo Maria
Brusco Luisa
Calvisi Maria
Calvitti Massimo
Canu Antonica
Capasso Iolanda
Capuano Luciana
Carletto Cantalini Lidia
Carli Annamaria
Carli Augusto
Carnevale Giulia
Carosi Claudia
Carpente Giovannino
Cavagna Marco
Cellini Luigi
Centi Antonio
Centi Ludovica
Centi Pizzutilli Rocco
Centofanti Davide
Cepparulo Teresa
Cervo Francesca
Chernova Marija
Chiarelli Achille
Chiavaroli Giuseppe
Cialfi Loris
Cialone Katia
Ciancarella Elvezia
Cicchetti Adalgisa
Cimini Anna
Cimorroni Concetta
Cinque Lorenzo
Cinque Davide
Cinque Matteo
Ciocca Elena
Ciolli Danilo
Cirella Chiarina
Ciuffini Dario
Ciuffini Nadia
Ciuffoletti Fernanda
Cocco Anna
Colaianni Ada Emma
Colaianni Antonina
Colaianni Daniele

Colaianni Dora

Colaianni Elisa

Colaiuda Vincenzo

Colonna Tonino

Compagni Giovanni

Cora Alessandra

Cora Antonella

Corridore Rocco

Cosenza Giovanni

Costantini Luigia

Cristiani Armando

Cruciano Angela Antonia

Cupillari Andrea

D'amore Osvaldo

D'Andrea Vinicio

D'Antonio Giannina

D'Ercole Alfredo

D'Ercole Simona

D'Ignazio Assunta

Dal Brollo Alice

Damiani Giovanna

De Angelis Jenny

De Angelis Lisa

De Felice Alexandro

De Felice Antonio

De Felice Fabio

De Felice Lorenzo

De Iulis Luigi

De La Cruz De Acero Corsina Roberta

De Nuntiis Maria Giuseppa

De Paolis Anna Maria

De Santis Angelina

De Vecchis Panfilo

De Vecchis Pasquale

De Vecchis Sara

Del Beato Maria Laura

Del Beato Marisa

Deli Serafina

Della Loggia Lorenzo

Di Battista Giuliana

Di Battista Martina Benedetta

Di Cesare Luca Maria

Di Filippo Rosina

Di Giacobbe Maria

Di Marco Paolo

Di Marco Stefania

Di Pasquale Alessia

Di Pasquale Alessio

Di Silvestre Gabriele

Di Simone Alessio

Di Stefano Domenica

Di Stefano Odolinda

Di Vincenzo Caterina

Donati Delfino

Dottore Corrado

Elleboro Liliana

Enesoiu Adriana

Esposito Andrea

Esposito Francesco

Fabaro Patrizia

Fabi Domenica

Ferella Delia Solidea

Ferrauto Filippo

Fioravanti Claudio

Fiorentini Liliana

Fiorenza Elpidio

Franco Rosalba

Frati Mauran

Fusari Luisa

Gasperini Vilma

Germinelli Chiara

Germinelli Giuseppina

Germinelli Micaela

Germinelli Rosa

Ghiroceanu Antonio Ioavan

Ghiroceanu Laurentiu Costantin

Giallonardo Aurelio

Giannangeli Riccardo

Giannangeli Salvatore

Giannangeli Vincenzo

Gioia Piervincenzo

Giugno Francesco

Giugno Luigi

Giustiniani Armando

Grec Marina

Guercioni Alberto

Hamade Hussein

Hasani Demal

Hasani Refik

Ianni Franca

Iavagnilio Michele

Iberis Maria Incoronata

Innocenzi Piera

Iovenitti Tommaso

Iovine Carmelina

Italia Giuseppe

Koufolias Vassilis

Lannutti Ivana

Leonetti Maria

Liberati Vezio

Liberati Vincenzo

Lippi Giovanna

Lippi Giuseppe

Lisi Pasqualina

Lomarco Walter Luis

Longhi Laura

Lopardi Lolli Lidia

Loretelli Maria

Lunari Luca

Magno Ada

Marchione Francesca

Marcotullio Bruno

Marcotullio Elide

Marcotullio Maria

Marotta Carmine

Marrone Lina Loreta

Marrone Maria Fina

Marrone Maria Gilda

Marzolo Giuseppe

Massimino Patrizia

Mastracci Luana

Mastropietro Luisa

Mazzarella Anna

Mazzeschi Valeria

Micarelli Carlo

Miconi Giuseppe

Migliarini Roberto

Mignano Maria Civita

Milani Francesca

Monti Vicentini Erminda

Moscardelli Federica

Muntean Silviu Daniel

Muzi Liberio

Muzi Lucilla

Nardis Cesira Pietrina

Natale Maurizio

Negrini Vincenza

Nouzovsky Ondreiy

Olivieri Francesca

Olivieri Francesco

Orlandi Argenis Valentina

Osmani Valbona

Pace Ezio

Pace Flavio

Pacini Arianna

Palumbo Suor Anna

Paolucci Maria Gabriella

Papola Arturo

Papola Elena

Papola Mario

Parabok Anna

Parisse Domenico

Parisse Domenico

Parisse Maria Paola

Passamonti Fabiana Andrea

Pastorelli Aleandro

Pastorelli Sonia

Persichitti Sara

Pezzopane Benedetta

Pezzopane Iole

Pezzopane Susanna Maria Celeste

Pezzopane Tommaso

Placentino Ilaria

Puglisi Paola

Puliti Andrea

Rambaldi Ilaria

Ranalletta Rossella

Ranieri Oreste

Ricci Pierina

Ricci Suor Lucia-Rosina

Romano Carmen

Romano Elvio

Romano Giustino

Romualdo Maurizio Rocco
Rosa Antonina
Rossi Michela
Rossi Valentina
Rotellini Silvana
Russo Annamaria
Sabatini Serenella
Salcuni Martina
Salvatore Antonio
Santilli Anna
Santosuosso Marco
Sbroglia Edvige
Scimia Maria
Scipione Serena
Sebastiani Lorenzo
Semperlotti Maria Grazia
Sferra Ernesto
Sidoni Emanuele
Sidoni Emidio
Silvestrone Vittoria
Smargiassi Francesco
Spagnoli Assunta
Spagnoli Flavia
Spagnoli Sandro
Spaziani Claudia
Sponta Aurora
Strazzella Michele
Tagliente Vittorio
Tamburro Giuliana
Tamburro Marino
Terzini Enza
Testa Evandro
Testa Ivana
Tiberio Noemi
Tomei Paola
Troiani Raffaele
Turco Giuliana
Urbano Maria
Valente Mario
Vannucci Matteo
Vasarelli Giuseppina
Vasarelli Vittoria
Vecchioni Dante
Verzilli Paolo
Visione Daniela
Vittorini Fabrizia
Zaccagno Armelio
Zaninotto Sergio
Zavarella Roberta
Zelena Marta
Zingari Guido
Zugaro Giuseppina

Annexe 3. Liste des entretiens

Num.	Prénom - Nom	Rôle institutionnel	Date -Lieu
1	Betty Leone	Syndicaliste, ajointe à la Culture, commune de L'Aquila	28/02/2017- L'Aquila
2	Marino Bruno	Architect/urbaniste expert de la mairie de L'Aquila	03/05/2017 - L'Aquila
3	Fabio Fracassi	Architecte, responsable technique de l'ANCE	11/05/2017 - L'Aquila
4	Pier Luigi Properzi	Professeur d'architecture à l'Université de L'Aquila, conseiller municipal de L'Aquila, président de l'INU	12/05/2017 - L'Aquila
5	Daniel Caramanico	Architecte, responsable du Comité ViviamoLaq	25/05/2017 - L'Aquila
6	Marco Morante	Architecte, responsable du Comité Collettivo 99	31/05/2017 - L'Aquila
7	Stefano Palumbo	Ingénieur, conseiller municipal de L'Aquila	20/02/2018- L'Aquila
8	Anna Tozzi	Professeure de mathématique à l'Université de L'Aquila, experte *Smart city*	03/10/2018 - L'Aquila
9	Fabio Graziosi	Professeur d'informatique à L'Université de L'Aquila, *Smart city*	03/10/2018 -L'Aquila
10	Antonio Perrotti	Architecte, fonctionnaire régional à Abbruzzo Engineering, responsable du Comité Comitatus Aquilanus	08/10/2018 - L'Aquila
11	Giulia Tomassi	Opératrice culturelle, présidente de l'*Urban Center*	17/10/2018 - L'Aquila
12	Claudia Faraone	Architecte, IUAV Venise, membre du Comité Collettivo 99	18/10/2018 - L'Aquila
13	Valeria Baglioni	Architecte, fondatrice de la coopérative Metis, membre du Comité Policentrica	22/10/2018 -L'Aquila

14	Fabio Pelini	Professeur de lycée, adjoint à la Participation de la commune de L'Aquila	25 -31/10/2018 - L'Aquila
15	Pietro Di Stefano	Ingénieur, adjoint à la Reconstruction de la commune de L'Aquila	25/10/2018 - L'Aquila
16	Ludovico Iovino	Ingénieur, GSSI - *smart city*	30/10/2018 - L'Aquila
17	Chiara Santoro	Architecte/ingénieur, bureau de la Reconstruction publique, commune de L'Aquila	31/10/2018 - L'Aquila
18	Mauro Dolce	Ingénieur, responsable du projet CASE	02/11/2018 - Roma
19	Michele Flammini	Ingénieur, GSSI - *smart city*	13/11/2018 - L'Aquila
20	Achille Santoro	Ingénieur en communication, expert dans la « cabine de régie » de la *smart city*, commune de L'Aquila	14/11/2018 - L'Aquila
21	Vittorio Fabrizi	Ingénieur, fonctionnaire du bureau de la Reconstruction de la commune de L'Aquila	16/11/2018 - L'Aquila
22	Giovanni Lucarelli	Philosophe, haut fonctionnaire, bureau USRA	20/11/2018 - L'Aquila
23	Francesco Nanni	Entrepreneur, directeur de l'ANCE	08/04/2019- L'Aquila
24	Donato di Ludovico	Professeur d'ingénierie et urbanisme à l'Université de L'Aquila	10/04/2019 -L'Aquila
25	Ettore Baratttelli	Entrepreneur, président ANCE 2009	11/04/2019 - L'Aquila
26	Pietro Di Stefano -2	Ingénieur, adjoint à la Reconstruction de la commune de L'Aquila	08/10/2019 - L'Aquila
27	Donatella Biasini	Géomètre, fonctionnaire de la Protection civile da la commune de L'Aquila	08/10/2019 - L'Aquila
28	Silvio Rotilio	Ingénieur, fonctionnaire du bureau des Chantiers de la commune de L'Aquila	08/10/2019 -L'Aquila
29	Lina Calandra	Professeur de géographie à l'Université de L'Aquila	09/10/2019 - L'Aquila

30	Adolfo Cicchetti	Entrepreneur, président de l'ANCE en 2019	09/10/2019 -L'Aquila
31	Emanuela Sannito	Ingénieur, ANCE en 2019	09/10/2019 - L'Aquila
32	Lucio Cococcetta	Entrepreneur, directeur de l'ANCE en 2019	09/10/2019 - L'Aquila
33	Massimo Cialente	Maire de L'Aquila de 2007 à 2017	10/10/2019 - L'Aquila
34	Fausto Dramisino	Ingénieur, entreprise ARCHEORES, ANCE	10/10/2019 - L'Aquila
35	Andrea Calzetta	Architecte, USRA	11/10/2019 - L'Aquila
36	Giulia Tomassi	Opératrice culturelle, présidente de l'*Urban Center*	12/10/2019 -L'Aquila
37	Roberto Pesce	Architecte, responsable du Comité Nord-Ovest, Cese di Preturo	27/05/2020- L'Aquila

Poèmes

Avec amour pour L'Aquila

Con amore per L'Aquila

n'aie pas peur du haut de l'infiniment petit du normal
non avere paura dell'alto del micro del normale

de l'ombre du jeu de tout surtout ! non
dell'ombra del gioco di tutto soprattutto! non

n'aie pas peur de la pauvreté la faim le froid la liberté
avere paura della povertà la fame il freddo la libertà

de comment te comporter avec ludo quand tu le verras
di come comportarti con ludo quando lo vedrai

dans cinq dix minutes, une heure et de dormir
tra cinque dieci minuti, un'ora e di dormire

sur le divan parce que ta bouche n'aura plus accès
sul divano perché la tua bocca non avrà più accesso

à ses baisers. N'aie pas peur de revenir là où
ai suoi baci. Non avere paura di tornare dove

tu ne veux plus vivre, surtout n'aie pas peur de dénoncer publiquement
non vuoi più vivere, soprattutto non avere paura di denunciare pubblicamente

que l'expérience humaine
che l'esperimento umano

initiée avec la punition
iniziato con la punizione

s'achève avec la peur panique. Surtout
finisce con la paura assoluta. Soprattutto

n'aie pas peur que dure la peur,
non avere paura che duri la paura,

la peur s'épanouit lentement, brise les mottes patiemment
la paura sboccia piano, spacca le zolle con pazienza

le jour où l'on fête les humains qui n'ont pas peur.
nel giorno che si festeggiano gli umani che non hanno paura.

n'aie pas peur surtout ! n'aie pas peur
non avere paura soprattutto! non avere paura

n’aie pas peur n’aie pas peur n’aie pas

non avere paura non avere paura non avere

peur surtout,

paura soprattutto,

surtout n’aie pas peur, du soleil à la fenêtre

soprattutto non avere paura, del sole alla finestra

sur le potager, du vent, du silence de la solitude non

sull’orto, del vento, del silenzio della solitudine non

n’aie pas peur de la thèse à finir, de ne pas

avere paura delle tesi da terminare, di non

réussir à la faire avant de mourir de peur

riuscire a farla prima di morire di paura

tu ne dois pas avoir peur de souffrir surtout

non devi avere paura di soffrire soprattutto

tu ne dois pas avoir peur du pain, du pain, des chèvres, de la plume

non devi avere paura del pane, del pane, delle capre, della penna

et de ses mots, n’aie pas peur des sœurs cousines mamies

e le sue parole, non avere paura di sorelle cugine nonne

mamans, surtout n’aie pas peur des pensées

mamme, soprattutto non avere paura dei pensieri

froides, du lit vide de la télévision chaque jour,

freddi, del letto vuoto della televisione ogni giorno,

n’aie pas peur n’aie pas peur des haies

non avere paura non avere paura delle siepi

des peupliers, de la dent de lion qui pousse, du pivert n’aie pas peur surtout

dei pioppi, del dente di leone che cresce, del picchio verde non avere paura soprattutto

des gravats, des pierres à qui tu voudrais rendre la vie, de la ville sombre et vide

delle macerie, delle pietre alle quali vorresti rendere la loro vita, della città buia e vuota

de la bureaucratie, des mensonges bien dits, du ciment de la côte et des forçats du divertissement

della burocrazia, delle bugie ben dette, del cemento della costa e dei forzati del divertimento

non, n'aie pas peur, surtout n'aie pas peur qu'alentour tous permettent que l'injustice s'accomplisse sans le courage d'arrêter les bulldozers qui anéantiront ton absence de peur, les bifores les cours les galets les fontaines, la glace sur la place, l'histoire de ton premier baiser et la place du vin rouge avec les amis, surtout n'aie pas peur des je-m'en-foutistes et des bien-pensants qui semblent ne pas avoir le corps meurtri, c'est le corps le seul qui n'a pas peur qu'il la transforme dans les chœurs

no, non avere paura, soprattutto non avere paura che tutti intorno lasceranno che l'ingiustizia si compia senza il coraggio di fermare i buldozzer che spazzeranno via la tua assenza di paura, le bifore i cortili i ciottoli le fontane, il gelato in piazza, la storia del tuo primo bacio e la piazza del vino rosso con gli amici, soprattutto non avere paura dei qualunquisti e dei buonisti che sembrano non avere il corpo martoriato, è il corpo il solo che non ha paura che la trasforma nei cori

dans les processions les rondes avec mains-et-corps qui se saluent, ce corps survivant parle

nei cortei i girotondi con le mani-corpo che si salutano, questo corpo sopravvissuto parla

mais surtout existe ne s'élimine pas avec des casques et des matraques, ne s'élimine pas avec le G8, ne s'élimine pas avec l'indifférence, ni avec le sarcasme, la superficialité ni avec le fascisme des esprits

ma soprattutto esiste non si elimina con caschi e i manganelli, non si elimina con il g8, non si elimina con l'indifferenza, né con il sarcasmo, la superficialità né con il fascismo delle menti

corréler conjuguer connecter considérer comprendre compatir continuer

collegare congiungere connettere considerare comprendere condividere continuare

avec - tous

con - tutti

avec - amour

con - amore

(Traduit de l'italien par Claire Pellissier)

Postemergency punk

Émigrante en fuite d'Ithaque détruite
Emigrante in fuga da itaca distrutta

à l'aventure j'étais partie
all'avventura ero partita

à la conquête de la connaissance
alla conquista della conoscenza

éternelle praticienne de l'art du bagage
eterna praticante dell'arte del bagaglio

devenu un baluchon, devenu un souvenir
diventato fagotto, diventato ricordo

minutieux
minuzioso

pris au hasard, sélectionné
preso a casaccio, selezionato

par l'esprit présent
dalla mente presente

sur la pointe des pieds
in punta di piedi

entre l'avant et l'après
tra il prima e il dopo

portée par la merveilleuse
portato dalla magnifica

mousse d'un mot retrouvé,
schiuma di una parola ritrovata,

pêche fructueuse.
pesca fruttuosa.

Les porcs l'ont prise
L'hanno presa i porci

ma ville mon aquila et ses
la mia aquila e i suoi

châteaux tout autour,

castelli intorno,

les champs de haricots, les terres montagnardes ;

i campi di fagioli, le terre montagnose;

les écroulements ont dévoilé

i crolli hanno mostrato

ses hontes :

le sue vergogne :

les accouplements tribaux avec

i tribali accoppiamenti con

le Seigneur, celui qui sauve

il Signore, quello che salva

par des miracles inouïs

con miracoli inauditi

et celui qui depuis toujours

e quello che da sempre

apprend à accepter les

educa ad accettare le

peurs dévastées d'une

paure sconvolte di una

société qui ne raisonne pas

società che non ragiona

sur l'action commune.

sul fare comune.

L'analyse s'est arrêtée à la propagande

L'analisi ferma alla propaganda,

la complexité *reducta ad*

la complessità reducta ad

unam autrement dit la petitesse

unam ovvero la grettezza

au pouvoir ! Toujours les mêmes vieux

al potere! I soliti vecchi

à promettre un avenir

a promettere un futuro

qu'ils ne verront pas.

che non vedranno.

Contrefaire la réalité comme si elle était la somme des nécessités

Contraffare la realtà come fosse la somma delle necessità

ainsi, construire sa propre maison

così, fare la propria casa

c'est un défi pour ceux qui osent

è la sfida di chi osa

tout simplement cultiver

il semplice coltivare

pour ceux qui jusqu'ici ont appris

di chi finora ha imparato

à accumuler, sans

ad accumulare, senza

dissiper les voix

dissipare le voci

chantantes des Chinois

cantanti dei cinesi,

la révolution des Français

la révolution dei francesi

de tout un peu, des briques

di tutto un po', mattoni

de tout genre défiant le cantique égocentrique

d'ogni genere sfidando il cantico egocentrico

des sirènes et leur

delle sirene e la loro

désir de nous garder

voglia di trattenerci

séduit dans le rêve

irretiti nel sogno

démesuré d'une forme de

fuori misura di una

paix perdus

pace persi

en haute mer.
in altura.

Au retour Pénélope avait
Al rientro Penelope aveva

fini sa toile
finito la sua tela

Argos avait perdu sa foi
Argo perso la sua fede

tous les Ulysse disséminés,
tutti gli odissei dispersi,

alors, ils ont changé
allora, hanno cambiato

le logos de leur voyage
il logos del loro viaggio

qui n'est plus un point d'ancrage
che non è più un attracco

ni
né

une locution mais une
una locuzione ma una

reconstruction.
ricostruzione.

L'angoisse de l'impossible
L'angoscia dell'impossibile

retour, du silence profond
ritorno, del silenzio profondo

et justement dans ce tohu-bohu
e proprio in quel baccano

faire renaître le blé
far rinascere il grano

avec le pain qui lui gonfle la poitrine
col pane che gli gonfia il petto

les crocus qui teintent les premières gelées

i crochi a tingere le prime gelate

sans négociation avec les pierres

senza contrattazione con i sassi

mis à part se réfugier dans des tholos

a parte il ripararsi in tholos

mis en vente par des myopes

messi in vendita da miopi

chacals d'espaces

sciacalli di spazi,

les racines dans les ongles

le radici nelle unghie

les aurores rosées dans les bras

le rosee aurore tra le braccia

ne plus écouter aucune menace

non ascoltare più alcuna minaccia

mais avec n'importe quelle écorce faire une brèche dans la racaille

ma con qualunque corteccia fare breccia nella feccia

et à partir de cette percée retrouver les grottes frotter le sort

e da lì in poi ritrovare le grotte strofinare la sorte

sur le cul du général la main morte, à nouveau sérieux

sul culo del generale la mano morta, di nuovo seri

sans music-hall sans clown sans ville.

senza varietà senza clown senza città.

Dans cette île thermique la valeur n'est pas le revenu

In quest'isola termica il valore non è la rendita

dans cette île électromagnétique la valeur n'est pas la technique

in quest'isola elettromagnetica il valore non è la tecnica

dans cette île géométrique la valeur n'est pas la mimique

in quest'isola geometrica il valore non è la mimica

dans cette île panique la valeur est la mantique

in quest'isola panica il valore è la mantica

dans cette île sémiotique j'attribue de la valeur à la logique

in quest'isola segnica dò valore alla logica

dans cette île agricole j'attribue de la valeur à la rythmique

in quest'isola agricola dò valore alla ritmica

mais dans cette île déjà prise par la camorra nous nous en prendrons au premier qui se jettera dans les bras de ces porcs pour les m.a.i.s.o.n.s. sans prononcer un seul mot, dès le premier moment, en occultant à soi-même que ceux-ci n'auraient pas acheté ce qui n'aurait pas été mis sur le marché : les directeurs d'académies les paysans possédants les terrassiers connivents les dirigeants dressés par les maires ramollis en bas dans la vallée la tension coupe les fils ne tient plus les contextes elle s'insinue sous les vêtements et tu les amènerais avec toi sous les oliviers dans tes abris

ma su quest'isola già presa dalla camorra ce la prenderemo con il primo che corra tra le braccia di quei porci per le c.a.s.e. senza pronunciare una frase, sin dalla prima fase, occultando a sé stessi che quelli non avrebbero comprato ciò che non fosse stato messo al mercato: i direttori d'accademia i paesani possidenti i cavatori conniventi i dirigenti ammaestrati da sindaci rimbambiti giù nella valle la tensione spezza i fili non regge più i contesti s'insinua sotto le vesti e le porteresti con te sotto gli ulivi nei tuoi ritiri

et ceux qui dans l'île regardaient l'avenir et ont cru à tout prix en laissant faire aveuglément ? Retour à une question essentielle qui nous avait poussé avec le mistral comme moi et toi sur la banalité comme toi et moi ensemble sur la bleue immensité.

e chi dell'isola guardava i destini e ha creduto ugualmente ha lasciato fare ciecamente? Ritorno ad una domanda essenziale che aveva spinto col maestrale come me e te sul banale come te e me insieme sul mare.

(Traduit de l'italien par Emanuela Nanni)

N. 139

En cet avril d'un jour
In quell'aprile di un giorno

De la vie à l'aube
della vita all'alba

De ce jour, non
di quel giorno, no

Dans la nuit noire
nella notte fonda

Le regard s'
lo sguardo si

éveilla seul
sveglio' solo

sans plu de monde
senza più mondo

sans avoir avoir pu
senza aver potuto

lire a fond de la
leggere nel fondo della

tasse l'espace
tazzina lo spazio

perdu, le temps
perduto, il tempo

accéléré, la substance
accelerato, la sostanza

annihilée au centre
annientata al centro

de son noyau invisible.
del suo nucleo indivisibile.

Si le monde est la maison
Se il mondo è la casa

De l'être fatigués,
dell'essere stanchi,

sans répit j'ai commencé
senza riposo ho iniziato

a errer sur la terre
a vagare per la terra

posant mes petites racines
ponendo le mie radichette

dans des vases. Ne pouvant pas
in vasi. Non potendo

nourrir la terre j'ai nourrit
nutrire la terra ho nutrito

la plante avec des musiques
la pianta con musiche

et des feux de fête
e fuochi di festa

pensant au sentir
pensando al sentire

de ne pas ressentir
di non risentire

l'oppression serrée des
l'angustia stretta degli

des espaces du folklore.
degli stereotipi del folclore.

Je me fait pitié et
Mi faccio pietà e

je reviens où me semble
torno dove mi sembra

que les choses soient moins
che le cose siano meno

pensées, où les quantités
pensate, dove le quantità

ne dominent pas démesurés

non dominano smisurate

les myriades innombrables

le miriadi innumerevoli

inégalités une foule nombreuses

ineguaglianze una folta schiera

de désires non codés

di desideri non codificati

en canon mais mutuelle

in canone ma mutuale

relation, par rapport a.

relazione, rispetto a.

Déterritorialisation et production de nouvelles vulnérabilités : le processus de reconstruction de L'Aquila après le séisme de 2009

Ce travail de thèse, appuyé sur un positionnement de chercheuse/rescapée habitante de la ville de L'Aquila analyse, sur une période de 15 ans, le déroulement (encore en cours) de la reconstruction de la ville monumentale de L'Aquila, chef-lieu de la région des Abruzzes (Italie), frappée le 6 avril 2009 par un séisme de magnitude 6,3 Mw. L'analyse systémique des effets des politiques de rétablissement (recovery) permet d'apprécier les continuités et bifurcations qu'elles engendrent. L'objectif est de montrer comment la gestion de la post-catastrophe et le processus de reconstruction de la ville de L'Aquila prolongent la déterritorialisation historique et fabriquent de nouvelles vulnérabilités socio-spatiales. Le déroulement de la reconstruction est paradigmatique d'une conception dominante de la catastrophe centrée sur l'aléa et la résolution technique qui ne permet pas de répondre aux objectifs de réduction des risques de catastrophe. Le tremblement de terre touche une ville déjà marquée par une histoire urbaine exacerbant ses vulnérabilités physiques et induisant des processus de déterritorialisation. Après une phase d'urgence très médiatisée caractérisée par la personnalisation du président du Conseil Silvio Berlusconi, par une approche militariste de la Protection civile et par l'établissement de l'état d'urgence, qui dure trois ans, un processus de reconstruction s'engage, mobilisant institutions locales, services d'État, comités locaux et entreprises du bâtiment. Ce processus, loin d'être un champ neutre, s'avère être une arène discursive où chacun de ces acteurs essaie d'imposer la signification de ce qui fait catastrophe, selon des récits divergents conduisant à des actions qui aggravent la déterritorialisation de la ville et de ses alentours. Les habitants, organisés en comités sont porteurs d'autres besoins, notamment ceux d'une « reconstruction sociale ». Les initiatives citoyennes, finalement étouffées ou récupérées par les pouvoirs locaux, sont la démonstration d'un manque de démocratie et de participation dans ce processus.

Mots-clés : catastrophe, reconstruction, déterritorialisation, vulnérabilité, disaster studies, L'Aquila

Deterritorialisation and production of new vulnerabilities : the recovery process in L'Aquila after the 2009 earthquake

This PhD thesis, based on the perspective of a researcher/survivor living in the city of L'Aquila, analyses the (still ongoing) reconstruction of the monumental city of L'Aquila, chief town of the Abruzzo region (Italy), hit on 6 April 2009 by a 6.3 Mw earthquake. A systemic analysis of the effects of recovery policies allows us to assess the continuities and bifurcations they engender. The aim is to show how post-disaster management and the reconstruction process in the city of L'Aquila are prolonging historical deterritorialisation and producing new socio-spatial vulnerabilities. The reconstruction process is paradigmatic of a dominant conception of disaster centred on hazard and technical resolution, which does not allow for the achievement of disaster risk reduction objectives. The earthquake struck a city already marked by an urban history that exacerbated its physical vulnerabilities and induced processes of deterritorialisation. After a highly mediatised emergency phase characterised by the personalisation of Prime Minister Silvio Berlusconi, a militaristic approach by the Civil Protection Agency and the declaration of a state of emergency that lasted three years, a recovery process began, mobilising local institutions, state services, local committees and construction companies. Far from being a neutral field, this process turned out to be a discursive arena where each of these actors tried to impose their own meaning on the disaster, according to divergent narratives leading to actions that aggravated the deterritorialisation of the city and its surroundings. The inhabitants, organised into committees, had other needs, notably those of 'social reconstruction'. Citizen initiatives, ultimately stifled or co-opted by local authorities, demonstrate a lack of democracy and participation in this process.

Keywords : catastrophe, recovery, deterritorialisation, vulnerability, disaster studies, L'Aquila